ORGANISATION MONDIALE DU COMMERCE

WT/DS206/R
28 juin 2002

(02-3483)

Original: anglais

ÉTATS-UNIS - MESURES ANTIDUMPING ET COMPENSATOIRES APPLIQUÉES AUX TÔLES EN ACIER EN PROVENANCE DE L'INDE

Rapport du Groupe spécial

Le rapport du Groupe spécial "États-Unis - Mesures antidumping et compensatoires appliquées aux tôles en acier en provenance de l'Inde" est distribué à tous les Membres conformément au Mémorandum d'accord sur le règlement des différends. Il est mis en distribution non restreinte le 28 juin 2002, en application des Procédures de distribution et de mise en distribution générale des documents de l'OMC (WT/L/160/Rev.1). Il est rappelé aux Membres que, conformément au Mémorandum d'accord sur le règlement des différends, seules les parties au différend pourront faire appel du rapport d'un groupe spécial. L'appel sera limité aux questions de droit couvertes par le rapport du Groupe spécial et aux interprétations du droit données par celui-ci. Il n'y aura pas de communication *ex parte* avec le Groupe spécial ou l'Organe d'appel en ce qui concerne les questions que l'un ou l'autre examine.

Note du Secrétariat: Le présent rapport sera adopté par l'Organe de règlement des différends (ORD) dans les 60 jours suivant la date de sa distribution, à moins qu'une partie au différend ne décide de faire appel ou que l'ORD ne décide par consensus de ne pas l'adopter. S'il fait l'objet d'un appel formé devant l'Organe d'appel, il ne sera pas examiné par l'ORD, en vue de son adoption, avant l'achèvement de la procédure d'appel. Des renseignements sur la situation à cet égard peuvent être obtenus auprès du Secrétariat de l'OMC.

TABLE DES MATIÈRES

Page

I. INTRODUCTION 1

II. ASPECTS FACTUELS 1

III. CONSTATATIONS ET RECOMMANDATIONS DEMANDéES PAR LES PARTIES 3

A. INDE 3

B. ÉTATS-UNIS 3

IV. ARGUMENTS DES PARTIES 4

V. ARGUMENTS DES TIERCES PARTIES 4

VI. RÉEXAMEN INTÉRIMAIRE 4

VII. CONSTATATIONS 7

A. QUESTIONS GÉNÉRALES 7

1. Critère d'examen 7

2. Charge de la preuve 9

B. QUESTIONS PRÉLIMINAIRES 9

C. ALLÉGATIONS ABANDONNÉES 15

D. ALLÉGATIONS ET ARGUMENTS 17

1. Aperçu général 17

2. Question de savoir si le DOC a agi d'une manière incompatible avec l'article 6.8 et l'Annexe II de l'Accord antidumping en recourant aux données de fait disponibles dans l'enquête antidumping en question 18

3. Question de savoir si les articles 776 a), 782 d) et 782 e) de la Loi douanière de 1930, ainsi qu'elle a été modifiée, sont incompatibles tels qu'ils sont libellés avec l'article 6.8 et l'Annexe II de l'Accord antidumping 33

4. Question de savoir si la mesure finale est incompatible avec les articles 2.2, 2.4 et 9.3 de l'Accord antidumping et l'article VI:1 et VI:2 du GATT de 1994 40

5. Question de savoir si le DOC a agi d'une manière incompatible avec l'article 15 de l'Accord antidumping 41

VIII. CONCLUSIONS ET RECOMMANDATION 46

LISTE DES ANNEXES

ANNEXE A
Première communication des parties

Table des matières		Page
Annexe A-1	Première communication de l'Inde	A-2
Annexe A-2	Première communication écrite des États-Unis	A-59

ANNEXE B
Communications des tierces parties

Table des matières		Page
Annexe B-1	Communication du Japon en tant que tierce partie	B-2
Annexe B-2	Communication des Communautés européennes en tant que tierce partie	B-5

ANNEXE C
Deuxième communication des parties

Table des matières		Page
Annexe C-1	Deuxième communication écrite de l'Inde	C-2
Annexe C-2	Deuxième communication écrite des États-Unis	C-36

ANNEXE D
Déclarations orales, première et deuxième réunions

Table des matières		Page
Annexe D-1	Déclaration orale des États-Unis	D-2
Annexe D-2	Déclaration orale de l'Inde	D-8
Annexe D-3	Déclaration orale des Communautés européennes en tant que tierce partie	D-31
Annexe D-4	Déclaration orale du Chili en tant que tierce partie	D-33
Annexe D-5	Déclaration orale des États-Unis - Deuxième réunion du Groupe spécial	D-37
Annexe D-6	Déclaration orale de l'Inde - Deuxième réunion du Groupe spécial	D-44

ANNEXE E
Questions et réponses

Table des matières		Page
Annexe E-1	Réponses de l'Inde aux questions du Groupe spécial - Première réunion	E-2
Annexe E-2	Réponses des États-Unis aux questions du Groupe spécial - Première réunion	E-32
Annexe E-3	Réponses du Chili aux questions du Groupe spécial	E-66
Annexe E-4	Réponses des Communautés européennes aux questions du Groupe spécial	E-70
Annexe E-5	Réponses du Japon aux questions du Groupe spécial	E-73
Annexe E-6	Observations des États-Unis sur les réponses de l'Inde aux questions du Groupe spécial	E-77
Annexe E-7	Observations de l'Inde sur les réponses des États-Unis aux questions du Groupe spécial	E-83
Annexe E-8	Réponses des États-Unis aux questions du Groupe spécial du 26 février 2002 - Deuxième réunion	E-102
Annexe E-9	Réponses de l'Inde aux questions du Groupe spécial du 26 février 2002 - Deuxième réunion	E-111

I. INTRODUCTION

1.1 Le 4 octobre 2000, l'Inde a demandé l'ouverture de consultations avec les États-Unis conformément à l'article 4 du Mémorandum d'accord sur les règles et procédures régissant le règlement des différends (Mémorandum d'accord), à l'article XXII de l'Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce de 1994 (GATT de 1994) et à l'article 17 de l'Accord sur la mise en œuvre de l'article VI du GATT de 1994 (Accord antidumping) au sujet, entre autres choses, de l'enquête antidumping menée par les États-Unis et visant les tôles en acier au carbone coupées à longueur.[1] Les États-Unis et l'Inde ont tenu des consultations le 21 novembre 2000, mais ne sont pas parvenus à régler le différend.

1.2 Le 7 juin 2001, l'Inde a demandé à l'Organe de règlement des différends (ORD) d'établir un groupe spécial conformément à l'article XXIII:2 du GATT de 1994, aux articles 4 et 6 du Mémorandum d'accord et à l'article 17 de l'Accord antidumping.[2]

1.3 À sa réunion du 24 juillet 2001, l'ORD a établi un groupe spécial conformément à l'article 6 du Mémorandum d'accord pour examiner la question portée devant l'ORD par l'Inde dans le document WT/DS206/2. À cette réunion, les parties au différend sont convenues également que le Groupe spécial serait doté du mandat type. Ce mandat est donc le suivant:

> "Examiner, à la lumière des dispositions pertinentes des accords visés cités par l'Inde dans le document WT/DS206/2, la question portée devant l'ORD par l'Inde dans ce document; faire des constatations propres à aider l'ORD à formuler des recommandations ou à statuer sur la question, ainsi qu'il est prévu dans lesdits accords."

1.4 Le 16 octobre 2001, l'Inde a demandé au Directeur général, en vertu de l'article 8:7 du Mémorandum d'accord, de déterminer la composition du Groupe spécial. Le 26 octobre 2001, le Directeur général a donné au Groupe spécial la composition suivante[3]:

Président: M. Timothy Groser

Membres: Mme Salmiah Ramli
Mme Luz Elena Reyes

1.5 Le Chili, les Communautés européennes et le Japon se sont réservé le droit de participer aux travaux du Groupe spécial en tant que tierces parties.

1.6 Le Groupe spécial s'est réuni avec les parties les 23 et 24 janvier 2002 et le 26 février 2002. Il s'est réuni avec les tierces parties le 24 janvier 2002.

1.7 Le Groupe spécial a présenté son rapport intérimaire aux parties le 3 mai 2002.

II. ASPECTS FACTUELS

2.1 Le présent différend concerne l'imposition par les États-Unis de mesures antidumping visant certaines tôles en acier au carbone coupées à longueur (tôles en acier) en provenance de l'Inde.

2.2 Sur la base d'une requête présentée par US Steel Group, Bethlehem Steel, Gulf States Steel, Ipsco Steel, Tuscaloosa Steel et United Steel Workers of America, le Département du commerce des États-Unis (le DOC) a ouvert le 8 mars 1999 une enquête antidumping sur les importations de

[1] WT/DS206/1.
[2] WT/DS206/2.
[3] WT/DS206/3.

certaines tôles en acier au carbone coupées à longueur en provenance, entre autres, de l'Inde. La seule entreprise indienne interrogée était Steel Authority of India Ltd (SAIL). La partie de l'enquête concernant le dumping a été effectuée par le DOC en vertu de la Loi antidumping des États-Unis et des règlements connexes du DOC.[4]

2.3 Le 29 juillet 1999, le DOC a publié une détermination préliminaire de l'existence de ventes à des prix de dumping. En ce qui concerne SAIL, il a établi sa détermination sur la base des données de fait disponibles, en se fondant sur la moyenne des deux marges estimatives indiquées dans la requête, et a attribué à SAIL une marge préliminaire de 58,50 pour cent.

2.4 Le 29 juillet 1999, SAIL, par lettre adressée au DOC, a proposé un projet d'accord de suspension concernant les tôles coupées à longueur en provenance de l'Inde. Le 31 août 1999, une réunion s'est tenue avec la participation du conseil de SAIL, du Secrétaire adjoint du DOC pour l'administration des importations et d'autres responsables pour examiner la proposition. Aucun accord de suspension n'a été conclu.

2.5 Le 29 décembre 1999, le DOC a publié une détermination finale de l'existence de ventes à des prix de dumping. Il a constaté que SAIL n'avait pas coopéré au mieux de ses possibilités pour répondre aux demandes de renseignements, et que des erreurs ainsi que l'insuffisance des renseignements portaient atteinte à la fiabilité de toutes les données présentées par SAIL. Il a donc rejeté les données de SAIL dans leur totalité, et s'est entièrement fondé sur les données de fait disponibles ("données de fait disponibles totales") pour déterminer la marge de dumping de SAIL. Ayant constaté qu'il était approprié de procéder à des déductions défavorables du fait de la non-coopération de SAIL, le DOC a attribué à SAIL la plus élevée des marges alléguées dans la requête, soit 72,49 pour cent.

2.6 Le 10 février 2000, la Commission du commerce international des États-Unis a publié une détermination de l'existence d'un dommage important imputable aux importations du produit visé en provenance, entre autres, de l'Inde, pour lesquelles le DOC avait constaté l'existence d'un dumping. Le même jour, le DOC a modifié sa détermination finale (sur des points qui ne sont pas pertinents en l'espèce) et a publié l'ordonnance antidumping.

2.7 SAIL a contesté la détermination finale du DOC devant le Tribunal du commerce international des États-Unis (CIT). Elle a fait valoir que la décision du DOC était fondée sur une interprétation incorrecte de la loi et des règlements applicables. Elle a aussi fait valoir que le DOC avait commis une erreur en rejetant ses données dans leur totalité pour recourir aux données de fait disponibles totales, et en appliquant les déductions défavorables. Le CIT a confirmé l'interprétation par le DOC de la loi et des règlements des États-Unis applicables, comme étant une "interprétation raisonnable de la loi" et compatible avec la "pratique suivie de longue date [par le DOC] consistant à limiter l'utilisation des données de fait disponibles partielles". Cependant, l'affaire a été renvoyée au DOC pour que celui-ci explique sa décision selon laquelle SAIL n'avait pas agi au mieux de ses possibilités, qui servait de fondement à la décision de recourir aux déductions défavorables pour choisir les données de fait disponibles sur la base desquelles la marge de dumping de SAIL avait été calculée.

2.8 Le 27 septembre 2001, après la demande d'établissement d'un groupe spécial chargé d'examiner le présent différend, le DOC a publié sa nouvelle détermination établie à l'issue du renvoi,

[4] Les États-Unis ont un système à deux volets, dans le cadre duquel différents organismes du gouvernement sont responsables des parties de la procédure qui concernent le calcul du dumping et le dommage. Le DOC effectue les calculs relatifs au dumping et impose finalement les mesures antidumping éventuelles. La partie de l'enquête relative au dommage est confiée à la Commission du commerce international des États-Unis. L'enquête menée par la Commission et la détermination de l'existence d'un dommage important, établie à l'issue de l'enquête, dans l'affaire des tôles en acier ne font pas l'objet du présent différend.

qui n'est pas mise en cause dans le présent différend. Il a expliqué sa décision selon laquelle les déductions défavorables étaient appropriées en l'espèce. Il a expliqué que l'utilisation de certains des renseignements communiqués par SAIL et des données de fait disponibles partielles permettrait à une société interrogée d'influencer le résultat d'une enquête antidumping en répondant de manière sélective aux questionnaires. La marge de dumping de 72,49 pour cent est restée inchangée. Le CIT a confirmé le 17 décembre 2001 la nouvelle détermination établie à l'issue du renvoi.

2.9 Le 4 octobre 2000, l'Inde a demandé l'ouverture de consultations avec les États-Unis conformément à l'article 4 du Mémorandum d'accord. Les consultations se sont tenues le 21 novembre 2000 mais les parties n'ont pas pu régler le différend. Par la suite, l'Inde a demandé l'établissement d'un groupe spécial le 7 juin 2001.

III. CONSTATATIONS ET RECOMMANDATIONS DEMANDÉES PAR LES PARTIES

A. INDE

3.1 L'Inde demande que le Groupe spécial établisse les constatations suivantes:

a) L'ordonnance instituant un droit antidumping publiée le 10 février 2000 par le DOC dans l'affaire *Certaines tôles en acier au carbone coupées à longueur en provenance de l'Inde* est incompatible avec les obligations des États-Unis au titre des articles 2.4, 6.8, 9.3, 15 et de l'Annexe II, paragraphes 3, 5 et 7, de l'Accord antidumping, et au titre de l'article VI:1 et VI:2 du GATT de 1994.

b) Les articles 776 a), 782 d) et 782 e) de la Loi douanière de 1930 ainsi qu'elle a été modifiée (19 U.S.C. § 1677e(a), § 1677m(d) et § 1677m(e)), en tant que tels et tels qu'ils ont été interprétés par le DOC et le CIT, sont incompatibles avec les obligations des États-Unis au titre de l'article 6.8 et de l'Annexe II, paragraphes 3, 5 et 7, de l'Accord antidumping.

c) Les articles 776 a), 782 d) et 782 e) de la Loi douanière de 1930 ainsi qu'elle a été modifiée (19 U.S.C. § 1677e(a), § 1677m(d) et § 1677m(e)), tels qu'ils ont été appliqués par le DOC au cours de l'enquête ayant donné lieu aux mesures de caractère final mentionnées ci-dessus sont incompatibles avec les obligations des États-Unis au titre des articles 2.4, 6.8, 9.3, 15 et de l'Annexe II, paragraphes 3, 5 et 7, de l'Accord antidumping, et au titre de l'article VI:2 du GATT de 1994.

3.2 L'Inde demande que le Groupe spécial recommande, en vertu de l'article 19:1 du Mémorandum d'accord, que les États-Unis rendent leur ordonnance instituant un droit antidumping et les dispositions légales mentionnées ci-dessus conformes à l'Accord antidumping et à l'article VI:1 et VI:2 du GATT de 1994.

3.3 L'Inde demande en outre que le Groupe spécial exerce sa faculté discrétionnaire, au titre de l'article 19:1 du Mémorandum d'accord, pour suggérer aux États-Unis des façons de mettre en œuvre les recommandations. En particulier, elle demande que le Groupe spécial suggère aux États-Unis de recalculer les marges de dumping en tenant compte des données de SAIL sur les ventes aux États-Unis, qui ont été vérifiées, qui ont été communiquées en temps utile et qui sont utilisables, et, le cas échéant, d'abroger également l'ordonnance antidumping.

B. ÉTATS-UNIS

3.4 Les États-Unis demandent au Groupe spécial de constater que les allégations de l'Inde sont sans fondement et de les rejeter.

IV. ARGUMENTS DES PARTIES

4.1 Les arguments des parties sont exposés dans leurs communications adressées au Groupe spécial. Les communications des parties sont reproduites dans les annexes du présent rapport (voir la liste des annexes, page ii).

V. ARGUMENTS DES TIERCES PARTIES

5.1 Les arguments des tierces parties, à savoir les Communautés européennes, le Chili et le Japon, sont exposés dans leurs communications adressées au Groupe spécial et sont reproduits dans les annexes du présent rapport (voir la liste des annexes, page ii).

VI. RÉEXAMEN INTÉRIMAIRE

6.1 Seule l'Inde a présenté, le 17 mai 2002, des observations concernant le rapport intérimaire. Conformément aux procédures de travail, les États-Unis ont par la suite répondu aux observations de l'Inde, le 24 mai 2002. La majeure partie des observations de l'Inde concernaient des erreurs typographiques ou grammaticales. En réponse à ces observations, le Groupe spécial a corrigé les erreurs typographiques et autres erreurs matérielles dans tout le rapport, et il a aussi corrigé les erreurs qu'il avait lui-même relevées, conformément aux règles rédactionnelles de l'OMC.

6.2 Outre ce qui précède, l'Inde a réitéré dans ses observations une demande qu'elle avait formulée antérieurement dans les observations concernant la partie descriptive du rapport, qui avait été distribuée aux parties le 22 mars 2002. Elle affirme que, pour les raisons exposées dans ses observations concernant la partie descriptive, le texte du paragraphe 3.1, qui décrit les mesures et les allégations en cause, "ne reflète pas correctement les allégations de l'Inde ni les mesures analysées et clarifiées par l'Inde au cours de la procédure". Elle propose que le Groupe spécial incorpore les modifications qu'elle avait proposées dans ses observations concernant la partie descriptive du rapport.

6.3 Les États-Unis estiment que le Groupe spécial a eu raison de rejeter la demande antérieure de l'Inde et qu'il devrait aussi rejeter cette demande. À leur avis, les modifications que l'Inde propose d'apporter au paragraphe 3.1 énoncent de façon inexacte les allégations juridiques que l'Inde avait exposées dans sa demande d'établissement du présent Groupe spécial. Les États-Unis font observer que le Groupe spécial semble avoir repris le paragraphe 3.1 textuellement du paragraphe 179 de la première communication écrite de l'Inde, et il ne voit donc aucune raison qui permette à l'Inde d'affirmer que le paragraphe est inexact.

6.4 Nous avons examiné cette question antérieurement en relation avec les observations de l'Inde concernant la partie descriptive, et avons alors décidé de laisser le paragraphe 3.1 tel qu'il avait été initialement rédigé. Comme les États-Unis le signalent à juste titre, le texte du paragraphe 3.1 du rapport est repris textuellement de la première communication de l'Inde. Il ne semble y avoir aucune raison à ce stade de modifier le texte du rapport. Ainsi, nous estimons que ce texte reflète avec exactitude la mesure corrective souhaitée par l'Inde. Les arguments de l'Inde ont évolué au cours de la procédure mais cela n'affecte pas les mesures et/ou les allégations dont le Groupe spécial est saisi quant à la nature de la mesure corrective demandée. Le texte révisé proposé par l'Inde dans ses observations concernant la partie descriptive est une formulation entièrement nouvelle de sa demande de mesure corrective, qui ne figure dans aucune de ses communications antérieures. Nous ne voyons aucune raison d'offrir la possibilité d'affiner, à la fin de la procédure, la demande de mesure corrective présentée par la partie plaignante. Des modifications apportées tardivement à ce stade à la demande de mesure corrective pourraient donner lieu à des malentendus concernant le champ de la question portée devant le Groupe spécial, qui a été définie par les termes de la demande d'établissement d'un groupe spécial. Nous avons donc décidé de maintenir le paragraphe 3.1 tel qu'il avait été initialement rédigé.

6.5 L'Inde fait objection à ce que les termes "spécifiquement fait objection" et "objection spécifique" soient employés aux paragraphes 7.25 et 7.26 du rapport pour décrire la réaction des États-Unis à son intention de rétablir une allégation qu'elle avait explicitement abandonnée dans sa première communication. Elle déclare que, autant qu'elle s'en souvienne, les États-Unis n'ont formulé aucune objection, spécifique ou autre, à ce qu'elle soulève l'allégation abandonnée, tandis que le texte tel qu'il est actuellement rédigé laisse entendre qu'il y a eu une certaine objection "générale".

6.6 Les États-Unis estiment qu'il n'est pas nécessaire de modifier le rapport à cet égard.

6.7 Le Président, au début de la première réunion du Groupe spécial avec les parties, a invité les États-Unis à exprimer les vues que ceux-ci pourraient avoir sur la question. Le représentant des États-Unis a déclaré ce qui suit: "Monsieur le Président, nous estimons que la décision initiale de l'Inde d'abandonner l'allégation en dit long sur l'importance et le caractère marginal de cette allégation dans le présent différend. D'un autre côté, nous ne nions pas qu'il s'agit de quelque chose qui figure dans le mandat, que cette réunion est la première du Groupe spécial et qu'il y a des possibilités de présenter de nouveaux éléments de preuve, de sorte que nous n'y sommes pas opposés, dans cet esprit."

6.8 Cette déclaration pourrait être interprétée comme l'absence de toute objection, comme l'Inde l'affirme. À ce moment-là, cependant, nous croyions comprendre que la position des États-Unis signifiait que s'ils désapprouvaient l'action de l'Inde, ils n'estimaient pas qu'il y ait une objection juridique à cette action; autrement dit, alors que les États-Unis "objectaient" à l'action de l'Inde d'une manière générale, ils ne formuleraient aucune objection juridique. Comme le rapport est fondé sur les arguments et positions des parties, et reflète la manière dont nous les interprétons, et que les États-Unis ne jugent pas incorrecte la présentation que nous donnons de leur position, nous avons déterminé de ne rien modifier à cet égard.

6.9 L'Inde a formulé plusieurs observations concernant les paragraphes 7.26 et 7.29 du rapport. Elle note qu'à son avis, une atteinte effective ou théorique au droit des tierces parties à une procédure régulière semble être une raison fondamentale de la décision prise par le Groupe spécial au sujet de l'allégation abandonnée. À cet égard, elle estime que le rapport intérimaire omet plusieurs faits concernant les renseignements (et garanties d'une procédure régulière) qu'elle a fournis aux tierces parties. Elle demande au Groupe spécial de noter qu'elle a fourni aux tierces parties certains renseignements en relation avec son intention de rétablir l'allégation abandonnée, que ni les États-Unis ni les tierces parties n'ont fait objection à ces procédures, et que le Groupe spécial n'a pas demandé l'avis des tierces parties dans ce contexte. En outre, elle estime que le paragraphe 7.26 est fallacieux car il donne l'impression que les tierces parties ont traité toutes les questions dans le présent différend et qu'elles auraient traité l'allégation abandonnée de l'Inde.

6.10 Les États-Unis font objection à la demande de l'Inde tendant à ce que le Groupe spécial inclue des renseignements sur l'approche qu'elle a adoptée dans ses efforts pour rétablir l'allégation abandonnée. D'une manière générale, ils notent que les "faits" que l'Inde souhaite faire figurer dans le rapport du Groupe spécial sont destinés à donner l'impression que les tierces parties dans le présent différend n'ont pas été lésées par les actions de l'Inde – en passant sous silence le problème systémique, plus vaste, soulevé par le Groupe spécial. De plus, les États-Unis notent que, comme l'Inde soulève cette question au stade du réexamen intérimaire, les tierces parties ne sont pas en mesure d'exprimer un avis contraire quelconque sur la question.

6.11 En ce qui concerne les "faits" eux-mêmes, les États-Unis pensent que ce qui doit retenir l'attention c'est le fait que l'Inde n'a pas obtenu l'accord de tous les intéressés pour pouvoir rétablir une allégation qu'elle avait explicitement abandonnée dans sa première communication. Les États-Unis affirment que l'Inde ne peut pas rejeter cette responsabilité sur les autres parties en disant que celles-ci

"n'avaient pas fait d'objection" à des procédures qu'elle avait inventées de toutes pièces, et que toute absence d'objection de la part des États-Unis est donc simplement dénuée de pertinence.

6.12 Par ailleurs, les États-Unis mettent en doute certaines des affirmations factuelles faites par l'Inde. Enfin, ils ne partagent pas l'opinion de l'Inde selon laquelle le Groupe spécial devrait modifier la dernière phrase du paragraphe 7.26. Ils estiment que cette phrase est exacte et ne donne pas l'"impression fallacieuse" dont l'Inde fait état. À leur avis, la portée des communications des tierces parties ressort clairement des communications elles-mêmes.

6.13 Nous acceptons comme exacts les faits indiqués par l'Inde même si nous n'avons pas entrepris de les vérifier nous-mêmes. Cependant, pour l'essentiel, ces faits n'affectent pas notre décision de ne pas nous prononcer sur l'allégation abandonnée de l'Inde. Notre décision n'était pas fondée sur un préjudice effectivement causé à une partie ou tierce partie quelconque dans la présente affaire et n'est donc affectée par aucun fait ou argument quant à des efforts déployés pour éviter un effet préjudiciable ou à l'absence d'objection de la part des autres parties à la procédure. Notre souci, qui a dicté notre décision, est d'établir et de maintenir des procédures rationnelles qui permettent d'éviter, autant que possible, l'éventualité d'un préjudice causé à des parties et tierces parties dans tous les cas. Nous n'avons donc pas modifié le rapport pour y inclure les faits indiqués par l'Inde. En outre, nous n'avons pas modifié le paragraphe 7.26 du rapport pour préciser que les tierces parties n'ont pas traité la plupart des questions soulevées par l'Inde. Là encore, même si cela est vrai, c'est sans pertinence pour notre décision.

6.14 L'Inde suggère que le Groupe spécial inclue au paragraphe 7.56 du rapport une référence à la communication de tierce partie présentée par le Chili, qui cite le texte espagnol des paragraphes 3 et 5 de l'Annexe II de l'Accord antidumping.

6.15 Les États-Unis font objection à la suggestion de l'Inde. Ils notent que le Groupe spécial a fondé ses constatations sur l'article 6.8 lui-même, et non sur l'Annexe II, qui est l'objet des arguments du Chili fondés sur le texte espagnol. De plus, ils estiment que les arguments du Chili constituent une interprétation erronée du texte espagnol, ainsi que du principe d'interprétation mentionné, faisant référence à cet égard à leurs réponses aux questions du Groupe spécial à la première réunion, question n° 2 posée aux tierces parties, paragraphes 94 à 99. Cela étant, les États-Unis estiment qu'une référence à la communication du Chili dans le rapport n'ajouterait rien d'utile qui permette de trancher les questions en cause dans le présent différend. Enfin, ils demandent que le Groupe spécial, s'il décide de faire référence aux arguments du Chili, de faire également référence à l'intervention des États-Unis expliquant pourquoi les arguments du Chili étaient viciés.

6.16 Comme les États-Unis le signalent à juste titre, notre analyse et notre décision exposées au paragraphe 7.56 sont fondées sur le texte de l'article 6.8 de l'Accord, qui établit, selon nos constatations, que les dispositions de l'Annexe II sont impératives. Le fait que l'Annexe II emploie le mode conditionnel est mentionné mais non utilisé dans notre analyse. Comme nous n'avons pas utilisé les arguments du Chili concernant le texte espagnol de l'Annexe II pour établir notre détermination, l'inclusion d'une référence à ces arguments pourrait être source de confusion et provoquer un malentendu quant à ce qui sert de base à notre conclusion. Nous n'avons donc apporté aucune modification au texte du paragraphe 7.56.

6.17 En ce qui concerne le paragraphe 7.59 du rapport, l'Inde affirme que la deuxième phrase ne reflète pas avec exactitude son argument. Elle affirme qu'elle n'a pas fait valoir qu'un petit élément d'information qui *satisfaisait* à toutes les quatre prescriptions du paragraphe 3 de l'Annexe II (c'est-à-dire y compris la prescription selon laquelle les renseignements devaient être "utilisables sans difficultés indues") ne devrait pas être utilisé dans le calcul d'une marge de dumping, et qu'elle n'a jamais fait valoir que des renseignements qui "satisfaisaient en soi au paragraphe 3" ne pouvaient ni ne devraient être utilisés. L'Inde déclare qu'en réalité, son argument était qu'un élément d'information mineur ou modeste ne satisferait *pas* à la prescription du paragraphe 3 de l'Annexe II selon laquelle il

devait pouvoir être utilisé sans difficultés indues (même s'il satisfaisait effectivement aux trois autres conditions à savoir qu'il était vérifiable, communiqué en temps utile et présenté sous la forme informatique appropriée). Ainsi, selon l'Inde, si une autorité chargée de l'enquête objective et impartiale constate, après avoir fait preuve du degré d'effort requis par le critère relatif aux "difficultés indues", qu'un tel "petit" élément d'information ne peut pas être utilisé car d'autres renseignements ne sont pas disponibles, alors ce petit élément d'information ne "satisferait" pas aux prescriptions du paragraphe 3. L'Inde renvoie le Groupe spécial à ses réponses aux questions du Groupe spécial après la première réunion, paragraphes 54 et 60.

6.18 Les États-Unis n'avaient pas d'observation à formuler à cet égard.

6.19 Il semble bien que le texte du paragraphe 7.59 tel qu'il était rédigé ne reflétait pas avec exactitude l'argument de l'Inde à cet égard. Nous avons donc modifié ce paragraphe.

6.20 Enfin, l'Inde suggère que le Groupe spécial modifie le membre de phrase mis entre crochets "[déterminations préliminaires et finales de l'existence d'un dumping, d'un subventionnement et d'un dommage important]" dans la citation du texte de l'article 782 e) au paragraphe 7.91 du rapport afin de le rendre plus exact.

6.21 L'Inde a raison de dire que le passage mis entre crochets dans la citation de l'article 782 e) au paragraphe 7.91 du rapport tel qu'il était initialement rédigé ne rendait pas pleinement compte de la substance des dispositions qu'il est censé résumer. Nous avons donc modifié le texte à cet égard.

VII. CONSTATATIONS

A. QUESTIONS GÉNÉRALES

1. Critère d'examen

7.1 Les parties conviennent, d'une manière générale, que le Groupe spécial doit appliquer le critère d'examen énoncé à l'article 17.6 de l'Accord antidumping, mais elles ne s'entendent pas sur ce que ce critère implique pour l'examen que le Groupe spécial doit effectuer dans la présente affaire. L'Inde estime que le Groupe spécial devrait effectuer un "examen actif" des données de fait présentées au DOC, conformément à l'article 11 du Mémorandum d'accord sur les règles et procédures régissant le règlement des différends (ci-après le "Mémorandum d'accord") et à l'article 17.6 i) de l'Accord antidumping. Elle se réfère à cet égard à la décision rendue par l'Organe d'appel au sujet de l'application de l'article 11 dans une affaire concernant une décision des autorités administrantes nationales qui ne relevait pas de l'Accord antidumping, l'affaire *États-Unis - Fils de coton*[5], ainsi qu'à la décision rendue dans l'affaire *États-Unis - Acier laminé à chaud*[6], qui avait spécifiquement trait à l'article 17.6 de l'Accord antidumping.

7.2 Les États-Unis critiquent la référence faite par l'Inde au critère d'examen énoncé à l'article 11 du Mémorandum d'accord. À leur avis, la position de l'Inde est fondée sur une interprétation incorrecte des Accords de l'OMC et constitue une tentative d'accroître les obligations des autorités chargées de l'enquête. Les États-Unis notent que l'Accord antidumping est le seul des Accords de l'OMC à énoncer un critère d'examen spécifique, qui doit être appliqué. Ainsi, ils font valoir que la décision rendue dans l'affaire *États-Unis - Fils de coton* n'est pas pertinente. De plus, ils estiment que

[5] Rapport de l'Organe d'appel, *États-Unis - Mesure de sauvegarde transitoire appliquée aux fils de coton peignés en provenance du Pakistan ("États-Unis - Fils de coton")*, WT/DS192/AB/R, adopté le 5 novembre 2001.

[6] Rapport de l'Organe d'appel, *États-Unis - Mesures antidumping appliquées à certains produits en acier laminés à chaud en provenance du Japon ("États-Unis - Acier laminé à chaud")*, WT/DS184/AB/R, adopté le 23 août 2001.

la référence faite par l'Inde à l'article 11 est une tentative d'accroître les obligations des autorités chargées de l'enquête.

7.3 Il est indéniable dans le présent différend que nous devons appliquer le critère d'examen énoncé à l'article 17.6 de l'Accord antidumping, qui définit le critère d'examen spécial applicable aux différends en matière de dumping. En ce qui concerne les questions factuelles, l'article 17.6 i) dispose ce qui suit:

> "i) dans son évaluation des faits de la cause, le groupe spécial déterminera **si l'établissement des faits par les autorités était correct** et si leur **évaluation de ces faits était impartiale et objective**. Si l'établissement des faits était correct et que l'évaluation était impartiale et objective, même si le groupe spécial est arrivé à une conclusion différente, l'évaluation ne sera pas infirmée;" (pas de caractère gras dans l'original)

7.4 Pour ce qui est des questions relatives à l'interprétation de l'Accord antidumping, l'article 17.6 ii) dispose ce qui suit:

> "ii) le groupe spécial interprétera les dispositions pertinentes de l'Accord conformément aux règles coutumières d'interprétation du droit international public. Dans les cas où le groupe spécial constatera qu'une disposition pertinente de l'**Accord se prête à plus d'une interprétation admissible**, le groupe spécial constatera que la mesure prise par les autorités est **conforme à l'Accord si elle repose sur l'une de ces interprétations admissibles.**" (pas de caractère gras dans l'original)

7.5 L'Organe d'appel, dans l'affaire *États-Unis – Acier laminé à chaud*, a examiné la relation entre l'article 17.6 i) de l'Accord antidumping et l'article 11 du Mémorandum d'accord, et a explicitement conclu que, en ce qui concernait l'obligation des groupes spéciaux de procéder à une évaluation objective des faits de la cause dont il était saisi, il n'y avait aucun conflit entre ces deux articles.[7] Pour ce qui était de l'article 17.6 ii), l'Organe d'appel a fait observer que, même s'il imposait aux groupes spéciaux chargés d'examiner des différends en matière de dumping des obligations qui ne se trouvaient pas dans le Mémorandum d'accord, cet article complétait l'article 11 du Mémorandum d'accord à cet égard.[8]

7.6 Ainsi, nous n'estimons pas que la référence faite par l'Inde à l'article 11 du Mémorandum d'accord constitue un argument selon lequel nous devrions appliquer, pour examiner les aspects factuels du présent différend, un critère d'examen autre que celui qui est énoncé à l'article 17.6 de l'Accord antidumping et qui est applicable, comme l'Inde le reconnaît, à tous les différends en matière de dumping. Selon ce critère, nous sommes tenus d'évaluer les faits pour déterminer si l'établissement des faits effectué par les autorités chargées de l'enquête elles-mêmes était correct et d'évaluer l'évaluation de ces faits effectuée par les autorités elles-mêmes pour déterminer si elle était impartiale et objective. Ce qui en ressort clairement c'est qu'il nous est impossible d'établir les faits et de les évaluer pour nous-mêmes; autrement dit, nous ne pouvons pas engager un examen *de novo*. Cependant, cela ne limite pas notre examen des questions faisant l'objet du différend, mais uniquement la manière dont nous effectuons cet examen. À cet égard, nous ne perdons pas de vue que l'article 17.5 ii) de l'Accord antidumping dispose que nous devons examiner la question en nous fondant sur "les faits communiqués conformément aux procédures internes appropriées aux autorités du Membre importateur".

7.7 En ce qui concerne les questions relatives à l'interprétation de l'Accord antidumping, nous estimons qu'aux termes de l'article 17.6 ii) nous sommes tenus d'appliquer les règles coutumières

---

[7] Rapport de l'Organe d'appel, *États-Unis - Acier laminé à chaud*, paragraphe 55.
[8] *Id.*, paragraphe 62.

d'interprétation des traités, qui figurent aux articles 31 et 32 de la Convention de Vienne sur le droit des traités. L'article 31 de la Convention de Vienne dispose qu'un traité doit être interprété suivant le sens ordinaire à attribuer aux termes du traité dans leur contexte et à la lumière de son objet et de son but. Là encore, il n'y a aucune différence par rapport à la tâche de tous les groupes spéciaux pour ce qui est d'interpréter le texte des Accords de l'OMC. Ce que l'article 17.6 ii) de l'Accord antidumping prévoit en plus, c'est la prescription selon laquelle, si ce processus d'interprétation des traités nous amène à conclure que l'interprétation de la disposition en question qui a été avancée par la partie défenderesse est admissible, nous constaterons que la mesure est conforme si elle est fondée sur cette interprétation admissible.

2. Charge de la preuve

7.8 Bien que la question de la "charge de la preuve" ne semble pas jouer un rôle central dans les arguments des parties au présent différend, nous avons gardé présent à l'esprit le fait que dans les procédures de règlement des différends à l'OMC, la charge de la preuve incombe à la partie qui établit, par voie d'affirmation, une allégation ou un moyen de défense particulier.[9] Cela signifie que la partie plaignante sera tenue d'établir *prima facie* qu'il y a eu violation des dispositions pertinentes de l'Accord antidumping de l'OMC, ce qu'il incombe au défendeur, en l'espèce les États-Unis, de réfuter.[10] Le rôle du Groupe spécial n'est pas de plaider la cause de l'une ou de l'autre des deux parties, mais il peut poser des questions aux parties "afin de clarifier et de décanter les arguments juridiques".[11]

B. QUESTIONS PRÉLIMINAIRES

7.9 Les États-Unis n'ont demandé aucune décision préliminaire, mais ils ont soulevé deux questions qui peuvent être considérées "préliminaires" en ce sens qu'il est utile de se prononcer sur ces questions avant de tenter de se prononcer sur les allégations de l'Inde.

7.10 Premièrement, les États-Unis ont fait valoir que nous devrions ignorer les déclarations sous serment de M. Albert Hayes, présentées par l'Inde comme pièces dans le présent différend. Les États-Unis notent que M. Hayes est employé par le cabinet juridique qui représente le gouvernement indien en l'espèce, que ses déclarations sous serment ont été établies spécialement afin d'appuyer les arguments de l'Inde dans la présente affaire, plus de deux ans après que le DOC avait publié sa détermination finale, et que la société à laquelle il appartient ne représentait pas SAIL dans l'enquête antidumping correspondante. Les États-Unis font valoir que les renseignements contenus dans la déclaration sous serment de M. Hayes n'ont jamais été communiqués au DOC pendant l'enquête antidumping correspondante. En conséquence, ils font valoir que les déclarations sous serment de M. Hayes et les renseignements qui y figurent ne font pas partie des "faits communiqués conformément aux procédures internes appropriées aux autorités du Membre importateur" et ne

---

[9] Rapport de l'Organe d'appel, *États-Unis - Mesure affectant les importations de chemises, chemisiers et blouses, de laine, tissés en provenance de l'Inde*,WT/DS33/AB/R et Corr.1, adopté le 23 mai 1997, page 15, RRD 1997:I, 331, page 343.

[10] Nous notons la déclaration de l'Organe d'appel dans l'affaire *Corée -Produits laitiers* selon laquelle "Aucune disposition du Mémorandum d'accord ni de l'Accord sur les sauvegardes n'exige d'un groupe spécial qu'il se prononce expressément sur le point de savoir si le plaignant a apporté un commencement de preuve de violation avant de procéder à l'examen des moyens de défense et des éléments de preuve du défendeur". Rapport de l'Organe d'appel, *Corée - Mesure de sauvegarde définitive appliquée aux importations de certains produits laitiers*, WT/DS98/AB/R, adopté le 12 janvier 2000, paragraphe 145. L'Organe d'appel a confirmé cette opinion dans son rapport *Thaïlande - Droits antidumping sur les profilés en fer ou en aciers non alliés et les poutres en H en provenance de Pologne ("Thaïlande - Poutres en H")*, WT/DS122/AB/R, adopté le 5 avril 2001, paragraphe 134: "À notre avis, un groupe spécial n'est pas tenu de faire une constatation distincte et spécifique, dans chaque cas, établissant qu'une partie s'est acquittée de la charge de la preuve qui lui incombait pour une allégation particulière, ou qu'une partie a réfuté une argumentation *prima facie*."

[11] Rapport de l'Organe d'appel, *Thaïlande - Poutres en H*, paragraphe 136.

devraient donc pas être pris en considération par le Groupe spécial, conformément à l'article 17.5 de l'Accord.

7.11 Sur ce sujet, nous notons, comme il a été dit plus haut, qu'un groupe spécial est tenu, aux termes de l'article 11 du Mémorandum d'accord, de procéder à "une évaluation objective de la question dont il est saisi". En l'espèce, nous estimons aussi que les considérations découlant de l'article 17.5 ii) de l'Accord antidumping constituent la base sur laquelle les éléments de preuve peuvent être examinés. Cet article se lit comme suit:

> "L'ORD, à la demande de la partie plaignante, établira un groupe spécial ("panel") qu'il chargera d'examiner la question, en se fondant:
>
> …
>
> ii) sur les faits communiqués conformément aux procédures internes appropriées aux autorités du Membre importateur."

D'après le Groupe spécial chargé d'examiner l'affaire *États-Unis – Acier laminé à chaud*, il semble clair

> "au regard de cette disposition, qu'un groupe spécial ne peut pas, lorsqu'il examine une allégation de violation de l'Accord antidumping[22] dans une détermination donnée, prendre en compte des faits ou des éléments de preuve qu'une partie lui a présentés dans le but de démontrer l'existence d'une erreur dans la détermination concernant des questions que les autorités ont étudiées et sur lesquelles elles se sont prononcées, à moins qu'ils n'aient été communiqués conformément aux procédures internes appropriées aux autorités du pays procédant à l'enquête au cours de celle-ci.
>
> ———————————
>
> [22] Nous notons qu'en l'espèce il n'y a pas d'allégation au titre de l'article VI du GATT de 1994; ainsi, nous n'avons pas à voir si l'article 17.5 ii) a des conséquences pour les éléments de preuve qu'un groupe spécial peut examiner dans ce contexte."[12]

En l'espèce, bien qu'il y ait une allégation au titre de l'article VI du GATT de 1994, l'Inde se prévaut des déclarations sous serment de M. Hayes principalement en relation avec ses allégations spécifiques au titre de l'Accord antidumping.

7.12 Une grande partie de l'argumentation de l'Inde se fonde sur l'affirmation selon laquelle les renseignements communiqués par SAIL au sujet des prix de vente aux États-Unis n'étaient pas "inutilisables". L'Inde fait valoir que les erreurs figurant dans ces renseignements communiqués par SAIL auraient pu être corrigés par une simple modification du programme informatique utilisé pour calculer les marges. Dans ses déclarations sous serment, M. Hayes décrit les erreurs figurant dans les renseignements (qui ne sont pas contestées) ainsi que les changements à apporter au programme informatique du DOC (communiqué aux parties) qui, à son avis, auraient permis de les corriger. Il y exprime aussi son opinion, en tant qu'ancien enquêteur du DOC, selon laquelle ce type de changement entrerait dans le cadre normal des actions du DOC lorsqu'il s'agit d'affaires antidumping. Dans les déclarations sous serment, les renseignements communiqués par SAIL au sujet des prix de vente aux États-Unis sont aussi triés en fonction de différents critères pour étayer l'argument selon lequel ils auraient pu servir de base au calcul de la marge de dumping d'après le prix à l'exportation.

---

[12] Rapport du Groupe spécial *États-Unis - Mesures antidumping appliquées à certains produits en acier laminés à chaud en provenance du Japon ("États-Unis - Acier laminé à chaud")*, WT/DS184/R, adopté le 23 août 2001 tel qu'il a été modifié par l'Organe d'appel dans son rapport, paragraphe 7.6.

7.13 À notre avis, les déclarations sous serment de M. Hayes n'apportent aucun "élément de preuve" nouveau et pertinent pour les déterminations établies par le DOC. En fait, nous estimons que l'Inde, en les présentant, cherche à proposer une sorte d'"avis d'expert" pour étayer des éléments de son argumentation. Toutes les données sur lesquelles les déclarations sous serment de M. Hayes sont fondées étaient à la disposition du DOC au moment où celui-ci établissait ses déterminations. Ce que M. Hayes fait dans ses déclarations, c'est présenter les renseignements communiqués d'une manière différente de celle dont ils ont été initialement communiqués, les ajuster et les trier de diverses façons. À notre avis, il s'agit d'un aspect de l'**argumentation** de l'Inde qui est fondé sur les renseignements communiqués initialement, et non, en soi, de renseignements nouveaux qui n'ont pas été présentés à l'autorité chargée de l'enquête. En fait, on peut comprendre les arguments de l'Inde fondés sur les déclarations sous serment de M. Hayes sans se reporter à ces déclarations elles-mêmes ni aux renseignements qui y sont contenus. Ainsi, nous refusons d'exclure les déclarations sous serment de M. Hayes de la présente procédure. Nous faisons observer, toutefois, que nous n'avons pas, en fait, jugé nécessaire de nous référer à ces déclarations pour établir nos conclusions dans le présent différend, et que nous n'avons donc pas besoin de nous prononcer sur le poids à attribuer, le cas échéant, à ces déclarations sous serment.

7.14 Deuxièmement, les États-Unis font valoir que l'allégation de l'Inde concernant leur "pratique" dans l'application des données de fait disponibles totales n'est pas soumise à bon droit au Groupe spécial. Ils font valoir que la "pratique" mentionnée n'est rien d'autre que des exemples isolés de l'application de la loi et des dispositions réglementaires pertinentes. Ils relèvent que, dans le cadre de leur législation nationale, un organisme comme le DOC peut s'écarter de la "pratique" établie s'il en donne une explication motivée. Ils s'appuient sur la décision du Groupe spécial chargé de l'affaire *États-Unis - Mesures traitant les restrictions à l'exportation comme des subventions* pour soutenir que leur pratique concernant l'utilisation des données de fait disponibles totales n'a pas de "statut opérationnel indépendant", autrement dit qu'elle ne constitue pas une "mesure". En conséquence, ils font valoir que leur "pratique" ne peut pas faire l'objet d'une allégation. De plus, ils font valoir que même si ladite "pratique" pouvait faire l'objet d'une allégation, il demeurerait que la pratique contestée ne serait pas soumise à bon droit au présent Groupe spécial, car l'Inde ne l'a pas indiquée dans sa demande de consultations. Les États-Unis font observer qu'ils ont soulevé ce point à l'ORD en réponse à la demande d'établissement d'un groupe spécial présentée par l'Inde. En conséquence, ils soutiennent que l'allégation de l'Inde n'est pas conforme aux articles 4:7 et 6:2 du Mémorandum d'accord et devrait être rejetée pour cette seule raison.

7.15 L'Inde fait valoir qu'une "pratique" devient une "mesure" lorsque la même situation donne lieu de façon répétée à des réactions semblables, et que c'est donc à bon droit que la pratique des États-Unis qu'elle conteste est soumise au Groupe spécial. Elle affirme que le DOC applique toujours les données de fait disponibles totales dans des circonstances factuelles déterminées et qu'il l'a fait systématiquement depuis 1995. Les parties à une enquête du DOC peuvent prévoir que celui-ci suivra cette "pratique". De l'avis de l'Inde, lorsqu'une telle pratique est établie sur une longue période, elle revêt le caractère d'une mesure car l'on peut prévoir (ou suggérer) comme menace une réaction semblable à des circonstances semblables à l'avenir. L'Inde estime que la question de savoir à quel moment une succession de comportements semblables revêt le caractère d'une mesure doit être déterminée selon les faits et circonstances de chaque affaire. Selon elle, cependant, le fait de donner à une chose le nom de "pratique", par opposition à procédure administrative, réglementation ou loi, en affirmant qu'elle peut changer à tout moment, ne met pas la "pratique" en question à l'abri de toute contestation. L'Inde affirme qu'accepter cette possibilité serait ouvrir la voie à un abus potentiel des obligations imposées par l'Accord antidumping et les autres Accords de l'OMC.

7.16 L'Inde soutient aussi que le fait qu'une "pratique" puisse changer assez rapidement n'en fait pas une "non-mesure". Elle fait observer que les procédures administratives, les réglementations ou même les lois peuvent être modifiées tout aussi facilement et rapidement. De plus, à son avis, la pratique du DOC relative aux données de fait disponibles totales constitue une "procédure

administrative" au sens où cette expression est employée à l'article 18.4 de l'Accord antidumping. Elle est une action "administrative" car elle est appliquée par un organisme du gouvernement des États-Unis. Elle est une "procédure" car elle indique en détail quelle procédure sera utilisée pour calculer les marges de dumping dans le cas où un élément d'information "essentiel" n'est pas fourni par une partie étrangère intéressée. Le fait que cette "procédure administrative" est établie dans les décisions du DOC et du CIT concernant des affaires isolées n'enlève rien, selon l'Inde, au fait qu'il s'agit d'une "procédure". En décider autrement serait faire passer la forme avant le fond. L'Inde estime que les faits dans l'affaire *États-Unis - Restrictions à l'exportation* la distinguent de la présente affaire. Plus concrètement, elle relève que la "pratique" dans l'affaire *États-Unis - Restrictions à l'exportation*, qui consiste à traiter les restrictions à l'exportation comme des subventions donnant lieu à une mesure compensatoire, n'avait pas été appliquée après l'entrée en vigueur des Accords de l'OMC. Le Groupe spécial a conclu que le Canada n'avait pas "défini concrètement ce qu'[était] "la pratique" des États-Unis", et que le terme "pratique, au sens utilisé par le Canada , ne [pouvait] imposer de traitement particulier des restrictions à l'exportation lors des enquêtes en matière de droits compensateurs menées aux États-Unis".[13] De l'avis de l'Inde, la "pratique" en cause dans le présent différend n'a rien à voir avec la non-pratique en cause dans l'affaire *États-Unis - Restrictions à l'exportation*, car le DOC applique *toujours* les données de fait disponibles totales quand un des éléments d'information qu'il juge "essentiel" ne peut pas être utilisé. Le DOC a dit lui-même, dans sa détermination finale, qu'il avait systématiquement pour pratique d'appliquer les "données de fait disponibles totales".

7.17 Examinant cette deuxième question, nous notons que notre tâche dans le présent différend est d'examiner les allégations qui relèvent de notre mandat et qui sont exposées dans la demande d'établissement d'un groupe spécial. Les États-Unis font valoir que l'allégation de l'Inde concernant la "pratique" ne nous est pas soumise à bon droit car elle n'a pas été indiquée dans la demande de consultations ni n'a effectivement fait l'objet des consultations. Des arguments semblables ont été examinés par des groupes spéciaux antérieurs et par l'Organe d'appel. Par exemple, dans l'affaire *Brésil – Aéronefs*, le Groupe spécial a examiné un argument selon lequel certaines mesures ne lui étaient pas soumises à bon droit car elles n'avaient été promulguées qu'après les consultations, ne faisaient donc pas l'objet des consultations et ne pouvaient pas être examinées par le Groupe spécial. Celui-ci a constaté que les mesures en question faisaient partie du programme global de subventionnement des exportations qui faisait l'objet du différend, et que ce programme avait manifestement fait l'objet des consultations.[14] Le Groupe spécial a ensuite fait observer que son mandat était fondé sur la demande d'établissement d'un groupe spécial, qui définissait les paramètres de ses travaux. Il a aussi conclu comme suit: "Rien dans le texte du Mémorandum d'accord … ne dit que la portée des travaux d'un groupe spécial est régie par la portée des consultations préalables. Nous ne considérons pas non plus que nous devrions chercher à voir implicitement d'une manière ou d'une autre dans l'Accord sur l'OMC une telle condition."[15] En appel, l'Organe d'appel a confirmé la conclusion du Groupe spécial, en déclarant ce qui suit: "Nous ne pensons pas, toutefois, que les articles 4 et 6 du Mémorandum d'accord … exigent *une identité précise et exacte* des mesures spécifiques qui ont fait l'objet des consultations et des mesures spécifiques indiquées dans la demande d'établissement d'un groupe spécial."[16]

---

[13] Rapport du Groupe spécial, *États-Unis - Mesures traitant les restrictions à l'exportation comme des subventions* ("*États-Unis - Restrictions à l'exportation*"), WT/DS194/R, adopté le 23 août 2001, paragraphe 8.129.

[14] Rapport du groupe spécial, *Brésil - Programme de financement des exportations pour les aéronefs ("Brésil - Aéronefs")*, WT/DS46/R, adopté le 20 août 1999, tel qu'il a été modifié par l'Organe d'appel dans son rapport, RRD 1999:III, page 1161 de l'édition anglaise, paragraphe 7.8.

[15] *Id.*, paragraphe 7.9.

[16] Rapport de l'Organe d'appel, *Brésil - Aéronefs*, WT/DS46/AB/R, adopté le 20 août 1999, RRD 1999:III, page 1161 de l'édition anglaise, paragraphes 132 et 133.

7.18 En l'espèce, la demande de consultations indiquait clairement la détermination du DOC relative à l'application des données de fait disponibles dans la détermination contestée et indiquait, en tant que mesures en cause, les dispositions de la législation des États-Unis régissant l'application des données de fait disponibles. Ainsi, à notre avis, l'application des données de fait disponibles dans le système antidumping des États-Unis, à la fois d'une manière générale (sur la base de la disposition légale) et telle qu'elle est effectivement appliquée dans la présente affaire, faisait l'objet du différend au sujet duquel des consultations ont été demandées. La demande d'établissement d'un groupe spécial indique spécifiquement la pratique des États-Unis relative à l'application des données de fait disponibles comme étant une mesure en cause. À notre avis, cela ne modifie sur aucun aspect important l'objet du différend dont nous sommes saisis par rapport à l'objet des consultations. En conséquence, nous estimons que l'objection formulée par les États-Unis au motif que leur pratique n'a pas été indiquée comme mesure en cause dans la demande de consultations est sans fondement en l'espèce.

7.19 Nous abordons maintenant la question de savoir si la pratique des États-Unis relative à l'application des données de fait disponibles totale constitue une mesure en cause dans le présent différend. L'article 6:2 du Mémorandum d'accord prévoit que la demande d'établissement d'un groupe spécial "contiendra un bref exposé du fondement juridique de la plainte, qui doit être suffisant pour énoncer clairement le problème". En l'espèce, l'allégation concernant la pratique du DOC relative à l'application des "données de fait disponibles totales" l'indique clairement comme mesure en cause à l'alinéa d) de la demande d'établissement d'un groupe spécial. De plus, le paragraphe 3 de cette demande indique le fondement juridique de l'allégation relative à cette mesure. Ainsi, à moins que nous ne concluions qu'une "pratique" n'est pas une mesure qui peut faire l'objet d'une allégation dans une procédure de règlement des différends au titre de l'Accord antidumping, il semblerait que l'objection des États-Unis doit être considérée sans fondement. Le Groupe spécial *États-Unis - Acier laminé à chaud* a évoqué cette question, mais sans la trancher.

7.20 Une décision sur une "pratique" considérée isolément soulèverait plusieurs questions, surtout si ladite pratique est fondée sur une loi dont il est constaté qu'elle n'est pas incompatible avec l'Accord antidumping. Dans l'affaire *États-Unis - Article 301 de la Loi sur le commerce extérieur*, le Groupe spécial, lorsqu'il a examiné si certaines dispositions légales étaient ou non compatibles avec les obligations pertinentes dans le cadre de l'OMC, a jugé nécessaire d'examiner les critères ou procédures administratives internes de l'organisme chargé d'administrer la loi, c'est-à-dire la "pratique" suivie pour arriver à une conclusion.[17] Cependant, cela ne revient pas à conclure qu'une "pratique générale" donnée peut faire l'objet d'une allégation dans un différend dans lequel une mesure antidumping est contestée du simple fait que celle-ci a été adoptée en partie sur la base de l'application de ladite pratique. De plus, plusieurs groupes spéciaux ont conclu qu'une loi pouvait être jugée incompatible, telle qu'elle était libellée, avec les obligations d'un Membre dans le cadre de l'OMC que si elle était impérative et prescrivait une action incompatible avec les règles de l'OMC ou empêchait qu'une action soit compatible avec ces règles.[18] Si la représentation donnée par les États-Unis de leur droit interne est correcte, comme cela semble être le cas, et si une "pratique" peut être modifiée par l'organisme compétent, une telle pratique ne serait alors pas impérative. Il serait particulièrement anormal de décider qu'une "pratique" non impérative est incompatible avec les obligations pertinentes dans le cadre de l'OMC alors que la loi non impérative autorisant cette

[17] Rapport du Groupe spécial, *États-Unis - Articles 301 à 310 de la Loi de 1974 sur le commerce extérieur ("États-Unis - Article 301 de la Loi sur le commerce extérieur")*, WT/DS152/R, adopté le 27 janvier 2000, paragraphes 7.24 à 7.27.

[18] Ce principe était bien établi dans la jurisprudence du GATT. Dans le cadre de l'OMC, comme il a été dit, plusieurs groupes spéciaux ont maintenu ce principe. Par exemple, le Groupe spécial *États-Unis - Article 301* a reconnu "le critère habituel figurant dans la jurisprudence préexistante, selon lequel seules les lois prescrivant une incompatibilité avec les règles de l'OMC ou empêchant la compatibilité avec les règles de l'OMC [pouvaient], en tant que telles, contrevenir aux dispositions de l'Accord sur l'OMC". Rapport du Groupe spécial, *États-Unis - Article 301 de la Loi sur le commerce extérieur*, paragraphe 7.54.

pratique ne serait pas jugée incompatible. En tout état de cause, la pratique en question pourrait être modifiée selon qu'il convient pour être conforme aux normes de l'OMC indiquées par le Groupe spécial dans sa décision selon laquelle la loi considérée n'était pas incompatible avec ces normes.

7.21 Nous notons que l'Organe d'appel, dans l'affaire *Guatemala - Ciment I*, a conclu que l'article 17.4 de l'Accord antidumping, lu conjointement avec l'article 6:2 du Mémorandum d'accord, exigeait qu'une demande d'établissement d'un groupe spécial dans un différend soumis en vertu de l'Accord antidumping indique, comme étant la mesure spécifique en cause, soit un droit antidumping définitif, soit l'acceptation d'un engagement en matière de prix, soit une mesure provisoire.[19] De toute évidence, la "pratique" contestée n'est pas l'un de ces trois types de mesures. Par la suite, l'Organe d'appel a précisé, dans l'affaire *États-Unis - Loi de 1916*, que rien dans sa décision concernant l'affaire *Guatemala - Ciment I* ne donnait à penser que l'article 17.4 empêchait d'examiner une législation antidumping en tant que telle.[20] Il faisait observer ensuite que l'article 18.4 étayait sa conclusion selon laquelle une législation antidumping pouvait être examinée, en tant que telle, par un groupe spécial.[21] L'article 18.4 dispose que chaque Membre devra mettre ses "lois, réglementations et procédures administratives" en conformité avec ses obligations au titre de l'Accord antidumping. Il est donc clair pour nous que, outre les mesures spécifiques mentionnées à l'article 17.4 de l'Accord antidumping, une demande d'établissement d'un groupe spécial chargé d'examiner une question relevant de l'Accord peut indiquer, comme mesures en cause, les lois, réglementations et procédures administratives d'un Membre, en tant que telles.

7.22 La "pratique" contestée par l'Inde n'entre pas, à première vue, dans le champ des mesures qui peuvent être contestées au titre de l'article 18.4 de l'Accord antidumping. En particulier, nous ne partageons pas l'opinion selon laquelle la pratique est une "procédure administrative" au sens de l'article 18.4 de l'Accord. Il ne s'agit pas d'une règle préétablie pour la conduite des enquêtes antidumping. En fait, comme l'Inde l'a laissé entendre[22], une pratique est une succession répétée de réactions semblables à une série de circonstances; autrement dit, elle est constituée par les décisions antérieures du DOC. Nous notons à cet égard que les décisions du DOC concernant l'application des données de fait disponibles sont axées sur les faits propres à chaque affaire, et que le résultat peut être l'application des données de fait disponibles totales ou des données de fait disponibles partielles, selon ces faits. L'Inde fait valoir qu'à un moment donné la répétition transforme la pratique en une "procédure", et donc en une mesure. Nous ne sommes pas d'accord. Le fait qu'une réaction donnée à une série donnée de circonstances s'est répétée et que l'on peut prévoir qu'elle se répétera à l'avenir ne la transforme pas, à notre avis, en une mesure. Une telle conclusion laisserait imprécise et sujette à controverse elle-même la question de savoir ce qu'est une mesure, ce qui serait un résultat inacceptable selon nous. De plus, nous n'estimons pas que, du simple fait qu'il y a répétition, un Membre soit obligé de suivre sa pratique antérieure. Si un Membre était obligé de s'en tenir à sa pratique, il pourrait être possible de considérer cette pratique comme une mesure. Or les États-Unis ont affirmé qu'en vertu des lois qui le régissent le DOC peut modifier une pratique à condition de motiver sa décision.[23]

7.23 Dans ce contexte, nous notons en particulier la décision du Groupe spécial dans l'affaire *États-Unis - Restrictions à l'exportation*.[24] Dans ladite affaire, le Groupe spécial devait chercher à

---

[19] Rapport de l'Organe d'appel, *Guatemala - Enquête antidumping concernant le ciment Portland en provenance du Mexique ("Guatemala - Ciment I")*, WT/DS60/AB/R, adopté le 25 novembre 1998, RRD 1998:IX, page 3767 de l'édition anglaise, paragraphe 79.

[20] Rapport de l'Organe d'appel, *États-Unis - Loi antidumping de 1916 ("États-Unis - Loi de 1916")*, WT/DS136/AB/R, WT/DS162/AB/R, adopté le 26 septembre 2000, paragraphe 72.

[21] *Id.*, paragraphes 76 à 79.

[22] Réponse de l'Inde aux questions du Groupe spécial - Première réunion, questions n° 35 et 36, paragraphe 74.

[23] Réponse des États-Unis aux questions du Groupe spécial - Première réunion, question n° 34, paragraphes 83 et 84, notes de bas de page 54 et 55, et les affaires qui y sont citées.

[24] *États-Unis - Restrictions à l'exportation.*

savoir si les mesures indiquées par le Canada , y compris la pratique des États-Unis, en ce qui concernait le traitement des restrictions à l'exportation comme des subventions, **exigeaient** que le DOC traite les restrictions à l'exportation d'une certaine manière. Le Groupe spécial a abordé la question de savoir si les mesures indiquées pouvaient donner lieu à un manquement aux obligations contractées dans le cadre de l'OMC en examinant si chaque mesure constituait "un instrument ayant une existence fonctionnelle qui lui [était] propre, c'est-à-dire [si] elle [devait] *faire* quelque chose de concret, indépendamment de tout autre instrument, pour pouvoir donner lieu indépendamment à un manquement aux obligations contractées dans le cadre de l'OMC".[25] Pour répondre à cette question, le Groupe spécial a examiné le statut, au regard de la législation des États-Unis, de chaque mesure indiquée, y compris la pratique contestée des États-Unis. S'agissant de cette pratique, le Groupe spécial a fait observer que le DOC pouvait s'en écarter, pour autant qu'il en donne une explication motivée, et a conclu que ce fait "empêch[ait] une telle pratique d'atteindre un statut opérationnel indépendant en ce sens qu'elle *ferait* quelque chose ou qu'elle *exigerait* telle ou telle action particulière … La "pratique" des États-Unis ne sembl[ait] donc pas avoir de statut opérationnel indépendant tel qu'elle pourrait indépendamment donner lieu à une violation des règles de l'OMC, ainsi que l'allégu[ait] le Canada ".[26] La pratique contestée en l'espèce n'est pas, à notre avis, différente de celle qui a été examinée dans l'affaire *États-Unis - Restrictions à l'exportation*. Il est possible de s'en écarter pour autant que l'on en donne une explication motivée. La pratique n'a donc pas de statut opérationnel indépendant, car elle ne peut pas exiger que le DOC fasse quelque chose ou s'abstienne de faire quelque chose.

7.24 Ainsi, nous concluons que la pratique contestée des États-Unis concernant l'application des données de fait disponibles totales n'est pas une mesure distincte qui peut indépendamment donner lieu à une violation des règles de l'OMC, et nous ne nous prononcerons donc pas sur la compatibilité de cette pratique, en tant que telle, avec les obligations des États-Unis dans le cadre de l'Accord antidumping.

C. ALLÉGATIONS ABANDONNÉES

7.25 Dans la note de bas de page 12 de sa première communication écrite, l'Inde a explicitement abandonné plusieurs allégations qui avaient été indiquées dans la demande d'établissement du présent Groupe spécial. L'Inde a déclaré, entre autres choses, ce qui suit: "l'Inde ne maintient plus les allégations ci-après qu'elle avait indiquées dans sa demande d'établissement d'un groupe spécial: … allégations au titre de l'article 6.6 et 6.8 et de l'Annexe II, paragraphe 7, de l'Accord antidumping concernant le fait que le DOC n'a pas fait preuve d'une circonspection particulière lorsqu'il a utilisé les renseignements figurant dans la requête".[27] Par lettre datée du 16 janvier 2002, l'Inde a déclaré qu'elle entendait maintenir une de ces allégations, assortie d'arguments, devant le Groupe spécial à la première réunion tenue par ce dernier avec les parties et dans sa communication présentée à titre de réfutation. L'Inde a fait observer qu'elle avait inclus la note de bas de page 12 dans sa première communication car elle souhaitait limiter la charge de travail pour le Groupe spécial et les États-Unis en ce qui concernait les allégations qui n'étaient pas étayées par des renseignements précis dans le dossier. Elle a cependant déclaré que, au moment de préparer la première réunion du Groupe spécial avec les parties, elle avait "découvert" dans la version confidentielle du dossier du présent différend des renseignements qui étayaient cette allégation abandonnée. Les États-Unis n'ont pas spécifiquement fait objection à l'intention déclarée de l'Inde de maintenir cette allégation, notant que celle-ci entrait dans le cadre du mandat du Groupe spécial. Nous nous sommes prononcés sur cette question à notre première réunion avec les parties, afin de préciser le champ des questions et des arguments dans le présent différend. Nos raisons et notre décision sont exposées ci-après.

---

[25] *Id*., paragraphe 8.85.

[26] *Id*., paragraphe 8.126.

[27] Première communication écrite de l'Inde, note de bas de page 12. L'Inde n'a cherché à rétablir aucune des autres allégations qu'elle avait abandonnées.

7.26 Même en l'absence d'objection spécifique de la part des États-Unis, nous pensons que l'intention déclarée de l'Inde de maintenir cette allégation doit être examinée attentivement. Certes, l'allégation en question était énoncée dans la demande d'établissement d'un groupe spécial, et elle entre donc dans le cadre de notre mandat, mais nous ne sommes pas convaincus que ce simple fait nous fait obligation de nous prononcer sur son sujet. Nous notons en particulier que l'allégation a été **explicitement abandonnée** par l'Inde au moment où elle a présenté sa première communication écrite. Les États-Unis en tant que Membre défendeur, et les tierces parties participant à la présente procédure, étaient fondés à s'en tenir à la déclaration de l'Inde selon laquelle elle ne maintenait pas cette allégation. En fait, ni les États-Unis ni les tierces parties n'ont traité l'allégation dans leurs communications écrites respectives.

7.27 Cette situation n'est explicitement traitée ni dans le Mémorandum d'accord ni dans aucun rapport des groupes spéciaux antérieurs ou de l'Organe d'appel. Nous notons bien, cependant, la décision de l'Organe d'appel dans l'affaire *Bananes* selon laquelle une allégation ne peut pas être soulevée pour la première fois dans une première communication écrite si elle ne l'a pas été dans la demande d'établissement d'un groupe spécial.[28] Un élément de la décision de l'Organe d'appel à cet égard était l'aspect notification de la demande d'établissement d'un groupe spécial. Cette demande est la base sur laquelle les Membres décident de participer ou non au différend en tant que tierces parties. Permettre qu'une allégation soit introduite dans une première communication écrite priverait les Membres qui n'ont pas choisi de participer en tant que tierces parties de la possibilité de présenter leurs vues au sujet d'une nouvelle allégation en ce sens.

7.28 Il s'agit ici, à notre avis, d'une situation analogue, à savoir que le fait de permettre à une partie de rétablir une allégation qu'elle a explicitement déclaré, dans sa première communication écrite, ne pas maintenir empêcherait, en l'absence d'ajustements importants de la procédure de groupe spécial, les autres Membres participant à la procédure de règlement du différend d'avoir toutes les possibilités de défendre leurs intérêts au sujet de cette allégation. Les paragraphes 4 et 7 de l'Appendice 3 du Mémorandum d'accord disposent que les parties "présenteront les faits de la cause et leurs arguments" dans la première communication écrite, et que les réfutations écrites seront présentées avant la deuxième réunion. Ces procédures, selon nous, prévoient que les arguments initiaux relatifs à une allégation devraient être présentés pour la première fois dans la première communication écrite, et non à la réunion du Groupe spécial avec les parties ni dans les communications soumises à titre de réfutation.

7.29 S'agissant des intérêts des tierces parties, il apparaît encore plus clairement inéquitable de permettre qu'une allégation puisse être soutenue pour la première fois à la réunion du Groupe spécial avec les parties, ou dans les communications présentées à titre de réfutation. En pareil cas, les tierces parties seraient totalement empêchées de répondre aux arguments en ce qui concerne une allégation rétablie de cette manière, car elles n'auraient pas accès à ces arguments dans le cadre des procédures normales de groupe spécial énoncées au paragraphe 6 de l'Appendice 3 du Mémorandum d'accord. Par ailleurs, l'Inde n'a indiqué aucune circonstance atténuante pour justifier sa décision de revenir sur l'abandon de cette allégation.[29] Ainsi, à notre avis, il serait inapproprié dans ces circonstances de permettre à l'Inde de rétablir son allégation de cette manière. En conséquence, nous ne nous prononcerons pas sur les allégations de l'Inde au titre de l'article 6.6 et 6.8 et de l'Annexe II,

[28] Rapport de l'Organe d'appel, *Communautés européennes - Régime applicable à l'importation, à la vente et à la distribution des bananes* ("*CE - Bananes III*"), WT/DS27/AB/R, adopté le 25 septembre 1997, RRD 1997:III, 609, paragraphe 143.

[29] Il ne s'agit **pas**, par exemple, d'une affaire dans laquelle un plaignant a obtenu, par le biais du processus de règlement des différends, des renseignements étayant une allégation auxquels il n'a pas pu accéder autrement.

paragraphe 7, de l'Accord antidumping concernant le fait que le DOC n'a pas fait preuve d'une circonspection particulière lorsqu'il a utilisé les renseignements figurant dans la requête.[30]

7.30 Bien entendu, cela n'affecte pas la portée des arguments avancés par l'Inde à l'appui de ses autres allégations. En conséquence, l'Inde peut présenter des arguments en relation avec l'article 6.6 et 6.8 et le paragraphe 7 de l'Annexe II dans le contexte des arguments qu'elle avance à l'appui de ces allégations, concernant de la violation d'autres dispositions de l'Accord antidumping, qu'elle n'a pas abandonnées.

D. ALLÉGATIONS ET ARGUMENTS

1. Aperçu général

7.31 La question centrale dans le présent différend porte sur le sens de l'article 6.8 de l'Accord antidumping et celui des paragraphes 3 et 5 de l'Annexe II de l'Accord. L'article 6.8 et l'Annexe II régissent conjointement l'application des "données de fait disponibles" dans les enquêtes antidumping. L'Inde a contesté les dispositions légales des États-Unis qui incorporent ces règles dans le droit interne comme étant incompatibles, telles qu'elles sont libellées, avec l'Accord antidumping. Elle a aussi contesté l'application de ces dispositions dans l'enquête du DOC mise en cause. Dans la présente affaire, le DOC a rejeté tous les renseignements déclarés de SAIL et a établi sa détermination finale sur la base des données de fait disponibles. C'est ce que l'Inde appelle une décision fondée sur l'application de la pratique du DOC relative aux "données de fait disponibles totales". De l'avis de l'Inde, le DOC a rejeté de manière inadmissible les renseignements de SAIL concernant les prix de vente aux États-Unis pour recourir aux données de fait disponibles totales sur la base de conclusions selon lesquelles d'autres renseignements communiqués étaient inutilisables et certains renseignements demandés n'avaient pas été communiqués, de sorte qu'il n'avait pas suffisamment de renseignements fiables sur lesquels fonder les déterminations. L'Inde estime aussi que le DOC a conclu de manière inadmissible que SAIL n'avait pas coopéré au mieux de ses possibilités, justifiant le recours à une déduction défavorable, et qu'il a par conséquent calculé la marge de dumping finale pour SAIL sur la base de la plus élevée des marges de dumping alléguées dans la requête.

7.32 L'Inde fait valoir que le DOC n'aurait pas dû rejeter **tous** les renseignements déclarés de SAIL à cause de problèmes liés à **certains** de ces renseignements. Plus concrètement, elle fait valoir que le DOC était tenu en vertu de l'Accord antidumping, en particulier de l'article 6.8 et du paragraphe 3 de l'Annexe II, d'utiliser les renseignements déclarés par SAIL concernant les prix de vente aux États-Unis. Elle soutient que le DOC aurait pu, et aurait dû, déterminer le prix à l'exportation d'après ces renseignements, et qu'il aurait dû recourir aux données de fait disponibles uniquement en ce qui concerne les catégories de renseignements qui soit présentaient des défauts soit n'étaient pas disponibles.[31] L'Inde affirme que la décision du DOC de rejeter tous les renseignements de SAIL et de recourir à la place aux données de fait disponibles était requise dans le cadre de la législation des États-Unis, et que celle-ci est par conséquent incompatible, telle qu'elle est libellée, avec les dispositions de l'Accord antidumping qui régissent le recours aux données de fait disponibles. L'Inde soutient aussi que SAIL a agi au mieux de ses possibilités pour donner des réponses complètes au DOC, mais qu'en raison de difficultés dans le rassemblement des renseignements, elle n'était pas en mesure d'en faire davantage. Ainsi, selon l'Inde, le DOC a fait erreur en appliquant des déductions défavorables. L'Inde a soulevé des allégations additionnelles selon lesquelles, à la suite d'une application incorrecte des données de fait disponibles, la mesure antidumping finale des États-Unis constitue une violation de l'article 2.2 et 2.4 de l'Accord antidumping, car elle est fondée sur un calcul

[30] Nous notons que, puisque nous ne donnons pas suite aux allégations subsidiaires de l'Inde dans le présent différend, comme nous l'indiquons plus loin au paragraphe 7.80, nous n'aurions pas donné suite non plus à cette allégation en tout état de cause.

[31] L'Inde semble accepter la décision du DOC de rejeter d'autres renseignements communiqués pour utiliser à la place des données de fait disponibles.

incorrect de la valeur normale et sur une comparaison inéquitable dans le calcul des marges de dumping, et constitue une violation de l'article 9.3 de l'Accord antidumping et de l'article VI:1 et VI:2 du GATT de 1994 car elle impose un droit qui est fondé sur un calcul et une comparaison incorrects.

7.33 L'Inde allègue aussi que les États-Unis ont violé l'article 15 de l'Accord antidumping car ils n'ont pas pris spécialement en considération le statut de pays en développement de l'Inde lorsqu'ils envisageaient l'application de droits antidumping, et n'ont pas exploré les possibilités de solutions constructives avant d'appliquer des droits.

2. Question de savoir si le DOC a agi d'une manière incompatible avec l'article 6.8 et l'Annexe II de l'Accord antidumping en recourant aux données de fait disponibles dans l'enquête antidumping en question

7.34 L'Inde affirme que le DOC a enfreint l'article 6.8 et le paragraphe 3 de l'Annexe II de l'Accord antidumping en rejetant les renseignements vérifiables, communiqués en temps utile et présentés de manière appropriée concernant les prix de vente aux États-Unis qui ont été fournis par SAIL en réponse aux questionnaires durant l'enquête. De l'avis de l'Inde, une autorité chargée de l'enquête impartiale et objective, lorsqu'elle évalue les éléments de preuve relatifs aux renseignements sur les prix de vente aux États-Unis communiqués par SAIL, n'aurait pas pu conclure que SAIL n'avait pas fourni les renseignements nécessaires dans un délai raisonnable. En conséquence, selon l'Inde, la condition nécessaire au recours aux données de fait disponibles, s'agissant des renseignements sur les prix de vente aux États-Unis, faisait défaut. L'Inde reconnaît que d'**autres** renseignements demandés par le DOC n'ont pas été communiqués et elle ne conteste pas ici le recours du DOC aux données de fait disponibles en ce qui concerne ces autres renseignements. Cependant, elle soutient que les renseignements sur les prix de vente aux États-Unis étaient pleinement conformes aux prescriptions du paragraphe 3 de l'Annexe II et qu'en conséquence le DOC était tenu de prendre ces renseignements en compte dans le calcul de la marge de dumping.

7.35 L'Inde formule aussi deux allégations subsidiaires. Elle fait valoir que, à supposer, pour les besoins de l'argumentation, que les renseignements sur les prix de vente aux États-Unis ne soient pas idéalement les meilleurs à tous égards, une autorité chargée de l'enquête impartiale et objective n'aurait pas pu conclure que SAIL n'a pas agi au mieux de ses possibilités pour fournir ces renseignements, et que le DOC a donc enfreint le paragraphe 5 de l'Annexe II en rejetant ces renseignements. L'Inde demande instamment au Groupe spécial de se prononcer sur cette allégation subsidiaire quelle que soit la conclusion qu'il formulera au sujet de l'allégation principale de l'Inde au titre de l'article 6.8 et du paragraphe 3 de l'Annexe II.[32] L'Inde allègue aussi, à titre subsidiaire, qu'à supposer que le Groupe spécial conclue que le DOC n'a pas agi d'une manière incompatible en rejetant les renseignements concernant les prix de vente aux États-Unis communiqués par SAIL, il devrait constater que le DOC a agi d'une manière incompatible avec le paragraphe 7 de l'Annexe II de l'Accord antidumping en concluant que SAIL n'avait "pas coopéré" et en appliquant donc les données de fait disponibles "défavorables".

7.36 Les États-Unis ne contestent pas les données de fait essentielles telles qu'elles sont présentées par l'Inde, mais ils défendent la décision du DOC de rejeter tous les renseignements communiqués par SAIL, y compris ceux qui concernent les prix de vente aux États-Unis, pour fonder plutôt sa détermination sur les données de fait disponibles. Ils affirment que le DOC a fait savoir quels étaient les renseignements qui seraient demandés pour la détermination de l'existence d'un dumping et qu'il a indiqué les lacunes des renseignements fournis par SAIL en réponse aussi bien au questionnaire initial qu'aux demandes de renseignements ultérieures, en cinq occasions au moins. Les États-Unis soutiennent que le DOC a accepté que des adjonctions, corrections et modifications soient apportées aux renseignements communiqués, et qu'il a fait droit à plusieurs demandes de prolongation des délais

[32] Première communication écrite de l'Inde, paragraphe 116.

pour la présentation des renseignements, en vue d'aider SAIL et d'obtenir des renseignements utilisables nécessaires à la détermination de l'existence d'un dumping.

7.37 Les États-Unis affirment que SAIL n'a jamais fait savoir qu'elle **ne pouvait pas** fournir les renseignements demandés mais a simplement indiqué à plusieurs reprises qu'elle avait besoin d'un délai supplémentaire en raison de difficultés dans le rassemblement et la communication des renseignements. En définitive, le DOC a conclu que certains des renseignements demandés n'avaient jamais été communiqués sous une forme utilisable et qu'il ne pouvait donc pas s'assurer de l'exactitude des renseignements qui avaient été communiqués. Le DOC a conclu qu'il y avait des lacunes rédhibitoires dans les renseignements nécessaires, qui empêchaient la détermination d'une marge de dumping sur la base des renseignements fournis, et nécessitaient le recours aux données de fait disponibles pour l'ensemble de la détermination. De l'avis des États-Unis, il est évident que SAIL avait la capacité de fournir les renseignements demandés, mais qu'elle ne l'a pas fait. En conséquence, les États-Unis estiment que le DOC était fondé à conclure en définitive que SAIL n'avait pas agi au mieux de ses possibilités pour rassembler et communiquer les renseignements, et qu'il était fondé à appliquer les données de fait disponibles défavorables.

7.38 Nous examinons d'abord la question de savoir si le DOC a agi d'une manière incompatible avec les obligations des États-Unis au titre de l'article 6.8 et du paragraphe 3 de l'Annexe II de l'Accord antidumping en constatant que SAIL n'avait pas fourni les renseignements nécessaires et en fondant sa détermination finale sur les données de fait disponibles. Nous estimons que la façon correcte d'évaluer cette question est d'examiner si les décisions du DOC dans ce contexte étaient telles qu'elles auraient pu être prises par une autorité chargée de l'enquête impartiale et objective sur la base des faits portés à sa connaissance et si elles étaient fondées sur une interprétation admissible de l'Accord antidumping.

7.39 Comme il a été dit plus haut, il n'y a pas désaccord entre les parties quant à ce qui s'est passé au cours de l'enquête sur les tôles en acier. Le désaccord porte sur l'interprétation de ce qui s'est passé et des conséquences concernant l'utilisation des données de fait disponibles. Pour définir le contexte de notre analyse, nous résumons ci-après les faits pertinents et les conclusions formulées par le DOC.

7.40 L'enquête a été ouverte le 8 mars 1999, et le 17 mars 1999, le DOC a fait parvenir les questionnaires de base aux producteurs et exportateurs étrangers, y compris SAIL. Les questionnaires comportaient plusieurs parties, chacune exigeant des renseignements différents. Entre le 12 avril et le 10 mai 1999, SAIL a répondu à toutes les parties du questionnaire, et le 11 mai 1999, elle a communiqué des renseignements sur disques informatiques concernant les ventes et les coûts. Le 27 mai 1999, le DOC a envoyé un premier questionnaire complémentaire. Le 11 juin 1999, SAIL a communiqué sa réponse au questionnaire complémentaire et, le même jour, le DOC a envoyé un deuxième questionnaire complémentaire. Le 16 juin 1999, SAIL a communiqué sa réponse initiale au deuxième questionnaire complémentaire et la base de données informatique révisée concernant les ventes aux États-Unis, puis le 18 juin 1999, d'autres renseignements pour compléter les communications antérieures. Le 29 juin 1999, SAIL a présenté trois communications, deux en réponse au troisième questionnaire du DOC visant à combler les lacunes et envoyé le 18 juin 1999, et une en réponse au premier questionnaire complémentaire du DOC. Le 12 juillet 1999, le DOC a envoyé à SAIL une lettre lui donnant une dernière possibilité de présenter des renseignements et une base de données électronique fiables concernant les coûts par produit. Le 16 juillet 1999, SAIL a communiqué une autre version de la base de données sur les ventes aux États-Unis, qui révisait les renseignements communiqués antérieurement. Comme il est indiqué dans les communications des parties, les principaux points litigieux concernaient les renseignements sur les prix des ventes de SAIL sur le marché intérieur et ses coûts de production. Le DOC exprimait aussi son insatisfaction au sujet des bases de données électroniques communiquées et du fait que certaines des communications de SAIL avaient été faites après le délai applicable.

7.41 Le DOC a publié le 19 juillet 1999 une détermination préliminaire de l'existence d'un dumping sur la base des données de fait disponibles, mais il n'a pas appliqué les données de fait disponibles défavorables. Le 16 août 1999, il a accordé à SAIL le délai supplémentaire demandé pour répondre aux quatrième et cinquième lettres visant à combler les lacunes, qui avaient été envoyées les 2 et 3 août 1999, respectivement. Les 12 et 23 août, le DOC a indiqué à SAIL, dans les grandes lignes, le calendrier et les procédures à suivre au cours des différents voyages en Inde pour la vérification sur place des ventes et des coûts. Le 17 août 1999, SAIL a apporté d'autres modifications aux bandes pour ordinateur contenant les renseignements sur les ventes aux États-Unis. Le 1er septembre 1999, le premier jour de la vérification, SAIL a présenté une version "finale" de la base de données informatique contenant les renseignements sur les ventes aux États-Unis. Le 3 novembre 1999, le DOC a publié son rapport de vérification des ventes.[33]

7.42 Dans le rapport de vérification des ventes, le DOC faisait état de nombreux problèmes pour ce qui était des renseignements déclarés concernant les ventes et les prix sur le marché intérieur. La situation était nettement différente de celle qui ressortait des renseignements déclarés concernant les ventes et les prix aux États-Unis. Le DOC a noté que SAIL avait donné une liste complète de ses transactions de vente aux États-Unis pendant la période couverte par l'enquête, qu'il n'avait découvert aucune vente non déclarée qui aurait dû être incluse, et que dans la section "Quantité et valeur", l'équipe chargée de la vérification n'avait "relevé aucune anomalie".[34] Le rapport mentionnait cependant, dans la section "Constatations importantes", une erreur dans les renseignements de SAIL concernant les ventes aux États-Unis, à savoir la déclaration incorrecte de la largeur du produit pour toutes les ventes aux États-Unis de tôles larges de 96 pouces.[35] Le rapport indiquait que l'erreur avait fait l'objet de recherches et qu'elle "semblait se limiter exclusivement aux produits d'une largeur de 96 pouces et à la base de données concernant les États-Unis".[36] Le DOC a obtenu de SAIL une liste de toutes les transactions de vente affectées.[37] D'autres erreurs concernant les renseignements sur les prix de vente aux États-Unis découvertes pendant la vérification n'étaient pas mentionnées dans la section du rapport de vérification intitulée "Résumé des constatations importantes", bien qu'elles soient indiquées de manière détaillée dans d'autres parties du rapport.[38]

7.43 Le 13 décembre 1999, le DOC a publié une note intitulée "Détermination de l'échec de la vérification", énumérant les éléments non conformes des renseignements communiqués par SAIL.[39] Il y recense 14 éléments non conformes spécifiques parmi les renseignements communiqués. Le seul qui concernait les renseignements sur les ventes aux États-Unis était l'erreur relative à la largeur des produits, mentionnée plus haut.[40] La section "Analyses" de la note contient le passage ci-après au sujet des renseignements sur les ventes aux États-Unis:

> "Ainsi qu'il est expliqué dans le rapport de vérification des ventes, plusieurs erreurs figuraient dans la base de données concernant les ventes aux États-Unis. Ces erreurs, prises séparément, pourraient être corrigées mais, associées aux autres défauts omniprésents dans les données présentées par SAIL, elles étayent notre conclusion à savoir que les données de SAIL ne sont pas fiables dans l'ensemble. Le fait que des erreurs limitées étaient constatées ne doit pas être considéré comme une preuve de la fiabilité intrinsèque des données communiquées par SAIL, en particulier lorsqu'elles

[33] Le DOC a vérifié séparément les renseignements sur les ventes et les coûts et a publié des rapports distincts.
[34] Pièce n° 13 de l'Inde, pages 8, 9, 13 et 14.
[35] *Id.*, page 5.
[36] *Id.*
[37] *Id.*
[38] *Id.*, pages 8, 12 et 13, 15, 29 à 33.
[39] Pièce n° 16 de l'Inde.
[40] *Id.*, page 3.

> sont considérées dans le contexte des multiples problèmes rencontrés avec toutes les autres données figurant dans la réponse au questionnaire."[41]

Dans la note, il est recommandé que le DOC conclue que SAIL "n'a pas satisfait à la vérification".

7.44 Le 29 décembre 1999, le DOC a publié sa détermination finale de l'existence de ventes à des prix inférieurs à la juste valeur. Il a rejeté tous les renseignements communiqués par SAIL comme étant "inutilisables"[42], et, à la place, il a fondé sa détermination sur les données de fait disponibles. Au sujet de cette décision, le DOC a déclaré ce qui suit:

> "au cours de la vérification, le Département a découvert que SAIL n'avait pas déclaré un nombre important de ventes sur le marché intérieur, ne parvenait pas à vérifier le volume et la valeur totaux des ventes sur le marché intérieur et n'avait pas fourni des données fiables concernant les coûts ou la valeur construite pour les produits. Voir le rapport de vérification des ventes sur le marché intérieur et aux États-Unis ("rapport sur les ventes"), daté du 3 novembre 1999; voir également le rapport de vérification du coût de production et de la valeur construite ("rapport sur les coûts"), daté du 3 novembre 1999. … de nombreuses occasions ont été fournies à SAIL et de nombreuses prorogations lui ont été accordées pour répondre pleinement au questionnaire initial et aux questionnaires complémentaires du Département. SAIL a également eu amplement le temps de se préparer à la vérification. Toutefois, en dépit de ces nombreuses possibilités de remédier à ces problèmes, SAIL n'a pas fourni des données fiables au Département sous la forme et de la manière demandées … compte tenu des multiples problèmes rencontrés lors de la vérification, les réponses de SAIL au questionnaire n'ont pas pu être vérifiées. Voir le rapport sur les ventes et le rapport sur les coûts. Voir la note accompagnant le dossier: Détermination de l'échec de la vérification ("Note concernant la vérification"), datée du 13 décembre 1999. … à la suite de la détermination préliminaire, nous avons envoyé deux questionnaires additionnels et accordé à SAIL de nouvelles prorogations, lui donnant ainsi de nouvelles occasions de présenter une base de données électronique complète et exacte. Néanmoins, le Département a constaté au cours de la vérification que la communication finale était une nouvelle fois pour l'essentiel non conforme (voir l'exposé de la position du Département ci-après, voir la note concernant la vérification, voir aussi le rapport sur les ventes et le rapport sur les coûts). Par conséquent, le Département pourra "ne pas prendre en considération tout ou partie des réponses initiales et subséquentes", conformément à l'alinéa e) de l'article 782. … Dans l'enquête en question, les éléments de preuve versés au dossier étayent les constatations suivantes: … comme il a été dit dans la détermination préliminaire et dans les rapports sur les ventes et sur les coûts, SAIL a bénéficié de nombreuses prorogations de délai pour fournir des données exactes, ce qu'elle n'a pas fait. En fait, la dernière communication de données sur les coûts effectuée le 18 août 1999 consistait en une base de données qui contenait des versions électroniques inexploitables des données de SAIL sur le coût de production ne comprenant aucun renseignement sur la valeur construite.
>
> Deuxièmement, en ce qui concerne l'article 782 e) 2), nous n'avons pas été en mesure de vérifier la réponse de SAIL au questionnaire en raison du fait que des éléments essentiels de la réponse (c'est-à-dire les bases de données concernant le marché intérieur et les coûts) comportaient d'importantes erreurs.

[41] *Id.*, page 5.
[42] 64 Fed. Reg. 73126, 73131 (29 décembre 1999), pièce n° 17 de l'Inde.

> Troisièmement, en ce qui concerne l'article 782 e) 3), le fait que des éléments essentiels de la réponse de SAIL ne pouvaient pas être vérifiés se traduisait par des renseignements qui étaient incomplets et qui n'étaient pas fiables pour la détermination de la marge de dumping exacte.
>
> Quatrièmement, en ce qui concerne l'article 782 e) 4), SAIL, comme indiqué dans le rapport de vérification des ventes sur le marché intérieur, n'avait pas suffisamment vérifié l'exactitude et la fiabilité de ses propres données avant de présenter les renseignements au Département, montrant ainsi qu'elle n'avait pas agi au mieux de ses possibilités pour communiquer des données exactes et fiables au Département.
>
> Enfin, en ce qui concerne l'article 782 e) 5), **la base de données concernant les ventes aux États-Unis comportait des erreurs qui, prises séparément, pourraient être corrigées mais qui, associées aux autres défauts omniprésents dans les données communiquées par SAIL, nous amènent à conclure que les données de SAIL ne sont pas fiables dans l'ensemble**. En conséquence, le Département ne dispose pas d'une base adéquate pour effectuer son analyse en vue de déterminer la marge de dumping et doit recourir aux données de fait disponibles en vertu de l'article 776 a) 2) de la loi." (pas de caractères gras dans l'original)[43]

7.45 L'Inde fait valoir que d'après le sens ordinaire de l'article 6.8 et du paragraphe 3 de l'Annexe II de l'Accord antidumping, l'autorité chargée de l'enquête est tenue d'utiliser, pour calculer les marges de dumping, tout renseignement communiqué par une entreprise en réponse aux exigences formulées dans le questionnaire qui satisfait aux conditions énoncées au paragraphe 3. L'Inde soutient que ces conditions sont les suivantes: 1) les renseignements doivent être vérifiables, c'est-à-dire aptes à être vérifiés, 2) ils doivent être présentés "de manière appropriée", c'est-à-dire à un moment, sous une forme et d'une manière qui les rendent propres à être utilisés par les autorités chargées de l'enquête sans difficultés indues, 3) ils doivent être communiqués en temps utile, et 4) ils doivent être communiqués sur un support ou dans un langage informatique demandés par les autorités. De l'avis de l'Inde, toute **catégorie**[44] de renseignements qui satisfait à ces prescriptions doit être utilisée par les autorités chargées de l'enquête, même si des renseignements de quelque autre catégorie ne satisfont pas aux conditions et s'il faut recourir en ce qui les concerne aux données de fait disponibles. L'Inde soutient que le paragraphe 5 de l'Annexe II fait office de "sauvegarde additionnelle" pour faire en sorte que les autorités chargées de l'enquête s'efforcent d'utiliser une catégorie donnée de renseignements communiqués même si ceux-ci ne sont pas parfaits, pour autant que la partie qui les a fournis ait agi au mieux de ses possibilités ce faisant.

7.46 L'Inde soutient que les articles 15 et 6.13 de l'Accord antidumping étayent sur le plan contextuel son interprétation. Elle affirme que l'article 15 donne à penser qu'il faut évaluer l'"effort maximal" fait par l'exportateur d'un pays en développement en le prenant "spécialement en considération", et que d'après l'article 6.13, les autorités doivent tenir dûment compte des difficultés que les entreprises, en particulier les petites entreprises, peuvent avoir à répondre aux questionnaires, et elles doivent leur accorder "toute l'aide possible". Ainsi, l'Inde fait valoir que les autorités chargées de l'enquête doivent s'adapter aux besoins de la société interrogée, et doivent aider celle-ci à fournir les réponses. Elle affirme aussi que l'objet et le but de l'Accord antidumping étayent son interprétation de l'article 6.8. À son avis, l'Inde l'un des principes essentiels qui régissent les enquêtes antidumping est "l'objectif consistant à assurer une prise de décisions objective sur la base des faits".[45] Ainsi, l'Inde fait valoir que l'autorisation de recourir aux "données de fait disponibles" a pour but de

---

[43] *Id*., 73127.

[44] Par la suite, l'Inde a employé les expressions "élément d'information", "catégorie de renseignements" et "ensemble de renseignements".

[45] Première communication écrite de l'Inde, paragraphe 87, citant le rapport du Groupe spécial *Japon - Acier laminé à chaud*, paragraphe 7.55.

prévoir un outil permettant d'achever l'enquête et non un moyen de punir des entreprises interrogées qui ne sont pas en mesure de fournir des renseignements, ce qui serait injustifiable en tout état de cause. L'Inde soutient que l'article 6.8 et les dispositions de l'Annexe II doivent être interprétés comme exigeant la coopération des autorités chargées de l'enquête, lesquelles ne sont autorisées à recourir aux données de fait disponibles que si aucune autre solution n'est possible, et même dans ce cas uniquement en faisant preuve d'une "circonspection particulière".

7.47 Les États-Unis rejettent l'interprétation du terme "renseignements" sur laquelle est fondée la position de l'Inde au sujet de l'article 6.8 et des paragraphes 3 et 5 de l'Annexe II. Ils déclarent que l'article 6.8 mentionne les "renseignements nécessaires" auxquels l'autorité chargée de l'enquête doit avoir accès. À leur avis, cela signifie **tous** les renseignements nécessaires aux fins de l'établissement de la détermination de l'existence d'un dumping, et non des "catégories" de renseignements qui peuvent être évaluées séparément. Ainsi, les États-Unis estiment que l'article 6.8 et l'Annexe II permettent à l'autorité chargée de l'enquête de recourir aux données de fait disponibles pour **tous** les aspects de sa détermination, si **certains** renseignements nécessaires ne sont pas fournis, sans prendre en considération les renseignements effectivement communiqués. Ils font valoir que l'interprétation de l'Inde permettrait aux parties interrogées de fournir des renseignements de manière sélective et obligerait l'autorité chargée de l'enquête à utiliser ces renseignements, même en l'absence des autres renseignements qui, de l'avis des États-Unis, sont nécessaires. Ils soutiennent que cela irait à l'encontre du but fondamental qui est une prise de décisions objective sur la base des faits. Ils déclarent aussi que l'interprétation de l'Inde a effectivement pour effet d'ajouter des termes, tels que "catégories de renseignements" au libellé des dispositions en cause de l'Accord antidumping.

7.48 Les États-Unis soutiennent que même si certaines parties ou catégories de renseignements communiqués semblent acceptables considérées séparément, des lacunes substantielles peuvent y être décelées qui mettent en question la fiabilité de l'ensemble des renseignements communiqués. Ils relèvent que l'article 6.8 permet aux autorités chargées de l'enquête d'établir des déterminations préliminaires ou finales sur la base des données de fait disponibles. À leur avis, l'Inde ignore cet aspect en mettant l'accent sur les catégories de renseignements.

7.49 Les États-Unis relèvent aussi que le paragraphe 3 de l'Annexe II dispose que si les conditions sont réunies, les renseignements devraient être pris en compte. À leur avis, l'Inde a tort de faire valoir que cela signifie que les autorités chargées de l'enquête **doivent** utiliser une **catégorie** de renseignements qui satisfait aux quatre conditions. Ils affirment que le terme "devraient" n'a pas un caractère impératif. Ainsi, ils estiment que le paragraphe 3 de l'Annexe II **invite instamment** les autorités chargées de l'enquête à prendre en compte (ou à ne pas ignorer) des renseignements qui satisfont aux critères énoncés dans ces dispositions, mais n'**exige** pas que les autorités chargées de l'enquête utilisent ces renseignements pour calculer la marge de dumping.

7.50 En ce qui concerne le membre de phrase "à condition que la partie intéressée ait agi au mieux de ses possibilités", les États-Unis reconnaissent que la perfection n'est pas la norme, et que des renseignements qui "ne sont pas idéalement les meilleurs à tous égards" ne sauraient être ignorés lorsque la partie interrogée a agi au mieux de ses possibilités. Cependant, à leur avis, le paragraphe 5 de l'Annexe II n'a pas un caractère impératif, car il emploie le verbe "saurait", et reconnaît qu'il y aura des situations dans lesquelles l'autorité chargée de l'enquête aurait valablement motif d'ignorer les renseignements communiqués. Selon les États-Unis, si une partie n'a pas agi au mieux de ses possibilités, l'autorité chargée de l'enquête aurait valablement motif de rejeter des renseignements qui ne sont pas parfaits à tous égards.

7.51 L'article 6.8 et le paragraphe 3 de l'Annexe II de l'Accord antidumping se lisent comme suit:

> "6.8 Dans les cas où une partie intéressée refusera de donner accès aux renseignements nécessaires ou ne les communiquera pas dans un délai raisonnable, ou entravera le déroulement de l'enquête de façon notable, des déterminations

> préliminaires et finales, positives ou négatives, pourront être établies sur la base des données de fait disponibles. Les dispositions de l'Annexe II seront observées lors de l'application du présent paragraphe.
>
> * * *
>
> ANNEXE II
>
> MEILLEURS RENSEIGNEMENTS DISPONIBLES POUR LES BESOINS DU PARAGRAPHE 8 DE L'ARTICLE 6
>
> 3. Tous les renseignements qui sont vérifiables, qui sont présentés de manière appropriée de façon à pouvoir être utilisés dans l'enquête sans difficultés indues, qui sont communiqués en temps utile et, le cas échéant, qui sont communiqués sur un support ou dans un langage informatique demandés par les autorités, devraient être pris en compte lors de l'établissement des déterminations. Si une partie n'utilise pas pour sa réponse le support ou le langage informatique jugés préférables mais que les autorités constatent que les circonstances visées au paragraphe 2 sont réunies, le fait de ne pas utiliser pour la réponse le support ou le langage informatique jugés préférables ne devrait pas être considéré comme entravant le déroulement de l'enquête de façon notable.

Le paragraphe 5 de l'Annexe II est aussi pertinent pour la question à l'examen. Il dispose ce qui suit:

> 5. Le fait que les renseignements fournis ne sont pas idéalement les meilleurs à tous égards ne saurait donner valablement motif de les ignorer aux autorités, à condition que la partie intéressée ait agi au mieux de ses possibilités."

7.52 Pour l'examen de cette question, nous notons que, comme l'Organe d'appel l'a affirmé à plusieurs reprises, les groupes spéciaux doivent envisager l'interprétation des Accords de l'OMC, y compris l'Accord antidumping, conformément aux principes énoncés dans la Convention de Vienne sur le droit des traités (la "Convention de Vienne"). D'après ces principes, un groupe spécial doit considérer le sens ordinaire de la disposition en question, dans son contexte et à la lumière de son objet et de son but. Enfin, nous pouvons prendre en considération les travaux préparatoires (l'historique de la négociation) se rapportant à la disposition, si cela est nécessaire ou approprié à la lumière des conclusions établies sur la base du texte de la disposition. Si nous concluons que la détermination contestée des États-Unis est fondée sur une interprétation qui est "admissible" en vertu des règles coutumières d'interprétation du droit international, nous devrions reconnaître la validité de cette interprétation, conformément aux dispositions dudit article.[46]

7.53 En ce qui concerne tout d'abord le libellé de l'article 6.8, nous notons que le terme "renseignement" est défini comme signifiant "des connaissances ou faits communiqués concernant un sujet particulier, un événement, etc".[47] Le terme "nécessaire" est défini comme signifiant quelque chose "dont on ne peut se passer, qui est requis, essentiel, indispensable".[48] Ainsi, l'article 6.8 dispose que si des connaissances ou faits essentiels, dont on ne peut se passer, ne sont pas communiqués par une partie intéressée à l'autorité chargée de l'enquête, celle-ci peut établir des déterminations préliminaires ou finales sur la base des données de fait disponibles. Cependant, cette conclusion ne permet pas de trancher catégoriquement la question de savoir jusqu'à quel point les données de fait

[46] Les mêmes principes s'appliquent à notre examen des arguments de l'Inde contestant la loi des États-Unis telle qu'elle est libellée, qui sont analysés plus loin.

[47] New Shorter Oxford English Dictionary, Clarendon Press, Oxford, 1993.

[48] New Shorter Oxford English Dictionary, Clarendon Press, Oxford, 1993.

disponibles peuvent être utilisées dans une affaire dans laquelle certains renseignements nécessaires sont communiqués, et d'autres ne le sont pas.

7.54 Sur ce point, les vues des parties divergent. Les États-Unis font valoir que si l'un quelconque des renseignements nécessaires n'est pas fourni, l'autorité chargée de l'enquête peut conclure que les renseignements nécessaires n'ont pas été fournis au sens de l'article 6.8, et peut, à la place, fonder toute sa détermination sur les données de fait disponibles. L'Inde, par contre, estime que les renseignements "nécessaires" peuvent être considérés comme relevant de catégories ou ensembles distincts, regroupés autour des éléments fondamentaux des calculs concernant le dumping: renseignements sur le calcul de la valeur normale et du prix à l'exportation, et renseignements sur le coût de production et la valeur normale construite dans certains cas. L'Inde semble considérer que ces catégories sont des éléments essentiellement distincts d'une enquête antidumping. Elle estime que la non-communication de renseignements concernant un élément de la détermination globale ne justifie pas le recours aux données de fait disponibles pour tous les aspects du calcul de la marge de dumping.[49]

7.55 À notre avis, la non-communication des renseignements nécessaires, c'est-à-dire des renseignements qui sont demandés par l'autorité chargée de l'enquête et qui sont pertinents pour la détermination à établir[50], est le facteur qui permet de recourir à la faculté, prévue à l'article 6.8, d'établir des déterminations sur la base des données de fait disponibles. Les dispositions de l'Annexe II, qui énoncent les conditions régissant l'utilisation des données de fait disponibles, éclairent la question de savoir si les renseignements nécessaires n'ont pas été fournis, car elles établissent les considérations qui indiquent quand les renseignements communiqués doivent être utilisés par l'autorité chargée de l'enquête. Ainsi, les dispositions de l'Annexe II éclairent l'évaluation par l'autorité chargée de l'enquête du point de savoir si les renseignements nécessaires, au sens de l'article 6.8, ont été fournis et s'il est justifié de recourir aux données de fait disponibles en ce qui concerne cet élément d'information. Si, après avoir examiné les dispositions de l'Annexe II, et en particulier les critères prévus au paragraphe 3, la conclusion est que les renseignements fournis satisfont aux conditions qui y sont énoncées, l'autorité chargée de l'enquête doit utiliser ces renseignements dans ses déterminations et elle ne peut pas recourir aux données de fait disponibles en ce qui concerne cet élément d'information. Autrement dit, l'autorité chargée de l'enquête ne peut pas conclure, s'agissant de ces renseignements, que les "renseignements nécessaires" n'ont pas été fournis.

7.56 Nous notons qu'il y a désaccord entre les parties sur le point de savoir si les dispositions de l'Annexe II, où la plupart des verbes sont au conditionnel ("devrait/devraient"), sont impératives. Nous estimons que la réponse à cette question se trouve dans l'article 6.8 lui-même. Cet article dispose expressément que "[l]es dispositions de l'Annexe II **seront** observées lors de l'application du présent paragraphe" (pas de caractères gras dans l'original). À notre avis, l'emploi du futur de l'indicatif ("seront") dans ce contexte établit que les dispositions de l'Annexe II sont impératives. En effet, il semblerait que cette conclusion s'impose. Une autre interprétation signifierait que les autorités chargées de l'enquête sont tenues d'appliquer ("appliqueront") des dispositions qui ne sont pas en soi obligatoires, une interprétation qui n'a aucun sens.[51] De plus, les dispositions de

[49] L'Inde a déclaré, en réponse à une question du Groupe spécial, que "sauf circonstances inhabituelles, les quatre "éléments essentiels", comme on les appelle, sont effectivement des catégories séparées et distinctes de renseignements". Réponses de l'Inde aux questions du Groupe spécial - Première réunion, question n° 28, paragraphe 50.

[50] Nous n'envisageons pas ici la possibilité que l'autorité chargée de l'enquête puisse demander des renseignements non pertinents. De toute évidence, de tels renseignements ne seraient pas "nécessaires" au sens de l'article 6.8. Or rien ne donne à penser en l'espèce que l'autorité chargée de l'enquête ait demandé des renseignements allant au-delà de ce qui était nécessaire aux déterminations qu'elle devait établir.

[51] Nous notons que dans son rapport sur l'affaire *Argentine – Mesures antidumping définitives à l'importation de carreaux de sol en céramique en provenance d'Italie* ("*Argentine - Carreaux en céramique*"), WT/DS189/R, adopté le 5 novembre 2001, le Groupe spécial a considéré les dispositions de l'Annexe II comme des obligations dans son analyse et ses constatations.

l'Annexe II, bien qu'elles soient formulées au conditionnel, donnent des instructions précises aux autorités chargées de l'enquête en ce qui concerne certains aspects de leurs déterminations qui, sans plus, établissent clairement les prescriptions opérationnelles. Ainsi, nous estimons que les dispositions de l'Annexe II sont impératives, non pas en raison du libellé de ces dispositions elles-mêmes mais en raison de l'obligation de les observer qui est énoncée à l'article 6.8.[52]

7.57 Les dispositions spécifiques de l'Annexe II que nous devons examiner dans le présent différend sont les paragraphes 3 et 5.[53] Le paragraphe 3 dispose que tous les renseignements communiqués qui satisfont aux critères énoncés dans ce paragraphe doivent être pris en compte lors de l'établissement des déterminations. Nous estimons à cet égard que l'emploi de la conjonction "et" à la fin de la liste des critères nous montre clairement que l'autorité chargée de l'enquête, au moment d'établir les déterminations, est uniquement **tenue** de prendre en compte les renseignements qui satisfont à tous les critères applicables du paragraphe 3.[54] Afin d'évaluer les limites fixées par cette disposition au droit de l'autorité chargée de l'enquête de rejeter des renseignements communiqués pour recourir à la place aux données de fait disponibles[55], nous considérons le sens ordinaire du libellé, dans son contexte et à la lumière de son objet et de son but. Le paragraphe 3 commence par les mots "Tous les renseignements". "Tous" signifie "la totalité du montant, de la quantité, de la mesure ou de la portée de" et "le nombre total de, les différents composants de, sans exception … chaque".[56] L'expression "prendre en compte" est définie comme signifiant "prendre en considération, prêter attention à".[57] Ainsi, une interprétation littérale du paragraphe 3 amène à comprendre qu'il exige que chaque élément d'information communiqué qui satisfait aux critères énoncés dans ce paragraphe doit être pris en considération par l'autorité chargée de l'enquête lorsque celle-ci établit ses déterminations. Si des renseignements doivent être pris en considération au titre du paragraphe 3, l'autorité chargée de l'enquête ne peut pas conclure, en ce qui concerne ces renseignements, que les

---

[52] Nous notons à cet égard la déclaration de l'Organe d'appel selon laquelle "[l]'article 6.8 prévoit que les dispositions de l'Annexe II de l'*Accord antidumping* doivent être observées lors de l'utilisation des données de fait disponibles". Rapport de l'Organe d'appel, *États-Unis - Acier laminé à chaud*, paragraphe 78. L'Organe d'appel semble avoir considéré que les dispositions de l'Annexe II qui sont formulées au conditionnel sont impératives, mais il n'a pas spécifiquement traité cette question, qui n'a été soulevée ni devant lui ni même devant le Groupe spécial *Acier laminé à chaud*.

[53] Le paragraphe 1 de l'Annexe II concerne principalement la notification aux parties intéressées du type de renseignements qui seront requis, c'est-à-dire des renseignements nécessaires, ainsi que la possibilité de recourir aux données de fait disponibles si les renseignements ne sont pas communiqués. Le paragraphe 2 permet à l'autorité chargée de l'enquête de demander des renseignements sur un support ou dans un langage informatique donnés, mais fixe des limites au droit d'exiger que les renseignements soient fournis sous la forme demandée. Le paragraphe 4 est, en un sens, le contre-pied du paragraphe 2, et permet à l'autorité de refuser d'accepter des renseignements fournis sur un support qui ne peut pas être traité. Le paragraphe 6 dispose que l'autorité chargée de l'enquête doit informer une partie si les renseignements communiqués ne sont pas acceptés et lui ménager la possibilité de fournir des explications complémentaires et, en définitive, si les explications sont rejetées, indiquer dans les déterminations publiées les raisons du rejet. Enfin, le paragraphe 7 énonce les règles et conditions régissant l'utilisation de renseignements spécifiques en tant que données de fait disponibles, y compris la possibilité de résultats moins favorables pour une partie en cas de non-coopération.

[54] L'Organe d'appel a explicitement déclaré ce qui suit:

> "d'après le paragraphe 3 de l'Annexe II, les autorités chargées de l'enquête sont tenues d'utiliser les renseignements si trois, et, dans certaines circonstances, quatre, conditions sont remplies. À notre avis, il s'ensuit que, si ces conditions sont remplies, les autorités chargées de l'enquête ne sont *pas* en droit de rejeter des renseignements communiqués lorsqu'elles établissent une détermination."

Rapport de l'Organe d'appel, *États-Unis - Acier laminé à chaud*, paragraphe 81.

[55] Nous notons dans ce contexte la déclaration de l'Organe d'appel selon laquelle le paragraphe 3 de l'Annexe II a trait à la question de savoir "quand les autorités chargées de l'enquête sont en droit de *rejeter* les renseignements communiqués par les parties intéressées". Rapport de l'Organe d'appel, *États-Unis – Acier laminé à chaud*, paragraphe 80.

[56] New Shorter Oxford English Dictionary, Clarendon Press, Oxford, 1993.

[57] New Shorter Oxford English Dictionary, Clarendon Press, Oxford, 1993.

renseignements nécessaires n'ont pas été fournis, au sens de l'article 6.8. En conséquence, nous n'acceptons pas la position des États-Unis selon laquelle le terme "renseignements" figurant à l'article 6.8 signifie tous les renseignements, de telle façon que les Membres ont le droit illimité de rejeter tous les renseignements communiqués dans une affaire lorsque certains renseignements nécessaires ne sont pas fournis.

7.58 Bien sûr, nous n'entendons pas donner à penser que l'autorité chargée de l'enquête doit, dans chaque cas, examiner attentivement chaque élément d'information communiqué afin de déterminer explicitement s'il satisfait aux critères énoncés au paragraphe 3 de l'Annexe II avant de l'utiliser dans sa détermination. De toute évidence, si l'autorité est satisfaite des renseignements communiqués et conclut qu'une partie intéressée a entièrement donné suite aux demandes de renseignements, il n'est nullement nécessaire d'effectuer une analyse distincte au titre du paragraphe 3 de l'Annexe II. Cependant, si l'autorité n'est pas satisfaite des renseignements communiqués, elle doit examiner les éléments d'information dont elle n'est **pas** satisfaite, à la lumière des critères du paragraphe 3.

7.59 Cela dit, nous n'acceptons pas non plus l'opinion de l'Inde selon laquelle chaque catégorie de renseignements communiqués doit être évaluée séparément. L'Inde reconnaît qu'il peut y avoir des cas dans lesquels un élément d'information communiqué qui satisfait par ailleurs au paragraphe 3 est un élément si mineur des renseignements nécessaires à l'établissement des déterminations qu'il ne peut pas être utilisé dans l'enquête sans difficultés indues, et qu'il est possible que le nombre de renseignements communiqués dans une "catégorie" particulière qui ne satisfont pas aux critères du paragraphe 3, par exemple qui ne peuvent pas être vérifiés, soit si élevé que la catégorie de renseignements tout entière ne peut pas être utilisée sans difficultés indues.[58]

7.60 Nous estimons en outre que les différents éléments d'information, ou catégories de renseignements nécessaires à une détermination antidumping sont souvent liés entre eux, et que la non-communication de certains renseignements peut avoir des incidences au-delà de la catégorie dont relèvent ces renseignements. Par exemple, la non-communication de renseignements sur les coûts de production empêcherait l'autorité chargée de l'enquête de déterminer si les ventes ont eu lieu au cours d'opérations commerciales normales, puis de calculer une valeur normale construite. Ainsi, la non-communication de renseignements sur les coûts de production pourrait justifier le recours aux données de fait disponibles en ce qui concerne d'autres éléments de la détermination au-delà du simple calcul des coûts de production. De plus, sans considérer telles ou telles "catégories" de renseignements, il nous semble évident que si certains renseignements ne sont pas communiqués, et si les données de fait disponibles sont utilisées à la place, cela peut avoir une incidence sur la facilité ou la difficulté relative d'utiliser les renseignements qui ont été communiqués et qui pourraient, pris isolément, satisfaire aux prescriptions du paragraphe 3 de l'Annexe II. Cependant, admettre ce point de vue ne signifie pas nécessairement qu'il faille arriver à la conclusion, avancée par les États-Unis, selon laquelle l'autorité chargée de l'enquête peut, dans une affaire dans laquelle un élément "essentiel" quelconque des renseignements demandés n'est pas fourni en temps utile ignorer tous les renseignements communiqués et fonder sa détermination exclusivement sur les données de fait disponibles. Conclure autrement serait aller à l'encontre de l'un des objectifs fondamentaux de l'Accord antidumping dans son ensemble, à savoir faire en sorte que des déterminations objectives soient établies, dans la mesure du possible sur la base de faits.[59]

7.61 La réponse, à notre avis, se situe entre les deux positions extrêmes adoptées par les parties. Autrement dit, lorsqu'il s'agit de savoir si les renseignements nécessaires ont été communiqués, l'autorité chargée de l'enquête doit, en se référant à l'instruction donnée au paragraphe 3 de l'Annexe II, examiner si les renseignements qui ont été communiqués satisfont aux critères qui y sont énoncés. Dans l'affirmative, ces renseignements doivent être pris en compte dans l'établissement des

[58] Réponses de l'Inde aux questions du Groupe spécial - Première réunion, questions n° 28 et 29, paragraphes 54 et 60.

[59] Voir le rapport du Groupe spécial *États-Unis - Acier laminé à chaud*, paragraphe 7.55.

déterminations. Dans la négative, ils peuvent être rejetés et les données de fait disponibles utilisées à la place. Dans une affaire dans laquelle certains renseignements sont rejetés et les données de fait disponibles utilisées à la place, il peut se poser en outre la question de savoir si le fait que certains renseignements communiqués ont été rejetés a des conséquences pour le reste des renseignements communiqués. En particulier, il peut être nécessaire que l'autorité chargée de l'enquête cherche à savoir si le rejet de certains renseignements fait que d'autres renseignements ne satisfont pas aux critères du paragraphe 3. Dans ce contexte, nous estimons qu'il est essentiel de savoir si des renseignements qui en soi peuvent satisfaire aux critères du paragraphe 3 peuvent être utilisés sans difficultés indues eu égard à la relation entre eux et les renseignements rejetés.[60]

7.62 En résumé, nous estimons que le paragraphe 3 de l'Annexe II établit des critères spécifiques que l'autorité chargée de l'enquête doit appliquer avant de rejeter des renseignements communiqués pour utiliser à la place les données de fait disponibles. De toute évidence, s'agissant de l'élément d'information spécifique en question, si celui-ci ne satisfait pas aux critères du paragraphe 3, il est possible de le rejeter et de recourir aux données de fait disponibles. Ce point n'est pas contesté et constitue la base sur laquelle les États-Unis recourent, plutôt fréquemment, aux "données de fait disponibles partielles" ou à la pratique consistant à "combler les lacunes".[61] La question plus difficile, soulevée dans le présent différend, est le point de savoir si une conclusion selon laquelle certains renseignements communiqués ne satisfont pas aux critères du paragraphe 3, et sont donc susceptibles d'être rejetés, peuvent en tout état de cause justifier une décision de rejeter d'autres renseignements communiqués qui, s'ils étaient considérés séparément, satisferaient aux critères du paragraphe 3. Nous estimons que la réponse à cette question est affirmative, dans certains cas, mais que le résultat dépendra, dans n'importe quel cas particulier, des faits et circonstances spécifiques de l'enquête concernée.

7.63 Enfin, nous notons que l'Inde a fait valoir que même si les renseignements communiqués ne satisfaisaient pas aux critères du paragraphe 3 jusqu'à un certain point, si la partie communiquant ces renseignements avait agi au mieux de ses possibilités, l'autorité chargée de l'enquête était tenue, au titre du paragraphe 5 de l'Annexe II, de déployer "des efforts plus concertés" pour faire usage de ces renseignements.[62]

7.64 Le paragraphe 5 dispose que les renseignements fournis qui ne sont pas idéalement les meilleurs ne doivent pas être ignorés si la partie qui les a communiqués a agi au mieux de ses possibilités. Comme l'Organe d'appel l'a constaté dans l'affaire *États-Unis – Acier laminé à chaud*, le degré d'effort attendu des parties intéressées au titre de cette disposition est très important.[63] Nous sommes un peu troublés par les implications de l'interprétation que l'Inde donne de cette disposition, qui pourrait laisser entendre que des renseignements qui ne satisfont pas aux critères du paragraphe 3, et qu'il n'est donc pas nécessaire de prendre en compte lors de l'établissement des déterminations, ne doivent néanmoins "pas être ignorés" si la partie qui les a communiqués a agi au mieux de ses possibilités. Il nous paraît difficile de conclure que l'autorité chargée de l'enquête doit utiliser des renseignements qui, par exemple, ne sont pas vérifiables ou n'ont pas été communiqués en temps utile, ou qu'elle doit les utiliser quelles que soient les difficultés que cela entraîne, simplement parce que la partie qui les a fournis a agi au mieux de ses possibilités. Cela semblerait infirmer l'idée reconnue que l'autorité chargée de l'enquête doit pouvoir achever son enquête et doit établir des déterminations

[60] En outre, comme on le verra plus loin, il est vital que ces constatations soient expliquées.

[61] Voir, par exemple, *Notice of Final Determination of Sales at Less Than Fair Value: Hot-Rolled Flat-Rolled Carbon-Quality Steel Products From Japan*, 64 Fed. Reg. 24329, 24370 (6 mai 1999); *Stainless Steel Bar From India: Final Results of Anti-dumping Duty Administrative Review and New Shipper Review and Partial Rescission of Administrative Review*, 65 Fed. Reg. 48965, 48966 (10 août 2000) (pièce n° 35 de l'Inde); *Notice of Final Determination of Sales at Less Than Fair Value: Hot-Rolled Flat-Rolled Carbon-Quality Steel Products From the Russian Federation*, 64 Fed. Reg. 38626, 38629-30 (19 juillet 1999) (pièce n° 35 de l'Inde).

[62] Première communication écrite de l'Inde, paragraphe 52.

[63] Rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – Acier laminé à chaud*, paragraphe 102.

fondées autant que possible sur des faits, dont l'exactitude aura été établie de manière convaincante pour elle.

7.65 Cependant, si nous interprétons le paragraphe 5 comme mettant l'accent sur l'obligation de l'autorité chargée de l'enquête de coopérer avec les parties intéressées, et en particulier de s'efforcer activement d'utiliser les renseignements communiqués si la partie intéressée a agi au mieux de ses possibilités, nous estimons qu'il ne porte pas atteinte au cadre défini dans l'ensemble de l'Accord antidumping pour l'utilisation des renseignements communiqués et le recours aux données de fait disponibles. De même, on peut comprendre que le paragraphe 5 met l'accent sur le fait que les renseignements qui satisfont aux prescriptions du paragraphe 3, mais qui ne sont pas parfaits, ne doivent néanmoins pas être ignorés.

7.66 Appliquant ces principes à la présente affaire, nous estimons que le simple fait que le DOC a conclu que certains des renseignements communiqués par SAIL pouvaient être ignorés n'établit pas, sans plus, que le DOC était en droit de rejeter les renseignements sur les prix de vente aux États-Unis.

7.67 Comme il a été analysé plus haut, il peut en effet arriver que la non-communication d'un élément d'information empêche les renseignements communiqués d'être utilisables, de sorte qu'il est indûment difficile d'utiliser les renseignements communiqués lors de l'établissement des déterminations. Un aspect essentiel d'une telle détermination est l'explication donnée par l'autorité chargée de l'enquête au sujet de la conclusion qu'elle formule à cet égard. Un groupe spécial examinant une telle décision doit pouvoir conclure que l'autorité chargée de l'enquête a considéré la relation entre les renseignements manquants et ceux qui avaient été communiqués, et qu'elle a conclu qu'eu égard à cette relation, le fait qu'un élément d'information n'avait pas été communiqué justifiait la conclusion selon laquelle les renseignements communiqués ne satisfaisaient pas aux critères du paragraphe 3 de l'Annexe II.[64] Rien dans le libellé de la détermination du DOC, ou dans les autres renseignements versés au dossier et mis à notre disposition, n'indique comment les problèmes liés aux autres données communiquées, qui ont conduit à leur rejet, ont affecté les renseignements sur les prix de vente aux États-Unis de telle façon que ceux-ci ne satisfaisaient pas aux critères du paragraphe 3.

7.68 Devant nous, les États-Unis affirment que les renseignements sur les prix de vente aux États-Unis ne pouvaient pas eux-mêmes être vérifiés ni utilisés sans difficultés indues car une partie des données nécessaires demandées, concernant les renseignements sur les coûts du produit vendu aux États-Unis, n'avait pas été communiquée. Les États-Unis font valoir qu'en l'absence de ces renseignements, il ne serait pas possible de comparer des choses strictement comparables pour déterminer une marge de dumping ni de faire des ajustements pour tenir compte des différences physiques entre le produit vendu sur le marché intérieur et celui qui est vendu à l'exportation vers les États-Unis. En conséquence, les États-Unis font valoir qu'il serait indûment difficile d'utiliser les renseignements communiqués concernant les prix de vente aux États-Unis.

7.69 Il semble d'après les renseignements communiqués et versés au dossier que cet aspect des renseignements sur les coûts du produit vendu aux États-Unis est effectivement absent des réponses au questionnaire données par SAIL. Cependant, il n'y a aucune indication dans aucun endroit de la détermination du DOC, ni dans les autres renseignements versés au dossier et mis à notre disposition, qui donne à penser que l'absence de ces renseignements sur les coûts ait été considérée lorsqu'il s'agissait d'évaluer si les renseignements sur les prix de vente aux États-Unis pouvaient être vérifiés ou utilisés dans l'enquête sans difficultés indues. L'absence de renseignements sur les coûts de fabrication du produit exporté n'est même pas mentionnée dans le rapport de vérification, ni dans la détermination de l'échec de la vérification, ni encore dans la détermination finale, comme étant un

[64] Étant donné qu'il n'y a en l'espèce aucune allégation concernant le caractère adéquat de l'avis au public visé à l'article 12, nous n'abordons pas cette question. En fait, il s'agit ici de la capacité d'un groupe spécial de discerner les faits et les raisons qui sont à la base de la détermination établie par l'autorité chargée de l'enquête, de façon à en évaluer la compatibilité avec les obligations pertinentes.

problème lié aux renseignements sur les prix de vente aux États-Unis.[65] En effet, cela nous semble être une explication *a posteriori*, suscitée peut-être par nos propres questions aux parties. Même à supposer que nous soyons convaincus par les arguments que nous ont présentés les États-Unis, selon lesquels le DOC aurait pu formuler cette décision, rien dans le dossier ne nous indique qu'il ait **effectivement** pris une telle décision dans la présente affaire.

7.70 Les États-Unis font valoir aussi que les renseignements sur les prix de vente aux États-Unis ont été à bon droit rejetés par le DOC car ces renseignements ne satisfaisaient pas en soi aux critères du paragraphe 3. Là aussi, nous ne voyons rien dans la détermination ni dans les renseignements versés au dossier et mis à notre disposition qui indique qu'une telle détermination ait été faite par le DOC à ce moment-là.

7.71 Le premier critère auquel il doit être satisfait pour que des renseignements puissent être pris en compte au titre du paragraphe 3 est que les renseignements sont "vérifiables". Le terme "vérifiable" est défini comme signifiant "apte à être vérifié ou dont la véracité peut être prouvée".[66] Il nous semble clair, et les parties n'en disconviennent pas, qu'il s'ensuit que l'exactitude et la fiabilité des renseignements peuvent être évaluées par un processus d'examen objectif.[67] Il est certain que les renseignements sur les prix de vente aux États-Unis sont aptes à être vérifiés. En effet, il ressort du rapport de vérification lui-même que, pour l'essentiel, les renseignements communiqués ont été vérifiés.[68] À cet égard, nous rappelons que, conformément au paragraphe 5 de l'Annexe II, la perfection n'est pas la norme. Même le DOC a indiqué que les erreurs dans les renseignements étaient susceptibles de correction. Ce n'était que lorsqu'elles étaient "associées aux autres défauts omniprésents dans les données présentées par SAIL" que ces erreurs ont été jugées importantes par le DOC. Même ainsi, la conclusion tirée était la suivante: "ces erreurs … étayent notre conclusion à savoir que les données de SAIL ne sont pas fiables dans l'ensemble". Le DOC a estimé que le fait que des erreurs limitées avaient été constatées dans les renseignements sur les prix de vente aux États-Unis n'indiquait pas une "fiabilité intrinsèque des données communiquées par SAIL, en particulier lorsqu'elles [étaient] considérées dans le contexte des multiples problèmes rencontrés avec toutes les autres données figurant dans la réponse au questionnaire".[69]

7.72 D'après le deuxième critère du paragraphe 3, les renseignements doivent être "présentés de manière appropriée de façon à pouvoir être utilisés dans l'enquête sans difficultés indues". À notre avis, le terme "approprié" signifie dans ce contexte "indiqué, adéquat, qui convient".[70] Autrement dit, les renseignements sont indiqués, quant à leur forme, pour être utilisés par l'autorité chargée de l'enquête, sont présentés aux autorités compétentes, etc. La prescription selon laquelle les renseignements doivent pouvoir être "utilisés … sans difficultés indues" est plus ardue. Le terme

[65] Le fait que les renseignements sur les coûts sont problématiques dans leur ensemble n'est pas contesté, mais il n'y a aucune indication d'un lien direct avec les renseignements sur les prix de vente aux États-Unis.

[66] New Shorter Oxford English Dictionary, Clarendon Press, Oxford, 1993.

[67] Les parties ont traité cette notion en se référant au processus de vérification "sur place" prévu à l'article 6.7 et à l'Annexe I de l'Accord, mais nous notons qu'une telle vérification n'est pas requise en fait par l'Accord. Ainsi, l'emploi de ce terme au paragraphe 3 de l'Annexe II n'est pas très clair. Cependant, l'article 6.6 établit une prescription générale selon laquelle, sauf si elles procèdent au titre de l'article 6.8 en se fondant sur les données de fait disponibles, les autorités "s'assureront au cours de l'enquête de l'exactitude des renseignements fournis par les parties intéressées sur lesquels leurs constatations sont fondées". Le terme "vérifier" est défini comme signifiant "établir ou éprouver l'exactitude ou la véracité de quelque chose, en particulier par un examen ou une comparaison de données, etc.; contrôler ou établir au moyen d'une enquête". New Shorter Oxford English Dictionary, Clarendon Press, Oxford, 1993. Ainsi, même en l'absence d'une vérification sur place, les autorités sont tenues de fonder leurs décisions sur des renseignements qui sont "vérifiés", dans un sens plus général à savoir l'évaluation de l'exactitude des renseignements utilisés.

[68] Voir la pièce n° 13 de l'Inde.

[69] Détermination de l'échec de la vérification, pièce n° 16 de l'Inde, page 5.

[70] New Shorter Oxford English Dictionary, Clarendon Press, Oxford, 1993.

"indu" est défini comme signifiant "allant au-delà de ce qui est justifié ou naturel, excessif, disproportionné".[71] Ainsi, des "difficultés indues" sont des difficultés qui vont au-delà de ce qui est autrement la norme dans une enquête antidumping. Cela revient à reconnaître qu'il n'est pas, en fait, inhabituel de rencontrer des difficultés lorsqu'il s'agit d'utiliser des renseignements communiqués dans une enquête antidumping. Cette conclusion n'est guère surprenante car il est peu probable que des entreprises qui sont devenues des parties intéressées dans une enquête antidumping et qui sont invitées à fournir des renseignements tiennent leurs livres et dossiers internes exactement sous la forme et avec les éléments d'information qui seront à un moment donné exigés dans une enquête antidumping. Ainsi, il est souvent nécessaire que les parties qui communiquent les renseignements rassemblent et organisent des données brutes sous la forme correspondant à la demande de renseignements des autorités chargées de l'enquête. De même, il est souvent nécessaire que l'autorité chargée de l'enquête fasse des ajustements de son côté pour pouvoir prendre en compte des renseignements qui ne sont pas entièrement conformes à sa demande. Cela fait partie de l'obligation des deux côtés de coopérer, reconnue par l'Organe d'appel dans l'affaire *États-Unis - Acier laminé à chaud*.

7.73 Analysant l'obligation des parties intéressées de coopérer lors du rassemblement des renseignements au cours d'une enquête, l'Organe d'appel dans l'affaire *États-Unis - Acier laminé à chaud* a noté que la coopération était un processus, en faisant observer que les paragraphes 2 et 5 de l'Annexe II de l'Accord antidumping dénotaient "un équilibre délicat entre les intérêts des autorités chargées de l'enquête et des exportateurs. Pour achever leurs enquêtes, les autorités chargées de l'enquête [étaient] en droit d'attendre un degré d'effort très important - au "mieux de leurs possibilités" - des exportateurs soumis à enquête". Cependant, l'Organe d'appel a aussi relevé que "la coopération [était], en fait, un processus allant dans les deux sens qui suppos[ait] un effort conjoint".[72] Ainsi, il nous semble clair que les autorités chargées de l'enquête doivent assumer un degré d'effort - un certain degré de "difficulté" - requis pour pouvoir utiliser les renseignements communiqués par une partie intéressée. Cependant, les autorités chargées de l'enquête ne sont pas tenues de prendre des mesures extrêmes - autrement dit, de surmonter des difficultés "indues" - afin d'utiliser les renseignements communiqués, pas plus que les parties intéressées ne sont tenues de prendre des mesures extrêmes pour fournir les renseignements demandés.

7.74 À notre avis, il n'est pas possible de déterminer dans l'abstrait quelles "difficultés indues" pourraient être associées à un effort déployé pour utiliser les renseignements communiqués. Nous estimons que la question de savoir si les renseignements communiqués peuvent être utilisés dans l'enquête "sans difficultés indues" dépend dans une très grande mesure des faits de la cause. Nous estimons donc qu'il est impératif que l'autorité chargée de l'enquête explique, comme il est prescrit au paragraphe 6 de l'Annexe II, sur quelle base elle conclut que des renseignements qui sont vérifiables et présentés en temps utile ne peuvent pas être utilisés dans l'enquête sans difficultés indues.

7.75 Dans le présent contexte, nous notons qu'il n'y a dans le libellé de la détermination du DOC aucune explication donnant à penser que la question de savoir si les renseignements sur les prix de vente aux États-Unis pouvaient être utilisés sans difficultés indues pour déterminer un prix à l'exportation ait été même considérée, et encore moins tranchée. À cet égard, l'Inde a présenté les déclarations sous serment de M. Albert Hayes pour étayer son opinion selon laquelle les renseignements communiqués auraient pu être corrigés et triés de façon à rendre possible une détermination du prix à l'exportation et à permettre une comparaison appropriée entre le prix à l'exportation ainsi déterminé et la valeur normale calculée, sur la base des données de fait disponibles (c'est-à-dire des renseignements contenus dans la requête), sans difficultés indues. Il n'est pas contesté que les renseignements communiqués par SAIL concernant les prix de vente aux États-Unis n'étaient pas idéalement les meilleurs. Quelques suggestions sur la manière de corriger les renseignements communiqués et les autres possibilités de calculer la marge de dumping ont été

[71] New Shorter Oxford English Dictionary, Clarendon Press, Oxford, 1993.
[72] Rapport de l'Organe d'appel, *États-Unis – Acier laminé à chaud*, paragraphes 102 et 104.

soumises au DOC, même si ce n'était pas exactement de la manière indiquée ici.[73] Les États-Unis font maintenant valoir qu'il aurait fallu déployer des efforts indus pour apporter les corrections nécessaires aux renseignements communiqués concernant les prix de vente aux États-Unis et que même ainsi, il n'y aurait peut-être pas eu de transaction qui aurait pu servir d'équivalent approprié pour les renseignements sur la valeur normale qui ont été utilisés. Or le DOC n'a strictement fait aucun effort pour tenter d'utiliser ces renseignements lorsqu'il a établi sa détermination de la marge de dumping. Il n'y a rien dans le dossier porté à notre attention qui donne à penser que le DOC ait même envisagé une telle démarche. En l'absence de toute décision du DOC à cet égard, nous estimons qu'il serait inapproprié que nous formulions notre propre avis sur la question de savoir si les méthodes proposées par l'Inde auraient pu permettre au DOC d'utiliser les renseignements communiqués sans difficultés indues dans cette enquête.

7.76 D'après le troisième critère du paragraphe 3, les renseignements doivent être communiqués en temps utile. Cette prescription nous ramène à l'article 6.8, qui dispose que l'autorité chargée de l'enquête peut recourir aux données de fait disponibles si les renseignements ne sont pas communiqués "dans un délai raisonnable".[74] Autrement dit, la prescription "dans un délai raisonnable" de l'article 6.8 et la prescription "en temps utile" du paragraphe 3 de l'Annexe II sont, à notre avis, essentiellement la même. Comme un groupe spécial antérieur et l'Organe d'appel l'ont reconnu, les enquêtes antidumping sont soumises à une limite temporelle générale, ce qui fait que l'on ne peut pas attendre de l'autorité chargée de l'enquête qu'elle continue indéfiniment à accepter des renseignements. Ce que signifient les expressions "dans un délai raisonnable" ou "en temps utile" dépendra dans chaque affaire des faits et circonstances de ladite affaire. Il est clair, cependant, que les autorités chargées de l'enquête ne peuvent pas s'en tenir arbitrairement à des dates limites préétablies et s'en prévaloir pour rejeter des renseignements comme n'étant pas communiqués en temps utile.[75] Rien dans la détermination du DOC n'indique que les renseignements sur les prix de vente aux États-Unis n'ont pas été communiqués en temps utile.

7.77 D'après le dernier critère énoncé au paragraphe 3, les renseignements doivent être, le cas échéant, communiqués sur un support ou dans un langage informatique demandés par les autorités. Cette disposition semble très claire, et comme elle n'est pas mise en cause dans la présente affaire, nous ne l'examinerons pas davantage. Nous notons cependant qu'il n'y a aucune référence dans la détermination finale, ni dans aucun autre élément de preuve versé au dossier et porté à notre connaissance, qui donne à penser que le DOC ait conclu que, en raison de problèmes techniques liés à la base de données électronique de SAIL contenant les renseignements sur les prix de vente aux États-Unis, les renseignements communiqués n'étaient pas conformes à ce critère du paragraphe 3.

7.78 À notre avis, la détermination finale du DOC montre clairement qu'il a été jugé que certains des renseignements communiqués par SAIL étaient invérifiables, ou n'avaient pas été communiqués en temps utile, ou comportaient d'autres défauts qui en rendaient l'utilisation indûment difficile. Cependant, aucune conclusion en ce sens n'a été formulée au sujet des renseignements sur les prix de vente aux États-Unis. En fait, il semble que, pendant toute la durée de l'enquête, les principaux problèmes avaient trait aux renseignements concernant les transactions de SAIL sur le marché intérieur et son coût de production. Les problèmes liés aux renseignements sur les prix de vente aux États-Unis, pour autant qu'ils soient mentionnés, sont considérés comme mineurs. Ainsi, il nous semble clair que le DOC, en fait, a rejeté les renseignements sur les ventes aux États-Unis en se fondant non pas sur l'application des critères du paragraphe 3 à ces renseignements mais sur les problèmes associés à d'autres renseignements communiqués.

[73] Première communication écrite des États-Unis, paragraphe 170 et note de bas de page 160.
[74] Voir le rapport de l'Organe d'appel, *États-Unis – Acier laminé à chaud*, paragraphe 83.
[75] Rapport du Groupe spécial *États-Unis – Acier laminé à chaud*, paragraphes 7.54 et 7.55, rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – Acier laminé à chaud*, paragraphes 73 et 74.

7.79 Ainsi, sur la base des données de fait et des explications versées au dossier dont nous sommes saisis, nous estimons que la décision du DOC de rejeter les renseignements communiqués par SAIL concernant les prix de vente aux États-Unis était dénuée de fondement valable au regard du paragraphe 3 de l'Annexe II de l'Accord antidumping. En conséquence, nous concluons que le DOC a agi d'une manière incompatible avec l'article 6.8 et le paragraphe 3 de l'Annexe II de l'Accord antidumping en concluant, au sujet des renseignements sur les prix de vente aux États-Unis, que les renseignements nécessaires n'avaient pas été fournis et en se fondant entièrement sur les données de fait disponibles pour déterminer la marge de dumping applicable à SAIL.

7.80 Ayant conclu que la décision du DOC de se fonder entièrement sur les données de fait disponibles était incompatible avec ses obligations au titre de l'Accord antidumping, nous ne jugeons pas nécessaire d'examiner les allégations subsidiaires de l'Inde.

3. Question de savoir si les articles 776 a), 782 d) et 782 e) de la Loi douanière de 1930, ainsi qu'elle a été modifiée, sont incompatibles tels qu'ils sont libellés avec l'article 6.8 et l'Annexe II de l'Accord antidumping

7.81 La question suivante que nous devons examiner consiste à savoir si la législation des États-Unis qui régit le recours aux données de fait disponibles est incompatible, telle qu'elle est libellée, avec les prescriptions de l'Accord antidumping telles que nous les interprétons. À cet égard, l'Inde fait valoir que la législation des États-Unis exige le recours aux données de fait disponibles dans des circonstances dans lesquelles l'article 6.8 et le paragraphe 3 de l'Annexe II ne permettent pas que les renseignements communiqués soient ignorés et que des déterminations soient établies, à la place, sur la base des données de fait disponibles. Les États-Unis, mettant l'accent sur l'emploi du verbe "pouvoir" dans la législation, soutiennent que celle-ci n'oblige pas le DOC à agir d'une manière incompatible avec les obligations des États-Unis au titre de l'Accord antidumping.

7.82 L'Inde fait valoir que les dispositions légales qui régissent la prise en considération des données de fait disponibles par le DOC, en particulier les articles 776 a), 782 d) et 782 e) de la Loi douanière de 1930, ainsi qu'elle a été modifiée, sont incompatibles, telles qu'elles sont libellées, avec l'Accord antidumping. L'Inde affirme que les articles 776 a) et 782 e) sont des dispositions impératives qui, lorsqu'elles sont lues conjointement, prescrivent un manquement à des obligations dans le cadre du GATT/de l'OMC et interdisent un traitement des renseignements communiqués au cours d'une enquête antidumping qui soit compatible avec les règles de l'OMC.

7.83 L'Inde affirme que les articles 782 e) et 776 a), conjugués l'un à l'autre, **exigent** que le DOC rejette des renseignements vérifiés et communiqués en temps utile qui peuvent être utilisés sans difficultés indues, **à moins que**, conformément à l'article 782 e) 3), il ne constate que les renseignements ne sont pas incomplets au point de ne pas pouvoir constituer une base fiable pour l'établissement de la détermination applicable, **et**, conformément à l'article 782 e) 4), que la partie intéressée a agi au mieux de ses possibilités pour fournir les renseignements. L'Inde estime que ni l'une ni l'autre de ces deux conditions ne figurent au paragraphe 3 de l'Annexe II de l'Accord antidumping. À son avis, le paragraphe 3 de l'Annexe II établit un ensemble exclusif de conditions pour ce qui est de déterminer si les renseignements communiqués par les parties intéressées peuvent être rejetés par les autorités chargées de l'enquête. S'il est satisfait à ces conditions du paragraphe 3 de l'Annexe II, pour une catégorie ou un ensemble donné de renseignements, alors, selon l'Inde, cette catégorie ou cet ensemble de renseignements doit être accepté par l'autorité chargée de l'enquête et utilisé dans le calcul de la marge de dumping.

7.84 L'Inde fait valoir que les dispositions légales des États-Unis fusionnent de manière inadmissible les prescriptions des paragraphes 3 et 5 de l'Annexe II en exigeant le rejet d'une catégorie de renseignements qui satisfait aux critères du paragraphe 3 sur la base d'une constatation selon laquelle la partie interrogée n'a pas agi au mieux de ses possibilités en fournissant certains **autres** renseignements appartenant à une certaine autre catégorie. L'Inde critique aussi l'article 782 d) qui, à

son avis, prescrit l'utilisation des données de fait disponibles si le DOC juge qu'une autre communication ou communication complémentaire n'est pas satisfaisante, ou si la communication n'a pas été faite dans le délai fixé à cet effet, et permet en outre au DOC d'ignorer en totalité ou en partie la réponse initiale.

7.85 Les États-Unis font valoir que les allégations de l'Inde sont fondées sur une interprétation erronée des dispositions pertinentes de la législation américaine. Ils font valoir que, tel qu'il est interprété par le DOC et par les tribunaux des États-Unis, l'article 776 a) exige uniquement l'utilisation des données de fait disponibles dans les circonstances dans lesquelles il est admissible de le faire au titre de l'article 6.8. Ils font aussi valoir que les conditions énoncées à l'article 782 e) n'étendent pas la mesure dans laquelle le DOC doit, ou peut, utiliser les données de fait disponibles, au-delà de ce qui est autorisé à l'article 6.8.

7.86 Les États-Unis affirment que l'article 776 a) de la Loi ne prescrit pas une action incompatible avec les règles de l'OMC car il exige seulement l'utilisation des données de fait disponibles dans les circonstances dans lesquelles cela est autorisé par l'article 6.8. De plus, ils affirment que l'article 782 d) prévoit la faculté discrétionnaire de rejeter des renseignements communiqués, sous réserve de l'examen des prescriptions de l'article 782 e). Les États-Unis font valoir que rien dans cette dernière disposition n'exige le rejet des renseignements communiqués par une partie intéressée. Ainsi, à leur avis, on ne peut pas considérer que cette disposition prescrit une action qui serait incompatible avec l'article 6.8 et l'Annexe II. Les États-Unis affirment que l'emploi du verbe "pouvoir", qui exprime une faculté discrétionnaire, dans tout le règlement du DOC portant application des articles 776 a), 782 d) et 782 e) de la Loi, permet de conclure que les dispositions légales n'ont pas un caractère impératif et ne constituent donc pas un manquement aux obligations des États-Unis dans le cadre de l'OMC.

7.87 Les États-Unis estiment que le simple fait que la troisième condition prévue à l'article 782 e), à savoir que les renseignements ne doivent pas être "incomplets au point de ne pas pouvoir constituer une base fiable pour l'établissement de la détermination applicable ", ne figure pas au paragraphe 3 de l'Annexe II ne signifie pas que l'article 782 e) prescrit une action incompatible avec les règles de l'OMC. Ils soutiennent que l'article 782 e) donne au DOC l'instruction d'exercer la faculté discrétionnaire prévue aux paragraphes 3 et 5 de l'Annexe II d'une manière particulière, et non **pas** de rejeter des renseignements si ceux-ci répondent au critère énoncé à l'article 782 e). Les États-Unis affirment que d'après la jurisprudence du GATT et de l'OMC, il ne sera constaté qu'une disposition légale constitue, telle qu'elle est énoncée, un manquement aux obligations du Membre que si la législation **prescrit** des actions incompatibles avec les obligations du Membre ou empêche des actions qui sont compatibles avec ces obligations. Ils ajoutent que si la législation prévoit que les autorités administratives ont la faculté discrétionnaire d'agir d'une manière compatible avec les règles de l'OMC, elle ne constitue pas, en tant que telle, un manquement aux obligations du Membre dans le cadre de l'OMC.

7.88 Avant d'examiner la compatibilité de la législation des États-Unis avec l'Accord antidumping, nous estimons qu'il importe d'aborder une question sous-jacente. Plusieurs groupes spéciaux ont estimé qu'une loi interne ne sera jugée incompatible, telle qu'elle est libellée, avec les obligations d'un Membre dans le cadre de l'OMC que si elle est impérative et exige une action incompatible avec les règles de l'OMC ou interdit une action compatible avec ces règles.[76] Telle a toujours été la constatation formulée par les groupes spéciaux dans le cadre du GATT de 1947, puis par les groupes spéciaux de l'OMC. L'Organe d'appel a reconnu cette distinction mais n'a pas spécifiquement décidé

[76] Par exemple, le Groupe spécial *États-Unis - Article 301 de la Loi sur le commerce extérieur*, a reconnu "le critère habituel figurant dans la jurisprudence préexistante, selon lequel seules les lois prescrivant une incompatibilité avec les règles de l'OMC ou empêchant la compatibilité avec les règles de l'OMC [pouvaient], en tant que telles, contrevenir aux dispositions de l'Accord sur l'OMC". Rapport du Groupe spécial *États-Unis - Article 301 de la Loi sur le commerce extérieur*, paragraphe 7.54.

que celle-ci était déterminante pour ce qui était de savoir si une loi était incompatible avec les obligations pertinentes dans le cadre de l'OMC. Cependant, il a bien déclaré récemment, dans l'affaire *États-Unis - Loi antidumping de 1916*:

> "88. Comme il est indiqué plus haut, le concept de législation impérative par opposition à celui de législation dispositive a été élaboré par un certain nombre de groupes spéciaux du GATT comme étant une considération fondamentale pour déterminer quand une législation en tant que telle - plutôt qu'une application particulière de cette législation - était incompatible avec les obligations d'une partie contractante dans le cadre du GATT de 1947. La pratique des groupes spéciaux du GATT a été résumée comme suit dans l'affaire *États-Unis - Tabac*:
>
> > … des groupes spéciaux avaient toujours jugé qu'une législation qui rendait obligatoire des mesures incompatibles avec l'Accord général pouvaient être contestée en tant que telle, mais qu'une législation qui donnait seulement à l'*exécutif* d'une partie contractante la faculté d'agir de façon incompatible avec l'Accord général ne pouvait pas en soi être contestée; seule l'application effective de cette législation de façon incompatible avec l'Accord général pouvait être contestée. (pas d'italique dans l'original)
>
> 89. Ainsi, la faculté discrétionnaire dont il s'agit, afin de faire la distinction entre législation impérative et législation dispositive, est une faculté discrétionnaire conférée à l'*exécutif*." (notes de bas de page omises)[77]

7.89 En conséquence, nous estimons que la question dont nous sommes saisis est le point de savoir si les dispositions légales des États-Unis en question **exigent** que le DOC entreprenne une action qui contrevient aux obligations des États-Unis dans le cadre de l'Accord antidumping de l'OMC. En fait, les parties ne contestent pas cette formulation de la question.[78]

7.90 À cet égard, nous ne perdons pas de vue que, selon un principe bien admis du droit international, aux fins du règlement des litiges internationaux, le droit national doit être considéré comme un fait.[79] Pour analyser la compatibilité de la loi des États-Unis avec l'Accord antidumping, nous prenons donc en compte les principes d'interprétation des lois appliqués par l'organisme administrant et les autorités judiciaires des États-Unis.

7.91 Les dispositions de la législation des États-Unis contestées par l'Inde sont reproduites ci-après:

---

[77] Rapport de l'Organe d'appel, *États-Unis - Loi de 1916*, paragraphes 88 et 89.

[78] Première communication écrite de l'Inde, paragraphe 141; Première communication écrite des États-Unis, paragraphes 116 à 118.

[79] *Certains intérêts allemands en Haute-Silésie polonaise*, CPJI Rec. 1926, série A - n° 7, page 19; voir aussi le rapport du Groupe spécial *États-Unis - Article 301 de la Loi sur le commerce extérieur*, paragraphe 7.18.

"Article 776 - DÉTERMINATIONS SUR LA BASE DES DONNÉES DE FAIT DISPONIBLES.

a) RÈGLE GÉNÉRALE. -

1) si les renseignements nécessaires ne sont pas disponibles au dossier, ou

2) si une partie intéressée ou toute autre personne -

A) ne communique pas les renseignements qui lui ont été demandés en vertu des dispositions du présent titre par l'autorité administrante ou par la Commission,

B) n'a pas communiqué ces renseignements aux dates limites fixées pour la communication de renseignements ou ne les communique pas sous la forme et de la manière demandée, réserve étant faite des dispositions des sous-articles c) 1) et e) de l'article 782,

C) entrave notablement une procédure engagée en vertu des dispositions du présent titre, ou

D) communique les renseignements en question, mais que ceux-ci ne puissent pas être vérifiés ainsi qu'il est prévu à l'article 782 i),

l'autorité administrante et la Commission utilisent, sous réserve de l'article 782 d), les données de fait disponibles par ailleurs pour établir la détermination applicable en vertu des dispositions du présent titre."

Les paragraphes b) et c) de l'article 776, qui ne sont pas mis en cause dans le présent différend, prévoient, respectivement, l'application de déductions défavorables et la confirmation des renseignements obtenus indirectement.

"Article 782. CONDUITE DES ENQUÊTES ET DES RÉEXAMENS ADMINISTRATIFS.

d) COMMUNICATIONS NON CONFORMES. - Si l'autorité administrante ou la Commission détermine qu'une réponse à une demande de renseignements formulée en vertu du présent titre n'est pas conforme à la demande, l'autorité administrante ou la Commission (selon le cas) doit informer dans les moindres délais la personne qui a fourni la réponse des raisons de cette non-conformité et doit, dans la mesure où cela est réalisable, lui ménager la possibilité de remédier à cette non-conformité ou de l'expliquer compte tenu des délais fixés pour l'achèvement des enquêtes ou des réexamens en vertu du présent titre. Si la personne en question fournit de nouvelles informations pour remédier à cette non-conformité et que -

1) l'autorité administrante ou la Commission (selon le cas) estime que cette réponse n'est pas satisfaisante, ou que

2) cette réponse n'est pas présentée dans les délais applicables,

l'autorité administrante ou la Commission (selon le cas) peut, sous réserve du sous-article e), ne pas prendre en considération tout ou partie des réponses initiales et subséquentes.

> e) UTILISATION DE CERTAINS RENSEIGNEMENTS. - Pour parvenir à une détermination en vertu de l'article 703, 705, 733, 735, 751, ou 753 [déterminations préliminaires et finales, réexamen administratif de déterminations et règles spéciales régissant les enquêtes sur l'existence d'un dommage pour certaines ordonnances et enquêtes en matière de droits compensateurs relevant de l'article 303], l'autorité administrante et la Commission ne doivent pas refuser d'examiner les renseignements qui sont fournis par une partie intéressée et sont nécessaires à la détermination mais ne répondent pas à toutes les prescriptions applicables établies par l'autorité administrante ou la Commission, dès lors que -
>
> > 1) ces renseignements sont fournis avant la date limite fixée pour leur présentation,
> >
> > 2) ces renseignements peuvent être vérifiés,
> >
> > 3) ces renseignements ne sont pas incomplets au point de ne pas pouvoir constituer une base fiable pour l'établissement de la détermination applicable,
> >
> > 4) la partie intéressée a démontré qu'elle avait agi au mieux de ses possibilités pour fournir les renseignements et satisfaire aux prescriptions établies par l'autorité administrante ou la Commission concernant ces renseignements, et
> >
> > 5) ces renseignements peuvent être utilisés sans difficultés indues."

Les paragraphes a), b), c), f), g), h) et i) de l'article 782 ne sont pas mis en cause dans le présent différend. Ces dispositions régissent le traitement des réponses fournies de plein gré, la certification des communications, les difficultés rencontrées pour ce qui est de satisfaire aux prescriptions, la non-acceptation des communications, les observations du public concernant des renseignements, et la clôture de l'enquête pour absence d'intérêt, respectivement.

7.92 Pour trancher la question de la compatibilité des dispositions reproduites plus haut avec les prescriptions de l'Accord antidumping, nous examinons si elles exigent le recours aux données de fait disponibles dans des circonstances autres que celles dans lesquelles ce recours est autorisé par l'article 6.8 et le paragraphe 3 de l'Annexe II. À cet égard, nous devons examiner si, comme l'affirme l'Inde, le DOC est **tenu** de rejeter des renseignements qui ont été communiqués, conformément à l'article 6.8 et au paragraphe 3 de l'Annexe II, du fait que d'autres renseignements nécessaires n'ont pas été communiqués. Un aspect important de notre évaluation est le fait que l'Inde elle-même reconnaît que les dispositions légales pertinentes des États-Unis **pourraient** être interprétées de façon à autoriser la prise en considération de "catégories" de renseignements communiqués par une partie dans une situation dans laquelle d'autres renseignements communiqués par ladite partie sont rejetés et les données de fait disponibles utilisées à la place.[80] En effet, il semble qu'il n'est pas contesté que la législation des États-Unis permet l'utilisation des données de fait disponibles "partielles".[81] L'Inde fait

[80] Première communication écrite de l'Inde, paragraphe 140.

[81] Le DOC recourt fréquemment aux données de fait disponibles en ce qui concerne certains éléments d'information qui n'ont pas été communiqués par une partie. Voir, par exemple, les affaires citées dans la note 61. Par exemple, dans l'enquête menée dans l'affaire *États-Unis - Acier laminé à chaud*, le renseignement manquant était un facteur de conversion qu'il fallait connaître pour pouvoir calculer les marges de dumping avec un coefficient de pondération cohérent. La non-communication de ce facteur de conversion par certaines parties a amené le DOC à recourir aux données de fait disponibles uniquement pour le calcul d'une marge de dumping correspondant aux ventes concernées par le facteur de conversion; pour les autres aspects du calcul, les renseignements effectivement fournis ont été utilisés.

valoir, cependant, que le DOC et les tribunaux des États-Unis ont systématiquement interprété les dispositions légales comme exigeant le recours aux données de fait disponibles totales dans les circonstances dans lesquelles, selon l'Inde, conformément au paragraphe 3 de l'Annexe II, les renseignements communiqués doivent être acceptés et le recours aux données de fait disponibles est ainsi exclu.

7.93 Une interprétation littérale des dispositions légales des États-Unis mises en cause nous amène à conclure que la législation des États-Unis n'est pas impérative au sens où l'Inde l'entend. Notre interprétation de cette législation, à la lumière des décisions du DOC et des tribunaux des États-Unis qui nous ont été communiquées, nous amène à conclure que si elle **permet** de prendre une décision au sujet de l'application des données de fait disponibles qui est incompatible avec les obligations des États-Unis au titre de l'article 6.8 et du paragraphe 3 de l'Annexe II de l'Accord antidumping, elle n'**exige** pas qu'une telle décision soit prise dans tous les cas.[82] En conséquence, nous estimons que la législation des États-Unis n'est pas incompatible, telle qu'elle est libellée, avec l'article 6.8 et le paragraphe 3 de l'Annexe II de l'Accord antidumping.

7.94 Aux termes de l'article 776 a) de la loi des États-Unis, le DOC est tenu de recourir aux données de fait disponibles "sous réserve de l'article 782 d)" dans certaines circonstances. Ces circonstances sont analogues aux conditions énoncées à l'article 6.8 et à l'Annexe II pour le recours aux données de fait disponibles - en fait, l'Inde ne semble pas en juger autrement, puisqu'elle ne fait pas valoir que l'article 776 a) prescrit une action incompatible considérée isolément. Ainsi, l'article 776 a) de la loi n'exige pas que le DOC recoure aux données de fait disponibles d'une manière incompatible avec l'article 6.8.

7.95 L'Inde fait valoir, cependant, que si l'article 776 a) est lu conjointement avec l'article 782 d) et e), il s'ensuit que le DOC est tenu de rejeter des renseignements d'une manière incompatible avec le paragraphe 3, car la loi exige qu'il soit satisfait à d'autres critères, outre ceux du paragraphe 3, avant que des renseignements puissent être pris en considération par le DOC. Considérant l'article 782 d), nous notons tout d'abord qu'il dispose que, dans certaines circonstances, le DOC **peut** recourir aux données de fait disponibles. Ainsi, telle qu'elle est libellée, cette disposition est facultative et n'exige pas que les autorités des États-Unis rejettent des renseignements et recourent aux données de fait disponibles quelles que soient les circonstances, et certainement pas d'une manière incompatible avec l'article 6.8. Enfin, aux termes de l'article 782 e), les autorités des États-Unis sont tenues de prendre en considération des renseignements communiqués par une partie qui pourraient, autrement, être rejetés au titre de l'article 776 a), s'il est satisfait aux conditions énoncées à l'article 782 e) en ce qui concerne ces renseignements. Contrairement à l'argument de l'Inde, nous ne pensons pas que cette disposition exige que les autorités des États-Unis rejettent des renseignements qui ne satisfont pas aux conditions prévues à l'article 782 e). En fait, nous pensons que l'article 782 e) **limite** la faculté discrétionnaire des autorités des États-Unis de rejeter des renseignements au titre de l'article 782 d). Autrement dit, selon notre interprétation de ces dispositions, considérées conjointement, si des renseignements ne satisfont pas aux conditions prévues à l'article 782 e), alors les autorités des États-Unis peuvent les ignorer au titre de l'article 782 d), **mais elles ne sont pas tenues de le faire**. Ainsi, il ne s'agit pas de savoir si la loi des États-Unis exige une action incompatible avec l'Accord antidumping, mais de savoir si l'application de cette loi dans un cas particulier entraîne une décision incompatible avec l'Accord antidumping. La décision, prise dans un cas particulier, d'exercer la faculté discrétionnaire conférée par la loi et d'ignorer des renseignements pour fonder, à la place, les déterminations sur les données de fait disponibles, peut être ou peut ne pas être compatible avec l'article 6.8 de l'Accord antidumping.

7.96 D'après l'Inde, cependant, la pratique des États-Unis montre que la loi américaine prescrit aux autorités du pays des décisions sur le recours ou non aux données de fait disponibles qui sont

[82] En effet, nous avons constaté plus haut que la décision du DOC en l'espèce était en fait incompatible avec les prescriptions de l'article 6.8 et de l'Annexe II.

incompatibles avec l'article 6.8. L'Inde note que les décisions du DOC sur l'application des "données de fait disponibles totales" précisent que cette issue est "exigée" par la législation des États-Unis et que le CIT a confirmé ces décisions. Toutefois, il ressort de notre analyse des affaires mentionnées par les deux parties sur ce point que la "pratique" suivie par les États-Unis n'est pas déterminante, ni même particulièrement utile, pour ce qui est de nous aider à comprendre les prescriptions de la législation américaine. Le DOC a certainement, dans plusieurs affaires, recouru aux "données de fait disponibles totales", en déclarant qu'il était "tenu" de le faire en vertu de la législation du pays. Or il nous semble que ces décisions relèvent de l'exercice de la faculté discrétionnaire conférée aux autorités des États-Unis par l'article 782 d) de la loi. Autrement dit, dans certaines affaires, le DOC a conclu que les renseignements communiqués ne satisfaisaient pas aux critères de l'article 782 e) et les a rejetés, tandis que dans d'autres, il a conclu que les renseignements communiqués répondaient aux critères de l'article 782 e) et les a utilisés pour établir sa détermination. Il est vrai que dans aucune des affaires citées devant nous, le DOC n'a exercé la faculté discrétionnaire, conférée par l'article 782 d), de prendre en considération des renseignements qui ne satisfaisaient pas aux critères de l'article 782 e). Le fait que le DOC s'en est abstenu ne modifie pas notre conclusion selon laquelle le libellé même de la loi lui permet de le faire, par l'emploi du verbe "pouvoir" à l'article 782 d). Il indique simplement que le DOC n'a pas choisi d'exercer pleinement sa faculté discrétionnaire.

7.97 De même, le fait que les tribunaux des États-Unis ont confirmé, en de nombreuses occasions (y compris lors de l'examen de la décision du DOC contestée en l'espèce), la décision du DOC de recourir aux données de fait disponibles comme étant fondée sur une "interprétation raisonnable de la loi" et comme étant "étayée par des éléments de preuve substantiels" montre, à notre avis, le degré de déférence dont bénéficie le DOC d'après le critère d'examen applicable lors du réexamen judiciaire aux États-Unis des déterminations établies dans le cadre d'enquêtes antidumping. En effet, l'Inde note que "l'issue du litige était largement dictée par le critère d'examen imposé par la législation américaine pour les réexamens par le CIT des déterminations établies par le DOC".[83] Ainsi, il nous semble que les tribunaux des États-Unis ont approuvé, comme étant "raisonnables" au regard de la loi applicable, les décisions du DOC de ne pas exercer pleinement sa faculté discrétionnaire d'accepter les renseignements communiqués par les parties. Selon notre interprétation, cependant, ces affaires n'incitent pas à conclure que la législation des États-Unis exige que le DOC rejette des renseignements dans des circonstances dans lesquelles il aurait pu, exerçant pleinement sa faculté discrétionnaire, décider d'accepter des renseignements. Autrement dit, alors que les tribunaux des États-Unis ont interprété la législation américaine comme autorisant la politique du DOC qui consiste à appliquer les données de fait disponibles totales dans certaines circonstances, à notre avis, ils n'ont pas conclu qu'une telle interprétation et la politique qui en résulte étaient requises.

7.98 Faisant appel de la décision du DOC dans la présente affaire, SAIL a avancé des arguments concernant l'interprétation de la législation des États-Unis qui sont semblables aux arguments qui nous ont été présentés en relation avec l'article 6.8 au sujet de l'obligation d'accepter les "catégories" de renseignements qui satisfont aux critères du paragraphe 3 de l'Annexe II. Concrètement, SAIL a fait valoir devant le Tribunal du commerce international des États-Unis que l'article 782 e) exigeait que le DOC examine les "catégories" de renseignements qui satisfaisaient aux critères de ladite disposition. D'après le CIT, la référence à des "renseignements communiqués" qui figure à l'article 782 e)

> "n'indique pas si les termes "renseignements communiqués" renvoient à une catégorie de renseignements spécifique, comme le fait valoir SAIL, ou à tous les renseignements communiqués par la partie intéressée, comme le fait valoir le Département. De plus, ni l'historique de l'élaboration de la loi ni l'Énoncé des mesures administratives accompagnant la Loi sur les Accords du Cycle d'Uruguay ne permettent d'en savoir plus sur ce que le Congrès entend par "renseignements communiqués". Il s'ensuit qu'il n'y a aucune directive légale claire pour ce qui est de

[83] Première communication écrite de l'Inde, paragraphe 43.

> savoir quand le Département doit utiliser les données de fait disponibles partielles. Voir Heveafil Sdn. Bhd v. United States, 25 CIT —, —, slip-op. 01-22, page 9 (27 février 2001). La loi est donc ambiguë sur ce point.
>
> Comme la loi n'est pas claire, la question que le tribunal doit trancher est le point de savoir si l'interprétation de la loi par le Département est "raisonnable eu égard au libellé, aux politiques adoptées et à l'historique de l'élaboration de la loi". Corning Glass Works vs. United States Int'l Trade Comm'n, 799 F2d 1559, 1565 (Fed. Cir. 1986) (souligné dans l'original) (à propos de l'interprétation des lois d'une manière générale)".[84]

Le tribunal a ensuite conclu que l'interprétation de la loi par le DOC était raisonnable. Selon nous, ce n'est pas du tout la même chose que si le tribunal avait conclu que la loi devait être interprétée comme le DOC l'avait fait.

7.99 Les autres affaires mentionnées nous amènent à la même conclusion. Ainsi, il semble clair que le CIT a approuvé l'interprétation par le DOC de la législation qui le régit, ainsi que l'exercice de sa faculté discrétionnaire en vertu de ladite législation, dans des affaires particulières. Cependant, dans aucune des affaires mentionnées devant nous, le CIT n'a conclu que le DOC était tenu en vertu de la législation américaine d'appliquer les données de fait disponibles totales et de rejeter en conséquence les renseignements communiqués. Selon nous, une décision d'un tribunal américain approuvant une action du DOC comme n'étant pas incompatible avec la législation du pays est très différente d'une décision selon laquelle cette législation exige l'action en question. Dans le premier cas, l'action approuvée en vertu de la législation des États-Unis peut être ou peut ne pas être compatible avec les obligations des États-Unis au titre de l'Accord sur l'OMC. Toutefois, même si dans une affaire particulière, l'action est jugée incompatible avec les obligations des États-Unis, il ne s'ensuit pas, *ipso facto*, que la loi sur laquelle ladite action était fondée est elle-même incompatible avec l'Accord de l'OMC en question.

7.100 Sur la base de l'analyse qui précède, nous concluons que les articles 776 a), 782 d) et 782 e) de la Loi douanière de 1930, ainsi qu'elle a été modifiée, ne sont pas, tels qu'ils sont libellés, incompatibles avec les obligations des États-Unis au titre de l'article 6.8 et du paragraphe 3 de l'Annexe II de l'Accord antidumping.

4. Question de savoir si la mesure finale est incompatible avec les articles 2.2, 2.4 et 9.3 de l'Accord antidumping et l'article VI:1 et VI:2 du GATT de 1994

7.101 L'Inde fait valoir que, du fait que le DOC n'a pas utilisé les renseignements communiqués par SAIL concernant les prix de vente aux États-Unis, la marge de dumping finale n'était pas fondée sur une comparaison équitable entre le prix à l'exportation de SAIL et la valeur normale, comme il est requis à l'article 2.4 de l'Accord antidumping. Elle affirme ensuite que, du fait que la marge de dumping a été déterminée de façon incorrecte, en violation de l'article 2.4, le DOC a aussi violé l'article 9.3, qui dispose que "[l]e montant du droit antidumping ne dépassera pas la marge de dumping déterminée selon l'article 2". Enfin, l'Inde affirme que le fait de ne pas effectuer ainsi une comparaison équitable constituait aussi une violation de l'article VI:1 du GATT de 1994, et donc une violation de l'article VI:2 du GATT de 1994, qui dispose qu'un Membre peut uniquement "percevoir sur tout produit faisant l'objet d'un dumping un droit antidumping dont le montant ne sera pas supérieur à la marge de dumping afférente à ce produit" et définit la marge de dumping comme étant la différence de prix déterminée conformément aux dispositions de l'article VI:1.

---

[84] *Steel Authority of India, Ltd. v. United States*, Slip Op. 01-60 US Court of International Trade, 22 mai 2001, pages 10 et 11, pièce n° 20 de l'Inde.

7.102 Les États-Unis font valoir que ces allégations dépendent de la question de savoir si l'Inde parvient à faire admettre son argument principal selon lequel le DOC a agi d'une manière incompatible avec l'Accord antidumping en recourant aux données de fait disponibles. Selon eux, comme les allégations de l'Inde fondées sur l'article 6.8 et l'Annexe II de l'Accord antidumping sont injustifiées, les allégations de l'Inde au titre des articles 2.2, 2.4 et 9.3 de l'Accord antidumping et de l'article VI:1 et VI:2 du GATT de 1994 doivent de même être considérées comme étant sans fondement.

7.103 Nous avons conclu plus haut que le DOC a agi d'une manière incompatible avec l'article 6.8 lu conjointement avec le paragraphe 3 de l'Annexe II de l'Accord antidumping en rejetant les renseignements communiqués par SAIL concernant les prix de vente aux États-Unis et en fondant, à la place, entièrement sa détermination sur les données de fait disponibles dans la présente affaire. Nous jugeons qu'il n'est pas nécessaire de déterminer, en outre, si les circonstances de la violation de l'article 6.8 constituent aussi une violation de l'article 2.4, de l'article 9.3, et de l'article VI:1 et VI:2 du GATT de 1994. Des constatations concernant ces allégations ne seraient d'aucune utilité car elles n'aideraient pas le Membre dont il est constaté qu'il n'a pas respecté ses obligations à mettre en œuvre la décision du Groupe spécial ni ne permettraient de mieux comprendre, d'une manière générale, les obligations dont il a été constaté qu'elles n'ont pas été respectées. Nous refusons donc de nous prononcer sur les allégations formulées par l'Inde au titre des articles 2.2, 2.4 et 9.3 de l'Accord antidumping et de l'article VI:1 et VI:2 du GATT.

5. Question de savoir si le DOC a agi d'une manière incompatible avec l'article 15 de l'Accord antidumping

7.104 L'Inde fait valoir que le DOC a enfreint la première phrase de l'article 15 de l'Accord antidumping en ne prenant pas spécialement en considération le statut de pays en développement de l'Inde lorsqu'il envisageait l'application de droits antidumping. Selon elle, le sens de l'expression "spécialement en considération" varie d'une affaire à l'autre mais doit impliquer au moins un certain surcroît d'attention dans l'examen des arguments avancés par les entreprises interrogées de pays en développement. En l'espèce, l'Inde soutient que le DOC aurait dû prendre "spécialement en considération" la situation particulière de SAIL en tant qu'entreprise interrogée d'un pays en développement au moment de faire ses choix en relation avec le calcul de la marge de dumping finale, au lieu de traiter SAIL de la même manière que n'importe quel autre exportateur. L'Inde soutient aussi que l'article 15 exige que l'autorité chargée de l'enquête explique dans sa détermination finale comment elle a pris spécialement en considération une situation particulière.

7.105 L'Inde affirme que les États-Unis ont enfreint la deuxième phrase de l'article 15 de l'Accord antidumping en omettant d'explorer les possibilités de solutions constructives prévues par l'Accord avant d'appliquer les droits dans la présente affaire. Elle affirme que SAIL a présenté le 30 juillet 1999 au DOC une proposition concernant un accord de suspension (l'équivalent d'un engagement en matière de prix dans la pratique des États-Unis), et que le DOC n'a donné aucune réponse écrite à cette proposition. Elle affirme que des fonctionnaires du DOC ont déclaré verbalement qu'ils ne discuteraient pas d'un accord de suspension car l'industrie sidérurgique américaine et le Congrès des États-Unis s'opposeraient à tout accord en ce sens. L'Inde soutient que le traitement appliqué à SAIL n'était pas différent de celui qui aurait été appliqué à des exportateurs de pays développés à cet égard.

7.106 Les États-Unis font valoir que la première phrase de l'article 15 n'impose aucune obligation juridique spécifique aux pays développés Membres. Cette phrase ne crée pas l'obligation d'imposer des engagements à la place de mesures antidumping finales et elle n'exige pas que les pays développés Membres imposent des droits antidumping inférieurs à la marge de dumping. Elle ne crée pas non plus l'obligation d'employer des méthodes de calcul différentes pour déterminer les marges de dumping selon que les importations en cause proviennent d'un pays développé Membre ou d'un pays en développement Membre.

7.107 Les États-Unis estiment que la deuxième phrase de l'article 15 fait obligation aux pays développés Membres d'explorer les possibilités de solutions constructives dans le cadre de l'Accord antidumping avant d'appliquer un droit antidumping final. Cependant, ils soutiennent qu'il n'y a aucune obligation d'**accepter** de telles solutions au lieu d'imposer une mesure antidumping finale. Ils estiment aussi que l'obligation consiste uniquement à explorer des **solutions** possibles autres que l'imposition d'une mesure antidumping finale, et non à envisager des méthodes différentes pour calculer les marges de dumping. Enfin, les États-Unis estiment que l'obligation d'explorer des solutions constructives n'existe dans une affaire particulière qu'au cas où l'application d'un droit antidumping "porterait atteinte aux intérêts essentiels" du pays en développement Membre concerné. À leur avis, le pays en développement Membre qui demande l'application de l'article 15 doit d'abord démontrer que certains intérêts essentiels sont en jeu dans l'affaire auxquels l'application d'une mesure antidumping porterait atteinte. Les États-Unis affirment que rien n'indique que SAIL ou l'Inde n'ait jamais laissé entendre que l'application d'une mesure antidumping porterait atteinte aux intérêts essentiels de l'Inde. En l'absence d'une démonstration établissant que l'application de droits antidumping porterait atteinte à des intérêts essentiels de l'Inde, le DOC n'était même pas tenu d'explorer les possibilités de solutions constructives.

7.108 Nonobstant sa position selon laquelle le pays en développement concerné doit d'abord démontrer que l'application d'un droit antidumping porterait atteinte à ses intérêts essentiels, les États-Unis soutiennent que le DOC, en fait, a bien exploré les possibilités de solutions constructives dans la présente affaire. Ils se réfèrent à la lettre de SAIL proposant un accord de suspension et notent que SAIL a été invitée à participer à une réunion avec des fonctionnaires du DOC pour examiner cette possibilité, et qu'elle y a effectivement participé. D'après les États-Unis[85], alors que le DOC indiquait à cette réunion que la proposition de SAIL serait examinée, les fonctionnaires du DOC ont aussi fait observer que les accords de suspension étaient rares et n'étaient acceptés que dans des circonstances particulières qui pourraient ne pas exister dans la présente affaire. Les États-Unis estiment que cela satisfaisait à l'obligation d'explorer les possibilités de solutions constructives et démontre que le DOC n'avait pas de prévention contre la possibilité mais qu'il a simplement rejeté l'accord de suspension proposé comme il en avait le droit. Ils soutiennent qu'il n'y a aucune obligation au titre de l'article 15 de donner une réponse écrite à la proposition d'un accord de suspension.

7.109 L'article 15 dispose ce qui suit:

> "Il est reconnu que les pays développés Membres devront prendre spécialement en considération la situation particulière des pays en développement Membres quand ils envisageront d'appliquer des mesures antidumping conformément au présent accord. Les possibilités de solutions constructives prévues par le présent accord seront explorées préalablement à l'application de droits antidumping lorsque ceux-ci porteraient atteinte aux intérêts essentiels de pays en développement Membres."

7.110 En ce qui concerne la première phrase de l'article 15, nous notons que l'Inde reconnaît qu'"il n'y a, dans la première phrase de l'article 15, aucune prescription juridique spécifique imposant une action spécifique". Cependant, elle estime que "cette disposition impérative crée bien une obligation générale, dont les paramètres précis doivent être déterminés sur la base des faits et circonstances de l'affaire considérée".[86] Nous convenons avec l'Inde qu'il n'y a, dans la première phrase de l'article 15, aucune prescription spécifique imposant une action spécifique. Eu égard à cette considération, nous ne pouvons pas approuver la conclusion de l'Inde selon laquelle il existe, néanmoins, une certaine obligation générale d'agir, la nature de l'action qui satisferait à l'obligation ne pouvant toutefois être

[85] Pièce n° 21 des États-Unis, note versée au dossier concernant la réunion tenue avec les représentants de SAIL le 31 août 1999.

[86] Réponses de l'Inde aux questions du groupe spécial - Première réunion, question n° 25, paragraphe 36.

déterminée que sur la base des faits et circonstances de l'affaire considérée. On ne peut pas attendre des Membres qu'ils respectent une obligation dont les paramètres sont entièrement indéterminés. À notre avis, la première phrase de l'article 15 n'impose aux Membres aucune obligation, spécifique ou générale, d'entreprendre une action particulière.[87]

7.111 De plus, les arguments de l'Inde pour ce qui est de savoir quand il faut prendre "spécialement en considération" une situation particulière et qui doit en bénéficier méconnaissent le texte de l'article 15 lui-même. Ainsi, laisser entendre qu'il faut prendre spécialement en considération une telle situation pendant toute la durée de l'enquête, par exemple au moment de décider s'il faut appliquer les données de fait disponibles, c'est ignorer que l'article 15 exige seulement que les Membres prennent spécialement en considération ce facteur "quand ils envisageront d'appliquer des mesures antidumping conformément au présent accord". À notre avis, le membre de phrase "quand ils envisageront d'appliquer des mesures antidumping conformément au présent accord" fait référence à la décision finale d'appliquer ou non des mesures finales, et non à des décisions intermédiaires concernant des questions telles que les procédures d'enquête et les choix de méthodologie au cours de l'enquête. Enfin, l'argument de l'Inde est axé sur l'exportateur, faisant valoir qu'il faut prendre spécialement en considération ce facteur lorsqu'il s'agit de considérer les aspects de l'enquête qui concernent les exportateurs du pays en développement impliqués dans l'affaire. Or l'article 15 dispose qu'il faut prendre spécialement en considération "la situation particulière des pays en développement **Membres**". Nous ne pensons pas que ce soit une référence à la situation des entreprises qui opèrent dans des pays en développement. Le simple fait qu'une entreprise opère dans un pays en développement ne signifie pas qu'elle est associée d'une certaine manière à la "situation particulière" du pays en développement Membre.

7.112 En ce qui concerne la deuxième phrase de l'article 15, nous notons qu'elle prévoit qu'il faut explorer les possibilités de "solutions constructives" prévues par l'Accord antidumping.[88] Le Groupe spécial *CE - Linge de lit*[89], a analysé ce libellé comme suit:

> "Le terme "remedy" (solution dans le texte français) est défini notamment comme signifiant "a means of counteracting or removing something undesirable; redress, relief" (un moyen de contrecarrer ou de supprimer quelque chose d'indésirable; redresser, réparer).[86] Le terme "constructive" (en français constructif) est défini comme signifiant "tending to construct or build up something non-material;

---

[87] À cet égard, nous notons la décision du groupe spécial du GATT qui a examiné des arguments semblables dans l'affaire *CE - Fils de coton*. Au sujet de l'article 13 de l'Accord du Tokyo Round, identique sur le fond à la disposition qui lui a succédé, à savoir l'article 15 de l'Accord antidumping, le Groupe spécial a déclaré ce qui suit:

> "582. … Le Groupe spécial a estimé que l'article 13 devait être interprété dans son ensemble. À son avis, en assumant pour les seules fins de l'argumentation qu'une obligation découlait de la première phrase de l'article 13, **le libellé de cette phrase ne renfermait aucune disposition exécutoire circonscrivant la portée de l'obligation**. Pareille disposition ne se trouvait que dans la deuxième phrase de l'article 13, qui disposait que les "les possibilités de solutions constructives prévues par le présent code ser[aient] explorées préalablement à l'application de droits antidumping lorsque ceux-ci porteraient atteinte aux intérêts essentiels de pays en voie de développement"."

Rapport du Groupe spécial *Communauté économique européenne - Imposition de droits antidumping sur les fils de coton en provenance du Brésil* ("*CE - Fils de coton*"), adopté le 30 octobre 1995, IBDD, S42/16, paragraphe 582 (pas de caractère gras dans l'original).

[88] Il est intéressant de noter que si la première phrase de l'article 15 impose aux pays développés l'obligation de prendre "spécialement en considération" la situation des pays en développement Membres, la deuxième phrase de l'article n'est pas aussi restrictive.

[89] Rapport du Groupe spécial *Communautés européennes - Droits antidumping sur les importations de linge de lit en coton en provenance d'Inde* ("*CE - Linge de lit*"), WT/DS141/R, adopté le 12 mars 2001, tel qu'il a été modifié à d'autres égards par l'Organe d'appel dans son rapport, paragraphe 6.228.

> contributing helpfully, not destructive" (tendant à construire ou élaborer quelque chose de non *matériel*; contribuant utilement, non destructif).[87] L'expression "constructive remedies" (solutions constructives) pourrait par conséquent être comprise comme désignant les moyens utiles de contrecarrer l'effet du dumping dommageable. Cependant, telle qu'elle est utilisée à l'article 15, cette expression se limite aux solutions constructives "prévues par le présent accord". … À notre avis, l'article 15 se réfère à des "solutions" concernant le dumping dommageable."

---

[86] *The New Shorter Oxford English Dictionary*, Clarendon Press, Oxford, 1993.

[87] *Idem*.

Nous approuvons cette interprétation. En l'appliquant aux circonstances de la présente affaire, nous estimons que la possibilité de recourir à différents choix de méthodologie n'est pas une "solution" de quelque type que ce soit au regard de l'Accord antidumping. En conséquence, nous n'estimons pas que l'article 15 impose l'obligation d'envisager différents choix de méthodologie pour l'enquête et le calcul des marges de dumping lorsqu'il s'agit de pays en développement Membres.

7.113 Nous abordons ensuite la question de savoir ce qu'implique l'obligation d'"explorer" des possibilités de solutions constructives. L'Inde fait valoir que cette obligation entraîne celle d'"exposer clairement le fondement de la décision prise au sujet de l'accord de suspension qui a été offert". Nous ne pouvons pas partager cette opinion. Comme le Groupe spécial *CE - Linge de lit* l'a noté, le terme "explorer" "est défini comme signifiant, entre autres choses, "étudier, examiner, passer au crible"".[90] Certes, il serait utile d'avoir une trace écrite du résultat de l'"exploration", mais rien dans l'article 15, selon nous, n'exige qu'il y en ait une. À cet égard, nous notons que l'Inde n'a formulé aucune allégation au titre de l'article 12 de l'Accord antidumping au sujet de l'adéquation de la notification par le DOC de sa détermination finale. De même, il n'y a aucune allégation au titre de l'article 8.3 de l'Accord, qui dispose que les autorités chargées de l'enquête "communiqueront à l'exportateur les raisons qui les ont conduites à considérer l'acceptation d'un engagement comme étant inappropriée". Par ailleurs nous notons qu'il existe, dans le dossier, un document rendant compte de la réunion tenue entre les représentants de SAIL et des fonctionnaires du DOC au cours de laquelle la possibilité d'un accord de suspension a été évoquée. Comme il n'y a ici aucune allégation au titre des articles 8.3 ou 12, nous n'examinons pas ici la question de savoir si la note interne du DOC satisferait aux prescriptions de ces dispositions. Nous notons simplement que ce document, dont l'exactitude n'est pas contestée, étaye la position des États-Unis selon laquelle l'engagement proposé par SAIL a été pris en considération.

7.114 À notre avis, la notion d'"exploration" ne peut pas être interprétée comme exigeant un résultat donné, que cela concerne la décision de fond qui résulte de l'exploration ou une trace quelconque de l'exploration de la décision qui en résulte. Nous notons à cet égard la déclaration du Groupe spécial *CE - Linge de lit* selon laquelle "l'idée d'"explorer" n'implique manifestement pas de résultat particulier". Ce groupe spécial déclare ensuite ce qui suit:

> "L'article 15 ne dit pas que des "solutions constructives" doivent être explorées, mais que les "possibilités" de telles solutions doivent être explorées, ce qui tend à indiquer en outre que l'exploration peut aboutir à la conclusion qu'aucune possibilité n'existe, ou qu'aucune solution constructive n'est possible, dans les circonstances particulières propres à un cas donné. Toutefois, dans son contexte, et à la lumière de l'objet et du but de l'article 15, nous considérons que l'"exploration" des possibilités doit être activement entreprise par les autorités du pays développé avec une volonté de parvenir à un résultat positif. Ainsi, à notre avis, l'article 15 n'impose pas l'obligation

---

[90] The New Shorter Oxford English Dictionary, Clarendon Press, Oxford, 1993.

d'offrir ou d'accepter effectivement telle ou telle solution constructive qui pourrait être identifiée et/ou proposée.[92] Il impose toutefois bel et bien l'obligation d'envisager activement, avec un esprit ouvert, la possibilité d'une telle solution avant l'imposition d'une mesure antidumping qui porterait atteinte aux intérêts essentiels d'un pays en développement.

_____

[92] Nous notons que notre interprétation de l'article 15 à cet égard est compatible avec celle d'un groupe spécial du GATT qui avait examiné l'"ancêtre" de cette disposition, l'article 13 du Code antidumping du Tokyo Round, qui est pour l'essentiel identique à l'actuel article 15. Ce groupe spécial avait constaté ce qui suit:

> "Le Groupe spécial a noté que si l'application de mesures antidumping "por[tait] atteinte aux intérêts essentiels de pays en voie de développement", l'obligation qui était faite était d'explorer les "possibilités" de "solutions constructives". **Il était clair, compte tenu de l'utilisation des mots "possibilités" et "explorer", que les autorités chargées de l'enquête n'étaient pas tenues d'adopter des solutions constructives du simple fait que ce genre de solution avait été proposé**". *CE – Imposition de droits antidumping sur les fils de coton en provenance du Brésil*, rapport du Groupe spécial, ADP/137, adopté le 30 octobre 1995, paragraphe 584 (pas de caractère gras dans l'original)."

7.115 En l'espèce, il est clair pour nous que les possibilités de solutions constructives ont été, en fait, explorées, mais qu'aucune solution constructive n'a été appliquée. Les États-Unis affirment, et l'Inde reconnaît, qu'une réunion s'est tenue au cours de laquelle la proposition de SAIL concernant un accord de suspension a été examinée, et que les fonctionnaires américains ont indiqué à cette réunion qu'il était peu probable qu'un accord de suspension soit accepté. En définitive, il n'y a pas eu d'autres discussions sur un accord de suspension, et aucun accord en ce sens n'a été conclu. À notre avis, même si cela est manifestement un résultat peu satisfaisant du point de vue de SAIL et de celui de l'Inde, cette ligne de conduite du DOC était suffisante pour satisfaire aux prescriptions de la deuxième phrase de l'article 15.

7.116 L'Inde laisse entendre que le DOC aurait dû envisager d'appliquer un droit moindre dans la présente affaire, même si la législation des États-Unis ne prévoit l'application d'un droit moindre dans aucun cas. Nous notons qu'il est considéré souhaitable, mais non impératif, à l'article 9.1 de l'Accord antidumping d'envisager et d'appliquer un droit moindre. En conséquence, un Membre n'a pas l'obligation de prévoir dans sa législation nationale la possibilité d'un droit moindre. Nous n'estimons pas que la deuxième phrase de l'article 15 puisse être interprétée comme exigeant qu'un Membre envisage une action qui n'est pas requise par l'Accord de l'OMC et n'est pas prévue par son propre droit interne.

7.117 Sur la base de l'analyse qui précède, nous concluons que les États-Unis n'ont pas agi d'une manière incompatible avec l'article 15 de l'Accord antidumping.

7.118 Nous notons, incidemment, que les Ministres reconnaissent au paragraphe 7.2 de la Décision ministérielle sur les questions et préoccupations liées à la mise en œuvre:

> "que, si l'article 15 de l'Accord sur la mise en œuvre de l'article VI de l'Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce de 1994 est une disposition impérative, les modalités de son application gagneraient à être clarifiées. Par conséquent, il est donné pour instruction au Comité des pratiques antidumping, par l'intermédiaire de son groupe de travail de la mise en œuvre, d'examiner cette

question et de formuler dans un délai de 12 mois des recommandations appropriées sur la manière de donner effet à cette disposition."[91]

Les Membres de l'OMC ont engagé un processus de discussions pour donner suite à cette Décision ministérielle.

VIII. CONCLUSIONS ET RECOMMANDATION

8.1 À la lumière des constatations exposées plus haut, nous concluons que les États-Unis ont agi d'une manière incompatible avec l'article 6.8 et le paragraphe 3 de l'Annexe II de l'Accord antidumping en refusant, sans justification suffisante sur le plan juridique, de prendre en compte les renseignements communiqués par SAIL concernant les prix de vente aux États-Unis et en établissant leur détermination relative à la marge de dumping pour SAIL entièrement sur la base des données de fait disponibles dans l'enquête antidumping en cause dans le présent différend.

8.2 À la lumière des constatations exposées plus haut, nous concluons en outre:

a) que les dispositions légales des États-Unis qui régissent l'utilisation des données de fait disponibles, les articles 776 a) et 782 d) et e) de la Loi douanière de 1930, ainsi qu'elle a été modifiée, ne sont pas incompatibles avec l'article 6.8 et les paragraphes 3, 5 et 7 de l'Annexe II de l'Accord antidumping;

b) que les États-Unis n'ont pas agi d'une manière incompatible avec l'article 15 de l'Accord antidumping à l'égard de l'Inde dans l'enquête antidumping correspondant au présent différend.

8.3 Nous avons aussi conclu que la "pratique" du DOC concernant l'application des "données de fait disponibles totales" n'est pas une mesure qui peut donner lieu à une allégation distincte de violation de l'Accord antidumping, et nous ne nous sommes donc pas prononcés sur l'allégation de l'Inde à cet égard.

8.4 En ce qui concerne les allégations de l'Inde qui n'ont pas été traitées plus haut, nous avons conclu que:

a) nous ne nous prononcerons pas sur l'allégation abandonnée de l'Inde; et que,

b) à la lumière de considérations d'économie jurisprudentielle, il n'est ni nécessaire ni approprié de formuler des constatations concernant le reste des allégations de l'Inde.

8.5 Aux termes de l'article 3:8 du Mémorandum d'accord, dans les cas où il y a infraction aux obligations souscrites au titre d'un accord visé, la mesure en cause est présumée annuler ou compromettre des avantages résultant dudit accord. En conséquence, nous concluons que, dans la mesure où les États-Unis ont agi d'une manière incompatible avec les dispositions de l'Accord antidumping, ils ont annulé ou compromis des avantages qui résultent pour l'Inde dudit accord.

8.6 En conséquence, nous recommandons que l'Organe de règlement des différends demande aux États-Unis de rendre leur mesure conforme à leurs obligations au titre de l'Accord antidumping.

8.7 L'Inde demande que nous exercions notre faculté discrétionnaire au titre de l'article 19:1 du Mémorandum d'accord pour suggérer aux États-Unis des façons de mettre en œuvre notre recommandation. Plus concrètement, l'Inde estime que nous devrions "suggérer aux États-Unis de recalculer les marges de dumping en tenant compte des données de SAIL sur les ventes aux

[91] Décision du 14 novembre 2001, WT/MIN(01)/17 (20 novembre 2001).

États-Unis qui ont été vérifiées, qui ont été communiquées en temps utile et qui sont utilisables et, le cas échéant, d'abroger également l'ordonnance antidumping finale".[92]

8.8 L'article 19:1 du Mémorandum d'accord dispose que:

> "Outre les recommandations qu'il fera, le groupe spécial ou l'Organe d'appel pourra suggérer au Membre concerné des façons de mettre en œuvre ces recommandations."

Même si nous avons toute latitude de suggérer aux États-Unis les façons appropriées, à notre avis, de mettre en œuvre notre recommandation, nous décidons de ne pas le faire en l'espèce. Nous avons constaté que les États-Unis n'avaient pas agi d'une manière compatible avec les prescriptions de l'Accord antidumping en refusant, sans justification suffisante sur le plan juridique, de prendre en compte les renseignements communiqués par SAIL concernant les prix de vente aux États-Unis et en fondant leur détermination d'une marge de dumping pour SAIL en l'espèce sur les données de fait disponibles totales, et nous avons recommandé que les États-Unis rendent leur mesure conforme à leurs obligations. À cet égard, nous rappelons l'article 21:3 du Mémorandum d'accord, qui dispose que:

> "À une réunion de l'ORD qui se tiendra dans les 30 jours suivant la date d'adoption du rapport du groupe spécial ou de l'Organe d'appel, le Membre concerné informera l'ORD de ses intentions au sujet de la mise en œuvre des recommandations et décisions de celui-ci." (note de bas de page omise)

Ainsi, si un groupe spécial peut suggérer des façons de mettre en œuvre sa recommandation, il appartient, en premier lieu, au Membre concerné de décider du choix du moyen de mise en œuvre. En l'espèce, nous ne voyons aucune nécessité particulière de suggérer un moyen de mise en œuvre, et nous refusons donc de le faire.

_____

[92] Première communication écrite de l'Inde, paragraphe 181.

ANNEXE A

Première communication des parties

Table des matières		Page
Annexe A-1	Première communication de l'Inde	A-2
Annexe A-2	Première communication écrite des États-Unis	A-59

ANNEXE A-1

PREMIÈRE COMMUNICATION DE L'INDE

(19 novembre 2001)

TABLE DES MATIÈRES

Page

I. INTRODUCTION ET RÉSUMÉ DE L'ARGUMENT A-5

II. POINTS ESSENTIELS DU PRÉSENT DIFFÉREND A-8

III. ÉNONCÉ DES FAITS A-9

A. HISTORIQUE DE LA PROCÉDURE A-9

B. ENQUÊTE DU DOC CONCERNANT LES TÔLES COUPÉES À LONGUEUR EN PROVENANCE DE L'INDE A-9

C. PROCÉDURE POSTÉRIEURE À LA DÉTERMINATION A-19

IV. CRITÈRE D'EXAMEN A-20

V. ANALYSE DE L'ARTICLE 6.8, DE L'ANNEXE II, PARAGRAPHE 3 ET DE L'ANNEXE II, PARAGRAPHE 5 ..... A-22

A. LE SENS ORDINAIRE DE L'ARTICLE 6.8 ET DE L'ANNEXE II, PARAGRAPHE 3, LUS DANS LE CONTEXTE DES AUTRES DISPOSITIONS ANTIDUMPING, IMPOSE AUX AUTORITÉS CHARGÉES DE L'ENQUÊTE D'UTILISER TOUT RENSEIGNEMENT FOURNI PAR UNE ENTREPRISE INTERROGÉE QUI SATISFAIT AUX CONDITIONS ÉNONCÉES À L'ANNEXE II, PARAGRAPHE 3, PREMIÈRE PHRASE A-22

1. "Tous les renseignements qui sont vérifiables" A-23

2. "Présentés de manière appropriée de façon à pouvoir être utilisés dans l'enquête sans difficultés indues" A-26

3. "communiqués en temps utile" A-28

4. "communiqués sur un support ou dans un langage informatique demandés par les autorités" A-28

5. Annexe II, paragraphe 5, ... A-29

B. L'OBJET ET LE BUT DE L'ACCORD ANTIDUMPING ÉTAYENT L'INTERPRÉTATION DE L'INDE A-31

VI. ARGUMENT A-32

A. L'ORDONNANCE ANTIDUMPING FINALE IMPOSANT DES MARGES ANTIDUMPING DE 72,49 POUR CENT AUX EXPORTATIONS DE TÔLES COUPÉES À LONGUEUR DE SAIL CONSTITUE UNE VIOLATION DES ARTICLES 6.6, 6.8, 2.2, 2.4, 9.3 ET DE L'ANNEXE II, PARAGRAPHES 3, 5 et 7, DE L'ACCORD ANTIDUMPING..... A-32

1. Le DOC a indûment appliqué les données de fait disponibles, en violation de l'article 6.8 et de l'Annexe II, paragraphe 3, de l'Accord antidumping, en rejetant les données de SAIL sur les ventes aux États-Unis, qui avaient été communiquées en temps utile, qui étaient vérifiables et qui avaient été présentées de manière appropriée..... A-32

a) La base de données de SAIL sur les ventes aux États-Unis a été communiquée en temps utile A-33

b) Les données de SAIL sur les ventes aux États-Unis étaient vérifiables et ont été vérifiées par le DOC..... A-33

c) SAIL a présenté de manière appropriée ses données sur les ventes aux États-Unis de façon qu'elles puissent "être utilisé[e]s dans l'enquête sans difficultés indues" A-36

d) La base de données de SAIL sur les ventes aux États-Unis a été "communiqué[e] sur un support ou dans un langage informatique demandés par les autorités" A-39

e) Une autorité chargée de l'enquête impartiale et objective qui aurait évalué les éléments de preuve n'aurait pas pu arriver à la conclusion que SAIL n'avait pas fourni les données nécessaires sur les ventes aux États-Unis dans un délai raisonnable A-39

2. À supposer, pour les besoins de l'argumentation, que les données de SAIL sur les ventes aux États-Unis ne soient pas "idéalement les meilleur[e]s à tous égards", le DOC a violé l'Annexe II, paragraphe 5, en rejetant les données car SAIL a agi au mieux de ses possibilités pour fournir ces données A-40

3. Le fait que le DOC a appliqué les données de fait disponibles défavorables en acceptant les données figurant dans la requête pour ce qui est des ventes aux États-Unis constitue une violation de l'Annexe II, paragraphe 7 car SAIL n'a pas manqué de coopérer avec le DOC ou de communiquer des renseignements relatifs à ses ventes aux États-Unis..... A-41

a) Interprétation de l'Annexe II, paragraphe 7 ..... A-41

b) SAIL a pleinement coopéré avec le DOC pour fournir ses renseignements sur les ventes aux États-Unis A-42

B. LES ARTICLES 776 a), 782 d) ET 782 e) DE LA LOI DOUANIÈRE DE 1930 SONT CONTRAIRES À L'ARTICLE 6.8 ET À L'ANNEXE II, PARAGRAPHE 3, DE L'ACCORD ANTIDUMPING A-43

1. Introduction A-43

2. Application du dispositif légal concernant les "données de fait disponibles" A-44

3. Les articles 776 a) et 782 e) sont des dispositions impératives A-46

4. En ce qui concerne l'acceptation des renseignements, les deux conditions additionnelles imposées par les articles 782 e) 3) et 782 e) 4), lus conjointement avec l'article 776 a), sont incompatibles avec l'article 6.8 et l'Annexe II, paragraphe 3, de l'Accord antidumping A-48

5. Les articles 776 a) et 782 e), tels qu'ils sont interprétés par le DOC et le CIT, imposent au DOC de rejeter des renseignements communiqués en temps utile, vérifiés et utilisables si d'*autres* renseignements ne sont pas communiqués ou ne sont pas présentés au moment, sous la forme ou de la manière demandés, et sont donc contraires à l'article 6.8 et à l'Annexe II, paragraphe 3 ..... A-49

6. Conclusion A-51

C. LES ARTICLES 776 a), 782 d) ET 782 e), TELS QU'APPLIQUÉS DANS LE CADRE DE L'ENQUÊTE ANTIDUMPING CONCERNANT LES TÔLES COUPÉES À LONGUEUR EN PROVENANCE DE L'INDE, SONT INCOMPATIBLES AVEC L'ACCORD ANTIDUMPING A-52

D. LE DOC A VIOLÉ LES ARTICLES 2.2, 2.4 et 9.3 DE L'ACCORD ANTIDUMPING ET L'ARTICLE VI:1 ET VI:2 DU GATT DE 1994 EN APPLIQUANT LES DONNÉES DE FAIT DISPONIBLES ET LES DONNÉES DE FAIT DISPONIBLES DÉFAVORABLES POUR CALCULER ET PERCEVOIR DES DROITS ANTIDUMPING DÉFINITIFS SANS UTILISER LES DONNÉES SUR LES VENTES AUX ÉTATS-UNIS FOURNIES PAR SAIL A-56

E. LE DOC A VIOLÉ L'ARTICLE 15 DE L'ACCORD ANTIDUMPING EN NE PRENANT PAS SPÉCIALEMENT EN CONSIDÉRATION LA SITUATION DE L'INDE EN TANT QUE PAYS EN DÉVELOPPEMENT LORSQU'IL A APPLIQUÉ LES DONNÉES DE FAIT DISPONIBLES POUR CE QUI EST DES DONNÉES DE SAIL SUR LES VENTES AUX ÉTATS-UNIS A-56

VII. CONCLUSION ET DEMANDE DE DÉCISIONS ET DE RECOMMANDATIONS A-57

I. INTRODUCTION ET RÉSUMÉ DE L'ARGUMENT

1. Le 16 mars 1999, le Département du commerce des États-Unis (DOC) a engagé une procédure antidumping concernant l'importation de tôles en acier au carbone coupées à longueur (tôles coupées à longueur) en provenance de l'Inde. Après avoir engagé la procédure, le DOC a ouvert une enquête antidumping qui a abouti à l'établissement d'une détermination antidumping finale et à la publication d'une ordonnance antidumping le 10 février 2000. La seule entreprise indienne interrogée était la Steel Authority of India Ltd. (SAIL). Au cours de l'enquête, SAIL a déployé des efforts acharnés pour satisfaire aux demandes de documents et de renseignements formulées par le DOC, notamment pour ce qui est des données sur ses ventes aux États-Unis. Ces données[1] avaient été communiquées en temps utile, étaient vérifiables et avaient été présentées de manière appropriée, néanmoins elles avaient été rejetées par le DOC. Ayant constaté l'existence de problèmes concernant des renseignements fournis séparément pour d'autres données de fait (ventes de SAIL sur le marché intérieur et coût de production), le DOC a unilatéralement décidé que SAIL n'avait pas coopéré. Il a donc décidé de rejeter *tous* les renseignements fournis par SAIL et de recourir, à leur place, aux "données de fait disponibles totales"– attribuant ainsi arbitrairement à SAIL la marge de dumping la plus élevée alléguée par le requérant, soit 72,49 pour cent.

2. Le résultat était prévisible. Faisant échec aux efforts déployés par l'Inde pour exploiter les possibilités d'accès aux marchés offertes par le Cycle d'Uruguay, les droits antidumping ainsi appliqués ont effectivement entraîné la suppression du marché d'exportation mondial le plus important pour les tôles coupées à longueur d'origine indienne. Les exportations indiennes de tôles coupées à longueur à destination du marché des États-Unis ont entièrement cessé.

3. Le caractère arbitraire et inéquitable de l'enquête antidumping menée par les États-Unis, décrit de manière plus détaillée ci-après, apparaîtra clairement au Groupe spécial. L'Inde a déposé la présente plainte car l'application des données de fait disponibles en l'espèce, ainsi que les dispositions légales qui prévoyaient une telle application, constituaient une violation des droits de l'Inde au titre de l'*Accord sur la mise en œuvre de l'article VI de l'Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce* ("Accord antidumping"), de l'article VI du GATT de 1994 et de l'Accord sur l'OMC.

4. Une enquête antidumping a pour objet d'"assurer une prise de décisions objective sur la base des faits".[2] Cela signifie que les marges de dumping doivent être déterminées – non créées. Elles doivent être mesurées de manière équitable et de bonne foi. L'autorité chargée de l'enquête et l'entreprise interrogée doivent coopérer pour rassembler les données de fait nécessaires pour mesurer la marge de dumping ainsi qu'il est défini dans l'Accord antidumping. Comme l'Organe d'appel l'a récemment constaté dans sa décision concernant l'affaire *États-Unis – Mesures antidumping appliquées à certains produits en acier laminés à chaud en provenance du Japon*[3], une telle coopération est "un processus allant dans les deux sens qui suppose un effort conjoint".[4] Dans ce processus, les autorités chargées de l'enquête doivent "établir un équilibre entre l'effort qu'elles peuvent attendre que les parties intéressées fassent pour répondre aux questionnaires et la possibilité

---

[1] Telle qu'elle est employée ici, l'expression "données sur les ventes aux États-Unis" s'entend des données concernant les différentes transactions dans le cadre desquelles le fabricant/l'exportateur étranger (en l'espèce SAIL) a exporté les marchandises visées aux États-Unis pendant la période pertinente ("période couverte par l'enquête"). Ces données sont utilisées pour calculer le "prix à l'exportation [du] produit, lorsqu'il est exporté d'un pays vers un autre", au sens de l'article 2.1 de l'Accord antidumping. Une version imprimée du tableau informatique définitif du 1er septembre communiqué par SAIL concernant ses données sur les ventes aux États-Unis est reproduite dans la pièce n° 8 de l'Inde.

[2] *États-Unis – Mesures antidumping appliquées à certains produits en acier laminés à chaud en provenance du Japon*, WT/DS/184/R (28 février 2001, rapport adopté le 23 août 2001) (rapport du Groupe spécial *Acier laminé à chaud en provenance du Japon*), paragraphe 7.55.

[3] WT/DS184/AB/R, AB-2001-2, rapport distribué le 24 juillet 2001, adopté le 23 août 2001 (rapport de l'Organe d'appel *Acier laminé à chaud en provenance du Japon)*.

[4] Id., paragraphe 104.

que ces parties intéressées ont dans la pratique de se conformer pleinement à toutes les demandes que leur adressent les autorités chargées de l'enquête".[5] Guidées par le principe juridique de la bonne foi, les autorités chargées de l'enquête ne doivent pas imposer aux exportateurs des charges qui, compte tenu des circonstances, ne sont pas raisonnables. En outre, elles ne peuvent pas rejeter des renseignements fournis de bonne foi par une entreprise étrangère interrogée – informations qui sont vérifiables, qui ont été communiquées en temps utile et dans le format électronique demandé et qui sont utilisables sans difficultés indues – simplement parce que d'autres catégories de renseignements ont été jugées inadéquates. Une action arbitraire de cette nature est exclue par le texte, le contexte, l'objet et le but de l'Accord antidumping ainsi que par les interprétations de cet accord données par les groupes spéciaux et l'Organe d'appel.

5. Le refus du DOC d'utiliser les renseignements de SAIL sur les ventes aux États-Unis, qui avaient été vérifiés, qui avaient été communiqués en temps utile et qui étaient utilisables, lorsqu'il a calculé la marge antidumping définitive, était une sanction illicite entraînant une fermeture du marché qui constituait une violation, entre autres, de l'article 6.8 et de l'Annexe II, paragraphe 3, de l'Accord antidumping. Il ressort des faits que les données de SAIL sur les ventes aux États-Unis ont été communiquées en temps utile aux dates limites fixées par le DOC, qu'elles fournissaient les renseignements demandés dans toutes les catégories demandées par le DOC pour la totalité des ventes aux États-Unis, qu'elles étaient présentées dans le format électronique demandé par le DOC et qu'elles ont été vérifiées par le DOC. Bien que la vérification ait révélé des erreurs mineures concernant certaines caractéristiques des tôles coupées à longueur vendues par SAIL, le DOC a reconnu dans le rapport de vérification et dans sa détermination finale que ces erreurs, "prises séparément, pourraient être corrigées".[6] Ainsi, entre le moment où le DOC a vérifié les données de SAIL sur les ventes aux États-Unis (septembre 2000) et le moment, trois mois plus tard, où il a établi la détermination finale (29 décembre), dans laquelle il refusait d'utiliser les données en question, il disposait, dans le dossier, de données sur les ventes aux États-Unis qui étaient complètes, qui avaient été vérifiées et qui étaient utilisables. Les données ainsi versées au dossier montraient que les prix appliqués par SAIL aux États-Unis étaient de loin supérieurs aux prix appliqués aux États-Unis allégués dans la requête.

6. Dans sa détermination finale, le DOC a ignoré les renseignements vérifiés versés au dossier en faveur d'une marge punitive établie sur la base des "données de fait disponibles" et fondée sur la requête. L'utilisation des données de fait disponibles comme base de détermination des ventes de SAIL aux États-Unis a entraîné un relèvement de la marge antidumping définitive de SAIL à 72,49 pour cent. Cette mesure a annulé et compromis les droits revenant à l'Inde au titre des articles 2.4, 6.8 et 9.3 de l'Accord antidumping, des paragraphes 3, 5 et 7 de l'Annexe II de l'Accord antidumping et de l'article VI:2 du GATT.

7. En outre, le DOC n'a établi aucune détermination sur la question de savoir si SAIL n'avait pas agi au mieux de ses possibilités pour fournir les données sur les ventes aux États-Unis. Il s'est contenté de faire une déclaration péremptoire au sujet de la communication globale de données faite par SAIL. Le fait que le DOC n'a pas axé l'analyse de l'"effort maximal" fourni par SAIL sur des catégories déterminées d'éléments de preuve telles que les données de SAIL sur les ventes aux États-Unis constitue une violation de l'Annexe II, paragraphe 5. Même au-delà des erreurs ainsi commises par le DOC, aucune autorité chargée de l'enquête impartiale et objective n'aurait pu conclure que SAIL n'avait pas agi au mieux de ses possibilités pour fournir des données sur les ventes aux États-Unis qui avaient été vérifiées, qui avaient été communiquées en temps utile et dans le format électronique demandé par le DOC, dont même le DOC avait admis qu'elles "pourraient être corrigées" et qui étaient "utilisables" avec "quelques révisions et corrections".

8. Le DOC a rejeté les données de SAIL sur les ventes aux États-Unis car les articles 776 a), 782 d) et 782 e) de la Loi douanière de 1930 ainsi qu'elle a été modifiée (codifiés dans 19 U.S.C.

[5] Id., paragraphe 101.
[6] Détermination finale, 64 Fed. Reg. 73126, 29 décembre 1999, pièce n° 17 de l'Inde, page 73127.

§ 1677(a), § 1677m(d) et § 1677m(e) respectivement), tels qu'interprétés dans l'Énoncé officiel des mesures administratives, par le DOC et par le Tribunal du commerce international des États-Unis (CIT), imposaient au DOC d'utiliser les "données de fait disponibles" à la place de *tous* les renseignements concrètement fournis par une entreprise interrogée s'il était déterminé qu'une partie substantielle de ces renseignements n'était pas vérifiable, n'avait pas été communiquée en temps utile ou n'était pas utilisable. La pratique consistant à substituer les "données de fait disponibles" à *tous* les renseignements fournis lors d'une enquête et à attribuer une marge en se fondant sur les renseignements communiqués par le requérant est généralement connue sous le nom de pratique relative aux "données de fait disponibles totales". Lorsque SAIL a demandé que cette détermination soit soumise à une révision judiciaire, le CIT a confirmé l'usage des "données de fait disponibles totales" fait par le DOC en l'espèce et a approuvé le fait que le DOC a rejeté les données sur les ventes aux États-Unis à cause de problèmes concernant d'autres données.[7]

9. En tant que tels (*per se*), les articles 776 a) et 782 d) et e) sont contraires à l'article 6.8 et à l'Annexe II, paragraphe 3, de l'Accord antidumping. Pris conjointement, ils imposent le rejet des renseignements fournis par une entreprise étrangère interrogée qui ont été vérifiés, qui ont été communiqués en temps utile et qui peuvent être utilisés sans difficultés indues, sauf si le DOC constate que "ces renseignements ne sont pas incomplets au point de ne pas pouvoir constituer une base fiable pour l'établissement de la détermination applicable"[8] et sauf si la partie intéressée a "agi au mieux de ses possibilités pour fournir les renseignements".[9] Ces deux dernières conditions sont de façon inadmissible ajoutées à celles énoncées à l'Annexe II, paragraphe 3, de l'Accord antidumping.

10. Le DOC et le CIT ont interprété le membre de phrase "ne sont pas incomplets au point de ne pas pouvoir constituer une base fiable pour l'établissement de la détermination applicable" figurant à l'article 782 e) 3) comme prescrivant le rejet de renseignements vérifiés, communiqués en temps utile et utilisables par ailleurs. Ils rejettent de tels renseignements lorsque l'entreprise étrangère interrogée n'a pas fourni de renseignements suffisants sur tout ce que le DOC appelle les "éléments essentiels des données d'une entreprise interrogée: les ventes aux États-Unis; les ventes sur le marché intérieur; le coût de production des modèles destinés au marché intérieur; et la valeur construite des modèles vendus aux États-Unis".[10] Le DOC rejette également des renseignements vérifiés, communiqués en temps utile et utilisables par ailleurs sauf si la "partie intéressée a démontré qu'elle avait agi au mieux de ses possibilités pour fournir les renseignements et satisfaire aux prescriptions établies par [le DOC] concernant ces renseignements".[11] Cette clause conditionnelle de l'article 782 e) 4) s'applique en plus des quatre facteurs énumérés à l'Annexe II, paragraphe 3. Bien que le critère de l'"effort maximal" soit énoncé sous une forme différente à l'Annexe II, paragraphe 5, les États-Unis violent l'Annexe II, paragraphe 3, en fusionnant les conditions énoncées aux paragraphes 3 et 5. En outre, le DOC (approuvé par le CIT) a interprété ce membre de phrase comme s'appliquant au comportement d'une entreprise interrogée pendant *toute la durée* de l'enquête et non en rapport avec des catégories déterminées de renseignements. La conséquence de cette interprétation incorrecte est le rejet obligatoire de certains renseignements vérifiés, communiqués en temps utile et utilisables parce que l'entreprise interrogée n'a pas démontré de manière satisfaisante pour le DOC qu'elle avait agi au mieux de ses possibilités pour fournir d'*autres* renseignements.

11. Enfin, le DOC a violé l'article 15 de l'Accord antidumping en ne prenant pas spécialement en considération la situation de SAIL en tant que producteur d'un pays en développement et en percevant des droits antidumping définitifs sans explorer la possibilité d'une autre solution constructive telle qu'un engagement en matière de prix ou un droit moindre. Le 30 juillet 1999, SAIL a présenté au

---

[7] *Steel Authority of India, Ltd., v. United States*, CIT Slip. Op. 01-60 (22 mai 2001) ("*SAIL v. United States*"), pièce n° 20 de l'Inde, page 14.

[8] Article 782 e) 3), pièce n° 26 de l'Inde.

[9] Article 782 e) 4), pièce n° 26 de l'Inde.

[10] Détermination finale, pièce n° 17 de l'Inde, page 73130.

[11] Article 782 e) 4), pièce n° 26 de l'Inde.

DOC une proposition écrite concernant un engagement (dénommé "accord de suspension" en droit américain). Cependant, rien dans le dossier n'indique que le DOC ait jamais répondu à une telle proposition. Il n'existe pas non plus de preuve démontrant que le DOC a exploré avec SAIL toutes les possibilités d'autres solutions constructives.

12. En résumé, l'application par le DOC des "données de fait disponibles totales" – avec le rejet des données de fait concernant les ventes de SAIL aux États-Unis et leur remplacement par des données fictives – a en l'espèce faussé la mesure du dumping et introduit une énorme différence dans la marge de dumping définitive. Même avec l'utilisation des données de fait disponibles indiquées dans la requête pour ce qui est des ventes de SAIL sur le marché intérieur, du coût de production correspondant aux ventes sur le marché intérieur et de la valeur construite, l'utilisation des données *réelles* sur les ventes aux États-Unis qui avaient été vérifiées aurait entraîné la détermination d'une marge de dumping considérablement bien plus faible. Pourtant, le DOC a décidé, devant l'insistance des entreprises américaines requérantes, de faire usage des "données de fait disponibles" à la place des données de SAIL sur les ventes aux États-Unis. La marge de 72,49 pour cent qui en a découlé était fondamentalement inéquitable et incompatible avec le devoir des États-Unis d'interpréter et d'appliquer de bonne foi les obligations contractées dans le cadre de l'OMC.

II. POINTS ESSENTIELS DU PRÉSENT DIFFÉREND

1. Question de savoir si une interprétation admissible de l'article 6.8 et de l'Annexe II, paragraphe 3, de l'Accord antidumping autorise les autorités chargées de l'enquête, lorsqu'elles calculent les marges de dumping, à rejeter des renseignements vérifiables et communiqués en temps utile par les entreprises étrangères interrogées qui ont été présentés dans le format électronique demandé et qui sont utilisables sans difficultés indues.

2. Question de savoir si une autorité objective et impartiale chargée de l'enquête aurait pu conclure que les données sur les ventes aux États-Unis fournies par SAIL au DOC ne satisfaisaient pas aux quatre conditions énoncées à l'Annexe II, paragraphe 3, de l'Accord antidumping.

3. Question de savoir si une autorité objective et impartiale chargée de l'enquête aurait pu conclure que SAIL n'avait pas agi au mieux de ses possibilités, comme énoncé à l'Annexe II, paragraphe 5, de l'Accord antidumping, pour fournir au DOC les données sur les ventes aux États-Unis.

4. Question de savoir si le fait que les articles 776 a), 782 d) et 782 e) de la Loi douanière de 1930 imposent au DOC de rejeter des renseignements par ailleurs acceptables au titre des paragraphes 3 et 5, lorsqu'une entreprise étrangère interrogée ne fournit pas d'*autres* renseignements utilisables demandés par le DOC, constitue une violation de l'article 6.8 de l'Accord antidumping lu conjointement avec l'Annexe II, paragraphes 3 et 5.

5. Question de savoir si le DOC a violé l'article 15 de l'Accord antidumping en n'explorant pas les possibilités de solutions constructives avant de percevoir des droits antidumping définitifs sur les importations de tôles coupées à longueur en provenance de SAIL.[12]

[12] L'Inde ne maintient plus les allégations ci-après qu'elle avait indiquées dans sa demande d'établissement d'un groupe spécial: allégations au titre de l'article 6.13 de l'Accord antidumping; et allégations au titre de l'article 6.6 et 6.8 et de l'Annexe II, paragraphe 7, de l'Accord antidumping concernant le fait que le DOC n'a pas fait preuve d'une circonspection particulière lorsqu'il a utilisé les renseignements figurant dans la requête.

III. ÉNONCÉ DES FAITS

A. HISTORIQUE DE LA PROCÉDURE

13. Dans le cadre de l'enquête sur les tôles coupées à longueur en provenance de l'Inde, le DOC a lancé la phase de calcul de la marge de dumping en publiant un avis d'ouverture le 16 mars 1999 dans le US Federal Register.[13] L'enquête a été menée au titre de la loi antidumping des États-Unis[14] et des règlements connexes du Département du commerce des États-Unis.[15] Le 29 décembre 1999, le DOC a publié sa détermination antidumping finale concernant les tôles coupées à longueur en provenance, entre autres, de l'Inde.[16] Des droits antidumping définitifs ont été imposés en application d'une ordonnance antidumping publiée dans le *Federal Register* le 10 février 2000.[17]

14. Le 4 octobre 2000, l'Inde a demandé l'ouverture de consultations avec les États-Unis conformément à l'article 4 du Mémorandum d'accord sur les règles et procédures régissant le règlement des différends (Mémorandum d'accord), à l'article XXII du GATT de 1994 et à l'article 17 de l'Accord antidumping au sujet, entre autres choses, de l'enquête antidumping des États-Unis sur les tôles coupées à longueur en provenance de l'Inde et de la perception de droits antidumping sur ce produit.[18] Des consultations ont eu lieu à Genève le 21 novembre 2000. Ces consultations n'ayant pas permis de régler le différend, l'Inde, conformément à l'article XXIII:2 du GATT de 1994, à l'article 6 du Mémorandum d'accord et à l'article 17.4 de l'Accord antidumping a demandé le 7 juin 2001 qu'un groupe spécial soit établi. Le Groupe spécial a été établi le 20 juillet 2001 et sa composition déterminée le 26 octobre 2001.[19] La réunion d'organisation a eu lieu le 5 novembre 2001.

B. ENQUÊTE DU DOC CONCERNANT LES TÔLES COUPÉES À LONGUEUR EN PROVENANCE DE L'INDE

15. Le 16 février 1999, US Steel Group, Bethlehem Steel, Gulf States Steel, Ipsco Steel, Tuscaloosa Steel et United Steel Workers of America ont présenté une requête demandant l'imposition de droits antidumping sur certaines tôles en acier au carbone coupées à longueur en provenance de l'Inde.[20] La requête alléguait une marge de dumping de 44,51 pour cent définie sur la base d'une comparaison entre le prix du produit sur le marché américain et le prix d'un produit semblable sur le marché intérieur. Le prix américain était fondé sur une seule offre d'une entreprise commerciale non liée portant sur des tôles produites par SAIL; le prix sur le marché intérieur qui était allégué était fondé sur une étude de marché et était représenté par un chiffre moyen unique.[21] La requête présentait également un seul chiffre en ce qui concerne le coût de production allégué pour tous les types de tôles coupées à longueur d'origine indienne quelle qu'en soit l'épaisseur ou la largeur, chiffre calculé en ajustant le coût de production d'un producteur de tôles américain en fonction des différences connues entre les coûts de production américain et indien. La requête alléguait que les prix appliqués sur le marché intérieur indien étaient inférieurs au coût, sur la base d'une comparaison entre le prix sur le marché intérieur indiqué dans l'étude de marché et le coût de production calculé.[22] La requête présentait ensuite une valeur construite pour les tôles indiennes, cette valeur étant calculée en appliquant un chiffre représentant le bénéfice au chiffre représentant le coût de production. Elle alléguait une marge de dumping de 72,49 pour cent fondée sur une comparaison entre la valeur

[13] Avis annexé comme pièce n° 2 de l'Inde.
[14] Titre VII de la Loi douanière de 1930 ainsi qu'elle a été modifiée; codifié dans le Code des États-Unis, 19 U.S.C. §1673 et suivants; articles pertinents annexés comme pièce n° 26 de l'Inde.
[15] Titre 19, Code of Federal Regulations (19 CFR), articles 351 à 357.
[16] Pièce n° 17 de l'Inde.
[17] Pièce n° 18 de l'Inde.
[18] WT/DS206/1, 9 octobre 2000, annexé comme pièce n° 22 de l'Inde.
[19] WT/DS206/3, 31 octobre 2001.
[20] Extraits de la version publique (non confidentielle) de la requête annexés comme pièce n° 1 de l'Inde.
[21] Pièce n° 1 de l'Inde, pages 9, 14 et 15.
[22] Pièce n° 1 de l'Inde, annexe 17, page 15, point 7.

construite susmentionnée et la même offre de vente unique faite aux États-Unis. Sur la base de ce qui précède, la requête demandait l'ouverture d'une enquête sur le coût de production de tous les aciéristes indiens exportant des tôles coupées à longueur aux États-Unis.

16. Le 16 mars 1999, le DOC a ouvert une enquête antidumping sur les tôles en acier coupées à longueur en provenance de l'Inde.[23] Le jour suivant, il a adressé un questionnaire à SAIL.[24] La première réponse exigée concernait la "mini-section A", dans laquelle le DOC demandait des renseignements et des données de base propres à l'entreprise concernant ses ventes globales des marchandises visées aux États-Unis et sur le marché intérieur. Le 12 avril 1999, SAIL a répondu au questionnaire de la mini-section A.[25] Le 26 avril 1999, elle a communiqué en temps utile sa réponse complète (735 pages) à la section A du questionnaire, qui portait sur des sujets tels que l'organisation de l'entreprise et les affiliations, les marchandises produites et les processus de vente et de distribution visant les clients aux États-Unis et le marché intérieur.[26]

17. SAIL produit les tôles faisant l'objet de l'enquête dans trois usines quasiment indépendantes et possède six bureaux de vente régionaux ainsi que 42 bureaux de vente locaux.[27] Au moment de l'enquête, chaque usine appliquait un système de comptabilité différent, calculait les coûts standard de manière différente et assurait le suivi des coûts de manière différente.[28] En raison des problèmes téléphoniques que connaît l'Inde, les trois usines étaient parfois injoignables par téléphone, téléfax ou messagerie électronique pendant des jours entiers. Bien entendu, il y avait pénurie d'ordinateurs et de photocopieurs.[29] Malgré ces inconvénients, SAIL a pleinement coopéré dans le cadre de l'enquête antidumping menée par le DOC en communiquant des milliers de pages de documents, en ouvrant ses portes pour vérification et en consacrant des ressources substantielles à répondre aux demandes de données formulées par le DOC selon un calendrier rigoureux.[30]

18. Le 10 mai 1999, SAIL a présenté sa réponse (341 pages) aux autres sections du questionnaire, à savoir la section B (ventes sur le marché intérieur), la section C (ventes aux États-Unis) et la section D (coût de production et valeur construite).[31] SAIL a alors également avisé le DOC que, du fait que ses dossiers étaient conservés en de nombreux endroits en Inde, certaines des données demandées étaient encore en cours de rassemblement.[32] Toutefois, aucun des problèmes de collecte de données ainsi signalés par SAIL ne concernait ses données sur les ventes aux États-Unis ou cette partie de sa réponse au questionnaire.[33] Le 11 mai, SAIL a présenté un disque informatique contenant ses données sur les ventes et les coûts ainsi qu'une sortie imprimée à titre d'exemple.[34] Le 20 mai, SAIL a complété sa réponse à la section A en communiquant 57 pages de documents.

19. La section C du questionnaire adressé par le DOC le 17 mars 1999 portait exclusivement sur les ventes de SAIL aux États-Unis et lui demandait de fournir des données informatiques (sous forme de base de données) ainsi qu'une explication concernant chacun de certains aspects des ventes en

[23] Avis annexé comme pièce n° 2 de l'Inde.
[24] Extraits du questionnaire adressé par le DOC à SAIL annexés comme pièce n° 3 de l'Inde.
[25] Voir le mémoire soumis par SAIL au DOC, page 4 (12 novembre 1999), pièce n° 14 de l'Inde; et le mémoire soumis par SAIL au CIT dans l'affaire *SAIL v. United States*, page 11 (15 septembre 2000), pièce n° 19 de l'Inde.
[26] Id.
[27] Voir la pièce n° 6 de l'Inde, page 2; et la pièce n° 19 de l'Inde, page 34.
[28] Voir la pièce n° 15 de l'Inde, pages 33 et 34.
[29] Id.; pièce n° 21 de l'Inde, page 8.
[30] Transcription des auditions du DOC, pièce n° 16 de l'Inde, pages 33 et 34.
[31] Copie de la réponse de SAIL au questionnaire de la section C annexée comme pièce n° 4 de l'Inde.
[32] Pièce n° 4 de l'Inde, lettre d'accompagnement adressée par John Greenwald à Robert S. LaRussa, 11 mai 1999, page 2.
[33] Id.
[34] Pièce n° 4 de l'Inde, page C-53.

question.[35] Le "fichier électronique des ventes aux États-Unis" devait contenir chaque transaction portant sur les marchandises visées effectuée pendant la période couverte par l'enquête (année civile 1998).[36] Pour chaque ligne d'une facture (chaque produit figurant dans une facture), SAIL devait fournir un "enregistrement" correspondant dans la base de données informatique.[37] Chaque enregistrement devait comprendre de nombreux "champs" dont chacun contiendrait un élément d'information spécifique concernant des questions telles que les caractéristiques physiques du produit vendu, les modalités de vente et les frais de commercialisation encourus.

20. Le questionnaire énumérait 76 "champs" ou éléments d'information différents à communiquer, selon qu'il serait pertinent, pour chaque transaction déclarée.[38] La première bande pour ordinateur présentée par SAIL le 11 mai contenait des renseignements concernant 23 des 76 champs possibles définis par le DOC qui, selon les indications de SAIL au DOC, étaient jugés comme pertinents pour ses ventes aux États-Unis.[39] La réponse de SAIL au questionnaire et la base de données informatique qu'elle avait alors fournie contenaient des renseignements correspondant à ces 23 champs pour *toutes* ses transactions aux États-Unis.

21. Le 27 mai 1999, le DOC a adressé son premier questionnaire complémentaire à SAIL, indiquant ses préoccupations concernant le caractère complet de la réponse de SAIL et la méthode utilisée par l'entreprise pour déclarer son coût de production par produit.[40] Seules très peu de questions de ce questionnaire complémentaire visaient la base de données de SAIL concernant les ventes aux États-Unis ou sa réponse à la section C du questionnaire. Les 2 et 8 juin 1999, SAIL a présenté une lettre[41] et une longue communication décrivant respectivement les problèmes logistiques qu'elle rencontrait dans le rassemblement de certains des renseignements demandés par le DOC (concernant les coûts de production et les ventes sur le marché intérieur) et la manière dont elle consignait généralement les données relatives aux coûts. Aucun des problèmes signalés dans la lettre ou la communication ne concernait les données de SAIL sur les ventes aux États-Unis.

22. À la date limite fixée par le DOC, c'est-à-dire le 11 juin 1999, SAIL a communiqué sa réponse (de 306 pages) au questionnaire complémentaire – y compris sa réponse au petit nombre de questions se rapportant aux ventes aux États-Unis.[42] Le DOC a adressé un deuxième questionnaire complémentaire le même jour, c'est-à-dire le 11 juin 1999. Ce questionnaire ne contenait aucune question ayant spécifiquement trait à la base de données de SAIL concernant les ventes aux États-Unis, mais ne visait que le coût de production, les ventes sur le marché intérieur et des questions relatives à la classification et au codage du produit.[43] SAIL a présenté sa réponse initiale à ce questionnaire complémentaire le 16 juin 1999 et a aussi présenté le même jour une base de données informatique révisée concernant les ventes aux États-Unis, qui contenait des renseignements dans un champ additionnel, ce qui donne un nombre total de 24 champs.

23. Le 16 juillet, SAIL a fourni une autre version de la base de données concernant les ventes aux États-Unis en ajoutant quatre champs additionnels à la demande du DOC, soit un nombre total de 28 champs, et en révisant également certaines des données précédemment communiquées. Le

[35] Pièce n° 3 de l'Inde, pages C-2 à C-40.
[36] Id., page C-1.
[37] Id.
[38] Id., pages C-2 à C-40.
[39] Pièce n° 4 de l'Inde, pages C-2 à C-53.
[40] Pièce n° 5 de l'Inde.
[41] Pièce n° 6 de l'Inde.
[42] Copie de la réponse communiquée le 11 juin par SAIL aux questions visant ses ventes aux États-Unis annexée comme pièce n° 7 de l'Inde. Le 29 juin 1999, SAIL a complété cette réponse par une communication de 61 pages concernant des questions autres que les ventes aux États-Unis, communication que le DOC a rejetée au motif qu'elle n'avait pas été présentée en temps utile; voir la pièce n° 9 de l'Inde et Preliminary Determination, pièce n° 11 de l'Inde, page 41203.
[43] Voir la pièce n° 14 de l'Inde, page 6.

17 août, elle a apporté d'autres petites modifications à la bande pour ordinateur concernant les ventes aux États-Unis, mais n'a pas ajouté de champs additionnels. SAIL a fourni une version finale de la base de données concernant les ventes aux États-Unis avec quelques révisions additionnelles le 1er septembre, soit le premier jour de la vérification, ainsi qu'une correction des "erreurs mineures" systématiquement demandée par le DOC au début de ses vérifications.

24. Les données figurant sur toutes les bandes pour ordinateur fournies par SAIL concernant les ventes aux États-Unis montraient que seuls neuf contrats portaient sur les ventes des marchandises visées effectuées par SAIL aux États-Unis pendant la période couverte par l'enquête (année civile 1998).[44] Chacun de ces neuf contrats a été rempli au moyen de plusieurs expéditions/factures, et chaque expédition peut avoir concerné un ou plusieurs "produits" tels que définis par le DOC - c'est-à-dire une quantité de tôles coupées à longueur, de dimensions, d'une qualité, d'une nuance, etc. spécifiques. Comme indiqué ci-dessus, le DOC a exigé que SAIL indique chaque expédition de chaque produit sur une ligne (ou "observation") distincte dans la base de données informatique.[45] SAIL s'est conformée à cette demande, d'où une base de données concernant les ventes aux États-Unis comprenant 1 284 observations. Ainsi, la "matrice" de renseignements que SAIL a dû finalement compléter à la demande du DOC et qu'elle a effectivement complétée dans les bases de données électroniques fournies de juillet à septembre comprenait 28 colonnes (ou champs) et 1 284 lignes (ou observations).[46]

25. La base de données de SAIL concernant les ventes aux États-Unis comprenait les catégories de renseignements ci-après, qui ont été finalement vérifiées pour chacune des 1 284 ventes effectuées par SAIL aux États-Unis pendant la période couverte par l'enquête:

- Code du produit et numéro de contrôle
- Spécifications et nuance
- Qualité
- Diverses caractéristiques physiques telles qu'épaisseur nominale et largeur nominale
- Code du client
- Date de la facture
- Numéro de la facture
- Date d'expédition
- Date de réception du paiement
- Quantité (poids) des marchandises vendues
- Prix unitaire brut
- Frais de transport intérieur de l'usine au port d'exportation
- Frais de courtage et de manutention en Inde
- Destination
- Ristourne de droits
- Frais de crédit
- Frais de commercialisation indirects en Inde
- Frais de stockage en Inde
- Frais d'emballage
- Coût de fabrication variable
- Coût de fabrication total[47]

[44] Id., pages 6 et 7; pièce n° 13 de l'Inde, page 13.
[45] Pièce n° 13 de l'Inde, pages 12 à 15.
[46] Pièce n° 2 de l'Inde; pièce n° 4 de l'Inde; pièce n° 13 de l'Inde, page 13.
[47] *Voir* la pièce n° 3 de l'Inde, pages C-2 à C-40.

26. Le DOC a adressé quatre autres questionnaires complémentaires à SAIL en juin, juillet et août 1999. Aucun de ces questionnaires ne comportait de questions sur la base de données de SAIL concernant les ventes aux États-Unis ou sa réponse à la section C.

27. Entre-temps, le 29 juillet 1999, le DOC a établi sa détermination préliminaire concluant à l'existence de ventes effectuées à un prix inférieur à la juste valeur.[48] Dans cette détermination, le DOC a conclu qu'il ne pouvait utiliser aucune des données fournies par SAIL et il a donc fondé sa détermination de la marge de dumping sur les données de fait disponibles totales.[49] Dans la détermination préliminaire, le DOC n'a pas établi de détermination spécifique au sujet de la base de données de SAIL concernant les ventes aux États-Unis. Se plaignant du fait que SAIL n'avait pas fourni une base de données informatique consolidée pour les ventes effectuées sur le marché intérieur, le DOC a constaté que SAIL n'avait pas agi au mieux de ses possibilités pour fournir les renseignements demandés et a décidé de recourir aux déductions défavorables pour choisir les données de fait disponibles afin de déterminer la marge de SAIL.[50] Cela étant, reconnaissant les efforts déployés par SAIL pour répondre aux demandes de renseignements, le DOC a attribué à SAIL la moyenne des deux marges estimées indiquées dans la requête, soit 58,50 pour cent.[51]

28. En septembre 1999, le DOC a procédé à une vérification des réponses de SAIL au questionnaire, qui a duré 21 jours – neuf jours pour la vérification des coûts et 12 jours pour la vérification des ventes – dans plusieurs usines et bureaux de SAIL.[52] Le 1er septembre 1999, c'est-à-dire le premier jour de la vérification des ventes, SAIL a présenté des communications additionnelles consistant en une bande pour ordinateur révisée concernant les ventes aux États-Unis[53] et une communication de 30 pages visant des corrections mineures. SAIL a aussi présenté une communication de 13 pages concernant des corrections mineures le premier jour de la vérification des coûts.[54] Ces communications étaient présentées en réponse à la demande du DOC (formulée systématiquement dans toutes les enquêtes antidumping) tendant à ce que l'entreprise interrogée commence les vérifications par une présentation des "erreurs mineures" découvertes dans les données fournies.[55] Enfin, le 22 septembre 1999, après l'achèvement des vérifications, SAIL a présenté une copie de tous les documents collectés par le DOC au cours des vérifications, soit un nombre total de 3 345 pages.[56]

29. Le 3 novembre 1999, le DOC a publié son rapport de vérification des ventes.[57] Ce rapport de vérification confirme que la base de données de SAIL concernant les ventes aux États-Unis donnait la liste complète de ses transactions de vente aux États-Unis pendant la période couverte par l'enquête - à savoir que les transactions énumérées dans la base de données informatique fournie par SAIL concernaient, au titre des neuf contrats, la totalité des expéditions des marchandises visées à destination des États-Unis au cours de cette période.[58] Les vérificateurs du DOC ont inclus les documents relatifs à tous ces contrats dans la pièce n° S-8 du rapport de vérification.[59] Le rapport fait

[48] Preliminary Determination, 64 Fed. Reg. 41202 (29 juillet 1999), pièce n° 11 de l'Inde.
[49] Id., page 41204.
[50] Id.
[51] Id.
[52] Pièce n° 13 de l'Inde, page 1.
[53] La sortie imprimée de cette base de données électronique est annexée comme pièce n° 8 de l'Inde. Les bases de données électroniques sur les ventes aux États-Unis fournies par SAIL les 16 juillet, 17 août et 1er septembre comprenaient toutes 28 champs de renseignements.
[54] Voir la pièce n° 14 de l'Inde, page 6.
[55] Voir la description de la vérification des ventes effectuée par le DOC, annexée comme pièce n° 12 de l'Inde, page 8, dans laquelle il est demandé à SAIL de présenter les "modifications mineures éventuellement apportées aux réponses découlant de la préparation de la vérification".
[56] Voir la pièce n° 14 de l'Inde, page 7.
[57] Pièce n° 13 de l'Inde.
[58] Id., pages 12 à 15.
[59] Pièce incluse dans la pièce n° 13 de l'Inde.

apparaître que le DOC n'a découvert aucune vente non déclarée qui aurait dû être incluse dans la base de données. Il se trouve en effet que le DOC a déclaré à plusieurs reprises dans les sections "Caractère complet" et "Quantité et valeur" du rapport de vérification des ventes aux États-Unis ce qui suit: "Nous n'avons relevé aucune anomalie".[60]

30. La seule erreur dans la base de données de SAIL concernant les ventes aux États-Unis qui a été indiquée par le DOC dans son rapport de vérification des ventes comme constituant l'une de ses "constatations importantes" se rapportait à la déclaration incorrecte faite par SAIL dans l'un des 28 champs d'information - à savoir la largeur déclarée des tôles larges de 96 pouces.[61] Le DOC a demandé aux entreprises interrogées de déclarer la largeur des tôles faisant l'objet des différentes transactions selon des fourchettes de largeurs exprimées en pouces. Par exemple, si une transaction particulière portait sur des tôles coupées à longueur d'une largeur inférieure ou égale à 36 pouces, "A" serait déclaré dans le champ PLWIDTHU. De même, si les marchandises faisant l'objet d'une transaction donnée étaient d'une largeur supérieure à 36 pouces mais inférieure ou égale à 72 pouces, "B" serait déclaré dans ce champ. Dans la série de catégories de largeurs, la limite entre les catégories "C" et "D" est de 96 pouces.[62] L'erreur de SAIL a consisté à coder toutes ses ventes de tôles d'une largeur égale à 96 pouces au moyen de la catégorie "D", alors que, selon la définition des catégories donnée par le DOC, "C" devrait être déclaré dans le champ PLWIDTHU pour les marchandises d'une largeur supérieure à 72 pouces mais inférieure ou égale à 96 pouces; "D" aurait dû être déclaré uniquement pour les ventes de marchandises d'une largeur supérieure à 96 pouces.[63] Les tôles en acier mesurant exactement 96 pouces de large étant très prisées aux États-Unis, une grande partie des transactions de vente effectuées par SAIL aux États-Unis étaient concernées – 984 observations sur un nombre total de 1 284 ont été déclarées au moyen d'un "D" dans le champ PLWIDTHU alors qu'un "C" aurait dû être déclaré.[64] Le rapport de vérification du 3 novembre indique que les vérificateurs du DOC ont examiné à fond l'erreur de déclaration de la largeur lorsqu'elle a été découverte et en ont déterminé la portée.[65] Ils "ont examiné divers cas où cette erreur de codage s'était produite" et ont conclu qu'elle "semblait se limiter exclusivement aux produits d'une largeur de 96 pouces et à la base de données concernant les États-Unis".[66] Ils ont également obtenu de SAIL une liste de toutes les observations concernées.[67] Cette erreur de codage de la largeur aurait pu aisément être corrigée au moyen des données versées au dossier de l'enquête et à l'aide des méthodes normalement appliquées par le DOC, par exemple la présentation d'une base de données corrigée par l'entreprise interrogée ou l'insertion de quelques lignes de code de programmation à l'endroit approprié dans le programme de calcul de la marge utilisé par le DOC.[68]

---

[60] Id., pages 8, 9, 13, 14.

[61] Id., page 5.

[62] Id., page 12; pièce n° 3 de l'Inde, page C-10.

[63] Id.

[64] Pièce n° 13 de l'Inde, pages 5 et 12. La raison de l'erreur de codage est examinée en détail aux pages 20 et 21 de la transcription des auditions du DOC, pièce n° 15 de l'Inde. Les chiffres de SAIL concernant le marché intérieur ont été arrondis au millimètre, les tôles de 96 pouces de large étant enregistrées comme ayant une largeur de 2 438 mm. Toutefois, les chiffres de SAIL concernant les États-Unis étaient d'une précision allant jusqu'au dizième de millimètre, les tôles de 96 pouces de large étant enregistrées comme ayant une largeur de 2 438,4 mm. Lorsque les données ont été converties dans le format de la base de données informatique pour être comuniquées au DOC, une valeur limite uniforme de 2 438 mm a été utilisée pour faire la séparation entre les catégories C et D dans la base de données. Les tôles de 96 pouces ont été codées correctement au moyen d'un C pour le marché intérieur, mais les 0,4 mm additionnels du chiffre correspondant aux ventes aux États-Unis ont entraîné le classement des tôles de 96 pouces dans la catégorie D dans la base de données concernant les ventes aux États-Unis.

[65] Pièce n° 13 de l'Inde, page 12.

[66] Id.

[67] Id.

[68] La correction de l'erreur de codage de la largeur au moyen d'une simple révision du programme informatique du DOC est examinée en détail dans la déclaration sous serment d'Albert Hayes, pièce n° 24 de l'Inde ("Hayes Affidavit").

31. Les quelques erreurs restantes découvertes par le DOC dans la base de données de SAIL concernant les ventes aux États-Unis au cours de la vérification étaient si insignifiantes que le DOC ne les a même pas mentionnées dans le "résumé des constatations importantes" au début du rapport de vérification. Il s'agissait des erreurs suivantes:

1) Surdéclaration des frais de transport encourus pour l'expédition des marchandises de l'usine au port d'exportation (Vizag).[69] Non seulement cette erreur était facile à corriger au moyen des données rassemblées par le DOC lors de la vérification mais, en tout état de cause, elle n'était préjudiciable qu'à SAIL car elle accroissait les marges de dumping qui auraient été calculées à partir de cette donnée.

2) Légère surestimation de la ristourne de droits obtenue par SAIL sur les exportations déclarées à destination des États-Unis (moins de 0,4 point de pourcentage selon les calculs des vérificateurs) car SAIL avait inclus de manière erronée le montant entier de la ristourne obtenue dans le cadre de l'unique contrat qui comprenait des expéditions à destination du Canada.[70] Là encore, cette erreur serait facile à corriger au moyen de la présentation d'une base de données corrigée ou de l'insertion d'une ligne de code de programmation à l'endroit approprié dans le programme de calcul de la marge.[71]

3) Surestimation du nombre de jours pendant lesquels les marchandises expédiées aux États-Unis sont restées en stock.[72] Ainsi, l'erreur de SAIL a été de surestimer la durée de stockage (45 jours contre 30 jours). Toutefois, non seulement cette erreur était facile à corriger au moyen du chiffre de 30 jours déterminé par les vérificateurs du DOC, mais elle n'aurait pas non plus été pertinente pour le calcul des marges de dumping de SAIL. En l'espèce, les ventes aux États-Unis étaient de prétendues transactions au "prix d'exportation" (dans le cadre desquelles le fabricant/l'exportateur étranger vend directement à une partie non affiliée avant l'importation aux États-Unis) et, lorsque le DOC calcule les marges de dumping concernant les transactions au prix d'exportation, il ne déduit pas du prix appliqué aux États-Unis les frais de stockage encourus dans le pays d'exportation.[73]

4) Sous-estimation des redevances administratives encourues dans le coût de main-d'œuvre total par tonne pour le coupage au gaz. Ce poste correspondant à une redevance administrative, il s'agit de frais de commercialisation indirects. Cela étant, le prix appliqué aux États-Unis aurait été calculé en l'espèce sur la base du prix à l'exportation et non sur la base d'un prix à l'exportation construit, de sorte que les frais de commercialisation indirects, quel qu'en soit le type, étaient sans intérêt.[74]

32. Le 13 décembre 1999, le DOC a publié une note intitulée "Détermination de l'échec de la vérification".[75] Cette note examine six "éléments non conformes" recensés dans les données de SAIL

[69] Rapport de vérification, pièce n° 13 de l'Inde, page 30 (citant la pièce n° S-15 du rapport de vérification).

[70] Id., pages 31 et 32.

[71] Pièce n° 24 de l'Inde, paragraphe 8.

[72] Id., page 32. Le rapport de vérification des ventes établi par le DOC indique que SAIL a allégué que "le chiffre le plus prudent concernant la durée de stockage [était] de 45 jours" et indique ensuite que les vérificateurs ont noté que le nombre de jours de stockage semblait plus proche du même chiffre (45). Il s'agit d'une erreur du rapport du DOC; le chiffre réel déterminé par les vérificateurs du DOC était de 30 et non de 45 jours, comme en témoignent les pièces du rapport de vérification (S-15 et S-16) citées à cet endroit du rapport de vérification.

[73] Pièce n° 24 de l'Inde, paragraphe 8.

[74] Id.

[75] Pièce n° 16 de l'Inde.

sur les ventes et huit éléments non conformes recensés dans ses données sur les coûts. Parmi ces 14 "éléments non conformes", un seul se rapportait à la base de données concernant les ventes aux États-Unis: le codage erroné, par SAIL, des transactions visant des marchandises d'une largeur de 96 pouces, qui avaient été classées dans la catégorie "D" au lieu de la catégorie "C".[76]

33. La section "Analyse" de la note indique ce qui suit: "ces erreurs [dans les données sur les ventes aux États-Unis], prises séparément, pourraient être corrigées mais associées aux autres défauts omniprésents dans les données communiquées par SAIL, elles étayent notre conclusion à savoir que les données de SAIL ne sont pas fiables dans l'ensemble".[77] La note concluait que "[l]e fait que des erreurs limitées étaient constatées ne devait pas être considéré comme une preuve de la fiabilité intrinsèque des données communiquées par SAIL, en particulier lorsqu'elles étaient considérées dans le contexte des multiples problèmes rencontrés avec toutes les autres données figurant dans la réponse au questionnaire".[78]

34. Le 29 décembre 1999, le DOC a établi sa détermination finale de l'existence de ventes à une valeur inférieure à la juste valeur.[79] Dans la détermination, le DOC a de nouveau rejeté dans leur intégralité les données fournies par SAIL et a appliqué les données de fait disponibles totales.[80] Le DOC a appliqué l'article 776 a) de la Loi douanière de 1930 ainsi qu'elle a été modifiée (19 U.S.C. § 1677(a)). Comme on le verra ci-après, l'article 776 a) prescrit l'utilisation des "données de fait disponibles" au lieu des renseignements concrètement fournis, si certaines conditions sont remplies, l'unique exception à cette obligation étant le cas où l'entreprise interrogée satisfait à toutes les cinq conditions énumérées à l'article 782 e) de la Loi douanière.[81]

35. Il ressort des éléments du dossier que SAIL a agi au mieux de ses possibilités dans les efforts qu'elle a déployés pour établir les bases de données concernant les coûts et les ventes sur le marché intérieur malgré les difficultés qu'elle a rencontrées et les plaintes du DOC concernant la qualité de ses données. SAIL a connu des problèmes logistiques considérables dans l'élaboration des réponses aux importantes demandes de données formulées dans les questionnaires du DOC, en partie en raison du fait évident que l'entreprise est située dans un pays en développement aux communications incertaines et aux infrastructures fortement limitées.[82] Ces problèmes sont aggravés par le fait que SAIL possède de nombreuses installations de vente et de production situées dans toute l'Inde et que les systèmes informatiques des divers endroits ne sont pas interconnectés.[83] Nombre de ses registres de production ne sont tenus que manuellement, d'où la nécessité de les informatiser avant de les communiquer au DOC.[84] Néanmoins, SAIL a déployé des efforts considérables pour présenter les données dans les formats demandés par le DOC (qui ne coïncident pas avec la manière dont elle tient ses registres au cours de ses opérations commerciales normales) et, dans la mesure du possible, dans les délais rigoureux fixés par le DOC.[85]

36. Entre mai et août 1999, le DOC a adressé à SAIL un certain nombre de questionnaires complémentaires au sujet de ses données concernant les ventes sur le marché intérieur et le coût de production. Bien que SAIL n'ait parfois pas respecté ces délais, elle a à maintes reprises informé le DOC qu'elle s'efforçait de fournir les renseignements aussi rapidement que possible et expliqué en

[76] Id., page 3.
[77] Id., page 5.
[78] Id.
[79] Pièce n° 17 de l'Inde.
[80] Id.
[81] Texte des dispositions légales annexé à la pièce n° 26 de l'Inde.
[82] Pièce n° 14 de l'Inde, mémoire, pages 4 à 9; pièce n° 15 de l'Inde, transcription des auditions, pages 33 et 34.
[83] Pièce n° 13 de l'Inde, page 1.
[84] Pièce n° 14 de l'Inde, mémoire, pages 4 à 9.
[85] Voir en général les pièces n° 4, 6, 7, 8, 13, 14, 15, 19 de l'Inde.

détail les difficultés logistiques auxquelles elle se heurtait.[86] En fait, SAIL a prévenu le DOC des problèmes qu'elle rencontrait dès le 2 avril 1999, alors qu'elle peinait encore pour répondre au questionnaire initial et elle a de nouveau fait part de ces problèmes dans les communications présentées au DOC le 10 mai et le 2 juin.[87] En outre, le personnel du DOC a été parfaitement informé des problèmes de matériel, de ressources et d'infrastructure rencontrés par SAIL lors des vérifications menées sur place en septembre 1999, au cours desquelles il a visité plusieurs des installations de SAIL en Inde.[88] Malgré ces problèmes, SAIL a communiqué des milliers de pages de renseignements et de documents en réponse aux nombreux questionnaires complémentaires du DOC tout comme elle a fourni à plusieurs reprises de nouvelles bases de données électroniques.[89]

37. Dans son mémoire et ses réponses communiqués au DOC les 12 et 17 novembre**,** SAIL a reconnu avoir eu des difficultés à vérifier l'exactitude de ses données concernant les ventes sur le marché intérieur et le coût de production, mais a fait valoir que ses données sur les ventes aux États-Unis avaient été vérifiées sans problèmes majeurs et qu'elles devraient servir de base pour le calcul de la marge antidumping définitive.[90] SAIL a fait valoir que le DOC avait vérifié l'exactitude intrinsèque de ses registres comptables et avait aussi vérifié les coûts moyens par usine.[91] Par conséquent, le DOC disposait d'une base fiable pour déterminer les coûts pertinents des produits vendus au États-Unis; en extrapolant ces renseignements fiables, le DOC pouvait déterminer que la marge de SAIL serait comprise entre zéro et 1 pour cent (valeur *de minimis*).[92] SAIL a proposé que le DOC compare ses données sur les ventes aux États-Unis à la moyenne de la valeur normale et de la valeur construite alléguée dans la requête.[93] L'utilisation des données vérifiées sur les ventes aux États-Unis ainsi que des données de fait disponibles partielles pour les données manquantes permettrait de mesurer de la manière la plus exacte possible la marge de dumping réelle.[94] SAIL a invoqué le paragraphe 5 de l'Annexe II de l'Accord antidumping, qui dispose que lorsqu'une partie agit au mieux de ses possibilités, ses renseignements ne devraient pas être ignorés malgré le fait qu'ils ne sont pas idéalement les meilleurs à tous égards.[95]

38. Dans sa détermination finale, le DOC a néanmoins établi que les renseignements recueillis étaient "inutilisables"[96] et que l'article 776 a) prescrivait l'utilisation des "données de fait disponibles" pour les raisons suivantes:

- les problèmes informatiques et autres problèmes liés aux bases de données de SAIL concernant les ventes sur le marché intérieur et le coût de production signifiaient que SAIL n'avait pas communiqué les renseignements demandés par le DOC;

- les problèmes rencontrés par SAIL dans le rassemblement des données concernant les ventes et les coûts sur le marché intérieur montraient que SAIL n'avait pas présenté les renseignements aux dates limites fixées ou sous la forme ou de la manière demandée; et

[86] Id., page 7; pièce n° 19 de l'Inde, mémoire soumis par SAIL au CIT dans l'affaire *SAIL v. United States*, pages 31 à 34.
[87] Pièce n° 14 de l'Inde, mémoire, page 8; pièce n° 6 de l'Inde, lettre de SAIL au DOC.
[88] Pièce n° 13 de l'Inde, pages 1 et 2.
[89] Pièce n° 14 de l'Inde, mémoire, pages 6 à 8.
[90] Id., mémoire, page 17.
[91] Id., mémoire, pages 8 et 9.
[92] Id., mémoire, pages 13 et 14.
[93] Id., mémoire, page 14.
[94] Id., mémoire, pages 9 à 14.
[95] Id., mémoire, page 21.
[96] Pièce n° 17 de l'Inde, page 73131.

- les problèmes constatés lors de la vérification des ventes (qui étaient tous liés à la base de données concernant les ventes sur le marché intérieur, à l'exception de l'erreur de codage de la largeur examinée ci-dessus) signifiaient que les renseignements qui avaient été fournis ne pouvaient pas être vérifiés.[97]

Le DOC a ensuite estimé que les exceptions énoncées à l'article 782 e) concernant l'utilisation des "données de fait disponibles" n'étaient pas applicables pour les raisons suivantes:

- SAIL n'avait pas respecté les dates limites fixées pour la réponse au questionnaire du DOC, notamment pour ce qui est des données concernant le coût de production de SAIL sur le marché intérieur;

- le DOC n'était pas en mesure de vérifier les réponses de SAIL au questionnaire car les bases de données concernant le marché intérieur et les coûts comportaient d'importantes erreurs;

- le fait que les bases de données de SAIL concernant les ventes et les coûts sur le marché intérieur ne pouvaient pas être vérifiées signifiait qu'il n'y avait aucune base permettant de déterminer une marge de dumping;

- les problèmes liés aux données de SAIL concernant les ventes sur le marché intérieur indiquaient que SAIL n'avait pas agi au mieux de ses possibilités pour fournir des données exactes et fiables au DOC; et

- "la base de données concernant les ventes aux États-Unis comportait des erreurs qui, prises séparément, pourraient être corrigées mais associées aux autres défauts omniprésents dans les données communiquées par SAIL, elles nous amènent à conclure que les données de SAIL ne sont pas fiables dans l'ensemble. En conséquence, le DOC ne dispose pas d'une base adéquate pour effectuer son analyse en vue de déterminer la marge de dumping et doit recourir aux données de fait disponibles en vertu de l'article 776 a) 2) de la Loi".[98]

39. Il était indiqué ce qui suit dans l'avis: "[l]a pratique suivie de longue date par le DOC est de rejeter dans son intégralité la réponse d'une entreprise interrogée à un questionnaire lorsque des éléments essentiels de la réponse comportent tellement d'erreurs et d'inexactitudes qu'ils ne sont pas fiables".[99] Ainsi, le DOC a même refusé d'envisager d'utiliser les données sur les ventes aux États-Unis, simplement à cause de problèmes (notamment pour ce qui est du format électronique) liés à d'autres données de SAIL concernant les ventes sur le marché intérieur et le coût de production. Le DOC a déclaré ce qui suit: "La pratique suivie de longue date par le DOC et qui consiste à combler des lacunes ou à corriger des inexactitudes dans les renseignements donnés dans la réponse à un questionnaire, souvent sur la base des constatations établies lors de la vérification, n'est appropriée que dans les cas où la réponse au questionnaire est par ailleurs pour l'essentiel complète et utilisable … Pour effectuer correctement une analyse antidumping qui vise une allégation de ventes à un prix inférieur aux coûts, le Département doit analyser quatre éléments essentiels des données présentées par une entreprise interrogée: les ventes aux États-Unis; les ventes sur le marché intérieur; le coût de production des modèles destinés au marché intérieur; et la valeur construite des modèles vendus aux États-Unis. Cependant, SAIL n'a pas fourni une base de données qui soit utilisable concernant les ventes sur le marché intérieur, le coût de production ou la valeur construite."[100]

---

[97] Id., page 73127.
[98] Id.
[99] Id., page 73130.
[100] Id.

40. Le DOC a ensuite déterminé que SAIL "n'avait pas coopéré en n'agissant pas au mieux de ses possibilités" à cause de problèmes concernant les données et les bandes pour ordinateur fournies par SAIL. Il a décidé de recourir à une "déduction défavorable" au titre de l'article 776 b) et a attribué une marge de 72,49 pour cent, la plus élevée des marges alléguées dans la requête, en se fondant sur les données de fait disponibles.[101]

C. PROCÉDURE POSTÉRIEURE À LA DÉTERMINATION

41. Le 10 février 2000, la Commission du commerce international des États-Unis a publié un avis concernant sa détermination de l'existence d'un dommage important causé par les importations de tôles coupées à longueur en provenance de l'Inde et d'autres pays (France, Indonésie, Italie, Japon et Corée) dont le DOC avait constaté qu'elles étaient vendues aux États-Unis à un prix inférieur à la juste valeur.[102] Le même jour, le DOC a modifié sa détermination finale et publié l'ordonnance antidumping.[103]

42. SAIL a alors fait appel de la détermination finale devant le Tribunal du commerce international des États-Unis.[104] Elle a fait valoir que le DOC n'aurait pas dû utiliser les données de fait disponibles à la place des données qu'elle avait déclarées concernant les ventes aux États-Unis.[105] Au lieu des données de fait disponibles totales, le DOC aurait dû utiliser les données de fait disponibles uniquement pour ce qui est des renseignements autres que les données sur les ventes aux États-Unis.[106] SAIL a fait valoir que l'article 782 e), qui imposait l'examen des "renseignements qui [étaient] fournis" s'ils satisfaisaient à certaines prescriptions, s'appliquait à des catégories déterminées de renseignements (comme les données sur les ventes aux États-Unis) en tant que communications séparées et distinctes de renseignements.[107] SAIL a aussi fait valoir que son incapacité à fournir des réponses complètes aux questionnaires du DOC était due à des difficultés à rassembler les données, qu'elle avait en fait agi au mieux de ses possibilités et que le DOC avait donc commis une erreur en appliquant des déductions défavorables au titre de l'article 776 b).[108] En réponse, le DOC a fait valoir qu'il avait une "pratique suivie de longue date" consistant à utiliser les données de fait disponibles totales lorsque des "éléments essentiels de la réponse" étaient inexacts ou n'étaient pas fiables et qu'il avait "ignoré toutes les réponses pour calculer ce qu'il estimait être une marge de dumping plus exacte".[109] Le DOC a également fait valoir que le fait que SAIL ne s'était pas pleinement mise en conformité méritait l'application de déductions défavorables et que le terme "renseignements" utilisé à l'article 782 e) désignait *toutes* les réponses fournies par une partie intéressée et non juste une catégorie de renseignements figurant dans les réponses.[110]

43. L'issue du litige était largement dictée par le critère d'examen imposé par la législation américaine pour les réexamens par le CIT des déterminations établies par le DOC. Le Tribunal a déterminé que l'article 782 e) ne donnait aucune directive quant au sens du terme "renseignements" et a confirmé l'interprétation du DOC, estimant que c'était une "interprétation raisonnable de la loi" et qu'elle était conforme à la "pratique suivie de longue date [par le DOC] consistant à limiter l'utilisation des données de fait disponibles partielles".[111] Le Tribunal a confirmé la décision

---

[101] Id., page 73131.

[102] 65 Fed. Reg. 6624 (USITC 10 février 2000). Voir *Certain Cut-to-Length Carbon Steel Plate from France, India, Indonesia, Italy, Japan, and Korea*, Inv. Nos. 701-TA-387-391 (Final), USITC Pub. No. 3273 (janvier 2000), ftp://ftp.usitc.gov/pub/reports/opinions/PUB3273.PDF.

[103] 65 Fed. Reg. 6585 (DOC 10 février 2000), pièce n° 18 de l'Inde.

[104] Pièce n° 19 de l'Inde.

[105] Id., pages 23 à 28.

[106] Id.

[107] Id., pages 16 à 23.

[108] Id., pages 10, 29 à 34.

[109] *SAIL v. United States*, pièce n° 20 de l'Inde, page 7.

[110] Id., page 9.

[111] Id., pages 11 à 13.

d'appliquer les "données de fait disponibles totales" telle qu'elle était étayée par des "éléments de preuve substantiels versés au dossier", en se fondant sur les affirmations du DOC selon lesquelles il existait des éléments non conformes qui "touchaient tous les aspects des données présentées par SAIL" et parce que SAIL n'avait pas respecté les dates limites fixées par le DOC.[112] Toutefois, le Tribunal a constaté que si une entreprise interrogée telle que SAIL alléguait qu'elle était incapable de satisfaire aux demandes de renseignements formulées par le DOC, pour appliquer des déductions défavorables, le DOC ne pouvait tout simplement conclure que le simple fait de ne pas fournir les renseignements équivalait au fait de ne pas agir "au mieux de ses possibilités".[113] Au lieu de cela, le DOC devait conclure que l'exportateur avait bel et bien la possibilité de se conformer à la demande de renseignements, mais qu'il ne l'avait pas fait. Le DOC n'avait établi aucune constatation selon laquelle SAIL refusait de coopérer ou aurait pu fournir les renseignements demandés, mais qu'elle ne l'avait pas fait.[114] La question a été renvoyée au DOC pour qu'il puisse établir des constatations spécifiques ou reconsidérer sa décision d'appliquer une déduction défavorable en choisissant la base de calcul de la marge de dumping.[115]

44. Le 27 septembre 2001, le DOC a établi une nouvelle détermination à l'issue du renvoi.[116] Le DOC a de nouveau déterminé que les déductions défavorables étaient appropriées, mais il a révisé la base de la détermination. Le DOC a estimé qu'au cours de l'enquête, SAIL lui avait donné l'assurance qu'elle pouvait corriger les problèmes concernant les communications de données, et a de nouveau attiré l'attention sur la communication tardive des données concernant les ventes sur le marché intérieur et sur les problèmes liés aux bases de données concernant les ventes et les coûts sur le marché intérieur.[117] Le DOC a fait valoir que SAIL était une grande entreprise publique dont les états financiers étaient vérifiés et qui était en mesure de satisfaire aux demandes de renseignements.[118] Le DOC a estimé que l'utilisation des données de fait disponibles partielles permettrait à une entreprise interrogée d'influencer le résultat d'une enquête antidumping en répondant de manière sélective aux questionnaires.[119]

45. La marge de dumping de 72,49 pour cent demeure inchangée. Les exportations indiennes de tôles coupées à longueur continuent à être exclues du marché américain.

IV. CRITÈRE D'EXAMEN

46. Dans la présente affaire, le Groupe spécial devra appliquer le critère d'examen relatif aux différends relevant de l'Accord antidumping qui portent sur des faits et sur les interprétations juridiques des autorités antidumping. Les principales lignes directrices concernant ces différends ont été données par l'Organe d'appel dans la décision concernant l'affaire *Acier laminé à chaud en provenance du Japon*.[120] Dans cette décision, l'Organe d'appel a constaté que l'article 17.6 i) de l'Accord antidumping ainsi que l'article 11 du Mémorandum d'accord étaient applicables dans ce type de différend. Constatant que les deux dispositions imposaient aux groupes spéciaux d'"évaluer" les faits, l'Organe d'appel a indiqué que cela "nécessit[ait] clairement une étude ou un examen actif des faits pertinents". Notant l'obligation énoncée à l'article 11 de procéder à une évaluation "objective" des faits, l'Organe d'appel a déclaré qu'il était "inconcevable que cet article exige autre chose qu'une "évaluation des faits de la cause" *objective* de la part des groupes spéciaux".[121] Ainsi, a conclu l'Organe d'appel, "les groupes spéciaux doivent évaluer si l'établissement des faits par les autorités

[112] Id., pages 13 et 14, citant le DOC.
[113] Id., pages 18 et 19.
[114] Id.
[115] Id., pages 15 à 19.
[116] Pièce n° 21 de l'Inde.
[117] Id., pages 10 à 12.
[118] Id., pages 4 et 5.
[119] Id., page 12.
[120] Rapport de l'Organe d'appel *Acier laminé à chaud en provenance du Japon*, paragraphes 55 à 62.
[121] Id., paragraphe 55.

chargées de l'enquête était *correct* et si l'évaluation de ces faits par ces autorités était *impartiale et objective*".[122]

47. Dans sa récente décision concernant l'affaire *États-Unis - Mesure de sauvegarde transitoire appliquée aux fils de coton peignés en provenance du Pakistan*, l'Organe d'appel a résumé, comme indiqué ci-après, le critère à appliquer dans le cadre de l'examen effectué par le Groupe spécial au titre de l'article 11 du Mémorandum d'accord lorsqu'il évalue si les autorités compétentes ont respecté leurs obligations dans l'établissement de leur détermination:

> Ce critère peut être résumé comme suit: les groupes spéciaux doivent examiner si l'autorité compétente a évalué tous les facteurs pertinents; ils doivent déterminer si l'autorité compétente a examiné tous les faits pertinents et déterminer si une explication adéquate a été fournie de la façon dont ces faits étayent la détermination; et ils doivent aussi examiner si l'explication fournie par l'autorité compétente tient pleinement compte de la nature et des complexités des données et si elle tient compte d'autres interprétations plausibles des données. Toutefois, les groupes spéciaux ne doivent pas procéder à un examen *de novo* des éléments de preuve ni substituer leur jugement à celui de l'autorité compétente.[123]

48. En ce qui concerne l'examen par les groupes spéciaux des interprétations de l'Accord antidumping, l'Organe d'appel a examiné les critères de l'article 17.6 ii) et de l'article 11 du Mémorandum d'accord et a constaté que les deux dispositions devaient être appliquées. L'Organe d'appel a conclu que "[r]ien dans l'article 17.6 ii) de l'Accord antidumping ne donn[ait] à entendre que les groupes spéciaux examinant des allégations formulées au titre de cet accord ne devraient pas procéder à une "évaluation objective" des dispositions juridiques de l'Accord, de leur applicabilité au différend et de la conformité des mesures en cause avec l'Accord".[124] Il a constaté qu'au titre de l'article 17.6 ii) "les groupes spéciaux [avaient] l'obligation de déterminer si une mesure repos[ait] sur une interprétation des dispositions pertinentes de l'Accord antidumping qui [était] *admissible selon les règles d'interprétation des traités* figurant aux articles 31 et 32 de la *Convention de Vienne*" et qu'"une interprétation admissible [était] une interprétation qui [était] jugée appropriée *après* l'application des règles pertinentes de la *Convention de Vienne*".[125] Selon l'Organe d'appel, "[l]'article 17.6 ii) ajoute simplement qu'un groupe spécial constatera qu'une mesure est conforme à l'Accord antidumping si elle repose sur une interprétation admissible de cet accord".[126]

49. Le présent Groupe spécial devrait procéder à un examen actif des faits soumis au DOC en vertu de l'article 11 du Mémorandum d'accord et de l'article 17.6 i) de l'Accord antidumping. Il devrait en particulier examiner en détail les faits concernant les données de SAIL sur les ventes aux États-Unis et la mesure dans laquelle les données satisfaisaient aux quatre conditions énoncées à l'Annexe II, paragraphe 3, et, s'il le juge nécessaire, les faits concernant l'effort maximal déployé par SAIL et la coopération dont elle avait fait preuve pour fournir les renseignements sur les ventes aux États-Unis au cours de l'enquête. Le Groupe spécial devrait aussi déterminer si l'interprétation par le DOC de l'article 6.8 et de l'Annexe II, paragraphes 3, 5, et 7 est admissible au titre des règles coutumières de l'interprétation des traités, conformément à la décision rendue par l'Organe d'appel dans l'affaire *Acier laminé à chaud en provenance du Japon.*

---

[122] Id., paragraphe 56. (pas d'italique dans l'original)

[123] WT/DS192/AB/R, 8 octobre 2001 (rapport de l'Organe d'appel *Coton en provenance du Pakistan)*, paragraphe 74.

[124] Rapport de l'Organe d'appel *Acier laminé à chaud en provenance du Japon*, paragraphe 62.

[125] Id., paragraphe 60.

[126] Id., paragraphe 62.

V. ANALYSE DE L'ARTICLE 6.8, DE L'ANNEXE II, PARAGRAPHE 3 ET DE L'ANNEXE II, PARAGRAPHE 5

50. Dans le présent différend, les principales questions juridiques portent sur l'interprétation de l'article 6.8, de l'Annexe II, paragraphe 3, et de l'Annexe II, paragraphe 5, de l'Accord antidumping. Ces dispositions déterminent si les mesures en cause en l'espèce – l'ordonnance antidumping finale et les articles 776 a), 782 d) et 782 e) de la Loi douanière de 1930 ainsi qu'elle a été modifiée – sont compatibles ou non avec les règles de l'OMC. L'Inde estime que la façon correcte d'interpréter l'article 6.8 et l'Annexe II, paragraphe 3, est de dire que toute catégorie de renseignements fournie par une entreprise interrogée qui est vérifiable, qui a été communiquée en temps utile et dans le format électronique demandé, et qui peut être utilisée sans difficultés indues *doit* être utilisée par les autorités chargées de l'enquête pour calculer une marge antidumping.

51. Contrairement à la pratique du DOC qui consiste à appliquer ce qu'on appelle les "données de fait disponibles totales", l'Annexe II, paragraphe 3, prescrit que *toute* catégorie de renseignements fournie par une entreprise étrangère interrogée et qui satisfait au critère en quatre parties énoncé soit utilisée par les autorités chargées de l'enquête indépendamment de la question de savoir si l'entreprise étrangère interrogée a présenté d'*autres* catégories de renseignements qui ne sont pas vérifiables, qui n'ont pas été communiquées en temps utile, qui ne sont pas dans le format électronique approprié ou qui ne peuvent pas être utilisées sans difficultés indues. Les catégories de renseignements satisfaisant aux quatre conditions énoncées à l'Annexe II, paragraphe 3, ne peuvent pas non plus être rejetées à cause des actions d'une entreprise étrangère interrogée concernant d'*autres* catégories de renseignements demandées – c'est-à-dire au motif que l'entreprise interrogée n'a pas agi au mieux de ses possibilités ou n'a pas coopéré avec les autorités chargées de l'enquête concernant d'*autres* catégories de renseignements demandées. Cette interprétation est corroborée par le sens ordinaire du texte de l'article 6.8 et de l'Annexe II, paragraphe 3, le contexte des autres dispositions antidumping, l'objet et le but de l'Accord antidumping et les interprétations données dans le passé par les groupes spéciaux et l'Organe d'appel.

52. L'Annexe II, paragraphe 5, s'applique si une catégorie déterminée de renseignements n'est pas fournie dans un délai raisonnable, n'est pas entièrement vérifiable ou n'est utilisable que si les autorités chargées de l'enquête doivent y consacrer des jours et des semaines de travail supplémentaire. Dans ces cas, si une entreprise interrogée a agi au mieux de ses possibilités, les autorités chargées de l'enquête seraient tenues de déployer des efforts plus concertés pour faire usage des renseignements fournis par les entreprises interrogées. L'expression "au mieux de ses possibilités" exige forcément que les autorités chargées de l'enquête procèdent à une analyse au cas par cas pour juger de la capacité de certaines entreprises interrogées à fournir une catégorie déterminée de renseignements dans le délai et le format requis.

A. LE SENS ORDINAIRE DE L'ARTICLE 6.8 ET DE L'ANNEXE II, PARAGRAPHE 3, LUS DANS LE CONTEXTE DES AUTRES DISPOSITIONS ANTIDUMPING, IMPOSE AUX AUTORITÉS CHARGÉES DE L'ENQUÊTE D'UTILISER TOUT RENSEIGNEMENT FOURNI PAR UNE ENTREPRISE INTERROGÉE QUI SATISFAIT AUX CONDITIONS ÉNONCÉES À L'ANNEXE II, PARAGRAPHE 3, PREMIÈRE PHRASE

53. Le sens ordinaire de l'article 6.8 et de l'Annexe II, paragraphe 3, corrobore l'interprétation selon laquelle toute catégorie de renseignements vérifiable, communiquée en temps utile et utilisable sans difficulté indue doit être utilisée par les autorités chargées de l'enquête. L'article 6.8 dispose ce qui suit:

> Dans les cas où une partie intéressée refusera de donner accès aux renseignements nécessaires ou ne les communiquera pas dans un délai raisonnable, ou entravera le déroulement de l'enquête de façon notable, des déterminations préliminaires et finales, positives ou négatives, pourront être établies sur la base des données de fait

> disponibles. Les dispositions de l'Annexe II seront observées lors de l'application du présent paragraphe.

54. Ainsi qu'un groupe spécial l'a récemment constaté dans l'affaire *Argentine – Mesures antidumping définitives à l'importation de carreaux de sol en céramique en provenance d'Italie*, "l'autorité chargée de l'enquête peut ne pas tenir compte des renseignements de source première et recourir aux données de fait disponibles uniquement dans les conditions spécifiques énoncées à l'article 6.8 et à l'Annexe II de l'Accord antidumping. Ainsi, l'autorité chargée de l'enquête ne peut recourir aux données de fait disponibles que lorsqu'une partie: i) refuse de donner accès aux renseignements nécessaires; ii) ou ne communique pas les renseignements nécessaires dans un délai raisonnable; ou bien iii) entrave le déroulement de l'enquête de façon notable".[127] L'article 6.8 garantit que l'autorité chargée de l'enquête sera en mesure de combler les lacunes au cours de l'enquête et d'établir des déterminations au titre de l'Accord antidumping sur la base des données de fait disponibles même dans le cas où une partie intéressée ne peut pas ou ne veut pas communiquer les renseignements nécessaires dans un délai raisonnable.[128] Toutefois, comme l'Organe d'appel l'a constaté, si des renseignements vérifiables qui peuvent être utilisés sans difficultés indues sont communiqués "dans un délai raisonnable", "les autorités chargées de l'enquête *ne peuvent pas* utiliser les données de fait disponibles, mais doivent utiliser les renseignements communiqués par la partie intéressée".[129]

55. Le texte de l'article 6.8 est lié à celui de l'Annexe II de l'Accord antidumping car il dispose que "[l]es dispositions de l'Annexe II seront observées lors de l'application du présent paragraphe". Dans la partie pertinente, le paragraphe 3 de l'Annexe II, qui est une disposition essentielle concernant l'utilisation des données de fait communiquées, dispose ce qui suit:

> Tous les renseignements qui sont vérifiables, qui sont présentés de manière appropriée de façon à pouvoir être utilisés dans l'enquête sans difficultés indues, qui sont communiqués en temps utile et, le cas échéant, qui sont communiqués sur un support ou dans un langage informatique demandés par les autorités, devraient être pris en compte lors de l'établissement des déterminations.

56. Le texte de ce paragraphe dispose que les autorités chargées de l'enquête devraient prendre en compte les renseignements communiqués par les entreprises interrogées si trois et, dans certaines circonstances, quatre conditions sont remplies. Les autorités chargées de l'enquête telles que le DOC doivent utiliser toutes les catégories de renseignements – quelles qu'elles soient – qui satisfont à ces conditions. Dans l'affaire *Acier laminé à chaud en provenance du Japon*, l'Organe d'appel a affirmé que "si ces conditions [étaient] remplies, les autorités chargées de l'enquête [n'étaient] *pas* en droit de rejeter les renseignements communiqués lorsqu'elles établiss[ai]ent une détermination".[130] Nous examinerons ci-après les quatre conditions pertinentes énoncées à l'Annexe II, paragraphe 3.

1. "Tous les renseignements qui sont vérifiables"

57. Le terme "vérifiable" signifie "le fait de pouvoir faire l'objet d'une vérification". Une "vérification" est l'"action d'établir ou de vérifier l'exactitude ou la justesse de quelque chose, en particulier au moyen d'une enquête ou en comparant des données".[131] L'article 6.7 de l'Accord antidumping permet aux autorités chargées de l'enquête de "vérifier les renseignements fournis" par

---

[127] DS189/R, rapport distribué le 28 septembre 2001, paragraphe 6.20.

[128] Rapport du Groupe spécial *Acier laminé à chaud en provenance du Japon*, paragraphe 7.51.

[129] Rapport de l'Organe d'appel *Acier laminé à chaud en provenance du Japon*, paragraphe 77.

[130] Id., paragraphe 81.

[131] New Shorter Oxford English Dictionary, Clarendon Press, 1993. Dans la pièce n° 21 de l'Inde, page 11, n. 4, le DOC a cité le CIT qui a défini, dans l'affaire *Bomont Indus. v. United States*, le terme "vérification" comme suit: "Une vérification est similaire à un contrôle, dont l'objet est de vérifier si les renseignements fournis par une partie sont exacts et complets ..."

les parties intéressées et l'Annexe I de l'Accord indique les procédures à suivre pour de telles vérifications. L'utilisation du terme "vérifiables" à l'Annexe II, paragraphe 3, signifie que les renseignements doivent *pouvoir* être vérifiés – et non être effectivement vérifiés par les autorités chargées de l'enquête. Or en l'espèce, les ventes de tôles coupées à longueur effectuées par SAIL aux États-Unis étaient non seulement vérifiables mais elles avaient été bel et bien vérifiées par le DOC, comme indiqué de manière détaillée à la section III ci-dessus.

58. Dans deux cas, des groupes spéciaux ont constaté que les renseignements étaient vérifiables même si les autorités chargées de l'enquête avaient refusé d'accepter ou de vérifier les renseignements au cours de l'enquête. Dans l'affaire *Guatemala – Ciment II*, les autorités chargées de l'enquête n'avaient pas été en mesure de vérifier les renseignements car les entreprises mexicaines interrogées avaient refusé de donner accès à leurs renseignements confidentiels aux équipes de vérification qui comprenaient des conseillers liés au secteur du ciment guatémaltèque. Le Groupe spécial a constaté que ce refus était justifié en raison de l'existence d'un conflit d'intérêts concernant ces conseillers.[132] Après avoir examiné les éléments de preuve, le Groupe spécial a constaté que même si les renseignements en question n'avaient pas été vérifiés, ils étaient "vérifiables" et auraient dû être utilisés à la place des données de fait disponibles.[133]

59. De même, dans l'affaire *Acier laminé à chaud en provenance du Japon*, le Groupe spécial a constaté que le DOC avait indûment rejeté les données concernant la conversion entre poids théorique et poids nominal fournies par NKK, l'une des entreprises japonaises interrogées, données qui n'avaient pas été vérifiées mais qui pouvaient être vérifiées. Le Groupe spécial a constaté que le DOC avait indûment rejeté des renseignements qui avaient été communiqués "à temps pour pouvoir être vérifiés et utilisés dans le calcul de la marge de dumping pour NKK".[134] En conséquence, le Groupe spécial (approuvé par l'Organe d'appel) a estimé que le DOC avait indûment appliqué les données de fait disponibles au titre de l'article 6.8 de l'Accord antidumping car les conditions énumérées à l'Annexe II, paragraphe 3, n'avaient pas été remplies.[135]

60. Selon le sens ordinaire de l'expression "tous les renseignements" qui figure à l'Annexe II, paragraphe 3, tous les renseignements fournis par les parties intéressées qui remplissent les conditions énoncées à l'Annexe II, paragraphe 3, doivent être acceptés et utilisés par les autorités chargées de l'enquête. L'utilisation de l'expression "tous les renseignements *qui*" suppose qu'il peut y avoir d'*autres* renseignements fournis par les entreprises interrogées qui peuvent *ne pas* satisfaire aux conditions énumérées à l'Annexe II, paragraphe 3. Cependant, rien dans le texte de l'article 6.8 ou de l'Annexe II, paragraphe 3, ne laisse entendre qu'une catégorie quelconque de renseignements qui remplit les conditions énumérées peut être légitimement rejetée – comme le DOC l'a fait dans la présente affaire et dans de nombreux autres cas depuis que l'Accord sur l'OMC est entré en vigueur pour les États-Unis en 1995 – parce d'*autres* renseignements fournis ou non fournis ne satisfont pas à ces conditions.

61. Comme l'Organe d'appel l'a indiqué dans l'affaire *Acier laminé à chaud en provenance du Japon*, l'Accord antidumping doit être interprété compte tenu du principe de la bonne foi. Ce "principe fondamental de la bonne foi" peut, dans un contexte particulier, "empêche[r] les autorités chargées de l'enquête d'imposer aux exportateurs des charges qui, compte tenu des circonstances, ne sont pas raisonnables".[136] Une interprétation de l'Annexe II, paragraphe 3, qui permettrait de rejeter

[132] *Guatemala – Mesures antidumping définitives concernant le ciment Portland gris en provenance du Mexique*, WT/DS/156/R, 24 octobre 2000 [rapport du Groupe spécial *Guatemala - Ciment II*], paragraphe 2.273.

[133] Id., paragraphe 2.274.

[134] Rapport du Groupe spécial *Acier laminé à chaud en provenance du Japon*, paragraphe 7.59.

[135] Id., paragraphe 7.59.

[136] Rapport de l'Organe d'appel *Acier laminé à chaud en provenance du Japon*, paragraphe 101 (application du principe de la bonne foi dans l'interprétation de l'Annexe II, paragraphe 7, de l'Accord antidumping).

une catégorie de renseignements vérifiés, communiqués en temps utile et utilisables ne serait *pas* compatible avec le principe de la bonne foi car elle imposerait une assez grave sanction aux entreprises interrogées qui ont en fait fourni les renseignements. La violation du principe de la bonne foi devient même plus évidente à la lumière de l'article 15 de l'Accord antidumping lorsque les renseignements utilisables, vérifiés et communiqués en temps utile qui ont été rejetés ont été fournis par des entreprises interrogées de pays en développement.

62. Le contexte de l'Annexe II, paragraphe 3, corrobore également l'interprétation selon laquelle les catégories de renseignements remplissant les critères énoncés dans ce paragraphe devraient être utilisés par les autorités chargées de l'enquête sans tenir compte de la qualité des autres renseignements fournis ou non fournis. Par exemple, l'Annexe II, paragraphe 6, dispose que "[s]i des éléments de preuve ou des renseignements ne sont pas acceptés, … les raisons du rejet des éléments de preuve ou des renseignements *en question* devraient être indiquées dans les déterminations publiées". Cette disposition envisage le rejet de *certains* renseignements présentés – non le rejet de *tous* les renseignements. Fait important, ni le paragraphe 6 ni aucune autre disposition de l'Accord antidumping n'autorise le rejet des catégories de renseignements qui remplissent les conditions énoncées à l'Annexe II, paragraphe 3, simplement parce d'autres renseignements n'y ont pas satisfait.

63. De la même manière, l'article 6.7 de l'Accord antidumping prévoit que les "renseignements" peuvent être vérifiés dans le cadre d'une enquête sur place. À la lumière de l'Annexe II, paragraphe 3, le fait que les autorités s'efforceront de vérifier tous les renseignements fournis signifie que certains des renseignements présentés pourront ne pas être vérifiés. L'Annexe II, paragraphe 3, énonce les critères permettant de déterminer quels renseignements doivent être utilisés par les autorités chargées de l'enquête et lesquels peuvent être rejetés en faveur des données de fait disponibles. Toutefois, si certaines catégories de renseignements peuvent ne pas être vérifiées, ce fait ne peut pas, logiquement ou sur la base des textes, prescrire le rejet des autres catégories de renseignements vérifiés, communiqués en temps utile et utilisables.

64. L'Annexe II, paragraphe 7, constitue aussi un contexte utile pour l'interprétation de l'article 6.8 et de l'Annexe II, paragraphe 3. L'Annexe II, paragraphe 7, porte sur *certains* des renseignements fournis – non sur l'ensemble des renseignements fournis (ou non fournis) par l'entreprise interrogée au cours de l'enquête. La première phrase indique que les autorités peuvent être amenées à fonder leurs constatations "sur des renseignements de source secondaire" et "[doivent] vérifier ces renseignements d'après d'autres sources indépendantes". Le contexte immédiat de l'Annexe II, paragraphe 7, est constitué par le paragraphe 6, qui dispose que "[s]i des *renseignements* ne sont pas acceptés, la partie qui les a communiqués" devrait être informée des raisons et "les raisons du rejet des *éléments de preuve ou des renseignements en question* devraient être indiquées dans les déterminations publiées".

65. La décision du Groupe spécial *Acier laminé à chaud en provenance du Japon* étaye cette interprétation. Dans cette affaire, les États-Unis ont fait valoir que l'application des données de fait disponibles défavorables à une partie des ventes de KSC, autre société japonaise interrogée, "était autorisée en vertu de l'Accord antidumping puisque KSC n'avait pas agi au mieux de ses possibilités en ce qui concerne la communication des données demandées au sujet de ses ventes par l'intermédiaire de CSI, sa société affiliée américaine".[137] Le Groupe spécial a rejeté cet argument, constatant que KSC avait coopéré au cours de l'enquête. Cet argument des États-Unis reconnaissait implicitement que la coopération pouvait être évaluée pour une catégorie déterminée d'éléments de preuve présentée sans tenir compte de la question de savoir comment l'entreprise interrogée avait coopéré en ce qui concerne les autres éléments de preuve présentés. Le même principe devrait s'appliquer en l'espèce. L'article 6.8 et l'Annexe II, paragraphe 3, devraient être interprétés comme prescrivant l'utilisation de catégories précises de renseignements sans tenir compte des autres catégories de renseignements.

[137] Rapport du Groupe spécial *Acier laminé à chaud en provenance du Japon*, paragraphe 7.65.

66. Les décisions de groupes spéciaux précédents ayant appliqué l'article 6.8 et l'Annexe II, paragraphe 3, corroborent l'obligation faite aux autorités chargées de l'enquête d'accepter des renseignements vérifiés, communiqués en temps utile et utilisables. Les Groupes spéciaux *Guatemala II* et *Acier laminé à chaud en provenance du Japon* ont tous les deux porté leur attention sur des catégories précises de renseignements fournies par les entreprises étrangères interrogées – non sur l'ensemble des renseignements communiqués ou demandés. Dans l'affaire *Guatemala - Ciment II*, le Groupe spécial a constaté que les autorités guatémaltèques chargées de l'enquête s'étaient indûment fondées sur les données de fait disponibles concernant les coûts sur le marché intérieur pour l'ensemble de la période visée par l'enquête. Le Groupe spécial a constaté que les données sur les coûts fournies par les entreprises mexicaines interrogées satisfaisaient aux conditions énoncées à l'Annexe II, paragraphe 3, en ce qui concerne la période visée par l'enquête et une partie de la période élargie visée par l'enquête. Le fait que les entreprises mexicaines interrogées n'ont pas fourni de renseignements concernant une partie de la période élargie visée par l'enquête ne signifiait pas que le Guatemala pouvait rejeter les renseignements communiqués pour d'autres périodes. Les autorités guatémaltèques chargées de l'enquête étaient uniquement habilitées à utiliser les données de fait disponibles pour la partie de la période élargie visée par l'enquête pour laquelle l'entreprise mexicaine interrogée n'avait pas communiqué de données sur les coûts.[138]

67. De même, dans l'affaire *Acier laminé à chaud en provenance du Japon*, le Groupe spécial a porté son attention sur des catégories restreintes et précises de renseignements fournies par NKK concernant les facteurs de conversion du poids. Le Groupe spécial n'a pas examiné l'ensemble des renseignements communiqués au cours de l'enquête avant de décider s'il fallait appliquer l'Annexe II, paragraphe 3, pas plus que l'Organe d'appel ne l'a fait lorsqu'il a examiné et confirmé les conclusions du Groupe spécial. Au lieu de cela, le Groupe spécial et l'Organe d'appel ont constaté que le DOC avait violé l'article 6.8 et l'Annexe II, paragraphe 3, en refusant d'accepter les renseignements fournis par NKK au sujet des facteurs de conversion du poids.

2. "Présentés de manière appropriée de façon à pouvoir être utilisés dans l'enquête sans difficultés indues"

68. Selon le sens ordinaire de la deuxième condition indiquée à l'Annexe II, paragraphe 3, les renseignements doivent être fournis à un moment, dans un format et d'une manière qui font qu'ils peuvent être utilisés sans difficultés indues par les autorités chargées de l'enquête. Il existe de nombreux types de renseignements qui seraient "utilisables" pour le calcul des marges de dumping dans une enquête antidumping: par exemple, prix obtenus pour les ventes des marchandises visées, frais de commercialisation; frais de transport; conditions de vente; différences pertinentes dans les caractéristiques physiques des produits vendus sur différents marchés; coût des facteurs; coût des intérêts, frais de crédit et de stockage; montants des bénéfices; et remises, rabais et autres ajustements de prix.

69. Il devrait être présumé que la condition "présentés de manière appropriée" est satisfaite lorsque les renseignements sont fournis d'une manière ou selon une méthode compatible avec le format de base du questionnaire défini par les responsables de l'enquête. Par exemple, s'il est demandé dans un questionnaire qu'une entreprise interrogée fournisse pour toutes ses ventes aux États-Unis des données structurées selon un format particulier et que l'entreprise interrogée a fourni des données dans ce format, les données doivent être présumées avoir été "présenté[e]s de manière appropriée". Dans l'enquête sur les tôles coupées à longueur en provenance de l'Inde, les instructions figurant dans le questionnaire demandaient la constitution d'une base de données codée au moyen de libellés spécifiques: par exemple, un champ libellé INLFPWU indiquant, pour chaque transaction, les frais encourus aux États-Unis pour le transport intérieur entre le port et l'entrepôt. Les données de

[138] Rapport du Groupe spécial *Guatemala - Ciment II*, paragraphe 2.277.

SAIL sur le transport intérieur ont été fournies conformément aux instructions et il doit être présumé qu'elles ont été "présenté[e]s de manière appropriée".

70. L'expression "utilisés dans l'enquête sans difficultés indues" indique que les renseignements fournis peuvent ne pas être présentés exactement dans le format demandé ou ne pas être complets ou exacts à tous les égards. Le terme "indu" est défini comme "allant au-delà de ce qui est justifié ou naturel, excessif, disproportionné".[139] Cette définition indique qu'il ne suffit pas pour les autorités chargées de l'enquête de conclure simplement que des catégories précises de renseignements fournies comportent des erreurs ou exigent un certain effort de la part des autorités pour pouvoir être utilisées dans le calcul des marges de dumping. Les autorités doivent plutôt fournir un effort particulier pour tenter d'utiliser les renseignements en les corrigeant et c'est seulement si l'utilisation de ces renseignements présente des difficultés "indues" que les autorités peuvent les rejeter. L'expression "difficultés indues" et l'article 6.8 lui-même supposent que les renseignements communiqués par les exportateurs interrogés doivent être utilisés de préférence à des renseignements provenant d'autres sources. L'article 6.8 et l'Annexe II, paragraphe 3, exigent que les autorités chargées de l'enquête évaluent au cas par cas chaque catégorie de renseignements afin de déterminer si elles peuvent utiliser les renseignements ou apporter les corrections nécessaires sans retarder ou compliquer indûment l'enquête et l'établissement de leur détermination.

71. L'Inde fait observer que le Groupe spécial devrait examiner les types suivants de facteurs pour déterminer si une catégorie déterminée de renseignements communiquée peut être utilisée sans "difficultés indues": 1) communication en temps utile des renseignements; 2) mesure dans laquelle les renseignements communiqués ont été vérifiés ou sont vérifiables; 3) volume des renseignements; 4) temps et efforts nécessaires aux autorités chargées de l'enquête pour apporter toute correction aux renseignements fournis afin de les rendre utilisables pour le calcul des marges; et 5) point de savoir s'il est probable que les autres parties intéressées subiront un préjudice si les renseignements sont utilisés ou corrigés.

72. Le fait que les renseignements ont été fournis dans le format demandé par les autorités chargées de l'enquête et en temps voulu et qu'ils ont été vérifiés rend fortement probable le fait qu'ils pourront aussi être utilisés sans difficultés indues. L'élément "difficulté indue" est pertinent dans les situations où les renseignements peuvent être fournis à un moment ultérieur, par exemple pendant ou immédiatement après la vérification, lorsque des renseignements sont communiqués en remplacement de renseignements fournis précédemment et comportant des erreurs ou lorsque les renseignements fournis comportent des erreurs qui doivent être corrigées par les autorités chargées de l'enquête.

73. Lorsqu'il est nécessaire de corriger des erreurs découvertes avant ou pendant la vérification, il se pose alors la question de savoir si les autorités devraient accepter les renseignements corrigés. C'était l'une des questions soulevées dans l'affaire *Acier laminé à chaud en provenance du Japon*. Dans d'autres situations, les autorités chargées de l'enquête peuvent être en mesure de corriger elles-mêmes les données en modifiant des lignes de code dans le programme informatique qui calcule les marges ou au moyen d'autres manipulations de la base de données. Il serait important pour les autorités (et les groupes spéciaux qui examinent leurs décisions) d'évaluer le temps et l'effort nécessaires à la correction des données. Les entreprises interrogées soumettent au DOC de nombreux renseignements sous la forme de données fournies selon des méthodes et formats convenus. Dans les cas où il serait possible d'apporter des corrections en modifiant tout simplement une ligne du code informatique et en calculant les marges au moyen des données corrigées en quelques minutes, voire en quelques heures, on voit difficilement comment l'autorité chargée de l'enquête pourrait alléguer que les renseignements n'étaient pas utilisables sans difficultés indues.

74. Les deux groupes spéciaux qui ont examiné cet élément des conditions énoncées à l'Annexe II, paragraphe 3, n'ont pas accordé une grande attention aux difficultés indues rencontrées

[139] New Shorter Oxford English Dictionary, Clarendon Press 1993.

par les autorités chargées de l'enquête dans l'utilisation des renseignements. Dans l'affaire *Acier laminé à chaud en provenance du Japon*, peu de temps avant la vérification, les entreprises japonaises interrogées NKK et NSC avaient communiqué des renseignements afin de corriger les facteurs de conversion du poids.[140] Le Groupe spécial semble avoir constaté (ou supposé) que ces renseignements pouvaient être utilisés sans difficultés indues, puisqu'il a noté que 1) les renseignements nouveaux ne concernaient pas des questions telles que les prix, les coûts ou les ajustements qui n'avaient jamais été fournis auparavant et qui auraient demandé une vérification approfondie et 2) étaient présentés à temps de manière à ne pas empêcher les autorités chargées de l'enquête d'achever l'enquête.[141]

75. Dans l'affaire *Guatemala - Ciment*, le Groupe spécial a constaté que les autorités guatémaltèques n'avaient pas démontré que les renseignements sur les coûts fournis par l'entreprise mexicaine interrogée n'auraient pas pu être utilisés sans difficultés indues, notant qu'"aucune explication de la sorte ne figur[ait] dans la décision du Ministère de janvier 1997".[142]

3. "communiqués en temps utile"

76. Le sens ordinaire de cette troisième condition de l'Annexe II, paragraphe 3, a été examiné dans la décision de l'Organe d'appel concernant l'affaire *Acier laminé à chaud en provenance du Japon*. L'Organe d'appel a conclu que cet élément devrait être interprété au cas par cas et a déclaré ce qui suit:

> En résumé, l'expression "délai raisonnable" doit être interprétée d'une manière qui ne contredit pas les notions de flexibilité et d'équilibre qui sont intrinsèques au concept de "caractère raisonnable" et qui permet de prendre en compte les circonstances propres à chaque affaire. Lorsqu'elles étudient la question de savoir si les renseignements sont communiqués dans un délai raisonnable, les autorités chargées de l'enquête devraient examiner, dans le contexte d'une affaire déterminée, des facteurs tels que: i) la nature et le volume des renseignements communiqués; ii) les difficultés rencontrées par un exportateur soumis à enquête pour obtenir les renseignements; iii) la possibilité de vérifier les renseignements et la facilité avec laquelle ils peuvent être utilisés par les autorités chargées de l'enquête lorsqu'elles établissent leur détermination; iv) le point de savoir s'il est probable que les autres parties intéressées subiront un préjudice si les renseignements sont utilisés; v) le point de savoir si l'acceptation des renseignements compromettrait la capacité des autorités chargées de l'enquête de mener l'enquête avec diligence; et vi) le nombre de jours de dépassement, par l'exportateur soumis à enquête, du délai applicable.[143]

4. "communiqués sur un support ou dans un langage informatique demandés par les autorités"

77. Selon le sens ordinaire de ce membre de phrase, les renseignements doivent être communiqués sur le support physique (par exemple fichiers électroniques, bandes pour ordinateur ou disquettes) spécifié par les autorités ou dans un langage informatique demandé par les autorités. Par exemple, une autorité antidumping pourrait exiger que les renseignements soient fournis dans un

---

[140] Rapport du Groupe spécial *Acier laminé à chaud en provenance du Japon*, première communication du Japon, paragraphes 98 et 99, constatations du Groupe spécial, paragraphes 7.33 et 7.34.

[141] Id., paragraphe 7.55. Bien que le Groupe spécial ait mentionné ces éléments, on ne voyait pas bien s'il visait le facteur "en temps voulu" ou le facteur "difficulté indue" et l'Organe d'appel a noté que "le DOC n'était pas en droit de rejeter ces renseignements *au seul motif* qu'ils avaient été communiqués après l'expiration des délais fixés pour les réponses aux questionnaires". Rapport de l'Organe d'appel *Acier laminé à chaud en provenance du Japon*, paragraphe 89.

[142] Rapport du Groupe spécial *Guatemala - Ciment II*, paragraphe 2.277.

[143] Rapport de l'Organe d'appel *Acier laminé à chaud en provenance du Japon*, paragraphe 85.

format défini requis par le logiciel de gestion de base de données qu'elle utilise pour calculer les marges. Cela étant, le paragraphe 3 indique ensuite que "[s]i une partie n'utilise pas pour sa réponse le support ou le langage informatique jugés préférables mais que les autorités constatent que les circonstances visées au paragraphe 2 sont réunies, le fait de ne pas utiliser pour la réponse le support ou le langage informatique jugés préférables ne devrait pas être considéré comme entravant le déroulement de l'enquête de façon notable".

78. Le paragraphe 2 de l'Annexe II précise davantage les limites de la capacité des autorités antidumping à insister pour que les réponses soient présentées sur un support ou dans un format informatiques déterminés. Chaque fois que les autorités formulent une telle demande, elles doivent voir si l'entreprise interrogée est raisonnablement à même d'utiliser pour sa réponse le support ou le langage informatique jugés préférables et ne peuvent pas demander à la partie d'utiliser pour sa réponse un système informatique différent de celui qu'elle utilise. Les autorités ne peuvent pas maintenir leur demande concernant la communication de la réponse par ordinateur si la comptabilité de l'entreprise interrogée n'est pas informatisée et si le fait de présenter la réponse comme il est demandé doit se traduire par une charge supplémentaire excessive pour l'entreprise interrogée, par exemple des frais et une gêne supplémentaires excessifs. En outre, les autorités ne peuvent pas maintenir leur demande concernant la communication de la réponse sur un support ou dans un langage informatique déterminés si la comptabilité de l'entreprise interrogée n'est pas établie sur ce support ou dans ce langage informatique et si le fait de présenter la réponse comme il est demandé doit se traduire par une charge supplémentaire excessive pour l'entreprise interrogée, par exemple des frais et une gêne supplémentaires excessifs.

79. Ainsi, si la comptabilité d'une entreprise interrogée n'est pas établie dans un langage informatique déterminé et si le fait de présenter la réponse dans ce langage doit se traduire par une charge supplémentaire excessive, les autorités antidumping ne peuvent pas insister pour que l'entreprise interrogée le fasse. Dans pareille situation, les autorités antidumping ne peuvent pas non plus recourir aux données de fait disponibles au titre de l'article 6.8 en constatant que l'entreprise interrogée a entravé le déroulement de l'enquête de façon notable car elle n'a pas utilisé pour sa réponse le support ou le langage informatique jugés préférables. Lus dans le contexte des dispositions de l'article 15, les paragraphes 3 et 2 imposent aux autorités chargées de l'enquête de prêter une attention particulière aux difficultés éprouvées par les entreprises des pays en développement pour répondre sur un support ou dans un format informatiques déterminés. Toutefois, chaque fois que les renseignements *ont* été présentés sur le support ou dans le format informatiques déterminés et qu'ils sont vérifiables, ont été communiqués en temps utile et sont utilisables par ailleurs sans difficulté indue, ils doivent être pris en compte dans l'enquête.

5. Annexe II, paragraphe 5,

80. L'Annexe II, paragraphe 5, dispose ce qui suit:

> Le fait que les renseignements fournis ne sont pas idéalement les meilleurs à tous égards ne saurait donner valablement motif de les ignorer aux autorités, à condition que la partie intéressée ait agi au mieux de ses possibilités.

81. Le sens du paragraphe 5 de l'Annexe II doit être examiné compte tenu du contexte immédiat constitué par le paragraphe 3 de la même annexe. Le paragraphe 5 représente une sauvegarde additionnelle qui garantit que les autorités chargées de l'enquête s'efforceront d'utiliser une catégorie déterminée de renseignements fournie par les entreprises interrogées avant de recourir aux données de fait disponibles. Le paragraphe 5 ne s'applique que *si* une catégorie déterminée de renseignements fournie ne remplit pas les conditions indiquées au paragraphe 3. Ainsi, si les renseignements ne sont pas communiqués dans un délai raisonnable, ne sont pas entièrement vérifiables ou ne sont utilisables que si les autorités chargées de l'enquête doivent y consacrer des jours et des semaines de travail supplémentaire, le paragraphe 5 devient applicable.

82. Cette approche ordonnée concernant les paragraphes 3 et 5 de l'Annexe II est conforme aux décisions rendues par les deux groupes spéciaux et l'Organe d'appel dans l'interprétation de l'Annexe II, paragraphe 3. Les Groupes spéciaux *Guatemala - Ciment* et *Acier laminé à chaud en provenance du Japon* n'ont pas constaté que les renseignements qui remplissaient les conditions du paragraphe 3 devaient *aussi* satisfaire à la condition "au mieux de ses possibilités" énoncée au paragraphe 5. Au contraire, comme l'Organe d'appel l'a estimé dans l'affaire *Acier laminé à chaud en provenance du Japon*, "d'après le paragraphe 3 de l'Annexe II, les autorités chargées de l'enquête sont tenues d'utiliser les renseignements si trois, et, dans certaines circonstances, quatre, conditions sont remplies" et "si ces conditions sont remplies, les autorités chargées de l'enquête ne sont *pas* en droit de rejeter les renseignements communiqués lorsqu'elles établissent une détermination".[144]

83. Selon le sens ordinaire du membre de phrase "ne sont pas idéalement les meilleurs à tous égards", il peut exister une catégorie déterminée de renseignements fournie par les entreprises interrogées qui présente des défauts et des imperfections, mais elle doit néanmoins être acceptée si l'entreprise interrogée a fourni l'effort maximal dans la préparation et la communication des renseignements. Le paragraphe 5 ne s'appliquant que si les renseignements ne remplissent pas les conditions indiquées au paragraphe 3, les défauts qui feraient qu'une catégorie de renseignements n'est "pas idéalement l[a] meilleur[e]" incluraient ceux qui sont à l'origine des "difficultés indues" indiquées au paragraphe 3. Par exemple, si certains renseignements étaient absents d'une catégorie déterminée de renseignements, il pourrait ne pas être possible d'utiliser les renseignements disponibles de cette catégorie sans une certaine difficulté. L'effort requis pour utiliser de telles données pourrait bien dépasser le niveau des corrections assez aisées qui prendraient quelques minutes, voire quelques heures. Dans ces cas, si une entreprise interrogée a agi au mieux de ses possibilités, les autorités chargées de l'enquête seraient tenues de déployer des efforts plus concertés pour faire usage des renseignements fournis par les entreprises interrogées.

84. L'expression "au mieux de ses possibilités" exige forcément que les autorités chargées de l'enquête procèdent à une analyse au cas par cas pour juger de la capacité de certaines entreprises interrogées à fournir une catégorie déterminée de renseignements dans le délai et le format requis. L'effort "maximal" fourni par une entreprise interrogée peut ne pas être l'effort "maximal" fourni par une autre entreprise. À cet égard, il est possible que le Groupe spécial veuille examiner les types de facteurs suivants en établissant cette détermination: 1) question de savoir si l'entreprise opère dans un pays en développement; 2) étendue de l'expérience acquise par l'entreprise dans le cadre de précédentes enquêtes; 3) niveau et étendue des connaissances du personnel de l'entreprise dans le traitement des enquêtes antidumping; 4) nombre d'usines et d'installations concernées; 5) type d'informatisation de documents et de données déjà existant et ampleur de cette informatisation; et 6) mesure dans laquelle l'entreprise interrogée s'est montrée attentive aux demandes de renseignements formulées par les autorités chargées de l'enquête au cours de l'enquête.

85. Les articles 15 et 6.13 de l'Accord antidumping constituent un contexte utile pour l'interprétation des obligations découlant pour le DOC de l'Annexe II, paragraphe 5. L'article 15 dispose que "les pays développés Membres devront prendre spécialement en considération … quand ils envisageront d'appliquer des mesures antidumping conformément au présent accord". Il en ressort que les autorités chargées de l'enquête d'un pays développé Membre doivent évaluer l'"effort maximal" déployé par les entreprises interrogées exportatrices des pays en développement en prenant "spécialement en considération" leur situation. L'article 15 indique en outre que le DOC doit faire preuve de souplesse lorsqu'il évalue si SAIL a fourni l'"effort maximal" pour communiquer les données sur les ventes aux États-Unis. L'article 6.13 impose aux autorités de "[tenir] dûment compte des difficultés que pourraient avoir les parties intéressées, en particulier les petites entreprises, à communiquer les renseignements demandés" et de leur "[accorder] toute l'aide possible". Ces deux dispositions reposent sur l'idée selon laquelle, comme l'Organe d'appel l'a reconnu, la coopération doit exister dans les deux sens. Les autorités doivent aussi s'adapter aux besoins de l'entreprise interrogée

[144] Rapport de l'Organe d'appel *Acier laminé à chaud en provenance du Japon*, paragraphe 81.

et l'aider à répondre. Elles sont tenues d'évaluer l'"effort maximal" de chaque entreprise interrogée, en tenant compte des circonstances qui lui sont particulières et, si une entreprise interrogée a agi au mieux de ses possibilités, ses données doivent être prises en compte quand bien même elles sont imparfaites.

86. L'objet et le but de l'Annexe II, paragraphe 5, comme l'indiquent son texte et son contexte, sont de faire en sorte que les autorités chargées de l'enquête fassent tout leur possible pour utiliser les données de fait réelles fournies par les entreprises interrogées avant de recourir aux "données de fait disponibles". Il est conforme à cet objet et à ce but d'appliquer les paragraphes 3 et 5 de l'Annexe II dans l'ordre et d'exiger des autorités qu'elles acceptent des renseignements même s'ils ne peuvent être utilisés qu'avec difficulté et qu'elles fassent preuve de souplesse pour évaluer si une entreprise interrogée a agi "au mieux de ses possibilités".

B. L'OBJET ET LE BUT DE L'ACCORD ANTIDUMPING ÉTAYENT L'INTERPRÉTATION DE L'INDE

87. Un des principes essentiels régissant les enquêtes antidumping qui est présent dans l'ensemble de l'Accord antidumping est "l'objectif consistant à assurer une prise de décisions objective sur la base des faits".[145] Toute interprétation de l'Accord antidumping qui impose aux autorités chargées de l'enquête ou même leur permet de rejeter l'utilisation de données de fait vérifiées et communiquées en temps utile qui peuvent être utilisées sans difficulté indue est incompatible avec cet objet et ce but. Cet aspect fondamental des procédures antidumping, la collecte des données de fait, étaye l'interprétation, correcte, des dispositions du paragraphe 3 de l'Annexe II, qui est décrite ci-dessus.

88. L'objet et le but des dispositions de l'Accord antidumping relatives à l'utilisation des "données de fait disponibles" sont d'offrir un moyen, dans le cadre d'une enquête, de trouver des renseignements fiables afin de combler les lacunes importantes. Il ne s'agit pas de punir les entreprises interrogées qui ne peuvent pas fournir les renseignements demandés; en fait, une telle punition serait inadéquate et injustifiable.[146] Cet objectif de collecte des données de fait fondée sur la coopération – et non la punition, la dissuasion ou la coercition – transparaît à l'Annexe II de l'Accord. L'Annexe II, paragraphe 3, dispose que les données de fait disponibles (c'est-à-dire les données de fait non fournies par l'entreprise étrangère interrogée) ne peuvent être utilisées que si les renseignements fournis ne sont pas vérifiables, n'ont pas été communiqués en temps utile et/ou ne peuvent pas être utilisés sans difficulté indue. Cependant, même si des éléments de preuve déterminés ne répondent pas aux conditions énoncées à l'Annexe II, paragraphe 3, l'autorité chargée de l'enquête ne peut utiliser les données de fait disponibles que si elle établit une autre constatation conformément à l'Annexe II, paragraphe 5, selon laquelle la partie intéressée n'a pas agi au mieux de ses possibilités lorsqu'elle a fourni des renseignements qui ne sont pas idéalement les meilleurs. C'est seulement à ce stade que les autorités chargées de l'enquête peuvent recourir aux meilleurs renseignements de second rang non communiqués par les entreprises interrogées.

89. De même, le paragraphe 7 de l'Annexe II impose aux autorités chargées de l'enquête de privilégier la collecte de données de fait fiables et non la punition. L'idée directrice du paragraphe est que l'autorité doit apporter un soin particulier au choix des données de fait disponibles - autrement dit, à trouver et à utiliser les renseignements qui rendent compte au plus près du montant du dumping qui existe réellement ou non. C'est pourquoi il lui est demandé de faire preuve d'une "circonspection particulière" dans le choix des données de fait disponibles et de "vérifier ces renseignements d'après d'autres sources indépendantes".

---

[145] Rapport du Groupe spécial *Acier laminé à chaud en provenance du Japon*, paragraphe 7.55

[146] *Voir États-Unis – Mesure de sauvegarde transitoire appliquée aux fils de coton peignés en provenance du Pakistan*, WT/DS192/AB/R (8 octobre 2001), paragraphe 120.

90. La dernière phrase du paragraphe 7 ne change rien à ce but essentiel. Il y est simplement dit que si une partie ne coopère pas et ne communique pas de renseignements, il peut en résulter une situation moins favorable que si elle avait coopéré et n'avait pas refusé de communiquer des renseignements. Le libellé du paragraphe 7 établit manifestement une distinction entre la partie qui ne communique pas et celle qui communique. Mais, dans tous les cas, le but essentiel de telles déductions est guidé par les faits: autrement dit, en faisant preuve d'une circonspection particulière et en vérifiant les renseignements par rapport à d'autres (comme le veut le paragraphe 7), l'autorité peut décider que le moyen le plus raisonnable et le plus logique de remédier à l'absence de renseignements est d'utiliser des faits qui peuvent s'avérer moins favorables pour l'entreprise interrogée. Le but du paragraphe 7 est d'empêcher les autorités antidumping de recourir aux lois antidumping afin d'atteindre et de punir les entreprises interrogées pour n'avoir pas communiqué les renseignements et non de les y autoriser.

VI. ARGUMENT

A. L'ORDONNANCE ANTIDUMPING FINALE IMPOSANT DES MARGES ANTIDUMPING DE 72,49 POUR CENT AUX EXPORTATIONS DE TÔLES COUPÉES À LONGUEUR DE SAIL CONSTITUE UNE VIOLATION DES ARTICLES 6.6, 6.8, 2.2, 2.4, 9.3 ET DE L'ANNEXE II, PARAGRAPHES 3, 5 et 7, DE L'ACCORD ANTIDUMPING

91. Dans cette section de sa première communication, l'Inde expose les arguments relatifs à ses allégations concernant l'ordonnance antidumping des États-Unis qui impose à SAIL des droits antidumping de 72,49 pour cent. Ces diverses allégations portent toutes sur les mêmes renseignements communiqués par SAIL au cours de l'enquête – les renseignements relatifs aux ventes de SAIL aux États-Unis. De même, elles visent toutes la pratique du DOC qui consiste à appliquer les "données de fait disponibles totales", la conséquence étant que le DOC n'a pas tenu compte des données de SAIL sur les ventes aux États-Unis et a préféré utiliser les renseignements indiqués dans la requête.

1. Le DOC a indûment appliqué les données de fait disponibles, en violation de l'article 6.8 et de l'Annexe II, paragraphe 3, de l'Accord antidumping, en rejetant les données de SAIL sur les ventes aux États-Unis, qui avaient été communiquées en temps utile, qui étaient vérifiables et qui avaient été présentées de manière appropriée

92. La première allégation de l'Inde se rapporte à une violation de l'article 6.8 et de l'Annexe II, paragraphe 3, constituée par la décision du DOC d'appliquer la pratique suivie de longue date consistant à utiliser les "données de fait disponibles totales" pour rejeter les données de SAIL sur les ventes aux États-Unis. Comme il est dit plus haut, l'autorité chargée de l'enquête telle que le DOC est tenue d'accepter tout élément d'information – tel que les données de SAIL sur les ventes aux États-Unis – s'il est vérifiable, s'il a été communiqué en temps utile, s'il est présenté dans le format électronique demandé et s'il peut être utilisé sans difficultés indues par le DOC. Il ressort des faits exposés que toutes ces conditions ont été réunies pour ce qui est des données de SAIL sur les ventes aux États-Unis. Sur la base des éléments de preuve mis à la disposition du DOC au cours de l'enquête, le présent Groupe spécial devrait constater qu'une autorité chargée de l'enquête impartiale et objective qui aurait évalué ces éléments de preuve n'aurait pas pu arriver à la conclusion que SAIL n'avait pas fourni les renseignements nécessaires sur ses ventes aux États-Unis dans un délai raisonnable. Le Groupe spécial devrait ensuite constater que le DOC a agi de manière incompatible avec l'article 6.8 et l'Annexe II, paragraphe 3, en appliquant les données de fait disponibles pour calculer la marge de dumping de SAIL.

a) La base de données de SAIL sur les ventes aux États-Unis a été communiquée en temps utile

93. Ainsi qu'il est exposé ci-dessus aux paragraphes 18 à 25, la base de données de SAIL sur les ventes aux États-Unis, ses réponses aux questions du DOC concernant ses ventes aux États-Unis et les corrections qu'elle a apportées à ces données à la demande du DOC au cours de la vérification ont été "communiquées en temps utile," comme le veut l'Annexe II, paragraphe 3, de l'Accord antidumping. Par exemple, le DOC a adressé son premier "questionnaire complémentaire" au SAIL le 27 mai 1999.[147] Seules quelques questions d'importance secondaire de ce questionnaire concernaient la base de données de SAIL sur les ventes aux États-Unis et la réponse au questionnaire; celui-ci portait essentiellement sur les données déclarées par SAIL concernant les ventes sur le marché intérieur et le coût de production.[148] SAIL a présenté sa réponse au questionnaire complémentaire à la date limite du 11 juin.[149] De juin à août 1999, le DOC a adressé cinq autres questionnaires complémentaires, mais aucun de ceux-ci ne soulevait de questions au sujet des ventes de SAIL aux États-Unis ou de sa base de données concernant les ventes aux États-Unis. Ainsi, les actions du DOC ont logiquement conduit SAIL à penser que le DOC jugeait satisfaisants les renseignements sur les ventes aux États-Unis fournis au 11 juin et la base de données concernant les ventes aux États-Unis présentée le 16 juin.

94. Rien dans le dossier n'indique que le DOC ait jamais déterminé que les données de SAIL sur les ventes aux États-Unis n'avaient pas été communiquées en temps utile. Le DOC a effectivement renvoyé certaines des *autres* communications de données faites par SAIL au motif qu'elles n'avaient pas été faites en temps utile et, dans la détermination finale, le DOC a mentionné le fait que certaines communications de SAIL n'avaient pas été présentées en temps utile.[150] Cependant, aucune des questions mentionnées par le DOC concernant le fait que SAIL n'avait pas présenté les données en temps utile n'avait quoi que ce soit à voir avec les communications de SAIL relatives aux ventes aux États-Unis. Au contraire, le DOC a porté son attention exclusivement sur les données de SAIL concernant les ventes sur le marché intérieur et le coût de production. Par ailleurs, au cours de la vérification qui a eu lieu en Inde entre le 30 août et le 14 septembre 1999, le DOC a examiné les données de SAIL sur les ventes aux États-Unis et a demandé que SAIL fournisse des renseignements additionnels "corroborant" les données qu'elle avait présentées. SAIL a rapidement communiqué les renseignements demandés. Ces actions montraient à nouveau que même le DOC estimait que les données sur les ventes aux États-Unis avaient été communiquées en temps utile.

b) Les données de SAIL sur les ventes aux États-Unis étaient vérifiables et ont été vérifiées par le DOC

95. La base de données de SAIL sur les ventes aux États-Unis était non seulement "vérifiable" au sens de ce terme à l'Annexe II, paragraphe 3, de l'Accord antidumping mais, en fait, elle a aussi été vérifiée par le DOC avec peu de difficulté. Le 11 mai 1999, SAIL a présenté sa base de données initiale sur les ventes aux États-Unis en réponse au questionnaire adressé par le DOC le 17 mars 1999.[151] Comme indiqué au paragraphe 22 ci-dessus, SAIL a présenté une autre base de données le 16 juin 1999.[152] Le DOC a ultérieurement demandé à SAIL de fournir des renseignements concernant quatre champs additionnels et SAIL a satisfait à la demande en présentant une base de

[147] Pièce n° 5 de l'Inde.
[148] Id.
[149] Pièce n° 7 de l'Inde. Avant cette date limite, SAIL avait également présenté de longues communications au DOC afin de décrire en détail les difficultés qu'elle rencontrait dans la collecte des données nécessaires concernant les coûts et les ventes sur le marché intérieur et dans la structuration de ces données selon le format exigé par le DOC. Cependant, aucun des problèmes décrits par SAIL dans les communications susmentionnées ne concernait la déclaration des données sur les ventes aux États-Unis. Pièce n° 6 de l'Inde.
[150] Pièce n° 9 de l'Inde; pièce n° 17 de l'Inde, pages 73127, 73128.
[151] Pièce n° 4 de l'Inde.
[152] Pièce n° 7 de l'Inde.

données révisée concernant les ventes aux États-Unis le 16 juillet 1999. Par la suite, le DOC a accepté la base de données de 28 champs de SAIL comme étant complète.

96. La note du DOC concernant la "Détermination de l'échec de la vérification", publiée peu de temps après la détermination finale établie en décembre 1999, témoigne du fait que le DOC a accepté la base de données concernant les ventes aux États-Unis comme étant vérifiable.[153] Cette note examine six "éléments non conformes" recensés dans les données de SAIL sur les ventes et huit éléments non conformes recensés dans ses données sur les coûts.[154] Parmi tous ces "éléments non conformes", un seul se rapportait à la base de données concernant les ventes aux États- Unis – l'erreur de codage visant les ventes de tôles de 96 pouces examinée au paragraphe 30 ci-dessus.[155] En particulier, la section "Analyse" de la note explique à quel point l'erreur de codage des tôles était insignifiante. Néanmoins, le DOC s'est montré hostile à l'éventualité d'accepter des données qui en elles-mêmes pouvaient être utilisables dans une situation où d'autres données fournies ne l'étaient pas. Il était dit dans la note ce qui suit "plusieurs erreurs figuraient dans la base de données concernant les ventes aux États-Unis. *Ces erreurs, prises séparément, pourraient être corrigées mais associées aux autres défauts omniprésents dans les données présentées par SAIL, elles étayent notre conclusion à savoir que les données de SAIL ne sont pas fiables dans l'ensemble*".[156] La note concluait que "[l]e fait que des erreurs limitées étaient constatées ne devait pas être considéré comme une preuve de la fiabilité intrinsèque des données communiquées par SAIL, *en particulier lorsqu'elles étaient considérées dans le contexte des multiples problèmes rencontrés avec toutes les autres données* figurant dans la réponse au questionnaire".[157]

97. Autrement dit, sans tenir compte de la facilité avec laquelle les données sur les ventes aux États-Unis fournies par SAIL auraient pu être corrigées et utilisées, le DOC a estimé que ces données étaient ternies par "d'autres défauts omniprésents dans les données communiquées par SAIL" et de "multiples problèmes" – c'est-à-dire des défauts et problèmes liés aux bases de données concernant les ventes et les coûts sur le marché intérieur, et non à la base de données concernant les ventes aux États-Unis.[158] Ainsi, les problèmes liés aux bases de données de SAIL concernant les ventes et les coûts sur le marché intérieur étaient attribués à sa base de données concernant les ventes aux États-Unis, ce qui permettait au DOC de conclure globalement que "les données de SAIL [n'étaient] pas fiables dans l'ensemble". Toutefois, dans la mesure où elle est destinée à s'appliquer à la base de données de SAIL concernant les ventes aux États-Unis, cette conclusion est démentie par les constatations du DOC même – à savoir le nombre limité d'erreurs décrites dans le rapport de vérification relatif à la base de données de SAIL concernant les ventes aux États-Unis, la facilité avec laquelle les données auraient pu être corrigées et utilisées (comme nous le verrons encore ci-après) et la reconnaissance par le DOC même que les erreurs figurant dans la base de données concernant les ventes aux États-Unis "pourraient être corrigées".[159]

98. En fait, la meilleure preuve du fait que la base de données de SAIL concernant les ventes aux États-Unis était complète et qu'elle pouvait être vérifiée est constituée par le rapport de vérification établi par le DOC à l'issue de la vérification.[160] Premièrement et fait très important du point de vue du DOC, le rapport de vérification des ventes confirme que la base de données de SAIL concernant les ventes aux États-Unis représentait la liste complète de ses transactions de vente aux États-Unis pendant la période couverte par l'enquête – c'est-à-dire que les 1 284 transactions énumérées dans la base de données informatique fournie par SAIL concernaient, au titre des neuf contrats, la totalité des

[153] Pièce n° 16 de l'Inde.
[154] Id.
[155] Id.
[156] Id., page 5. (pas d'italique dans l'original)
[157] Id. (pas d'italique dans l'original)
[158] Id.
[159] Id.
[160] Pièce n° 13 de l'Inde.

expéditions des marchandises visées à destination des États-Unis au cours de cette période, et le DOC n'a découvert aucune vente non déclarée qui aurait dû être incluse dans la base de données.

99. Il se trouve en effet que le DOC a déclaré à plusieurs reprises dans les sections "Caractère complet" et "Quantité et valeur" du rapport de vérification ce qui suit: "Nous n'avons relevé aucune anomalie" concernant cette question essentielle.[161] Le DOC a décrit le processus appliqué par SAIL pour identifier les contrats pertinents pour ses ventes aux États-Unis pendant la période couverte par l'enquête sur la base des renseignements consignés par l'entreprise au cours de ses opérations commerciales normales – élément important de la vérification aux yeux du DOC.[162] Comme indiqué ci-dessus, il existait seulement neuf contrats de ce type et les vérificateurs du DOC ont inclus des documents concernant la totalité de ces contrats dans la pièce n° S-8 du rapport de vérification.[163] En fait, l'examen mené par le DOC montre le soin apporté par SAIL à la déclaration de ses données sur les ventes aux États-Unis, en ce sens qu'une partie des marchandises expédiées au titre de l'un de ses contrats d'exportation vers les États-Unis avait en réalité été exportée vers le Canada. SAIL a, à juste titre, exclu le volume et la valeur des marchandises expédiées au Canada des transactions de vente déclarées aux États-Unis.[164] Le DOC a ensuite examiné le "caractère complet" des données sur les ventes aux États-Unis déclarées par SAIL en comparant l'ensemble des ventes déclarées aux documents financiers de SAIL.[165] Le DOC a conclu que "la vérification avait confirmé que la totalité des contrats de vente aux États-Unis non déclarés ne relevait pas de la période couverte par l'enquête ou ne concernait pas les marchandises visées" et il a également noté ce qui suit:

> Nous n'avons constaté aucune vente non déclarée ou incorrectement déclarée dans la liste des ventes aux États-Unis [c'est-à-dire la base de données] lorsque nous avons procédé à la vérification du caractère complet dont il est question plus haut … En outre, lorsque nous avons examiné les factures détaillées visées par les contrats énumérés ci-dessus, nous n'avons constaté aucune vente non déclarée et nous avons constaté que toutes les ventes des marchandises visées effectuées au titre de ces contrats relevaient de la période couverte par l'enquête et ont été correctement déclarées.[166]

100. S'agissant des renseignements déclarés par SAIL dans les différents "champs" de sa base de données informatique sur les ventes aux États-Unis (c'est-à-dire le contenu de la "matrice"), le DOC a examiné à fond le contenu de tous les champs en question lors de la vérification. Pour ce faire, il a comparé les données déclarées aux registres tenus par SAIL ou par ses vendeurs au cours de leurs opérations commerciales normales, pour s'assurer que les données déclarées rendent compte de manière exacte et complète des frais réellement encourus.[167] Il a aussi retenu plusieurs transactions différentes dont les données déclarées ont été examinées avec un soin particulier.[168]

101. Le résultat final de cet examen approfondi était que le DOC avait relevé très peu de problèmes dans la base de données de SAIL concernant les ventes aux États-Unis. Outre le fait qu'il a constaté que cette base de données était complète, le DOC n'a relevé aucun problème, quel qu'il soit, en ce qui concerne la majeure partie des caractéristiques du produit et des frais déclarés dans les

---

[161] Id., pages 12 à 15.
[162] Id., pages 14 et 15.
[163] Id., page 13.
[164] Id., page 13 ("Le montant approprié des ventes effectuées au Canada au titre du contrat n° 6159 a été déduit de la quantité et de la valeur totales correspondant aux neuf contrats … en vue de comparer les registres de SAIL aux ventes déclarées au Département."). (citation omise)
[165] Id., page 12.
[166] Id., page 15 (citant la pièce n° S-8 du rapport de vérification).
[167] Id., pages 8 et 9, 14 et 15, 29 à 33.
[168] Id., page 14 (citant la pièce n° S-7 du rapport de vérification, qui comprend des documents concernant les ventes aux États-Unis "présélectionnées" que les vérificateurs du DOC ont retenues pour un examen approfondi).

28 "champs" pour les transactions de vente de SAIL aux États-Unis.[169] Ainsi, concernant les points énumérés ci-dessus, le rapport de vérification a indiqué que l'équipe de vérification n'avait "relevé aucune anomalie"[170] ou l'a donné à entendre en ne disant rien sur les aspects suivants:

- Quantité (poids) des marchandises expédiées
- Spécifications et nuance
- Qualité
- Épaisseur
- Date de vente
- Numéro de la facture
- Date d'expédition
- Date de réception du paiement
- Prix unitaire brut
- Frais de crédit
- Frais de garantie
- Frais de commercialisation indirects encourus en Inde pour les ventes à l'exportation
- Frais d'emballage

102. Ainsi, la plupart des renseignements déclarés par SAIL dans la grande matrice de données représentant sa base de données concernant les ventes aux États-Unis, constituée de 28 champs pour chacune de ses 1 284 observations, étaient complets, vérifiables – en fait vérifiés – et pouvaient être utilisés dans le calcul des marges de dumping de SAIL.

103. Le seul problème important relevé par l'équipe de vérification était l'erreur de codage de la largeur du produit, examinée au paragraphe 30 ci-dessus. L'équipe de vérification a examiné à fond cette erreur mineure lorsqu'elle a été décelée et en a déterminé la portée; elle a "examiné divers cas où cette erreur de codage s'était produite" et a conclu qu'elle "semblait se limiter exclusivement aux produits d'une largeur de 96 pouces et à la base de données concernant les États-Unis".[171] Elle a également obtenu de SAIL une liste de toutes les observations concernées, liste incluse dans la pièce n° S-8 du rapport de vérification.[172] Ainsi, l'étendue exacte de l'erreur de codage était connue et avait été consignée dans le cadre de la présente procédure. Les autres problèmes mineurs constatés lors de la vérification[173] étaient de si peu d'importance qu'ils n'ont même pas été mentionnés dans le "Résumé des constatations importantes" au début du rapport de vérification. On ne peut sérieusement penser que ces points ébranlent la conclusion établissant que la totalité de la base de données de SAIL sur les ventes aux États-Unis était vérifiable.

c) SAIL a présenté de manière appropriée ses données sur les ventes aux États-Unis de façon qu'elles puissent "être utilisé[e]s dans l'enquête sans difficultés indues"

104. Les données de SAIL sur les ventes aux États-Unis, communiquées en temps utile et vérifiées, pouvaient être utilisées "sans difficulté indue" par le DOC dans le cadre du calcul des marges de dumping de SAIL. Effectivement, le fait que les données de SAIL sur les ventes aux États-Unis avaient été à la fois communiquées en temps utile et vérifiées prouve que le DOC aurait pu les utiliser sans difficultés indues.

---

[169] Id., pages 12 à 15.

[170] L'expression – "Nous n'avons relevé aucune anomalie" – est l'expression courante employée par le DOC pour faire part de sa conclusion selon laquelle la vérification d'un point particulier a été menée à bien. Il s'agit d'une pratique courante du DOC depuis de nombreuses années.

[171] Rapport de vérification, pièce n° 14 de l'Inde, page 12.

[172] Id.; cette partie de la pièce n° S-8 est annexée en tant qu'élément de la pièce n° 14 de l'Inde.

[173] Voir le paragraphe 28 ci-dessus.

105. Le DOC même a reconnu que les données étaient complètes au début du processus d'enquête. Il a cessé d'adresser des demandes à SAIL concernant les données sur les ventes aux États-Unis après avoir posé quelques questions d'importance secondaire dans le premier questionnaire complémentaire de mai 1999, auquel SAIL a répondu en temps utile le 11 juin.[174] En juin 1999 également, bien dans le délai requis par le DOC pour le calcul des marges de dumping de SAIL, SAIL a communiqué au DOC sa base de données informatique révisée concernant les ventes aux États-Unis.[175] Cette base de données contenait les renseignements détaillés demandés par le DOC au sujet des caractéristiques pertinentes des différentes transactions de vente de SAIL aux États-Unis.[176]

106. En outre, la vérification approfondie par le DOC des réponses de SAIL au questionnaire a montré que la base de données fournie concernant les ventes aux États-Unis pouvait être utilisée sans difficulté dans le calcul des marges de dumping de SAIL. L'erreur simple de codage de la largeur, décrite au paragraphe 30 ci-dessus, a été rapidement décelée et les vérificateurs ont rassemblé et introduit dans le dossier de vérification les renseignements nécessaires pour la corriger.[177]

107. Cette erreur de codage n'a pas rendu "inutilisables" les données déclarées par SAIL concernant les ventes aux États-Unis. Elle pouvait facilement être corrigée par le DOC et, moyennant une telle correction, les données sur les ventes aux États-Unis auraient pu être utilisées pour le calcul des marges de dumping de SAIL. Ainsi qu'il est expliqué dans la déclaration sous serment annexée de M. Albert Hayes[178], la correction aurait pu être effectuée au moyen d'une simple et banale adjonction de code de programmation dans le programme informatique utilisé pour calculer les marges de SAIL. Pour démontrer la simplicité d'une telle correction, nous avons également annexé une copie de la version publique du programme informatique utilisé par le DOC pour calculer les marges de dumping pour l'une des entreprises interrogées dans l'une des enquêtes menées simultanément concernant les tôles coupées à longueur en provenance d'un autre pays (Japon).[179] La correction de l'erreur de codage de la largeur nécessiterait simplement l'insertion des 12 lignes de programmation suivantes après la ligne n° 182 du programme:

```
182     USOBS =_N_;
183     RUN;
184
185     PROC SORT DATA = USDATA;
186     BY USOBS;
187
188     PROC SORT DATA = COMPANY.SAIL4X (RENAME = (OBS = USOBS))
189     OUT = VERFIX;       /* WIDTH CORRECTION FROM VERIFICATION */
190     BY USOBS;
191
192     DATA USDATA;
193     MERGE USDATA (IN = IN_US)  VERFIX (IN = IN_FX);
194     BY USOBS;
```

[174] Pièce n° 5 de l'Inde; pièce n° 7 de l'Inde.
[175] Pièce n° 7 de l'Inde; version révisée dans la pièce n° 8 de l'Inde.
[176] Pièce n° 8 de l'Inde.
[177] Rapport de vérification, pièce n° 13 de l'Inde, page 12.
[178] Pièce n° 24 de l'Inde.
[179] Le DOC ayant appliqué les données de fait disponibles totales pour déterminer les marges de dumping de SAIL, il n'existe aucun programme informatique permettant de calculer les marges de SAIL, de sorte qu'il n'est pas possible d'utiliser un programme informatique "propre à SAIL" pour cet exemple. Toutefois, comme indiqué ci-dessus, le DOC utilise généralement un programme informatique type pour calculer les marges de dumping dans les enquêtes menées simultanément et révise ce programme type en fonction des circonstances propres aux différentes entreprises interrogées. À cet égard, la correction de l'erreur de codage de la largeur dans le cas de SAIL pourrait être considérée simplement comme un ajustement du programme type en fonction de l'entreprise interrogée, effectué pour SAIL.

195 IF IN_US;
196 IF IN_US AND IN_FX THEN PLWIDTHU = 'C'.[180]

108. Cette révision ne prendrait pas plus de quelques minutes à l'un des analystes expérimentés employés par le DOC.[181]

109. Une autre raison pour laquelle les données de SAIL sur les ventes aux États-Unis auraient pu être "utilisé[e]s sans difficultés indues" tient au fait qu'elles étaient suffisamment complètes et exactes pour permettre, au niveau des ventes aux États-Unis, de calculer les marges de dumping de SAIL. L'Inde ne fait pas valoir que le DOC aurait dû utiliser la totalité des données de SAIL concernant les ventes effectuées ailleurs qu'aux États-Unis pour calculer la marge de dumping. En fait, SAIL a reconnu auprès du DOC que celui-ci serait en droit de recourir à d'autres renseignements et méthodes pour calculer la valeur normale SAIL.[182]

110. La déclaration sous serment d'Albert Hayes[183] décrit trois méthodes que le DOC aurait pu utiliser pour calculer la marge de dumping de SAIL au moyen des données sur les ventes aux États-Unis fournies par l'entreprise. Ces méthodes sont présentées au Groupe spécial comme preuve que les données sur les ventes aux États-Unis étaient en fait "utilisables sans difficultés indues." Le DOC aurait pu calculer la marge de dumping de SAIL en classant les données sur les ventes aux États-Unis dans les mêmes catégories de marchandises que celles indiquées dans la requête et en calculant les prix nets moyens appliqués aux États-Unis pour ces catégories à l'aide de sa méthode courante. Ces prix nets appliqués aux États-Unis pouvaient ensuite être comparés aux données concernant la "valeur normale" figurant dans la requête. Comme indiqué dans la déclaration sous serment, le DOC pouvait déterminer les valeurs normales à des fins de comparaison avec les transactions effectuées par SAIL aux États-Unis de trois manières différentes:

- Le prix moyen des ventes sur le marché intérieur indiqué dans l'étude de marché présentée comme pièce n° 15 de la requête pour un groupe de produits relevant d'une gamme déterminée de nuances, de largeurs et d'épaisseurs pourrait être comparé aux prix des produits identiques ou semblables indiqués dans la base de données de SAIL sur les ventes aux États-Unis, comme cela a été fait dans la requête.

- Le prix fondé sur la valeur construite qui a été calculé pour des tôles coupées à longueur déterminées dans la requête pourrait être comparé aux prix appliqués dans un ensemble limité de ventes comparables aux États-Unis, et les prix des autres ventes aux États-Unis de marchandises comparables à celles indiquées dans l'étude de marché pourraient être comparés au prix moyen des ventes sur le marché intérieur indiqué dans cette étude.

- La moyenne du prix indiqué dans l'étude de marché et du prix fondé sur la valeur indiqué dans la requête pouvait être comparée aux prix des marchandises américaines comparables.

111. Le processus arithmétique à appliquer pour calculer les marges définitives à l'aide de l'une quelconque des trois méthodes susmentionnées est simple. Pourtant, le DOC a refusé d'accepter les données de SAIL sur les ventes aux États-Unis, qui avaient été vérifiées et communiquées en temps utile, au moyen de ces formules ou de toute autre formule. Le DOC a fait valoir auprès du CIT qu'il ne pouvait pas – conformément aux lois américaines et à sa propre "pratique suivie de longue date"–

[180] Pièce n° 24 de l'Inde.
[181] Id.
[182] Mémoire soumis par SAIL au DOC, pièce n° 14 de l'Inde, pages 13 et 14. Au cours de l'enquête, SAIL a présenté trois options pour montrer au DOC qu'il pouvait utiliser les données sur les ventes aux États-Unis ainsi que les données relatives aux ventes sur le marché intérieur et aux coûts figurant dans la requête pour calculer une marge de dumping définitive. Id., page 14.
[183] Pièce n° 24 de l'Inde.

calculer une marge antidumping définitive à l'aide d'une seule partie de la formule présentée par l'entreprise interrogée et d'une ou de plusieurs parties de la formule provenant d'autres sources, notamment la requête.[184] Conformément à ces interprétations des lois américaines et à sa propre pratique, le DOC a estimé qu'il était tenu d'utiliser soit *toutes* les données de l'entreprise interrogée (sous réserve uniquement d'actions du DOC consistant à "combler les lacunes") soit *toutes* les données provenant de sources autres que l'entreprise interrogée, notamment la requête. La façon dont le DOC interprétait l'Accord antidumping ne permettait pas d'adopter une solution intermédiaire. L'Inde estime que le DOC donne une interprétation incorrecte des prescriptions de l'Accord antidumping et qu'il aurait pu utiliser sans aucune difficulté – pour ne pas dire sans difficulté indue – les données sur les ventes aux États-Unis fournies par SAIL pour calculer les marges de dumping dans la présente enquête.

d) La base de données de SAIL sur les ventes aux États-Unis a été "communiqué[e] sur un support ou dans un langage informatique demandés par les autorités"

112. Il est indiscutable que la base de données de SAIL concernant les ventes aux États-Unis satisfaisait à la condition énoncée à l'Annexe II, paragraphe 3, selon laquelle elle devait "être communiqué[e] sur un support ou dans un langage informatique demandés par les autorités". SAIL a fourni sa base de données concernant les ventes aux États-Unis le 11 mai 1999 et une base de données révisée concernant les ventes aux États-Unis le 16 juin 1999, dans le format demandé par le DOC. Le DOC n'a soulevé aucune autre question concernant le format de la base de données ou la possibilité de l'exploiter. L'apparente satisfaction du DOC pour ce qui est de la base de données concernant les ventes aux États-Unis fait contraste avec le fait qu'il a pendant des mois activement remis en question les bases de données de SAIL concernant les ventes sur le marché intérieur et le coût de production.

113. Comme elle avait été en mesure de fournir sa base de données concernant les ventes aux États-Unis sur le support informatique demandé par le DOC, SAIL n'a pas invoqué le paragraphe 2 de l'Annexe II. Elle n'a pas cherché à faire en sorte que le DOC "ne maintienne pas" sa demande concernant la communication de la réponse par ordinateur quant aux données sur les ventes aux États-Unis, car elle a déterminé qu'elle était en mesure de satisfaire aux demandes du DOC concernant les données sur les ventes aux États-Unis sans "frais et gêne excessifs". Le fait que SAIL a communiqué une base de données concernant les ventes aux États-Unis sur le support informatique demandé par le DOC, dans le format demandé et qui était entièrement exploitable montre jusqu'où l'entreprise est allée pour coopérer avec le DOC dans la présente enquête.

e) Une autorité chargée de l'enquête impartiale et objective qui aurait évalué les éléments de preuve n'aurait pas pu arriver à la conclusion que SAIL n'avait pas fourni les données nécessaires sur les ventes aux États-Unis dans un délai raisonnable

114. Appliquant le critère d'examen approprié au titre de l'article 11 du Mémorandum d'accord et de l'article 17.6 de l'Accord antidumping, le présent Groupe spécial devrait constater qu'une autorité chargée de l'enquête impartiale et objective n'aurait pas pu arriver à la conclusion que SAIL avait refusé de donner accès aux renseignements nécessaires relatifs à ses données sur les ventes aux États-Unis dans un délai raisonnable, ou n'avait pas fourni de tels renseignements dans un délai raisonnable. En particulier, le Groupe spécial devrait constater qu'une autorité chargée de l'enquête impartiale et objective serait arrivée à la conclusion que les données de SAIL sur les ventes aux États-Unis remplissaient toutes les conditions énoncées au paragraphe 3, première phrase, de l'Annexe II de l'Accord antidumping. Vu que le DOC n'a pas utilisé les données de SAIL sur les ventes aux États-Unis pour calculer la marge de dumping et qu'il a utilisé à leur place les données de fait disponibles figurant dans la requête, le Groupe spécial devrait constater que l'ordonnance

[184] Pièce n° 20 de l'Inde, pages 11 et 12.

antidumping finale du 10 février 2000 est incompatible avec les obligations des États-Unis au titre de l'article 6.8 et de l'Annexe II, paragraphe 3, de l'Accord antidumping.

2. À supposer, pour les besoins de l'argumentation, que les données de SAIL sur les ventes aux États-Unis ne soient pas "idéalement les meilleur[e]s à tous égards", le DOC a violé l'Annexe II, paragraphe 5, en rejetant les données car SAIL a agi au mieux de ses possibilités pour fournir ces données

115. L'Inde expose ci-après une allégation subsidiaire au titre de l'Annexe II, paragraphe 5, de l'Accord antidumping. Sur la base des éléments de preuve versés au dossier, le Groupe spécial devrait constater qu'une autorité chargée de l'enquête impartiale et objective qui aurait évalué ces éléments de preuve n'aurait pas pu arriver à la conclusion que SAIL n'avait pas agi au mieux de ses possibilités pour fournir les données sur les ventes aux États-Unis.

116. L'Inde demande instamment au Groupe spécial de statuer sur cette allégation et de ne pas appliquer le principe d'économie jurisprudentielle. Aucun Membre de l'OMC et, en particulier, aucun pays en développement Membre, ne devrait être obligé d'engager une nouvelle procédure dans le cadre de l'OMC parce que l'application du principe d'économie jurisprudentielle a laissé des lacunes qui empêchent qu'un différend soit entièrement réglé. En conséquence, l'Inde demande que le Groupe spécial établisse des constatations concernant l'allégation à titre subsidiaire.

117. La qualité des communications de données de SAIL sur les ventes aux États-Unis et leur présentation en temps utile, ainsi que l'effort requis pour fournir ces données, montrent que SAIL a agi au mieux de ses possibilités pour fournir au DOC les données sur les ventes aux États-Unis. Même si le Groupe spécial constate que les données de SAIL sur les ventes aux États-Unis n'étaient pas "idéalement les meilleur[e]s à tous égards", elles étaient d'une très grande qualité. L'absence de plaintes ou d'une action complémentaire de la part du DOC après réception des données témoigne du fait que le DOC estimait que SAIL avait effectué un travail assez satisfaisant pour permettre au DOC d'utiliser les données dans l'équation qui permettait de calculer les marges antidumping de SAIL. La vérification de la base de données concernant les États-Unis a permis de constater qu'elle était complète; pour la plupart des données le DOC n'a relevé "aucune anomalie" et n'a décelé qu'une seule erreur importante, l'erreur de codage de la largeur facile à corriger dont il est fait mention plus haut.[185]

118. Dans un projet aussi important et complexe que l'élaboration et la présentation d'une base de données sur le dumping, les erreurs sont inévitables, compte tenu surtout des courts délais appliqués. Si une erreur décelée dans une grande base de données peut donner lieu à une constatation selon laquelle l'entreprise interrogée n'a pas agi au mieux de ses possibilités, l'article 6.8 sera invoqué dans chaque enquête et l'exception concernant les "données de fait disponibles" absorbera la règle consistant à mesurer le dumping au moyen des données réelles chaque fois que cela sera possible. L'Accord ne peut pas établir une norme de conduite à laquelle aucune entreprise interrogée dans le monde ne peut satisfaire de manière réaliste; une telle interprétation du texte de l'Accord serait contraire au principe de la bonne foi dans l'interprétation des traités reconnu par l'Organe d'appel.

119. Dans la présente affaire, aucun élément de preuve externe ne contredit la conclusion selon laquelle SAIL a agi au mieux de ses possibilités, pas plus qu'aucun élément de preuve ne fait craindre que SAIL a fourni moins que l'effort maximal pour élaborer sa base de données concernant les ventes aux États-Unis. Le gouvernement indien estime qu'aucune autorité administrante objective et impartiale ne pourrait conclure différemment. Dans la procédure engagée aux États-Unis au sujet de la détermination antidumping finale établie dans le cadre de la présente enquête, le CIT a infirmé la conclusion du DOC selon laquelle SAIL n'avait pas agi au mieux de ses possibilités et a renvoyé l'affaire au DOC pour qu'il reconsidère cette conclusion. Comme on pouvait s'y attendre, à l'issue de ce renvoi, le DOC est arrivé à la même conclusion qu'auparavant, mais même avec cette occasion qui

[185] Voir les paragraphes 25 à 28 ci-dessus.

lui était donnée de réfléchir à la question, le DOC n'a fondé sa conclusion sur aucun problème lié à la base de données concernant les ventes aux États-Unis.[186]

3. Le fait que le DOC a appliqué les données de fait disponibles défavorables en acceptant les données figurant dans la requête pour ce qui est des ventes aux États-Unis constitue une violation de l'Annexe II, paragraphe 7 car SAIL n'a pas manqué de coopérer avec le DOC ou de communiquer des renseignements relatifs à ses ventes aux États-Unis

120. À supposer, pour les besoins de l'argumentation, que le Groupe spécial ne constate pas que les données de SAIL sur les ventes aux États-Unis auraient dû être acceptées par le DOC en vertu du paragraphe 3 ou 5 de l'Annexe II, l'Inde présente une allégation subsidiaire additionnelle selon laquelle le DOC a violé l'Annexe II, paragraphe 7. Cette allégation est fondée sur le fait que le DOC a indûment appliqué les données de fait disponibles "totales" puis les données de fait disponibles "défavorables" à l'encontre de SAIL en concluant que SAIL n'avait "pas coopéré" pour fournir, entre autres, ses données sur les ventes aux États-Unis. La conclusion du DOC n'avait pas pu être fondée sur une évaluation correcte, impartiale et objective des faits.

a) Interprétation de l'Annexe II, paragraphe 7

121. La dernière phrase de l'Annexe II, paragraphe 7, dispose ce qui suit:

> Il est évident, toutefois, que si une partie intéressée ne coopère pas et que, de ce fait, des renseignements pertinents ne soient pas communiqués aux autorités, il pourra en résulter pour cette partie une situation moins favorable que si elle coopérait effectivement.

122. Dans l'affaire *Acier laminé à chaud en provenance du Japon*, l'Organe d'appel a analysé le sens du terme "coopère" qui figure à l'Annexe II, paragraphe 7. Il a souligné que le terme en question désignait un "processus, qui impliqu[ait] un effort conjoint, dans le cadre duquel les parties travaill[ai]ent ensemble en vue de la réalisation d'un objectif commun".[187] L'Organe d'appel a insisté sur le fait que "les autorités chargées de l'enquête [n'étaient] pas en droit de soumettre à des conditions *absolues* ni [d']imposer des charges *déraisonnables*" aux exportateurs qui sont tenus de fournir un "degré d'effort très important – au mieux de leurs possibilités".[188] L'Organe d'appel a jugé erronée la définition du terme "coopération" donnée par le DOC car cette définition ne prévoit pas que le DOC doit coopérer avec les entreprises interrogées pour trouver les renseignements pertinents et nécessaires.[189]

123. L'article 15 de l'Accord antidumping constitue à nouveau le contexte indispensable qui permet au Groupe spécial de déterminer dans quelle mesure le DOC aurait dû coopérer avec SAIL pour trouver des moyens d'utiliser les données de SAIL sur les ventes aux États-Unis. L'article 15 impose au DOC de prendre "spécialement en considération" la situation particulière de l'Inde en tant que pays en développement "quand [il] envisager[a] d'appliquer des mesures antidumping conformément au présent accord". Rien n'indique que le DOC a renforcé son niveau de coopération avec SAIL ou qu'il a déployé des efforts particuliers pour corriger des problèmes mineurs qui pourraient avoir existé concernant les données de SAIL sur les ventes aux États-Unis pour se conformer à la prescription énoncée dans la première phrase de l'article 15 de l'Accord antidumping.

---

[186] Nouvelle détermination à l'issue du renvoi, pièce n° 21 de l'Inde.
[187] Rapport de l'Organe d'appel *Acier laminé à chaud en provenance du Japon*, paragraphe 99.
[188] Id., paragraphe 102.
[189] Id., paragraphe 106 ("le DOC n'a pris aucune disposition pour aider KSC à surmonter ces difficultés ou pour tenir compte des lacunes dans les renseignements communiqués qui en ont résulté").

124. Le paragraphe 7 dispose également que les autorités chargées de l'enquête doivent examiner si une entreprise interrogée a coopéré en fournissant des catégories déterminées de renseignements. L'Annexe II, paragraphe 7, vise des renseignements *déterminés* – non la totalité des renseignements fournis (ou non fournis) par l'entreprise interrogée. La première phrase indique que les autorités peuvent être amenées à fonder leurs constatations "sur des renseignements de source secondaire" et "[doivent] vérifier ces renseignements d'après d'autres sources indépendantes". Le contexte immédiat de l'Annexe II, paragraphe 7, est constitué par le paragraphe 6, qui dispose que "[s]i des *renseignements* ne sont pas acceptés, la partie qui les a communiqués" devrait être informée des raisons, et "les raisons du rejet des *éléments de preuve ou des renseignements en question* devraient être indiquées dans les déterminations publiées".

125. Aucun texte ne permet à l'autorité chargée de l'enquête d'appliquer les données de fait disponibles défavorables à la place d'une catégorie déterminée de renseignements, lorsque l'entreprise interrogée a coopéré au mieux de ses possibilités pour tenter de fournir les renseignements en question. Si l'entreprise interrogée coopère pour une catégorie déterminée de renseignements et n'agit pas au mieux de ses possibilités pour tenter de fournir *une autre* catégorie de renseignements, l'autorité chargée de l'enquête n'est *pas*, de ce fait, en droit de rejeter la première catégorie de renseignements pour punir l'entreprise interrogée de sa défaillance concernant la deuxième catégorie de renseignements.

b) SAIL a pleinement coopéré avec le DOC pour fournir ses renseignements sur les ventes aux États-Unis

126. En l'espèce, le DOC a conclu que SAIL "n'avait pas coopéré en n'agissant pas au mieux de ses possibilités au cours de la présente enquête" et a par conséquent "appliqué une déduction défavorable en choisissant une marge sur la base des données de fait disponibles".[190] Le DOC n'a établi aucune constatation quant au point de savoir si SAIL avait coopéré en ce qui concerne ses données sur les ventes aux États-Unis *uniquement*. Rien dans le dossier ne corrobore une telle constatation, même si le DOC avait fondé son analyse de la coopération sur les données de SAIL concernant les ventes aux États-Unis – ce qu'il n'a pas fait.

127. SAIL a pleinement "[coopéré]" avec le DOC et n'a omis de lui "communiquer" aucun renseignement sur ses ventes aux États-Unis. La coopération de SAIL pour ce qui est de l'élaboration et de la présentation de sa base de données concernant les ventes aux États-Unis est démontrée par les mêmes faits que ceux qui ont conduit à la conclusion selon laquelle l'entreprise a "agi au mieux de ses possibilités". Le fait que SAIL n'a omis de communiquer aucun renseignement est mis en évidence par le fait que le DOC même a indiqué dans son rapport de vérification que la base de données de SAIL sur les ventes aux États-Unis était complète et par le fait que tous les renseignements qu'il avait demandés – près de 1 300 transactions avec 28 champs de données pour chacune – ont été inclus dans cette base de données. Dans la mesure où les erreurs figurant dans les données sur les ventes aux États-Unis ont été identifiées au cours de la vérification, SAIL a immédiatement fourni des renseignements additionnels à la demande du DOC. Aucune coopération plus poussée n'aurait pu être possible ou n'était nécessaire. En fait, le DOC même a reconnu que toutes les erreurs contenues dans la base de données concernant les ventes aux États-Unis "pourraient être corrigées".

128. S'il y a eu une absence de coopération au sujet des données sur les ventes aux États-Unis, il s'agissait d'une absence de coopération unilatérale de la part du DOC. Celui-ci était tenu de coopérer de bonne foi avec SAIL. Son refus d'utiliser les données réelles de SAIL sur les ventes aux États-Unis pour calculer la marge de dumping définitive de l'entreprise constituait un refus de coopérer. Le DOC a fait preuve d'une semblable absence de coopération dans l'enquête relative à l'affaire *Acier laminé à chaud en provenance du Japon*, lorsqu'il a refusé d'utiliser des renseignements entièrement vérifiés, communiqués en temps utile et utilisables pour calculer une marge de dumping.

[190] Détermination finale, pièce n° 17 de l'Inde, pages 73127 et 73128.

Le Groupe spécial et l'Organe d'appel ont fort correctement constaté qu'aucun fonctionnaire objectif et impartial chargé de l'enquête n'aurait pu refuser d'utiliser ces renseignements.

129. Compte tenu de ce qui précède, le présent Groupe spécial devrait constater qu'une autorité chargée de l'enquête impartiale et objective qui aurait reçu et évalué les données de SAIL sur les ventes aux États-Unis et qui aurait évalué les efforts déployés par SAIL pour ce qui est des données sur les ventes aux États-Unis n'aurait pas pu arriver à la conclusion que SAIL n'avait pas coopéré. En conséquence, le Groupe spécial devrait constater que le DOC a agi de manière contraire à l'Annexe II, paragraphe 7, en utilisant les données de fait disponibles "défavorables" pour ce qui est des données sur les ventes aux États-Unis.

B. LES ARTICLES 776 a), 782 d) ET 782 e) DE LA LOI DOUANIÈRE DE 1930 SONT CONTRAIRES À L'ARTICLE 6.8 ET À L'ANNEXE II, PARAGRAPHE 3, DE L'ACCORD ANTIDUMPING

1. Introduction

130. En tant que tels (*per se*), l'article 782 e) et l'article 776 a) de la Loi douanière de 1930 sont contraires à l'article 6.8 et à l'Annexe II, paragraphe 3, de l'Accord antidumping car, pris conjointement, ils imposent le rejet de renseignements présentés par une entreprise étrangère interrogée qui ont été vérifiés, qui ont été communiqués en temps utile et qui peuvent être utilisés sans difficultés indues, sauf si le DOC constate que "ces renseignements ne sont pas incomplets au point de ne pas pouvoir constituer une base fiable pour l'établissement de la détermination applicable"[191] et sauf si la partie intéressée a "agi au mieux de ses possibilités pour fournir ces renseignements".[192] Aucune de ces deux dernières conditions ne figure à l'Annexe II, paragraphe 3, de l'Accord antidumping.

131. Comme nous l'avons vu à l'article V ci-dessus, l'Annexe II, paragraphe 3, énonce une liste limitative et exhaustive de quatre conditions permettant de déterminer si les renseignements communiqués par les parties intéressées doivent être acceptés par les autorités chargées de l'enquête. Ces quatre conditions ne comprennent aucune prescription exigeant qu'une entreprise interrogée fournisse l'"effort maximal" ni n'imposent une analyse du point de savoir si les renseignements "ne sont pas incomplets au point de ne pas pouvoir constituer une base fiable pour l'établissement de la détermination applicable".

132. Le DOC et le CIT ont interprété le membre de phrase "ne sont pas incomplets au point de ne pas pouvoir constituer une base fiable pour l'établissement de la détermination applicable" figurant à l'article 782 e) 3) comme prescrivant le rejet de renseignements vérifiés, communiqués en temps utile et utilisables par ailleurs. Ils rejetteront de tels renseignements lorsque l'entreprise étrangère interrogée n'a pas fourni de renseignements suffisants sur ce que le DOC appelle les "éléments essentiels des données d'une entreprise interrogée: les ventes aux États-Unis; les ventes sur le marché intérieur; le coût de production des modèles destinés au marché intérieur; et la valeur construite des modèles vendus aux États-Unis".[193] Ainsi, dans la présente affaire, parce qu'il avait conclu que SAIL n'avait pas fourni des renseignements utilisables, vérifiables ou communiqués en temps utile concernant les ventes sur le marché intérieur, le coût de production des modèles destinés au marché intérieur, ou la valeur construite des modèles vendus aux États-Unis, le DOC a tout simplement refusé d'accepter les données de SAIL sur les ventes aux États-Unis. La motivation de son acte était fondée sur une conclusion, établie au titre de l'article 782 e) 3), selon laquelle les données de SAIL sur les ventes aux États-Unis, seules, étaient incomplètes au point de ne pas même pouvoir servir

[191] Article 782 e) 3), pièce n° 26 de l'Inde.
[192] Article 782 e) 4), pièce n° 26 de l'Inde.
[193] Détermination finale, pièce n° 17 de l'Inde, page 73130.

partiellement de base pour le calcul d'une marge de dumping définitive. Le DOC décrit une telle action comme étant l'application des "données de fait disponibles totales".

133. Le DOC rejettera également des renseignements vérifiés, communiqués en temps utile et utilisables par ailleurs sauf si la "partie intéressée a démontré qu'elle avait agi au mieux de ses possibilités pour fournir les renseignements et satisfaire aux prescriptions établies par [le DOC] concernant ces renseignements". Cette clause conditionnelle, qui apparaît à l'article 782 e) 4) de la loi américaine, s'applique aussi en plus des quatre facteurs énumérés à l'Annexe II, paragraphe 3. Bien que le critère de l'"effort maximal" soit énoncé sous une forme différente à l'Annexe II, paragraphe 5, les États-Unis violent l'Annexe II, paragraphe 3, en fusionnant les conditions énoncées aux paragraphes 3 et 5. En outre, le DOC (approuvé par le CIT) a interprété ce membre de phrase comme s'appliquant au comportement d'une entreprise interrogée pendant *toute la durée* de l'enquête et non en rapport avec des catégories déterminées de renseignements. La conséquence de cette interprétation incorrecte est le rejet prescrit de certains renseignements vérifiés, communiqués en temps utile et utilisables parce que l'entreprise interrogée n'a pas démontré de manière satisfaisante pour le DOC qu'elle a agi au mieux de ses possibilités pour fournir d'*autres* renseignements.

2. Application du dispositif légal concernant les "données de fait disponibles"

134. Les dispositions légales se rapportant à la manière dont les autorités américaines traitent les "données de fait disponibles" sont énoncées aux articles 776 a), 782 d) et 782 e) de la Loi douanière de 1930 telle qu'elle a été modifiée. L'article 776 a) dispose en règle générale ce qui suit:

> Si –
>
> 1) si les renseignements nécessaires ne sont pas disponibles au dossier, ou
>
> 2) si une partie intéressée ou toute autre personne –
>
> A) ne communique pas les renseignements qui lui ont été demandés en vertu des dispositions du présent sous-titre par l'autorité administrante …,
>
> B) n'a pas communiqué ces renseignements aux dates limites fixées pour la communication de renseignements ou ne les communique pas sous la forme et de la manière demandée, réserve étant faite des dispositions des sous-articles c) 1) et e) de l'article 782,
>
> C) entrave notablement une procédure engagée en vertu des dispositions du présent titre, ou
>
> D) communique les renseignements en question, mais que ceux-ci ne puissent pas être vérifiés ainsi qu'il est prévu à l'article 782 i),
>
> l'autorité administrante … *utilisera*, sous réserve de l'article 782 d), les données de fait disponibles par ailleurs pour établir la détermination applicable en vertu des dispositions du présent titre.[194]

135. Il est spécifié, avec l'emploi du terme "ou", que les quatre conditions énoncées à l'article 776 a) 2) ne sont pas cumulatives. Par exemple, même si une partie n'a omis de communiquer aucun renseignement, que l'enquête n'a pas été entravée et que les renseignements ont été entièrement vérifiés, le Département du commerce *doit* néanmoins utiliser ("utilisera") les "données de fait

[194] Article 776 a) (pas d'italique dans l'original), pièce n° 26 de l'Inde.

disponibles" si les renseignements ont été communiqués après une date limite arbitrairement fixée. Ainsi, si l'une des quatre conditions s'applique, le DOC doit utiliser les données de fait disponibles.

136. L'article 782 d) dispose ce qui suit:

> d) Communications non conformes. - Si l'autorité administrante … détermine qu'une réponse à une demande de renseignements formulée en vertu du présent titre n'est pas conforme à la demande, l'autorité administrante … doit informer dans les moindres délais la personne qui a fourni la réponse des raisons de cette non-conformité et doit, dans la mesure où cela est réalisable, lui ménager la possibilité de remédier à cette non-conformité ou de l'expliquer compte tenu des délais fixés pour l'achèvement des enquêtes ou des réexamens en vertu du présent titre. Si la personne en question fournit de nouvelles informations pour remédier à cette non-conformité et que
>
> > 1) l'autorité administrante … estime que cette réponse n'est pas satisfaisante, ou que
> >
> > 2) cette réponse n'est pas présentée dans les délais applicables,
>
> l'autorité administrante … peut, sous réserve du sous-article e), ne pas prendre en considération tout ou partie des réponses initiales et subséquentes.[195]

137. Si l'article 782 d) impose au DOC d'aviser une entreprise interrogée lorsqu'une communication n'est pas conforme, il ne modifie pas la prescription fondamentale énoncée à l'article 776 a) qui est d'imposer l'utilisation des "données de fait disponibles". Au titre de l'article 782 d), si le DOC constate que la communication additionnelle n'est "pas satisfaisante" ou si la communication n'a pas été faite avant la date limite arbitrairement fixée, le DOC pourra ne pas tenir compte non seulement de la communication additionnelle mais aussi de tout ou partie de la réponse initiale. Tel était le fondement légal de la décision du DOC de rejeter *tous* les renseignements communiqués par SAIL et, à la place, de fonder sa détermination finale, dans l'affaire des tôles coupées à longueur, sur de simples conjectures – les marges de dumping les plus élevées alléguées par le requérant.

138. L'article 782 e) limite la faculté du DOC de ne pas tenir compte des renseignements réels communiqués, mais uniquement si *chacune* des cinq conditions énumérées est remplie:

> e) Utilisation de certains renseignements. - Pour parvenir à une détermination en vertu de l'article … 733, 735, 751, ou 753 [dans les enquêtes antidumping ou les réexamens], l'autorité administrante … ne doivent pas refuser d'examiner les renseignements qui sont fournis par une partie intéressée et sont nécessaires à la détermination mais ne répondent pas à toutes les prescriptions applicables établies par l'autorité administrante …, dès lors que -
>
> > 1) ces renseignements sont fournis avant la date limite fixée pour leur présentation,
> >
> > 2) ces renseignements peuvent être vérifiés,
> >
> > 3) ces renseignements ne sont pas incomplets au point de ne pas pouvoir constituer une base fiable pour l'établissement de la détermination applicable,

[195] Article 782 d), pièce n° 26 de l'Inde.

> 4) la partie intéressée a démontré qu'elle avait agi au mieux de ses possibilités pour fournir les renseignements et satisfaire aux prescriptions établies par l'autorité administrante … concernant ces renseignements, *et*
>
> 5) ces renseignements peuvent être utilisés sans difficultés indues.[196]

139. Si l'une quelconque de ces cinq conditions n'est *pas* remplie, la prescription obligatoire énoncée à l'article 776 a) selon laquelle le DOC doit rejeter les renseignements et utiliser les "données de fait par ailleurs disponibles" prend effet. Ainsi, le DOC est tenu d'utiliser les "données de fait disponibles" si la réponse à un questionnaire n'a pas été communiquée à une date limite arbitrairement fixée, même si la réponse était complète, était vérifiable (et avait été vérifiée), était utilisable et avait été présentée de bonne foi.

140. Bien que le texte des articles 776 a) et 782 e) puisse être interprété comme s'appliquant à des catégories précises de renseignements, le DOC et le CIT n'ont pas interprété les dispositions susmentionnées de cette manière. Au lieu de cela, l'article 776 a) a été interprété comme prescrivant le rejet de renseignements utilisables, vérifiés et communiqués en temps utile lorsque l'entreprise interrogée "ne communique pas [d'autres] renseignements qui ont été demandés par l'autorité administrante" ou "n'a pas communiqué ces [autres] renseignements aux dates limites fixées pour la communication de renseignements ou ne les communique pas sous la forme et de la manière demandée".[197]

3. Les articles 776 a) et 782 e) sont des dispositions impératives

141. La pratique établie du GATT/de l'OMC veut que la compatibilité d'une loi telle qu'elle est énoncée puisse être contestée même indépendamment de son application si elle est de nature impérative. En d'autres termes, si une loi prescrit une action incompatible avec les règles de l'OMC ou bien interdit une action compatible avec ces règles, elle peut être mise en cause, telle qu'elle est énoncée, dans la procédure de règlement d'un différend.[198]

142. Lus conjointement, les articles 776 a) et 782 e) prescrivent une violation des obligations contractées dans le cadre du GATT/de l'OMC et proscrivent l'application d'un traitement compatible avec les règles de l'OMC aux renseignements au cours d'une enquête antidumping. Il doit donc être constaté qu'en tant que tels, ces articles sont incompatibles avec les obligations susmentionnées.[199] Ainsi qu'il vient d'être exposé, l'article 776 a) *prescrit* l'utilisation des "données de fait par ailleurs disponibles" chaque fois que l'une des quatre conditions énumérées est applicable. Si l'article 782 e) permet que les renseignements soient néanmoins pris en compte, l'article 782 e) impose à la partie qui fournit les renseignements (c'est-à-dire l'entreprise étrangère interrogée) de prouver que les cinq conditions énumérées sont *toutes* remplies. Si elle ne peut le démontrer que pour quatre conditions sur cinq, le DOC ne peut pas prendre les renseignements en compte. Ainsi, lus conjointement, les articles 776 a) et 782 e) prescrivent l'utilisation des "données de fait disponibles" lorsque l'entreprise interrogée n'a pas communiqué ces renseignements aux dates limites fixées pour la communication de renseignements ou ne les communique pas sous la forme et de la manière demandée. Il s'agit de mesures qui entraîneront forcément une action incompatible avec les obligations contractées dans le cadre du GATT/de l'OMC.

143. L'Énoncé des mesures administratives relatif à la Loi sur les Accords du Cycle d'Uruguay (SAA) renforce le caractère impératif des articles 776 a) et 782 e). Il dispose que l'article 776 a)

---

[196] Article 782 e) (pas d'italique dans l'original), pièce n° 26 de l'Inde.
[197] Article 776 a) 2) A) et b), pièce n° 26 de l'Inde.
[198] Rapport du Groupe spécial *Acier laminé à chaud en provenance du Japon*, paragraphe 7.192.
[199] Voir *États-Unis – Loi antidumping de 1916*, rapport de l'Organe d'appel, WT/DS136/AB/R-WT/DS162/AB/R, adopté le 26 septembre 2000, paragraphe 88.

"*impose* au DOC … d'établir des déterminations sur la base des données de fait disponibles lorsque les renseignements demandés ne figurent pas dans le dossier ou ne peuvent pas être utilisés par exemple parce qu'ils n'ont pas été fournis, qu'ils ont été fournis de manière tardive ou que le DOC n'a pas pu les vérifier".[200]

144. Le SAA constitue une interprétation définitive de la loi telle qu'elle a été le plus récemment modifiée en 1994. Il comprend une exégèse de l'Accord sur l'OMC et des accords qui lui sont annexés, une description des modifications apportées aux lois et réglementations américaines en vue de la mise en œuvre de ces accords, ainsi qu'une déclaration de politique générale définitive sur la manière dont les autorités américaines administreraient les lois et réglementations américaines ainsi modifiées.[201] Le SAA se décrit comme étant "l'expression officielle de l'opinion de l'administration sur l'interprétation et l'application des Accords du Cycle d'Uruguay, tant aux fins des obligations internationales des États-Unis qu'aux fins de leur droit interne" et indique que "le Congrès escompte que les administrations suivantes respecteront et appliqueront les interprétations et engagements énoncés ici".[202] Comme le Groupe spécial l'a constaté dans l'affaire *États-Unis - Articles 301 à 310 de la Loi de 1974 sur le commerce extérieur*, le "SAA exprime donc l'opinion de l'Administration, soumise par le Président au Congrès qui l'a approuvée, à la fois sur l'interprétation et sur l'application des accords, et il énonce des engagements qui doivent être respectés par les Administrations suivantes, et *auxquels les acteurs nationaux et internationaux peuvent se fier*".[203]

145. Le DOC et le CIT ont interprété les articles 776 a) et 782 e) comme prescrivant l'utilisation des données de fait disponibles chaque fois que les circonstances prévues à l'article 776 a) existent et que l'une quelconque des conditions énumérées à l'article 782 e) n'est pas remplie. De nombreuses déterminations du DOC ont décrit l'article 776 a) comme "imposant" au DOC de recourir aux données de fait disponibles.[204] Le CIT a affirmé que "[l'article 776 a)] énonce quatre situations, dont chacune, quelle qu'elle soit, *impose* au DOC de recourir aux "données de fait par ailleurs disponibles"".[205] Le CIT a aussi jugé que les cinq critères énumérés à l'article 782 e) devaient tous être remplis pour que

---

[200] SAA, page 869, pièce n° 27 de l'Inde. (pas d'italique dans l'original)

[201] La teneur et le libellé de l'Énoncé des mesures administratives ont fait l'objet de négociations entre l'administration américaine et le Congrès des États-Unis (avec parfois de nombreuses contributions de groupes intéressés du secteur privé tels que les branches d'industrie recourant très souvent aux mesures correctives antidumping). Le texte final de l'Énoncé a ensuite été officiellement présenté au Congrès américain, ainsi que l'ensemble des accords internationaux du Cycle d'Uruguay et la législation d'application; il a été expressément approuvé par le Congrès à l'article 101 a) de la Loi sur les Accords du Cycle d'Uruguay (codifié dans 19 U.S.C. 3511(a)). L'article 102 d) de la même loi (19 U.S.C. 3521(d)) dispose que "[l]'Énoncé des mesures administratives approuvé par le Congrès en vertu de l'article 101 a) est considéré comme l'expression officielle par les États-Unis concernant l'interprétation et l'application des Accords du Cycle d'Uruguay et de la présente loi dans le cadre de toute procédure judiciaire dans laquelle une question se pose concernant une telle interprétation ou application".

[202] SAA, page 1, cité dans le rapport du Groupe spécial *Acier laminé à chaud en provenance du Japon*, paragraphe 7.198.

[203] WT/DS152/R, rapport adopté le 27 janvier 2000, paragraphe 7.111. (pas d'italique dans l'original)

[204] Voir, par exemple, *Notice of Final Determination of Sales at Less than Fair Value: Certain Pasta from Italy*, 61 Fed. Reg. 30326, 14 juin 1996 (*"Pasta from Italy"); Final Determination of Sales at Less than Fair Value: Certain Pasta from Turkey*, 61 Fed. Reg. 30309, 30311, 14 juin 1996 (*"Pasta from Turkey"); Certain Cut-To-Length Carbon Steel Plate from Sweden: Preliminary Results of Antidumping Duty Administrative Review*, 61 Fed. Reg. 51898, 51899, 4 octobre 1996 (*"Plate from Sweden"*) ("le Département a déterminé que, dans la mesure où les données de SSAB sur les coûts ne pouvaient pas être vérifiées, l'article 776 a) de la loi imposait au Département d'utiliser les données de fait disponibles en ce qui concerne ces données"). Voir also *Roller Chain, Other than Bicycle from Japan: Preliminary Results and Partial Rescission of Anti-dumping Duty Administrative Review*, 63 Fed. Reg. 25450, 8 mai 1998 ("l'article 776 a) prescrit que le Département utilise les données de fait disponibles pour établir sa détermination concernant Pulton"). Ces déterminations sont annexées à la pièce n° 28 de l'Inde.

[205] *Allegheny-Ludlum Corp. v. United States*, USCIT Slip Op. 2000-170 (28 décembre 2000), pages 42 et 43 (pas d'italique dans l'original), annexé comme pièce n° 29 de l'Inde.

les dispositions de l'article soient applicables; si l'un quelconque des critères n'est pas rempli, il est inutile d'analyser les autres.[206] La détermination finale du DOC relative à des *pâtes alimentaires en provenance de l'Italie*, qui décrit comment les renseignements fournis par l'exportateur de pâtes alimentaires De Cecco ont été traités, expose clairement les vues du DOC concernant la relation entre l'article 776 a) et l'article 782 e):

> Comme l'article 782 e) n'a pas empêché le DOC de refuser de prendre en considération les renseignements sur le coût de production fournis par De Cecco et comme l'article 782 d) a autorisé le DOC à ne pas tenir compte de la réponse initiale non conforme de De Cecco concernant le coût de production et de ses réponses non satisfaisantes à la demande ultérieure du DOC, le DOC a déterminé que De Cecco n'avait pas fourni les renseignements sur le coût de production aux dates limites fixées ou sous la forme et de la manière demandée. En conséquence, l'article 776 a) *imposait* au DOC d'utiliser les données de fait disponibles pour établir sa détermination concernant De Cecco.[207]

4. En ce qui concerne l'acceptation des renseignements, les deux conditions additionnelles imposées par les articles 782 e) 3) et 782 e) 4), lus conjointement avec l'article 776 a), sont incompatibles avec l'article 6.8 et l'Annexe II, paragraphe 3, de l'Accord antidumping

146. À la section V ci-dessus, l'Inde a fait valoir que la liste figurant à l'Annexe II, paragraphe 3, est une liste exhaustive et qu'il est juridiquement inadmissible qu'une autorité administrante y ajoute des conditions additionnelles qui l'empêcheront de prendre en compte des renseignements vérifiables, communiqués en temps utile, utilisables et présentés de manière appropriée.

147. Lus conjointement, les articles 782 e) et 776 a) sont contraires à l'article 6.8 et à l'Annexe II, paragraphe 3, car ils définissent deux conditions additionnelles non énoncées ou prescrites à l'Annexe II, paragraphe 3, qui étendent la mesure dans laquelle le DOC peut et doit utiliser les "données de fait disponibles" à la place des renseignements concrètement fournis.

148. La première des nouvelles conditions veut que les renseignements "[ne soient] pas incomplets au point de ne pas pouvoir constituer une base fiable pour l'établissement de la détermination applicable". Il n'est tout simplement fait aucune mention à l'Annexe II, paragraphe 3, d'une quantité de renseignements qui est nécessaire pour que les renseignements puissent être utilisés. Aucune quantité n'a été imposée par les groupes spéciaux ou l'Organe d'appel dans les précédents rapports traitant de l'article 6.8 et de l'Annexe II, paragraphe 3.

149. En outre, dans la détermination finale concernant les tôles coupées à longueur en provenance de l'Inde - ainsi que dans d'autres enquêtes - le DOC a interprété le terme "renseignements" comme s'il désignait *tous* les renseignements demandés ou fournis au cours d'une enquête. Ainsi, si une

---

[206] *Acciai Speciali Terni v. United States*, USCIT Slip Op. 2001-36 (30 mars 2001), page 42, annexé comme pièce n° 29 de l'Inde.

[207] *Pasta from Italy, supra* n. 204, pages 30328 à 29. (pas d'italique dans l'original) Voir aussi *Roller Chain, Other than Bicycle from Japan: Final Results and Partial Rescission of Anti-dumping Duty Administrative Review*, 63 Fed. Reg. 63671, 63673, 16 novembre 1998, annexé comme pièce n° 28 de l'Inde ("*Roller Chain from Japan – Final*") ("Étant donné que Kaga n'a pas fourni les renseignements nécessaires sous la forme et de la manière demandée, même après qu'il lui a été ménagé plusieurs occasions de remédier à ces lacunes, le Département est tenu, au titre de l'article 782 d), d'appliquer, sous réserve de l'article 782 e), les données de fait par ailleurs disponibles. Nous déterminons en outre que Kaga n'a pas satisfait à plusieurs des conditions énoncées à l'article 782 e) de la loi … Pour les raisons susmentionnées, l'application de l'article 782 e) de la loi ne l'emporte pas sur la prescription de l'article 776 a) qui impose d'utiliser les données de fait par ailleurs disponibles pour les communications de Kaga. L'utilisation des données de fait disponibles est donc justifiée en l'espèce.").

importante catégorie de renseignements, par exemple les données sur le coût de production, n'est pas vérifiable, complète ou communiquée en temps utile, cette interprétation des articles 782 e) et 776 a) permet au DOC de rejeter tous les renseignements fournis et de leur substituer les données de fait disponibles totales et une marge de dumping fondée sur la requête.

150. La deuxième condition ajoutée par l'article 782 e) veut qu'une partie intéressée démontre qu'elle a agi "au mieux de ses possibilités" pour fournir les renseignements et satisfaire aux prescriptions établies par le DOC "concernant ces renseignements". Aux sections V et VI.A.2 a) ci-dessus, nous avons exposé en détail l'analyse de l'Annexe II, paragraphes 3 et 5, selon laquelle force est de constater que les paragraphes 3 et 5 comprennent des obligations distinctes pour les autorités chargées de l'enquête. L'emploi de l'expression "au mieux de ses possibilités" à l'article 782 e) donne un sens différent de celui du paragraphe 5 de l'Annexe II de l'Accord antidumping. Si les renseignements satisfont aux critères du paragraphe 3, ils doivent être utilisés, indépendamment de la question de savoir si une partie a agi "au mieux de ses possibilités". À l'inverse, au titre du paragraphe 5, les autorités chargées de l'enquête doivent utiliser même les renseignements qui ne sont pas idéalement les meilleurs qui ne remplissent pas les conditions énoncées au paragraphe 3, pour autant que la partie concernée ait agi au mieux de ses possibilités.

151. En outre, au titre de l'article 2.4 de l'Accord antidumping, l'obligation de procéder à une comparaison équitable incombe aux autorités chargées de l'enquête, non aux exportateurs. Les autorités chargées de l'enquête imposent déjà aux parties intéressées de présenter des renseignements; le refus d'utiliser les renseignements sauf si une partie intéressée démontre qu'elle a agi "au mieux de ses possibilités" équivaut de manière inadmissible à limiter les droits et à imposer de nouvelles obligations incompatibles avec l'Accord.[208]

152. En résumé, en amalgamant les concepts distincts énoncés aux paragraphes 3 et 5, l'article 782 e) traduit une interprétation inadmissible de l'Accord antidumping qui limite les circonstances dans lesquelles les renseignements fournis par une partie intéressée seront utilisés.

5. Les articles 776 a) et 782 e), tels qu'ils sont interprétés par le DOC et le CIT, imposent au DOC de rejeter des renseignements communiqués en temps utile, vérifiés et utilisables si d'*autres* renseignements ne sont pas communiqués ou ne sont pas présentés au moment, sous la forme ou de la manière demandés, et sont donc contraires à l'article 6.8 et à l'Annexe II, paragraphe 3

153. Comme il est dit plus haut, les articles 776 a) et 782 e), lus conjointement, constituent des mesures impératives. L'article 776 prescrit l'utilisation des "données de fait par ailleurs disponibles" chaque fois que l'entreprise interrogée n'a pas "fourni les renseignements aux dates limites fixées pour la communication de renseignements ou sous la forme et de la manière demandée".[209] Bien que le texte de l'article 776 a) puisse être interprété comme s'appliquant à des catégories précises de renseignements, le DOC et le CIT n'ont pas interprété les dispositions en question de cette manière. Au lieu de cela, ils ont interprété les articles 776 a) et 782 e) comme imposant le rejet de renseignements communiqués en temps utile, vérifiables et utilisables car d'autres renseignements fournis se sont révélés imparfaits. Comme on l'a vu à la section V ci-dessus, de telles actions sont incompatibles avec les paragraphes 3 et 5 de l'Annexe II.

[208] Au titre de l'article 776 b), si le DOC détermine qu'une partie intéressée n'a pas coopéré en n'agissant pas "au mieux de ses possibilités" pour satisfaire à une demande de renseignements du DOC, le DOC ne pourra pas utiliser uniquement les "données de fait disponibles" mais pourra utiliser les "déductions défavorables", y compris les renseignements provenant de la requête ou (dans le cadre d'un réexamen administratif) des réexamens antérieurs. L'article 782 e) fait également mention de l'expression "au mieux de ses possibilités".

[209] Article 776 a) 2) B), pièce n° 26 de l'Inde.

154. Le DOC et le CIT ont interprété l'article 782 e) 3) comme exigeant que des renseignements vérifiés et communiqués en temps utile soient néanmoins rejetés lorsque d'autres renseignements sont manquants. Ils ont souvent interprété le membre de phrase "ne sont pas incomplets au point de ne pas pouvoir constituer une base fiable pour l'établissement de la détermination applicable" figurant à l'article 782 e) 3) comme prescrivant le rejet de renseignements vérifiés, communiqués en temps utile et utilisables par ailleurs. Le scénario type est celui de l'enquête antidumping dans laquelle (comme cela se produit souvent) le requérant allègue que les ventes sur le marché intérieur ont été effectuées à un prix inférieur au coût de production. Si le DOC ouvre une enquête sur des ventes effectuées à un prix inférieur au coût, il exige que l'entreprise interrogée présente non seulement des données concernant les ventes sur le marché intérieur et aux États-Unis, mais aussi des données sur le coût de production des produits vendus sur le marché intérieur et la valeur construite des produits vendus sur le marché américain – ce qui augmente les chances pour qu'il y ait des défauts dans un ou plusieurs ensembles de données.

155. Par exemple, dans l'affaire *Pâtes alimentaires en provenance de l'Italie* ("*Pasta from Italy*"), le requérant a allégué l'existence de ventes à un prix inférieur au coût et le DOC a demandé des données sur le coût de production et la valeur construite. Au cours de l'enquête, l'entreprise interrogée De Cecco s'est efforcée en vain d'élaborer un système de comptabilité analytique qui répondrait aux normes du DOC. Six jours avant la vérification, De Cecco a présenté un état faisant concorder les données qu'elle avait présentées avec les registres qu'elle tenait au cours de ses opérations commerciales normales, et deux jours plus tard le DOC a décidé qu'il devait recourir aux données de fait disponibles en ce qui concerne les données sur les coûts fournis par De Cecco. Le DOC a ensuite constaté qu'en conséquence, les données de De Cecco relatives aux ventes sur le marché intérieur étaient inutilisables car il n'était pas possible de vérifier ces ventes pour déterminer si elles étaient effectuées à un prix supérieur au coût de production. Les données de De Cecco concernant la valeur construite ne pouvaient pas être utilisées non plus car elles faisaient partie des données sur les coûts rejetées. Le DOC a ensuite utilisé les données de fait disponibles totales et a attribué une marge fondée sur la requête.[210] En réalité, le DOC a déclaré à plusieurs reprises que "[l]a pratique antérieure du DOC était de rejeter les renseignements présentés par une entreprise interrogée dans leur intégralité lorsque des données sur les coûts qui présentaient des défauts et qui n'étaient pas fiables rendaient toute comparaison de prix impossible".[211] De même, il est indiqué ce qui suit dans la détermination finale établie dans l'enquête sur les tôles coupées à longueur en provenance de l'Inde: "La pratique suivie de longue date par le DOC est de rejeter dans son intégralité la réponse d'une entreprise interrogée à un questionnaire lorsque des éléments essentiels de la réponse comportent tellement d'erreurs et d'inexactitudes qu'ils ne sont pas fiables."[212]

156. Ainsi, dans la présente affaire, parce qu'il avait conclu que SAIL n'avait pas fourni des renseignements utilisables, vérifiables ou communiqués en temps utile concernant les ventes sur le marché intérieur, le coût de production des modèles destinés au marché intérieur, ou la valeur construite des modèles vendus aux États-Unis, le DOC a refusé d'accepter les données de SAIL sur les ventes aux États-Unis. La motivation de son acte était fondée sur l'article 782 e) 3).

157. Le DOC et le CIT ont aussi interprété l'article 782 e) 4) comme prescrivant le rejet de renseignements vérifiés et communiqués en temps utile lorsque le DOC a constaté qu'une entreprise interrogée n'a pas démontré qu'elle avait agi au mieux de ses possibilités pour fournir les renseignements et satisfaire aux prescriptions établies par le DOC concernant ces renseignements.

---

[210] *Pasta from Italy*, *supra* n. 204, page 30327, annexé comme pièce n° 28 de l'Inde.

[211] *Elemental Sulphur from Canada: Preliminary Results of Antidumping Duty Administrative Review*, 62 Fed. Reg. 969, 970 (7 janvier 1997), annexé comme pièce n° 28 de l'Inde, citant entre autres *Pasta from Italy*, page 30329 et *Pasta from Turkey*, page 30311. Voir aussi *Plate from Sweden*, *supra* n. 204, page 51899 et *Certain Cut-To-Length Carbon Steel Plate from Mexico: Preliminary Results of Antidumping Duty Administrative Review*, 63 Fed. Reg. 48181, 48182 (9 septembre 1998), annexé comme pièce n° 28 de l'Inde.

[212] Détermination finale, pièce n° 17 de l'Inde, page 73130.

Une constatation de cette nature peut être fondée sur le simple fait que des données sont manquantes, par exemple des renseignements sur les coûts.[213] Même une tentative de correction des erreurs précédentes peut donner lieu à une constatation au titre de l'article 782 e) 4).[214] Si certaines données sont manquantes ou ont été corrigées, en déclenchant l'application des articles 782 e) et 776 a), ce fait conduira au rejet des autres données qui ont été fournies et même vérifiées en faveur des données de fait disponibles totales et de marges fondées sur la requête.

158. Selon l'interprétation donnée par l'Organe d'appel en ce qui concerne l'Annexe II, paragraphe 3, de l'Accord antidumping, si les renseignements fournis sont "vérifiables", sont "présentés de manière appropriée de façon à pouvoir être utilisés dans l'enquête sans difficultés indues", sont "communiqués en temps utile" et (le cas échéant) sont "communiqués sur un support ou dans un langage informatique demandés par les autorités", ils ne peuvent être rejetés et doivent être utilisés.[215] Les articles 782 e) et 776 a), tels qu'il sont interprétés par le DOC et le CIT, contredisent cette prescription de l'Organe d'appel. Supposons qu'une entreprise interrogée fournisse des bases de données exemptes de défauts concernant ses ventes aux États-Unis et sur le marché intérieur, qui sont vérifiables, qui ont été vérifiées, qui sont utilisables et qui sont communiquées en temps utile. Si les données sur le coût de production ne sont pas utilisables, au titre de l'article 782 e) 3) et 4) et selon la "pratique suivie de longue date" par le DOC[216], les données sur les ventes exemptes de défauts seront rejetées. Le DOC refusera d'utiliser les "données de fait disponibles partielles", devra utiliser les données de fait disponibles totales au titre de l'article 776 a) et attribuera une marge fondée sur la requête. Ainsi, les articles 776 a), 782 d) et 782 e) sont contraires à l'Annexe II et à l'article 6.8 de l'Accord antidumping.

6. Conclusion

159. Les dispositions légales susmentionnées sont incompatibles avec l'Accord antidumping. Elles ont conduit à l'adoption de décisions successives dans lesquelles le DOC a rejeté des renseignements communiqués en temps utile, vérifiés et utilisables généralement en faveur des allégations et des renseignements partiels présentés par le requérant. Le dommage causé aux exportateurs par ces actions et la menace de dommage persistante pour les exportations légitimes à destination du marché américain ne sont absolument pas compensés par le système de l'OMC. Seule une constatation d'illicéité par le Groupe spécial permettra d'éviter d'autres dommages aux exportateurs en faisant en

---

[213] *Plate from Sweden, supra* n. 204, page 51899; *Certain Cut-to-Length Carbon Steel Plate from Sweden*: *Final Results of Antidumping Duty Administrative Review*, 62 Fed.Reg. 18396, 18401 (15 avril 1997), annexé comme pièce n° 28 de l'Inde ("Les raisons pour lesquelles le Département s'était fondé sur les données de fait totales disponibles étaient les suivantes: incapacité de SSAB à démontrer que les coûts déclarés au Département correspondaient aux coûts réels encourus pour produire les marchandises visées et qu'il était possible de les faire concorder avec les renseignements consignés dans les registres comptables normaux; et notre incapacité à utiliser les données de fait disponibles partielles pour compléter les renseignements non vérifiés."). Voir aussi *Pasta from Italy*, *supra* n. 204, page 30328: "La société De Cecco n'a pas démontré qu'elle avait agi au mieux de ses possibilités pour fournir les renseignements demandés car elle n'avait pas répondu de façon satisfaisante à la demande complémentaire de renseignements formulée par le Département et avait fourni des réponses entièrement nouvelles concernant le coût de production en février 1996, longtemps après la date limite du 27 novembre 1995 fixée par le Département pour cette réponse."

[214] *Roller Chain from Japan – Final, supra* n. 207, page 63673: "La société Sugiyama n'a pas démontré qu'elle avait agi au mieux de ses possibilités pour fournir les renseignements nécessaires. Ainsi qu'il est expliqué ci-dessus et décrit en détail dans la note de Sugiyama concernant les données de fait disponibles, après la date limite du 17 novembre fixée pour la communication de nouveaux renseignements factuels dans le cadre du présent réexamen, Sugiyama avait continué à présenter des corrections partielles de ses données communiquées en temps utile et de ses renseignements non communiqués en temps utile concernant les ventes à des entreprises affiliées sur le marché intérieur, qu'elle avait fournis au Département la première fois le 27 janvier 1998."

[215] Décision de l'Organe d'appel *Acier laminé à chaud en provenance du Japon*, paragraphe 83.

[216] Voir les affaires citées dans la note de bas de page 211 ci-dessus.

sorte que les États-Unis mettent non seulement une décision administrative mais aussi leurs lois en conformité avec les obligations qu'ils ont contractées dans le cadre de l'OMC.

C. LES ARTICLES 776 a), 782 d) ET 782 e), TELS QU'APPLIQUÉS DANS LE CADRE DE L'ENQUÊTE ANTIDUMPING CONCERNANT LES TÔLES COUPÉES À LONGUEUR EN PROVENANCE DE L'INDE, SONT INCOMPATIBLES AVEC L'ACCORD ANTIDUMPING

160. La section III ci-dessus exposait l'enchaînement des événements au cours de l'enquête du DOC sur les tôles en acier au carbone coupées à longueur en provenance de l'Inde. Nous verrons de manière plus détaillée ci-après comment le DOC et le CIT ont appliqué les articles 776 a), 782 e) et 782 d) dans le cadre de la présente enquête et nous examinerons l'incompatibilité de cette application avec l'Accord antidumping.

161. Ainsi qu'il est exposé ci-dessus, SAIL a répondu en temps utile lorsqu'elle a fourni ses données sur les ventes aux États-Unis. La base de données informatique concernant les ventes aux États-Unis fournie au DOC le 16 juin 1999 était complète et parfaitement valable et elle avait été présentée dans le format électronique demandé par le DOC. Le DOC a demandé à SAIL d'incorporer quatre champs additionnels dans sa base de données concernant les ventes aux États-Unis, ce qu'elle a fait dans les bases de données révisées communiquées de juillet à septembre, mais par ailleurs le DOC n'a soulevé aucune question pendant la durée restante de l'enquête au sujet de la possibilité d'exploiter cette base de données concernant les ventes aux États-Unis ou au sujet de son format électronique, préférant porter son attention sur les données de SAIL concernant les ventes sur le marché intérieur et le coût de production. Dans la détermination antidumping préliminaire établie le 29 juillet 1999, le DOC a appliqué une marge de dumping fondée sur les données de fait disponibles totales.[217] Les seuls problèmes cités par le DOC à ce stade concernaient les données de SAIL relatives aux coûts et aux prix sur le marché intérieur.[218] Le DOC a décidé d'attribuer à SAIL une marge fondée sur la requête, rejetant ses données sur les ventes aux États-Unis uniquement à cause de problèmes rencontrés avec les autres données.

162. Lors de la vérification menée en septembre 1999, le seul problème considéré comme important pour ce qui est de la base de données de SAIL concernant les ventes aux États-Unis résidait dans l'erreur de codage, qui était simple et pouvait être corrigée, dont il est question au paragraphe 30 ci-dessus. Cela étant, la note du DOC concernant l'échec de la vérification a conclu que "les données de SAIL [n'étaient] pas fiables dans l'ensemble".[219] Dans la détermination finale du 29 décembre 1999, le DOC a donc rejeté toute utilisation de la base de données concernant les ventes aux États-Unis et a attribué une marge même plus élevée sur la base de la requête.[220]

163. Sur le plan légal, le DOC a établi une détermination positive visant l'utilisation des données de fait disponibles en vertu de l'article 776 a) 2) A), B) et D). L'application de l'article 776 a) 2) A) est déclenchée lorsque le DOC détermine qu'une partie intéressée ou une autre personne "ne communique pas les renseignements qui ont été demandés par l'autorité administrante". Ainsi, le DOC a constaté que les problèmes informatiques et autres problèmes liés aux bases de données de SAIL concernant les ventes sur le marché intérieur et le coût de production signifiaient que SAIL n'avait pas communiqué les renseignements demandés. De même, en ce qui concerne l'article 776 a) 2) B), le DOC a constaté que les problèmes rencontrés par SAIL dans le rassemblement des données concernant les ventes et les coûts sur le marché intérieur signifiaient que SAIL n'avait pas "[fourni] ces renseignements aux dates limites fixées pour la communication de renseignements ou sous la forme ou de la manière demandée". S'agissant de l'article 776 a) 2) D), le

[217] Pièce n° 11 de l'Inde, page 41204.
[218] Id., pages 41203 et 41204.
[219] Note concernant l'échec de la vérification, pièce n° 16 de l'Inde, page 5.
[220] Détermination finale, pièce n° 17 de l'Inde, pages 73127 et 73128.

DOC a constaté que les problèmes constatés lors de la vérification des ventes (qui étaient tous liés à la base de données concernant les ventes sur le marché intérieur, à l'exception des erreurs de codage de la largeur relatives aux ventes aux États-Unis) signifiaient que SAIL avait "communiqu[é] les renseignements en question, mais que ceux-ci ne [pouvaient] pas être vérifiés".[221] Le DOC a ensuite constaté que les cinq exceptions énoncées à l'article 782 e) concernant l'utilisation des "données de fait disponibles" n'étaient pas toutes applicables.[222]

164. Pour pouvoir être acceptés au titre de l'article 782 e) 1), les "renseignements" doivent être "fournis avant la date limite fixée pour leur présentation". Le DOC a constaté que "SAIL a bénéficié de nombreuses prorogations de délai pour fournir des données exactes, ce qu'elle n'a pas fait. En fait, la dernière communication de données sur les coûts effectuée le 18 août 1999 consistait en une base de données qui contenait des versions électroniques inexploitables des données de SAIL sur le coût de production ne comprenant aucun renseignement sur la valeur construite".[223] Autrement dit, le DOC a interprété le terme "renseignements" comme désignant *tous* les renseignements demandés dans le cadre de l'affaire et a décidé de ne pas prendre en compte les données sur les ventes aux États-Unis en raison de problèmes liés aux données concernant les ventes et les coûts sur le marché intérieur.[224]

165. Deuxièmement, l'article 782 e) 2) ne s'applique que dans le cadre d'une exception à la prescription énoncée à l'article 776 si "les renseignements peuvent être vérifiés". Le DOC a constaté ce qui suit: "en ce qui concerne l'article 782 e) 2), nous n'avons pas été en mesure de vérifier la réponse de SAIL au questionnaire en raison du fait que des éléments essentiels de la réponse (c'est-à-dire les bases de données concernant le marché intérieur et les coûts) comportaient d'importantes erreurs".[225] À nouveau, le DOC a assimilé le terme "renseignements" à *tous* les renseignements demandés et a refusé de prendre en compte les données sur les ventes aux États-Unis, qui avaient été entièrement vérifiées, à cause de problèmes rencontrés dans la vérification d'autres catégories de renseignements.

166. Troisièmement, l'article 782 e) 3) exige que "ces renseignements [ne soient] pas incomplets au point de ne pas pouvoir constituer une base fiable pour l'établissement de la détermination applicable". Le DOC a déterminé qu'"en ce qui concerne l'article 782 e) 3), le fait que des éléments essentiels de la réponse de SAIL ne pouvaient pas être vérifiés se traduisait par des renseignements qui étaient incomplets et qui n'étaient pas fiables pour la détermination de la marge de dumping exacte".[226] Cette constatation interprétait également le terme "renseignements" comme désignant *tous* les renseignements demandés et a entraîné le rejet des données vérifiées sur les ventes aux États-Unis à cause de problèmes liés à des données indépendantes concernant les ventes sur le marché intérieur et le coût de production.

167. Quatrièmement, l'article 782 e) 4) dispose qu'une partie doit avoir "démontré qu'elle avait agi au mieux de ses possibilités pour fournir les renseignements et satisfaire aux prescriptions établies par l'autorité administrante … concernant ces renseignements". Le DOC a déterminé qu'"en ce qui concerne l'article 782 e) 4), SAIL, comme indiqué dans le rapport de vérification des ventes sur le marché intérieur, n'avait pas suffisamment vérifié l'exactitude et la fiabilité de ses propres données avant de présenter les renseignements au DOC, montrant ainsi qu'elle n'avait pas agi au mieux de ses possibilités pour communiquer des données exactes et fiables au DOC".[227] Là encore, le DOC a interprété l'expression "les renseignements" comme désignant *tous* les renseignements demandés. Il s'est principalement fondé sur les problèmes liés à la base de données concernant les ventes sur le

[221] Id., page 73127.
[222] Id., pages 73127 et 73131.
[223] Id., page 73127.
[224] Id., page 73130.
[225] Id., page 73127.
[226] Id.
[227] Id.

marché intérieur et le coût de production pour justifier l'exclusion de *tous* les renseignements fournis, y compris les données sur les ventes aux États-Unis, alors qu'il avait précédemment constaté que les données sur les ventes aux États-Unis étaient exactes et complètes. Pour le DOC, le fait que SAIL n'avait pas entièrement répondu à son questionnaire complexe et n'avait pas communiqué de réponses entièrement correctes aux questions concernant toutes les catégories de renseignements signifiait qu'elle n'avait pas vérifié ses données; le fait de ne pas avoir vérifié les données est devenu le fait de ne pas "agir au mieux de ses possibilités".

168. Enfin, l'article 782 e) 5) ne s'applique que dans le cadre d'une exception à la prescription énoncée à l'article 776 si "les renseignements peuvent être utilisés sans difficultés indues". À cet égard, le DOC a déterminé ce qui suit: "la base de données concernant les ventes aux États-Unis comportait des erreurs qui, prises séparément, pourraient être corrigées mais qui, associées aux autres défauts omniprésents dans les données communiquées par SAIL, nous amènent à conclure que les données de SAIL ne sont pas fiables dans l'ensemble. En conséquence, le DOC ne dispose pas d'une base adéquate pour effectuer son analyse en vue de déterminer la marge de dumping et *doit* recourir aux données de fait disponibles en vertu de l'article 776 a) 2) de la loi".[228] Encore une fois, les problèmes liés aux données concernant les coûts et les ventes sur le marché intérieur ont entraîné le rejet de la base de données concernant les ventes aux États-Unis, même si les données sur les ventes aux États-Unis étaient exactes et complètes et que l'unique erreur de codage informatique recensée était facile à corriger à partir des renseignements versés au dossier de l'enquête. Mis à part l'allégation exagérée et intéressée du DOC selon laquelle les défauts présentés par d'autres parties de la réponse de SAIL l'avaient conduit à douter de la fiabilité des données sur les ventes aux États-Unis, aucun élément de preuve au dossier ne permettrait d'établir un lien entre ces autres défauts et les données sur les ventes aux États-Unis.

169. En conséquence, le DOC a recouru aux "données de fait disponibles totales" et a refusé de prendre en compte les renseignements présentés, comme le prescrivent les articles 776 a) 2) et 782 e) lus conjointement. L'avis indique ce qui suit: "[l]a pratique suivie de longue date par le DOC est de rejeter dans son intégralité la réponse d'une entreprise interrogée à un questionnaire lorsque des éléments essentiels de la réponse comportent tellement d'erreurs et d'inexactitudes qu'ils ne sont pas fiables … Pour effectuer correctement une analyse antidumping qui vise une allégation de ventes à un prix inférieur aux coûts, le Département doit analyser quatre éléments essentiels des données présentées par une entreprise interrogée: les ventes aux États-Unis; les ventes sur le marché intérieur; le coût de production des modèles destinés au marché intérieur; et la valeur construite des modèles vendus aux États-Unis. Cependant, SAIL n'a pas fourni une base de données qui soit utilisable concernant les ventes sur le marché intérieur, le coût de production ou la valeur construite".[229] Ainsi, le DOC a interprété les articles 776 a) et 782 e) comme imposant le rejet des données sur les ventes aux États-Unis – qui avaient été vérifiées et jugées exactes et complètes et qui auraient pu être utilisées après une simple correction d'une erreur de codage manifeste – à cause de problèmes liés aux données concernant les ventes sur le marché intérieur et le coût de production. En fait, comme nous l'avons vu ci-dessus, le DOC a agi dans la présente affaire de la même manière que dans de nombreux autres cas où des problèmes liés aux données concernant les coûts et/ou les ventes sur le marché intérieur avaient entraîné un recours systématique aux données de fait disponibles.

170. Comme il est dit plus haut, le DOC a ensuite attribué à SAIL une marge de 72,49 pour cent fondée sur la requête.[230] Après que la Commission du commerce international des États-Unis a établi une détermination finale positive de l'existence d'un dommage, le DOC a promulgué l'ordonnance antidumping.[231]

---

[228] Id. (pas d'italique dans l'original)
[229] Id.
[230] Id., pages 73127 et 73128.
[231] Pièce n° 18 de l'Inde.

171. Lorsque SAIL a fait appel de la détermination finale devant le CIT, elle a fait valoir que le terme "renseignements" figurant à l'article 782 e) s'appliquait à des catégories déterminées de renseignements (comme les données sur les ventes aux États-Unis) en tant que communications séparées et distinctes de renseignements.[232] En réponse, le DOC a fait valoir qu'il avait une "pratique suivie de longue date" consistant à utiliser les données de fait disponibles totales lorsque des "éléments essentiels de la réponse" étaient inexacts ou n'étaient pas fiables et qu'il avait "ignoré toutes les réponses pour calculer ce qu'il estimait être une marge de dumping plus exacte".[233] Le DOC a également fait valoir que le terme "renseignements" utilisé à l'article 782 e) désignait *toutes* les réponses présentées par une partie intéressée et non juste une catégorie de renseignements figurant dans les réponses.[234] Le DOC a fait valoir auprès du CIT qu'il ne pouvait pas – conformément aux lois américaines et à sa propre "pratique suivie de longue date" – calculer une marge antidumping définitive à l'aide d'une seule partie de la formule présentée par l'entreprise interrogée et d'une ou de plusieurs parties de la formule provenant d'autres sources, notamment la requête. Selon ces interprétations des lois américaines et sa propre pratique, le DOC était d'avis qu'il était tenu d'utiliser soit *toutes* les données de l'entreprise interrogée (sous réserve uniquement d'actions du DOC consistant à "combler les lacunes") soit *toutes* les données provenant de sources autres que l'entreprise interrogée, notamment la requête. La façon dont le DOC interprétait l'Accord antidumping ne permettait pas d'adopter une solution intermédiaire.

172. Le CIT a confirmé l'interprétation du DOC, estimant que c'était une "interprétation raisonnable de la loi" et qu'elle était conforme à la "pratique suivie de longue date [par le DOC] consistant à limiter le recours aux données de fait disponibles partielles".[235] Le Tribunal a confirmé la décision du DOC d'appliquer les "données de fait disponibles totales" telle qu'elle était étayée par des "éléments de preuve substantiels versés au dossier", en se fondant sur les affirmations du DOC selon lesquelles il existait des éléments non conformes qui "touchaient tous les aspects des données présentées par SAIL" et parce que SAIL n'avait pas respecté les dates limites fixées par le DOC.[236] Toutefois, le Tribunal a constaté que, dans ces circonstances, avant d'appliquer des déductions défavorables, le DOC aurait dû déterminer si SAIL refusait de coopérer ou si elle aurait pu présenter les renseignements demandés, mais qu'elle ne l'avait pas fait. La question a été renvoyée au DOC pour qu'il puisse établir de telles constatations ou reconsidérer sa décision d'appliquer une déduction défavorable.[237] La nouvelle détermination établie par le DOC à l'issue du renvoi n'a en rien modifié la façon dont il traitait les renseignements communiqués par SAIL, de sorte que la marge de 72,49 pour cent est restée inchangée.[238]

173. Pour les raisons ci-dessus, le Groupe spécial devrait statuer que la façon dont le DOC et le CIT interprètent les lois en question est incompatible avec l'article 6.8 et le paragraphe 3 de l'Annexe II de l'Accord antidumping.

---

[232] Mémoire soumis par SAIL au CIT dans l'affaire *SAIL v. United States*, pièce n° 19 de l'Inde, pages 15 à 23; *SAIL v. United States*, pièce n° 20 de l'Inde, pages 4 à 6.

[233] *SAIL v. United States*, pièce n° 20 de l'Inde, page 7.

[234] Id., page 9.

[235] Id., pages 11 à 13.

[236] Id., pages 13 et 14, citant le mémoire soumis par le DOC au CIT.

[237] Id., pages 15 à 19.

[238] Pièce n° 21 de l'Inde.

D. LE DOC A VIOLÉ LES ARTICLES 2.2, 2.4 et 9.3 DE L'ACCORD ANTIDUMPING ET L'ARTICLE VI:1 ET VI:2 DU GATT DE 1994 EN APPLIQUANT LES DONNÉES DE FAIT DISPONIBLES ET LES DONNÉES DE FAIT DISPONIBLES DÉFAVORABLES POUR CALCULER ET PERCEVOIR DES DROITS ANTIDUMPING DÉFINITIFS SANS UTILISER LES DONNÉES SUR LES VENTES AUX ÉTATS-UNIS FOURNIES PAR SAIL

174. N'ayant pas utilisé les données de SAIL sur les ventes aux États-Unis, qui avaient été vérifiées et présentées en temps utile, le DOC a calculé et perçu un droit antidumping définitif sans procéder à une comparaison équitable entre le prix d'exportation et la valeur normale comme le veut l'article 2.4 de l'Accord antidumping. La marge antidumping incorrecte ayant été déterminée de manière contraire à l'article 2.4, le DOC a aussi violé l'article 9.3 qui dispose que "[l]e montant du droit antidumping ne dépassera pas la marge de dumping déterminée selon l'article 2". Le fait de ne pas procéder à une comparaison équitable constituait également une violation de l'article VI:1 du GATT de 1994 et, par conséquent, une violation de l'article VI:2 du GATT de 1994, qui dispose qu'un Membre pourra uniquement "percevoir sur tout produit faisant l'objet d'un dumping un droit antidumping dont le montant ne sera pas supérieur à la marge de dumping afférente à ce produit" et définit la marge de dumping comme étant la différence de prix déterminée conformément à l'article VI:1.

E. LE DOC A VIOLÉ L'ARTICLE 15 DE L'ACCORD ANTIDUMPING EN NE PRENANT PAS SPÉCIALEMENT EN CONSIDÉRATION LA SITUATION DE L'INDE EN TANT QUE PAYS EN DÉVELOPPEMENT LORSQU'IL A APPLIQUÉ LES DONNÉES DE FAIT DISPONIBLES POUR CE QUI EST DES DONNÉES DE SAIL SUR LES VENTES AUX ÉTATS-UNIS

175. Le DOC a également violé l'article 15 de l'Accord antidumping en ne prenant pas spécialement en considération le statut de pays en développement de l'Inde quand il a envisagé d'appliquer des droits antidumping. La deuxième phrase de l'article 15 de l'Accord antidumping imposait au DOC d'"explorer" les "possibilités de solutions constructives prévues" par l'Accord antidumping, "préalablement à l'application de droits antidumping" aux exportations d'un pays en développement, les exportations de SAIL en l'espèce. L'article 15 impose aux autorités chargées de l'enquête des pays développés d'adresser un "avis ou [des] information[s]" aux entreprises interrogées des pays en développement Membres concernant les possibilités d'explorer des solutions autres que l'application de droits antidumping.[239] Comme le Groupe spécial l'a estimé dans l'affaire *Linge de lit en provenance d'Inde*, rester totalement passif ne suffit pas pour satisfaire à l'obligation d'"explorer" les possibilités de solutions constructives.[240] Plus précisément, l'"exploration des possibilités doit être activement entreprise par les autorités du pays développé avec une volonté de parvenir à un résultat positif".[241] L'article 15 impose "l'obligation d'envisager activement, avec un esprit ouvert, la possibilité d'une [solution constructive] avant l'imposition d'une mesure antidumping qui porterait atteinte aux intérêts essentiels d'un pays en développement".[242]

176. Le 30 juillet 1999, SAIL a présenté au DOC une proposition visant un accord de suspension, qui indiquait ce qui suit:

> SAIL souhaite discuter avec le DOC d'un éventuel "accord de suspension" qui résoudra tout problème lié au commerce des tôles coupées à longueur dans un avenir prévisible. À cet égard, nous proposons à des fins de discussion le projet d'accord de

[239] *Communautés européennes – Droits antidumping sur les importations de linge de lit en coton en provenance d'Inde*, WT/DS141/R (30 octobre 2000), paragraphe 6.238.
[240] Id.
[241] Id., paragraphe 6.233.
[242] Id.

suspension annexé qui est fondé sur le niveau des prix habituellement appliqués sur le marché des États-Unis.[243]

177. Le DOC n'a pas fourni de réponse écrite à cette proposition et aucune réponse ne figure dans le dossier soumis au présent Groupe spécial. Dans leurs contacts avec le conseil de SAIL, les fonctionnaires du DOC ont déclaré verbalement qu'ils ne discuteraient pas du tout d'un accord de suspension car l'industrie sidérurgique nationale et ses partisans au Congrès américain s'opposeraient à tout accord de suspension. Le comportement du DOC ne témoignait pas d'un "esprit ouvert" mais d'un esprit fermé. Ses actions excluaient toute "exploration des possibilités … avec une volonté de parvenir à un résultat positif". Comme les CE dans l'affaire *Linge de lit en provenance d'Inde*, le DOC n'a pas, si peu que ce soit, traité SAIL différemment des entreprises interrogées des pays développés lorsqu'il a établi les droits antidumping définitifs. Il n'a pas avisé SAIL qu'il était disposé à envisager d'explorer la possibilité d'autres solutions comme l'application de droits antidumping d'un montant moins élevé ou l'acceptation d'engagements en matière de prix. Interrogé sur d'autres solutions, le DOC a refusé d'en discuter.

178. Sur la base de ce qui précède, le Groupe spécial devrait constater que les États-Unis ont violé l'article 15 en percevant des droits antidumping définitifs sur les importations de tôles coupées à longueur en provenance de l'Inde sans explorer les possibilités de solutions constructives.

VII. CONCLUSION ET DEMANDE DE DÉCISIONS ET DE RECOMMANDATIONS

179. L'Inde demande que le Groupe spécial établisse les constatations suivantes:

1. L'ordonnance instituant un droit antidumping publiée le 10 février 2000 par le DOC dans l'affaire *Certaines tôles en acier au carbone coupées à longueur en provenance de l'Inde* est incompatible avec les obligations des États-Unis au titre des articles 2.4, 6.8, 9.3, 15 et de l'Annexe II, paragraphes 3, 5 et 7, de l'Accord antidumping, et au titre de l'article VI:1 et VI:2 du GATT de 1994.

2. Les articles 776 a), 782 d) et 782 e) de la Loi douanière de 1930 ainsi qu'elle a été modifiée (19 U.S.C. § 1677e(a), § 1677m(d) et § 1677m(e)), en tant que tels et tels qu'ils ont été interprétés par le DOC et le CIT, sont incompatibles avec les obligations des États-Unis au titre de l'article 6.8 et de l'Annexe II, paragraphes 3, 5 et 7, de l'Accord antidumping.

3. Les articles 776 a), 782 d) et 782 e) de la Loi douanière de 1930 ainsi qu'elle a été modifiée (19 U.S.C. § 1677e(a), § 1677m(d) et § 1677m(e)), tels qu'ils ont été appliqués par le DOC au cours de l'enquête ayant donné lieu aux mesures de caractère final mentionnées ci-dessus sont incompatibles avec les obligations des États-Unis au titre des articles 2.4, 6.8, 9.3, 15 et de l'Annexe II, paragraphes 3, 5 et 7, de l'Accord antidumping, et au titre de l'article VI:2 du GATT de 1994.

180. L'Inde demande que le Groupe spécial recommande, en vertu de l'article 19:1 du Mémorandum d'accord, que les États-Unis rendent leur ordonnance instituant un droit antidumping et les dispositions légales mentionnées ci-dessus conformes à l'Accord antidumping et à l'article VI:1 et VI:2 du GATT de 1994.

181. L'Inde demande en outre que le Groupe spécial exerce sa faculté discrétionnaire, au titre de l'article 19:1 du Mémorandum d'accord, pour suggérer aux États-Unis des façons de mettre en œuvre les recommandations. En particulier, le Groupe spécial devrait suggérer aux États-Unis de recalculer

[243] Pièce n° 10 de l'Inde, lettre du 30 juillet 1999 adressée par John Greenwald, conseil de SAIL, à Robert S. La Russa, Secrétaire adjoint du DOC pour l'administration des importations.

les marges de dumping en tenant compte des données de SAIL sur les ventes aux États-Unis, qui ont été vérifiées, qui ont été communiquées en temps utile et qui sont utilisables, et, le cas échéant, d'abroger également l'ordonnance antidumping finale. L'Inde se réserve le droit de demander au Groupe spécial de suggérer aux États-Unis des façons additionnelles de mettre en œuvre les recommandations.

ANNEXE A-2

PREMIÈRE COMMUNICATION ÉCRITE DES ÉTATS-UNIS

(10 décembre 2001)

TABLE DES MATIÈRES

Page

PIÈCES JOINTES A-62

I. INTRODUCTION A-63

II. HISTORIQUE DE LA PROCÉDURE A-63

III. CONTEXTE FACTUEL A-65

A. APPLICATION DES DONNÉES DE FAIT DISPONIBLES EN CE QUI CONCERNE SAIL A-65

1. Principaux éléments non conformes dans la réponse de SAIL au questionnaire A-65
2. Mesures prises par le Département pour aider SAIL A-67
3. SAIL n'a pas présenté ses communications en temps utile A-68
4. Efforts constants déployés par le Département pour aider SAIL A-69
5. Derniers efforts du Département pour aider SAIL, y compris la décision de procéder à la vérification A-70
6. Vérification des ventes A-71
7. Vérification des coûts A-72
8. Détermination de l'échec de la vérification A-72
9. Détermination finale A-73
10. Détermiantion rendue à l'issue d'un renvoi A-76

B. EXAMEN PAR LE DÉPARTEMENT DE L'ACCORD DE SUSPENSION PROPOSÉ PAR SAIL A-79

IV. CRITÈRES D'EXAMEN A-80

A. EXAMEN DE L'ÉTABLISSEMENT ET DE L'ÉVALUATION DES FAITS PAR UNE AUTORITÉ: LES GROUPES SPÉCIAUX NE PEUVENT PAS PROCÉDER À UN EXAMEN *DE NOVO* A-80

B. EXAMEN D'UNE INTERPRÉTATION DE L'ACCORD ANTIDUMPING PAR UNE AUTORITÉ: LES GROUPES SPÉCIAUX DOIVENT RESPECTER LES INTERPRÉTATIONS MULTIPLES ADMISSIBLES A-82

V. ARGUMENTATION JURIDIQUE A-83

A. INTRODUCTION A-83

B. ANALYSE DU TEXTE DE L'ACCORD ANTIDUMPING A-84

1. Article 6.8 de l'Accord antidumping A-84

a) Renseignements A-84
b) Déterminations préliminaires et finales A-87

2. Annexe II de l'Accord antidumping A-88

a) Paragraphe 1 ..... A-88
b) Paragraphe 3 ..... A-88

i) Les renseignements "devraient être pris en compte" A-89

c) Paragraphe 5 ..... A-89
d) Conclusion A-90

C. LES DISPOSITIONS RELATIVES AUX "DONNÉES DE FAIT DISPONIBLES" DE LA LÉGISLATION DES ÉTATS-UNIS NE CONSTITUENT PAS UNE INFRACTION AUX OBLIGATIONS DES ÉTATS-UNIS AU REGARD DE L'OMC A-90

1. Conformément à la jurisprudence établie de l'OMC, la législation d'un Membre ne constitue une infraction aux obligations de ce Membre au regard de l'OMC que si elle prescrit une action incompatible avec ces obligations A-91

2. Les articles 776 a), 782 d) et 782 e) de la Loi ne prescrivent pas d'action incompatible avec les règles de l'OMC A-91

a) La signification des dispositions relatives aux données de fait disponibles constitue une question factuelle à laquelle il convient de répondre en appliquant les principes d'interprétation légale des États-Unis A-91
b) L'article 776 a) de la Loi n'impose pas une action incompatible avec les règles de l'OMC A-92
c) L'article 782 d) de la Loi n'impose pas d'action incompatible avec les règles de l'OMC A-94
d) L'article 782 e) de la Loi ne prescrit pas d'action incompatible avec les règles de l'OMC A-95
e) Les réglementations mettant en œuvre les articles 776 a), 782 d) et 782 e) de la Loi confirment que ces dispositions ne prescrivent pas le rejet de renseignements d'une manière incompatible avec l'article 6.8 et l'Annexe II de l'Accord antidumping A-97
f) L'argument de l'Inde est fondé sur une interprétation erronée des articles 776 a), 782 d) et 782 e) de la Loi A-98

3. Le Groupe spécial devrait rejeter la tentative de l'Inde visant à mettre en cause l'application par le Département des articles 776 a), 782 d) et 782 e) sur la base de la "pratique" du DOC A-99

D. LA DÉTERMINATION DU DÉPARTEMENT FONDÉE SUR LES DONNÉES DE FAIT DISPONIBLES CONCERNANT SAIL ÉTAIT COMPATIBLE AVEC L'ARTICLE 6.8 ET L'ANNEXE II DE L'ACCORD ANTIDUMPING A-99

1. Le Département a informé SAIL des renseignements nécessaires dès l'ouverture de l'enquête, conformément à l'article 6.1 de l'Accord antidumping A-100
2. Le Département a identifié les éléments non conformes dans les réponses de SAIL et a ménagé à l'entreprise de multiples occasions d'y remédier conformément à l'article 6.1 de l'Accord antidumping A-100
3. Le Département s'est vraiment efforcé de ménager à SAIL un délai suffisant pour fournir les renseignements nécessaires A-102
4. Le Département n'a pas été en mesure de vérifier l'exactitude des renseignements communiqués par SAIL A-103
5. Le Département ne disposait pas des renseignements nécessaires pour établir sa détermination finale de l'existence d'un dumping A-103
6. La détermination selon laquelle SAIL n'avait pas agi au mieux de ses possibilités, établie par le Département avant qu'il ne rejette les renseignements fournis par l'entreprise était impartiale et objective A-103
7. La déclaration sous serment d'Albert Hayes constitue un élément de preuve hors dossier qui n'as jamais été présenté au Département et qui ne relève donc pas à bon droit de l'examen du Groupe spécial A-104

a) Au titre de l'article 17.5 de l'Accord antidumping, l'examen par un groupe spécial de la Détermination finale de l'existence d'un dumping établie par l'autorité chargée de l'enquête se limite aux faits communiqués à cette autorité A-104
b) Le Groupe spécial ne doit pas tenir compte de la déclaration sous serment d'Albert M. Hayes A-105

8. Conclusion A-106

E. LA DÉTERMINATION ÉTABLIE PAR LE DÉPARTEMENT SUR LA BASE DES DONNÉES DE FAIT DISPONIBLES CONCERNANT SAIL NE VIOLAIT PAS LES ARTICLES 2,2, 2,4 ET 9.3 DE L'ACCORD ANDITUMPING NI L'ARTICLE V:1 ET 2 DE L'ACCORD ANTIDUMPING A-107

F. L'INDE N'A PAS ÉTABLI QUE LA MANIÈRE DONT LE DÉPARTEMENT AVAIT MENÉ L'ENQUÊTE ANTIDUMPING VIOLAIT L'ARTICLE 15 DE L'ACCORD ANTIDUMPING A-107

1. Analyse du texte de l'article 15 de l'Accord antidumping A-107
2. Rien ne permet de conclure que le Département a violé l'article 15 parce que l'Inde n'a jamais allégué que l'application de droits antidumping à l'égard de SAIL porterait atteinte à ses intérêts essentiels A-109
3. Bien que l'Inde n'ais pas démontré que l'application de droits antidumping à SAIL porterait atteinte aux intérêts essentiels de l'Inde, le Département a bien exploré les possibilités de solutions constructives A-110

V. CONCLUSION A-111

PIÈCES JOINTES

1. *USDOC Initial Antidumping Questionnaire to SAIL*, Sections A, B, C et D, 17 mars 1999.
2. *Petition of U.S. Steel Group, Bethlehem Steel Corporation, Gulf States Steel, IPSCO Steel Inc. and Tuscaloosa Steel*, 16 février 1999 (extraits).[1]
3. *Cost Verification Report*, 4 novembre 1999.
4. *Sales Verification Report*, 4 novembre 1999.
5. *Memoranda Granting Extensions*, 14, 16, et 30 avril 1999.
6. *Letter from SAIL's Counsel to USDOC Re: Breakdown and Extension Request*, 11 mai 1999.
7. *Letter from SAIL's Counsel to USDOC Re: Late Filing*, 11 mai 1999.
8. *USDOC First Deficiency Questionnaire to SAIL*, 27 mai 1999.
9. *USDOC Second Deficiency Questionnaire to SAIL*, 11 juin 1999.
10. *Letter from SAIL to USDOC*, 16 juin 1999.
11. *USDOC Memorandum to File: Conversations with SAIL's Counsel*, 7 juillet 1999.
12. *USDOC Third Deficiency Questionnaire to SAIL*, 18 juin 1999.
13. *Letter from SAIL to USDOC Re: Late Filing*, 28 juin 1999.
14. *Letter from USDOC to SAIL Re: Return of Untimely Information*, 7 juillet 1999.
15. *Letters from Counsel for Domestic Producers to USDOC Re: Request Cancellation of Verification* , 6 July 1999 et 20 août 1999.
16. *DOC Memorandum Re: Preliminary Determination Facts Available for SAIL*, 29 juillet 1999.
17. *USDOC Fourth Deficiency Questionnaire to SAIL*, 2 août 1999.
18. *USDOC Fifth Deficiency Questionnaire to SAIL*, 3 août 1999.
19. *Letter from USDOC to SAIL Re: Granting of Extension of Time*, 16 août 1999.
20. *Letter fr*om *DOC to SAIL Re: Final Request for Useable Database*, 12 juillet 1999.
21. *USDOC Memorandum to the File re: Ex-Parte Meeting with Counsel for SAIL Regarding Possible Suspension Agreement*, 31 août 1999.
22. Commerce Regulation 19 C.F.R. § 351.308.
23. Statement of Administrative Action pages 864, 865 et 868 à 871.
24. *USDOC Addendum to Verification Report*, 10 novembre 1999.
25. *USDOC Determination of Verification Failure Memorandum*, 13 décembre 1999.

[1] Tous les documents sont publics ou il en est fourni une version rendue publique.

I. INTRODUCTION

1. Dans la présente procédure, l'Inde a largement mis en cause la faculté de l'autorité chargée de l'enquête - dans le cas présent le Département du commerce des États-Unis ("le Département") - à exiger des renseignements complets et exacts, nécessaires pour déterminer l'existence d'un dumping. Comme nous allons le démontrer, cette mise en cause est fondée essentiellement sur l'interprétation foncièrement erronée de l'Accord antidumping donnée par l'Inde et sur les efforts déployés par cette dernière pour donner une lecture de cet accord qui inclut des termes et des obligations qui n'y figurent pas. L'Inde cherche en particulier à faire approuver par le Groupe spécial son interprétation étroite et non fondée de l'article 6.8 et de l'Annexe II de l'Accord antidumping, à savoir que le terme "renseignements" tel qu'il y est utilisé signifie en fait "catégories de renseignements" comme il a été défini par l'Inde. Rien dans l'Accord antidumping n'étaye cette interprétation.

2. Nous passerons ensuite à la loi des États-Unis qui met en œuvre les obligations découlant de l'Accord antidumping. L'Inde s'appuie sur une interprétation foncièrement erronée des dispositions légales pertinentes des États-Unis pour alléguer que les articles 776 a), 782 d) et 782 e) de la Loi douanière ainsi qu'elle a été modifiée ("la Loi") constituent en soi des violations de l'article 6.8 et de l'Annexe II de l'Accord antidumping. Comme nous le démontrons en détail ci-dessous, ces dispositions ne se prêtent pas à une allégation d'infraction en soi parce qu'elles ne prescrivent pas, en tant que telles, une infraction à une quelconque obligation au regard de l'OMC. De plus, ces dispositions sont en substance identiques à celles de l'article 6.8 et de l'Annexe II de l'Accord antidumping.

3. La véritable question qui se pose dans le présent différend est de savoir si l'utilisation par le Département des données de fait disponibles en ce qui concerne Steel Authority of India Ltd. ("SAIL") était compatible avec l'article 6.8 et l'Annexe II de l'Accord antidumping. D'après le texte de l'Accord antidumping, la détermination mise en cause était pleinement compatible avec les obligations des États-Unis au regard de l'OMC.

4. Enfin, l'Inde tente d'élargir l'obligation énoncée à l'article 15 de l'Accord antidumping d'une manière que son libellé ne peut pas justifier.

5. Cette première communication des États-Unis est déposée en réponse à la première communication écrite de l'Inde, datée du 19 novembre 2001. La communication des États-Unis: 1) précise le critère d'examen applicable; 2) démontre que les articles 776 a), 782 d) et 782 e) de la Loi sont parfaitement compatibles avec l'article 6.8 et l'Annexe II de l'Accord antidumping; 3) démontre que rien dans l'article 6.8 ni l'Annexe II de l'Accord antidumping n'empêche de rejeter une réponse à un questionnaire lorsqu'elle est en très grande partie non conforme; 4) démontre que la détermination établie par le Département sur la base des données de fait disponibles en ce qui concerne SAIL était compatible avec l'article 6.8 et l'Annexe II de l'Accord antidumping; et 5) démontre que les allégations de l'Inde concernant les obligations au titre de l'article 15 sont sans fondement.

II. HISTORIQUE DE LA PROCÉDURE

6. Le 16 février 1999, le Département a reçu une requête antidumping émanant d'un groupe de producteurs d'acier des États-Unis alléguant que certaines tôles en acier au carbone coupées à longueur ("tôles en acier") en provenance d'Inde et d'autres pays faisaient l'objet d'un dumping aux États-Unis causant ainsi un dommage à la branche de production nationale.[1] Outre qu'elle alléguait

[1] *Initiation of Antidumping Duty Investigations: Certain Cut-to-Length Carbon-Quality Steel Plate from the Czech Republic, France, India, Indonesia, Italy, Japan, the Republic of Korea, and the Former Yugoslav Republic of Macedonia* ("*Commerce Initiation Notice*"), 64 Fed. Reg. 12959 (16 mars 1999) (pièce n° 2 de l'Inde).

l'existence d'un dumping dommageable, la requête donnait des renseignements prouvant qu'il y avait des raisons valables de croire ou de soupçonner que les ventes en Inde s'effectuaient à des prix inférieurs au coût de production.[2]

7. Le 8 mars 1999, le Département a ouvert une enquête pour déterminer si les tôles en acier importées d'Inde et d'autres pays étaient vendues à des prix inférieurs à leur juste valeur.[3] Il a en outre ouvert une enquête nationale sur les coûts concernant les tôles en acier en provenance de l'Inde.[4] La période visée par cette enquête était l'année civile 1998.

8. Le Département a publié sa détermination préliminaire de l'existence de ventes à un prix inférieur à la juste valeur ("Détermination préliminaire") le 29 juillet 1999.[5] Étant donné que SAIL n'a pas été en mesure de fournir les renseignements nécessaires au calcul de la marge de dumping, le Département a eu recours aux renseignements figurant dans la requête comme données de fait disponibles et a attribué à SAIL une marge de 58,50 pour cent.[6]

9. Les requérants et les entreprises interrogées ont présenté un mémoire et un contre-mémoire, les 12 et 17 novembre respectivement et une audition publique a été tenue le 18 novembre 1999.[7]

10. Le 29 décembre 1999, le Département a publié sa détermination finale de l'existence de ventes à un prix inférieur à la juste valeur ("Détermination finale").[8] La marge de dumping de SAIL dans la détermination finale était de 72,49 pour cent.[9]

11. Le 10 février 2000, l'USITC a publié sa détermination finale, constatant qu'une branche de production nationale subissait un dommage important du fait des importations de la marchandise visée.[10]

12. Le 10 février 2000, le Département a publié son ordonnance antidumping dans la présente affaire.[11]

13. Le 13 mars 2000, SAIL a engagé une procédure devant le Tribunal du commerce international des États-Unis ("le CIT"), mettant en cause la détermination finale du Département.

14. Le 4 octobre 2000, l'Inde a demandé à procéder à des consultations avec les États-Unis, conformément à l'article 4 du Mémorandum d'accord sur les règles et procédures régissant le règlement des différends, à l'article 17 de l'Accord sur la mise en œuvre de l'article VI de l'Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce de 1994 ("Accord antidumping"), à l'article 30 de l'Accord sur les subventions et les mesures compensatoires ("Accord SMC"), et de l'article XXII du

---

[2] *Id.*, page 12969.

[3] *Id.*, page 12963.

[4] *Id.*, pages 12965 et 12966.

[5] *Notice of Preliminary Determination of Sales at Less Than Fair Value: Certain Cut-to-Length Carbon-Quality Steel Plate from India* ("*Preliminary Determination*"), 64 Fed. Reg. 41202, 41202 (29 juillet 1999) (pièce n° 11 de l'Inde).

[6] *Id.*, page 41205.

[7] Procès-verbal de l'audition, USDOC, 18 novembre 1999 (pièce n° 15 de l'Inde).

[8] *Notice of Final Determination of Sales at Less Than Fair Value: Certain Cut-to-Length Carbon-Quality Steel Plate from India* ("*Final Determination*"), 64 Fed. Reg. 73126, 73126 (29 décembre 1999) (pièce n° 17 de l'Inde).

[9] *Id.*, page 73131.

[10] *Certain Cut-to-Length Steel Plate Products From France, India, Indonesia, Italy, Japan and Korea* ("*USITC Final Determination*"), 65 Fed. Reg. 6624, 6624 (10 février 2000).

[11] *Notice of Amendment of Final Determination of Sales at Less Than Fair Value and Antidumping Duty Orders: Certain Cut-to-Length Carbon-Quality Steel Plate Products From France, India, Indonesia, Italy, Japan and the Republic of Korea* ("*Antidumping Duty Order*"), 65 Fed. Reg. 6585, 6585 (10 février 2000) (pièce n° 18 de l'Inde).

GATT de 1994 concernant, entre autres, la détermination finale de l'existence d'un dumping établie par le Département du commerce des États-Unis concernant les tôles en acier coupées à longueur en provenance de l'Inde.[12] Les États-Unis et l'Inde ont procédé à des consultations à Genève le 21 novembre 2000, mais ne sont pas parvenus à régler le différend.

15. Le 26 mai 2001, le CIT a publié une décision soutenant la décision du Département de recourir aux données de fait disponibles totales pour déterminer la marge du droit antidumping applicable à SAIL. Le CIT a toutefois renvoyé sa décision, demandant des explications supplémentaires quant à la base sur laquelle le Département avait déterminé que SAIL n'avait pas agi au mieux de ses possibilités pour répondre à sa demande de renseignements. Le Département a fait parvenir son explication au CIT le 27 septembre 2001.[13]

16. Le 7 juin 2001, l'Inde a demandé l'établissement d'un groupe spécial conformément à l'article 6 du Mémorandum d'accord, à l'article 17.4 de l'Accord antidumping et à l'article XXIII:2 du GATT de 1994. Dans sa demande, l'Inde alléguait des violations des articles 2.2, 2.4, 6.6, 6.8, 6.13, 9.3, 15, 18.4 et de l'Annexe II de l'Accord antidumping, de l'article VI:1 et VI:2 du GATT de 1994 et de l'article XVI:4 de l'Accord sur l'OMC.[14]

17. L'Organe de règlement des différends a établi un groupe spécial le 24 juillet 2001 pour examiner les allégations de l'Inde.[15] Le Chili, les Communautés européennes et le Japon ont réservé leurs droits de tierces parties.

18. Pour faciliter la tâche du Groupe spécial, les faits additionnels concernant l'enquête antidumping correspondante ont été classés et exposés ci-dessous, en fonction des questions soumises à examen. En outre, dans chaque partie de l'argumentation concernant chaque question les faits sont évoqués selon qu'ils se rapportent à cette question.

III. CONTEXTE FACTUEL

A. APPLICATION DES DONNÉES DE FAIT DISPONIBLES EN CE QUI CONCERNE SAIL

1. Principaux éléments non conformes dans la réponse de SAIL au questionnaire

19. Au début de l'enquête, le Département a envoyé à SAIL un questionnaire type en matière de dumping. Il est demandé dans ce questionnaire les renseignements qui, collectivement, sont nécessaires à l'analyse réalisée par l'autorité chargée de l'enquête.[16] Le Département a prorogé à plusieurs reprises le délai accordé à SAIL pour présenter sa réponse au questionnaire initial.[17]

20. Du 12 avril au 11 mai 1999, SAIL a présenté des réponses au questionnaire. Depuis le début de ce processus, elle a omis de présenter les renseignements nécessaires. Ainsi, elle a déposé sa base de données - y compris concernant les ventes déclarées aux États-Unis - le 11 mai 1999, en retard en raison d'une "défaillance" du programme informatique utilisé par son conseil américain pour préparer

[12] WT/DS206/1, 9 octobre 2000.
[13] *USDOC Redetermination on Remand* (27 septembre 2001) (pièce n° 21 de l'Inde).
[14] WT/DS206/2, 8 juin 2001.
[15] WT/DS206/3, 31 octobre 2001.
[16] *USDOC Initial Antidumping Questionnaire to SAIL*, sections A, B, C et D, 17 mars 1999 (pièce n° 1 des États-Unis). La section A du questionnaire demandait des renseignements généraux concernant la structure de l'entreprise et ses pratiques commerciales, la marchandise visée que l'entreprise vend et les ventes de cette marchandise sur tous les marchés. Les sections B et C du questionnaire demandaient la liste des ventes sur le marché intérieur et aux États-Unis respectivement. La section D du questionnaire demandait des renseignements concernant le coût de production du produit étranger similaire et la valeur construite de la marchandise visée par l'enquête.
[17] *Memoranda Granting Extensions*, 14, 16 et 30 avril 1999 (pièce n° 5 des États-Unis).

le disque informatique.[18] SAIL a également indiqué dans la partie descriptive de sa réponse que "la collecte de certaines des données demandées par le Département est encore en cours (par exemple parce qu'elles ne sont disponibles que sous forme manuscrite). Dès que ces données seront disponibles, nous les présenterons au Département et nous réviserons la disquette en conséquence."[19]

21. Après avoir examiné les réponses de SAIL, le Département a identifié de nombreux points sur lesquels ces réponses n'étaient pas conformes ou sur lesquels des éclaircissements étaient nécessaires et il a envoyé un questionnaire complémentaire le 27 mai 1999 portant sur la totalité de la réponse de SAIL au questionnaire initial.[20] Des renseignements complémentaires et/ou des éclaircissements étaient nécessaires sur 13 points dans la section A.[21] En outre, des renseignements complémentaires et/ou des éclaircissements étaient nécessaires sur 17 points de la réponse de SAIL en ce qui concerne les ventes sur le marché intérieur et sur cinq points en ce qui concerne les ventes aux États-Unis.[22] Les renseignements les plus gravement non conformes étaient ceux donnés par SAIL sur le coût de production qui nécessitaient des renseignements complémentaires et/ou des éclaircissements sur 33 points.[23] Outre qu'il a identifié les éléments spécifiques qui n'étaient pas conformes, le Département a informé SAIL que:

> il convient de souligner ici qu'il existe deux principaux éléments non conformes. Premièrement, la réponse est si incomplète que nous ne pouvons peut-être pas utiliser les renseignements qu'elle contient pour calculer une marge. Tout au long de votre réponse au questionnaire vous dites que certaines données ne sont pas disponibles et seront communiquées ultérieurement. Ainsi, vous n'avez déclaré qu'une partie de vos ventes sur le marché intérieur et nous ne pouvons pas déterminer quelles ventes ont été déclarées. Étant donné que vous avez systématiquement omis de fournir les renseignements demandés dans le questionnaire et compte tenu du caractère incomplet de vos réponses à d'autres questions, nous ne sommes pas en mesure d'analyser de manière adéquate les pratiques de vente de votre entreprise. Les questions posées dans la pièce jointe sont donc limitées. Nous prévoyons d'avoir d'autres questions à vous poser lorsque vous aurez répondu de manière plus complète au questionnaire.
>
> Deuxièmement, vous avez omis de répondre de manière adéquate à l'ensemble de la partie III de la section D qui demande une explication de la méthode employée dans la réponse. Votre réponse à cette partie se limite en fait aux pièces n° 9 et 10, qui ne répondent pas aux questions posées dans cette section. En outre, vous n'avez fourni aucun renseignement concernant les coûts par produit. Ces renseignements sont indispensables à une analyse adéquate des pratiques de vente de votre entreprise. Après avoir examiné les questions ci-jointes qui concernent la section D du questionnaire, veuillez contacter la personne responsable de l'enquête pour voir avec elle la manière dont vous pourriez fournir des renseignements plus spécifiques sur les coûts par produit.[24]

22. Les 3 et 8 juin 1999, SAIL a présenté quelques éclaircissements complétant les réponses au questionnaire présentées le 26 avril et le 10 mai 1999. Le 11 juin 1999, le Département a envoyé à SAIL un deuxième questionnaire visant à combler les lacunes des sections A à C.[25] Le Département a

---

[18] *Letter from SAIL's Counsel to USDOC Re: Breakdown/Extension Request*, 11 mai 1999 (pièce n° 6 des États-Unis).
[19] *Letter from SAIL's Counsel to USDOC*, 11 mai 1999 (pièce n° 7 des États-Unis).
[20] *USDOC First Deficiency Questionnaire to SAIL*, 27 mai 1999 (pièce n° 8 des États-Unis).
[21] *Id*., pièce jointe n° 1, pages 1 à 4.
[22] *Id*., pages 4 à 10.
[23] *Id.*, pages 10 à 15.
[24] *Id.*, lettre d'accompagnement du DOC à SAIL.
[25] *USDOC Second Deficiency Questionnaire to SAIL*, 11 juin 1999 (pièce n° 9 des États-Unis).

demandé à SAIL de fournir des renseignements plus spécifiques sur les variables concernant les ventes sur le marché intérieur et aux États-Unis ainsi que sur les bases de données relatives aux coûts.[26] Ce deuxième questionnaire visant à combler les lacunes signalait également les contradictions existant entre l'explication descriptive de SAIL et les bases de données communiquées, les numéros de contrôle inexacts ("CONNUM")[27], et les autres renseignements nécessaires.[28] Le Département a en outre accordé un délai supplémentaire à SAIL pour répondre à ce questionnaire visant à combler les lacunes.[29]

23. Le 16 juin 1999, SAIL a communiqué ses bases de données électroniques révisées concernant les ventes sur le marché intérieur et les ventes aux États-Unis.[30] SAIL a assuré le Département que la "base de données révisée contient toutes les ventes individuelles effectuées sur le marché intérieur au cours de la période visée par l'enquête".[31] D'après SAIL "il subsiste quelques lacunes dans la base de données, mais elles sont sans importance et n'ont pas d'incidence réelle sur l'analyse de la marge de dumping".[32] Le 18 juin 1999, SAIL a communiqué de nouvelles données complétant ses communications antérieures.

2. Mesures prises par le Département pour aider SAIL

24. Au cours de cette période, le personnel du Département s'est efforcé d'aider SAIL à fournir les renseignements souhaités en travaillant régulièrement avec le conseil de SAIL pour identifier les éléments non conformes de la base de données électronique, y compris ceux concernant les ventes aux États-Unis déclarées.[33] Les éléments non conformes spécifiques examinés étaient notamment les suivants: 1) SAIL n'a pas expliqué dans sa réponse pourquoi certaines données relatives aux ventes n'étaient pas déclarées; 2) les bases de données relatives aux ventes de SAIL sur le marché intérieur et aux États-Unis ne correspondaient pas, et il était donc impossible d'appliquer le critère visant à déterminer si les ventes sur le marché intérieur étaient effectuées à un prix inférieur au coût de production, ce qui empêchait le Département d'attribuer une valeur construite à des produits spécifiques; 3) certains renseignements étaient totalement absents de la base de données relative aux ventes sur le marché intérieur; et 4) il manquait plusieurs champs indispensables dans la base de données sur les ventes aux États-Unis pour appliquer les procédures permettant d'établir une correspondance entre les modèles afin de déterminer les comparaisons qu'il convenait d'effectuer entre les ventes pour calculer la marge de dumping.[34]

25. Le 18 juin 1999, le Département a envoyé son troisième questionnaire visant à combler les lacunes - concernant les réponses données par SAIL à la section D - que SAIL avait complétées le

[26] *Id.*, pièce jointe n° I. L'exposé des faits de l'Inde donne à penser à tort que ce questionnaire ne comportait aucune question sur la base de données de SAIL concernant ses ventes aux États-Unis. *Voir* la première communication écrite de l'Inde, paragraphe 22. Le questionnaire visant à combler les lacunes identifiait spécifiquement les erreurs relatives à la classification des produits et aux codes attribués dans la base de données de SAIL concernant les ventes aux États-Unis.

[27] Les CONNUM sont utilisés par le Département pour identifier chaque produit vendu d'après ses caractéristiques uniques. Des produits identiques ont des CONNUM identiques; des produits différents ont des CONNUM différents. Il est indispensable que les CONNUM déclarés soient exacts aux fins de déterminer les ventes de marchandises qu'il faut comparer pour calculer la marge de dumping d'une entreprise et pour attribuer un coût de production à chaque produit.

[28] *USDOC Second Deficiency Questionnaire*, pièce jointe n° II.

[29] *Id.*, lettre d'accompagnement.

[30] *Letter from SAIL to USDOC*, 16 juin 1999 (pièce n° 10 des États-Unis).

[31] *Id.*

[32] *Id.*

[33] *USDOC Memorandum to File: Conversations with SAIL's Counsel*, 7 juillet 1999 (pièce n° 11 des États-Unis).

[34] *Id.*, pièce jointe.

8 juin 1999.[35] Plus spécifiquement, le Département a demandé à SAIL de fournir des éléments de preuve concernant le coût de production "type" qu'elle avait déclaré.[36] SAIL devait faire parvenir ses réponses d'ici au 28 juin 1999.

3. SAIL n'a pas présenté ses communications en temps utile

26. Le 29 juin 1999, SAIL a présenté trois communications. Les deux premières étaient la réponse au troisième questionnaire du Département visant à combler les lacunes et auraient dû être présentées la veille, soit le 28 juin. Le conseil de SAIL a expliqué que son messager n'avait pas pu remettre les communications au Département.[37] La troisième communication répondait au premier questionnaire du Département visant à combler les lacunes et aurait dû être remise le 18 juin 1999. SAIL n'a pas expliqué pourquoi cette troisième communication n'avait pas été déposée en temps utile. Conformément à son règlement (19 C.F.R. § 351.302 d)) le Département a dit qu'il devait envoyer les trois communications à SAIL parce qu'elles n'avaient pas été présentées en temps utile.[38] Le Département a prévenu SAIL que:

> vous répétez tout au long de vos communications que certaines données ne sont pas disponibles et seront communiquées ultérieurement. Ces affirmations ne remplacent pas une demande de prorogation au titre de [l'article] 351.302 du règlement du Département. Si vous communiquez ces données après le délai fixé par le Département pour la réponse à ses demandes de renseignement, et que le Département ne vous a pas officiellement accordé une prorogation, ces données vous seront également retournées pour cause de retard.[39]

27. En outre, le Département a fait savoir à SAIL qu'elle n'avait toujours pas remédié aux principales raisons de la non-conformité de ses réponses, identifiées un mois auparavant:

> Le premier élément non conforme, qui a été porté à votre attention dans notre lettre du 27 mai 1999, est que vous n'avez toujours pas indiqué les coûts par produit ni démontré de manière adéquate que ces coûts ne peuvent matériellement pas être calculés à partir des livres comptables de SAIL. Sans connaître les coûts par produit, il est impossible de déterminer si les ventes sur le marché intérieur sont effectuées à des prix inférieurs au coût de production, si un ajustement quelconque pour tenir compte des différences physiques entre les produits est justifié et, le cas échéant, si la valeur construite a été calculée correctement.
>
> Deuxièmement, les bases de données électroniques que vous avez communiquées se sont avérées gravement non conformes et sont actuellement inutilisables. Nous vous avons adressé de nombreuses demandes, mais n'avons toujours pas reçu les pièces justificatives qui accompagnent d'ordinaire les communications de bases de données électroniques, y compris un exemplaire sur papier de la base de données. Le plus fâcheux est qu'après avoir accordé beaucoup de temps et d'attention aux bandes que

---

[35] *USDOC Third Deficiency Questionnaire to SAIL*, 18 juin 1999 (pièce n° 12 des États-Unis).

[36] *Id.*, pièce jointe n° I.

[37] *Letter from SAIL to USDOC Re: Late Filing*, 28 juin 1999 (pièce n° 13 des États-Unis). SAIL affirmait que:

> Notre messager a quitté nos bureaux à 16h.30 le lundi 28 juin, pour déposer les communications ci-jointes. Il est revenu à 17h.30 disant qu'il était arrivé trop tard au Département du commerce pour pouvoir entrer. Selon lui, ce retard était dû d'une part à des embouteillages et d'autre part au fait que la police ne l'a pas autorisé à stationner près du Département.

[38] *Letter from USDOC to SAIL Re: Return of Untimely Information*, 7 juillet 1999 (pièce n° 14 des États-Unis).

[39] *Id.*, page 2.

> vous avez fournies, nous avons dû, à trois reprises, vous demander de nous en communiquer un nouvel exemplaire étant donné qu'elles étaient viciées et qu'il était impossible de charger les dossiers qu'elles contenaient. Un grand nombre des données n'existant que sous forme électronique, le fait que vous n'ayez toujours pas fourni des bases de données électroniques utilisables nous a empêchés d'évaluer de manière adéquate vos pratiques de vente.[40]

28. Le 6 juillet 1999, les producteurs nationaux ont présenté leurs observations concernant les éléments non conformes des réponses de SAIL au questionnaire. Ils ont fait valoir que SAIL ne devrait pas être autorisée à présenter une nouvelle réponse concernant les coûts et que toute vérification prévue devait être annulée.[41]

4. Efforts constants déployés par le Département pour aider SAIL

29. Le 12 juillet 1999, le Département a envoyé une lettre à SAIL pour lui donner une dernière occasion de communiquer une base de données et des renseignements électroniques fiables sur les coûts par produit:

> Comme nous en avons déjà discuté auparavant, et comme nous l'avons indiqué dans nos questionnaires complémentaires antérieurs, ces bases de données n'ont cessé de poser des problèmes et ne sont pas encore utilisables. Le 6 juillet[,] nous avons décrit, lors d'une conversation téléphonique et dans une note versée au dossier, les erreurs figurant encore dans la base de données qui, compte tenu de l'état des bandes, exigeaient votre attention et des corrections. Vous avez jusqu'au vendredi 16 juillet pour communiquer les bandes révisées au Département. Après cette date, toutes données électroniques que vous communiquerez vous seront retournées à moins que le Département ne les ait spécifiquement demandées.[42]

30. Le 16 juillet 1999, soit un jour ouvrable avant la détermination préliminaire du Département, SAIL a déposé une base de données électronique révisée et proposé une méthode du calcul des coûts par produit. Le Département a accepté cette communication, mais compte tenu du délai, il n'a pas été possible d'analyser les données révisées à temps pour la détermination préliminaire.

31. Aux fins de la détermination préliminaire, le Département a calculé une marge pour SAIL en se fondant entièrement sur les données de fait disponibles. Dans sa note concernant la détermination préliminaire basée sur les données de fait disponibles, le Département a expliqué en détail qu'il était préoccupé par le fait que les renseignements de SAIL n'avaient pas été présentés en temps utile et n'étaient pas complets ainsi que par les problèmes posés par les bases de données communiquées.[43] Le Département a également exposé ses préoccupations concernant le fait que SAIL n'avait pas communiqué les coûts par produit.[44]

32. Dans son avis au public, le Département a résumé ainsi ses constatations:

> Nous avons déterminé que l'utilisation des données de fait disponibles est appropriée dans le cas de SAIL aux fins de la présente détermination préliminaire. SAIL a certes déposé une réponse au questionnaire, mais celle-ci contient de nombreuses erreurs.

---

[40] *Id.*, page 1.

[41] *Letters from Counsel for Domestic Producers to USDOC Re: Request Cancellation of Verification*, 6 juillet 1999 et 20 août 1999 (pièce n° 15 des États-Unis).

[42] *Letter from DOC to SAIL Re: Final Request for Useable Database*, 12 juillet 1999 (pièce n° 20 des États-Unis).

[43] *DOC Memorandum Re: Preliminary Determination Facts Available for SAIL*, 29 juillet 1999 (pièce n° 16 des États-Unis), pièces jointes I & II.

[44] *Id*, pièce jointe I.

> De plus, en raison des problèmes rencontrés en ce qui concerne les bases de données électroniques communiquées par SAIL, cette réponse ne peut pas être utilisée actuellement pour calculer une marge fiable. L'article 776 a) 2) B) de la Loi prévoit que l'autorité administrante utilise les données de fait disponibles par ailleurs lorsqu'une partie intéressée "n'a pas communiqué ces renseignements aux dates limites fixées pour la communication de renseignements ou ne les communique pas sous la forme et de la manière demandées". Par conséquent, l'utilisation des données de fait disponibles est justifiée dans la présente affaire.[45]

33. Le Département a également conclu qu'en dépit des nombreuses occasions qui lui ont été données et des nombreuses prorogations qui lui ont été accordées, "SAIL n'a pas agi au mieux de ses possibilités pour fournir les renseignements demandés".[46] Le Département a identifié les trois problèmes liés entre eux que posait la réponse de SAIL au questionnaire: 1) des erreurs techniques sont apparues dans les bases de données électroniques; 2) certaines parties descriptives de la réponse au questionnaire ont été communiquées en retard et sont incomplètes; et 3) les coûts par produit n'ont pas été communiqués.[47]

34. Le Département a également expliqué sa décision d'appliquer, comme données de fait disponibles défavorables, la moyenne des marges alléguées dans la requête, plutôt que la marge la plus élevée alléguée dans la requête:

> Pour la détermination préliminaire, nous avons attribué à SAIL la moyenne des marges citées dans la requête qui est de 58,50 pour cent. Nous constatons que SAIL n'a pas pleinement coopéré au mieux de ses possibilités, mais qu'elle a essayé de fournir au Département les données demandées dans le questionnaire antidumping. Reconnaissant que SAIL s'est efforcée de répondre aux demandes de renseignements du Département, et compte tenu des difficultés qu'elle a alléguées, nous ne pensons pas qu'il soit actuellement approprié de lui attribuer la marge la plus élevée alléguée dans la requête.[48]

5. Derniers efforts du Département pour aider SAIL, y compris la décision de procéder à la vérification

35. Le Département a continué de rassembler des données dont il espérait qu'elles seraient suffisantes pour effectuer la vérification et pour être utilisées dans la détermination finale. Le 2 août 1999, il a envoyé son quatrième questionnaire visant à combler les lacunes afin de venir à bout des éléments non conformes qui subsistaient dans la communication du 16 juillet 1999 de SAIL.[49] Le lendemain, le Département a fait parvenir à SAIL son cinquième questionnaire visant à combler les lacunes énumérant 12 points sur lesquels un complément d'information ou des éclaircissements étaient nécessaires pour procéder à la vérification prévue le mois suivant.[50]

36. Le 16 août 1999, le Département a accordé à SAIL la prorogation qu'elle demandait en raison des difficultés logistiques éprouvées pour rassembler les données et procéder aux nouvelles révisions que nécessitaient les données relatives aux coûts.[51] Outre qu'elle communiquerait des données corrigées, SAIL a expliqué comment elle ferait concorder ces données au cours de la vérification. À

---

[45] *Preliminary LTFV Determination*, page 41203.
[46] *Id.*
[47] *Id.*, pages 41203 et 41204.
[48] *Id.*, page 41204.
[49] *USDOC Fourth Deficiency Questionnaire to SAIL*, 2 août 1999 (pièce n° 17 des États-Unis).
[50] *USDOC Fifth Deficiency Questionnaire to SAIL*, 3 août 1999 (pièce n° 18 des États-Unis).
[51] *Letter from USDOC to SAIL Re: Granting of Extension of Time*, 16 août 1999 (pièce n° 19 des États-Unis).

aucun moment au cours de cette période SAIL n'a indiqué qu'elle ne pouvait pas fournir les données nécessaires à une analyse de la marge.

37. Les 12 et 23 août 1999, le Département a donné à SAIL les grandes lignes du calendrier et les procédures à suivre en ce qui concerne la vérification sur place des coûts et des ventes en Inde.[52] Les 20 et 26 août 1999, les producteurs nationaux ont fait valoir que SAIL "n'avait de nouveau pas communiqué les coûts par produit comme cela lui était demandé" et que le Département devrait annuler la vérification.[53] Néanmoins, le Département a procédé à la vérification des ventes et des coûts. Ces vérifications ont été effectuées sur une période de deux semaines et demie, du 30 août au 15 septembre 1999. Les 1er et 8 septembre 1999, SAIL a communiqué des corrections découvertes au cours de la préparation de la vérification, y compris un disque informatique révisé pour certaines ventes.[54] Nonobstant ces corrections, d'importants problèmes additionnels sont apparus au cours de la vérification.

6. Vérification des ventes

38. Le rapport de vérification des ventes résume les constatations faites au cours de la vérification sur place. Le Département a établi les constatations suivantes:

> SAIL a sous-estimé le prix de vente sur le marché intérieur pour un pourcentage important des ventes.
>
> SAIL a compté deux fois les ventes effectuées par Rourkela Steel Plant.
>
> SAIL n'a pas été en mesure de démontrer que le volume et la valeur des ventes sur le marché intérieur avaient été correctement déclarés.
>
> Les ventes des usines qui ont été déclarées étaient inexactes à pratiquement tous les égards - le volume et la valeur étaient sous-estimés, les prix et les ajustements étaient inexacts et les ventes de marchandises de première qualité et les autres ont été mélangées.[55]

Le Département a également dit qu'il avait constaté "de nombreuses erreurs de codage dans la base de données relative au marché intérieur.[56]

39. Le Département a également découvert des erreurs dans la base de données concernant les ventes aux États-Unis. Il a expliqué que "[e]n examinant les ventes aux États-Unis pour établir la correspondance entre les modèles, nous avons constaté qu'un critère de correspondance n'avait pas été signalé correctement".[57] Le Département a ajouté que cette erreur affectait la plupart des ventes à l'exportation de SAIL aux États-Unis. Il a également expliqué que SAIL n'avait pas communiqué certains numéros de contrôle dans la base de données relative au coût de production. Selon lui, les numéros de contrôle manquants concernaient le type principal de tôles en acier exportées par SAIL aux États-Unis au cours de la période visée par l'enquête. Le Département a par la suite expliqué que

---

[52] *Voir*, par exemple, *USDOC Verification Outline for SAIL*, 12 août 1999 (pièce n° 12 de l'Inde).

[53] *Letters from Counsel for Domestic Industry to USDOC Re: Cancellation Requests of Verification*, 6 juillet et 20 août 1999 (pièce n° 15 des États-Unis).

[54] *SAIL Corrected US Sales Database, computer printout*, 1er septembre 1999 (pièce n° 8 de l'Inde).

[55] *Sales Verification Report*, 4 novembre 1999 (pièce n° 4 des États-Unis) (version rendue publique), pages 4 et 5.

[56] *Id.*, page 5.

[57] *Id.*, pages 5 et 12.

l'équipe chargée de la vérification avait du mal à évaluer si les spécifications/nuances déclarées des produits étaient exactes étant donné que SAIL n'avait établi aucune pièce à l'appui de la vérification.[58]

7. Vérification des coûts

40. Un rapport distinct de vérification des coûts expose en détail les constatations faites au cours de la vérification sur place des coûts déclarés par SAIL. De gros problèmes ont été identifiés concernant les données de SAIL relatives aux coûts:

> Les responsables de l'entreprise ont déclaré que le coût total de fabrication et le coût de fabrication variable figurant sur la bande communiquée le 17 août 1999 ne sont pas corrects. Il n'y a pas moyen d'établir une corrélation valable entre le coût total de fabrication et le coût de fabrication variable indiqués sur la bande d'une part et les données relatives aux coûts et les documents sources correspondants d'autre part. Le premier jour de la vérification, SAIL a présenté une bande complètement révisée sur le coût de production, dans le cadre de la correction présentée dans la pièce C-3. La mesure dans laquelle cette bande devait être considérée comme des "renseignements nouveaux" n'était pas très claire et par conséquent nous ne l'avons pas acceptée …
>
> Bien que la bande concernant le coût de production soit incorrecte et que la nouvelle bande révisée n'ait pas été acceptée, nous avons procédé à la vérification parce qu'il était néanmoins possible de vérifier les renseignements sur les coûts correspondant au coût de production unitaire déclaré, à savoir le coût moyen réel des tôles et des tôles normalisées pour chaque usine … ainsi que les données correspondant aux indices élaborés par SAIL pour calculer les coûts par produit ...[59]

Comme cela a été expliqué en détail dans le rapport de vérification, les renseignements sur le coût de production n'ont pas pu être vérifiés. Le Département a relevé de nombreux autres problèmes concernant les coûts déclarés par SAIL.[60]

8. Détermination de l'échec de la vérification

41. Le 18 novembre 1999, le Département a tenu une audition publique pour permettre aux parties intéressées de formuler des observations avant la détermination finale.[61]

42. Après avoir examiné les faits, les arguments des parties et la législation applicable, le Département a déterminé que SAIL n'avait pas satisfait à la vérification et que l'application des données de fait disponibles défavorables était nécessaire pour déterminer la marge de dumping. La note concernant la détermination de l'échec de la vérification, dans laquelle les constatations importantes faites lors de la vérification étaient exposées, a été publiée le 13 décembre 1999.[62] Le Département a expliqué que:

> [l]orsque des problèmes graves surgissent au cours de la vérification, il nous faut déterminer s'ils peuvent être cernés et éventuellement résolus grâce à l'utilisation

---

[58] *USDOC 10 November 1999 Addendum to Verification Report*, pièce n° 24 des États-Unis (version rendue publique), page 1.

[59] *Cost Verification Report*, 4 novembre 1999 (pièce n° 3 des États-Unis) (version rendue publique), page 2.

[60] *Id.*, pages 2 et 3.

[61] Procès-verbal de l'audition au Département du commerce (18 novembre 1999) (pièce n° 15 de l'Inde).

[62] *USDOC Determination of Verification Failure Memorandum*, 13 décembre 1999 (pièce n° 25 des États-Unis).

> sélective de déductions défavorables ou s'ils sont si importants qu'ils nuisent à la crédibilité de l'ensemble de la réponse.[63]

43. En ce qui concerne la partie du questionnaire consacrée aux ventes sur le marché intérieur, le Département a expliqué que:

> [l]'un des objectifs principaux de la vérification est de veiller à ce que toutes les ventes sur le marché intérieur aient été déclarées c'est-à-dire que toutes les ventes sont déclarées et que tous les prix et ajustements sont déclarés convenablement dans les listes. Pour vérifier si les ventes ont été dûment déclarées, il faut également procéder à une vérification négative, c'est-à-dire chercher les ventes (ou les ristournes) non déclarées. Il faut pour cela comparer, pour la marchandise visée, les registres des ventes de l'entreprise et les volumes et valeurs déclarés.
>
> Comme cela a été expliqué en détail dans le rapport de vérification des ventes, les problèmes rencontrés étaient tels que nous ne pouvions pas garantir que les ventes sur le marché intérieur avaient été dûment déclarées. Nous n'avons aucun moyen de connaître le nombre de transactions portant sur la marchandise visée sur le marché intérieur. Comme SAIL ne parvenait pas à faire correspondre le volume et la valeur déclarés des ventes de la marchandise visée avec ses états financiers et comme les prix étaient sous-estimés pour un pourcentage important des ventes sur le marché intérieur, la crédibilité des registres de SAIL se trouvait diminuée. Compte tenu de tous ces problèmes, nous n'avons pas été en mesure d'établir que les ventes sur le marché intérieur avaient été dûment déclarées.[64]

En ce qui concerne les données de SAIL sur le coût de production/la valeur construite, le Département a dit que:

> [l]e premier jour de la vérification, des responsables de SAIL ont déclaré que la bande concernant les coûts qui avait été communiquée était inexacte et ne pouvait pas correspondre aux registres comptables existants. De plus, SAIL n'a même pas présenté de données concernant la valeur construite pour les ventes aux États-Unis. Il n'existe donc pas de données utilisables dans le dossier concernant le coût de production ou la valeur construite. Bien que les données globales relatives au coût de production par produit soient inexactes et qu'il n'y ait aucune donnée concernant la valeur construite, nous avons néanmoins examiné les composants correspondants du coût global. Là aussi, nous avons constaté de multiples erreurs et inexactitudes.[65]

44. Enfin, décrivant plusieurs erreurs figurant dans la base de données concernant les ventes aux États-Unis, le Département a expliqué que:

> Ces erreurs, prises isolément pourraient être corrigées, mais associées aux autres défauts omniprésents dans les données communiquées par SAIL, elles étayent notre conclusion, à savoir que les données de SAIL ne sont pas fiables dans l'ensemble.[66]

9. Détermination finale

45. Le Département a donné un résumé complet de ces faits et de sa décision de fonder son calcul de la marge sur les données de fait disponibles défavorables dans la détermination finale:

---

[63] *Id.*, page 4.
[64] *Id.*, pages 4 et 5.
[65] *Id.*, page 5.
[66] *Id.*

> [L]e recours aux données de fait disponibles est approprié dans le cas de SAIL aux fins de la détermination finale, conformément à l'article 776 a) 2) A), B) et D) de la Loi. En ce qui concerne l'alinéa A), au cours de la vérification le Département a découvert que SAIL n'avait pas déclaré un nombre important de ventes sur le marché intérieur, ne parvenait pas à vérifier le volume et la valeur totaux des ventes sur le marché intérieur et n'avait pas fourni des données fiables concernant les coûts ou la valeur construite pour les produits. Voir le rapport de vérification des ventes sur le marché intérieur et aux États-Unis ("rapport sur les ventes"), daté du 3 novembre 1999; voir également le rapport de vérification du coût de production et de la valeur construite ("rapport des coûts"), daté du 3 novembre 1999. En ce qui concerne l'alinéa B, de nombreuses occasions ont été fournies à SAIL et de nombreuses prorogations lui ont été accordées pour répondre pleinement au questionnaire initial et aux questionnaires complémentaires du Département. SAIL a également eu amplement le temps de se préparer à la vérification. Toutefois, en dépit de ces nombreuses possibilités de remédier à ces problèmes, SAIL n'a pas fourni des données fiables au Département sous la forme et de la manière demandées.
>
> Pour ce qui est de l'article 776 a) 2) D) de la Loi, nous notons que, compte tenu des multiples problèmes rencontrés lors de la vérification, les réponses de SAIL au questionnaire n'ont pas pu être vérifiées. Voir le rapport sur les ventes et le rapport sur les coûts. Voir la note accompagnant le dossier: Détermination de l'échec de la vérification ("Note concernant la vérification"), datée du 13 décembre 1999.[67]

46. En outre, le Département a également examiné la prescription légale selon laquelle les parties doivent être avisées des raisons de la non-conformité de leurs communications:

> En ce qui concerne l'article 782 d), nous avons donné à SAIL de nombreuses occasions et nous lui avons accordé de nombreuses prorogations pour présenter des données complètes et exactes. Comme nous l'avons dit dans la détermination préliminaire, il a été constaté que les réponses de SAIL au questionnaire et aux questionnaires visant à combler les lacunes étaient pour l'essentiel non conformes et n'avaient pas été communiquées en temps utile, de sorte qu'elles ne permettaient pas de calculer une marge de dumping exacte. Voir la détermination préliminaire. Toutefois, à la suite de la détermination préliminaire, nous avons envoyé deux questionnaires additionnels et accordé à SAIL de nouvelles prorogations, lui donnant ainsi de nouvelles occasions de présenter une base de données électronique complète et exacte. Néanmoins, le Département a constaté au cours de la vérification que la communication finale était une nouvelle fois pour l'essentiel non conforme … Par conséquent, le Département pourra "ne pas prendre en considération tout ou partie des réponses initiales et subséquentes", conformément à l'alinéa e) de l'article 782.[68]

47. Dans une partie distincte de la détermination finale, le Département a examiné spécifiquement les observations de SAIL selon lesquelles il devrait déterminer que l'entreprise a coopéré au mieux de ses possibilités:

> SAIL a systématiquement omis de fournir des renseignements fiables au cours de cette enquête. À l'occasion de la détermination préliminaire, nous nous sommes appuyés sur les données de fait disponibles parce que les problèmes multiples et fréquents observés dans la réponse de SAIL au questionnaire rendaient cette dernière inutilisable aux fins de calculer une marge. Ces problèmes se sont répétés bien que nous ayons à de nombreuses reprises indiqué clairement à SAIL les raisons de la

[67] *Final Determination*, pages 73126 et 73127.
[68] *Id.*, page 73127.

> non-conformité de ses réponses. Bien que nous ayons rejeté les réponses de SAIL au questionnaire pour la détermination préliminaire, étant donné que l'entreprise semblait s'efforcer de coopérer, de manière inadéquate il est vrai, nous avons continué de collecter des données après la détermination préliminaire dans le but de constituer une base de données et un dossier descriptif suffisamment fiables pour être utilisés lors de la vérification et de la détermination finale. Le Département a également rejeté la demande des requérants qui souhaitaient que la vérification soit annulée compte tenu de la non-conformité des réponses. Toutefois, comme il ressort du résumé ci-dessous, SAIL n'a pas été en mesure de fournir au Département des renseignements utilisables pour calculer et déterminer si les ventes avaient été effectuées à des prix inférieurs à leur juste valeur.[69]

48. Le Département a ensuite résumé en détail les raisons, déjà identifiées, de la non-conformité des bandes pour ordinateur fournies par SAIL, à savoir qu'elles sont incomplètes, n'ont pas été communiquées en temps utile et sont inutilisables; il a également indiqué que SAIL n'avait pas satisfait à la vérification.[70]

49. Le Département n'était pas d'accord avec SAIL qui estime que ses données concernant les ventes aux États-Unis étaient exactes, communiquées en temps utile et vérifiées:

> En fait, la base de données concernant les ventes aux États-Unis contenait certaines erreurs, apparues lors de la vérification. Voir le rapport sur les ventes; voir également la note concernant la vérification. En outre, nous ne pensons pas, contrairement à SAIL, que nous sommes tenus par la Loi d'utiliser les prix déclarés par SAIL pour les ventes aux États-Unis. Cette dernière cite [des cas juridiques ou administratifs] pour étayer son affirmation selon laquelle le Département ne recourt pas aux données de fait disponibles totales si les renseignements communiqués par l'entreprise interrogée ne sont pas conformes. La pratique suivie de longue date par le Département est de rejeter dans son intégralité la réponse d'une entreprise interrogée à un questionnaire lorsque des éléments essentiels de la réponse comportent tellement d'erreurs et d'inexactitudes qu'ils ne sont pas fiables. *Voir Steel Wire Rod from Germany*. L'argument de SAIL repose sur une description erronée de notre pratique en ce qui concerne les données de fait disponibles destinées à combler les lacunes. SAIL fait valoir que le Département devrait compléter le dossier pour ce qui est des ventes sur le marché intérieur, du coût de production et de la valeur construite comme s'il y avait une simple "lacune" dans la réponse et non remplacer tout le dossier. Les arguments et les citations des entreprises interrogées ne sont donc pas pertinents. Dans chacun des cas susmentionnés, la majorité des renseignements figurant au dossier était vérifiée et était utilisable; ce n'était que dans certains domaines limités que le Département a dû [recourir] aux données de fait disponibles par ailleurs pour calculer de manière exacte une marge de dumping. La pratique suivie de longue date par le Département qui consiste à combler des lacunes ou à corriger des inexactitudes dans les renseignements donnés dans la réponse à un questionnaire, souvent sur la base des constatations établies lors de la vérification, n'est appropriée que dans les cas où la réponse au questionnaire est par ailleurs pour l'essentiel complète et utilisable. Dans le cas présent, par contre, la réponse de SAIL au questionnaire est pour l'essentiel incomplète et inutilisable dans la mesure où une partie importante des renseignements exigés pour calculer une marge de dumping n'était pas conforme. Pour effectuer correctement une analyse antidumping qui vise une allégation de ventes à un prix inférieur aux coûts, le Département doit analyser quatre éléments essentiels des données présentées par une entreprise interrogée: les ventes aux

[69] *Id.*, pages 73129 et 73130.
[70] *Id.*, page 73130.

> États-Unis; les ventes sur le marché intérieur; le coût de production des modèles destinés au marché intérieur; et la valeur construite des modèles vendus aux États-Unis. Cependant, SAIL n'a pas fourni une base de données qui soit utilisable concernant les ventes sur le marché intérieur, le coût de production ou la valeur construite. De plus, la base de données concernant les ventes aux États-Unis devrait être révisée et corrigée sur certains points pour être utilisable. Compte tenu de tous ces éléments non conformes (problèmes concernant les données et réponses de SAIL), le Département n'a pas été en mesure d'analyser adéquatement les pratiques de vente de SAIL de manière satisfaisante aux fins de mesurer l'existence de ventes à des prix inférieurs à leur juste valeur pour sa détermination finale. *Voir le rapport sur les ventes et le rapport sur les coûts*.[71]

50. Enfin, concernant l'argument de SAIL selon lequel la législation des États-Unis et plus précisément l'article 782 e) de la Loi impose au Département d'utiliser les données fournies par SAIL concernant les ventes aux États-Unis pour calculer la marge de dumping, le Département a expliqué que:

> l'article 782 e) de la Loi dispose que le Département ne refusera pas de prendre en considération des renseignements jugés "non conformes " au titre de l'article 782 d), pour autant que les conditions énoncées dans les alinéas 1), 2), 3), 4) et 5) de l'article 782 e) soient remplies. Dans l'enquête en question, les éléments de preuve versés au dossier étayent la constatation selon laquelle SAIL n'a pas satisfait à ces prescriptions ... pour ce qui concerne chacun des alinéas de l'article 782 e): 1) SAIL n'a pas communiqué ces renseignements en temps utile; 2) les renseignements présentés n'ont pas pu être vérifiés; 3) des composants essentiels de ces renseignements (les ventes sur le marché intérieur et les renseignements relatifs au coût) sont si incomplets qu'ils ne peuvent pas constituer une base fiable pour établir une détermination; 4) SAIL n'a pas agi au mieux de ses possibilités pour ce qui est de fournir les renseignements et de satisfaire aux prescriptions établies par l'autorité administrante; et 5) les renseignements ne peuvent pas être utilisés sans difficultés indues. Par conséquent, nous appliquons une marge basée sur les données de fait disponibles totales concernant SAIL dans la détermination finale.[72]

51. En conséquence, le Département a déterminé que les renseignements fournis par SAIL n'étaient pas utilisables et ne constituaient pas une base fiable pour calculer une marge. En outre, étant donné qu'il a déterminé que SAIL n'avait pas agi au mieux de ses possibilités, le Département a eu recours à une déduction défavorable et a sélectionné la marge la plus élevée alléguée dans la requête comme données de fait disponibles.

52. SAIL a par la suite mis en cause la détermination finale devant le CIT.

10. Détermination rendue à l'issue d'un renvoi

53. Le 26 mai 2001, le CIT a confirmé la décision du Département de rejeter les renseignements fournis par SAIL comme étant inutilisables et de recourir aux données de fait disponibles pour déterminer une marge de droit antidumping pour cette entreprise. Le CIT a toutefois renvoyé la décision, demandant des explications supplémentaires quant à la base sur laquelle le Département avait déterminé que SAIL n'avait pas agi au mieux de ses possibilités. Contrairement à ce que prétend l'Inde, le CIT n'a pas "infirmé" la détermination du Département selon laquelle SAIL n'avait pas agi au mieux de ses possibilités; il n'a fait que renvoyer l'affaire dans l'attente de nouvelles explications de la part du Département sur ce point.

---

[71] *Id*., page 73130.
[72] *Id*., pages 73130 et 73131.

54. Le Département a fait parvenir son explication au CIT le 27 septembre 2001.[73] Dans cette détermination, le Département a résumé la base factuelle et juridique sur laquelle il a constaté que SAIL n'avait pas agi au mieux de ses possibilités.

55. Premièrement, le Département a expliqué sa constatation selon laquelle SAIL possédait les renseignements nécessaires et avait la possibilité de les fournir conformément aux demandes du Département. Il a expliqué ainsi la manière dont il collectait les renseignements:

> Répondre à un questionnaire antidumping peut certes constituer une lourde tâche, mais ce questionnaire est conçu de manière à ce qu'il puisse être rempli par les entreprises qui tiennent des registres vérifiés des ventes et des coûts. Chaque année, le Département envoie pratiquement le même questionnaire à des douzaines de producteurs étrangers et la grande majorité d'entre eux sont en mesure de fournir les renseignements nécessaires. Le Département adapte le niveau de détail et (surtout) le niveau d'informatisation nécessaires afin de tenir compte de la situation particulière de chaque entreprise, mais dans l'ensemble il demande plus ou moins le même type de renseignements à chaque entreprise. De manière générale, le Département peut raisonnablement conclure que si les entreprises disposant de ressources limitées peuvent parfaitement répondre de manière appropriée et en temps utile à un questionnaire antidumping, une entreprise disposant des ressources et du savoir-faire de SAIL, qui n'informe pas le Département en temps utile qu'elle n'en est pas capable, peut aussi le faire.[74]

56. Le Département a également expliqué qu'en dernier ressort c'est l'entreprise interrogée qui contrôle les renseignements nécessaires pour établir une détermination en matière de dumping:

> Il convient de noter que le Département n'a qu'une connaissance limitée de la mesure dans laquelle une entreprise interrogée est effectivement capable de répondre aux demandes de renseignements. C'est cette entreprise, et non le Département, qui possède les renseignements nécessaires et connaît son fonctionnement et ses registres. Par conséquent, c'est à elle qu'il incombe de démontrer pourquoi elle est incapable de fournir en temps utile les renseignements demandés. Le Département ne peut pas, simplement parce qu'une entreprise interrogée affirme qu'elle a de vagues "difficultés" ou qu'elle est incapable de répondre à la demande de renseignements, conclure qu'elle a agi au mieux de ses possibilités.
>
> C'est pourquoi le Département demande à une partie de donner la raison pour laquelle elle n'a pas fourni les données requises. En l'absence d'une explication spécifique et convaincante, il n'a en général pas les moyens de discerner si l'entreprise interrogée est véritablement incapable de se conformer à ce qu'on lui demande. S'il existait des circonstances indépendantes de la volonté de SAIL qui ont empêché cette entreprise de répondre de manière adéquate et en temps utile, elle n'en a pas donné l'explication. SAIL n'a pas démontré que si elle n'avait pas répondu de manière exacte c'était "parce qu'elle n'était pas capable d'obtenir les renseignements requis, ne comprenait pas véritablement la question posée ou avait simplement oublié une question précise". Mannesmannrohren-Werke AG v. United States, 77 F.Supp. 2d 1302, 1316 (CIT 2000) (Mannesmann I). SAIL contrôlait les renseignements qu'elle n'a pas fournis. En outre, elle disposait de directives détaillées concernant les questions

[73] *USDOC Redetermination on Remand* (27 septembre 2001) (pièce n° 21 de l'Inde).
[74] *Id.*, pages 2 et 3.

> posées; SAIL n'a pas simplement oublié une requête donnée, son manquement est plus général que cela.[75]

57. Le Département a une fois encore rappelé comment il s'est efforcé d'obtenir les renseignements nécessaires auprès de SAIL:

> Au cours de l'enquête correspondante, SAIL a effectivement fait savoir au Département qu'elle éprouvait des difficultés à rassembler et à communiquer les renseignements demandés. La plupart du temps toutefois, ces difficultés étaient avancées pour justifier de nouvelles demandes de prorogation des délais (prorogations que le Département a accordées à plusieurs reprises) et s'accompagnaient souvent de l'assurance que les renseignements seraient fournis. Ainsi, dans la communication de la base de données du 11 mai 1999 - qui a été déposée en retard en raison d'une "défaillance" informatique - SAIL a indiqué que "la collecte de certaines des données demandées par le Département est encore en cours (par exemple parce qu'elles ne sont disponibles que sous forme manuscrite). Dès que ces données seront disponibles, nous les présenterons au Département et nous réviserons la disquette en conséquence." Def. Ex. 5, C.R. 7. Ainsi, au cours de la procédure correspondante, la référence faite par SAIL aux registres manuscrits illustrait les raisons pour lesquelles l'entreprise avait besoin d'un délai supplémentaire. SAIL n'a pas dit qu'elle ne serait pas en mesure de fournir une base de données utilisable; au contraire, elle a promis qu'une telle base de données serait fournie. Par conséquent, nous sommes en désaccord avec SAIL lorsqu'elle donne à entendre (PL's Mem. Supp. Mot. J. Agency R., 32) qu'en identifiant ces difficultés logistiques elle a démontré qu'elle ne pouvait pas satisfaire aux demandes de renseignements. De l'avis du Département, le dossier démontre que SAIL pouvait satisfaire à la demande de données et elle n'a jamais proposé d'explication valable des raisons pour lesquelles elle n'était pas en mesure de le faire.
>
> Au cours de la procédure correspondante le Département a demandé à de nombreuses reprises à SAIL de remédier à la non-conformité de sa réponse et l'entreprise a indiqué qu'elle satisferait aux demandes de renseignements qu'il avait formulées. Lorsque les renseignements n'ont pas été fournis initialement, SAIL a indiqué qu'ils seraient communiqués dès qu'ils seraient disponibles et que les bandes pour ordinateur inutilisables seraient révisées en conséquence. Voir, par exemple, Def. Ex. 5, C.R. 7; voir également Def. Ex. 11, C.R. 17 (SAIL a présenté les bandes pour ordinateur révisées et a déclaré que toutes les ventes sur le marché intérieur au cours de la période visée avaient été communiquées). À la demande de SAIL, le Département a pris une mesure inhabituelle: il a autorisé la communication d'un grand nombre de renseignements après la détermination préliminaire; SAIL a assuré au Département que ces nouvelles données pouvaient être vérifiées. Def. Ex. 25, C.R. 33. Tout ceci donne à penser que SAIL elle-même croyait pouvoir satisfaire aux demandes de renseignements. Dans de telles circonstances, le Département peut raisonnablement conclure que SAIL avait évalué ses propres activités et savait qu'elle pouvait faire ce qu'elle avait annoncé. Le présent tribunal a été d'avis qu'il est "raisonnable pour le Département de considérer [qu'une entreprise interrogée] a connaissance de ses propres activités". Mannesmannrohren-Werke AG v. United States, Slip Op. 00-126 (CIT, 5 octobre 2000) (Mannesmann II). Par conséquent, même si l'on accepte que SAIL a fait des efforts de bonne foi "cela ne l'exempte pas

[75] *Id.*, page 3.

> du devoir de répondre au mieux de ses possibilités, ce qui inclut d'avoir connaissance de ses activités commerciales". *Id*.[76]

58. Enfin, le Département a examiné ce que suggérait SAIL, à savoir qu'elle ne pouvait pas fournir les renseignements nécessaires:

> Conclure que SAIL a fait de son mieux mais n'a tout simplement pas pu donner des renseignements exacts concernant ses ventes sur le marché intérieur ou ses coûts de production n'est pas crédible. SAIL est une des plus grandes aciéries intégrées du monde et dispose d'un savoir-faire conséquent dans de nombreux domaines et d'importantes ressources. Ainsi, son système de comptabilité est bien établi et ses livres sont vérifiés chaque année par une grosse équipe d'experts-comptables. Voir, par exemple, la réponse de SAIL à la section A, C.R. 5, pièce n° A-9 (rapport annuel de SAIL). En outre, étant donné que le gouvernement indien détient une participation majoritaire de SAIL, l'entreprise doit respecter un grand nombre de prescriptions comptables additionnelles définies par les pouvoirs publics. Sur la base des renseignements dont dispose le Département, nous concluons que SAIL était en mesure de satisfaire aux demandes de renseignements. En résumé, SAIL est et devrait être responsable des renseignements consignés dans ses registres comptables. Si l'on concluait le contraire, cela autoriserait les entreprises interrogées à ne fournir que les renseignements les plus rudimentaires, sans tenir compte des renseignements effectivement exigés pour une enquête. Ce qui est encore plus important, en autorisant une entreprise interrogée à sélectionner les renseignements qu'elle veut présenter on l'encouragerait fortement à adopter une attitude intéressée - et à fournir des renseignements qui lui sont dans l'ensemble favorables tout en prétendant qu'elle ne peut pas fournir des renseignements qui pourraient s'avérer défavorables ...
>
> Cette enquête a peut-être été "le premier contact réel de SAIL avec la législation antidumping des États-Unis" [] mais l'entreprise ne nous a fourni aucun renseignement indiquant qu'elle ne pouvait pas satisfaire aux demandes de renseignements formulées par le Département. Il est donc raisonnable pour le Département de conclure que SAIL avait les ressources nécessaires et la possibilité de répondre au questionnaire du Département mais que, pour des raisons incompréhensibles, elle ne l'a pas fait.[77]

B. EXAMEN PAR LE DÉPARTEMENT DE L'ACCORD DE SUSPENSION PROPOSÉ PAR SAIL

59. Dans une lettre datée du 29 juillet 1999, SAIL a présenté un projet d'accord visant à suspendre[78] l'enquête pour "régler tous les problèmes qui pourraient être causés par les importations de tôles [coupées à longueur] en provenance de l'Inde".[79] Le 31 août 1999, une réunion a été organisée avec le conseil de SAIL, le Secrétaire adjoint du Département pour l'administration des importations et d'autres responsables afin d'examiner la proposition d'accord de suspension émanant de l'Inde.[80] Au cours de cette réunion, le Département a dit qu'il "examinerait la requête de l'entreprise interrogée mais faisait observer que les accords de suspension étaient rares et n'étaient

---

[76] *Id*, pages 3 et 4 (notes de bas de page omises).

[77] *Id*., pages 4 et 5 (notes de bas de page, citations omises).

[78] Il convient de noter qu'un accord de suspension est d'ordinaire connu sous le nom d'engagement en matière de prix.

[79] *Letter from SAIL's Counsel to USDOC Re: Request for a Suspension Agreement*, 29 juillet 1999 (pièce n° 10 de l'Inde).

[80] *USDOC Memorandum to the File re: Ex-Parte Meeting with Counsel for SAIL Regarding Possible Suspension Agreement*, 31 août 1999 (pièce n° 21 des États-Unis).

acceptés que dans des circonstances particulières".[81] Il a également considéré que "les circonstances requises n'étaient peut-être pas réunies actuellement" et a fini par rejeter la demande.[82]

IV. CRITÈRE D'EXAMEN

60. L'Accord antidumping est unique parmi les Accords de l'OMC en ce sens qu'il définit son propre critère pour l'examen par un groupe spécial de l'OMC d'une détermination en matière de dumping établie par l'autorité chargée de l'enquête. Ce critère est défini à l'article 17.6 en deux parties: la première concerne les questions de fait et la seconde les questions de droit. Dans sa communication, l'Inde reconnaît ce concept.[83] Toutefois, elle fait également valoir qu'un autre critère, décrit dans *États-Unis - Mesure de sauvegarde transitoire appliquée aux fils de coton peignés en provenance du Pakistan* s'applique aussi. Comme nous l'expliquons ci-dessous, c'est là une interprétation inexacte des Accords de l'OMC. En outre, l'Inde déclare que conformément à l'article 17.6, le présent Groupe spécial ne doit en fait pas tenir compte des politiques et procédures qui sous-tendent la législation des États-Unis et son application, ce qui déforme le critère d'examen que le présent Groupe spécial doit appliquer. Le critère correct est décrit ci-dessous.

A. EXAMEN DE L'ÉTABLISSEMENT ET DE L'ÉVALUATION DES FAITS PAR UNE AUTORITÉ: LES GROUPES SPÉCIAUX NE PEUVENT PAS PROCÉDER À UN EXAMEN *DE NOVO*

61. L'article 17.6 i) de l'Accord antidumping dispose que:

> i) dans son évaluation des faits de la cause, le groupe spécial déterminera si l'établissement des faits par les autorités était correct et si leur évaluation de ces faits était impartiale et objective. Si l'établissement des faits était correct et que l'évaluation était impartiale et objective, même si le groupe spécial est arrivé à une conclusion différente, l'évaluation ne sera pas infirmée.

62. En d'autres termes, un groupe spécial ne peut pas procéder à sa propre évaluation des faits *de novo* si l'établissement des faits par l'autorité était correct et si son évaluation de ces faits était impartiale et objective. Comme l'a dit l'Organe d'appel dans *États-Unis - Mesures antidumping appliquées à certains produits en acier laminés à chaud en provenance du Japon* ("rapport de l'Organe d'appel *Acier laminé à chaud*"), conformément à l'article 17.6 i) et à l'article 11 du Mémorandum d'accord, qui exigent tous deux une évaluation "objective" des faits, "la tâche des groupes spéciaux consiste simplement à examiner l'"établissement" et l'"évaluation des faits" par les autorités chargées de l'enquête".[84]

63. Afin d'"établir" et d'"évaluer" les faits, l'article 17:6 i) fait observer qu'un groupe spécial doit déterminer 1) si l'établissement des faits versés au dossier était correct dans le cadre de l'enquête ou de l'examen général auquel s'intéresse le Groupe spécial et 2) si la détermination établie par l'autorité chargée de l'enquête et fondée sur les faits versés au dossier était impartiale et objective.[85] Le terme

---

[81] *Id.*
[82] *Id.*
[83] Première communication de l'Inde, paragraphe 49.
[84] *États-Unis - Mesures antidumping appliquées à certains produits en acier laminés à chaud en provenance du Japon*, WT/DS184/AB/R, adopté le 23 août 2001, paragraphe 55 ("Rapport de l'Organe d'appel *Acier laminé à chaud*"). *Voir également Mexique - Enquête antidumping concernant le sirop de maïs à haute teneur en fructose (SHTF) en provenance des États-Unis, Recours des États-Unis à l'article 21:5 du Mémorandum d'accord sur le règlement des différends* ("rapport de l'Organe d'appel *SHTF*"), WT/DS132/AB/RW, adopté le 22 octobre 2001, paragraphe 130. L'article 11 du Mémorandum d'accord impose globalement aux groupes spéciaux de "procéder à une évaluation objective de la question".
[85] *Voir* le rapport de l'Organe d'appel *Acier laminé à chaud*, paragraphe 55.

"correct" tel qu'il est défini par l'Oxford Standard Dictionary signifie "convenable" ou "approprié".[86] Un groupe spécial doit donc examiner tous les faits versés au dossier et déterminer si l'autorité chargée de l'enquête a examiné de manière appropriée les faits versés au dossier et appliqué ces faits d'une manière objective et impartiale pour établir sa détermination finale.

64. Une fois qu'un groupe spécial a évalué de manière objective l'établissement des faits par l'autorité chargée de l'enquête, conformément au paragraphe 17.6 i), il est bien établi que, même si le Groupe spécial n'est pas d'accord avec les constatations de l'autorité, tant que celles-ci sont basées sur des faits correctement appliqués et que la décision de l'autorité a été prise d'une manière objective et impartiale, le Groupe spécial ne peut pas substituer son jugement à celui de l'autorité chargée de l'enquête.[87] Cela s'applique quand bien même le groupe spécial - s'il avait été initialement à la place de l'autorité - aurait peut-être pris une décision différente.

65. Plusieurs groupes spéciaux ont souligné qu'un examen de groupe spécial ne remplaçait pas une procédure menée par les autorités nationales chargées de l'enquête et que le rôle des groupes spéciaux n'était pas de procéder à un examen *de novo* des constatations factuelles d'une autorité nationale chargée de l'enquête. Ce critère d'examen a été exprimé par des groupes spéciaux de l'OMC et du GATT.

> "Le Groupe spécial … ne devait pas effectuer un nouvel examen des éléments de preuve sur lesquels les autorités des États-Unis s'étaient fondées ni substituer d'une autre façon son jugement au leur pour ce qui était de tel ou tel élément de preuve [que les autorités des États-Unis] avaient jugé suffisant.[88]

Ce concept est extrêmement important parce que, comme cela était dit dans *Thaïlande - Poutres en H en provenance de Pologne*, [l]'objectif de l'article 17.6 i) est d'empêcher un groupe spécial de "remettre en question" une détermination établie par une autorité nationale lorsque l'établissement des faits est correct et que l'évaluation de ces faits est impartiale et objective".[89]

66. En examinant les faits versés au dossier, les groupes spéciaux de l'OMC sont tenus de prendre en compte l'intégralité du dossier administratif d'une enquête. L'Inde fait valoir que le Groupe spécial doit revoir spécifiquement les données de SAIL concernant les ventes aux États-Unis, appliquer les quatre conditions énoncées au paragraphe 3 de l'Annexe II uniquement à ces données puis établir sa détermination en se fondant exclusivement sur cette analyse. C'est là une interprétation erronée de l'Accord antidumping. L'article 17.6 i) à première vue s'applique à tous les "faits de la cause" et non de manière préférentielle à certains des éléments sélectionnés par l'entreprise interrogée parmi ses communications. Le Groupe spécial doit donc "examiner si les éléments de preuve sur lesquels [l'autorité chargée de l'enquête s'est fondée] étaient suffisants, c'est-à-dire si une autorité impartiale et objective évaluant les éléments de preuve" aurait à bon droit pu établir cette détermination.[90]

---

[86] *The New Shorter Oxford English Dictionary*, Clarendon Press, Oxford (1993) (definition III).

[87] *Voir* le rapport de l'Organe d'appel *Acier laminé à chaud*, paragraphe 56.

[88] *Mexique - Enquête antidumping concernant le sirop de maïs à haute teneur en fructose* ("*SHTF*") *en provenance des États-Unis*, WT/DS132/R (28 janvier 2000), paragraphe 7.56. Le Groupe spécial *SHTF* citait l'affaire *Guatemala - Enquête antidumping concernant le ciment Portland en provenance du Mexique*, WT/DS60/R, adopté le 19 juin 1998. Cette phrase est en fait tirée du rapport du *Groupe spécial des mesures affectant les importations aux États-Unis de bois de construction résineux en provenance du Canada*, SCM/162, IBDD, S40/416, adopté les 27 et 28 octobre 1993, paragraphe 335.

[89] *Thaïlande - Droits antidumping sur les profilés en fer ou en aciers non alliés et poutrelles profilées en H en provenance de Pologne*, rapport de l'Organe d'appel, WT/DS122/AB/R, adopté le 12 mars 2001, paragraphes 117 et 118 ("*Thaïlande - Poutrelles en H*").

[90] *SHTF*, paragraphe 7.57.

B. EXAMEN D'UNE INTERPRÉTATION DE L'ACCORD ANTIDUMPING PAR UNE AUTORITÉ: LES GROUPES SPÉCIAUX DOIVENT RESPECTER LES INTERPRÉTATIONS MULTIPLES ADMISSIBLES

67. L'article 17.6 ii) s'applique au critère d'examen juridique:

> ii) le groupe spécial interprétera les dispositions pertinentes de l'Accord conformément aux règles coutumières d'interprétation du droit international public. Dans les cas où le groupe spécial constatera qu'une disposition pertinente de l'Accord se prête à plus d'une interprétation admissible, le groupe spécial constatera que la mesure prise par les autorités est conforme à l'Accord si elle repose sur l'une de ces interprétations admissibles.

68. En ce qui concerne l'examen des points de droit qui ont trait au sens correct à attribuer à l'Accord antidumping, l'alinéa ii) du paragraphe 17.6 prévoit que, dans les cas où une disposition pertinente de l'Accord antidumping se prête à plus d'une interprétation admissible, un groupe spécial de l'OMC constatera que la mesure antidumping en question est conforme à l'Accord si elle repose sur l'une de ces interprétations admissibles.

69. Ainsi, l'article 17.6 ii) montre que les négociateurs ont délibérément choisi de reconnaître la possibilité d'interprétations multiples. Dans ce sens, l'article 17.6 ii) avertit les groupes spéciaux qu'ils doivent prendre tout spécialement soin, comme il est dit clairement aux articles 3:2 et 19:2 du Mémorandum d'accord, de ne pas accroître les obligations des Membres.

70. En résumé, l'article 17.6 ii) prescrit aux groupes spéciaux, si les termes de l'Accord permettent de multiples interprétations admissibles, de constater que la mesure prise par une autorité est conforme à l'Accord antidumping si elle repose sur l'une de ces interprétations. Ainsi, la question pertinente dans chaque affaire n'est pas de savoir si la détermination mise en cause repose sur la meilleure interprétation ou sur l'interprétation "correcte" de l'Accord antidumping mais si elle repose sur une "interprétation admissible" (qui peuvent être nombreuses).

71. L'Inde n'est pas en désaccord avec cette analyse, mais en citant l'affaire *Mesure de sauvegarde transitoire appliquée aux fils de coton peignés en provenance du Pakistan* ("*Fils de coton du Pakistan*")[91], elle tente d'accroître les obligations des autorités chargées de l'enquête, lorsqu'il s'agit de déterminer si l'autorité chargée de l'enquête s'est "acquittée de ses obligations", conformément au paragraphe 11 du Mémorandum d'accord. L'article 1:2 du Mémorandum d'accord dispose toutefois que les "règles et procédures spéciales ou additionnelles relatives au règlement des différends contenues dans les accords visés" prévaudront sur les règles et procédures plus générales du Mémorandum d'accord dans la mesure où elles sont différentes. Comme cela a été expliqué plus haut, l'Accord antidumping est unique parmi les Accords de l'OMC dans la mesure où il contient un "critère d'examen" spécifié. Par conséquent, la décision prise dans *Fils de coton du Pakistan* n'est pas pertinente, parce que le Groupe spécial dans cette affaire n'avait aucun critère d'examen spécial à appliquer.

72. Ainsi, en appliquant l'Accord sur les textiles dans l'affaire *Fils de coton du Pakistan*, l'Organe d'appel énonçait le critère conforme à l'article 11 du Mémorandum d'accord concernant un examen "objectif" des faits. Toutefois, dans l'affaire qui nous intéresse, l'article 17.6 i) et ii) de l'Accord antidumping prévoit le critère d'examen qu'un groupe spécial doit appliquer pour établir sa détermination. L'Organe d'appel n'a jamais dit que, outre les prescriptions de l'article 17.6, un groupe spécial examinant une mesure au titre de l'Accord antidumping devait également appliquer le critère énoncé dans l'affaire *Fils de coton du Pakistan*.

---

[91] *WT/DS192/AB/R*, adopté le 8 octobre 2001, paragraphe 74 ("*Fils de coton du Pakistan*").

73. En bref, le présent Groupe spécial devrait examiner la totalité du dossier et des faits qui y sont versés. Dans ce contexte, il devrait évaluer si le Département dans cette enquête a eu recours aux données de fait disponibles de manière impartiale et objective. En outre, il devrait déterminer, en se fondant sur la totalité du dossier, si l'analyse juridique des États-Unis constitue une interprétation admissible de leurs obligations au titre de l'Accord antidumping.

V. ARGUMENTATION JURIDIQUE

A. INTRODUCTION

74. Les règles coutumières d'interprétation du droit international public, telles qu'elles ressortent de l'article 31 1) de la Convention de Vienne, prévoient qu'un traité "doit être interprété suivant le sens ordinaire à attribuer aux termes du traité *dans leur contexte et à la lumière de son objet et de son but*". (pas d'italique dans l'original) Le but de l'interprétation des traités, exposé à l'article 31 de la Convention de Vienne, est de donner effet à l'intention des parties au traité telle qu'elle est exprimée dans les termes du traité lus dans leur contexte.

75. L'article VI du GATT de 1994 ("article VI") autorise les Membres de l'OMC à imposer des droits antidumping afin de remédier à un dumping dommageable. L'objet et le but de l'article VI est de fournir des mesures correctives aux pays Membres confrontés à des importations faisant l'objet d'un dumping qui causent ou menacent de causer un dommage important. L'article VI:1 dispose que "le dumping ... est condamnable s'il cause ou menace de causer un dommage important à une branche de production établie ... ou s'il retarde de façon importante la création d'une branche de production nationale". Compte tenu de l'objet et du but de l'article VI et de l'Accord antidumping, qui autorise une mesure corrective en cas de dumping dommageable, les dispositions de ces accords doivent être interprétées de manière à permettre aux autorités chargées de l'enquête d'obtenir et d'analyser tous les renseignements nécessaires à leur analyse.

76. Conformément à l'article VI et l'Accord antidumping, la détermination de l'existence d'un dumping doit être fondée sur des renseignements détaillés concernant les prix sur le marché intérieur du pays exportateur ("valeur normale") et les prix à l'exportation sur le marché de l'autorité chargée de l'enquête.[92] La détermination de l'existence d'un dumping doit inclure, lorsqu'elle est alléguée, une analyse des renseignements relatifs aux coûts afin de déterminer si les ventes sur le marché intérieur du pays exportateur sont inférieures au coût de production. Ce n'est que lorsque tous ces renseignements sont fournis avec exactitude que l'autorité administrante peut procéder à un calcul exact de la marge de dumping. En se fondant sur ces prescriptions, le questionnaire du Département demande les renseignements nécessaires à l'analyse du dumping, y compris des renseignements généraux concernant la structure de l'entreprise et ses pratiques commerciales; la marchandise visée qu'elle vend; les ventes de cette marchandise sur tous les marchés; les listes des ventes sur le marché intérieur; les listes des ventes aux États-Unis; et des renseignements concernant le coût de production du produit étranger similaire ainsi que la valeur construite de la marchandise visée. Ces renseignements, qui sont nécessaires à toute détermination en matière de dumping, sont normalement sous le contrôle des parties interrogées dont les ventes sont visées par l'enquête antidumping.

77. Ainsi, à la lumière de l'objet et du but de l'article VI et de l'Accord antidumping, qui autorisent les Membres à adopter des mesures correctives face à un dumping dommageable, les dispositions en question doivent être interprétées de manière à permettre aux autorités chargées de l'enquête de demander, d'exiger et d'obtenir les renseignements nécessaires de la part des parties intéressées. Selon l'interprétation avancée par l'Inde, ce seraient en fin de compte les parties interrogées qui décideraient des renseignements que les autorités chargées de l'enquête pourraient analyser.

[92] *Voir, par exemple*, l'article VI:I du GATT de 1994, et l'article 2 de l'Accord antidumping.

78. L'objectif d'une enquête antidumping consiste à "assurer une prise de décisions objective sur la base des faits".[93] Afin de pouvoir *prendre* des décisions objectives sur la base des faits, les autorités chargées de l'enquête doivent avoir *accès* à ces faits. Une interprétation de l'Accord antidumping qui encouragerait les parties à fournir les renseignements nécessaires de manière sélective irait à l'encontre de l'objectif d'une prise de décisions objective et réduirait à néant l'efficacité de la mesure corrective prévue par l'article VI. À un moment ou l'autre, les autorités chargées de l'enquête doivent avoir la faculté discrétionnaire de rejeter les réponses au questionnaire dans leur totalité lorsque les parties interrogées ne fournissent pas des renseignements indispensables aux autorités pour mener des enquêtes antidumping.

B. ANALYSE DU TEXTE DE L'ACCORD ANTIDUMPING

79. Dans la présente partie de notre communication, nous analysons les dispositions de l'Accord antidumping pertinentes dans le présent différend, c'est-à-dire l'article 6.8 et l'Annexe II. Comme nous allons le montrer, le sens ordinaire de l'article 6.8 et de l'Annexe II de l'Accord antidumping étaye l'interprétation des États-Unis telle qu'elle est reflétée dans leurs dispositions légales et dans les mesures qu'ils ont prises concernant SAIL dans le cadre de l'enquête antidumping en question.

80. L'article 6.8 de l'Accord antidumping autorise le recours aux données de fait disponibles lorsqu'une partie refuse de donner accès aux renseignements nécessaires ou ne les communique pas. L'Annexe II de l'Accord antidumping définit les critères dont les autorités chargées de l'enquête devraient tenir compte avant de recourir aux données de fait disponibles. Comme nous le démontrons ci-dessous, lus conjointement, l'article 6.8 et l'Annexe II permettent aux autorités chargées de l'enquête d'établir des déterminations préliminaires et finales, en totalité ou en partie, sur la base des données de fait disponibles, et il pourrait en résulter pour la partie une situation moins favorable que si elle avait coopéré et fourni les renseignements nécessaires. Ces dispositions de l'Accord antidumping fournissent aux autorités chargées de l'enquête une méthode réalisable pour calculer les marges de dumping lorsque les renseignements qui sont sous le contrôle des parties interrogées sont absents, ne sont pas communiqués en temps utile ou sont peu fiables parce qu'une partie refuse d'y donner accès ou ne les communique pas en temps utile.

1. Article 6.8 de l'Accord antidumping

81. L'article 6.8 de l'Accord antidumping dispose que:

> Dans les cas où une partie intéressée refusera de donner accès aux renseignements nécessaires ou ne les communiquera pas dans un délai raisonnable, ou entravera le déroulement de l'enquête de façon notable, des déterminations préliminaires et finales, positives ou négatives, pourront être établies sur la base des données de fait disponibles. Les dispositions de l'Annexe II seront observées lors de l'application du présent paragraphe.

a) Renseignements

82. Une question fondamentale dans le présent différend est celle de l'interprétation correcte du terme "renseignements" tel qu'il est utilisé à l'article 6.8 et à l'Annexe II de l'Accord antidumping. Le sens ordinaire du terme "renseignements", qui n'est pas défini dans l'Accord antidumping, est "communication de la connaissance d'un acte ou d'une circonstance" et "connaissances ou faits communiqués sur un sujet, un événement particulier, etc.; informations, nouvelles".[94]

---

[93] Rapport du Groupe spécial *Acier laminé à chaud*, paragraphe 7.55.
[94] The New Shorter Oxford English Dictionary, Clarendon Press, Oxford, 1993.

83. L'article 6.8 de l'Accord antidumping utilise l'expression "renseignements nécessaires". Le sens ordinaire du terme "nécessaire" est "qui est indispensable; requis, essentiel; utile".[95] Les renseignements "nécessaires" ou "requis" ou "essentiels" pour mener une enquête antidumping comprennent le prix de la marchandise visée sur le marché intérieur du pays exportateur, le prix à l'exportation de la marchandise visée et, dans certaines circonstances, les renseignements relatifs au coût de production et à la valeur construite. Étant donné que le dumping est défini à l'article 2.1 de l'Accord antidumping sur la base d'une comparaison entre le prix à l'exportation et la valeur normale au cours d'opérations commerciales normales tous ces renseignements constituent des renseignements "nécessaires" aux fins d'une détermination en matière de dumping.[96]

84. Tout au long de sa première communication écrite, l'Inde allègue que le Département a eu tort d'examiner le caractère suffisant de tous les renseignements nécessaires à l'enquête. L'Inde fait valoir au contraire que le Département était tenu de se concentrer sur certaines "catégories de renseignements" - expression qui n'apparaît nulle part dans l'Accord antidumping. Rien dans cet accord n'exige d'une autorité administrante qu'elle évalue séparément des "catégories" distinctes de renseignements aux fins de déterminer s'il est admissible de recourir aux données de fait disponibles pour établir une détermination en matière de dumping.

85. Il est également pertinent d'examiner le sens du terme "renseignements" au regard du but général de l'Accord antidumping. Comme l'a dit le Groupe spécial *Acier laminé à chaud*:

> Un des principaux éléments régissant les enquêtes antidumping qui est présent dans l'ensemble de l'Accord antidumping est l'objectif consistant à assurer une prise de décisions objective sur la base des faits[97]

Dans la mesure où "une prise de décisions objective sur la base des faits" est acceptée comme l'objectif de l'Accord antidumping, cet accord devrait être interprété d'une manière permettant d'atteindre cet objectif. La seule façon de parvenir à "une prise de décisions objective sur la base des faits" est d'interpréter l'Accord antidumping d'une manière qui encourage les parties en possession des faits (en l'occurrence les parties intéressées interrogées) à fournir les renseignements aux autorités chargées de l'enquête en temps utile et de manière exacte. Inversement, une interprétation qui encouragerait les parties intéressées interrogées à ne fournir que des renseignements partiels serait incompatible avec cet objectif et ne doit pas être adoptée.

86. Le but du critère d'objectivité pour la prise de décisions est de permettre que des déterminations neutres soient établies sans partialité à l'égard de la partie qui pourrait être soumise à des droits ni à l'égard de celle subissant un dommage du fait du dumping. Lorsque les autorités chargées de l'enquête s'appuient sur les données de fait disponibles, il n'est pas possible de déterminer si ces faits sont avantageux pour la partie interrogée parce que les renseignements nécessaires pour déterminer ou simplement estimer la marge effective de dumping de cette partie ne sont pas disponibles. Ainsi, une interprétation de l'Accord antidumping qui permettrait aux parties interrogées de fournir des renseignements de manière sélective et exigerait des autorités chargées de l'enquête qu'elles utilisent ces renseignements pourrait encourager de telles réponses sélectives et irait donc à l'encontre du but sous-jacent qui est "une prise de décisions objective sur la base des faits".

---

[95] The New Shorter Oxford English Dictionary, Clarendon Press, Oxford, 1993.

[96] L'article 2.1 de l'Accord antidumping dispose que:

> Aux fins du présent accord, un produit doit être considéré comme faisant l'objet d'un dumping, c'est-à-dire comme étant introduit sur le marché d'un autre pays à un prix inférieur à sa valeur normale, si le prix à l'exportation de ce produit, lorsqu'il est exporté d'un pays vers un autre, est inférieur au prix comparable pratiqué au cours d'opérations commerciales normales pour le produit similaire destiné à la consommation dans le pays exportateur.

[97] Rapport du Groupe spécial *Acier laminé à chaud*, paragraphe 7.55.

87. L'interprétation faite par l'Inde du terme "renseignements" comme signifiant "catégories de renseignements" ne peut pas aller de pair avec l'objectif d'une "prise de décisions objective sur la base des faits". D'après l'interprétation de l'Inde, les parties intéressées interrogées pourraient sélectionner les renseignements qu'elles veulent fournir aux autorités chargées de l'enquête. En fait cette interprétation encouragerait les parties intéressées interrogées à établir une distinction entre les renseignements utiles et nuisibles pour elles et à ne fournir que les renseignements qui n'auront pas de conséquences négatives pour elles.

88. De plus, l'interprétation de l'Inde aboutirait souvent à des résultats absurdes. Ainsi, selon l'interprétation donnée par l'Inde de l'Accord antidumping, si une partie interrogée ne communiquait que ses données relatives au coût de production, en omettant les renseignements concernant les ventes sur le marché intérieur et à l'exportation, le Département serait tenu d'inclure ces données dans ses calculs. Il serait toutefois impossible d'utiliser de tels renseignements parce que, sans les prix effectifs sur le marché intérieur, il ne serait pas possible de savoir si les ventes effectives sur le marché intérieur étaient réalisées à un prix supérieur au coût de production et par conséquent appropriées pour déterminer la valeur normale (conformément à l'article 2.2.1 de l'Accord antidumping), ou à un prix inférieur au coût, de telle manière qu'il faudrait utiliser une valeur construite pour déterminer la valeur normale (conformément à l'article 2.2 de l'Accord antidumping). Une telle interprétation serait absurde et devrait par conséquent être évitée.

89. En outre, l'interprétation de l'Inde ajoute au texte des termes qui n'y figurent pas. L'Organe d'appel a fait observer que les groupes spéciaux devaient s'appuyer sur le sens ordinaire du texte d'un accord pour déterminer les obligations énoncées par ses dispositions: "En matière d'interprétation des traités, la règle fondamentale veut que l'interprète du traité lise et interprète les mots qui ont été effectivement utilisés dans l'accord à l'examen et non les mots qui auraient dû être utilisés à son avis."[98] L'Organe d'appel a ajouté que "[l]'interprète d'un traité ne peut supposer que les Membres qui ont négocié et rédigé l'Accord ont procédé ainsi par simple inadvertance".[99]

90. L'autorité chargée de l'enquête peut recourir aux données de fait disponibles lorsque les réponses sont pour l'essentiel incomplètes, ce qui incite les parties interrogées à fournir des renseignements complets. Si l'objectif d'une procédure antidumping est d'"assurer une prise de décisions objective sur la base des faits"[100], le fait d'autoriser les parties présentant des renseignements à contrôler cette prise de décisions en contrôlant la production des renseignements irait à l'encontre de l'objet et du but de l'Accord antidumping qui est d'encourager la participation aux procédures antidumping afin de permettre le calcul de marges exactes.

91. Lorsqu'une entreprise interrogée fournit des renseignements tout à fait inadéquats et sur lesquels on est loin de pouvoir se fonder pour le calcul de la marge globale de dumping, l'article 6.8 permet à l'autorité chargée de l'enquête de recourir aux données de fait disponibles pour déterminer l'existence d'un dumping. Même si certaines parties des renseignements peuvent sembler acceptables prises isolément, lorsque leur non-conformité est substantielle par sa nature et son ampleur, elle rend douteuse la fiabilité de toute la réponse. L'article 6.8 dispose que dans de telles circonstances l'autorité peut recourir aux données de fait disponibles.

92. Ainsi, conformément à l'interprétation correcte de l'expression "renseignements nécessaires" figurant à l'article 6.8, il serait admissible pour l'autorité chargée de l'enquête, équitable et objective, de conclure qu'en ne communiquant pas les renseignements nécessaires au calcul de la marge de dumping exacte, une partie n'avait pas communiqué les renseignements nécessaires et que, même si

---

[98] *Mesures communautaires concernant les viandes et les produits carnés* (*Hormones*), WT/DS48/AB/R, adopté le 13 février 1998, paragraphe 181 ("rapport de l'Organe d'appel *CE - Hormones*").

[99] *Id.*, paragraphe 164.

[100] Rapport du Groupe spécial *Acier laminé à chaud*, paragraphe 7.55.

quelques données limitées étaient disponibles, il était nécessaire et approprié de recourir aux données de fait disponibles pour l'intégralité de la détermination en matière de dumping.

b) Déterminations préliminaires et finales

93. L'article 6.8 de l'Accord antidumping dispose que, lorsque certaines conditions sont réunies, "des déterminations préliminaires et finales, positives ou négatives, pourront être établies sur la base des données de fait disponibles". (non souligné dans l'original) Dans sa première communication écrite au Groupe spécial, l'Inde n'a pas tenu compte du libellé de l'Accord antidumping qui dispose explicitement que les données de fait disponibles peuvent être utilisées pour établir la détermination ultime de l'existence d'un dumping.

94. Tout au long de l'Accord antidumping, une distinction est établie entre "les déterminations préliminaires et finales" et différents renseignements qu'il peut être nécessaire de déterminer. Ainsi, l'article 12 de l'Accord antidumping prévoit un avis au public et une explication des déterminations. L'article 12.2 porte spécifiquement sur toute "détermination préliminaire ou finale" et les éléments qu'elle doit contenir. De plus, l'article 12.2.1 de l'Accord antidumping prévoit un avis au public concernant l'imposition de mesures provisoires, y compris, en particulier, des "déterminations préliminaires de l'existence d'un dumping et d'un dommage", distinguant ces déterminations préliminaires des "points de fait et de droit" et de "la méthodologie utilisée pour établir et comparer le prix à l'exportation et la valeur normale" à l'alinéa iii) de l'article 12.2.1.

95. De même que l'alinéa iii) de l'article 12.2.1, divers alinéas de l'article 2 portent sur des points particuliers qui doivent être déterminés afin d'établir une détermination préliminaire ou finale:

Article 2.2	"la marge de dumping sera déterminée"
Article 2.2.1	"si les autorités déterminent que de telles ventes sont effectuées sur une longue période"
Article 2.2.2	"les montants [correspondant aux frais d'administration et de commercialisation et aux frais de caractère général, ainsi qu'aux bénéfices] pourront [être déterminés]"
Article 2.3	dans des conditions données, "le prix à l'exportation pourra être construit […] sur toute base raisonnable que les autorités pourront déterminer".

96. L'utilisation de l'expression "déterminations préliminaires et finales" à l'article 6.8 devrait être interprétée selon son sens ordinaire dans le contexte de l'Accord antidumping. Telle qu'elle est utilisée dans l'Accord antidumping, l'expression "déterminations préliminaires et finales" se réfère à la constatation ultime de l'existence d'un dumping. Lorsque les négociateurs de l'Accord antidumping ont souhaité faire référence à des points particuliers qui devaient être déterminés afin de parvenir à une détermination préliminaire ou finale, ils y ont fait spécifiquement référence.

97. Il convient de souligner que l'Inde ne tient pas compte du libellé de l'article 6.8 dans les efforts qu'elle déploie pour obtenir du Groupe spécial qu'il interprète cet article comme s'appliquant à des "catégories de renseignements". Néanmoins, les termes mêmes de l'article 6.8 autorisent manifestement le recours aux données de fait disponibles comme base de "déterminations préliminaires et finales" lorsqu'une partie intéressée n'a pas communiqué les renseignements nécessaires.

2. Annexe II de l'Accord antidumping

98. Pour ce qui est de l'Annexe II de l'Accord antidumping, les paragraphes 1, 3 et 5 sont pertinents en ce qui concerne le présent différend. Nous les examinerons tour à tour.

a) Paragraphe 1

99. Le paragraphe 1 de l'Annexe II de l'Accord antidumping dispose que:

> Dès que possible après l'ouverture de l'enquête, les autorités chargées de l'enquête devraient indiquer de manière détaillée les renseignements que doit fournir toute partie intéressée et la façon dont elle devrait structurer les renseignements dans sa réponse. Les autorités devraient aussi faire en sorte que cette partie sache qu'au cas où ces renseignements ne seraient pas communiqués dans un délai raisonnable, elles seront libres de fonder leurs déterminations sur les données de fait disponibles, y compris celles que contient la demande d'ouverture de l'enquête émanant de la branche de production nationale.

100. Le paragraphe 1 de l'Annexe II donne les indications fondamentales dans l'Accord antidumping pour ce qui est d'obtenir la participation des parties intéressées interrogées. La première phrase dispose que les autorités, dès que possible, devraient contacter les parties, leur faire part des renseignements requis pour l'enquête et les conseiller quant à la manière dont il faut communiquer ces renseignements. La deuxième phrase dispose que les autorités chargées de l'enquête doivent informer les parties intéressées interrogées des conséquences qu'aurait la non-communication des renseignements demandés - à savoir que les autorités chargées de l'enquête *seront libres* de fonder leurs déterminations sur les données de fait disponibles, y compris en particulier celles que contient la demande d'ouverture d'enquête.

b) Paragraphe 3

101. Le paragraphe 3 de l'Annexe II de l'Accord antidumping dispose que:

> Tous les renseignements qui sont vérifiables, qui sont présentés de manière appropriée de façon à pouvoir être utilisés dans l'enquête sans difficultés indues, qui sont communiqués en temps utile et, le cas échéant, qui sont communiqués sur un support ou dans un langage informatique demandés par les autorités, devraient être pris en compte lors de l'établissement des déterminations. Si une partie n'utilise pas pour sa réponse le support ou le langage informatique jugés préférables mais que les autorités constatent que les circonstances visées au paragraphe 2 sont réunies, le fait de ne pas utiliser pour la réponse le support ou le langage informatique jugés préférables ne devrait pas être considéré comme entravant le déroulement de l'enquête de façon notable.

102. Le paragraphe 3 de l'Annexe II énonce un certain nombre de conditions qui, si elles sont remplies, indiquent que les autorités "devraient prendre en compte ces renseignements". Ces conditions sont les suivantes:

i) les renseignements sont vérifiables;

ii) les renseignements sont présentés de manière appropriée de façon à pouvoir être utilisés ... sans difficultés indues;

iii) les renseignements sont communiqués en temps utile; et

iv) les renseignements, le cas échéant, sont communiqués sur un support ou dans un langage informatique demandés par les autorités.

Ce n'est que si ces quatre conditions sont remplies que l'Accord antidumping dispose que les renseignements devraient être pris en compte. Si les renseignements ne répondent pas à l'une de ces conditions, le paragraphe 3 de l'Annexe II n'oblige pas les autorités à poursuivre l'examen des renseignements, ni à en tenir compte.

i) Les renseignements "devraient être pris en compte"

103. L'Inde fait valoir que si les quatre conditions énoncées au paragraphe 3 de l'Annexe II sont remplies, les autorités chargées de l'enquête doivent utiliser les renseignements pour calculer la marge de dumping. Là encore, l'Inde donne du texte une lecture qui inclut des termes qui n'y figurent pas.[101] En réalité, cette disposition prévoit simplement que si les quatre conditions sont remplies, il s'ensuit que les renseignements "devraient être pris en compte". Les expressions "doivent utiliser" et "devraient être pris en compte" ne sont pas synonymes.

104. Le paragraphe 5 de l'Annexe II utilise des termes semblables, prévoyant que même si les renseignements ne sont pas idéalement les meilleurs à tous égards, cela "ne saurait donner valablement motif de les ignorer aux autorités, à condition que la partie intéressée ait agi au mieux de ses possibilités". (non souligné dans l'original)

105. Le sens ordinaire du conditionnel ("should" en anglais) est très différent de celui du verbe devoir ("must") ou de l'indicatif ("shall"). Le premier suggère une façon d'agir tandis que les deux derniers imposent une obligation impérative aux Membres.

106. Comme le Groupe spécial l'a reconnu dans *États-Unis - Mesures antidumping visant les tôles d'acier inoxydable en rouleaux et les feuilles et bandes d'acier inoxydable en provenance de Corée*[102], le sens ordinaire du conditionnel n'impose pas d'obligation impérative aux États Membres. Dans son rapport, le Groupe spécial a rejeté l'argument selon lequel le conditionnel était l'équivalent du verbe pouvoir ("may"), mais il a admis que, dans son sens ordinaire, il était facultatif plutôt qu'impératif.[103]

107. Ainsi, le libellé des paragraphes 3 et 5 de l'Annexe II engage instamment l'autorité chargée de l'enquête à prendre en compte, ou à ne pas ignorer, des renseignements versés au dossier qui répondent aux critères énoncés dans ces dispositions; toutefois, le sens ordinaire de ces deux dispositions n'exige pas des Membres qu'ils utilisent ces renseignements.

c) Paragraphe 5

108. Le paragraphe 5 de l'Annexe II de l'Accord antidumping dispose que:

> Le fait que les renseignements fournis ne sont pas idéalement les meilleurs à tous égards ne saurait donner valablement motif de les ignorer aux autorités, à condition que la partie intéressée ait agi au mieux de ses possibilités.

---

[101] Rapport de l'Organe d'appel *CE - Hormones*, paragraphe 181.

[102] WT/DS179/R, adopté le 1er février 2001, paragraphe 6.93 ("*Tôles fortes en rouleaux en provenance de Corée*").

[103] *Tôles fortes en provenance de Corée*, paragraphe 6.93. (note de bas de page omise) Le Groupe spécial a déclaré que le terme "devrait" n'était pas l'équivalent de "peut" parce qu'il n'y aurait pas de disciplines effectives concernant la méthode choisie. Ainsi, le Groupe spécial a constaté que le terme "devrait" autorisait une action spécifiée mais non impérative. *Voir id*., paragraphe 6.94 et notes de bas de page.

109. Le paragraphe 5 incorpore le principe selon lequel la perfection n'est pas la norme et les renseignements comportant des erreurs qu'il est possible de corriger ne devraient pas être ignorés lorsque l'entreprise interrogée a agi au mieux de ses possibilités.

110. L'expression "ne sont pas idéalement les meilleurs à tous égards" est particulièrement pertinente dans le présent différend. Elle implique que les renseignements en question sont soit "idéalement les meilleurs" à une majorité d'égards ou presque idéalement les meilleurs à tous égards. Néanmoins, le paragraphe 5 indique qu'il existe des situations dans lesquelles l'autorité chargée de l'enquête aurait valablement motif d'ignorer ces renseignements.

111. Là encore l'utilisation du conditionnel dans ce paragraphe, comme nous l'avons expliqué ci-dessus, indique qu'il ne s'agit pas là d'une obligation impérative de l'Accord antidumping.

112. L'expression "à condition que la partie intéressée ait agi au mieux de ses possibilités" est, elle aussi, particulièrement pertinente. Lorsque la partie intéressée a agi au mieux de ses possibilités, le fait qu'elle n'a pas été en mesure de fournir des renseignements qui sont idéalement les meilleurs à tous égards ne saurait donner valablement motif d'ignorer ces renseignements. D'un autre côté, lorsque les conditions énoncées pour établir une détermination sur la base des données de fait disponibles s'appliquent par ailleurs, le paragraphe 5 implique manifestement que l'autorité chargée de l'enquête aurait valablement motif d'ignorer des renseignements qui ne sont pas idéalement les meilleurs à tous égards si une partie n'a pas agi au mieux de ses possibilités. De même, si les renseignements ne sont pas idéalement les meilleurs à tous égards, le paragraphe 5 ne s'appliquerait pas, même si la partie intéressée a agi au mieux de ses possibilités.

d) Conclusion

113. En résumé, l'Accord antidumping dispose que si une partie refuse de donner accès aux renseignements nécessaires ou ne les communique pas (ou si les renseignements sont incomplets, ne sont pas communiqués en temps utile ou ne sont pas fiables) ou si elle entrave le déroulement de l'enquête de façon notable, l'autorité chargée de l'enquête est libre de recourir aux données de fait disponibles pour établir sa détermination. Toutefois, dans un tel cas, lorsque des renseignements qui sont vérifiables ont été présentés de manière appropriée de façon à pouvoir être utilisés sans difficultés indues, qu'ils ont été communiqués en temps utile et sur le support demandé ils devraient être pris en compte, même s'il n'est pas nécessaire de les utiliser pour calculer la marge. En outre, même si les renseignements ne sont pas idéalement les meilleurs à tous égards, les autorités ne devraient pas les ignorer si la partie intéressée a agi au mieux de ses possibilités. Inversement, si une partie n'a pas agi au mieux de ses possibilités, l'autorité chargée de l'enquête aurait valablement motif d'ignorer des renseignements qui ne sont pas idéalement les meilleurs à tous égards.

114. Comme nous allons le démontrer ci-dessous, tant la loi qui met en œuvre les obligations des États-Unis au regard de l'OMC que la détermination finale du Département du commerce concernant SAIL sont compatibles avec cette interprétation de l'Accord antidumping.

C. LES DISPOSITIONS RELATIVES AUX "DONNÉES DE FAIT DISPONIBLES" DE LA LÉGISLATION DES ÉTATS-UNIS NE CONSTITUENT PAS UNE INFRACTION AUX OBLIGATIONS DES ÉTATS-UNIS AU REGARD DE L'OMC

115. L'Inde cherche à obtenir du présent Groupe spécial qu'il constate que les articles 776 a), 782 d) et 782 e) de la Loi "en tant que tels" violent l'article 6.8 et le paragraphe 3 de l'Annexe II de l'Accord antidumping.[104] Toute son argumentation repose sur une interprétation erronée tant des

[104] Bien que l'Inde cite ces trois dispositions dans le titre de la section VI.B de sa première communication écrite, le texte de cette section met uniquement en cause la compatibilité avec l'Accord

obligations découlant de l'article 6.8 et de l'Annexe II que de celles énoncées dans la législation des États-Unis. Comme nous l'expliquons ci-dessous, lorsque l'Accord antidumping crée des obligations concernant le recours aux données de fait disponibles, la législation des États-Unis est compatible avec ces obligations. Lorsque l'Accord antidumping laisse aux Membres un pouvoir discrétionnaire, la législation prévoit des critères spécifiques qui limitent la faculté discrétionnaire qu'a le Département de recourir aux données de fait disponibles plutôt qu'aux données présentées par une entreprise interrogée. Étant donné que la législation des États-Unis ne prescrit pas une action incompatible avec les règles de l'OMC, rien ne permet au Groupe spécial de conclure que cette législation viole l'Accord antidumping.

1. Conformément à la jurisprudence établie de l'OMC, la législation d'un Membre ne constitue une infraction aux obligations de ce Membre au regard de l'OMC que si elle prescrit une action incompatible avec ces obligations

116. Il est bien établi par la jurisprudence du GATT et de l'OMC que la législation d'un Membre ne constitue une infraction aux obligations de ce Membre au regard de l'OMC que si elle *prescrit* une action incompatible avec ces obligations ou si elle empêche une action compatible avec ces obligations. Si la législation accorde aux autorités administratives la faculté discrétionnaire d'agir d'une manière compatible avec les obligations au regard de l'OMC, elle ne constitue pas, en tant que telle, une infraction aux obligations d'un Membre au regard de l'OMC.

117. L'Organe d'appel a expliqué que "le concept de législation impérative par opposition à celui de législation dispositive a été élaboré par un certain nombre de groupes spéciaux du GATT comme étant une considération fondamentale pour déterminer quand une législation en tant que telle - plutôt qu'une application particulière de cette législation - était incompatible avec les obligations d'une partie contractante dans le cadre du GATT de 1947.[105] Cette doctrine a été maintenue dans le cadre de l'OMC, les groupes spéciaux et l'Organe d'appel continuant d'appliquer la distinction impérative/dispositive lorsqu'ils examinent la compatibilité avec les règles de l'OMC de la législation d'un Membre.

118. Plus récemment, le Groupe spécial *Restrictions à l'exportation* a appliqué cette doctrine en concluant que certaines dispositions de la législation des États-Unis en matière de droits compensateurs ne prescrivaient pas d'action incompatible avec les dispositions de l'Accord sur les subventions et les mesures compensatoires.[106] Le Groupe spécial *Restrictions à l'exportation* a décrit la distinction impérative/dispositive comme un "critère habituel" utilisé depuis longtemps.[107]

2. Les articles 776 a), 782 d) et 782 e) de la Loi ne prescrivent pas d'action incompatible avec les règles de l'OMC

a) *La signification des dispositions relatives aux données de fait disponibles constitue une question factuelle à laquelle il convient de répondre en appliquant les principes d'interprétation légale des États-Unis*

119. Une des principales questions qui se posent dans le présent différend est de savoir si les articles 776 a), 782 d) et 782 e) de la Loi prescrivent au Département de rejeter les renseignements communiqués, d'une manière qui est incompatible avec l'article 6.8 et l'Annexe II de l'Accord

---

antidumping des articles 776 a) et 782 c). Voir la première communication écrite de l'Inde, paragraphes 130 à 159. Néanmoins, nous examinerons les trois dispositions afin que notre exposé soit complet.

[105] *États-Unis - Loi antidumping de 1916*, WT/DS136/AB/R, WT/DS162/AB/R, rapport de l'Organe d'appel adopté le 26 septembre 2000, paragraphe 88 ("rapport de l'Organe d'appel *Loi de 1916*").

[106] *États-Unis - Mesures traitant les restrictions à l'exportation comme des subventions*, WT/DS194/R, adopté le 23 août 2001, paragraphes 8.4 à 8.131.

[107] *Id.*, paragraphe 8.9.

antidumping. Si ce n'est pas le cas, la mise en cause de la loi américaine par l'Inde, en tant que telle, est sans fondement.

120. Il est admis que les questions relatives au sens de la législation nationale sont des questions de fait qui doivent être prouvées.[108] Il est tout aussi établi que la législation nationale est composée non seulement par les dispositions examinées mais également par les principes juridiques nationaux qui régissent l'interprétation de ces dispositions.[109] Le Groupe spécial n'est pas tenu d'accepter l'interprétation offerte par les États-Unis, mais ces derniers peuvent raisonnablement s'attendre à ce qu'il accorde une grande déférence à la position des États-Unis concernant la signification de leur propre législation.[110]

121. Aux fins de vérifier le sens des articles 776 a), 782 d) et 782 e) de la Loi, les tribunaux et entités gouvernementales des États-Unis doivent reconnaître dans leur droit interne un principe élémentaire d'interprétation des lois appliqué depuis longtemps voulant qu'"une loi du Congrès ne soit jamais interprétée de façon contraire au droit international public s'il existe une autre interprétation possible". *Murray v. Shcooner Charming Betsy*, 6 US (2 Cranch) 64, 118 (1804). Bien que les obligations internationales ne puissent pas l'emporter sur les prescriptions du droit interne qui sont incompatibles avec elles, "les dispositions législatives ambiguës … [devraient] être interprétées, si possible, de façon à être compatibles avec les obligations internationales des États-Unis".[111]

b) L'article 776 a) de la Loi ne prescrit pas une action incompatible avec les règles de l'OMC

122. Une comparaison entre l'article 776 a) de la Loi et l'article 6.8 de l'Accord antidumping révèle que les deux dispositions sont presque identiques et que l'article 776 a) ne prescrit aucune action incompatible avec l'article 6.8. L'article 6.8 dispose que:

> Dans les cas où une partie intéressée refusera de donner accès aux renseignements nécessaires ou ne les communiquera pas dans un délai raisonnable, ou entravera le déroulement de l'enquête de façon notable, des déterminations préliminaires et finales, positives ou négatives, pourront être établies sur la base des données de fait disponibles. Les dispositions de l'Annexe II seront observées lors de l'application du présent paragraphe.

L'article 776 a) quant à lui prévoit que:

> 1) si les renseignements nécessaires ne sont pas disponibles au dossier, ou
>
> 2) si une partie intéressée ou toute autre personne -
>
> A) ne communique pas les renseignements qui lui ont été demandés en vertu des dispositions du présent titre par l'autorité administrante ou par la Commission,
>
> B) n'a pas communiqué ces renseignements aux dates limites fixées pour la communication de renseignements ou ne les communique pas sous la

[108] *Voir, par exemple, Inde - Protection conférée par un brevet pour les produits pharmaceutiques et les produits chimiques pour l'agriculture*, WT/DS50/AB/R, adopté le 16 janvier 1998, paragraphes 64, 73 et 74, ainsi que les cas et les autorités qui y sont cités.

[109] *Voir, par exemple, États-Unis - Articles 301 à 310 de la Loi de 1974 sur le commerce extérieur*, WT/DS152/R, adopté le 27 janvier 2000, paragraphe 7.108 et note 681 ("*Article 301 des États-Unis").*

[110] *Article 301 des États-Unis*, paragraphe 7.19.

[111] *Restatement (Third) of the Foreign Relations Law of the United States*, § 114 (1987) (exemplaire joint à la pièce n° 13 des États-Unis); et *Article 301 des États-Unis*, note 681, dans laquelle le Groupe spécial reconnaît l'existence de ce que l'on appelle aux États-Unis "la doctrine *Charming Betsy*".

> forme et de la manière demandée, réserve étant faite des dispositions des sous-articles c) 1) et e) de l'article 782,
>
> C) entrave notablement une procédure engagée en vertu des dispositions du présent titre, ou
>
> D) communique les renseignements en question, mais que ceux-ci ne puissent pas être vérifiés ainsi qu'il est prévue à l'article 782 i),
>
> l'autorité administrante et la Commission utilisent, sous réserve de l'article 782 d), les données de fait disponibles par ailleurs pour établir la détermination applicable en vertu des dispositions du présent titre.[112]

123. Si l'on met côte à côte les deux dispositions, la comparaison démontre que la prescription énoncée à l'article 776 a) 2) A) selon laquelle il faut utiliser les données de fait disponibles si une partie intéressée "ne communique pas" les renseignements ne prescrit pas une action incompatible avec les règles de l'OMC parce que l'article 6.8 autorise explicitement les Membres à recourir aux données de fait disponibles lorsqu'une partie intéressée "refusera de donner accès" aux renseignements.

124. De même, l'article 776 a) 2) B) en prévoyant l'utilisation des données de fait disponibles si une partie intéressée "n'a pas communiqué" les renseignements aux dates limites fixées ne prescrit pas une action incompatible avec les règles de l'OMC parce que l'article 6.8 autorise un Membre à recourir aux données de fait disponibles lorsqu'une partie intéressée "ne communiquera pas" les renseignements dans un délai raisonnable.

125. En outre, l'article 776 a) 2) C) en prévoyant l'utilisation des données de fait disponibles si une partie entrave notablement l'enquête d'une autorité ne prescrit pas une action incompatible avec les règles de l'OMC parce qu'un Membre est clairement autorisé, au titre de l'article 6.8, à recourir aux données de fait disponibles dans de telles situations.

126. De plus, l'article 776 a) 2) D) en prévoyant le rejet des renseignements qui ne peuvent pas être vérifiés et l'utilisation des données de fait disponibles ne prescrit pas une action incompatible avec les règles de l'OMC parce que seuls des renseignements "vérifiables" devraient être pris en compte au titre de l'article 6.8 et du paragraphe 3 de l'Annexe II de l'Accord antidumping.

127. Enfin, l'article 776 a) prévoit que les données de fait disponibles, lorsqu'une quelconque de ces conditions est remplie, seront utilisées sous réserve des dispositions de l'article 782 d) de la Loi. Ainsi, la référence faite ici à l'article 782 d) ne prescrit pas une action incompatible avec les règles de l'OMC parce qu'elle limite la possibilité, par ailleurs compatible avec les règles de l'OMC, d'utiliser les données de fait disponibles.

128. En résumé, l'article 776 a) de la Loi exige l'utilisation des données de fait disponibles uniquement dans des circonstances qui sont compatibles avec les dispositions de l'article 6.8 et par conséquent elle ne *prescrit* pas de rejeter des renseignements d'une manière incompatible avec l'article 6.8 de l'Accord antidumping. Cette interprétation de l'article 776 a) est en outre confirmée par l'Énoncé des mesures administratives qui interprète l'article 776 a).[113]

---

[112] Article 776 a) (non souligné dans l'original) (pièce n° 26 de l'Inde).

[113] En ce qui concerne l'article 776 a) de la Loi, l'Énoncé des mesures administratives dispose que:

> Le nouvel article 776 a) exige du Département et de la Commission qu'ils établissent leurs déterminations sur la base des données de fait disponibles lorsque les renseignements demandés ne figurent pas au dossier ou ne peuvent pas être utilisés parce que, par exemple, ils n'ont pas été fournis; ils n'ont pas été

c) L'article 782 d) de la Loi ne prescrit pas d'action incompatible avec les règles de l'OMC

129. L'Inde allègue (au paragraphe 137) que l'article 782 d) de la Loi ne modifie pas les prescriptions fondamentales énoncées à l'article 776 a) concernant les données de fait disponibles. L'argument de l'Inde n'est pas pertinent parce que, comme nous l'avons déjà montré, l'article 776 a) ne prescrit pas d'action incompatible avec les règles de l'OMC. Cela est également vrai de l'article 782 d) de la Loi. L'article 782 d) de la Loi dispose que:

> d) Communications non conformes - Si l'autorité administrante ou la Commission détermine qu'une réponse à une demande de renseignements formulée en vertu du présent titre n'est pas conforme à la demande, l'autorité administrante … doit informer dans les moindres délais la personne qui a fourni la réponse des raisons de cette non-conformité et doit, dans la mesure où cela est réalisable, lui ménager la possibilité de remédier à cette non-conformité ou de l'expliquer compte tenu des délais fixés pour l'achèvement des enquêtes ou des réexamens en vertu du présent titre. Si la personne en question fournit de nouvelles informations pour remédier à cette non-conformité et que -
>
> 1) l'autorité administrante … estime que cette réponse n'est pas satisfaisante, ou que
>
> 2) cette réponse n'est pas présentée dans les délais applicables,
>
> l'autorité administrante … *peut*, sous réserve du sous-article e), ne pas prendre en considération tout ou partie des réponses initiales et subséquentes.[114]

130. L'utilisation du terme "peut", à lui seul, démontre que l'article 782 d) de la Loi est dispositif et ne *prescrit* pas de rejeter quelque renseignement que ce soit qui serait par ailleurs acceptable au titre de l'article 6.8 et de l'Annexe II de l'Accord antidumping. Étant donné qu'il a un caractère dispositif, l'article 782 d) ne peut pas constituer une infraction aux obligations des États-Unis au regard de l'OMC.[115] Cette lecture de l'article 782 d) est confirmée par l'Énoncé des mesures administratives qui interprète l'article 782 d) de la Loi.[116]

---

communiqués en temps utile, ou ils n'ont pas pu être vérifiés par le Département. En vertu de l'article 776 a), le Département et la Commission peuvent établir leurs déterminations dans la limite des délais fixés si des renseignements pertinents ne figurent pas au dossier. Dans de tels cas, le Département et la Commission doivent établir leurs déterminations sur la base de tous les éléments de preuve figurant au dossier, en analysant les éléments de preuve au dossier pour déterminer lesquels sont les plus probants concernant la question à l'examen. Ils seront tenus, conformément au nouvel article 782 e) d'examiner les renseignements demandés aux parties intéressées qui: 1) ont été versés au dossier; 2) ont été communiqués dans les délais fixés; et 3) peuvent être vérifiés.

[114] Article 782 d) (pas d'italique dans l'original) (pièce n° 26 de l'Inde).

[115] En outre, le texte de l'article 782 d) est identique sur le fond à celui du paragraphe 6 de l'Annexe II qui dispose que:

> Si des éléments de preuve ou des renseignements ne sont pas acceptés, la partie qui les a communiqués devrait être informée immédiatement des raisons de leur rejet et devrait avoir la possibilité de fournir des explications complémentaires dans un délai raisonnable, compte dûment tenu des délais fixés pour la durée de l'enquête. Si ces explications ne sont pas jugées satisfaisantes par les autorités, les raisons du rejet des éléments de preuve ou des renseignements en question devraient être indiquées dans les déterminations publiées.

d) L'article 782 e) de la Loi ne prescrit pas d'action incompatible avec les règles de l'OMC

131. Enfin, rien dans l'article 782 e) de la Loi ne prescrit d'action incompatible avec les règles de l'OMC. Au titre de l'article 782 e):

> e) Utilisation de certains renseignements. - Pour parvenir à une détermination en vertu de l'article 703, 705, 733, 735, 751, ou 753, l'autorité administrante … *ne doit pas refuser d'examiner les renseignements qui sont fournis par une partie intéressée* et sont nécessaires à la détermination mais ne répondent pas à toutes les prescriptions applicables établies par l'autorité administrante ou la Commission, dès lors que -
>
> 1) ces renseignements sont fournis avant la date limite fixée pour leur présentation,
>
> 2) ces renseignements peuvent être vérifiés,
>
> 3) ces renseignements ne sont pas incomplets au point de ne pas pouvoir constituer une base fiable pour l'établissement de la détermination applicable,
>
> 4) la partie intéressée a démontré qu'elle avait agi au mieux de ses possibilités pour fournir les renseignements et satisfaire aux prescriptions établies par l'autorité administrante ou la Commission concernant ces renseignements, et
>
> 5) ces renseignements peuvent être utilisés sans difficultés indues.[117]

132. Les États-Unis ont expliqué ci-dessus que l'article 776 a) de la Loi ne peut pas prescrire une action incompatible avec les règles de l'OMC parce qu'elle n'exige l'utilisation des données de fait disponibles que dans les circonstances autorisées par l'article 6.8. L'article 782 e) contribue à garantir ce résultat en exigeant du Département qu'il examine des renseignements qui auraient sinon été rejetés au titre de l'article 776 a), si cinq conditions sont remplies. Ainsi, l'article 782 e) contribue à *réduire*

Rien dans ce libellé ne prescrit le rejet de renseignements qui sont par ailleurs conformes aux dispositions de l'article 6.8 et de l'Annexe II.

[116] En ce qui concerne l'article 782 d) de la Loi, l'Énoncé des mesures administratives (pièce n° 23 des États-Unis) prévoit (page 865) que:

> Conformément au nouvel article 782 d), le Département et la Commission doivent informer une partie communiquant des renseignements non conformes de cette non-conformité et lui ménager la possibilité de remédier à cette non-conformité ou de l'expliquer. Cette prescription ne vise pas à passer outre aux délais fixés pour la réalisation des enquêtes ou des examens, ni à permettre aux parties de communiquer constamment des éclaircissements ou des corrections à leurs renseignements ni à communiquer des renseignements qui ne peuvent pas être évalués de manière adéquate dans les délais fixés. Si les communications ultérieures demeurent non conformes ou ne sont pas présentées en temps utile, le Département et la Commission peuvent refuser d'examiner tout ou partie de la communication initiale et des communications ultérieures. Conformément au nouvel article 782 f), le Département et la Commission fourniront, dans la mesure où cela est réalisable, une explication écrite des raisons pour lesquelles ces renseignements n'ont pas été acceptés.

Rien dans cet texte interprétatif ne met en question le caractère manifestement dispositif de l'article 782 d).

[117] Article 782 e) (pas d'italique dans l'original) (pièce n° 26 de l'Inde).

la probabilité de voir le Département recourir aux données de fait disponibles dans une affaire donnée; il n'*exige* pas que le Département utilise les données de fait disponibles d'une manière incompatible avec les règles de l'OMC. En outre, comme cela a été dit plus haut, la disposition dispositive de l'article 782 d) est énoncée sous réserve de l'article 782 e). Ainsi, même si les cinq conditions énoncées à l'article 782 e) ne sont pas remplies, la décision de ne pas prendre en considération les renseignements demeurerait discrétionnaire conformément à l'article 782 d). Par conséquent, étant donné que rien dans l'article 782 e) n'exige du Département qu'il rejette des renseignements communiqués par une partie intéressée, cet article ne peut pas être considéré comme *prescrivant* une action qui serait incompatible avec l'article 6.8 et l'Annexe II.

133. En outre, les facteurs identifiés à l'article 782 e), à une exception près, sont fondamentalement identiques à ceux énumérés dans les paragraphes 3 et 5 de l'Annexe II de l'Accord antidumping. Le premier facteur de l'article 782 e) concerne les "renseignements … fournis avant la date limite fixée pour leur présentation", le paragraphe 3 de l'Annexe II se réfère à des renseignements "qui sont communiqués en temps utile".

134. Le deuxième facteur de l'article 782 e) concerne des renseignements qui peuvent être "vérifiés", le paragraphe 3 de l'Annexe II se réfère à des "renseignements qui sont vérifiables".

135. Le quatrième facteur de l'article 782 e) concerne les cas dans lesquels la partie "a démontré qu'elle avait agi au mieux de ses possibilités pour fournir des renseignements et satisfaire aux prescriptions établies par l'autorité administrante … concernant ces renseignements"; de même, le paragraphe 5 de l'Annexe II se réfère à une partie intéressée qui a "agi au mieux de ses possibilités".

136. Le cinquième facteur de l'article 782 e) concerne des renseignements qui "peuvent être utilisés sans difficultés indues;" de même le paragraphe 3 de l'Annexe II se réfère à des renseignements "présentés de manière appropriée de façon à pouvoir être utilisés dans l'enquête sans difficultés indues".

137. Seul le troisième facteur exposé à l'article 782 e), à savoir que les renseignements "ne sont pas incomplets au point de ne pas pouvoir constituer une base fiable pour l'établissement de la détermination applicable" n'a pas d'équivalent dans le texte de l'Accord antidumping, même s'il est manifestement compatible avec l'objectif d'une "prise de décisions objective sur la base des faits".[118]

138. En outre, le troisième facteur de l'article 782 e) ne prescrit pas d'action incompatible avec les règles de l'OMC parce que les paragraphes 3 et 5 de l'Annexe II sont facultatifs (c'est-à-dire qu'ils ne sont pas impératifs). Le paragraphe 3 est celui qui est le plus proche de l'article 782 e) et il donne une liste de facteurs qui, s'ils sont réunis, aboutissent à un résultat facultatif (les renseignements "devraient être pris en compte"). De même, le paragraphe 5 énonce une condition qui, si elle est remplie, aboutit également à un résultat facultatif (les renseignements "ne saurai[ent]" être ignorés). En incluant le troisième facteur à l'article 782 e), les États-Unis n'ont fait que préciser la manière dont ils exerceront la faculté discrétionnaire prévu aux paragraphes 3 et 5. Plus spécifiquement, les États-Unis ont précisé que si les conditions énoncées aux paragraphes 3 et 5 étaient réunies, de même qu'une condition additionnelle qui correspond à un axiome de l'Accord antidumping, ils renonceraient à leur faculté discrétionnaire et ne "*refuser[ont]"* pas d'examiner les renseignements. D'un autre côté, si les conditions énoncées à l'article 782 e) ne sont pas remplies, la prise en considération des renseignements sera déterminée conformément à l'article 776 a) sous réserve de l'article 782 d), tous deux, comme nous l'avons vu ci-dessus, étant compatibles avec les règles de l'OMC.

139. En résumé, compte tenu des termes mêmes de l'article 782 e) qui *limite* spécifiquement la faculté discrétionnaire du Département de rejeter les renseignements communiqués par une partie

[118] Rapport du Groupe spécial, *Acier laminé à chaud*, paragraphe 7.55; *voir également* l'article 6.6 (les autorités chargées de l'enquête s'assureront de l'exactitude des renseignements fournis).

intéressée, et qui suit de près le libellé de l'Annexe II, il n'y a aucune raison pour le Groupe spécial de conclure que l'article 782 e) de la Loi *prescrit* le rejet de renseignements qui seraient par ailleurs acceptables au regard de l'article 6.8 et de l'Annexe II de l'Accord antidumping.[119]

e) Les réglementations mettant en œuvre les articles 776 a), 782 d) et 782 e) de la Loi confirment que ces dispositions ne prescrivent pas le rejet de renseignements d'une manière incompatible avec l'article 6.8 et l'Annexe II de l'Accord antidumping

140. Enfin, le texte de la disposition pertinente du règlement du Département, 19 C.F.R. § 351.308, dit clairement que l'application des données de fait disponibles est dispositive et non impérative. Les parties pertinentes du règlement disposent que:

> a) *Introduction*. Le Secrétaire peut établir des déterminations sur la base des données de fait disponibles dans tous les cas où les renseignements nécessaires ne sont pas disponibles au dossier, où une partie intéressée ou toute autre personne ne communique pas les renseignements demandés ou ne les communique pas en temps utile et sous la forme prescrite ou entrave le déroulement d'une procédure de façon notable, ou encore où le Secrétaire n'est pas en mesure de vérifier les renseignements présentés …
>
> b) *Règle générale*. Le Secrétaire peut établir une détermination dans le cadre de la Loi et de la présente Partie sur la base des données de fait disponibles par ailleurs conformément aux dispositions de l'article 776 a) de la Loi.
>
> [...]
>
> e) *Utilisation de certains renseignements*. Pour parvenir à une détermination dans le cadre des dispositions de la Loi et de la présente Partie, le Secrétaire ne refusera pas d'examiner les renseignements qui sont présentés par une partie intéressée et sont nécessaires à la détermination mais ne satisfont pas à toutes les

[119] En ce qui concerne l'article 782 e) de la Loi, l'Énoncé des mesures administratives prévoit (page 865) que:

> conformément au nouvel article 782 e) le Département et la Commission doivent examiner les communications non conformes si les conditions ci-après sont réunies: 1) les renseignements sont fournis avant la date fixée; 2) les renseignements peuvent être vérifiés dans la mesure où une vérification est nécessaire; 3) les renseignements sont suffisamment complets pour constituer une base fiable pour établir une détermination; 4) la partie intéressée a agi de son mieux pour fournir les renseignements et satisfaire aux prescriptions établies par les entités; et 5) ces renseignements peuvent être utilisés sans difficultés indues. Le Département et la Commission peuvent tenir compte de la situation de la partie, y compris (mais pas exclusivement) de la taille de la partie, de son système de comptabilité et de ses capacités informatiques ainsi que de la façon dont cette entreprise, ou des entreprises similaires, auront déjà répondu à des demandes de renseignements dans des procédures en matière de droits antidumping et de droits compensateurs antérieures. Les "capacités informatiques" concernent l'aptitude à fournir les renseignements demandés sous forme informatisée sans que cela entraîne des charges ou des dépenses supplémentaires excessives.

Ainsi, l'Énoncé des mesures administratives confirme que l'article 782 e) de la Loi ne prescrit pas le rejet de renseignements compatibles avec les règles de l'OMC, mais limite plutôt la possibilité pour le Département de ne pas prendre en considération les communications non satisfaisantes dans certaines circonstances.

> prescriptions applicables établies par lui, si les conditions énumérées à l'article 782 e) de la Loi sont réunies.[120]

L'utilisation du terme dispositif "peut" dans tout le règlement qui met en œuvre les articles 776 a), 782 d) et 782 e) de la Loi étaye la conclusion selon laquelle les dispositions légales n'ont pas un caractère impératif et ne peuvent pas constituer une infraction aux obligations des États-Unis au regard de l'OMC.

f) L'argument de l'Inde est fondé sur une interprétation erronée des articles 776 a), 782 d) et 782 e) de la Loi

141. En faisant valoir que les dispositions légales des États-Unis concernant le recours aux données de fait disponibles violent l'Accord antidumping "en tant que telles", l'Inde interprète de manière erronée aussi bien les articles 6.8 et l'Annexe II que les articles 776 a), 782 d) et 782 e) de la Loi. Les États-Unis ont déjà expliqué en quoi l'Inde interprétait de manière erronée l'article 6.8 et l'Annexe II (par exemple dans la mesure où elle interprète le terme "renseignements" comme signifiant "catégories de renseignements" et "devrait prendre en compte" comme signifiant "doit utiliser". Par conséquent, cette partie de notre communication portera sur l'interprétation erronée que fait l'Inde de la législation des États-Unis.

142. L'Inde fait valoir que, lus conjointement, les articles 776 a) et 782 e) prescrivent une mesure incompatible avec les règles de l'OMC car "ils définissent deux conditions additionnelles" qui prétendument "étendent la mesure dans laquelle le DOC peut et doit utiliser les "données de fait disponibles" à la place des renseignements concrètement fournis".[121] L'interprétation de l'Inde est viciée pour plusieurs raisons. Premièrement, l'article 776 a) n'exige le recours aux données de fait disponibles que lorsqu'il est autorisé par l'article 6.8. Nous avons expliqué ceci en détail ci-dessus.

143. Deuxièmement, les conditions énoncées à l'article 782 e) n'étendent pas la mesure dans laquelle le Département doit, ou peut, utiliser les données de fait disponibles. Toute l'argumentation de l'Inde sur ce point (paragraphes 146 à 152) est fondée sur un postulat erroné. Contrairement à ce qu'affirme l'Inde, l'article 782 e) *réduit* la faculté du Département à recourir aux données de fait disponibles en *exigeant* qu'il examine les renseignements qui satisfont aux cinq critères légaux ("ne refuser[a pas] d'examiner").[122] En exigeant du Département qu'il examine les renseignements communiqués, l'article 782 e) rend impérative l'obligation facultative de prendre en compte les renseignements énoncée au paragraphe 3 de l'Annexe II (les renseignements "devraient être pris en compte"). Ainsi, dans la mesure où l'article 782 e) est vraiment "impératif", il le serait d'une manière qui irait au-delà des obligations au regard de l'OMC.

144. Troisièmement, l'Inde allègue que la troisième condition énoncée à l'article 782 e) - à savoir que les renseignements "ne sont pas incomplets" au point de ne pas pouvoir constituer une base fiable pour l'établissement de la détermination applicable" - n'apparaît pas au paragraphe 3 de l'Annexe II et n'a pas été imposée dans des rapports antérieurs de groupes spéciaux et de l'Organe d'appel. Aucun de ces deux éléments n'indique que l'article 782 e) prescrit une action incompatible avec les règles de l'OMC. Le fait que la troisième condition ne figure pas au paragraphe 3 de l'Annexe II montre simplement que la disposition répond à un but différent de celui de l'article 782 e): le paragraphe 3 de l'Annexe II ne fait qu'établir ce qu'une autorité "devrait" faire, tandis que l'article 782 e) établit ce que le Département "doit" faire. Le fait que les affaires antérieures faisant intervenir les données de fait disponibles ne portaient que sur des lacunes mineures dans les renseignements communiqués par les

---

[120] 19 C.F.R.§ 351.308 (2000), pièce n° 22 des États-Unis.

[121] Première communication écrite de l'Inde, paragraphe 147.

[122] L'Inde donne une représentation erronée de l'article 782 e) lorsqu'elle allègue que la disposition ne fait que "permettre" au Département de prendre les renseignements en compte. *Voir* la première communication écrite de l'Inde, paragraphe 142.

entreprises interrogées suffit à expliquer qu'aucune décision n'ait jamais été prise sur ce point par un groupe spécial ou par l'Organe d'appel. C'est la première fois qu'un groupe spécial est confronté à une situation où c'est l'écrasante majorité des renseignements nécessaires au calcul de la marge de dumping qui n'a pas été communiquée par l'entreprise interrogée.

145. Enfin, l'Inde admet que "le texte des articles 776 a) et 782 e) puisse être interprété comme s'appliquant à des catégories précises de renseignements".[123] Nous avons expliqué en détail pourquoi l'Inde a tort d'interpréter le terme "renseignements" comme signifiant "catégories de renseignements" et nous avons expliqué pourquoi l'adoption d'une telle interprétation irait à l'encontre de l'objectif d'une "prise de décisions objective sur la base des faits". Néanmoins, s'il est possible d'interpréter la Loi de cette manière, rien ne permet de conclure qu'elle prescrit une action incompatible avec les règles de l'OMC.

3. Le Groupe spécial devrait rejeter la tentative de l'Inde visant à mettre en cause l'application par le Département des articles 776 a), 782 d) et 782 e) sur la base de la "pratique" du DOC

146. Enfin, outre qu'elle met en cause les articles 776 a), 782 d) et 782 e) de la Loi "en tant que tels", l'Inde tente aussi de mettre en cause les dispositions en se fondant sur la "pratique" du DOC.[124] Cette tentative de mise en cause de la "pratique" des États-Unis ne porte en fait que sur des applications précises des dispositions de la législation des États-Unis relatives aux "données de fait disponibles". Comme le groupe spécial l'a fait observer dans *Restrictions à l'exportation*, les instances administratives sont libres, au titre de la législation des États-Unis, de s'écarter de la "pratique" antérieure pour autant qu'elles en donnent une explication motivée[125], et la "pratique" des États-Unis n'a donc pas de "statut opérationnel indépendant" qui pourrait, de manière indépendante, donner lieu à une violation des règles de l'OMC.[126] Comme l'Inde admet que "le texte des articles 776 a) et 782 e) puisse être interprété comme s'appliquant à des catégories précises de renseignements"[127], son argument selon lequel les articles 776 a), 782 d) et 782 e) "tels qu'ils sont interprétés" violent l'article 6.8 et le paragraphe 3 de l'Annexe II est sans fondement.

147. En outre, même si la "pratique" pouvait être considérée comme une mesure, les allégations de l'Inde concernant la "pratique" des États-Unis en matière de données de fait disponibles ne sont pas soumises à bon droit au présent Groupe spécial. Comme les États-Unis l'ont fait observer devant l'ORD en réponse aux première et seconde demandes d'établissement d'un groupe spécial présentées par l'Inde, cette dernière n'a pas identifié la "pratique" des États-Unis en matière de données de fait disponibles dans sa demande de consultations et les États-Unis et l'Inde n'ont pas procédé à des consultations concernant la "pratique" des États-Unis.[128] En conséquence, l'allégation de l'Inde n'est pas conforme aux articles 4:7 et 6:2 du Mémorandum d'accord et doit être rejetée ne serait-ce que pour cette raison.

D. LA DÉTERMINATION DU DÉPARTEMENT FONDÉE SUR LES DONNÉES DE FAIT DISPONIBLES CONCERNANT SAIL ÉTAIT COMPATIBLE AVEC L'ARTICLE 6.8 ET L'ANNEXE II DE L'ACCORD ANTIDUMPING

148. Dans sa première communication au Groupe spécial, l'Inde a dépeint de manière sélective les éléments factuels concernant l'utilisation par le Département des données de fait disponibles. Comme

---

[123] Première communication écrite de l'Inde, paragraphe 140.

[124] Première communication écrite de l'Inde, paragraphes 153 à 159.

[125] *États-Unis - Mesures traitant les restrictions à l'exportation comme des subventions*, WT/DS194/R, 29 juin 2001, paragraphe 8.126.

[126] *Voir id.*

[127] Première communication écrite de l'Inde, paragraphe 140.

[128] *Voir* WT/DSB/M/106, 17 juillet 2001, paragraphe 50; WT/DSB/M/107, 11 septembre 2001, paragraphe 126.

il est démontré ci-dessous, la totalité des éléments de preuve au dossier montre que l'utilisation par le Département des données de fait disponibles en ce qui concerne SAIL était compatible avec l'article 6.8 et l'Annexe II de l'Accord antidumping.

1. Le Département a informé SAIL des renseignements nécessaires dès l'ouverture de l'enquête, conformément à l'article 6.1 de l'Accord antidumping

149. Afin de rassembler les renseignements nécessaires à une enquête antidumping, le Département a envoyé son questionnaire type à SAIL.[129] Dans ce questionnaire, le Département demandait des renseignements généraux concernant la structure de l'entreprise, ses pratiques de vente et la marchandise visée (tôles en acier coupées à longueur) qu'elle vend. Le Département a également demandé la liste de ses ventes en Inde et aux États-Unis. Étant donné que la requête exposait des raisons valables de croire ou de soupçonner que SAIL avait vendu des tôles en acier à des prix inférieurs au coût sur le marché intérieur, il était nécessaire que le Département demande des renseignements sur le coût de production du produit étranger similaire et sur la valeur construite de la marchandise visée. Conformément à l'article 6.1.1 de l'Accord antidumping, le Département a donné à SAIL plus de 30 jours pour répondre au questionnaire.

2. Le Département a identifié les éléments non conformes dans les réponses de SAIL et a ménagé à l'entreprise de multiples occasions d'y remédier conformément à l'article 6.1 de l'Accord antidumping

150. Tout au long de l'enquête, le Département a identifié les éléments non conformes dans les réponses de SAIL au questionnaire et a ménagé à l'entreprise de multiples occasions d'y remédier. Ainsi, après avoir soigneusement examiné les réponses de SAIL au questionnaire initial, le Département s'est empressé de faire savoir à l'entreprise qu'"il convient de souligner ici qu'il existe deux principaux éléments non conformes".[130] Tout d'abord, le Département a noté que, puisque SAIL n'avait pas fourni les renseignements nécessaires, ses réponses ne pouvaient pas être utilisées pour calculer la marge de dumping:

> Premièrement, la réponse est si incomplète que nous ne pouvons peut-être pas utiliser les renseignements qu'elle contient pour calculer une marge. Tout au long de votre réponse au questionnaire vous dites que certaines données ne sont pas disponibles et seront communiquées ultérieurement. Ainsi, vous n'avez déclaré qu'une partie de vos ventes sur le marché intérieur et nous ne pouvons pas déterminer quelles ventes ont été déclarées. Étant donné que vous avez systématiquement omis de fournir les renseignements demandés dans le questionnaire et compte tenu du caractère incomplet de vos réponses aux autres questions, nous ne sommes pas en mesure d'analyser de manière adéquate les pratiques de vente de votre entreprise.

Par conséquent, le Département a expliqué que son premier questionnaire visant à combler les lacunes était forcément limité parce que les communications de SAIL étaient incomplètes et il a dit que d'autres questions seraient nécessaires lorsque SAIL aurait complété davantage ses réponses.[131]

151. Outre le caractère globalement incomplet des réponses de SAIL, le Département a relevé un deuxième grand élément non conforme: la réponse de SAIL à la section D, dans laquelle l'entreprise était tenue de fournir les données relatives au coût de production était fondamentalement incomplète.[132] Le Département a dit que SAIL n'avait fourni aucune explication quant à la méthode

---

[129] *USDOC Initial Antidumping Questionnaire to SAIL*, sections A, B, C et D, 17 mars 1999 (pièce n° 1 des États-Unis) (extraits).

[130] *USDOC First Deficiency Questionnaire to SAIL*, 27 mai 1999 (pièce n° 8 des États-Unis).

[131] *Id*.

[132] *Id*.

qu'elle avait employée pour répondre et n'avait communiqué aucun renseignement sur les coûts par produit.[133] Outre ces deux lacunes majeures, le Département a fait savoir à SAIL qu'il existait de nombreux éléments non conformes et de nombreux points nécessitant des éclaircissements dans les sections A à D de sa réponse au questionnaire.[134]

152. Les renseignements fournis par SAIL en réponse à ces questions n'étaient toujours pas conformes. Le deuxième questionnaire visant à combler les lacunes envoyé par le Département le 11 juin 1999 identifiait des omissions dans les renseignements nécessaires à l'enquête.[135] Le Département demandait à SAIL de fournir des renseignements plus spécifiques concernant plusieurs variables relatives au marché intérieur, aux ventes aux États-Unis et aux bases de données concernant les coûts. Dans sa demande, le Département signalait également qu'il y avait des écarts entre les explications descriptives et les bases de données communiquées, que des numéros de contrôle des produits, nécessaires à la comparaison, étaient inexacts et demandait d'autres renseignements nécessaires.[136]

153. Le 18 juin 1999, le Département a envoyé un troisième questionnaire visant à combler les lacunes qui portait surtout sur les coûts par produit que SAIL n'avait pas communiqués.[137] À la suite de ce troisième questionnaire, le Département a signalé, oralement, au conseil de SAIL les autres éléments non conformes et a consigné ces demandes par écrit.[138]

154. En réponse à la communication par SAIL des données relatives aux coûts, déposée juste avant la détermination préliminaire, le Département a envoyé un quatrième questionnaire visant à combler les lacunes le 2 août 1999 qui énumérait les éléments non conformes subsistant encore concernant ces coûts.[139] Dans le cinquième questionnaire visant à combler les lacunes du 3 août 1999, le Département a fait savoir à SAIL que les réponses aux sections A, B et C n'étaient toujours pas conformes.[140] En fait, certains renseignements nécessaires, demandés dans le questionnaire initial n'avaient toujours pas été fournis par SAIL. *Voir par exemple*, question 4: "comme cela était demandé dans le questionnaire initial communiqué le 17 mars 1999, prière de répondre à la question 1-h de la section A".[141]

155. Au total, le Département a envoyé au minimum cinq grandes demandes complémentaires de renseignements, les 27 mai, 11 juin, 18 juin, 2 août et 3 août 1999; de plus, il a formulé des demandes oralement (consignées par écrit) dans le cadre des efforts qu'il a déployés pour aider SAIL. Néanmoins, fin août 1999, quand le Département préparait la vérification sur place des renseignements donnés par SAIL, l'entreprise n'avait pas encore fourni des renseignements importants nécessaires à l'analyse antidumping du Département. SAIL n'avait par exemple pas fourni de renseignements sur les coûts par produit, bien que ces renseignements lui aient été demandés cinq mois auparavant dans le questionnaire initial.[142] Dans une large mesure, les efforts déployés par le Département pour identifier les éléments non conformes et donner à SAIL l'occasion d'y remédier ont été vains.

---

[133] *Id.* Ces renseignements étaient demandés à la section D du questionnaire initial.
[134] *Id.*
[135] *USDOC Second Deficiency Questionnaire to SAIL*, 11 juin 1999 (pièce n° 9 des États-Unis).
[136] *Id.*, pièce jointe II.
[137] *USDOC Third Deficiency Questionnaire to SAIL*, 18 juin 1999 (pièce n° 12 des États-Unis).
[138] *USDOC Memorandum to File Conversations with SAIL's Counsel*, 7 juillet 1999 (pièce n° 11 des États-Unis).
[139] *USDOC Fourth Deficiency Questionnaire to SAIL*, 2 août 1999, pièce jointe I (pièce n° 17 des États-Unis).
[140] *USDOC Fifth Deficiency Questionnaire to SAIL*, 3 août 1999, (pièce n° 18 des États-Unis).
[141] *Id.*
[142] *USDOC First Deficiency Questionnaire to SAIL*, 27 mai 1999 (pièce n° 8 des États-Unis).

3. Le Département s'est vraiment efforcé de ménager à SAIL un délai suffisant pour fournir les renseignements nécessaires

156. Agissant de bonne foi, le Département s'est vraiment efforcé de ménager à SAIL un délai suffisant pour fournir les renseignements nécessaires. Il a accédé aux demandes de SAIL concernant la réponse au questionnaire initial.[143] En outre, SAIL a demandé - et obtenu - de multiples prorogations pour communiquer les réponses aux questionnaires complémentaires, ce qui a eu pour effet de ménager à SAIL un délai supplémentaire important pour répondre à la demande initiale de renseignements nécessaires.[144]

157. Outre les prorogations de délai que SAIL a effectivement demandées, le Département a également accordé de lui-même des prorogations. Par exemple, le 29 juin 1999, SAIL a déposé une réponse au premier questionnaire visant à combler les lacunes, laquelle aurait dû être déposée plus de deux semaines auparavant. Lorsque le Département a rejeté la communication comme n'étant pas présentée en temps utile, il a averti SAIL que

> vous répétez tout au long de vos communications que certaines données ne sont pas disponibles et seront communiquées ultérieurement. Ces affirmations ne remplacent pas une demande de prorogation au titre de [l'article] 351.302 du règlement du Département.[145]

158. Au cours des enquêtes, SAIL n'a jamais allégué qu'elle ne pouvait pas fournir les renseignements. Elle a fait savoir au Département qu'elle éprouvait des difficultés à rassembler et à communiquer les renseignements demandés, mais la plupart du temps, ces difficultés étaient avancées pour justifier de nouvelles demandes de prorogation des délais (prorogations que le Département a accordées à plusieurs reprises) et s'accompagnaient souvent de l'assurance que les renseignements seraient fournis. Ainsi, dans la communication de la base de données du 11 mai 1999 SAIL a indiqué que

> "la collecte de certaines des données demandées par le Département est encore en cours (par exemple parce qu'elles ne sont disponibles que sous forme manuscrite). Dès que ces données seront disponibles, nous les présenterons au Département et nous réviserons la disquette en conséquence".

159. SAIL n'a jamais indiqué qu'elle ne serait pas en mesure de fournir une base de données utilisable; au contraire elle a promis que cette base de données serait fournie. Pourtant, bon nombre de ces renseignements n'avaient toujours pas été fournis au moment de la détermination préliminaire.[146]

160. Un autre exemple des efforts notables déployés par le Département pour aider SAIL était sa décision d'accepter d'importantes communications de renseignements après la détermination préliminaire. Ainsi, il a envoyé son quatrième questionnaire visant à combler les lacunes le 2 août 1999, deux semaines après la détermination préliminaire.[147] On pourrait faire valoir que cela a désavantagé d'autres parties intéressées qui s'en remettent à la détermination préliminaire pour identifier les questions qui seront soulevées par la suite.

---

[143] *Voir Memoranda Granting Extensions*, 14, 16 et 30 avril 1999 (pièce n° 5 des États-Unis).

[144] *Voir*, par exemple, *Letter from USDOC to SAIL Re: Granting of Extension of Time*, 16 août 1999 (pièce n° 19 des États-Unis).

[145] *Letter from USDOC to SAIL Re: Return of Untimely Information*, 7 juillet 1999 (pièce n° 14 des États-Unis).

[146] *DOC Memorandum Re: Preliminary Determination Facts Available for SAIL*, 29 juillet 1999, pièces jointes I et II (pièce n° 16 des États-Unis).

[147] *USDOC Fourth Deficiency Questionnaire to SAIL*, 2 août 1999 (pièce n° 17 des États-Unis).

4. Le Département n'a pas été en mesure de vérifier l'exactitude des renseignements communiqués par SAIL

161. À aucun moment au cours de l'enquête, le Département n'a été pleinement en mesure de vérifier l'exactitude des renseignements communiqués par SAIL. Le problème tenait en grande partie à ce que les bases de données fournies par SAIL sont demeurées inutilisables tout au long de la procédure; SAIL a même essayé de fournir une bande finale pour ordinateur utilisable au cours de la vérification sur place - c'est-à-dire trop tard pour qu'elle puisse être utilisée car les représentants du Département n'auraient pas eu la possibilité de l'analyser avant de procéder aux vérifications.

162. Ce qui est plus important toutefois, c'est que SAIL n'a pas été en mesure de démontrer l'exactitude de ses propres renseignements. Au cours de la vérification sur place des ventes, le Département a découvert entre autres que SAIL n'avait pas déclaré un nombre important de ventes sur le marché intérieur et n'avait pas déclaré les prix de gros unitaires corrects.[148] Le Département n'a pas été en mesure de vérifier le volume et la valeur totaux des ventes sur le marché intérieur. Au cours de la vérification sur place des coûts, SAIL n'a pas été en mesure de faire concorder les coûts de production et ses états financiers vérifiés.[149] Il est également apparu clairement que SAIL n'avait pas fourni de renseignements sur la valeur construite concernant le coût des produits fabriqués et vendus aux États-Unis.[150] La base de données de SAIL concernant les ventes aux États-Unis comportait également des erreurs; le Département a constaté que ces erreurs prises isolément pourraient être corrigées mais, associées aux autres défauts omniprésents dans les données communiquées par SAIL, elles étayent notre conclusion, à savoir que les données de SAIL ne sont pas fiables dans l'ensemble.[151]

5. Le Département ne disposait pas des renseignements nécessaires pour établir sa détermination finale de l'existence d'un dumping

163. Au moment de l'établissement de la détermination finale, lorsque le Département aurait dû avoir à sa disposition tous les renseignements nécessaires pour procéder à une analyse définitive en matière de dumping, les renseignements donnés par SAIL comportaient de nombreuses lacunes rédhibitoires et ne pouvaient pas être vérifiés. La base de données concernant les ventes sur le marché intérieur présentait encore des éléments gravement non conformes car SAIL n'avait pas déclaré toutes ses ventes sur le marché intérieur ni tous les prix unitaires bruts. SAIL n'a jamais fourni de coût de production ni de valeur construite utilisable. Bien que les exportations de SAIL vers les États-Unis soient relativement peu importantes, ces données contenaient elles aussi des erreurs. SAIL n'a indiqué à aucun moment qu'elle ne contrôlait pas les renseignements manquants ou qu'ils n'étaient pas en sa possession. Au contraire, elle a indiqué à de nombreuses reprises qu'elle serait en mesure de fournir les renseignements et qu'ils pourraient être vérifiés. En fin de compte cela n'a toutefois pas été le cas.

6. La détermination selon laquelle SAIL n'avait pas agi au mieux de ses possibilités, établie par le Département avant qu'il ne rejette les renseignements fournis par l'entreprise, était impartiale et objective

164. Les faits versés au dossier montrent que SAIL était en mesure de fournir les renseignements nécessaires mais ne l'a pas fait. SAIL est une des plus grandes aciéries intégrées du monde et ses dossiers montrent qu'elle dispose d'un système de comptabilité bien établi, vérifié chaque année.[152] Tout ce que SAIL a dit au cours de la procédure antidumping donne à penser que l'entreprise

[148] *Sales Verification Report*, 4 novembre 1999 (pièce n° 4 des États-Unis) (version rendue publique).
[149] *Cost Verification Report*, 4 novembre 1999 (pièce n° 3 des États-Unis) (version rendue publique).
[150] *Id.*
[151] *USDOC Determination of Verification Failure Memorandum*, 13 décembre 1999 (pièce n° 16 de l'Inde).
[152] *USDOC Redetermination on Remand* (27 septembre 2001) (pièce n° 21 de l'Inde).

elle-même croyait pouvoir donner suite aux demandes de renseignements. Compte tenu des faits versés au dossier, l'autorité chargée de l'enquête, impartiale et objective, aurait valablement motif de conclure que SAIL n'avait pas agi au mieux de ses possibilités pour ce qui est de fournir les renseignements demandés.

7. La déclaration sous serment d'Albert Hayes constitue un élément de preuve hors dossier qui n'a jamais été présenté au Département et qui ne relève donc pas à bon droit de l'examen du Groupe spécial

165. Dans sa première communication écrite, l'Inde cherche à étayer ses arguments en utilisant des éléments de preuve hors dossier que SAIL n'a pas mis à la disposition du Département au cours de l'enquête antidumping en question.[153] Compte tenu du critère d'examen applicable à l'examen par un groupe spécial de la détermination finale de l'existence d'un dumping établie par l'autorité chargée de l'enquête, cet élément de preuve hors dossier ne fait pas à bon droit partie du dossier des faits soumis au Groupe spécial. C'est pourquoi la déclaration sous serment d'Albert Hayes ne fait pas à bon droit partie du dossier de la présente procédure. Le Groupe spécial devrait ignorer à la fois la déclaration sous serment et les arguments avancés par l'Inde sur la base de cette déclaration.[154]

a) Au titre de l'article 17.5 de l'Accord antidumping, l'examen par un groupe spécial de la détermination finale de l'existence d'un dumping établie par l'autorité chargée de l'enquête se limite aux faits communiqués à cette autorité

166. L'article 17.6 de l'Accord antidumping établit un critère d'examen spécial applicable lorsque les groupes spéciaux examinent les déterminations finales de l'existence d'un dumping pour juger de leur conformité aux règles de l'OMC. Au titre de l'article 17.6 i), le rôle d'un groupe spécial en ce qui concerne les faits de la cause est de déterminer "si l'établissement des faits par les autorités était correct et si leur évaluation de ces faits était impartiale et objective". Les faits de la cause auxquels se réfère l'article 17.6 i) sont "les faits communiqués conformément aux procédures internes appropriées aux autorités du Membre importateur" conformément à l'article 17.5 ii).[155] L'Organe d'appel a noté "un rapport évident" entre ces deux dispositions et a fait observer que "[L]'article 17.5 et 17.6 i) exige qu'un groupe spécial examine les faits communiqués à l'autorité du Membre importateur chargée de l'enquête".[156]

167. Compte tenu des termes mêmes de ces dispositions, il ne semble pas qu'un groupe spécial puisse examiner à bon droit une détermination en matière de dumping sur la base d'éléments de preuve qui n'ont pas été communiqués à l'autorité chargée de l'enquête au cours de l'enquête correspondante. Le Groupe spécial *États-Unis - Mesures antidumping appliquées à certains produits en acier laminés à chaud en provenance du Japon* (rapport du Groupe spécial *Acier laminé à chaud*) a examiné ce point en détail:

> Il nous semble clair, au regard de cette disposition, qu'un groupe spécial ne peut pas, lorsqu'il examine une allégation de violation de l'Accord antidumping dans une détermination donnée, prendre en compte des faits ou des éléments de preuve qu'une

[153] Première communication écrite de l'Inde, paragraphe 30 et notes 68, 110 et 111, et pièce n° 24 de l'Inde.

[154] Plus spécifiquement, les paragraphes 107, 108, 110 et 111.

[155] Le dossier administratif est constitué par les renseignements présentés au cours de l'enquête, conformément à l'article 17.5 ii) de l'Accord antidumping. Les "procédures internes appropriées" des autorités chargées de l'enquête aux États-Unis - le Département et la Commission du commerce international des États-Unis - sont exposées en détail dans 19 U.S.C. § 1516a b) 2) A). Elles précisent que le dossier est composé de tous les renseignements "fournis librement ou sur [sa] demande … à l'autorité administrante … durant la procédure administrative … ; et un exemplaire de la détermination, de toutes les transcriptions ou de tous les comptes rendus de conférences ou auditions et de tous les avis publiés au *Federal Register*".

[156] *Thaïlande - Poutres en H en provenance de Pologne*, paragraphes 117 et 118.

> partie lui a présentés dans le but de démontrer l'existence d'une erreur dans la détermination concernant des questions que les autorités ont étudiées et sur lesquelles elles se sont prononcées, à moins qu'ils n'aient été communiqués conformément aux procédures internes appropriées aux autorités du pays procédant à l'enquête au cours de celle-ci. [L']article 17.5 ii) est une disposition spécifique qui oriente un groupe spécial lorsqu'il décide quels sont les éléments de preuve qu'il va prendre en compte pour examiner une allégation au titre de l'Accord antidumping. En outre, elle donne effet au principe général voulant que les groupes spéciaux qui examinent les déterminations établies par les autorités chargées de l'enquête dans des affaires antidumping ne procèdent pas à un examen *de novo*.[157]

Comme le Groupe spécial l'a fait observer, il "n'avait pas pour rôle de recueillir des données nouvelles ni d'examiner des éléments de preuve qui auraient pu être présentés à l'organisme responsable mais qui ne l'ont pas été.[158]

b) Le Groupe spécial ne doit pas tenir compte de la déclaration sous serment d'Albert M. Hayes

168. La déclaration sous serment M. Hayes illustre parfaitement les raisons pour lesquelles l'Accord antidumping n'autorise pas les groupes spéciaux à examiner les déterminations en se fondant sur des éléments de preuve qui n'ont pas été présentés à l'autorité chargée de l'enquête. M. Hayes est un employé du cabinet juridique qui représente le gouvernement indien dans cette affaire. Sa déclaration sous serment a été préparée spécialement aux fins d'appuyer les arguments de l'Inde dans la présente affaire, plus de deux ans après la publication de la détermination finale du Département. Son point de vue par conséquent n'est pas présenté en temps utile et n'est pas objectif.

169. En outre, le cabinet juridique représentant l'Inde dans la présente affaire ne représentait pas SAIL dans l'enquête antidumping menée par le Département. En conséquence, M. Hayes n'était pas concerné par l'enquête elle-même et n'a aucune expérience personnelle des questions qui se sont posées au cours de l'enquête. Il n'a pas témoigné devant le Département, pas plus qu'il n'a d'une autre manière fait part de son "opinion professionnelle" au cours de l'enquête antidumping. SAIL n'a jamais communiqué les méthodes employées au Département et les méthodes elles-mêmes n'ont pas été examinées par le Département ni par d'autres parties intéressées.

170. SAIL a bien affirmé dans le mémoire administratif envoyé au Département que celui-ci pouvait modifier son langage de programmation pour compenser le fait que SAIL n'ait pas versé des renseignements exacts au dossier, mais elle n'a pas expliqué comment cette "correction" pouvait être effectuée.[159] Les suggestions faites maintenant par M. Hayes de même que les trois "autres méthodes" qu'il propose pour calculer les marges n'ont jamais figuré au dossier de l'enquête et le Département n'a pas eu la possibilité d'examiner ces renseignements au cours de la procédure.[160]

171. Ni la déclaration sous serment de M. Hayes ni les éléments de preuve qu'elle contient ne faisaient partie des "faits communiqués conformément aux procédures internes appropriées aux autorités du Membre importateur" au cours de l'enquête antidumping du Département. En tant que tels, il ne serait pas admissible, au titre de l'article 17.5 ii) et 17.6 i) qu'ils soient pris en compte par le Groupe spécial lors de son examen de la détermination du Département.

---

[157] *États-Unis - Mesures antidumping appliquées à certains produits en acier laminés à chaud* en provenance du Japon, WT/DS184/R, adopté le 23 août 2001, paragraphe 7.6 (rapport du Groupe spécial *Acier laminé à chaud*).

[158] Rapport du Groupe spécial *Acier laminé à chaud*, paragraphe 7.7, citant *États-Unis - Mesures de sauvegarde définitives à l'importation de gluten de froment en provenance des Communautés européennes*, WT/DS166/R, adopté le 19 janvier 2001, paragraphe 8.6 ("*États-Unis - Gluten de froment*")

[159] Pièce n° 14 de l'Inde, page 2.

[160] SAIL a bien proposé trois "autres méthodes" de calcul dans le mémoire administratif envoyé au Département, mais aucun des calculs proposés n'était ceux maintenant décrits par M. Hayes.

8. Conclusion

172. En se fondant sur les faits qui lui ont été présentés, le Département s'est acquitté de toutes ses obligations au titre de l'Accord antidumping avant de recourir aux données de fait disponibles totales. Il a informé SAIL des renseignements requis et lui a accordé amplement l'occasion de présenter ces renseignements, comme il est prévu à l'article 6.1, ce que l'Inde ne conteste pas.

173. Le Département a également informé SAIL des raisons pour lesquelles les renseignements qu'elle avait fournis ne pouvaient pas être acceptés, ce après au moins cinq questionnaires visant à combler les lacunes et des demandes orales additionnelles de données, consignées par écrit. Avec ces questionnaires, SAIL a eu de nombreuses occasions de réviser, corriger et compléter ces renseignements. Enfin, SAIL a eu en outre la possibilité d'expliquer sa position dans des mémoires écrits adressés au Département et a participé à une audition publique. Toutes ces mesures prises par le Département sont compatibles avec le paragraphe 6 de l'Annexe II, ce que l'Inde ne conteste pas.

174. Les efforts déployés par le Département pour vérifier l'exactitude des renseignements fournis par SAIL avant de fonder ses constatations sur ces renseignements étaient compatibles avec l'article 6.6, 6.7 et l'Annexe I de l'Accord antidumping. L'Inde n'a jamais contesté que les procédures de vérification appliquées par le Département soient correctes.

175. La décision du Département de recourir aux données de fait disponibles était compatible avec l'article 6.8 de l'Accord antidumping. Si l'on examine tous les faits versés au dossier, comme nous l'avons dit plus haut, il est clair que SAIL n'a pas fourni les renseignements nécessaires dans un délai raisonnable. Le fait que ces renseignements nécessaires ne soient pas disponibles a fortement limité la capacité du Département à procéder à une enquête antidumping. La décision du Département de recourir aux données de fait disponibles était compatible avec l'article 6.8 de l'Accord antidumping.

176. La décision du Département de ne pas se fonder sur les renseignements de SAIL était compatible avec le paragraphe 3 de l'Annexe II. Aux termes du paragraphe 3 de l'Annexe II, les renseignements "devraient être pris en compte" s'ils sont vérifiables, s'ils peuvent être utilisés sans difficultés indues, s'ils sont communiqués en temps utile et, le cas échéant, s'ils sont communiqués sur un support ou dans un langage informatique demandés par les autorités. Aucune de ces conditions n'était remplie ici. Premièrement, comme nous l'avons décrit plus haut, les renseignements de SAIL ne pouvaient pas être vérifiés.[161] Deuxièmement, les renseignements de SAIL ne pouvaient pas être utilisés sans difficultés indues.[162] Troisièmement, les informations de SAIL n'ont pas été communiquées en temps utile.[163] Enfin, bien qu'elle ait annoncé qu'elle pourrait présenter des bases de données électroniques utilisables, SAIL a été incapable de le faire.[164] Par conséquent, le Département n'était pas tenu de tenir compte des renseignements de SAIL.

177. La décision du Département de ne pas se fonder sur les renseignements de SAIL était également compatible avec le paragraphe 5 de l'Annexe II. Conformément au paragraphe 5 de l'Annexe II, même si les renseignements "ne sont pas idéalement les meilleurs à tous égards" ils ne devraient pas être ignorés à condition que la partie les soumettant ait agi au mieux de ses possibilités. Les renseignements de SAIL n'étaient certainement pas les meilleurs à tous égards. Néanmoins,

---

[161] *Voir USDOC Determination of Verification Failure Memorandum*, 13 décembre 1999 (pièce n° 16 de l'Inde).

[162] *Final Determination*, page 73130 (la communication des coûts "était non seulement incomplète mais comportait aussi tellement d'erreurs que les données de SAIL demeurent inutilisables" (pièce n° 17 de l'Inde).

[163] *Voir par exemple, Cost Verification Report*, 4 novembre 1999 (base de données relative aux coûts non communiquée en temps utile et refusée) (pièce n° 3 des États-Unis) (version rendue publique).

[164] *Final Determination*, page 73130 ("en ce qui concerne les bandes pour ordinateur, des problèmes techniques répétés concernant les données communiquées ont fait que nous n'avons pas pu charger, lire et analyser les données, bien que le Département y ait consacré beaucoup de temps") (pièce n° 17 de l'Inde).

puisque SAIL n'a pas agi au mieux de ses possibilités, rien n'empêchait le Département de prendre la décision d'ignorer ces renseignements.

178. En résumé, la totalité des éléments de preuve au dossier montre que le recours aux données de fait disponibles en ce qui concerne SAIL dans la présente enquête était compatible avec l'article 6.8 et l'Annexe II de l'Accord antidumping.

E. LA DÉTERMINATION ÉTABLIE PAR LE DÉPARTEMENT SUR LA BASE DES DONNÉES DE FAIT DISPONIBLES CONCERNANT SAIL NE VIOLAIT PAS LES ARTICLES 2.2, 2.4 ET 9.3 DE L'ACCORD ANTIDUMPING NI L'ARTICLE V:1 ET 2 DU GATT DE 1994

179. Selon l'Inde, le fait que le Département n'ait pas utilisé les données de SAIL concernant les ventes aux États-Unis a entraîné l'application d'une marge de dumping qui violait diverses dispositions de l'Accord antidumping et du GATT de 1994 concernant une comparaison équitable et l'imposition d'un droit n'excédant pas la marge de dumping.[165] Ces allégations dépendent de la question de savoir si l'Inde parvient à faire admettre son argument principal selon lequel le Département a agi de manière incompatible avec ses obligations au regard de l'OMC en fondant sa détermination sur les données de fait disponibles comme SAIL avait omis de fournir une part substantielle des renseignements nécessaires à cette détermination. Étant donné que les allégations de l'Inde fondées sur l'article 6.8 et l'Annexe II de l'Accord antidumping sont injustifiées, le recours de l'Inde aux articles 2.2, 2.4 et 9.3 et à l'article VI:1 et VI:2 du GATT de 1994 doit de même être considéré comme étant sans fondement.[166]

F. L'INDE N'A PAS ÉTABLI QUE LA MANIÈRE DONT LE DÉPARTEMENT AVAIT MENÉ L'ENQUÊTE ANTIDUMPING VIOLAIT L'ARTICLE 15 DE L'ACCORD ANTIDUMPING

180. Outre sa large mise en cause du recours du Département aux données de fait disponibles, l'Inde allègue (paragraphes 175 à 178) que le Département a violé l'article 15 de l'Accord antidumping en omettant soi-disant de "prendre spécialement en considération" le statut de l'Inde en tant que pays en développement lorsqu'il a appliqué les données de fait disponibles pour calculer la marge de dumping concernant SAIL. L'argument de l'Inde donne une interprétation fausse des prescriptions de l'article 15 et présente de manière inexacte les faits de la cause dans la présente affaire. En conséquence, il n'y a pas de raison pour que le Groupe spécial constate que l'Inde a établi *prima facie* qu'il y a eu violation de l'article 15.

1. Analyse du texte de l'article 15 de l'Accord antidumping

181. L'article 15 de l'Accord antidumping est composé de deux phrases. La première dispose que:

> Il est reconnu que les pays développés Membres devront prendre spécialement en considération la situation particulière des pays en développement Membres quand ils envisageront d'appliquer des mesures antidumping conformément au présent accord.

---

[165] Première communication écrite de l'Inde, paragraphe 174.

[166] L'allégation de l'Inde selon laquelle la marge de SAIL était exagérée est particulièrement spécieuse. Il n'est pas possible de savoir quelle était effectivement la marge de dumping de SAIL parce que cette dernière n'a pas fourni les renseignements nécessaires pour la calculer. De plus, le paragraphe 7 de l'Annexe II de l'Accord antidumping prévoit expressément que si une partie intéressée ne coopère pas et si, de ce fait, des renseignements pertinents ne sont pas communiqués, il pourra en résulter pour cette partie une situation moins favorable que si elle coopérait effectivement.

182. Comme l'Inde l'a fait valoir auprès du Groupe spécial *Linge de lit*, la première phrase de l'article 15 n'impose aucune obligation juridique spécifique aux pays développés Membres.[167] Cet article ne crée pas d'obligation de choisir des engagements plutôt que des droits antidumping et il n'exige pas des pays développés Membres qu'ils imposent des droits inférieurs à la marge totale de dumping. Il ne crée pas non plus d'obligation d'utiliser des méthodes de calcul du dumping différentes selon que les importations en question soient originaires d'un pays développé Membre ou d'un pays en développement Membre. Selon ses termes mêmes, la première phrase de l'article 15 concerne uniquement l'application des mesures antidumping et non le calcul des marges de dumping. Étant donné que l'argument de l'Inde porte surtout sur la deuxième phrase de l'article 15, nous n'examinerons pas plus avant la première phrase.

183. La seconde phrase de l'article 15 dispose que:

> Les possibilités de solutions constructives prévues par le présent accord seront explorées préalablement à l'application de droits antidumping lorsque ceux-ci porteraient atteinte aux intérêts essentiels des pays en développement Membres.

Il y a trois aspects dans cette seconde phrase de l'article 15 qui régissent l'obligation de fond qu'elle contient. Premièrement, l'obligation elle-même se limite à "explorer" les "possibilités" de solutions constructives préalablement à l'application de droits antidumping. Rien dans cette disposition n'oblige les Membres à accepter de telles solutions au lieu d'appliquer des droits antidumping.[168]

184. Deuxièmement, l'obligation énoncée à la seconde phrase de l'article 15 ne concerne que la prise en considération par un pays développé Membre de solutions autres que l'application de droits antidumping. Rien dans le libellé de la disposition ne peut être interprété comme exigeant d'un Membre qu'il envisage d'autres méthodes de calcul des marges de dumping.[169] Comme le Groupe spécial *Linge de lit* l'a conclu en rejetant l'argument de l'Inde selon lequel un Membre doit explorer la possibilité de solutions constructives préalablement à l'application de mesures provisoires,

---

[167] *Voir CEE - Droits antidumping sur les importations de linge de lit en coton en provenance d'Inde*, WT/DS141/R, adopté le 30 octobre 2000, paragraphe 6.220 ("*Linge de lit*"). Le Groupe spécial lui-même n'a formulé aucune opinion sur la question, faisant observer que "[l]es parties sont d'accord pour dire que la première phrase de l'article 15 n'impose pas d'obligation juridique aux pays développés Membres". *Id.* note 85.

[168] *Voir Linge de lit*, paragraphe 6.233 (notant que "l'idée d'"explorer" n'implique manifestement pas de résultat particulier ... l'article 15 n'impose pas l'obligation d'offrir ou d'accepter effectivement telle ou telle solution constructive qui pourrait être identifiée et/ou proposée"); *voir également* l'affaire *CE - Imposition de droits antidumping sur les fils de coton en provenance du Brésil*, ADP/137, 4 juillet 1995 (ci-après dénommé *Fils de coton*) dans laquelle un groupe spécial du GATT interprétant la seconde phrase de l'article 13 du Code antidumping du GATT (le prédécesseur de l'article 15), conclut que:

> si l'application de mesures antidumping "por[tait] atteinte aux intérêts essentiels de pays en voie de développement", l'obligation qui était faite était d'explorer les "possibilités" de "solutions constructives". Il était clair, compte tenu de l'utilisation des mots "possibilités" et "explorer", que les autorités chargées de l'enquête n'étaient pas tenues d'adopter des solutions constructives du simple fait que ce genre de solutions avait été proposée.

Fils de coton, paragraphe 584 (non souligné dans l'original). Le Groupe spécial a également constaté que "l'obligation ne consistait pas à accepter les solutions constructives, mais simplement à envisager la possibilité d'en accepter". *Id.*, paragraphe 589.

[169] *Linge de lit*, paragraphe 6.228 (notant que "l'article 15 se réfère à des "solutions" concernant le dumping dommageable").

l'expression "droits antidumping" à l'article 15 "se réfère à l'imposition de mesures antidumping définitives à la fin du processus d'enquête".[170]

185. Enfin, l'obligation d'explorer les possibilités de solutions constructives n'est valable que lorsque des droits antidumping dans un cas donné" porteraient atteinte aux intérêts essentiels" du pays en développement Membre concerné. Cette conclusion est incontournable compte tenu du libellé explicite de la disposition. Interpréter ce libellé autrement - par exemple de manière à exiger des Membres qu'ils explorent la possibilité de solutions constructives dans toutes les enquêtes concernant des pays en développement Membres - serait ignorer la clause strictement limitative et par conséquent violer le principe d'interprétation connu sous l'appellation de principe de l'effet utile d'interprétation d'un traité (en vertu duquel celui qui interprète un traité ne doit pas présumer que les termes figurant dans un texte sont purement redondants et dénués de sens).[171] L'inclusion de la clause limitative constitue un élément essentiel de l'équilibre négocié des droits et obligations découlant de l'article 15 correspondant et ne peut pas être ignorée.

186. En conséquence, lorsqu'un pays en développement Membre cherche à obtenir l'application de l'article 15 dans une enquête antidumping, il doit d'abord démontrer à l'autorité chargée de l'enquête qu'il existe dans l'affaire des "intérêts essentiels" auxquels des droits antidumping porteraient atteinte.[172] S'il ne parvient pas à le faire, l'obligation énoncée dans la seconde phrase n'est pas applicable et le Membre menant l'enquête n'est pas tenu d'explorer d'autres possibilités que l'imposition de droits antidumping.

2. Rien ne permet de conclure que le Département a violé l'article 15 parce que l'Inde n'a jamais allégué que l'application de droits antidumping à l'égard de SAIL porterait atteinte à ses intérêts essentiels

187. L'Inde allègue (paragraphes 175 à 178) que le Département a violé l'article 15 parce qu'il n'a prétendument pas exploré la possibilité de recourir à un engagement en matière de prix ou à une autre solution possible pour SAIL au lieu d'appliquer des droits antidumping. Comme le démontre le dossier de l'enquête du Département toutefois, ni SAIL ni l'Inde n'ont jamais laissé entendre au Département que l'application de droits antidumping à l'égard de SAIL affecterait les intérêts essentiels de l'Inde. D'ailleurs, ni SAIL ni l'Inde n'ont jamais donné à penser que des intérêts essentiels de l'Inde étaient en jeu dans cette enquête. La lettre de SAIL au Département soulevant la possibilité de conclure un accord de suspension ne fait pas non plus référence aux intérêts essentiels de l'Inde (ou de SAIL).[173] Par conséquent, il n'existe pas de base juridique permettant au Groupe spécial de conclure que le Département a agi de manière incompatible avec l'article 15 en appliquant des droits antidumping à SAIL.

---

[170] *Linge de lit*, paragraphe 6.231 (non souligné dans l'original).

[171] Comme l'a fait observer l'Organe d'appel "un des corollaires de la "règle générale d'interprétation" de la *Convention de Vienne* est que l'interprétation doit donner sens et effet à tous les termes d'un traité. Un interprète n'est pas libre d'adopter une interprétation qui aurait pour résultat de rendre redondants ou inutiles des clauses ou des paragraphes entiers d'un traité". *États-Unis - Normes concernant l'essence nouvelle et ancienne formules*, WT/DS2/AB/R, adopté le 20 mai 1991, paragraphe 21.

[172] Le terme "essentiel" implique que l'intérêt national auquel, comme le pays en développement Membre doit le démontrer, l'application de droits antidumping lui porterait atteinte, doit être d'un niveau supérieur. Par exemple, étant donné que le paiement de droits antidumping aura toujours un certain effet négatif sur un ou plusieurs producteurs/exportateurs dans un pays Membre, une situation qui affecterait les intérêts "essentiels" du Membre doit représenter nettement plus que cela.

[173] *Letter from SAIL's Counsel to USDOC Re: Request for a Suspension Agreement*, 29 juillet 1999 (pièce n° 10 de l'Inde).

3. Bien que l'Inde n'ait pas démontré que l'application de droits antidumping à SAIL porterait atteinte aux intérêts essentiels de l'Inde, le Département a bien exploré les possibilités de solutions constructives

188. Bien que l'Inde n'ait pas démontré que l'application de droits antidumping à SAIL porterait atteinte aux intérêts essentiels de l'Inde, elle fait valoir (paragraphe 176) que le Département a violé la seconde phrase de l'article 15 en n'explorant pas la possibilité d'un accord de suspension (engagement) au lieu d'appliquer des droits antidumping à SAIL. Même si le Département était obligé de procéder à une telle exploration dans la présente affaire, le dossier factuel de l'enquête démontre qu'il l'a bien fait.

189. Comme nous l'expliquons dans la partie intitulée Contexte factuel de la présente communication, le conseil juridique extérieur de SAIL a fait parvenir une lettre au Département le 30 juillet 1999 soulevant la possibilité de conclure un accord de suspension. Le Département a alors invité SAIL à rencontrer des responsables pour examiner la question. Le 31 août 1999, le conseil juridique extérieur de SAIL a rencontré le Secrétaire adjoint à l'administration des importations - à qui appartient la décision en dernier ressort dans la présente affaire - et a présenté son point de vue. Le Secrétaire adjoint a noté que le Département examinerait cette requête. Il a également fait observer que les accords de suspension étaient rares et n'étaient acceptés que dans des circonstances particulières qui, selon lui, n'étaient peut-être pas réunies actuellement. Bien que l'Inde n'ait pas noté que cette réunion a eu lieu, le Département en a consigné le déroulement dans une note *ex parte* en date du 31 août 2001 versée au dossier. Une copie de cette note est jointe à la présente communication.[174]

190. En qualité de plaignant dans la présente affaire, c'est à l'Inde qu'il incombe d'établir *prima facie* qu'il y a eu violation de l'article 15. Elle ne l'a pas fait. Son allégation (paragraphe 177) selon laquelle l'esprit du Département était "fermé" à la possibilité d'un accord de suspension est contredite par les éléments de preuve figurant au dossier qui démontrent que le Département a rencontré les représentants de SAIL pour examiner la proposition d'accord de suspension présentée par cette dernière et que le Département a dit qu'il "examinerait" la proposition. L'allégation de l'Inde selon laquelle le Département n'était pas disposé à envisager un accord à cause de l'opposition de la branche de production nationale et du Congrès des États-Unis n'est pas étayée par le dossier administratif et SAIL n'a pas suggéré au cours de l'enquête que la note *ex parte* était en aucune façon inexacte ou incomplète. L'allégation de l'Inde selon laquelle le Département "n'a pas, si peu que ce soit, traité SAIL différemment ... lorsqu'il a établi les droits antidumping définitifs" n'est pas pertinente parce que l'article 15 "n'impose pas l'obligation" aux pays en développement Membres d'accepter une "solution constructive" même si celle-ci est identifiée ou proposée.[175] Enfin, sa suggestion selon laquelle le Département était tenu de répondre par écrit à la proposition de SAIL n'est pas étayée par le texte de l'article 15.[176]

---

[174] *USDOC Memorandum to the File re: Ex-Parte Meeting with Counsel for SAIL Regarding Possible Suspension Agreement*, 31 août 1999 (pièce n° 22 des États-Unis).

[175] *Linge de lit*, paragraphe 6.233.

[176] L'Inde donne également à entendre que le Département aurait dû soulever la possibilité d'appliquer un "droit moindre" à SAIL. Il n'y a pas dans la législation des États-Unis de "règle du droit moindre" et l'Accord antidumping n'exige pas des Membres qu'ils proposent une telle solution s'ils décident de ne pas accepter un accord de suspension. *Voir* l'article 9.1 de l'Accord antidumping (qui prévoit que le montant d'un droit antidumping est décidé par les autorités du pays Membre importateur).

191. Pour toutes ces raisons, il n'y a pas de base factuelle ni juridique permettant de constater que le Département a agi de manière incompatible avec l'article 15.

V. CONCLUSION

192. Pour les raisons qui précèdent, les États-Unis avancent que les allégations de l'Inde sont sans fondement et que le Groupe spécial devrait les rejeter.

ANNEXE B

Communications des tierces parties

Table des matières		Page
Annexe B-1	Communication du Japon en tant que tierce partie	B-2
Annexe B-2	Communication des Communautés européennes en tant que tierce partie	B-5

ANNEXE B-1

COMMUNICATION DU JAPON EN TANT QUE TIERCE PARTIE

(17 décembre 2001)

1. L'Inde allègue que l'autorité des États-Unis chargée de l'enquête n'aurait pas dû utiliser les "données de fait disponibles totales" alors qu'elle aurait pu utiliser des "données de fait disponibles partielles" et des données réelles fournies par l'entreprise interrogée sur les ventes aux États-Unis.[1] Cette allégation relève du champ de l'article 6:8 de l'Accord sur la mise en œuvre de l'article VI de l'Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce de 1994 (l'"Accord") qui établit les conditions exclusives dans lesquelles une autorité chargée de l'enquête peut utiliser les "données de fait disponibles". Le Groupe spécial *Argentine – Carreaux en céramique* a souligné le caractère exclusif de l'article 6:8:

> l'autorité chargée de l'enquête peut ne pas tenir compte des renseignements de source première et recourir aux données de fait disponibles uniquement dans les conditions spécifiques énoncées à l'article 6:8 de l'Annexe II de l'Accord antidumping. Ainsi, l'autorité chargée de l'enquête ne peut recourir aux données de fait disponibles que lorsqu'une partie: i) refuse de donner accès aux renseignements nécessaires; ii) ou ne communique pas les renseignements nécessaires dans un délai raisonnable; ou bien iii) entrave le déroulement de l'enquête de façon notable.[2]

Conformément à l'article 6:8, l'Annexe II de l'Accord précise les circonstances dans lesquelles une autorité chargée de l'enquête peut utiliser les données de fait disponibles.

2. Le Japon ne prend pas position pour ce qui est de conclure définitivement si l'utilisation par l'autorité chargée de l'enquête des données de fait disponibles, dans les circonstances particulières de la présente affaire, est compatible avec l'Accord. Le Japon fait toutefois observer qu'en défendant leurs mesures antidumping les États-Unis ont avancé plusieurs arguments juridiques préoccupants. Dans l'intérêt d'une interprétation valable de l'Accord, le Japon souhaite soumettre les observations ci-après concernant l'interprétation de l'Annexe II de l'Accord.

A. LES AUTORITÉS CHARGÉES DE L'ENQUÊTE DOIVENT PRENDRE EN CONSIDÉRATION LES DONNÉES PRÉSENTÉES PAR UNE ENTREPRISE INTERROGÉE DÈS LORS QUE CES DONNÉES SONT CONFORMES AU PARAGRAPHE 3 DE L'ANNEXE II

3. Le paragraphe 3 de l'Annexe II dispose que "[t]ous les renseignements" qui remplissent les quatre conditions "devraient être pris en compte". Les États-Unis font valoir que ce paragraphe n'est pas impératif. Selon eux, une autorité chargée de l'enquête est libre d'ignorer des données réelles communiquées par une entreprise interrogée et de leur préférer les allégations formulées dans la requête ou d'autres "données de fait disponibles", même si les données communiquées remplissent les quatre conditions du paragraphe 3.[3] Le Japon considère que ce point de vue n'est pas correct pour plusieurs raisons.

---

[1] *Voir* la communication de l'Inde, paragraphe 1.

[2] *Argentine – Mesures antidumping définitives à l'importation de carreaux de sol en céramique en provenance d'Italie*, rapport du Groupe spécial, WT/DS189/R, paragraphe 6.20. (pas d'italique dans l'original; note de bas de page omise)

[3] *Voir* la communication des États-Unis, paragraphes 103 à 107.

4. *Premièrement*, ce point de vue repose sur l'hypothèse que le conditionnel "devrait" est incitatif et non impératif. Le terme "devrait" est cependant souvent utilisé dans un sens impératif. Ainsi, l'Organe d'appel a constaté que le terme "devrait" à l'article 13:1 du Mémorandum d'accord est utilisé "dans un sens normatif et pas simplement incitatif" de sorte qu'il crée un "devoir" et une "obligation" pour les Membres.[4]

5. *Deuxièmement*, ce point de vue ne tient pas compte du contexte du paragraphe 3 de l'Annexe II. L'Annexe découle de l'article 6:8 qui dispose, dans sa partie pertinente, que "Les dispositions de l'Annexe II *seront* observées lors de l'application du présent paragraphe." L'énoncé impératif de l'article 6:8 permet de conclure au caractère impératif du paragraphe 3 de l'Annexe II. D'ailleurs, en se fondant sur ce raisonnement, un autre groupe spécial a conclu que l'utilisation de l'indicatif ("shall" dans la version anglaise) à l'article 6:7 de l'Accord atteste le caractère impératif du conditionnel "devrait" à l'Annexe I.[5]

6. *Enfin*, ce point de vue est incompatible avec la décision de l'Organe d'appel dans l'affaire *États-Unis – Acier laminé à chaud en provenance du Japon*. L'Organe d'appel a souligné que les autorités chargées de l'enquête "sont tenues" d'utiliser les renseignements communiqués par une entreprise interrogée lorsqu'ils remplissent les conditions énoncées au paragraphe 3 de l'Annexe II: "À notre avis, il s'ensuit que, si ces conditions sont remplies, les autorités chargées de l'enquête ne sont *pas* en droit de rejeter les renseignements communiqués lorsqu'elles établissent une détermination."[6] L'Organe d'appel a donc examiné la disposition en question et l'a jugée impérative.

B. LES AUTORITÉS CHARGÉES DE L'ENQUÊTE N'ONT PAS LE DROIT D'IGNORER DES RENSEIGNEMENTS COMMUNIQUÉS PAR UNE ENTREPRISE INTERROGÉE QUI COOPÈRE AU MIEUX DE SES POSSIBILITÉS

7. Conformément au paragraphe 5 de l'Annexe II, "Le fait que les renseignements fournis ne sont pas idéalement les meilleurs à tous égards ne saurait donner valablement motif de les ignorer aux autorités, à condition que la partie intéressée ait agi au mieux de ses possibilités." Une fois encore, les

---

[4] *Canada – Mesures visant l'exportation des aéronefs civils*, rapport de l'Organe d'appel, WT/DS70/AB/R, AB-1999-2, paragraphe 187; *États-Unis – Traitement fiscal des "sociétés de vente à l'étranger"*, rapport de l'Organe d'appel, WT/DS108/AB/R, AB-1999-9, paragraphe 111, note 124 ("À notre avis, de nombreux textes juridiques contraignants contiennent le terme "devrait" et, suivant le contexte, ce terme peut constituer une exhortation ou exprimer une obligation").

[5] *Voir Guatemala- Mesures antidumping définitives concernant le ciment Portland gris en provenance du Mexique II*, rapport du Groupe spécial, WT/DS156/R, paragraphe 8.196, note 854. Le Groupe spécial a dit que:

> Le paragraphe 2 de l'annexe I dispose que les Membres exportateurs "devraient" (*should* dans la version anglaise) être informés de l'inclusion d'experts non gouvernementaux dans l'équipe chargée de la vérification. Il ne dispose pas que les Membres exportateurs en "seront" (*shall*) informés. Bien que le mot "devraient" (*should*) est souvent employé dans le langage courant à titre d'exhortation, il peut aussi être utilisé "pour exprimer un devoir [ou] une obligation". (Voir: *The Concise Oxford English Dictionary*, Clarendon Press, 1995, page 1283.) Puisqu'il dit est dans la partie pertinente de l'article 6.7 que les dispositions de l'annexe I "seront" (*shall* dans la version anglaise) applicables, nous ne voyons pas pourquoi le paragraphe 2 de l'annexe I ne devrait pas être interprété comme ayant un sens contraignant. À notre avis, interpréter les dispositions de l'annexe I comme une simple exhortation serait incompatible avec l'article 6.7. D'ailleurs, le Guatemala n'a pas prétendu que le paragraphe 2 de l'annexe I a simplement valeur d'exhortation. En conséquence, nous procédons à notre examen en partant du principe que le paragraphe 2 de l'annexe I devrait être interprété comme ayant un sens contraignant.

Voir également Carreaux en céramique, paragraphes 6.21, 6.50, 6.74 et 6.79 (qui conclut, sans analyse spécifique du terme "devrait", que l'Argentine a violé le paragraphe 6 de l'Annexe II de l'Accord antidumping).

[6] *États-Unis – Mesures antidumping appliquées à certains produits en acier laminés à chaud en provenance du Japon*, rapport de l'Organe d'appel, WT/DS184/AB/R, AB-2001-2, paragraphe 81. (italique dans l'original)

États-Unis allèguent que le conditionnel dans ce contexte n'a pas un sens impératif.[7] En d'autres termes, les États-Unis affirment que les autorités chargées de l'enquête *peuvent* ignorer des renseignements communiqués, même si l'entreprise interrogée "a agi au mieux de ses possibilités".

8. Toutefois, comme cela a été mentionné, contrairement à ce qu'avancent les États-Unis, le conditionnel peut avoir un sens impératif et il a souvent un sens impératif dans l'Annexe II de l'Accord. Par ailleurs, le point de vue des États-Unis n'est pas compatible avec la déclaration de l'Organe d'appel selon laquelle "le paragraphe 5 de l'Annexe II *interdit* aux autorités chargées de l'enquête d'écarter les renseignements qui "ne sont pas idéalement les meilleurs à tous égards" si la partie intéressée qui a fourni ces renseignements a, néanmoins, agi "au mieux de ses possibilités". L'utilisation du terme "interdit" indique que l'Organe d'appel considère clairement le paragraphe 5 comme établissant une obligation juridique impérative.[8]

CONCLUSION

9. Le Japon demande instamment au Groupe spécial d'analyser les questions soulevées par l'Inde à la lumière du raisonnement juridique exposé ci-dessus. Plus spécifiquement, l'allégation de l'Inde concernant l'utilisation des données de fait disponibles devrait être examinée à la lumière de la règle stricte selon laquelle les données de fait disponibles peuvent *uniquement* être utilisées lorsque les conditions énoncées à l'article 6:8 et à l'Annexe II sont pleinement remplies.

[7] *Voir* la communication des États-Unis, paragraphes 104 à 111-
[8] *Acier laminé à chaud en provenance du Japon*, paragraphe 100.

ANNEXE B-2

COMMUNICATION DES COMMUNAUTÉS EUROPÉENNES EN TANT QUE TIERCE PARTIE

(17 décembre 2001)

1. INTRODUCTION

1. Les Communautés européennes se félicitent de cette occasion d'exposer leur point de vue dans la procédure engagée par l'Inde contre l'imposition par les États-Unis de mesures antidumping et compensatoires visant les tôles en acier en provenance d'Inde. L'Inde fait valoir qu'en imposant de telles mesures, les États-Unis ont agi de manière incompatible avec l'*Accord sur la mise en œuvre de l'article VI de l'Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce de 1994* (ci-après dénommé l'"*Accord antidumping*").

2. L'Inde a allégué que les États-Unis ont agi de manière incompatible notamment avec l'article 6.8 et l'Annexe II de l'*Accord antidumping*. Les Communautés européennes ne sont pas en mesure d'évaluer les circonstances factuelles entourant l'imposition de mesures dans le présent différend, mais elles ont un intérêt systémique dans l'interprétation de l'*Accord antidumping*. En conséquence, elles concentreront leur communication sur l'interprétation de l'article 6.8 et de l'Annexe II de l'*Accord antidumping*. Elles s'intéresseront également brièvement à l'interprétation de l'article 15 de l'*Accord antidumping*.

2. APPLICATION DES "DONNÉES DE FAIT DISPONIBLES"

3. L'Inde conteste la pratique des États-Unis qui consiste à refuser de prendre en compte la totalité des données présentées par un exportateur lorsqu'une partie des données présentées est rejetée comme étant inadéquate. L'Inde met en cause l'application par les États-Unis de cette pratique avec les mesures antidumping visant les tôles en acier en provenance d'Inde, ainsi que les articles pertinents de la Loi douanière de 1930 des États-Unis qui prévoient prétendument le rejet dont l'Inde se plaint. L'Inde allègue que les actions spécifiques des États-Unis et leur législation sont incompatibles avec l'article 6.8 de l'*Accord antidumping* et son Annexe II.

4. Les Communautés européennes ne formuleront pas d'observations concernant l'application de l'article 6.8 et de l'Annexe II aux circonstances particulières du présent différend, mais la question de savoir si ces dispositions permettent à une autorité chargée de l'enquête de refuser de prendre en compte la totalité des données lorsqu'une partie de ces données a été rejetée comme étant inadéquate soulève d'importantes questions systémiques.

5. L'*Accord antidumping* établit un équilibre entre le droit des Membres importateurs de l'OMC d'appliquer des mesures antidumping et les intérêts des Membres exportateurs de l'OMC à ne pas se voir imposer des mesures de manière arbitraire et déraisonnable dans un cas donné. L'*Accord antidumping* vise à garantir que les mesures antidumping soient fondées sur des renseignements aussi exacts que possible. L'Organe d'appel a récemment eu l'occasion de souligner l'importance de cet équilibre, spécifiquement dans le contexte de l'article 6.8 et de l'Annexe II:

> Nous considérons, par conséquent, que les paragraphes 2 et 5 de l'Annexe II de l'*Accord antidumping* dénotent un équilibre délicat entre les intérêts des autorités chargées de l'enquête et des exportateurs. Pour achever leurs enquêtes, les autorités chargées de l'enquête sont en droit d'attendre un degré d'effort très important – au "mieux de leurs possibilités" – des exportateurs soumis à enquête. Dans le même

> temps, cependant, les autorités chargées de l'enquête ne sont pas en droit de soumettre ces exportateurs à des conditions *absolues* ni de leur imposer des charges *déraisonnables.*[1]

6. L'*Accord antidumping* par conséquent, en visant à garantir que les déterminations soient fondées sur des renseignements aussi exacts que possible, s'efforce d'empêcher les autorités chargées de l'enquête de refuser de manière déraisonnable d'utiliser les données fournies par les entreprises interrogées, mais il n'est pas par ailleurs conçu pour être manipulé par les exportateurs (ou d'autres parties intéressées) afin d'arriver au meilleur résultat possible. L'obligation de coopération et de bonne foi s'applique dans les deux sens.

7. Les Communautés européennes considèrent qu'aucune des interprétations avancées par les principales parties ne respecte cet équilibre. En d'autres termes, l'article 6.8 et l'Annexe II ne permettent pas à une autorité chargée de l'enquête d'établir une pratique en vertu de laquelle tous les renseignements fournis peuvent être automatiquement ignorés lorsque certains des renseignements sont inadéquats mais, d'un autre côté, ils ne garantissent pas forcément à un exportateur que toutes les données fournies seront prises en compte[2] lorsque certaines de ces données sont inadéquates.

8. Selon l'interprétation de l'Organe d'appel, le paragraphe 3 de l'Annexe II définit un certain nombre de conditions qui, lorsqu'elles sont réunies, obligent l'autorité chargée de l'enquête à prendre les données en compte. L'Organe d'appel a déclaré que:

> [D']après le paragraphe 3 de l'Annexe II, les autorités chargées de l'enquête sont tenues d'utiliser les renseignements si trois, et, dans certaines circonstances, quatre, conditions sont remplies. À notre avis, il s'ensuit que, si ces conditions sont remplies, les autorités chargées de l'enquête ne sont *pas* en droit de rejeter les renseignements communiqués lorsqu'elles établissent une détermination.[3]

9. L'utilisation du terme "tous" au paragraphe 3 de l'Annexe II implique que tout renseignement qui répond effectivement aux conditions qui y sont définies devrait être pris en compte. L'interprétation de l'Organe d'appel confirme que la faculté pour l'autorité chargée de l'enquête de rejeter les données communiquées est limitée.

10. Cependant, les données requises dans une enquête antidumping, et nécessaires pour établir une détermination, ne peuvent pas être considérées comme des éléments d'information isolés. Une bonne partie des données fournies est vitale pour déterminer le traitement d'autres renseignements fournis et par conséquent la détermination ultime. Ainsi, on ne peut pas déterminer si les ventes sur le marché intérieur sont effectuées "au cours d'opérations commerciales normales" au sens de l'article 2.2 sans les données concernant le coût de production et les frais d'administration et de commercialisation et les frais de caractère général.[4] On ne peut pas envisager qu'un Membre soit tenu de prendre en compte les données relatives aux ventes intérieures s'il n'est pas en mesure de vérifier que ces ventes ont été effectuées au cours d'opérations commerciales normales. De plus, le devoir de coopération de la part des exportateurs ne peut pas être parcellisé ou divisé en catégories distinctes de renseignements. Sinon, un exportateur pourrait présenter uniquement les renseignements qui sont favorables à ses intérêts et refuser de coopérer pour ce qui est des données qui lui sont défavorables.[5]

---

[1] Rapport de l'Organe d'appel, *États-Unis - Mesures antidumping appliquées à certains produits en acier laminés à chaud en provenance du Japon*, WT/DS184/AB/R, adopté le 23 août 2001, paragraphe 102.

[2] Ce qui satisfait à la prescription du paragraphe 3 de l'Annexe II.

[3] Rapport de l'Organe d'appel, *États-Unis - Mesures antidumping appliquées à certains produits en acier laminés à chaud en provenance du Japon*, WT/DS184/AB/R, adopté le 23 août 2001, paragraphe 81.

[4] Les États-Unis avancent le même argument; voir la première communication des États-Unis, 10 décembre 2001, paragraphe 77.

[5] Ce scénario est également envisagé par les États-Unis; voir la première communication des États-Unis, 10 décembre 2001, paragraphes 75 et 76.

Dans un tel cas, la dernière phrase du paragraphe 7 de l'Annexe II prévoit que la non-coopération pourrait faire que des "renseignements pertinents" ne soient pas communiqués et qu'il pourra en résulter une détermination qui est moins favorable que s'il y avait eu coopération. Si un exportateur pouvait sélectionner les renseignements fournis et si une autorité chargée de l'enquête était obligée de n'accepter que de tels renseignements sélectionnés, cela entraînerait la nullité de cette disposition.

11. L'*Accord antidumping* établit, à la fois dans l'article 6.8 et au paragraphe 3 de l'Annexe II, cet équilibre entre la nécessité de disposer de renseignements exacts et complets et le souci d'encourager la coopération. Le paragraphe 3 dispose que les renseignements doivent être acceptés lorsqu'ils peuvent être utilisés "sans difficultés indues". Les autorités chargées de l'enquête peuvent juger "indûment difficile" d'utiliser des données lorsque d'autres ensembles de données liés n'ont pas aussi été fournis, ce qui rendrait nécessaire le rejet de données qui seraient par ailleurs acceptables conformément au paragraphe 3. L'article 6.8, lu conjointement avec la dernière phrase du paragraphe 7 de l'Annexe II, prévoit les moyens par lesquels un Membre peut appliquer les données de fait disponibles lorsqu'il n'y a pas eu de coopération ou seulement une coopération limitée.

3. INTERPRÉTATION DE L'ARTICLE 15 DE L'ACCORD ANTIDUMPING

12. L'Inde fait valoir que les États-Unis auraient dû explorer des solutions constructives, l'Inde étant un pays en développement.[6] Les Communautés européennes ne sont pas en mesure de formuler des observations concernant les faits sur lesquels porte ce différend, mais elles aimeraient rappeler qu'une des conditions de l'application de l'article 15 est que les droits antidumping "porteraient atteinte aux intérêts essentiels de pays en développement Membres". L'Inde n'explique pas, dans sa communication, quels intérêts essentiels étaient en jeu ni la manière dont ils ont été signalés aux autorités des États-Unis. En l'absence d'une telle explication, l'article 15 ne peut pas s'appliquer.

4. CONCLUSION

13. Les Communautés européennes considèrent donc que l'article 6.8 et le paragraphe 3 de l'Annexe II, lus conjointement, n'autorisent pas un Membre à rejeter automatiquement toutes les données lorsque certaines des données fournies par cet exportateur ont été rejetées. D'un autre côté, on pourrait se demander en fonction des circonstances propres à l'affaire et compte tenu du caractère spécifique des renseignements pertinents, si toutes les conditions énoncées au paragraphe 3 ont été remplies lorsqu'un exportateur fournit certains renseignements, mais ne fournit pas des renseignements liés. Lorsque la coopération a été insuffisante, l'article 6.8 autorise l'utilisation des données de fait disponibles. Enfin, l'article 15 ne s'applique que lorsque le pays en développement Membre démontre que ses "intérêts essentiels" sont en jeu.

[6] Première communication de l'Inde, 19 novembre 2001, paragraphe 175.

ANNEXE C

Deuxième communication des parties

Table des matières		Page
Annexe C-1	Deuxième communication écrite de l'Inde	C-2
Annexe C-2	Deuxième communication écrite des États-Unis	C-36

ANNEXE C-1

DEUXIEME COMMUNICATION ECRITE DE L'INDE

(12 février 2002)

TABLE DES MATIÈRES

Page

I. INTRODUCTION C-4

II. CRITERE D'EXAMEN C-5

III. INTERPRETATION DU MEMBRE DE PHRASE "DES DETERMINATIONS PRELIMINAIRES ET FINALES … POURRONT ETRE ETABLIES SUR LA BASE DES DONNEES DE FAIT DISPONIBLES" FIGURANT A L'ARTICLE 6.8 ..... C-6

IV. LE DOC AURAIT PU UTILISER SANS DIFFICULTES INDUES LES DONNEES SUR LES VENTES AUX ETATS-UNIS COMMUNIQUEES PAR SAIL CONJOINTEMENT AVEC LES RENSEIGNEMENTS CONTENUS DANS LA REQUETE C-7

A. INTERPRÉTATION CORRECTE DE L'EXPRESSION "*DIFFICULTÉS INDUES*" C-7

B. LE GROUPE SPÉCIAL DEVRAIT REJETER LA TENTATIVE DES ÉTATS-UNIS VISANT À L'AMENER À PROCÉDER À UNE ÉVALUATION *DE NOVO* DES FAITS CONCERNANT LA POSSIBILITÉ D'UTILISER LA BASE DE DONNÉES DE SAIL RELATIVE AUX ÉTATS-UNIS C-11

1. Faits pertinents C-11

2. Analyse juridique C-14

C. LES ÉTATS-UNIS FONT ERREUR LORSQU'ILS AFFIRMENT QUE L'ABSENCE DE DONNÉES VÉRIFIÉES CONCERNANT LES COÛTS RENDAIT LA BASE DE DONNÉES DE SAIL RELATIVE AUX VENTES AUX ÉTATS-UNIS INUTILISABLE, CAR LES DONNÉES SUR LES COÛTS SONT UTILISÉES UNIQUEMENT POUR CALCULER UN AJUSTEMENT DE LA VALEUR NORMALE C-17

D. LE DOC COMBLE GÉNÉRALEMENT LES LACUNES QUI ONT UNE PORTÉE SIMILAIRE À CELLE DES DONNÉES SUR LES COÛTS DONT LES ÉTATS-UNIS ONT DÉTERMINÉ L'ABSENCE DANS LA BASE DE DONNÉES DE SAIL C-19

E. IL EXISTE DE NOMBREUSES MÉTHODES QUI AURAIENT PERMIS AU DOC D'UTILISER LES RENSEIGNEMENTS DE SAIL CONCERNANT LES VENTES AUX ÉTATS-UNIS POUR CALCULER LES MARGES DE L'ENTREPRISE C-21

V. AUCUNE AUTORITE CHARGEE DE L'ENQUETE IMPARTIALE ET OBJECTIVE N'AURAIT PU CONCLURE QUE LES RENSEIGNEMENTS CONCERNANT LES VENTES AUX ETATS-UNIS N'ETAIENT PAS VERIFIABLES C-23

A. SENS DU TERME "VÉRIFIABLE" C-23

B. LA VÉRIFICATION DE LA BASE DE DONNÉES INFORMATIQUE DE SAIL CONCERNANT LES VENTES AUX ÉTATS-UNIS A MONTRÉ QU'ELLE ÉTAIT "VÉRIFIABLE" C-25

C. LE DOC A INDÛMENT CONSTATÉ QUE LES DONNÉES DE SAIL SUR LES VENTES AUX ÉTATS-UNIS N'ÉTAIENT PAS VÉRIFIABLES EN RAISON DE L'IMPOSSIBILITÉ DE VÉRIFIER LES RENSEIGNEMENTS CONTENUS DANS LA BASE DE DONNÉES CONCERNANT LES VENTES SUR LE MARCHÉ INTÉRIEUR ET LE COÛT DE PRODUCTION C-28

VI. SENS DE L'EXPRESSION "NE COOPERE PAS" FIGURANT A L'ANNEXE II, PARAGRAPHE 7 ..... C-30

VII. LE DOC A INDUMENT TIRE DES DEDUCTIONS DEFAVORABLES DANS LA DETERMINATION FINALE EN UTILISANT L'OFFRE DE 251 DOLLARS COMME PRIX D'EXPORTATION C-32

VIII. CONCLUSION C-33

I. INTRODUCTION

1. À ce stade de la procédure, il ressort de plus en plus clairement du dossier que la détermination finale du DOC concernant les tôles coupées à longueur en provenance de l'Inde, qui rejetait les données de SAIL sur les ventes aux États-Unis, lesquelles avaient été vérifiées, avaient été communiquées en temps utile et étaient utilisables, constituait une violation des droits de l'Inde au titre de l'Accord antidumping. Cette détermination finale adoptait en bloc le calcul le plus défavorable proposé par la branche de production nationale requérante – calcul fondé principalement sur un prix d'exportation de 251 dollars la tonne[1], qui était contredit par les éléments de preuve mêmes dont le DOC alléguait qu'ils étaient corroborants. En adoptant le calcul proposé par les requérants qui était fondé sur le prix non corroboré appliqué aux États-Unis, le DOC n'a pas procédé à une comparaison équitable entre le prix d'exportation et la valeur normale, comme le veut la première phrase de l'article 2.4. Le rejet par le DOC des données de SAIL sur les ventes aux États-Unis n'était pas non plus conforme aux dispositions de l'article 6.8 relatives aux données de fait disponibles ni à l'Annexe II, paragraphe 3. D'après le dossier, les données sur les ventes aux États-Unis avaient été communiquées en temps utile et dans le format électronique demandé, avaient été entièrement vérifiées et étaient donc "vérifiables". Chose très importante, elles auraient pu être utilisées, selon plusieurs méthodes, conjointement avec les renseignements sur la valeur normale contenus dans la requête pour calculer – sans difficulté aucune – la marge de dumping définitive.

2. L'Inde mettra l'accent sur plusieurs questions essentielles dans sa communication présentée à titre de réfutation. Premièrement, elle répondra aux arguments des États-Unis concernant le critère d'examen. Deuxièmement, elle examinera les arguments des États-Unis selon lesquels le texte de l'article 6.8 permet à leurs autorités antidumping d'appliquer les données de fait disponibles totales. Troisièmement, elle traitera la question importante des "difficultés indues" de la manière suivante:

- Premièrement, l'Inde analysera le sens de l'expression "pouvoir être utilisés sans difficultés indues", répondant ainsi aux questions posées par le Groupe spécial au cours de la première réunion, aux questions écrites n° 33 et 34 et aux arguments avancés par les États-Unis lors de cette réunion.

- Deuxièmement, l'Inde soulèvera une exception de procédure fondamentale au titre de l'article 17.6 de l'Accord antidumping concernant la nouvelle évaluation des faits établie par les États-Unis au sujet de la possibilité d'utiliser les données de SAIL sur les ventes aux États-Unis, qui diffère de l'évaluation établie dans la détermination finale.

- Troisièmement, l'Inde soulignera que la nouvelle évaluation des États-Unis relative à la base de données de SAIL concernant les ventes aux États-Unis – selon laquelle l'absence de données sur les coûts permettant de calculer un ajustement en fonction de la "différence entre les marchandises" ou "difmer" rendait cette base de données inutilisable – est incompatible avec la loi antidumping américaine elle-même. En fait, l'ajustement "difmer" prévu par la loi antidumping ne s'applique qu'à la valeur normale – jamais au prix appliqué aux États-Unis – de sorte que l'absence de données permettant de calculer un tel ajustement dans le cas de SAIL ne peut compromettre la validité de sa base de données concernant les ventes aux États-Unis.

- Quatrièmement, à supposer même qu'elle accepte la pertinence de l'argument des États-Unis, l'Inde fera en outre observer que le DOC comble habituellement les lacunes des bases de données présentées par les entreprises interrogées, y compris en acceptant expressément la base de données d'une entreprise interrogée dans laquelle

[1] Pièce n° 1 de l'Inde, figure 5, page 000040 (version rendue publique).

ne figuraient pas des données "difmer". Récemment, le DOC a utilisé des données qui lui avaient été présentées, d'une façon qui limitait l'importance des renseignements manquants, tout comme l'Inde l'a proposé en l'espèce.

- Cinquièmement, même si elle accepte, pour les besoins de l'argumentation, que la question des coûts a un rapport avec la possibilité d'utiliser les données de SAIL sur les ventes aux États-Unis, l'Inde indiquera plusieurs méthodes permettant de calculer les marges "sans difficultés indues", au moyen des données sur la valeur normale et sur les coûts figurant dans la requête.

3. À la section V de la présente communication, l'Inde analyse la question des termes "vérifié" et "vérifiable". Elle examine comment les données de SAIL sur les ventes aux États-Unis ont été effectivement vérifi*iées* au cours du processus intensif de vérification qui a duré plusieurs semaines en Inde. En se servant de la description du processus donnée par le DOC lui-même, l'Inde démontre comment les données de SAIL sur les ventes aux États-Unis ont satisfait au critère "vérifiable" indiqué à l'Annexe II, paragraphe 3.

4. Enfin, à la section VI, l'Inde répond aux arguments des États-Unis selon lesquels une entreprise interrogée qui n'agit pas au mieux de ses possibilités au titre de l'Annexe II, paragraphe 5, "ne coopère pas" automatiquement au sens de l'Annexe II, paragraphe 7 et, à la section VII, elle répond aux arguments selon lesquels le DOC a, à bon droit, tiré des déductions défavorables dans sa détermination finale. Dans la conclusion, à la section VIII, l'Inde résume les principales mesures et allégations en cause dans le présent différend.

5. L'Inde a fourni des réponses détaillées aux questions du Groupe spécial dans un document séparé. Ces réponses exposaient, entre autres, des éléments de preuve, des arguments et une analyse se rapportant à de nombreuses allégations présentées par l'Inde. L'analyse susmentionnée ne sera pas à nouveau exposée dans la présente communication. Les réponses traitaient notamment des allégations suivantes:

- Article 2.4 – Manquement du DOC à l'obligation de procéder à une comparaison équitable entre le prix d'exportation et la valeur normale (réponse à la question n° 20).

- Article 15, première phrase – Manquement du DOC à l'obligation de prendre spécialement en considération la situation de SAIL (réponse à la question n° 25).

- Article 6.8, Annexe II, paragraphe 3 – Allégation "telle qu'elle est appliquée" concernant la pratique du DOC qui a consisté à appliquer les données de fait disponibles totales en l'espèce (réponse aux questions n° 35 et 36).

6. À la deuxième réunion du Groupe spécial, l'Inde répondra à toute observation formulée au sujet de ces allégations ou d'autres allégations dans la communication des États-Unis, en date du 18 février, ayant trait aux réponses données par l'Inde aux questions du Groupe spécial.

II. CRITERE D'EXAMEN

7. Les États-Unis indiquent au paragraphe 66 de leur première communication que le Groupe spécial ne peut pas concentrer son attention sur des données de fait déterminées d'un dossier d'enquête, mais qu'il "[est] tenu de prendre en compte l'intégralité du dossier administratif d'une enquête". L'Inde ne partage pas cette idée. Dans la présente affaire, le dossier d'enquête entier est énorme puisqu'il concerne de nombreuses enquêtes antidumping. L'"évaluation objective des faits de la *cause*" au titre de l'article 17.6 i) de l'Accord antidumping (ainsi que de l'article 11 du Mémorandum d'accord) vise nécessairement les faits pertinents relatifs aux mesures et aux allégations

juridiques en cause. Tout autre critère d'examen serait inapplicable. Comme le présent différend porte sur des faits déterminés dans le cadre d'une enquête antidumping, le Groupe spécial doit effectuer, selon les termes de l'Organe d'appel, "une étude ou un examen actif des faits *pertinents*".[2]

8. Appliquant ce critère de l'"examen actif" des "faits pertinents" au titre de l'article 17.6 i), le Groupe spécial devrait déterminer que l'établissement, par le DOC, de certains faits n'était pas correct et que son évaluation des faits n'était pas partiale et objective. Sont indiquées ci-après certaines des principales évaluations factuelles qu'une autorité chargée de l'enquête impartiale et objective n'aurait pas pu établir:

- décision du DOC d'appliquer le prix d'offre de 251 dollars la tonne indiqué dans la requête comme prix d'exportation pour calculer la marge de dumping définitive, alors que les éléments de preuve de la requête prétendument corroborants révélaient un prix unitaire moyen de 354 dollars la tonne[3] pour la période couverte par l'enquête et que les données vérifiables de SAIL indiquaient un prix moyen de 346 dollars la tonne[4] pour la période couverte par l'enquête;

- constatation du DOC selon laquelle les données de SAIL sur les ventes aux États-Unis "n'avaient pas satisfait à la vérification" à cause de la non-fiabilité des données figurant dans d'*autres* catégories de renseignements et sans tenir compte du fait que les renseignements avaient effectivement été vérifiés, comme en témoignait le propre rapport de vérification du DOC; et

- décision du DOC de ne pas utiliser la base de données de SAIL concernant les ventes aux États-Unis pour calculer la marge de dumping définitive bien qu'il ait lui-même déclaré que les données étaient "utilisables" si les erreurs "qui pourraient être corrigées" étaient corrigées et malgré le fait que SAIL avait indiqué au DOC diverses méthodes permettant d'utiliser les données et que ces méthodes auraient pu être employées sans difficultés indues.

III. INTERPRETATION DU MEMBRE DE PHRASE "DES DETERMINATIONS PRELIMINAIRES ET FINALES … POURRONT ETRE ETABLIES SUR LA BASE DES DONNEES DE FAIT DISPONIBLES" FIGURANT A L'ARTICLE 6.8

9. Aux paragraphes 93 à 97 de leur première communication, les États-Unis font valoir que le membre de phrase "des déterminations préliminaires et finales pourront être établies sur la base des données de fait disponibles " qui figure à l'article 6.8 de l'Accord antidumping signifie que les autorités chargées de l'enquête sont habilitées à établir de telles déterminations en appliquant sans aucune restriction les données de fait disponibles totales. Cet argument, tout comme celui concernant les "renseignements" figurant aux paragraphes 82 à 92 de la première communication des États-Unis, ne fait absolument aucun cas du mandat énoncé dans l'Accord antidumping selon lequel l'Annexe II, paragraphe 3, doit être observée lors de l'application de l'article 6.8. Comme l'Inde l'a fait valoir à plusieurs reprises[5], la dernière phrase de l'article 6.8 montre clairement que cet article ne peut être interprété dans le vide. Les termes de l'article 6.8 peuvent être interprétés et appliqués *uniquement* compte tenu de l'Annexe II. En outre, l'Organe d'appel a interprété le membre de phrase "tous les

[2] *Acier laminé à chaud en provenance du Japon*, WT/DS184/AB/R, paragraphe 55. (pas d'italique dans l'original)

[3] Pièce n° 31 de l'Inde; chiffre fondé sur les données rendues publiques par le Service des douanes des États-Unis.

[4] Pièce n° 32 de l'Inde.

[5] Première communication de l'Inde, paragraphes 50 à 79; première déclaration orale de l'Inde, paragraphes 25 à 43.

renseignements qui" satisfont aux quatre conditions énoncées à l'Annexe II, paragraphe 3, comme imposant l'utilisation de ces renseignements.

10. Le texte de l'article 6.8 n'autorise pas non plus l'application des "données de fait disponibles totales", c'est-à-dire *le rejet* de tous les renseignements communiqués par l'entreprise interrogée. Il n'y est pas dit que la détermination finale ou préliminaire pourra être établie sur la base des données de fait "totales", de "toutes" les données de fait ou "uniquement" des données de fait figurant dans la requête ou des données de fait défavorables. Au contraire, le texte de l'article emploie l'expression "pourront être établies sur la base *des* données de fait disponibles". (pas d'italique dans l'original) Cette expression ne signifie pas que tout renseignement fourni par l'entreprise interrogée qui satisfait aux prescriptions de l'Annexe II, paragraphe 3, peut être rejeté si d'autres renseignements présentés par cette entreprise ne satisfont pas à ces prescriptions. Dans le contexte de l'Annexe II, paragraphe 3, pour obtenir l'ensemble de "données de fait disponibles" qui peut être utilisé pour établir une détermination préliminaire ou détermination finale comme prévu à l'article 6.8, il faut uniquement combler les lacunes au moyen de l'élément d'information nécessaire que l'entreprise interrogée n'a pas été en mesure de fournir conformément aux paragraphes 3 et 5 de l'Annexe II. Pour ces renseignements précis, l'ensemble de données de fait "disponibles" comprendrait les données de fait provenant de la requête ou d'autres sources disponibles.

IV. LE DOC AURAIT PU UTILISER SANS DIFFICULTES INDUES LES DONNEES SUR LES VENTES AUX ETATS-UNIS COMMUNIQUEES PAR SAIL CONJOINTEMENT AVEC LES RENSEIGNEMENTS CONTENUS DANS LA REQUETE

A. INTERPRÉTATION CORRECTE DE L'EXPRESSION "*DIFFICULTÉS INDUES*"

11. Dans la présente affaire, l'un des points essentiels concerne l'interprétation correcte de l'expression "pouvoir être utilisés sans difficultés indues" qui figure à l'Annexe II, paragraphe 3. Un terme important de cette expression est le terme "utilisés". Selon le sens ordinaire du terme "utilisé" pris dans le contexte de l'Accord antidumping, les données sont "utilisées" pour établir une marge de dumping.[6] La collecte des renseignements nécessaires (et, en fait, la conduite d'une enquête en matière de dumping) auprès de la branche de production nationale et des parties étrangères intéressées a pour objectif absolu d'"utiliser" les renseignements pour déterminer si le produit faisant l'objet de l'enquête est "introduit sur le marché d'un autre pays à un prix inférieur à sa valeur normale".[7] Dans la phase d'une enquête qui se rapporte au dumping, il n'y a tout simplement aucune autre raison de collecter les renseignements, ni aucune autre "utilisation" des renseignements.[8]

12. Le terme "difficultés" laisse entendre que les renseignements en cause dans une situation du type qui est prévu à l'Annexe II, paragraphe 3, peuvent ne pas être parfaits. Si la perfection était ce qui est exigé, le texte n'aurait pas comporté l'élément "difficultés". Ainsi, on peut présumer que si ce critère est en cause, il peut exister certaines difficultés à utiliser les données qui doivent être surmontées grâce aux efforts déployés par les autorités chargées de l'enquête pour rendre les données

[6] Les renseignements doivent seulement "contribuer" au calcul de la marge de dumping car l'idée directrice de l'Annexe II, paragraphe 3, se rapporte à "tous les renseignements qui" peuvent être utilisés pour calculer une marge de dumping – pas tous les renseignements demandés par les autorités chargées de l'enquête (comme le font valoir à tort les États-Unis). *Voir* la première communication de l'Inde, aux paragraphes 56 à 67, la déclaration orale présentée par l'Inde à la première réunion tenue par le Groupe spécial avec les parties ("Première déclaration orale"), page XX.

[7] Article 2.1 de l'Accord antidumping.

[8] Les États-Unis font valoir, au paragraphe 113 de leur première communication, que les renseignements satisfaisant à la prescription énoncée à l'Annexe II, paragraphe 3, "devraient être pris en compte, même s'il n'est pas nécessaire de les utiliser pour calculer la marge". L'Inde estime qu'il est difficile de comprendre comment des renseignements peuvent être utilisés au sens de l'expression "pris en compte" et ne pas être utilisés ensuite aux fins du calcul de la marge.

"utilisables" aux fins du calcul des marges de dumping. Ces difficultés pourraient tenir à des lacunes dans les renseignements communiqués par l'entreprise interrogée – par exemple, l'absence de données en ce qui concerne les frais de transport, les caractéristiques du produit ou les coûts, l'inexactitude des renseignements concernant les clients, etc. Ces lacunes des renseignements communiqués sont celles qui sont normalement "comblées" par le DOC lorsqu'il applique sa doctrine consistant à "combler les lacunes". Un autre point pourrait demander des efforts de la part des autorités chargées de l'enquête pour rendre les renseignements "utilisables", à savoir la prise en considération des erreurs rencontrées pendant la vérification ou des corrections apportées aux données à cette occasion. Par exemple, les documents examinés lors de la vérification peuvent montrer que le montant de certains frais de transport diffère de celui qui est déclaré dans la réponse de l'entreprise interrogée au questionnaire. De même, on peut aussi découvrir qu'un niveau commercial incorrect a été attribué à certains clients ou il peut être déterminé que certains frais généraux ont été incorrectement répartis entre les ventes sur le marché intérieur, aux **États-Unis** et dans d'autres pays. L'autorité chargée de l'enquête peut généralement régler ces questions en modifiant le programme informatique utilisé pour calculer les marges de l'entreprise interrogée ou en y insérant des lignes additionnelles.

13. Un autre qualificatif important est le terme "indues". Le sens ordinaire de ce terme est "allant au-delà de ce qui est justifié ou naturel, excessif, disproportionné".[9] On peut juger de l'importance de ce terme en examinant le texte *sans* lui. Si le texte indiquait simplement "pouvoir être utilisés sans difficultés", il imposerait aux autorités chargées de l'enquête de s'efforcer d'utiliser les renseignements vérifiables et communiqués en temps utile, mais de cesser de le faire si elles se heurtaient à une difficulté quelconque dans les efforts déployés pour utiliser les renseignements. Cependant, avec l'adjonction du terme "indues", le texte indique que les autorités chargées de l'enquête doivent déployer un degré d'effort plus élevé même pour utiliser les renseignements vérifiés (ou vérifiables) et communiqués en temps utile. Comme on le verra ci-après, cela inclut l'obligation d'utiliser des renseignements qui peuvent ne pas être parfaits ou des renseignements qui peuvent devoir être associés à d'autres données pour devenir utilisables. Cette interprétation est compatible avec les disciplines prévues dans l'Accord antidumping: d'une part, l'Accord énonce des normes minimales pour les renseignements requis dans une requête et, d'autre part, il limite la capacité des autorités chargées de l'enquête à utiliser ces renseignements pour calculer les marges de dumping si les entreprises interrogées ont fourni des renseignements qui ont été vérifiés et communiqués en temps utile.[10]

14. L'Inde présente ci-après des suggestions concernant les critères à appliquer pour interpréter l'expression "pouvoir être utilisés sans difficultés indues". Ces critères ne sont peut-être pas tous applicables dans tous les cas, mais ils pourraient servir à évaluer si des renseignements déjà communiqués en temps utile, vérifiés (ou vérifiables) et fournis dans le format informatique demandé peuvent être utilisés "sans difficultés indues" pour contribuer au calcul de la marge de dumping. Ces critères sont les suivants:

a) mesure dans laquelle l'élément d'information, la catégorie de renseignements ou l'ensemble de renseignements demandés sont complets;

b) mesure dans laquelle et facilité avec laquelle les lacunes des renseignements peuvent être comblées au moyen d'autres renseignements disponibles versés au dossier;

c) quantité de renseignements pouvant être utilisée;

d) temps et efforts nécessaires aux autorités afin qu'elles puissent utiliser les données pour calculer la marge de dumping;

[9] New Shorter Oxford English Dictionary, Clarendon Press 1993.
[10] *Voir* la première déclaration orale de l'Inde, paragraphes 48 à 54.

e) exactitude et fiabilité d'autres renseignements qui seraient utilisés si ceux fournis par l'entreprise interrogée étaient rejetés.

15. Nous examinons ci-après chacun des critères susmentionnés.

16. *a) Caractère complet de l'élément d'information, de la catégorie de renseignements ou de l'ensemble de renseignements*: les autorités chargées de l'enquête (notamment le DOC) demandent des renseignements aux parties étrangères intéressées sous forme d'éléments et de sections. Les éléments les plus volumineux sont constitués d'ensembles de données entiers concernant les ventes sur le marché intérieur, les ventes à l'exportation, le coût de production et la valeur construite. Toutefois, les données sont souvent demandées et fournies sous forme de groupes bien plus petits. L'un des aspects de l'évaluation des "difficultés indues" est le caractère complet des renseignements demandés. Plus les renseignements sont complets, plus il sera facile de les utiliser en rapport avec d'autres renseignements pour calculer les marges de l'entreprise interrogée. Ainsi, la base de données de SAIL concernant les ventes aux États-Unis était complète à l'exception des données concernant le coût de fabrication variable (VCOMU) et le coût de fabrication total (TCOMU) servant à calculer l'ajustement "difmer", ce qui, en tout état de cause et comme indiqué ci-après, n'influe pas sur le calcul du prix appliqué aux États-Unis. La base de données concernant les ventes aux États-Unis contenait des renseignements complets sur la totalité des 1 284 ventes effectuées par SAIL sur le marché américain pendant la période couverte par l'enquête, y compris des renseignements visant 26 caractéristiques différentes des ventes de SAIL aux États-Unis, notamment la quantité expédiée, les prix, les caractéristiques physiques, les frais de transport, les frais de crédit, etc. Ainsi qu'il est décrit dans la section IV.E ci-après, cette base de données sur les ventes aux États-Unis pouvait facilement être utilisée pour le calcul de la marge de dumping.

17. *b) Mesure dans laquelle les renseignements peuvent être utilisés avec d'autres renseignements*: une autre considération importante est la mesure dans laquelle des renseignements déterminés peuvent être associés à d'autres renseignements pour le calcul de la marge de dumping. Aucun élément d'information ni aucune catégorie de renseignements collecté dans le cadre d'une enquête ne peut être utilisé, seul, pour calculer une marge de dumping. Au contraire, celle-ci ne peut être calculée que si ces renseignements sont utilisés conjointement avec d'*autres* renseignements fournis par l'entreprise interrogée ou provenant d'autres sources, notamment la requête. La base de données de SAIL concernant les ventes aux États-Unis peut être utilisée lorsqu'elle est associée aux données sur la valeur normale contenues dans la requête – soit les prix estimés appliqués sur le marché intérieur (extraits d'une étude de marché présentée par les requérants) soit la valeur construite estimée. Il serait facile de calculer les marges en associant ces sources de renseignements, comme M. Hayes l'a décrit dans sa première déclaration sous serment et comme il l'a encore expliqué au cours de la première réunion. Si le DOC devait insister (inutilement aux yeux de l'Inde) sur le fait que l'ajustement "difmer" doit être appliqué à la valeur normale avant qu'elle ne soit comparée aux données concernant les ventes aux États-Unis déclarées par SAIL, les renseignements indispensables au calcul d'un tel ajustement doivent de même figurer dans la requête. D'autres détails concernant les méthodes de calcul de la marge sont exposés dans la deuxième déclaration sous serment de M. Hayes, annexée au présent mémoire présenté à titre de réfutation en tant que pièce n° 34 de l'Inde.

18. *c) Quantité de renseignements pouvant être utilisée*: la quantité de renseignements pouvant être utilisée pour calculer la marge de dumping est un autre critère qui pourrait être pris en compte pour évaluer les difficultés indues. Si les renseignements communiqués constituent des renseignements complets mais qu'ils ne visent qu'un aspect relativement peu conséquent des ventes concernées (par exemple des commissions de courtage, des frais de transport ou des frais de crédit), l'autorité administrante ne devrait pas consacrer beaucoup de temps à tenter de corriger des erreurs ou déployer des efforts considérables pour rendre les renseignements utilisables sans difficultés indues.

19. Néanmoins, si les renseignements en cause constituent une catégorie ou un ensemble de renseignements qui est en grande partie complet, ils ne doivent pas être ignorés aussi facilement. Si

les renseignements fournis représentent un élément entier d'une équation qui comprend deux éléments nécessaires au calcul d'une marge de dumping, les autorités chargées de l'enquête doivent faire des efforts considérables pour tenter d'utiliser ces renseignements vérifiés (ou vérifiables) et communiqués en temps utile avant de déterminer qu'elles ne peuvent pas les utiliser.

20. En l'espèce, les renseignements de SAIL sur les ventes aux États-Unis représentaient effectivement la base de données entière requise pour le calcul de l'élément prix d'exportation (soit une partie) de l'équation permettant de calculer le dumping, qui comprend deux parties. On pouvait donc s'attendre à ce que le DOC déploie des efforts considérables pour utiliser la base de données. Ces efforts devraient être mesurés non seulement en termes d'heures de travail, mais aussi en termes de flexibilité montrée par le DOC dans ses efforts pour rendre les données communiquées "utilisables" – par exemple, comme il l'a fait pour remédier à l'absence de données "difmer" dans l'affaire *Stainless Steel Bar from India*, analysée en détail ci-après.

21. *d) Temps et efforts nécessaires aux autorités chargées de l'enquête*: un autre élément qui pourrait être pris en considération dans l'évaluation des "difficultés indues" est le temps et les efforts nécessaires aux autorités chargées de l'enquête pour utiliser les renseignements. En règle générale, moins les changements requis pour corriger ou modifier des données sont nombreux et moins ils sont complexes, plus les données seront faciles à utiliser. Dans le cas de la base de données de SAIL concernant les ventes aux États-Unis, les efforts nécessaires pour rendre les renseignements utilisables conjointement avec les renseignements contenus dans la requête ne prennent pas beaucoup de temps. Dans sa deuxième déclaration sous serment, M. Hayes estime, pour chacune des méthodes suggérées pour l'utilisation des données de SAIL sur les ventes aux États-Unis, qu'il faudrait entre une demi-heure et trois heures à un analyste expérimenté du DOC pour calculer les marges SAIL. Il s'agit d'un laps de temps très court par rapport aux milliers d'heures que les entreprises interrogées ont passés à répondre aux questionnaires antidumping, ainsi qu'à collecter et à formater les renseignements demandés.

22. *e) Exactitude des autres renseignements si les renseignements en question ne sont pas utilisés*: un dernier facteur à considérer pour déterminer si des renseignements peuvent être utilisés sans difficultés indues est la qualité, ainsi que l'exactitude, des autres renseignements provenant de la requête ou d'autres sources d'information qui seraient utilisés si les données communiquées n'étaient pas pris en compte. Cette analyse répond à la question n° 33 du Groupe spécial. La notion de "difficultés indues" doit être interprétée compte tenu de l'objet et du but de l'Accord antidumping, selon lesquels il faut utiliser les renseignements les plus exacts possible pour calculer la marge de dumping. Le niveau d'effort nécessaire pour utiliser les renseignements devrait être examiné en rapport avec l'exactitude des autres renseignements disponibles. Si les autorités chargées de l'enquête savent que, si elles n'utilisent pas les renseignements fournis par les entreprises interrogées qui sont vérifiables et ont été communiqués en temps utile, elles utiliseront à la place des renseignements figurant dans la requête qui n'ont pas été vérifiés et ne peuvent pas être corroborés par d'autres renseignements, elles doivent déployer des efforts particuliers pour rendre les renseignements communiqués "utilisables". Les efforts requis de la part des autorités chargées de l'enquête ainsi que la qualité des renseignements qui peuvent être utilisés sans difficultés indues peuvent très bien différer selon le cas.

23. Dans la présente affaire, le DOC savait que l'offre unique du prix de 251 dollars la tonne qui constituait la base du prix d'exportation indiqué dans la requête n'avait jamais donné lieu à une vente et que le prix offert était inférieur de 100 dollars à la valeur unitaire moyenne indiquée par les données de l'administration des douanes américaine dont le DOC alléguait qu'elles corroboraient l'offre de prix.[11] L'Inde soutient que, dans ces circonstances, le DOC était obligé de déployer des efforts particuliers pour rendre les données de SAIL sur les ventes aux États-Unis utilisables en vue

[11] *Voir* la pièce n° 8 de l'Inde (version rendue publique) et la pièce n° 31 de l'Inde (version rendue publique).

du calcul des marges de l'entreprise. En l'occurrence, la situation est particulièrement difficile car le DOC n'a fait aucun effort pour utiliser les renseignements de SAIL sur les ventes aux États-Unis, bien qu'il ait conclu dans sa détermination finale que les renseignements pourraient être "utilisés" si des corrections mineures étaient apportées à la base de données.

24. En conclusion, la détermination de la question de savoir si des renseignements qui sont vérifiables et qui ont été communiqués en temps utile sont utilisables "sans difficultés indues" constitue une étape critique du processus permettant à l'autorité chargée de l'enquête de calculer les marges d'une entreprise interrogée. Elle demande une coopération et des efforts notables de la part des autorités chargées de l'enquête. Elle exige que les autorités s'efforcent d'utiliser les renseignements communiqués par une entreprise interrogée, notamment qu'elles cherchent des moyens d'utiliser ces renseignements, si besoin est, conjointement avec d'autres renseignements. Elle impose aussi aux enquêteurs d'apporter des corrections aux données, et de demander aux entreprises interrogées et d'en d'obtenir les renseignements nécessaires pour faire de telles corrections.

B. LE GROUPE SPECIAL DEVRAIT REJETER LA TENTATIVE DES ETATS-UNIS VISANT A L'AMENER A PROCEDER A UNE EVALUATION *DE NOVO* DES FAITS CONCERNANT LA POSSIBILITE D'UTILISER LA BASE DE DONNEES DE SAIL RELATIVE AUX ETATS-UNIS

25. À la première réunion tenue par le Groupe spécial avec les parties, les États-Unis ont avancé pour la première fois un nouvel argument selon lequel les données de l'Inde sur les ventes aux États-Unis n'étaient pas utilisables pour le calcul d'une marge de dumping en raison de problèmes découlant de la base de données de l'Inde concernant les coûts. En particulier, les États-Unis affirmaient que l'absence de renseignements sur les coûts qui permettraient de calculer l'ajustement "difmer" pour les ventes de SAIL aux États-Unis rendait toutes les données de SAIL sur le prix d'exportation aux États-Unis inutilisables pour le calcul d'une marge. Le Groupe spécial devrait rejeter sur le fond le nouvel argument relatif à la "difmer" présenté par les États-Unis s'il estime qu'il doit examiner le fond de l'argument pour ne pas laisser un vide dans l'éventualité d'un appel. Cependant, d'abord et avant tout, le Groupe spécial devrait rejeter le nouvel argument des États-Unis qui est une tentative visant à amener le Groupe spécial à formuler une constatation *de novo* selon laquelle les données de SAIL sur les ventes aux États-Unis ne sont pas "utilisables". Les aspects systémiques fondamentaux du processus de règlement des différends de l'OMC, qui sont bien plus importants que la présente affaire prise séparément, imposent que le Groupe spécial établisse une telle constatation.

1. Faits pertinents

26. Les faits pertinents concernant l'objection de l'Inde, qui est fondée sur l'article 17.6 i) de l'Accord antidumping, sont décrits ci-après. Vu que l'article 782 e) de la loi antidumping américaine énonce trois des conditions stipulées à l'Annexe II, paragraphe 3 (ainsi que deux autres conditions), les arguments présentés par SAIL au DOC quant à la "possibilité d'utiliser" la base de données de SAIL concernant les ventes aux États-Unis étaient très similaires à ceux avancés par l'Inde auprès du Groupe spécial. Cinq semaines avant que le DOC n'établisse sa détermination finale le 29 décembre 1999, le conseil de SAIL a présenté des arguments oraux au DOC. Après avoir discuté de l'erreur de largeur présente dans les données et du processus approfondi de vérification appliqué avec succès à la base de données de SAIL concernant les ventes aux États-Unis, le conseil de SAIL a fait la déclaration suivante:

> Il serait déraisonnable et irrationnel pour le Département, dans n'importe quel contexte – dans la présente affaire ou dans toute autre affaire – de dire sciemment ce qui suit: et bien, utilisons des renseignements dont nous savons qu'ils sont erronés à la place de renseignements dont nous savons et dont nous avons vérifié qu'ils sont corrects. Cependant, c'est pour l'essentiel ce qui vous est instamment demandé de faire en

> l'espèce. Il vous est demandé d'utiliser l'estimation des ventes aux États-Unis faite par le requérant, qui est – manifestement et, à mon avis, indubitablement – inexacte, à la place des renseignements réels concernant les ventes aux États-Unis dont vous savez sans conteste qu'ils sont exacts, qu'ils ont été communiqués en temps utile et qu'ils ont été vérifiés. Je ne pense pas que le Département ou tout autre organisme gouvernemental puisse dire ce qui suit: même si nous savons que la réponse est quatre, nous allons dire que deux et deux font cinq. Pourtant, c'est bien ce qu'il vous est demandé de faire, c'est-à-dire de proposer quelque chose qui, vous le savez, est incorrect à la place de renseignements dont vous savez qu'ils ont été vérifiés et incontestablement déterminés comme étant exacts.
>
> "L'objet fondamental ... de la loi antidumping [américaine] est de calculer les marges de dumping aussi exactement que possible." … Il est clair pour toutes les autorités citées dans notre mémoire que, pour ce qui est d'éléments d'information distincts tels que la base de données concernant les ventes aux États-Unis que nous avons fournie, si les renseignements ont été communiqués en temps utile, s'ils ont été vérifiés, s'ils sont complets, s'ils ont été présentés par une partie qui a agi au mieux de ses possibilités et s'ils peuvent être utilisés sans aucune difficulté indue, le Département est tenu de les utiliser. Autrement dit, il est tenu d'agir de manière rationnelle.[12]

27. En outre, le conseil de SAIL a proposé au DOC qu'une méthode de calcul de la marge "s'appuie sur les renseignements [communiqués par SAIL] et la liste des ventes aux États-Unis, ainsi que sur les renseignements concernant la valeur construite fondés sur la requête".[13] Dans le mémoire et le contre-mémoire présentés par SAIL au DOC et datés du 12 et du 18 novembre 1999, SAIL a réitéré les arguments selon lesquels les renseignements contenus dans sa base de données concernant les ventes aux États-Unis, prise isolément, avaient été vérifiés et pouvaient être utilisés par le Département dans sa détermination finale. Dans sa communication du 12 novembre, SAIL a avancé les arguments suivants:

> Si le Département devait utiliser des renseignements autres que les données de SAIL concernant les ventes sur le marché intérieur et les coûts, il serait approprié qu'il calcule la marge de dumping en utilisant 1) les données de SAIL sur les ventes aux États-Unis qui ont été vérifiées et 2) la moyenne de la valeur normale et de la valeur construite alléguée dans la requête. De même, le Département pourrait raisonnablement calculer la marge de dumping à partir 1) des données de SAIL sur les ventes aux États-Unis qui ont été vérifiées et 2) de la vente sur le marché intérieur la plus importante d'une valeur de [ ], du produit vendu sur le marché intérieur qui est le "plus similaire" à plus de [ ] pour cent de [ ]. Ce que le Département <u>ne peut pas</u> faire, c'est d'ignorer délibérément les données de SAIL sur les ventes aux États-Unis qui ont été vérifiées et d'utiliser à leur place le prix de vente aux États-Unis allégué dans la requête. Le prix de vente aux États-Unis allégué dans la requête est sans conteste beaucoup moins exact que les données de SAIL sur les ventes aux États-Unis qui ont été vérifiées. En conséquence, le Département est tenu d'utiliser les données de SAIL sur les ventes aux États-Unis pour calculer la marge de dumping de cette entreprise.[14]

28. Ainsi, au moment où le DOC a établi sa détermination finale le 29 décembre 1999, la question de savoir comment exactement il pourrait utiliser les données de SAIL sur les ventes aux États-Unis se posait bel et bien à lui.

---

[12] Pièce n° 15 de l'Inde, pages 28 à 30.
[13] *Id.*, pages 54 à 56.
[14] Pièce n° 14 de l'Inde, pages 14 et 15 (12 novembre 1999). (souligné dans l'original)

29. Dans la détermination finale, les faits relatifs à la base de données de SAIL concernant les ventes aux États-Unis étaient évalués de la manière suivante:

> Enfin, s'agissant de l'article 782 e) 5), la base de données concernant les ventes aux États-Unis comportait des erreurs qui, *prises séparément, pourraient être corrigées* mais associées aux autres défauts omniprésents dans les données communiquées par SAIL, elles nous amènent à conclure que les données de SAIL ne sont pas fiables *dans l'ensemble*.[15]
>
> Par ailleurs, nous ne sommes pas d'accord avec SAIL qui estime que ses données concernant les ventes aux États-Unis sont exactes, ont été communiquées en temps utile et ont été vérifiées. En fait, la base de données concernant les ventes aux États-Unis contenait certaines erreurs, apparues lors de la vérification. *Voir le rapport sur les ventes; voir également la note concernant la vérification*.[16]
>
> Cependant, SAIL n'a pas fourni une base de données qui soit utilisable concernant les ventes sur le marché intérieur, le coût de production ou la valeur construite. De plus, la base de données concernant les ventes aux États-Unis devrait être révisée et corrigée sur certains points pour être *utilisable*.[17]

30. Ainsi, le DOC a axé son évaluation des faits relatifs aux données de SAIL sur les ventes aux États-Unis sur deux aspects – les erreurs (la base de données devrait être "révisée et corrigée") constatées dans la base de données de SAIL et la possibilité d'utiliser cette base de données. Comme indiqué dans le rapport de vérification des ventes du DOC et dans sa note concernant l'échec de la vérification, la seule erreur atteignant le niveau d'un problème "important" était l'erreur de codage de la largeur dont la correction, comme l'a déclaré M. Hayes, prendrait peu de temps et pour laquelle le DOC disposait de tous les renseignements corrigés comme indiqué dans la pièce n° S-8 de son rapport de vérification. En fait, vu que c'était la seule erreur considérée comme "importante" par le DOC, celui-ci a, à juste titre, déclaré dans la détermination finale qu'entre autres, la base de données de SAIL concernant les ventes aux États-Unis "pourrait être corrigée".

31. Le DOC a également déclaré dans la détermination finale que la base de données de SAIL concernant les ventes aux États-Unis "devrait être révisée et corrigée pour être utilisable". L'Inde note que ces deux déclarations sont liées, à savoir que les "erreurs" "pourraient être corrigées". Contrairement aux nouvelles affirmations des États-Unis, rien dans la détermination finale n'indique que des "adjonctions" étaient nécessaires pour rendre la base de données concernant les ventes aux États-Unis utilisable. La détermination finale n'indique pas non plus que la base de données concernant les ventes aux États-Unis était viciée à cause de l'absence des données nécessaires au calcul de l'ajustement "difmer". Il est lourd de sens que le DOC n'a *pas* fait une telle déclaration bien que SAIL ait proposé dans son mémoire du 12 novembre 1999 plusieurs méthodes qui auraient associé les données de SAIL sur les ventes aux États-Unis aux renseignements concernant la valeur construite contenus dans la requête. C'est exactement la même méthode de base que l'Inde propose au Groupe spécial depuis sa première communication et qui, elle continue à l'affirmer, serait une méthode appropriée pour le calcul des marges de SAIL dans la présente affaire.

32. Les États-Unis ont soulevé la question de la "difmer" pour la toute première fois à la première réunion tenue par le Groupe spécial avec les parties en janvier 2002. Répondant oralement à l'objection de l'Inde selon laquelle il s'agissait d'un nouvel argument qui ne figurait pas dans le dossier ni dans la détermination finale, les États-Unis ont déclaré qu'ils avançaient cet argument en raison des calculs effectués par M. Hayes dans sa déclaration sous serment. Pourtant, la méthode proposée par

---

[15] Pièce n° 17 de l'Inde, page 73127. (pas d'italique dans l'original)
[16] Pièce n° 17 de l'Inde, page 73130.
[17] Pièce n° 17 de l'Inde, page 73130. (pas d'italique dans l'original)

M. Hayes pour le calcul d'une marge de dumping était exactement identique à celle que SAIL avait proposée au DOC deux ans auparavant – à savoir associer les données réelles de SAIL sur les ventes aux États-Unis aux données relatives à la valeur normale figurant dans la requête.

33. Il ressort d'une simple lecture de la détermination finale que l'argument des États-Unis selon lequel l'absence de données "difmer" compromet la possibilité d'utiliser la base de données de SAIL concernant les ventes aux États-Unis constitue une nouvelle évaluation des faits versés au dossier établie *a posteriori* par le DOC. Cette nouvelle évaluation est tout simplement en contradiction avec l'évaluation que le DOC même a établie dans la détermination finale, à savoir que la base de données était "utilisable" avec "quelques révisions et corrections" et avec le fait qu'il a reconnu dans la même détermination finale que les erreurs présentes dans la base de données de SAIL concernant les ventes aux États-Unis "pourraient être corrigées".

2. Analyse juridique

34. Comme les États-Unis l'ont fait valoir dans le présent différend, les groupes spéciaux ne peuvent pas, conformément à l'article 17.6 de l'Accord antidumping, procéder à une évaluation *de novo* des faits.[18] Or dans la réalité, en présentant leur nouvel argument, les États-Unis demandent au Groupe spécial de procéder à un examen *de novo* de l'évaluation des faits établie par le DOC – en lui demandant de constater que la base de données de SAIL concernant les ventes aux États-Unis ne peut *pas* du tout être utilisée par le DOC – ou admettent que, au cours de l'enquête, le DOC a en fait adopté ses décisions pour des raisons qui n'apparaissent pas dans sa détermination finale. Les groupes spéciaux du GATT et de l'OMC ont à juste titre constaté que de tels arguments étaient inacceptables. Par exemple, le Groupe spécial *Corée – Droits antidumping appliqués aux importations de polyacétal en provenance des États-Unis* a rejeté une tentative de la Corée visant à justifier la détermination de l'existence d'un préjudice en se fondant sur des considérations qui ne figuraient pas dans l'énoncé officiel des raisons de cette détermination:

> Expliquer comment, dans une affaire donnée, les autorités chargées de l'enquête ont évalué les données de fait dont elles étaient saisies concernant les éléments à prendre en considération au titre de l'article 3 [de l'Accord antidumping issu du Tokyo Round] était conforme à la prescription de l'article 8:5 aux termes de laquelle les autorités étaient tenues d'exposer, dans un avis au public, "les constatations et les conclusions établies sur tous les points de fait et de droit considérés comme pertinents par les autorités chargées de l'enquête, ainsi que les raisons ou le fondement desdites constatations et conclusions". Cette disposition servait l'objectif important de transparence en prescrivant des décisions publiques dûment motivées comme fondement de l'institution de droits antidumping. De l'avis du Groupe spécial, cette disposition serait vidée de son sens si, dans la procédure de règlement d'un différend au titre de l'article 15 de l'Accord, une partie avait le droit de défendre une détermination contestée concluant à l'existence d'un préjudice en avançant, en faveur de cette détermination, de prétendues raisons qui ne figuraient pas dans un énoncé officiel des raisons de cette détermination. En conséquence, le Groupe spécial n'a pas admis l'argument de la Corée selon lequel l'Accord ne limitait pas au texte de l'avis au public annonçant une détermination la démonstration que l'autorité chargée de l'enquête avait examiné tous les éléments requis et que les importations faisant l'objet d'un dumping causaient un préjudice important.
>
> En outre, il ne serait pas non plus conforme aux prescriptions concernant un déroulement harmonieux et efficace de la procédure de règlement d'un différend au titre de l'article 15 qu'un groupe spécial examine une détermination en se fondant sur des considérations qui ne figurent pas dûment dans l'énoncé officiel des raisons de

[18] Déclaration orale des États-Unis, première réunion du Groupe spécial, paragraphe 2.

> cette détermination. Un énoncé complet et officiel des raisons motivant une détermination positive au moment de l'établissement de cette détermination permettait aux parties à l'Accord d'évaluer s'il convenait de recourir au mécanisme de règlement des différends prévus à l'article 15 et offrait une base pour délimiter l'objet d'une telle procédure. À ce sujet, le Groupe a noté qu'au vu du libellé de l'avis publié par les autorités coréennes au moment de l'institution des droits antidumping, les Parties à l'Accord et les exportateurs touchés par cette mesure n'avaient pas de raison de penser que la détermination de la KTC concluant à l'existence d'un préjudice était fondée sur des considérations qui n'étaient pas énoncées dans cet avis.[19]

35. L'une des allégations de l'Inde à ce sujet est entièrement fondée sur le fait que la détermination finale est incompatible avec, entre autres, l'Annexe II, paragraphe 3, de l'Accord antidumping. Une autre allégation tient au fait que le DOC a procédé à une comparaison inéquitable entre le prix d'exportation et la valeur normale. Comme le Groupe spécial peut le constater d'après la demande d'établissement d'un groupe spécial présentée par l'Inde, d'après sa première communication et d'après sa déclaration orale présentée au Groupe spécial le 23 janvier 2002, l'Inde a axé ses arguments sur le fait que la base de données de SAIL concernant les ventes aux États-Unis aurait dû être utilisée par le DOC car, bien qu'elle contienne des erreurs mineures, le DOC même avait admis qu'elles "pourraient être corrigées" et avait indiqué que les renseignements étaient "utilisables" si de telles corrections étaient apportées. L'Inde a pris la décision de soumettre l'affaire au Groupe spécial en partie en raison des constatations et des évaluations des faits établies par le DOC au sujet de la qualité de la base de données de SAIL concernant les ventes aux États-Unis. Pour justifier sa détermination, le DOC ne peut maintenant alléguer une raison différente de celle qui est énoncée dans la détermination finale.

36. L'article 17.6 i) de l'Accord antidumping dispose que dans son évaluation des faits de la cause, un groupe spécial "déterminera si l'établissement des faits par les autorités était correct et si leur évaluation de ces faits était impartiale et objective". L'utilisation du passé dans cette phrase indique qu'elle porte sur une "évaluation" qui a déjà eu lieu. L'"évaluation" des faits établie au cours d'une enquête antidumping est énoncée dans la détermination finale. Elle n'a pas lieu deux ans après l'établissement de la détermination finale.

37. Le contexte de cette interprétation de l'article 17.6 i) est constitué par l'article 12.2 de l'Accord antidumping, qui dispose que l'avis au public concernant toute détermination finale doit "exposer de façon suffisamment détaillée, ou indiquer qu'il existe un rapport distinct exposant de façon suffisamment détaillée, les constatations et les conclusions établies sur tous les points de fait et de droit jugés importants par les autorités chargées de l'enquête". Autrement dit, l'"évaluation" des faits par l'autorité chargée de l'enquête ne peut être modifiée après l'établissement de la détermination finale. Un contexte additionnel est constitué par l'Annexe II, paragraphe 6, qui dispose que "les raisons du rejet des éléments de preuve ou des renseignements en question devraient être indiquées dans les déterminations publiées". Ces raisons et l'évaluation des faits ne peuvent tout simplement pas être établies *a posteriori* pour établir des évaluations des faits *différentes* lorsque l'autorité chargée de l'enquête a déjà établi une *évaluation* d'un fait particulier et indiqué les raisons du rejet des données.

38. Un autre document pertinent faisant autorité du point de vue juridique est le rapport du Groupe spécial *États-Unis – Mesure affectant les importations de chemises, chemisiers et blouses de laine, tissés en provenance d'Inde* (WT/DS33/R), dans lequel le Groupe spécial a souligné qu'il ne pouvait pas procéder à un examen *de novo* des éléments de preuve soumis aux autorités américaines responsables du secteur des textiles. Dans cette affaire, les États-Unis avaient tenté d'introduire, avec leur première communication écrite, une annexe exposant les "éléments de preuve pertinents" applicables à une détermination finale établie par le DOC dans une enquête portant sur une mesure de

[19] ADP/92, rapport adopté le 27 avril 1993, IBDD, S40/236, pages 321 et 322, paragraphes 209 et 210. (note de bas de page 19 omise)

sauvegarde transitoire appliquée à des textiles.[20] Cette annexe contenait des données de fait et des explications additionnelles concernant la détermination finale établie par les autorités américaines responsables du secteur des textiles. Dans ses constatations, le Groupe spécial a refusé à plusieurs reprises d'accepter ces éléments de preuve et explications présentés *a posteriori* par les États-Unis.[21] Au contraire, il s'est appuyé uniquement sur l'évaluation des faits énoncée dans la détermination finale.

39. Ce n'est pas la première fois que, dans une procédure de l'OMC, les États-Unis ont été confrontés à une allégation selon laquelle ils tentaient de verser au dossier des constatations établies *a posteriori*. Dans l'affaire *Tubes et tuyaux en provenance de Corée*, la Corée a fait valoir que les États-Unis avaient présenté de nouveaux arguments au sujet de certaines questions ayant trait à la compatibilité de la mesure de sauvegarde définitive avec les règles de l'OMC qui ne figuraient pas dans les avis ou décisions relatifs à la sauvegarde. En réponse à cet argument, les États-Unis ont déclaré ce qui suit:

> "Il est évident que la Corée pourrait avoir gain de cause si les États-Unis étaient privés de la possibilité de présenter une défense … Comme la Corée l'a déclaré, l'argumentation concernant la compatibilité avec les obligations découlant de l'Accord sur l'OMC ne constituait pas une question relevant de la procédure interne. Par conséquent, il n'est pas surprenant que les avis ne comportent aucun argument concernant la conformité avec les règles de l'OMC. *Une justification qui, de toute façon, n'a jamais été nécessaire n'est pas une justification a posteriori*."[22]

40. À supposer, pour les besoins de l'argumentation, que l'Inde souscrive à la déclaration ci-dessus des États-Unis, il est hors de doute que, dans la présente affaire, le DOC a eu connaissance au cours de l'enquête d'arguments concernant la possibilité d'utiliser la base de données de SAIL relative aux États-Unis. En outre, le libellé des sous-articles 782 e) 1), 2) et 5) de la loi antidumping américaine suit en grande partie le texte de l'Annexe II, paragraphe 3. Il est indéniable que les questions soumises au DOC, bien que traitées dans le cadre de la législation américaine, concernaient les mêmes "données de fait disponibles" (et éléments de preuve) que l'Inde a soumis au Groupe spécial.[23] En conséquence, la législation américaine *ainsi que* les règles de l'OMC imposaient aux États-Unis d'établir une constatation concernant la possibilité d'utiliser les données de SAIL sur les ventes aux États-Unis. La seule constatation formulée par le DOC à cet égard est citée ci-dessus. Ayant procédé à cette évaluation des faits, les États-Unis doivent l'accepter – et ne pas chercher à la modifier. De même, dans la mesure où le Groupe spécial constate que le DOC n'a *pas* formulé de constatation concernant la possibilité d'utiliser les données de SAIL pour calculer une marge de dumping, le DOC ne peut pas *a posteriori* établir et introduire une nouvelle évaluation des faits pour étayer la conclusion selon laquelle il ne pouvait pas utiliser les données au moment où il avait établi sa détermination finale.

41. L'Inde ne conteste pas l'évaluation des faits établie par le DOC selon laquelle "la base de données concernant les ventes aux États-Unis devrait être révisée et corrigée sur certains points pour être utilisable". En fait, les "révisions et corrections" envisagées dans cette déclaration sont du type de celles que le DOC applique normalement aux données communiquées par les parties étrangères intéressées (voir, *infra*, la section IV.D). L'Inde ne conteste pas non plus l'évaluation des faits établie par le DOC selon laquelle les erreurs qui figuraient dans la base de données concernant les ventes aux États-Unis, "prises séparément, pourraient être corrigées ...". M. Hayes a montré exactement comment ces erreurs "pourraient être corrigées".

---

[20] WT/DS33/R, paragraphe 7.33.
[21] *Id.*, paragraphes 7.33, 7.37, 7.40, 7.41, 7.44.
[22] WT/DS/179/R, page 333, paragraphe 4. (pas d'italique dans l'original)
[23] *Voir* la pièce n° 15 de l'Inde.

42. Toutefois, l'Inde s'oppose vigoureusement à la tentative des États-Unis visant à amener le Groupe spécial à procéder à une évaluation *de novo* concernant ces aspects particuliers de l'évaluation initiale du DOC. L'article 17.6 de l'Accord antidumping ne le permet tout simplement pas. Les États-Unis ne peuvent pas jouer sur deux tableaux, c'est-à-dire à la fois insister pour que le Groupe spécial applique un critère d'examen très restrictif au titre de l'article 17.6 i) pour les constatations qu'ils souhaitent voir confirmées et prétendre ensuite que le Groupe spécial accepte une nouvelle évaluation pour les constatations qu'ils voudraient modifier ou compléter. En conséquence, lorsqu'il examinera les allégations de l'Inde au titre de l'article 17.6 de l'Accord antidumping, le Groupe spécial devrait constater, conformément à la détermination finale, 1) que la base de données de SAIL concernant les ventes aux États-Unis contenait des erreurs qui pourraient être corrigées et 2) que la base de données de SAIL concernant les ventes aux États-Unis pourrait être utilisée par le DOC avec quelques corrections et révisions.

43. Enfin, l'Inde demande instamment au Groupe spécial de constater à titre subsidiaire qu'il rejette sur le fond les arguments relatifs à la "difmer" avancés par les États-Unis - même s'il approuve les arguments ci-dessus de l'Inde au titre de l'article 17.6 - afin d'éviter un vide juridique dans l'éventualité d'un appel. L'Inde présente ci-après des éléments de preuve qui démontrent qu'aucune autorité chargée de l'enquête impartiale et objective n'aurait pu conclure que les données de SAIL sur les ventes aux États-Unis n'étaient pas utilisables. Il ressort de ces éléments de preuve que la base de données de SAIL concernant les ventes aux États-Unis – que ce soit en partie ou dans sa totalité – peut être utilisée selon plusieurs méthodes pour calculer la marge de dumping lorsqu'elle est associée à des renseignements figurant dans la requête. Cette analyse est décrite en détail ci-après et dans la deuxième déclaration sous serment de M. Hayes.

C. LES ÉTATS-UNIS FONT ERREUR LORSQU'ILS AFFIRMENT QUE L'ABSENCE DE DONNÉES VÉRIFIÉES CONCERNANT LES COÛTS RENDAIT LA BASE DE DONNÉES DE SAIL RELATIVE AUX VENTES AUX ÉTATS-UNIS INUTILISABLE, CAR LES DONNÉES SUR LES COÛTS SONT UTILISÉES UNIQUEMENT POUR CALCULER UN AJUSTEMENT DE LA VALEUR NORMALE

44. Une excellente raison explique pourquoi le DOC n'a pas adopté, au cours de la procédure administrative ou dans sa détermination finale, la position que les États-Unis tentent maintenant de faire prévaloir devant le Groupe spécial – à savoir que l'absence de données vérifiées concernant les coûts rendait la base de données de SAIL relative aux ventes aux États-Unis inutilisable. En termes simples, c'est parce qu'une telle affirmation laisse entendre une interaction entre les données sur les coûts et la base de données concernant les ventes aux États-Unis qui est contraire à la législation américaine.

45. En l'espèce, la législation américaine exige que l'ajustement pour lequel les données sur les coûts manquantes sont utilisées – l'ajustement dit "en fonction de la différence entre les marchandises" ou "difmer" – vise *uniquement la valeur normale et non le prix appliqué aux États-Unis*. Ainsi, bien que le DOC impose aux entreprises interrogées d'inclure, dans la base de données concernant les ventes aux États-Unis, deux champs de données fondés sur les coûts, ceux-ci ne sont utilisés, comme on le verra ci-après, que pour le calcul de la valeur normale. Cependant, le DOC a déjà rejeté en l'espèce les données sur la valeur normale communiquées par SAIL (fondées sur les prix de vente sur le marché intérieur et les coûts de production déclarés). Le fait qu'il peut exister encore une autre raison qui explique pourquoi les données de SAIL concernant la valeur normale étaient inutilisables – l'impossibilité de calculer l'ajustement "difmer" d'après les données sur les coûts qui ont été communiquées – ne peut avoir aucune incidence sur l'issue de la présente affaire. Chose plus importante pour la question à l'examen, l'impossibilité d'appliquer l'ajustement "difmer" à la valeur normale ne peut avoir aucun effet sur la possibilité d'utiliser la base de données de SAIL concernant les ventes aux États-Unis pour calculer les prix appliqués aux États-Unis sur lesquels les marges peuvent être fondées. Nous analyserons ce raisonnement de manière plus détaillée ci-après.

46. Selon l'argument avancé par les États-Unis, le fait que la base de données de SAIL concernant le coût de production n'a pas pu être vérifiée signifie que des données sont manquantes pour deux champs de la base de données relative aux ventes aux États-Unis – coût de fabrication variable et coût de fabrication total (souvent désignés par le nom des champs informatiques correspondants, VCOMU et TCOMU). Comme nous l'avons vu à la première réunion, ces deux champs de données sont utilisés dans un but – calculer l'ajustement dit "en fonction de la différence entre les marchandises" , qui est autorisé par l'Accord et la législation américaine lorsque l'on calcule une marge en comparant des marchandises vendues sur le marché américain et des marchandises vendues sur le marché intérieur qui ne sont pas identiques. Si l'Accord et la législation américaine autorisent l'un et l'autre un tel ajustement, aucun ne précise la manière dont cet ajustement doit être calculé. L'Accord, par exemple, se contente d'indiquer à l'article 2.4 qu'"[i]l sera dûment tenu compte dans chaque cas, selon ses particularités, des différences affectant la comparabilité des prix, y compris des différences dans … les caractéristiques physiques ...". La pratique du DOC consiste à calculer l'ajustement sur la base de la différence entre les coûts de fabrication variables des modèles spécifiques qui sont comparés, c'est-à-dire les modèles destinés au marché américain et ceux qui sont destinés au marché intérieur (VCOMU et VCOMH).

47. La loi antidumping américaine prévoit de manière très précise où l'ajustement "difmer" doit être appliqué dans le calcul de la marge de dumping – c'est-à-dire dans le calcul de la valeur normale et non du prix appliqué aux États-Unis. Plus précisément, l'article 773 de la Loi de 1930 sur le commerce international, telle qu'elle a été modifiée (19 U.S.C. § 1677 b), régit le calcul de la valeur normale. Le sous-article a) 6) de cette disposition indique ce qui suit:

> Article 773. Valeur normale.
>
> a) ...
>
> 6) AJUSTEMENTS – Le prix [sur lequel la valeur normale est fondée] défini au paragraphe 1) B) est –
>
> ...
>
> C) majoré ou réduit à raison de toute différence (ou de l'égalité) entre le prix à l'exportation ou le prix à l'exportation construit et le prix [valeur normale] défini au paragraphe 1) B) (à l'exception d'une différence dont il est tenu compte par application d'autres dispositions du présent article) dont il est établi de façon convaincante pour l'autorité administrante qu'elle est entièrement ou partiellement due –
>
> ...
>
> ii) au fait qu'il est fait appel à la marchandise visée à l'alinéa B) ou C) de l'article 771 16) pour déterminer la valeur normale ...

48. Autrement dit, la loi dispose qu'un ajustement doit être appliqué au prix sur lequel la valeur normale est fondée, si la marchandise servant à déterminer la valeur normale est la marchandise définie aux alinéas B) et C) de l'article 771 16) (19 U.S.C. § 1677 16)). À leur tour, ces alinéas définissent la marchandise autre que les marchandises identiques qui peut servir de base de comparaison pour le calcul des marges de dumping. Ainsi, lorsque la valeur normale est fondée sur une marchandise différente (d'où la "difmer") de la marchandise vendue aux États-Unis qui constitue la base du prix d'exportation, la loi autorise l'application d'un ajustement – *mais un tel ajustement ne peut être appliqué qu'à la partie valeur normale du calcul*.

49. Sur la base de cette directive très claire de la loi, la pratique systématique du DOC consiste à appliquer le facteur d'ajustement "difmer", calculé comme indiqué ci-dessus, à la valeur normale

ajustée du modèle vendu sur le marché *intérieur*.[24] Par ailleurs, selon la pratique du DOC prescrite par la loi ci-dessus, l'ajustement "difmer" n'a absolument aucune incidence sur le calcul du prix appliqué aux États-Unis pour le modèle auquel correspond le modèle vendu sur le marché intérieur. C'est pour cette raison fondamentale que l'affirmation des États-Unis selon laquelle l'absence de données vérifiées concernant les coûts permettant de calculer l'ajustement "difmer" compromet la possibilité d'utiliser la base de données de SAIL relative aux ventes aux États-Unis est tout simplement incorrecte.

D. LE DOC COMBLE GENERALEMENT LES LACUNES QUI ONT UNE PORTEE SIMILAIRE A CELLE DES DONNEES SUR LES COUTS DONT LES ETATS-UNIS ONT DETERMINE L'ABSENCE DANS LA BASE DE DONNEES DE SAIL

50. Même si l'on acceptait l'argument des États-Unis selon lequel les données relatives au coût de fabrication variable et au coût de fabrication total, qui étaient inutilisables, viciaient d'une certaine façon la base de données concernant les ventes aux États-Unis, il conviendrait de rappeler que cela ne représente que deux champs d'information dans une base de données qui en compte près de 30. Les États-Unis ont fait valoir auprès du Groupe spécial que l'absence de renseignements dans ces deux champs relatifs aux coûts rendait la base de données concernant les ventes aux États-Unis inutilisable dans son intégralité, mais cela n'est tout simplement pas correct. Le DOC lui-même a défini le principe consistant à "combler les lacunes" d'une base de données comme une mesure se rapportant aux "données de fait disponibles partielles", lorsque c'est nécessaire pour calculer les marges de dumping. Le DOC a alors déterminé que l'ampleur des lacunes (c'est-à-dire les renseignements manquants) n'était pas assez grande pour compromettre la possibilité d'utiliser la base de données concernée. Dans la présente affaire, les États-Unis ont fait valoir que les lacunes étaient trop importantes pour qu'ils puissent appliquer la doctrine consistant à "combler les lacunes", mais en réalité la situation actuelle est semblable à celles où le DOC avait appliqué une telle doctrine.

51. Par exemple, dans l'affaire *Stainless Steel Bar From India*, le DOC a rejeté dans son intégralité la base de données concernant les ventes sur le marché intérieur fournie par une entreprise interrogée (Viraj) parce qu'il avait été constaté qu'elle était "incomplète et ne pouvait servir de base fiable pour calculer la valeur normale".[25] Pour déterminer la valeur normale, le DOC a préféré utiliser la base de données communiquée par l'entreprise interrogée dans laquelle elle déclarait les ventes effectuées sur les marchés d'autres pays. Le DOC a noté que la base de données relative aux ventes effectuées sur les marchés d'autres pays "présentait des lacunes" sur un point – à savoir qu'elle ne contenait pas de données utilisables en ce qui concerne le coût de fabrication variable. Pourtant, à la différence de la présente affaire, le DOC *n'a pas conclu que l'absence de données utilisables concernant le coût de fabrication variable rendait l'intégralité de la base de données inutilisable.* Au contraire, il a utilisé de manière constructive les renseignements fournis par l'entreprise interrogée pour remédier à l'absence de données sur le coût de fabrication variable dans la base de données concernant les autres pays – notamment en "regroupant les ventes de barres en acier inoxydable de différentes tailles effectuées par l'entreprise pour obtenir un plus grand nombre de marchandises identiques".[26] Autrement dit, le DOC a redéfini ce qui constituait un "produit" pour élargir la gamme des marchandises "identiques". Comme on l'a vu en détail plus haut, aucun ajustement "difmer" n'est appliqué aux marchandises considérées comme identiques, de sorte qu'en modifiant la définition des marchandises "identiques" pour faire en sorte que tous les produits vendus aux États-Unis soient considérés comme étant identiques aux produits vendus sur le marché intérieur, le DOC rend l'absence de données sur le coût de fabrication variable peu importante dans la pratique.

---

[24] *Voir* la deuxième déclaration sous serment de M. Hayes, paragraphe 3.

[25] Stainless Steel Bar From India: Final Results of Anti-dumping Duty Administrative Review and New Shipper Review and Partial Rescission of Administrative Review, 65 Fed. Reg. 48965 (10 août 2000) (Decision Memorandum, comment 4) (annexé en tant que pièce n° 35 de l'Inde).

[26] *Id.*

52. Par ailleurs, dans l'affaire *Stainless Steel Bar from India* (comme dans la présente affaire), les produits ne pouvaient pas tous être déterminés comme étant identiques, mais cela n'a pas empêché le DOC d'utiliser les données. Au contraire, il a poursuivi ses efforts pour utiliser même ces données, notant que "[d]ans les cas où le regroupement des tailles ne permettait pas d'obtenir une marchandise identique à celle qui était vendue aux États-Unis, nous avons, en tant que données de fait disponibles, attribué le taux "résiduel global" établi dans l'enquête ...".[27]

53. Le fait que, dans l'affaire *Stainless Steel Bar from India*, le DOC a accepté d'utiliser la base de données fournie par l'entreprise interrogée pour calculer les marges malgré l'absence de données sur le coût de fabrication variable montre comment le DOC (ou d'autres autorités chargées de l'enquête) peut utiliser de telles données sans difficultés indues. Comme M. Hayes l'a indiqué dans sa deuxième déclaration sous serment, le DOC aurait pu, s'il l'avait voulu, recourir à plusieurs méthodes pour remédier à l'absence de données "difmer" utilisables. Il est tout simplement incorrect pour les États-Unis d'alléguer maintenant qu'en l'espèce, l'absence des mêmes données "difmer" dans la base de données de SAIL relative aux ventes aux États-Unis rendait cette base de données inutilisable pour le calcul des marges de l'entreprise.

54. Le DOC a appliqué la méthode consistant à "combler les lacunes" dans de nombreuses autres affaires d'égale importance. Ainsi, l'affaire *Hot-Rolled Flat-Rolled Carbon-Quality Steel Products From the Russian Federation* concernait un pays "à économie dirigée", ce qui exigeait que la valeur normale soit fondée sur les "facteurs de production" de l'entreprise interrogée. Celle-ci n'a pas pu déclarer les facteurs de production par produit en raison des "limites de son système comptable"[28] et "n'a pas élaboré une méthode d'affectation rationnelle aux fins de la procédure et a déclaré à la place" des facteurs de production fondés sur les registres qu'elle tenait au cours de ses opérations commerciales normales.[29] Le DOC a donc rejeté la base de données relative à la valeur normale communiquée par l'entreprise interrogée. Toutefois, cette décision n'a pas conduit le DOC à appliquer les données de fait disponibles défavorables ou à se fonder sur la requête pour déterminer la valeur normale. Au contraire, malgré ses préoccupations quant à la possibilité d'utiliser les données concernant la valeur normale fournies par l'entreprise interrogée, le DOC a retenu les renseignements relatifs aux facteurs de production présentés par l'entreprise et les a utilisés pour calculer une seule valeur normale moyenne pondérée, à laquelle il a comparé tous les prix appliqués aux États-Unis.[30]

55. De même, dans l'affaire *Certain Circular Welded Carbon Pipe and Tubes from Taiwan*, une des entreprises interrogées n'a pas fourni de renseignements concernant le coût de production et la valeur construite pour certains des modèles vendus aux États-Unis et sur le marché intérieur. Le DOC n'a pas conclu que l'absence de ces données affectait la validité des bases de données relatives au coût de production et à la valeur construite dans leur intégralité, mais il a au contraire comblé les lacunes en insérant, pour ces modèles, le coût moyen le plus élevé des modèles pour lesquels l'entreprise interrogée avait effectivement fourni des données. Le DOC a indiqué que, ce faisant, il appliquait les données de fait disponibles "défavorables" et a rejeté les arguments de l'entreprise interrogée selon lesquels il aurait dû appliquer une approche plus "neutre" pour combler les lacunes.[31] Cependant, le DOC n'a pas affirmé qu'il devrait rejeter les bases de données dans leur intégralité ou que l'absence de renseignements dans les bases de données relatives au coût de production et à la valeur construite affectait la validité des autres bases de données (ventes aux États-Unis et ventes sur le marché intérieur).

---

[27] *Id.*

[28] Notice of Final Determination of Sales at Less Than Fair Value: Hot-Rolled Flat-Rolled Carbon-Quality Steel Products From the Russian Federation, 64 Fed. Reg. 38626, 38629-30 (19 juillet 1999) (annexé en tant que pièce n° 35 de l'Inde).

[29] *Id.*, page 38635.

[30] *Id.*, page 38630.

[31] Certain Circular Welded Carbon Steel Pipes and Tubes From Taiwan: Final Results of Antidumping Duty Administrative Review, 64 Fed. Reg. 69488, 69489-90 (13 décembre 1999) (annexé en tant que pièce n° 35 de l'Inde).

56. En conclusion, l'Inde note que, dans de nombreuses autres affaires, le DOC a comblé des lacunes similaires à celles en cause dans le présent différend. Elle communiquera des citations additionnelles concernant les décisions du DOC si le Groupe spécial le demande. Ce que l'Inde veut souligner, c'est que ces décisions montrent que si le DOC veut utiliser des renseignements pour calculer une marge de dumping, il peut trouver et trouvera le moyen de le faire sans difficultés indues.

E. IL EXISTE DE NOMBREUSES METHODES QUI AURAIENT PERMIS AU DOC D'UTILISER LES RENSEIGNEMENTS DE SAIL CONCERNANT LES VENTES AUX ETATS-UNIS POUR CALCULER LES MARGES DE L'ENTREPRISE

57. Contrairement à ce que les États-Unis affirment, il existe de nombreuses méthodes qui auraient permis de calculer les marges de SAIL au moyen de sa base de données concernant les ventes aux États-Unis, qui avait été vérifiée, et au moyen des renseignements sur la valeur normale contenus dans la requête. Plusieurs de ces méthodes sont décrites en détail dans la deuxième déclaration sous serment de M. Hayes, annexée en tant que pièce n° 34 de l'Inde, et elles sont examinées ci-après. Il convient cependant de noter quelques points préliminaires. Premièrement, chacune de ces méthodes est facile à appliquer – c'est-à-dire que son emploi permet de rendre la base de données concernant les ventes aux États-Unis utilisable "sans difficultés indues". M. Hayes estime qu'aucune de ces méthodes ne prendrait plus de quelques heures à un analyste expérimenté du DOC pour écrire et insérer les lignes nécessaires dans le programme informatique, calculer les marges et évaluer les résultats.

58. Deuxièmement, certaines des méthodes ressemblent beaucoup à celles qui ont été utilisées dans la requête et qui ont été adoptées par le DOC – à savoir comparer le prix appliqué aux États-Unis aux données sur la valeur construite contenues dans la requête. La seule différence tient au fait que les méthodes ainsi proposées sont fondées sur les données réelles et vérifiées concernant les ventes aux États-Unis qui ont été communiquées par SAIL et non sur l'offre de prix figurant dans la requête, dont on savait qu'elle était absolument inexacte. En outre, lorsqu'il a adopté la marge indiquée dans la requête, le DOC ne s'est aucunement inquiété du fait qu'il n'avait pas été tenu compte, dans la requête, de l'absence de données concernant l'ajustement "difmer" dans l'estimation du prix appliqué aux États-Unis. Ainsi, il ne devrait y avoir aucune raison pour que ce facteur ait une importance quelconque en ce qui concerne l'utilisation des autres méthodes décrites ci-après. Cependant, dans l'affaire *Stainless Steel Bar From India*, le DOC a remédié à l'absence de données concernant l'ajustement "difmer", et une méthode semblable à celle qui a été utilisée dans cette affaire pourrait aussi bien être appliquée en l'espèce pour remédier à tout problème restant concernant l'absence des données susmentionnées.

59. La valeur construite indiquée dans la requête était fondée sur le coût de production de certains produits en acier au carbone coupés à longueur. Comme l'indique la deuxième déclaration sous serment de M. Hayes, une proportion substantielle – 30 pour cent – de tôles coupées à longueur expédiées par SAIL aux États-Unis pendant la période couverte par l'enquête était identique à la marchandise pour laquelle la valeur construite était calculée dans la requête.[32] Pour les transactions visant ces expéditions, l'absence de renseignements sur les coûts qui auraient permis de calculer l'ajustement "difmer" serait sans intérêt car aucun ajustement de ce genre ne devait être appliqué aux marchandises considérées comme "identiques".

60. Ainsi, une autre méthode qui aurait permis au DOC de calculer les marges en se servant de la base de données vérifiée de SAIL concernant les ventes aux États-Unis serait tout simplement de calculer les marges relatives aux produits de cette base de données qui avaient été déterminés comme étant "identiques" aux produits dont la valeur normale était calculée dans la requête.[33] La marge

[32] *Voir* la deuxième déclaration sous serment de M. Hayes (pièce n° 34 de l'Inde), paragraphe 5.

[33] Cette méthode est décrite en détail dans la deuxième déclaration sous serment de M. Hayes (pièce n° 34 de l'Inde), paragraphe 7.

moyenne pondérée pouvait ensuite être appliquée à toutes les ventes de SAIL aux États-Unis, y compris celles pour lesquelles aucune correspondance directe quant à la valeur normale n'avait été établie. Cette méthode éviterait d'avoir à procéder à un ajustement "difmer". C'est aussi la méthode qui a été appliquée dans la requête et qui a été adoptée par le DOC mais, au lieu d'utiliser les données réelles et vérifiées de SAIL, le DOC a appliqué le prix fictif de l'unique offre de prix figurant dans la requête comme base du prix appliqué aux États-Unis. Il est difficile de comprendre pourquoi cette méthode serait moins exacte si la marge était calculée sur la base des données réelles et vérifiées de SAIL concernant les ventes aux États-Unis et non sur la base du prix inexact et fictif de l'offre figurant dans la requête.[34]

61. Une autre méthode, qui est très proche de la première, consisterait à calculer les marges sur la base de toutes les transactions de ventes effectuées par SAIL aux États-Unis en déterminant le prix moyen pondéré appliqué aux États-Unis pour toutes les transactions à partir des renseignements contenus dans la base de données de SAIL concernant les ventes aux États-Unis et en comparant le prix appliqué aux États-Unis susmentionné à la valeur construite indiquée dans la requête. Cette méthode est la même que celle qui est exposée dans la pièce n° 33 de l'Inde et que M. Hayes a présentée au Groupe spécial le premier jour de la première réunion. Bien que ne prenant pas en considération l'ajustement "difmer", elle est en grande partie similaire à la méthode appliquée dans la requête et adoptée par le DOC, là encore, sans préoccupation apparente quant à l'absence d'un tel ajustement.

62. Une autre possibilité serait encore de calculer la valeur normale moyenne non pondérée à partir des deux calculs indiqués dans la requête (c'est-à-dire la valeur normale fondée sur le prix mentionnée dans l'étude relative au marché intérieur, indiquée à la figure 2 de la version rendue publique de la requête et la valeur normale fondée sur la valeur construite). Les prix de toutes les transactions effectuées aux États-Unis et visant des marchandises identiques seraient calculés d'après les renseignements contenus dans la base de données de SAIL concernant les ventes aux États-Unis. On comparerait ensuite les prix appliqués aux États-Unis à la valeur normale pour obtenir les marges relatives à la plupart des ventes de SAIL aux États-Unis. Puisque seules les marchandises identiques sont visées, l'absence des données qui auraient permis de calculer un ajustement "difmer" est sans intérêt pratique avec cette méthode.[35]

63. Une autre méthode qui pourrait être utilisée serait fondée sur la détermination établie par le DOC dans l'affaire *Stainless Steel Bar from India*, examinée aux paragraphes 51 à 53 ci-dessus. Le DOC pourrait en l'espèce élargir la définition d'un "produit" en "regroupant ensemble" les produits dans des groupes plus grands. Par exemple, cela pourrait consister à comparer les prix aux États-Unis de toutes les marchandises de SAIL qui sont d'une même nuance d'acier et d'une même épaisseur, avec une marge de ±0,5 pouce (13 millimètres), que les marchandises dont la valeur construite est calculée dans la requête, à la valeur normale de 372 dollars fondée sur la valeur construite indiquée dans la requête. Là encore, il serait inutile d'appliquer à la valeur normale un ajustement "difmer" et les marges seraient calculées pour la majeure partie des expéditions de SAIL. Pour le reste des ventes de SAIL aux États-Unis, le DOC pourrait appliquer la marge calculée, ce qui constitue la même méthode que celle qui a été utilisée dans la requête et par le DOC pour appliquer une marge aux ventes de SAIL aux États-Unis concernant des produits sans équivalent, comme indiqué à la fin du paragraphe 64 ci-dessus.[36]

64. Enfin, selon une autre méthode qui serait une variante de la première méthode décrite ci-dessus (au paragraphe 63), pour le petit nombre restant de ventes aux États-Unis portant sur des marchandises sans équivalent, le Département appliquerait tout simplement la marge la plus élevée

[34] Des versions plus complexes de cette méthode sont décrites aux paragraphes 12 et 13 de la deuxième déclaration sous serment de M. Hayes.

[35] *Voir* la deuxième déclaration sous serment de M. Hayes, paragraphe 9.

[36] *Voir* la deuxième déclaration sous serment de M. Hayes, paragraphe 10.

calculée concernant les ventes aux États-Unis pour lesquelles la valeur construite est utilisée comme valeur normale pour le calcul. On calculerait ensuite une marge moyenne pondérée unique pour toutes les ventes de SAIL aux États-Unis en déterminant la moyenne pondérée des marges calculées ci-dessus.[37]

V. AUCUNE AUTORITE CHARGEE DE L'ENQUETE IMPARTIALE ET OBJECTIVE N'AURAIT PU CONCLURE QUE LES RENSEIGNEMENTS CONCERNANT LES VENTES AUX ETATS-UNIS N'ETAIENT PAS VERIFIABLES

65. À la première réunion qu'il a tenue avec les parties et dans les diverses questions qu'il a posées à l'Inde, le Groupe spécial a soulevé des questions concernant le sens du terme "vérifiables" qui figure dans l'Accord. Les États-Unis ont indiqué au cours de la première réunion que les données de SAIL sur les ventes aux États-Unis n'étaient pas vérifiables. L'Inde réfute cet argument et indique ci-après le sens des termes "vérifiable", "vérifié" et "non vérifié". Elle complète en outre les arguments qu'elle a présentés dans sa première communication et à la première réunion tenue par le Groupe spécial avec les parties afin de démontrer comment le DOC lui-même a "vérifié", pendant le processus de vérification, un volume considérable de données sur les ventes aux États-Unis fournies par SAIL.

A. SENS DU TERME "VERIFIABLE"

66. Le terme "vérifiable" signifie "le fait de pouvoir faire l'objet d'une vérification".[38] À l'article 782 e) 1) de la loi antidumping américaine, l'expression "peuvent être vérifiés" est employée pour exprimer cet élément de l'Annexe II, paragraphe 3. Comme l'Inde l'a expliqué, le terme "vérification", à son tour, signifie l'"action d'établir ou de vérifier l'exactitude ou la justesse de quelque chose, en particulier au moyen d'une enquête ou en comparant des données".[39]

67. Cette définition ne donne pas de réponse quant au processus de vérification. Un aperçu du processus approprié est donné à l'Annexe I, paragraphe 7, qui dispose que l'"objet principal [de l'enquête sur place] est de vérifier les renseignements fournis ou d'obtenir plus de détails". Il n'est pas raisonnable d'interpréter l'expression vérification "sur place" comme signifiant que les autorités chargées de l'enquête peuvent visiter tout local imaginable où pourraient se trouver les documents source ou qu'ils peuvent déterminer et examiner tout document source pertinent et vérifier chaque élément d'information présenté. Il serait impossible pour les autorités chargées de l'enquête d'examiner chaque élément d'information dans tout délai un tant soit peu réaliste permettant d'achever l'enquête. Par contre, la vérification sur place fonctionne comme un "contrôle", qui permet aux autorités chargées de l'enquête de vérifier des échantillons de renseignements présentés par l'entreprise interrogée par rapport aux documents sources conservés par l'entreprise dans ses opérations commerciales normales, notamment les états financiers qui ont été examinés par des tierces parties indépendantes. Il est donc raisonnable que les autorités examinent (c'est-à-dire *vérifient*) un nombre suffisant de renseignements choisis pour être en mesure de juger si les renseignements qu'elles ne contrôlent *pas* concrètement sont vérifiables.

68. Dans le cadre du processus qui permet d'évaluer si des renseignements sont "vérifiables", une autorité objective et impartiale chargée de l'enquête doit examiner différents documents sources (états financiers, livres comptables de divers types (comptabilité générale, ventes, coûts), registres de production, factures, contrats, connaissements, etc.) faisant partie d'un "élément" d'information déterminé (par exemple ventes à l'exportation ou coût de production). Si les renseignements communiqués par l'entreprise interrogée à l'autorité chargée de l'enquête rendent compte avec exactitude des documents sources – examinés "sur place" – se rapportant à des transactions ou à des

[37] *Voir id.*, paragraphe 11.
[38] New Shorter Oxford English Dictionary, Clarendon Press 1993.
[39] Première communication de l'Inde, paragraphe 57.

processus de production déterminés, une autorité objective et impartiale conclurait que les autres renseignements fournis par l'entreprise interrogée sont "vérifiables".

69. Un important aspect du *processus* de vérification consiste à examiner le caractère vérifiable (c'est-à-dire l'exactitude et la fiabilité) d'un élément d'information en particulier (par exemple les ventes à l'exportation, les ventes sur le marché intérieur ou le coût de production). C'est une prescription juridique qui découle du texte de l'Annexe II, paragraphe 3, qui dispose que "[t]ous les renseignements qui sont vérifiables" doivent être utilisés pour le calcul des marges de dumping. Il ne serait pas conforme à cette disposition d'évaluer si un élément d'information est vérifiable en se fondant sur la fiabilité ou le caractère complet d'un autre élément ou d'une autre catégorie de renseignements.

70. Comme l'Inde l'a exposé en détail dans les réponses aux questions n° 28 et 29 du Groupe spécial, comme cela a été le cas dans l'enquête dont SAIL a fait l'objet, les vérifications ont porté sur des éléments d'information séparés. Comme l'Inde l'a expliqué dans ses réponses, une telle séparation s'explique principalement par la façon dont les documents sources relevant des différentes catégories sont créés, tenus à jour et utilisés dans les opérations commerciales normales par des personnes distinctes au sein de l'entreprise, dans des locaux séparés et à des fins distinctes. Par exemple, le DOC a vérifié la base de données informatique concernant le prix d'exportation fournie par SAIL le 17 août 1999 en examinant de nombreux documents pertinents concernant de nombreuses transactions de vente à l'exportation. Le DOC a jugé nécessaire d'appliquer ce processus très complet pour s'assurer non seulement que les éléments d'information examinés étaient "vérifiés", mais aussi, de ce fait, que l'intégralité de la base de données concernant les ventes aux États-Unis, y compris les autres données non examinées, était "vérifiable". Or, dans le cadre de ce processus, le DOC n'indique pas dans son rapport de vérification qu'il a comparé les documents de SAIL relatifs au coût de production pour contrôler si les ventes à l'exportation de SAIL étaient vérifiables. Cela ne serait pas logique. Ainsi, selon la prescription à la fois logique et juridique énoncée à l'Annexe II, paragraphe 3, les conclusions concernant la possibilité de vérifier les renseignements doivent être établies pour l'élément d'information qui fait l'objet de la vérification.

71. Le volume des renseignements effectivement examinés varie selon le cas. Dans ce sens, la plupart des renseignements communiqués par une entreprise interrogée demeurent "vérifiables" (non "vérifiés") au cours de l'enquête car, pour des raisons pratiques, seule une petite partie des renseignements est examinée manuellement par rapport aux documents sources. Dans certains cas, comme par exemple pour les données de SAIL sur les ventes aux États-Unis, les autorités examinent une grande quantité de renseignements. Toutefois, même si peu de renseignements sont examinés, les autorités chargées de l'enquête peuvent très bien, en se servant des méthodes d'échantillonnage adéquates, être en mesure d'évaluer si l'élément d'information présenté est globalement vérifiable.

72. Comment peut-on déterminer que les renseignements de cet élément d'information sont "vérifiables"? L'Inde propose qu'un processus raisonnable fondé sur les procédures de vérification existantes du DOC comprenne les aspects suivants:

1. Des renseignements sources (documents originaux tels qu'états financiers, livres comptables, connaissements, registres des ventes, factures, relevés bancaires, documents de transport, etc.) sont fournis au contrôleur (vérificateur) pour qu'il puisse les comparer aux renseignements déclarés par l'entreprise interrogée (très probablement dans une base de données informatique).

2. L'examen des documents sources ne révèle aucun problème systémique important concernant la déclaration, l'exactitude, le caractère complet ou la fiabilité des renseignements déclarés.

3. Toutes les anomalies constatées sont mineures et/ou compréhensibles en ce qui concerne leur portée ou leur cause et un examen plus poussé révèle l'étendue du problème et montre qu'il est limité à un aspect particulier des données.

73. L'Inde explique ci-après comment les données de SAIL sur les ventes aux États-Unis ont été vérifiées au cours du processus de vérification et comment les renseignements ainsi vérifiés signifiaient qu'un décideur impartial et objectif n'aurait pu que conclure qu'ils étaient "vérifiables".

B. LA VERIFICATION DE LA BASE DE DONNEES INFORMATIQUE DE SAIL CONCERNANT LES VENTES AUX ETATS-UNIS A MONTRE QU'ELLE ETAIT "VERIFIABLE"

74. La vérification des données de SAIL sur les ventes aux États-Unis a eu lieu dans plusieurs locaux de l'entreprise pendant une période de deux semaines entre le 30 août et le 14 septembre 1999. Elle a consisté en un examen très complet de la part des équipes du DOC, qui ont procédé à une analyse macroscopique et microscopique. Ces équipes ont effectué un examen "descendant" pour s'assurer que toutes les valeurs et quantités concernant les ventes aux États-Unis avaient été déclarées, ainsi qu'un examen "ascendant" pour confirmer cette conclusion et s'assurer que les détails de chaque transaction avaient été déclarés de manière exacte. En fait, l'étendue du contrôle effectué a été mise en évidence dans la déclaration du DOC, à savoir: "*nous avons été en mesure de vérifier l'exactitude de la déclaration pour un grand nombre d'observations relatives aux ventes*".[40] Par ailleurs, comme les États-Unis l'ont reconnu, "les exportations de SAIL vers les États-Unis [étaient] relativement peu importantes ...".[41] Ainsi, les enquêteurs du DOC avaient bel et bien la possibilité de juger de l'exactitude et du caractère complet (c'est-à-dire du caractère vérifiable) de la base de données de SAIL concernant les ventes aux États-Unis.

75. Un examen minutieux du rapport de vérification du DOC (pièce n° 13 de l'Inde) montre que le contrôle des données de SAIL sur les ventes aux États-Unis avait un caractère étendu. Bien que ce document ait été précédemment examiné par l'Inde, il mérite de l'être à nouveau au vu des affirmations des États-Unis selon lesquelles les renseignements en question n'avaient pas été "vérifiés" ni n'étaient "vérifiables". Les éléments essentiels du rapport font apparaître le processus et les résultats suivants:

- La section "Completeness for US Sales" (Caractère complet des renseignements relatifs aux ventes aux États-Unis) du rapport (page 15) visait l'examen d'un certain nombre d'observations préalablement choisies concernant les ventes effectuées aux États-Unis au titre de différents contrats. C'est peut-être l'étape la plus importante de la vérification des ventes effectuée par le DOC, dont le but est "de faire en sorte que toutes les ventes des marchandises visées soient dûment incluses dans les réponses [de l'entreprise interrogée] concernant les ventes".[42] Selon la conclusion globale de cette section, toutes les ventes aux États-Unis avaient été *complètement* et correctement déclarées: "[n]ous n'avons constaté aucune vente non déclarée ou incorrectement déclarée dans la liste des ventes aux États-Unis". Cette section montre même que le DOC "a prouvé que les résultats étaient négatifs" en examinant les contrats d'exportation vers d'autres pays et en ne découvrant aucune expédition destinée aux États-Unis dans ces contrats.

- La section "US Sales Process" (Processus de vente aux États-Unis) du rapport de vérification (pages 8 et 9) décrit les différents aspects des ventes à l'exportation effectuées par SAIL, y

[40] Pièce n° 13 de l'Inde, page 14.

[41] Première communication des États-Unis, paragraphe 163. Le texte omis de la citation était le suivant: "ces données contenaient elles aussi des erreurs". Cependant, il a été conclu dans le rapport de vérification comme dans la détermination finale que ces erreurs pourraient être corrigées.

[42] Pièce n° 12 de l'Inde, page 10.

compris l'existence d'une "division du commerce international" distincte à New Delhi, qui était chargée de négocier le prix, la quantité et les conditions concrètes des contrats à l'exportation et qui s'occupait des principaux aspects du processus de vente. Le rapport concluait à la page 8 qu'il n'y avait "aucune anomalie".

- La section "Customer Records" (Registres des clients) du rapport (pages 10 et 11) indique que SAIL tenait des registres séparés pour les ventes aux États-Unis sous forme de documents contractuels, tandis que les documents identifiant les clients sur le marché intérieur étaient des "factures". Le rapport concluait à la page 11 qu'il n'y avait "aucune anomalie" en ce qui concerne les ventes aux États-Unis.

- La section "Merchandise" (Marchandise) du rapport (pages 11 et 12) visait la vérification du fait que tous les produits déclarés par SAIL comme "non applicables" ou "omis" dans la section intitulée "Model Match" (correspondance entre les modèles) du questionnaire "étaient correctement déclarés et étayés par des documents". Quatre des catégories (PRIMEU, PLEHEATU, PLSCALEU et PLPATRNU) ont été vérifiées et "aucune anomalie" n'a été observée. Le DOC a aussi constaté que "toutes les caractéristiques [de la marchandise] étaient correctement déclarées" à l'exception de l'erreur de codage. Lorsque l'erreur de codage de la largeur a été découverte au cours de la vérification, SAIL a fourni au DOC des renseignements (inclus dans la pièce n° 8 de l'Inde) qui identifiaient les transactions concernées et permettaient de corriger l'erreur.

- La section "Quantity and Value of Sales – US Sales" (Quantité et valeur des ventes - Ventes aux États-Unis) du rapport (pages 12 et 13) décrit ensuite comment les ventes aux États-Unis ont été identifiées dans les livres comptables de SAIL au moyen de documents spécifiques aux ventes (contrats) et de données spécifiques aux produits figurant dans les registres de ventes. Cette technique montrait que les registres de SAIL permettaient de différencier les ventes à l'exportation et que celles-ci étaient isolées des autres ventes de manière exacte. Le DOC a noté que même dans la situation atypique où un contrat unique visait des expéditions à destination de plusieurs pays, SAIL avait correctement isolé et déclaré uniquement les expéditions à destination des États-Unis visées par le contrat. Les neuf contrats portant sur les expéditions à destination des États-Unis de la marchandise visée pendant la période couverte par l'enquête ont tous été examinés lorsque les quantités et les valeurs ont été vérifiées. Le DOC "a fait cadrer les ventes totales aux États-Unis, telles qu'elles ont été déclarées au Département, avec les registres des ventes, le grand livre et les états financiers concernant la période couverte par l'enquête". Comme le DOC l'a indiqué à la page 13, "[u]n examen des huit autres contrats d'exportation n'a fait apparaître aucune autre situation dans laquelle des ventes au titre d'un contrat d'exportation à destination des États-Unis n'ont pas été effectuées aux États-Unis". Il a été établi que ces contrats cadraient avec les registres de SAIL, et tous les renseignements déclarés concernant la totalité des ventes aux États-Unis ont été confirmés. Pour l'ensemble du processus "Quantity and Value of Sales", il était conclu qu'il n'y avait "aucune anomalie".

- Dans la section "US Sales Contract" (Contrats portant sur les ventes aux États-Unis) du rapport (page 14), l'examen ascendant effectué par le DOC concernant les détails des données relatives à chaque transaction examinée avait deux fonctions. Premièrement, il a confirmé que les données visant le prix et la quantité pour chaque transaction examinée avaient été déclarées de manière exacte, ainsi que les caractéristiques déclarées du produit (à l'exception de l'erreur de codage de la largeur, qui pouvait être corrigée, décrite dans la section "Merchandise" du rapport, page 12). En outre, les données propres aux transactions cadraient exactement avec les contrats de SAIL portant sur les ventes aux États-Unis, qui avaient tous été examinés. Le DOC a déclaré dans la section "Completeness" (page 15) que "lorsque nous avons examiné les factures détaillées visées par les contrats énumérés ci-dessus, nous n'avons

> constaté aucune vente non déclarée et nous avons constaté que toutes les ventes des marchandises visées effectuées au titre de ces contrats relevaient de la période couverte par l'enquête et ont été correctement déclarées". La conclusion globale était qu'il n'y avait "aucune anomalie à l'exception de l'erreur de codage décrite dans la section "Merchandise" du présent rapport".

76. Puisqu'il a été constaté que tous les renseignements contrôlés susmentionnés étaient exacts, complets et fiables (c'est-à-dire qu'ils avaient été vérifiés), sur quelle base le DOC a-t-il conclu que la base de données de SAIL concernant les ventes aux États-Unis n'était cependant pas vérifiable? Comme le Groupe spécial le sait, la *seule* anomalie "importante" (selon les termes du DOC) observée lors de l'examen des ventes aux États-Unis est indiquée dans la section "Merchandise" du rapport. Les vérificateurs y ont fait mention d'une erreur de codage de la largeur – à savoir que de nombreuses transactions visant des produits d'une largeur égale à 96 pouces avaient été identifiées de manière erronée comme portant sur des produits d'une largeur supérieure à 96 pouces. Une liste de toutes les transactions concernées a été incluse en tant que pièce du rapport de vérification[43] et la méthode permettant de corriger l'erreur d'identification a été sommairement décrite (nouveau codage de la largeur pour ces transactions, "D" étant remplacé par "C"). Cette section du rapport indique aussi que certains numéros de contrôle ("CONNUM") concernant les marchandises vendues aux États-Unis n'ont pas été déclarés dans la base de données relative au coût de production. Toutefois, pour les ventes aux États-Unis, le rapport indique à la page 12 ce qui suit: "nous notons que toutes les caractéristiques ont été correctement déclarées, sauf indication contraire". Ainsi, toutes les caractéristiques (nuance, épaisseur et largeur) nécessaires pour établir une correspondance entre les marchandises indiquées dans la base de données concernant les ventes aux États-Unis et les marchandises visées dans la requête ont été correctement déclarées ou, dans le cas de l'erreur de largeur, pouvaient être corrigées.

77. Un autre problème mineur apparu au cours de la vérification et évoqué au paragraphe 39 de la première communication écrite des États-Unis tenait au fait que "SAIL n'avait pas communiqué certains numéros de contrôle dans la base de données relative au coût de production" et que "l'équipe chargée de la vérification avait du mal à évaluer si les spécifications/nuances déclarées des produits étaient exactes étant donné que SAIL n'avait établi aucune pièce à l'appui de la vérification".[44] Certes, les États-Unis ne tirent aucune conclusion de cette déclaration, mais ils laissent supposer que, d'une certaine manière, cette absence de renseignements a étayé la conclusion établissant l'échec de la vérification ou a rendu les données inutilisables. Aucune de ces conclusions n'est justifiée.

78. Le champ de la base de données relative aux ventes aux États-Unis qui fait l'objet de l'addendum du 10 novembre du DOC concernant la vérification est le champ "PLSPECU", abrégé de "spécification". SAIL devait déclarer dans ce champ la spécification, telle que définie par le DOC, du produit vendu dans chaque transaction. Ce renseignement avait pour but de rattacher chacun des produits vendus dans chaque transaction déclarée aux coûts des produits correspondants déclarés dans la base de données concernant la valeur construite. Cela étant, la spécification d'un produit, telle que définie par le DOC, est tout simplement une combinaison de sa qualité et de sa "spécification réelle". Ainsi, le champ PLSPECU fait totalement double emploi avec ce que le DOC a demandé et ce que SAIL a entièrement fourni dans d'autres champs de la base de données concernant les ventes aux États-Unis – à savoir les champs PLQUALU et PLACTSPU. À l'évidence, le DOC a reconnu que ce n'était pas une question importante puisqu'il n'a pas considéré la difficulté alléguée des vérificateurs à évaluer les données PLSPECU déclarées comme une "constatation importante" dans le rapport de

---

[43] De nombreux documents concernant les transactions examinées ont été inclus comme exemples en tant que pièce n° S-7 du rapport de vérification. Les factures incluses comme exemples dans cette pièce sont annexées en tant que pièce n° 36 de l'Inde.

[44] Première communication écrite des États-Unis, paragraphe 39 *citant* la pièce n° 24 des États-Unis, Addendum to Verification Report (10 novembre 1999).

vérification des ventes. Le champ PLSPECU n'est même pas mentionné dans la note concernant la détermination de l'échec de la vérification (pièce n° 16 de l'Inde).

79. Par ailleurs, pour ce qui est de la "possibilité d'utiliser" la base de données de SAIL concernant les ventes aux États-Unis et comme il a été exposé plus haut, une raison fondamentale explique pourquoi, quels qu'ils soient, les doutes que le DOC peut nourrir au sujet des renseignements PLSPECU déclarés par SAIL ne rendent pas la base de données de SAIL concernant les ventes aux États-Unis inutilisable lorsqu'elle est associée aux données sur la valeur normale contenues dans la requête pour le calcul de la marge de dumping. Cette raison tient au fait que lorsque le DOC a rejeté les bases de données de SAIL concernant le marché intérieur et le coût de production/la valeur construite, il n'était plus nécessaire d'établir une correspondance entre chaque produit énuméré dans la base de données de SAIL concernant les ventes aux États-Unis et un produit déterminé de sa base de données (qui avait été rejetée) concernant la valeur construite. Au contraire, une correspondance serait établie entre les transactions indiquées dans la base de données concernant les ventes aux États-Unis et les données sur la valeur normale contenues dans la requête. En outre, dans la requête, les données concernant la valeur normale sont fondées sur les caractéristiques du produit autres que la spécification, à savoir la nuance, l'épaisseur et la largeur. SAIL a déclaré ces caractéristiques dans sa base de données concernant les ventes aux États-Unis, les renseignements ont été entièrement vérifiés par le DOC (ainsi qu'il est exposé plus haut) et les données relatives à tous ces champs figurent dans la pièce n° 8 de l'Inde.

80. Enfin, compte tenu des nouveaux arguments avancés par les États-Unis dans la présente procédure, il convient de noter que le rapport de vérification des ventes ne fait aucune mention, quelle qu'elle soit, de l'absence de données sur les coûts "difmer" dans la base de données concernant les ventes aux États-Unis. La note concernant l'échec de la vérification ne fait pas non plus état de la "difmer" pour ce qui est des données de SAIL sur les ventes aux États-Unis.[45]

81. En conclusion, les éléments de preuve dont disposait le DOC en décembre 1999 lorsqu'il devait déterminer si les renseignements de SAIL concernant les ventes aux États-Unis étaient "vérifiables" étaient ceux qui sont récapitulés au paragraphe 75 ci-dessus. Compte tenu du fait que le DOC a reconnu dans le rapport de vérification qu'"[il avait] été en mesure de vérifier l'exactitude de la déclaration pour un grand nombre d'observations relatives aux ventes", la question qui se pose au Groupe spécial est de savoir si une autorité objective et impartiale chargée de l'enquête aurait pu conclure que les ventes *restantes* qui n'avaient *pas* été concrètement examinées étaient "vérifiables". L'Inde estime que c'est la seule conclusion qui pourrait être tirée au vu des preuves éclatantes montrant que la vérification avait été menée à bien pour les ventes qui avaient été concrètement examinées – c'est-à-dire que ces ventes étaient non seulement "vérifiables" mais qu'elles avaient aussi été "vérifiées".

C. LE DOC A INDUMENT CONSTATE QUE LES DONNEES DE SAIL SUR LES VENTES AUX ETATS-UNIS N'ETAIENT PAS VERIFIABLES EN RAISON DE L'IMPOSSIBILITE DE VERIFIER LES RENSEIGNEMENTS CONTENUS DANS LA BASE DE DONNEES CONCERNANT LES VENTES SUR LE MARCHE INTERIEUR ET LE COUT DE PRODUCTION

82. Le DOC n'a toutefois pas constaté que les données de SAIL sur les ventes aux États-Unis étaient "vérifiables". Dans sa note concernant la "détermination de l'échec de la vérification", le DOC a tiré la conclusion suivante: "au vu des nombreux et multiples problèmes constatés concernant les données déclarées relatives aux ventes, au coût et à la valeur construite, nous devons conclure que

[45] Pièce n° 16 de l'Inde.

l'intégralité des réponses au questionnaire n'est pas crédible. Sur la base de notre analyse, nous recommandons de constater que SAIL n'a pas satisfait à la vérification".[46]

83. Le DOC n'a *pas* effectué une analyse séparée pour déterminer si les données de SAIL sur les ventes aux États-Unis étaient vérifiables comme le veut l'Annexe II, paragraphe 3. En réalité, la seule déclaration qu'il ait faite au sujet des données de SAIL sur les ventes aux États-Unis laissait entendre que ces données, seules, *étaient vérifiables*:

> Ainsi qu'il est expliqué dans le rapport de vérification des ventes, plusieurs erreurs figuraient dans la base de données concernant les ventes aux États-Unis. Ces erreurs, prises séparément, *pourraient être corrigées* mais, associées aux autres défauts omniprésents dans les données présentées par SAIL, elles étayent notre conclusion à savoir que les données de SAIL ne sont pas fiables dans l'ensemble. Le fait que *des erreurs limitées étaient constatées* ne doit pas être considéré comme une preuve de la fiabilité intrinsèque des données communiquées par SAIL, en particulier lorsqu'elles sont considérées dans le contexte des *multiples problèmes rencontrés avec toutes les autres données* figurant dans la réponse au questionnaire.[47]

84. Cette déclaration ne met en avant aucun problème important en ce qui concerne les ventes de SAIL aux États-Unis. Elle ne le peut pas puisqu'il n'y en avait aucun. Elle ignore délibérément le fait qu'il a été constaté à diverses reprises et de manière homogène dans le rapport de vérification des ventes qu'il n'y avait "aucune anomalie" concernant chaque aspect des données déclarées par SAIL. Au contraire, le DOC a fait un "amalgame" en supposant que tous les renseignements de SAIL sur les ventes aux États-Unis, bien que faisant l'objet d'une vérification rigoureuse et effective, n'étaient "pas fiables" d'une certaine manière en raison de "multiples problèmes rencontrés avec toutes les autres données figurant dans la réponse au questionnaire".

85. Le rapport du DOC faisant état de l'échec de la vérification ne fait ressortir *aucune* relation particulière entre les données de SAIL sur les ventes aux États-Unis et ses données sur le coût de production ou les ventes sur le marché intérieur qui semblerait indiquer que les données sur les ventes aux États-Unis étaient viciées et n'étaient donc pas vérifiables. Cette "constatation", à savoir que les données sur les ventes aux États-Unis étaient viciées, n'avait pas de fondement (explicite ou non) dans le dossier. Elle est en totale contradiction avec les renseignements que le DOC a trouvés dans le rapport de vérification des ventes (mais qu'il n'a pas mentionnés dans le rapport sur l'"échec" de la vérification). Elle est également contredite par l'absence de toute relation significative entre les données de SAIL sur les ventes aux États-Unis et le reste des renseignements qu'elle a présentés. Par exemple, dans le rapport de vérification des ventes, le DOC n'a pas utilisé les renseignements contenus dans les documents sources de SAIL relatifs au marché intérieur pour vérifier les documents de l'entreprise portant sur les ventes aux États-Unis – mais il a, de manière logique, utilisé les documents sources de SAIL concernant les ventes aux États-Unis. Par ailleurs, comme l'Inde l'indique dans ses réponses à la question n° 28 du Groupe spécial, les données de SAIL sur les ventes aux États-Unis ont été créées, consignées et utilisées séparément des renseignements concernant les ventes sur le marché intérieur et le coût de production. Tous ces éléments de preuve témoignent du caractère distinct des documents ayant trait aux ventes aux États-Unis et de l'absence de tout lien significatif entre la base de données concernant les ventes aux États-Unis et les autres renseignements fournis par SAIL. Rien ne permet donc au DOC de conclure en fait que les renseignements contenus dans la base de données de SAIL concernant les ventes aux États-Unis, bien que vérifiés, n'étaient pas vérifiables – ou, selon les termes du DOC, qu'ils "n'ont pas satisfait à la vérification".

86. En conclusion, le DOC pèche par excès de zèle en ce qui concerne la détermination de l'échec de la vérification des données, ce qui est incompatible 1) avec le texte, l'objet et le but de l'Accord

---

[46] *Id.*, page 5.
[47] Pièce n° 16 de l'Inde, page 5**.** (pas d'italique dans l'original)

antidumping, et 2) avec les faits énoncés dans le rapport de vérification des ventes. Le caractère indu de cette erreur de procédure est aggravé par le fait qu'un "grand nombre d'observations" figurant dans les données de SAIL sur les ventes aux États-Unis avaient été vérifiées pour ce qui, de l'aveu des États-Unis, constituait un petit groupe de ventes. Sur la base du dossier à la disposition du DOC, aucun enquêteur objectif et impartial n'aurait pu conclure que les données sur les ventes aux États-Unis fournies par SAIL n'étaient pas "vérifiables".

VI. SENS DE L'EXPRESSION "NE COOPERE PAS" FIGURANT A L'ANNEXE II, PARAGRAPHE 7

87. Dans les arguments qu'ils ont présentés au Groupe spécial, les États-Unis présument que si une entreprise interrogée n'a pas "agi au mieux de ses possibilités", par définition, elle "ne coopère pas". Ils s'appuient ensuite sur cette présomption pour justifier le fait qu'ils ont tiré des déductions défavorables. Autrement dit, du fait que SAIL n'aurait pas fourni l'effort maximal pour répondre à toutes les parties du questionnaire, elle n'a pas "coopéré". En conséquence, le scénario le plus défavorable possible – l'utilisation du prix d'offre de 251 dollars pour le calcul du prix d'exportation – lui a été appliqué. Ces présomptions et l'argument selon lequel le DOC était en droit d'appliquer des déductions défavorables pour calculer une marge de dumping définitive pour SAIL ne sont pas corrects.

88. Dans la détermination finale, le DOC a expliqué cette présomption de la manière suivante:

> En ce qui concerne le choix parmi les données de fait par ailleurs disponibles, l'article 776 b) de la Loi dispose que des déductions défavorables peuvent être utilisées lorsqu'une partie n'a pas coopéré *en n'agissant pas au mieux de ses possibilités* pour satisfaire à une demande de renseignements. Pour déterminer si l'entreprise interrogée a "coopéré" en "agissant au mieux de ses possibilités" au titre de l'article 776 b), le Département examine entre autres l'exactitude et le caractère complet des renseignements communiqués et examine si l'entreprise interrogée a fait obstacle au calcul des marges de dumping exactes.[48]

89. Les dispositions applicables sont les paragraphes 5 et 7 de l'Annexe II, dont la partie pertinente dispose ce qui suit:

> 5. Le fait que les renseignements fournis ne sont pas idéalement les meilleurs à tous égards ne saurait donner valablement motif de les ignorer aux autorités, à condition que la partie intéressée *ait agi au mieux de ses possibilités*.
>
> 7. ... Il est évident, toutefois, que si une partie intéressée *ne coopère pas* et que, de ce fait, des renseignements pertinents ne soient *pas communiqués* aux autorités, il pourra en résulter pour cette partie une situation *moins favorable* que si elle coopérait effectivement. (pas d'italique dans l'original)

90. Ce qui déclenche l'application de la disposition relative aux données de fait disponibles "défavorables" (résultat "moins favorable") énoncée dans la dernière phrase de l'Annexe II, paragraphe 7, c'est le fait que des renseignements ne sont "pas communiqués" ("withheld" dans la version anglaise). Le terme anglais "withhold" signifie "retenir ce qui appartient ou est dû à un autre ou ce qui est désiré par un autre; s'abstenir de donner, d'accorder ou d'autoriser; garder ou maintenir sous contrôle".[49] Cette définition laisse entendre qu'une entreprise interrogée étrangère refuse de fournir des renseignements en sa possession, sous sa garde ou sous son contrôle. Le contexte de cette définition est constitué par l'article 6.8, qui fait mention d'"une partie intéressée [qui] refuse de donner

[48] Pièce n° 17 de l'Inde, page 73127.
[49] New Shorter Oxford English Dictionary, Clarendon Press 1993, Vol. II, page 3705.

accès aux renseignements nécessaires". Cette notion de "refus" est compatible avec la définition du terme "withhold", selon laquelle une entreprise interrogée doit activement refuser de communiquer des renseignements dont elle sait qu'ils existent.

91. Par contre, le concept énoncé à l'Annexe II, paragraphe 5, est très différent. Aux termes de cette disposition, les renseignements devraient être utilisés même s'ils ne sont pas idéalement les meilleurs, si l'entreprise interrogée a "agi au mieux de ses possibilités". Une entreprise interrogée peut ne pas avoir agi "au mieux de ses possibilités" car elle a été incompétente, a consacré des ressources insuffisantes à la tâche de répondre au questionnaire sur le dumping ou même a eu recours à des conseillers qui peuvent ne pas avoir présenté correctement les renseignements ou ne pas les avoir communiqués dans les délais impartis. Toutefois, un tel comportement ne signifie pas que, forcément, l'entreprise interrogée n'a "pas communiqué" des renseignements ou qu'il faut aller jusqu'à constater qu'elle n'a "pas coopéré". Il y a une très nette différence entre ne pas fournir des renseignements et fournir des renseignements qui ne sont pas idéalement les meilleurs. Pourtant, les États-Unis prétendent que le fait de ne pas faire les choses comme il faut équivaut à ne pas communiquer des renseignements.

92. Comme l'Inde l'a fait valoir, deux recours sont possibles si une entreprise interrogée n'a pas agi au mieux de ses possibilités. Premièrement, les renseignements non fournis peuvent être remplacés par les données de fait disponibles, y compris celles qui proviennent de la requête. Le deuxième recours consiste à utiliser les données de fait "défavorables" à la place des données de fait non communiquées par une entreprise interrogée qui entrave le déroulement de l'enquête de façon notable ou qui ne communique pas de renseignements. C'est ainsi que l'Inde interprète le membre de phrase "il pourra en résulter pour cette partie une situation moins favorable que si elle coopérait effectivement". Cependant, en appliquant ses procédures et l'article 762 b), le DOC traite de la même manière toutes les entreprises interrogées qui n'agissent pas au mieux de leurs possibilités. Il *présume* que toutes ces entreprises ne communiquent pas les renseignements ou entravent par ailleurs le déroulement de l'enquête, sans tenir compte de la question de savoir si l'entreprise interrogée a ou non tenté à plusieurs reprises de fournir les renseignements demandés même si c'est de manière tardive ou même si elle a effectivement fourni des renseignements qui ne sont cependant pas satisfaisants pour l'autorité chargée de l'enquête.

93. Les raisons invoquées en l'espèce par le DOC pour présumer que le fait de ne pas fournir l'effort maximal signifie nécessairement un manque de coopération ne sont pas compatibles avec l'Accord antidumping. L'expression "refusera de donner accès" est employée à l'article 6.8. Elle indique l'absence de coopération et le "fait de ne pas communiquer" des renseignements. Une entreprise interrogée qui refuse de permettre à l'autorité chargée de l'enquête d'avoir accès à des renseignements nécessaires pour le calcul des marges de dumping "ne coopère pas" pour ce qui est de ces renseignements. Cela dit, une entreprise interrogée qui peut ne pas être en mesure de fournir les renseignements en temps utile à cause de l'état de confusion dans laquelle elle se trouve, de son incompétence ou de son inexpérience ne manque pas forcément à l'obligation de coopérer pour fournir ces renseignements en particulier.

94. Les faits de la cause expliquent bien la différence entre le "fait d'agir au mieux de ses possibilités" et le "fait de ne pas coopérer". En l'espèce, aucun élément de preuve ne montre que SAIL n'a pas activement communiqué de renseignements au DOC. Les États-Unis ont fait valoir en long et en large que SAIL n'a pas coopéré avec le DOC en ce qui concerne la communication de données concernant ses ventes sur le marché intérieur et le coût de production. Toutefois, le fait que SAIL n'a pas été en mesure de fournir les données demandées concernant les ventes sur le marché intérieur et les coûts dans le format exigé par le DOC ou dans les délais impartis par le DOC ne témoigne pas d'un manquement à l'obligation de coopérer, mais des très grandes difficultés que SAIL a eues pour fournir les données dans les délais très rigoureux imposés par le DOC.

95. En outre, SAIL a œuvré de manière intensive pendant tout le processus d'enquête pour fournir au DOC les renseignements demandés concernant les ventes sur le marché intérieur et le coût de production dans le format requis pour éviter l'application des "données de fait disponibles" – même au point de présenter une base de données corrigée concernant le coût de production le premier jour de la vérification. Les États-Unis allèguent que le fait que SAIL n'a pas respecté certains des délais fixés pour la communication des réponses au questionnaire complémentaire montre qu'elle n'a pas coopéré. Ainsi qu'il a été exposé dans la déclaration orale faite par l'Inde à la première réunion, il ressort du dossier que les difficultés de SAIL étaient dues aux énormes problèmes logistiques qu'elle avait rencontrés pour présenter les renseignements dans un format différent de celui qu'elle utilisait dans ses opérations commerciales normales. Cela dit, même à supposer pour les besoins de l'argumentation qu'à certains stades de l'enquête SAIL aurait pu agir avec plus de rapidité, les faits de la cause font néanmoins apparaître une différence très importante entre, au pire, l'incompétence d'une entreprise interrogée et le fait de ne pas activement communiquer des renseignements qui équivaudrait à un refus de coopérer.

96. Le DOC a implicitement reconnu cette distinction pendant et après l'enquête. Dans toutes les procédures auxquelles il a participé aux États-Unis, notamment la détermination finale établie dans le cadre de son enquête, dans les arguments présentés au Tribunal du commerce international des États-Unis et dans la nouvelle détermination établie à l'issue du renvoi, le DOC n'a jamais allégué que SAIL n'avait pas activement communiqué des renseignements ou avait fait obstruction à l'enquête. Compte tenu du dossier, on ne peut maintenant faire valoir que les actions de SAIL constituaient d'une certaine manière un manquement à l'obligation de coopérer qui pourrait donner lieu à des résultats "moins favorables" (ou à l'application de données de fait disponibles "défavorables" selon l'expression du DOC) au titre de l'Annexe II, paragraphe 7.

VII. LE DOC A INDUMENT TIRE DES DEDUCTIONS DEFAVORABLES DANS LA DETERMINATION FINALE EN UTILISANT L'OFFRE DE 251 DOLLARS COMME PRIX D'EXPORTATION

97. Les États-Unis ont fait valoir que la détermination finale du DOC (qui appliquait des déductions défavorables pour calculer les marges de dumping de SAIL) était justifiée par l'absence alléguée de coopération de la part de SAIL dans la communication des renseignements *autres* que ceux qui visaient les ventes aux États-Unis.[50] La marge de dumping définitive et la détermination finale étaient fondées sur l'offre de prix d'exportation de 251 dollars la tonne indiquée dans la requête. Le DOC a appliqué la marge en se fondant sur ce prix d'exportation car il a tiré une "déduction défavorable" pour définir la marge, comme indiqué dans la détermination finale:

> En outre, ayant déterminé que SAIL n'a pas agi au mieux de ses possibilités, en vertu de l'article 776 b) de la loi, nous avons appliqué une déduction défavorable en tant que données de fait disponibles pour définir une marge. Le Département a appliqué une marge de 72,49 pour cent, la marge la plus élevée alléguée dans la requête, en tant que données de fait disponibles.[51]

98. Il ressort indéniablement de cette déclaration et de la figure 5 de la requête (pièce n° 1 de l'Inde) que le DOC a retenu le prix de 251 dollars indiqué dans la requête pour déterminer la "marge la plus élevée alléguée dans la requête". La question juridique qui découle, pour le Groupe spécial, de la constatation susmentionnée et des éléments de preuve versés au dossier est celle de savoir si une autorité objective et impartiale chargée de l'enquête aurait appliqué ce prix de 251 dollars en tant que "déduction défavorable".

---

[50] *Voir* la première communication des États-Unis, paragraphes 148 à 164.
[51] Pièce n° 17 de l'Inde, page 73131.

99. Comme l'Inde l'a fait valoir dans la section VI ci-dessus, la dernière phrase de l'Annexe II, paragraphe 7, permet effectivement de tirer des déductions défavorables, *mais seulement* dans les cas où les entreprises interrogées "ne coopèrent pas". L'Inde a précédemment fait valoir que toute constatation ayant trait à la coopération devait être établie non sur une base "globale", mais sur la base du comportement d'une entreprise interrogée concernant des catégories déterminées de renseignements (ou selon les termes du DOC des "éléments d'information essentiels").[52] Affirmer qu'il existe une obligation de coopération "globale" revient à accepter l'argument des États-Unis qui veut qu'il y ait aussi des prescriptions relatives à une utilisation "globale" et à une possibilité de vérification "globale". Comme les États-Unis l'ont fait valoir à diverses reprises, tous les renseignements peuvent être rejetés en cas d'absence de coopération pour la présentation de certains renseignements. Pour toutes les raisons énoncées dans les communications de l'Inde, il conviendrait de rejeter cette approche "globale". En conséquence, le DOC était tenu d'établir une constatation séparée sur le point de savoir si SAIL "avait coopéré" pour communiquer ses données sur les ventes aux États-Unis.

100. Le DOC n'a pas formulé une telle constatation. Aucune autorité objective et impartiale chargée de l'enquête n'aurait pu le faire ou n'aurait pu tirer des déductions défavorables compte tenu des renseignements indiqués dans le rapport de vérification des ventes (pièce n° 13 de l'Inde). Le Groupe spécial devrait établir une telle constatation. En outre, s'il le juge nécessaire, même à supposer pour les besoins de l'argumentation 1) que le Groupe spécial doive constater que SAIL n'a pas coopéré pour communiquer des renseignements concernant les ventes sur le marché intérieur et le coût de production et 2) que le DOC ait été en droit d'appliquer les données de fait disponibles totales, le Groupe spécial devrait constater que le DOC n'avait aucune raison de tirer une déduction défavorable en ce qui concerne les efforts de coopération déployés par SAIL pour communiquer les renseignements concernant ses ventes aux États-Unis. Dans un tel scénario, le DOC aurait pu utiliser tout au plus les données de fait défavorables pour calculer la valeur normale (ce que, en fait, il avait déjà fait en utilisant comme valeur normale la valeur construite indiquée dans la requête), mais il devrait utiliser les données de l'administration des douanes américaine (ou même les prix réels appliqués par SAIL aux États-Unis) comme données de fait "disponibles" pour le calcul du prix de vente à l'exportation.

VIII. CONCLUSION

101. Pour les raisons précédentes, ainsi que pour les raisons exposées dans les autres communications présentées par l'Inde au Groupe spécial[53], l'Inde demande que le Groupe spécial établisse les constatations suivantes concernant la "question" (les mesures et les allégations) dont il doit débattre:

- **Première mesure**: Mesure de caractère final prise en vue de percevoir des droits antidumping sur les importations de tôles coupées à longueur, y compris la détermination finale du 13 décembre 1999. Les principales allégations de l'Inde[54] sont les suivantes:

[52] Première communication de l'Inde, paragraphes 80 à 90.

[53] *Voir* la première communication écrite de l'Inde, la première déclaration orale de l'Inde et les réponses de l'Inde aux questions du Groupe spécial après la première réunion tenue par le Groupe spécial avec les parties.

[54] L'Inde continue à soutenir des allégations au titre des articles 2.2, 9.3 et 6.6 et de l'Annexe II, paragraphe 7, de l'Accord antidumping (concernant la circonspection particulière), de l'article XVI:4 de l'Accord de Marrakech et des articles VI:1 et VI:2 du GATT de 1994, telles qu'elles sont énoncées dans sa demande d'établissement d'un groupe spécial (pièce n° 23 de l'Inde).

- Article 2.4 de l'Accord antidumping: le DOC n'a pas procédé à une comparaison équitable entre la valeur normale et le prix d'exportation lorsqu'il a appliqué le prix d'exportation de 251 dollars la tonne.

- Article 6.8 et Annexe II, paragraphe 3: le fait que le DOC n'a pas utilisé les données de SAIL sur les ventes aux États-Unis qui avaient été vérifiées, avaient été communiquées en temps utile et étaient utilisables pour calculer la marge de dumping constituait une violation de l'article 6.8 et de l'Annexe II, paragraphe 3.

- Article 6.8 et Annexe II, paragraphe 5: le fait que le DOC n'a pas utilisé les données de SAIL sur les ventes aux États-Unis compte tenu du fait que SAIL a fait de son mieux pour fournir des renseignements sur les ventes aux États-Unis constituait une violation de l'article 6.8 et de l'Annexe II, paragraphe 5.

- Article 6.8 et Annexe II, paragraphe 7: le fait que le DOC a indûment tiré des déductions défavorables et a indûment appliqué le prix d'exportation de 251 dollars la tonne pour calculer la marge de dumping sans que rien dans le dossier ne montre que SAIL n'a pas coopéré pour communiquer les données sur les ventes aux États-Unis ou, par ailleurs, en ce qui concerne tout autre aspect de l'enquête, constituait une violation de l'article 6.8 et de l'Annexe II, paragraphe 7.

- Article 15: le fait que le DOC n'a pas pris spécialement en considération la situation de SAIL en tant que producteur d'un pays en développement lorsqu'il a envisagé l'application des données de fait disponibles constituait une violation de l'article 15, première phrase; et le fait que le DOC n'a pas exploré de bonne foi d'autres solutions constructives avant d'imposer des droits antidumping constituait une violation de l'article 15, deuxième phrase.

- **Deuxième série de mesures**: Articles 782 e), 782 d) et 762 a) de la Loi douanière de 1930 telle qu'elle a été modifiée. Les allégations sont les suivantes:

  - L'article 782 e) *en soi* est contraire à l'article 6.8 et à l'Annexe II, paragraphe 3, car il impose deux prescriptions additionnelles (articles 782 e) 3) et 782 e) 4)) non énoncées à l'Annexe II, paragraphe 3, qui doivent être satisfaites pour qu'une entreprise interrogée puisse obtenir que ses renseignements soient utilisés pour le calcul d'une marge de dumping.

  - Les articles 762 a), 782 d) et 782 e) *en soi* sont contraires à l'article 6.8 et à l'Annexe II, paragraphe 3, car, tels qu'ils sont interprétés par le DOC et par le CIT, ils imposent impérativement au DOC d'appliquer les données de fait disponibles totales si une entreprise interrogée ne fournit pas de renseignements pour une catégorie de renseignements "essentielle".

  - L'article 782 e) *tel qu'il est appliqué* en l'espèce est contraire à l'article 6.8 et à l'Annexe II, paragraphe 3, car le DOC a imposé deux prescriptions additionnelles à l'utilisation des données de SAIL sur les ventes aux États-Unis qui ne sont pas énoncées à l'Annexe II, paragraphe 3.

- Les articles 762 a), 782 d) et 782 e) *tels qu'il sont appliqués* en l'espèce sont contraires à l'article 6.8 et à l'Annexe II, paragraphe 3, car le DOC, comme l'a confirmé le CIT, a utilisé et appliqué ces dispositions dans l'application des données de fait disponibles totales.

- **Troisième mesure**: *Application* en l'espèce de la pratique suivie de longue date par le DOC qui consiste à appliquer les données de fait disponibles totales. Le DOC a une pratique suivie de longue date qu'il a appliquée en l'espèce d'une manière incompatible avec l'article 6.8 et l'Annexe II, paragraphe 3.

ANNEXE C-2

DEUXIEME COMMUNICATION ECRITE DES ETATS-UNIS

(12 février 2002)

TABLE DES MATIERES

Page

INTRODUCTION C-37

I. RIEN DANS LES DISPOSITIONS RELATIVES AUX "DONNEES DE FAIT DISPONIBLES DE LA LEGISLATION DES ETATS-UNIS NE PRESCRIT PAS UNE ACTION INCOMPATIBLE AVEC L'ARTICLE 6.8 ET L'ANNEXE II DE L'ACCORD ANTIDUMPING C-37

A. LES CRITÈRES ÉNONCÉS À L'ARTICLE 782 E) SONT COMPATIBLES AVEC L'ARTICLE 6.8 ET L'ANNEXE II DE L'ACCORD ANTIDUMPING C-38

B. LE CARACTÈRE DISPOSITIF DE L'ARTICLE 782 E) APPARAÎT DANS LES DÉCISIONS DU DÉPARTEMENT ET DU CIT C-39

II. LE FAIT QUE LE DEPARTEMENT A APPLIQUE A SAIL LES DONNEES DE FAIT DISPONIBLES N'ETAIT PAS INCOMPATIBLE AVEC LES CRITERES DE L'ACCORD ANTIDUMPING C-40

A. LES RENSEIGNEMENTS DONT L'AUTORITÉ CHARGÉE DE L'ENQUÊTE NE DISPOSAIT PAS NE SONT PAS PERTINENTS C-41

B. LA DÉCISION DES ÉTATS-UNIS DE RECOURIR AUX DONNÉES DE FAIT DISPONIBLES DANS LA PRÉSENTE AFFAIRE EST COMPATIBLE AVEC L'ARTICLE 6.8 ET L'ANNEXE II C-41

1. Article 6.8 de l'Accord antidumping C-42
2. Annexe II de l'Accord antidumping C-44

a) Paragraphe 3 ..... C-45

i) Les renseignements "sont vérifiables" C-45
ii) Les renseignements "peuvent être utilisés sans difficultés indues" C-46
iii) Les renseignements "devraient être pris en compte" C-47

C. LA DÉCISION DU DÉPARTEMENT D'APPLIQUER LES DONNÉES DE FAIT DISPONIBLES CONCERNANT SAIL ÉTAIT FONDÉE SUR UNE ÉVALUATION IMPARTIALE ET OBJECTIVE DES FAITS C-48

III. L'INDE N'A PAS ETABLI *PRIMA FACIE* LE BIEN-FONDE DE SON ALLEGATION SELON LAQUELLE LES ETATS-UNIS ONT VIOLE L'ARTICLE 15 DE L'ACCORD ANTIDUMPING C-50

CONCLUSION C-51

PIECES JOINTES C-52

INTRODUCTION

1. Dans la présente communication, les États-Unis examinent trois points: 1) la compatibilité des dispositions des États-Unis relatives aux "données de fait disponibles" avec l'article 6.8 et l'Annexe II de l'Accord antidumping; 2) la décision prise par les autorités des États-Unis d'appliquer les "données de fait disponibles" dans la procédure mise en cause, conformément à l'article 6.8 et à l'Annexe II de l'Accord antidumping; et 3) le fait que l'Inde n'a pas établi *prima facie* que les États-Unis ont violé l'article 15 de l'Accord antidumping en n'explorant prétendument pas les possibilités de solutions constructives au cours de l'enquête. Les États-Unis se concentreront sur les nouvelles positions exposées par l'Inde dans ses déclarations et communications depuis que les parties ont présenté leur première communication écrite.

2. Comme il est apparu clairement à la première réunion du Groupe spécial, le présent différend porte sur la décision prise par les autorités des États-Unis de ne pas utiliser les données communiquées par l'entreprise indienne interrogée, données qui sont pour la plupart inadéquates, comme le reconnaît l'Inde, et pour le reste comportent des éléments non conformes qui les rendent inutilisables. L'Inde s'est efforcée de réexaminer les faits dont étaient saisies les autorités des États-Unis pour suggérer qu'il existait une autre possibilité plus raisonnable, mais ces efforts ont au contraire révélé non seulement que l'entreprise indienne interrogée n'a pas soulevé ces arguments au cours de la procédure menée deux ans plus tôt mais également que même si elles les avaient soulevés, ces arguments étaient viciés. Le Groupe spécial devrait rejeter les efforts de l'Inde visant à examiner *de novo* le dossier factuel de la présente affaire ainsi que ses arguments, à savoir que l'Accord antidumping interdit le rejet des données communiquées par l'entreprise indienne interrogée et que la loi américaine prescrit indûment une action incompatible avec l'article 6.8 et l'Annexe II de l'Accord antidumping.

I. RIEN DANS LES DISPOSITIONS RELATIVES AUX "DONNEES DE FAIT DISPONIBLES DE LA LEGISLATION DES ETATS-UNIS NE PRESCRIT PAS UNE ACTION INCOMPATIBLE AVEC L'ARTICLE 6.8 ET L'ANNEXE II DE L'ACCORD ANTIDUMPING

3. L'Inde continue de faire valoir que les dispositions légales des États-Unis concernant l'utilisation des "données de fait disponibles" sont en soi incompatibles avec l'Accord antidumping. Se concentrant sur l'article 782 e) de la Loi douanière de 1930, elle fait valoir que cette disposition impose des conditions additionnelles qui vont au-delà de celles autorisées par l'Accord antidumping.[1]

4. Les États-Unis ont expliqué dans leur première communication écrite les vices de l'argument de l'Inde.[2] Plus précisément, ils ont expliqué que l'article 782 e) *exige* en fait du Département qu'il examine des renseignements qui seraient sinon rejetés au titre de l'article 776 a).[3] Ainsi,

---

[1] Déclaration orale de l'Inde, paragraphe 62.

[2] Première communication des États-Unis, paragraphes 131 à 139.

[3] Il serait utile de rappeler le texte de cette disposition:

> e) Utilisation de certains renseignements. – Pour parvenir à une détermination en vertu de l'article 703, 705, 733, 735, 751 ou 753, l'autorité administrante … *ne [doit] pas refuser d'examiner les renseignements qui sont fournis par une partie intéressée* et sont nécessaires à la détermination mais ne répondent pas à toutes les prescriptions applicables établies par l'autorité administrante ou la Commission, dès lors que –
>
> 1) ces renseignements sont fournis avant la date limite fixée pour leur présentation,
>
> 2) ces renseignements peuvent être vérifiés,
>
> 3) ces renseignements ne sont pas incomplets au point de ne pas pouvoir constituer une base fiable pour l'établissement de la détermination applicable.

l'article 782 e) contribue à *réduire* la probabilité de voir le Département recourir aux données de fait disponibles dans une affaire donnée. En fait, la disposition qui l'accompagne, autorisant le Département à ne pas prendre en considération tout ou partie des renseignements communiqués par une entreprise interrogée, - l'article 782 d) - est explicitement énoncée sous réserve de l'examen des renseignements par le DOC conformément à l'article 782 e).

5. En bref, l'article 782 e) n'*exige* pas que le Département applique les données de fait disponibles d'une manière incompatible avec les règles de l'OMC; il *exige* que le Département examine les renseignements communiqués par une entreprise interrogée lorsqu'il a été satisfait aux cinq critères énumérés. En outre, les critères énoncés à l'article 782 e) sont eux-mêmes compatibles avec l'article 6.8 et l'Annexe II de l'Accord.

A. LES CRITÈRES ÉNONCÉS À L'ARTICLE 782 E) SONT COMPATIBLES AVEC L'ARTICLE 6.8 ET L'ANNEXE II DE L'ACCORD ANTIDUMPING

6. Les termes mêmes de l'article 782 e) *limitent* spécifiquement la faculté discrétionnaire du Département de rejeter les renseignements communiqués par une partie intéressée. De plus, les cinq critères énoncés à l'article 782 e) suivent de près le libellé des dispositions pertinentes de l'Accord antidumping. C'est pourquoi il n'y a aucune raison pour le Groupe spécial de conclure que l'article 782 e) de la Loi *prescrit* le rejet de renseignements qui devraient être acceptables au regard de l'article 6.8 et de l'Annexe II de l'Accord antidumping.[4]

7. Les facteurs identifiés à l'article 782 e) se trouvent tous aux paragraphes 3 et 5 de l'Annexe II de l'Accord antidumping. L'Inde n'émet pas d'objection en ce qui concerne trois des critères énoncés à l'article 782 e): que les renseignements soient communiqués en temps utile, vérifiables et utilisables sans difficultés indues. Ces critères viennent tout droit du paragraphe 3 de l'Annexe II. L'Inde objecte plutôt à la présence des deux derniers critères que l'on trouve à l'article 782 e) 3) et 4).

8. L'article 782 e) 3) dispose que le Département devrait tenir compte de la question de savoir si ces renseignements "ne sont pas incomplets au point de ne pas pouvoir constituer une base fiable pour l'établissement de la détermination applicable". Lorsque le Département reçoit une réponse à un questionnaire qui contient certains renseignements utilisables et certains renseignements inutilisables, la question pertinente qui se pose est de savoir si le Département dispose de suffisamment de renseignements pour constituer une base objective afin de déterminer la marge de dumping de l'entreprise interrogée. L'article 782 e) 3) dispose simplement que, lorsqu'il a été satisfait aux autres critères, le Département ne peut pas refuser d'examiner les renseignements partiels, à condition que ceux-ci, même s'ils sont incomplets, puissent cependant constituer une base fiable pour les calculs concernant le dumping. En d'autres termes, si l'entreprise interrogée fournit suffisamment de

---

> 4) la partie intéressée a démontré qu'elle avait agi au mieux de ses possibilités pour fournir les renseignements et satisfaire aux prescriptions établies par l'autorité administrante ou la Commission concernant ces renseignements, et
>
> 5) ces renseignements peuvent être utilisés sans difficultés indues.
>
> Article 782 e) (pas d'italique dans l'original) (pièce n° 26 de l'Inde).

[4] Comme nous l'avons expliqué dans notre première communication écrite, l'historique de l'élaboration de l'article 782 e) de la Loi montre que conformément à cette disposition, "le Département [doit] examiner les communications non conformes" lorsqu'il a été satisfait aux cinq critères. Énoncé des mesures administratives, page 865, pièce n° 23 des États-Unis. L'Énoncé des mesures administratives confirme donc que l'article 782 e) de la Loi ne prescrit pas le rejet des renseignements compatibles avec les règles de l'OMC, mais prévoit plutôt des limites à la faculté pour le Département de ne pas prendre en considération les communications insuffisantes dans certaines circonstances.

renseignements pour donner une indication fiable de sa marge de dumping, le fait que le Département doit peut-être combler certaines lacunes en se fondant sur les données de fait disponibles ne l'empêchera pas d'utiliser ces renseignements. À cet égard, l'article 782 e) 3) est analogue au paragraphe 5 de l'Annexe II de l'Accord antidumping.

9. L'Inde émet également une objection en ce qui concerne le critère énoncé à l'article 782 e) 4), selon lequel le Département devrait voir si une partie "a démontré qu'elle avait agi au mieux de ses possibilités pour fournir les renseignements …". Comme les États-Unis l'ont fait observer précédemment, cette disposition est compatible avec le paragraphe 5 de l'Annexe II de l'Accord antidumping:

> Le fait que les renseignements fournis ne sont pas idéalement les meilleurs à tous égards ne saurait donner valablement motif de les ignorer aux autorités, à condition que la partie intéressée ait agi au mieux de ses possibilités.

Il est donc parfaitement correct, pour les autorités chargées de l'enquête, de voir si une partie a agi au mieux de ses possibilités pour fournir des renseignements.

10. L'Inde s'efforce de rejeter la référence explicite à ce critère dans l'Annexe II, simplement parce qu'elle se trouve au paragraphe 5 plutôt qu'au paragraphe 3. Afin de rendre l'emplacement de ce critère significatif, l'Inde affirme de manière totalement dénuée de fondement que les dispositions de l'Annexe II doivent être considérées de manière ordonnée. Selon cette approche "ordonnée", "[l]e paragraphe 5 ne s'applique que *si* une catégorie déterminée de renseignements fournie ne remplit pas les conditions indiquées au paragraphe 3."[5]

11. Il n'existe pas de base logique - ni textuelle - permettant d'interpréter les paragraphes 3 et 5 de cette manière. Chaque paragraphe est pertinent pour l'examen par les autorités chargées de l'enquête des renseignements communiqués. C'est pourquoi, le critère de "l'effort maximal" que l'on trouve à l'article 782 e) 4) n'est pas incompatible avec l'Accord antidumping.

12. En résumé, tous les critères contenus à l'article 728 e) - y compris les deux facteurs auxquels l'Inde fait objection - sont parfaitement compatibles avec l'article 6.8 et l'Annexe II de l'Accord antidumping.

B. LE CARACTÈRE DISPOSITIF DE L'ARTICLE 782 E) APPARAÎT DANS LES DÉCISIONS DU DÉPARTEMENT ET DU CIT

13. Selon l'Inde, les décisions du Département démontrent que, si des renseignements communiqués ne satisfont pas aux critères énoncés à l'article 782 e), le Département ignorera la totalité des renseignements fournis. Si l'on se fonde sur les déclarations qu'elle a faites au cours de la première réunion du Groupe spécial, l'Inde apparemment n'allègue pas que ces décisions en elles-mêmes donnent lieu à une violation des règles de l'OMC, mais simplement qu'elles illustrent comment l'article 782 donne lieu à une telle violation.[6] Au contraire, les décisions du Département et des tribunaux américains démontrent que l'article 782 e) donne aux autorités des États-Unis la faculté discrétionnaire d'accepter des données lorsque l'Accord antidumping l'exige et que le Département a exercé ce pouvoir. Ainsi, la disposition ne prescrit aucune violation des dispositions de l'Accord antidumping citées par l'Inde.

---

[5] Première communication écrite de l'Inde, paragraphe 83. (italique dans l'original)

[6] En outre, même si l'Inde avait formulé une allégation distincte concernant la "pratique" comme cela a été expliqué dans la première communication écrite des États-Unis, la "pratique" des États-Unis n'a pas un "statut opérationnel indépendant" qui pourrait, de manière indépendante, donner lieu à une violation des règles de l'OMC. Première communication des États-Unis, paragraphe 146.

14. Par exemple, dans *Stainless Steel Bar From India*[7] le Département a déterminé que, bien que les renseignements sur les coûts fournis par l'entreprise indienne interrogée soient incomplets, conformément à l'article 782 e) de la Loi il pouvait utiliser la plupart des renseignements figurant au dossier dans ses calculs et pouvait utiliser des "données de fait disponibles partielles" dans les quelques domaines dans lesquels les rares données de fait nécessaires étaient absentes.[8] En conséquence, le Département a recouru aux données de fait disponibles seulement pour certaines parties de l'analyse de la marge. L'Inde a donc tort quand elle dit que l'article 782 exige des autorités des États-Unis qu'elles recourent aux "données de fait disponibles totales" si des renseignements quelconques ne satisfont pas aux prescriptions de cette disposition.

15. Les tribunaux des États-Unis ont également confirmé que l'article 782 e) "libéralisait de manière générale l'acceptation par le Département des données communiquées par les entreprises interrogées dans les procédures antidumping en lui ordonnant de ne pas rejeter des communications de données une fois qu'il a conclu qu'il a été satisfait aux critères spécifiés".[9]

16. Enfin, les États-Unis font observer une fois encore que l'Inde elle-même a reconnu que "le texte des articles 776 a) et 782 e) [peut] être interprété comme s'appliquant à des catégories précises de renseignements".[10] Le mémoire que SAIL elle-même a fait parvenir au CIT appuie cet argument.[11] Afin de faire admettre son argument selon lequel la loi américaine est incompatible avec les obligations des États-Unis au regard de l'OMC, l'Inde doit démontrer que cette loi prescrit une action incompatible avec les règles de l'OMC, position qui a été désavouée explicitement à la fois par l'Inde et par SAIL devant le présent Groupe spécial et devant les tribunaux américains.

17. En résumé, l'Inde n'a proposé aucune raison pour que le Groupe spécial constate que l'article 782 e) prescrit une action incompatible avec les règles de l'OMC et le Groupe spécial devrait rejeter l'allégation de l'Inde tendant à prouver le contraire.

II. LE FAIT QUE LE DEPARTEMENT A APPLIQUE A SAIL LES DONNEES DE FAIT DISPONIBLES N'ETAIT PAS INCOMPATIBLE AVEC LES CRITERES DE L'ACCORD ANTIDUMPING

18. L'application par le Département des données de fait disponibles à SAIL était fondée sur un établissement des faits impartial et objectif et sur une interprétation admissible de l'Accord. Les États-Unis n'infligeront pas au Groupe spécial la répétition des faits établissant que SAIL n'a pas agi au mieux de ses possibilités pour fournir les renseignements nécessaires.[12] Les États-Unis se

---

[7] Voir *Final Results; Administrative Review and New Shipper Review of the Antidumping Duty Order on Stainless Steel Bar from India*, 65 Fed. Reg. 48965 (10 août 2000) et le mémoire sur la décision qui l'accompagne (*India Steel Bar Final Results*), pièce n° 26 des États-Unis.

[8] Le Département a déclaré que "nous avons déterminé que l'utilisation constante des données de fait disponibles défavorables totales en ce qui concernait Panchmahal n'est pas justifiée. Conformément à l'article 782 e) de la Loi, nous ne refuserons pas d'examiner les renseignements communiqués, même au cas où ils ne répondent pas à toutes nos prescriptions pour autant que les renseignements aient été communiqués en temps utile, qu'ils aient pu être vérifiés, que, même s'ils sont incomplets, ils puissent cependant constituer une base fiable pour notre détermination, que la partie intéressée démontre qu'elle a agi au mieux de ses possibilités pour fournir les renseignements et satisfaire à nos prescriptions et que les renseignements puissent être utilisés sans difficultés indues. *En ce qui concerne les renseignements communiqués par Panchmahal, nous constatons qu'une partie suffisante de ces renseignements satisfait à ces prescriptions et nous n'avons donc pas refusé de les utiliser dans nos résultats finaux. India Steel Bar Final Results.* Mémoire accompagnant la décision, pièce n° 26 des États-Unis, page 3 (pas d'italique dans l'original).

[9] *NSK Ltd., v. United States*, 170 F. Supp. 2d. 1280, 1318 (CIT, 6 juin 2001), pièce n° 27 des États-Unis.

[10] Première communication écrite de l'Inde, paragraphe 140.

[11] Mémoire de SAIL au CIT, pièce n° 19 de l'Inde, pages 16 à 18.

[12] Ces faits sont exposés aux paragraphes 19 à 58 et 148 à 164 de la première communication écrite des États-Unis.

concentreront par contre sur les raisons pour lesquelles les arguments de l'Inde sur ce point sont dénués de fondement que ce soit dans les faits ou au titre de l'Accord antidumping.

A. LES RENSEIGNEMENTS DONT L'AUTORITÉ CHARGÉE DE L'ENQUÊTE NE DISPOSAIT PAS NE SONT PAS PERTINENTS

19. Conformément à l'article 17.6 i), dans son évaluation des faits de la cause, un groupe spécial "déterminera si l'établissement des faits par les autorités était correct et si leur évaluation de ces faits était impartiale et objective". Comme l'a dit l'Organe d'appel dans l'affaire *États-Unis – Mesures antidumping appliquées à certains produits en acier laminés à chaud en provenance du Japon* ("Rapport de l'Organe d'appel *Acier laminé à chaud*"), conformément à l'article 17.6 i) et à l'article 11 du Mémorandum d'accord, qui exigent tous deux une évaluation "objective" des faits "la tâche des groupes spéciaux consiste simplement à examiner l'"établissement" et l'"évaluation" des faits par les autorités chargées de l'enquête".[13] Étant donné que le Département a établi les faits au cours de son enquête antidumping et a évalué ces faits dans sa *détermination finale*, cela signifie que le Groupe spécial doit évaluer l'évaluation des faits réalisée par le Département *au moment de la détermination finale*. Si cette évaluation "nécessite clairement une étude ou un examen actif des faits pertinents"[14], les faits "pertinents" sont ceux qui existaient au moment où le Département a fait sa détermination finale – et non les faits que l'Inde porte maintenant seulement à l'attention du Groupe spécial.

20. Les deux parties ont examiné le critère d'examen applicable au titre de l'article 17.6 de l'Accord antidumping et l'Inde reconnaît ce critère. Pourtant, dans sa mise en cause de l'application des "données de fait disponibles" par le Département dans la présente affaire, l'Inde demande au Groupe spécial de prendre en compte de nouveaux faits et théories conçus bien après que le Département a fait sa détermination. Les efforts déployés par le gouvernement indien pour concocter des faits et des théories, deux ans après que le Département a pris sa décision, ne peuvent pas compenser le fait que SAIL n'a pas veillé à fournir les renseignements nécessaires pour que le Département puisse enquêter sur les allégations de dumping. Ainsi, dans la mesure où l'Inde a présenté de nouveaux éléments de preuve factuels au Groupe spécial, y compris de nouvelles théories ou de nouveaux modèles concernant la manière dont la base de données viciée et incomplète de SAIL sur les ventes aux États-Unis aurait pu être utilisée pour le calcul de la marge, ces éléments de preuve ne font pas à bon droit partie du dossier dont le Groupe spécial est saisi. S'agissant d'établir si la décision du Département était impartiale et objective, les éléments de preuve et les théories dont le Département n'était pas saisi au cours de l'enquête ne sont pas pertinents.

B. LA DÉCISION DES ÉTATS-UNIS DE RECOURIR AUX DONNÉES DE FAIT DISPONIBLES DANS LA PRÉSENTE AFFAIRE EST COMPATIBLE AVEC L'ARTICLE 6.8 ET L'ANNEXE II

21. L'article 6.8 de l'Accord antidumping autorise expressément l'utilisation des données de fait disponibles lorsqu'une partie omet ou refuse de fournir les renseignements nécessaires dans le cadre d'une enquête antidumping. L'Annexe II de l'Accord antidumping donne des directives aux autorités chargées de l'enquête pour ce qui est de décider s'il convient d'utiliser les données de fait disponibles. Comme nous allons le voir ci-dessous, pris conjointement à l'article 6.8 et l'Annexe II permettent aux autorités chargées de l'enquête de faire des déterminations préliminaires et finales fondées entièrement

---

[13] *États-Unis – Mesures antidumping appliquées à certains produits en acier laminés à chaud en provenance du Japon, Rapport de l'Organe d'appel*, WT/DS184/AB/R, adopté le 23 août 2001, paragraphe 55 (Rapport de l'Organe d'appel *Acier laminé à chaud*). *Voir également Mexique – Enquête antidumping concernant le sirop de maïs à haute teneur en fructose* ("*SHTF*") *en provenance des États-Unis – Recours des États-Unis à l'article 21:5 du Mémorandum d'accord sur le règlement des différends*, WT/DS132/AB/RW, adopté le 22 octobre 2001, paragraphe 130. L'article 11 du Mémorandum d'accord impose aux groupes spéciaux l'obligation générale de procéder à "une évaluation objective de la question".

[14] Rapport de l'Organe d'appel, *Acier laminé à chaud*, paragraphe 55.

sur les données de fait disponibles, de sorte qu'il pourra en résulter pour la partie une situation moins favorable que si elle avait coopéré et fourni les renseignements nécessaires.

1. Article 6.8 de l'Accord antidumping

22. L'article 6.8 de l'Accord antidumping dispose ce qui suit:

> Dans les cas où une partie intéressée refusera de donner accès aux renseignements nécessaires ou ne les communiquera pas dans un délai raisonnable, ou entravera le déroulement de l'enquête de façon notable, des déterminations préliminaires et finales, positives ou négatives, pourront être établies sur la base des données de fait disponibles. Les dispositions de l'Annexe II seront observées lors de l'application du présent paragraphe.

23. Comme les États-Unis l'ont expliqué dans leur première communication, une question fondamentale dans le présent différend est celle de l'interprétation correcte du terme "renseignements" tel qu'il est utilisé à l'article 6.8 et à l'Annexe II de l'Accord antidumping.[15] Le point de départ de l'interprétation du terme "renseignements" tel qu'il est utilisé en ce qui concerne les "données de fait disponibles" est l'article 6.8 de l'Accord antidumping. L'article 6.8 utilise l'expression "renseignements nécessaires"; comme les États-Unis l'ont expliqué dans leur première communication écrite, le sens ordinaire du terme "nécessaire" est "qui est indispensable; requis, essentiel; utile."[16] Les renseignements "nécessaires" ou "requis" ou "essentiels" pour mener une enquête antidumping comprennent les renseignements sur les prix et les coûts qui sont essentiels au calcul de la marge antidumping.

24. Selon l'Inde, "[l']interprétation donnée par les États-Unis des "renseignements nécessaires" exigerait que, pour le calcul d'une marge de dumping, *tous* les renseignements nécessaires soient obtenus de l'entreprise étrangère intéressée ou que *tous* les renseignements nécessaires soient obtenus par le recours aux "données de fait disponibles"".[17] Cela n'est pas correct. Si elle applique les directives de l'Annexe II, l'autorité chargée de l'enquête peut déterminer qu'il est approprié d'utiliser tous les renseignements, certains des renseignements ou aucun des renseignements fournis par l'exportateur, en fonction des faits de la cause.[18]

25. L'utilisation du terme "nécessaires" pour modifier le terme "renseignements" à l'article 6.8 constitue essentiellement une limitation parce que tous les renseignements fournis au cours d'une enquête antidumping ne sont pas nécessaires au calcul de la marge de dumping. Ainsi, en admettant que la question se pose de savoir si certaines ventes constituent une base appropriée pour le prix à l'exportation ou la valeur normale en raison d'une prétendue association entre les parties concernées par les transactions, l'autorité chargée de l'enquête peut exiger de l'entreprise interrogée qu'elle communique des renseignements sur les ventes soi-disant "en aval". Si l'autorité chargée de l'enquête détermine par la suite que la prétendue association n'existe pas, les ventes en aval ne sont plus nécessaires. Par conséquent, si la communication des renseignements concernant les ventes en aval n'était pas conforme, cela ne serait pas considéré comme une absence de renseignements nécessaires et ne permettrait pas d'utiliser les données de fait disponibles.

---

[15] Première communication écrite des États-Unis, paragraphes 82 à 92.

[16] *Id.* paragraphe 83 *citant* le New Shorter Oxford English Dictionary, Clarendon Press, Oxford, 1993.

[17] Déclaration orale de l'Inde, paragraphe 41.

[18] Comme nous l'avons examiné dans la section I ci-dessus, ceci est en fait autorisé par la législation des États-Unis et est reflété dans les décisions des autorités des États-Unis appliquant cette législation. Voir également la réponse des États-Unis à la question n° 8 du Groupe spécial, 25 janvier 2002, Questions adressées aux États-Unis.

26. Dans sa première communication écrite, l'Inde a fait valoir que le Département était obligé de se concentrer sur certaines "catégories" de renseignements – terme qui n'apparaît nulle part dans l'Accord antidumping.[19] L'Accord antidumping ne fait pas non plus référence à des "catégories" de renseignements ou à des "parties" des renseignements nécessaires. Au cours de la première réunion du Groupe spécial l'Inde a en fait reconnu que l'Accord antidumping ne fait pas référence à des "catégories" de renseignements et que les autorités chargées de l'enquête ne sont pas tenues d'utiliser des bouts épars des renseignements communiqués par un exportateur.[20]

27. L'article 6.8 montre que les Membres ont reconnu que certains renseignements, pour la plupart contrôlés par les exportateurs, sont nécessaires aux calculs concernant le dumping et que, si ces renseignements ne sont pas disponibles, l'autorité chargée de l'enquête doit avoir la flexibilité de fonder sa détermination sur les données de fait disponibles par ailleurs. L'Annexe II donne des directives pour l'exercice de ce pouvoir discrétionnaire. Toutefois, l'article 6.8 définit le contexte dans lequel l'Annexe II doit être interprétée. Plus spécifiquement, les références aux "renseignements" de l'Annexe II devraient être interprétées comme renvoyant aux "renseignements nécessaires" mentionnés à l'article 6.8. Cette interprétation est étayée par le paragraphe 1 de l'Annexe II qui parle des renseignements "que doit fournir [la partie intéressée]".

28. Cette interprétation est également compatible avec le but de la disposition relative aux données de fait disponibles. Selon ses termes mêmes, l'article 6.8 de l'Accord antidumping dispose que lorsque certaines conditions sont réunies, "*des déterminations préliminaires et finales*, positives ou négatives, pourront être établies sur la base des données de fait disponibles". (pas d'italique dans l'original) Si dans certains cas, des données de fait disponibles "partielles" peuvent permettre à l'autorité chargée de l'enquête de calculer une marge en comblant une "lacune" créée par des renseignements manquants – tels que les facteurs de conversion du poids en question dans le différend *Acier laminé à chaud en provenance du Japon*, cité par l'Inde – cela n'était pas le cas concernant SAIL. Dans la présente affaire, aucun des renseignements nécessaires ne pouvait être utilisé pour calculer une marge de dumping d'une manière qui satisferait aux impératifs de l'article 2.4 notamment de l'Accord antidumping.[21] Ayant déterminé que l'application des données de fait disponibles était nécessaire, le Département n'était pas tenu de calculer une marge de dumping pour SAIL parce que SAIL n'avait pas fourni les données nécessaires. Au contraire, l'article 6.8 dit que la détermination finale du Département "[pourra] être *établie* [...] sur la base des données de fait disponibles".[22]

---

[19] *Voir par exemple* la première communication écrite de l'Inde, paragraphes 50 et 51, 124 et 125.

[20] Déclaration orale de l'Inde, paragraphe 34.

[21] L'article 2.4 de l'Accord antidumping exige explicitement que les autorités chargées de l'enquête procèdent à une comparaison équitable en tenant dûment compte de tous les facteurs affectant la comparabilité des prix.

[22] Un autre exemple de la représentation erronée que l'Inde donne de la pratique du Département est sa déclaration selon laquelle "[s]i l'un *quelconque* des renseignements nécessaires n'est pas fourni par une entreprise étrangère interrogée, les États-Unis interprètent l'article 6.8 et les paragraphes 1, 3, 5 et 7 de l'Annexe II comme leur donnant le pouvoir de rejeter *tous* les renseignements fournis". Déclaration orale de l'Inde, paragraphe 40. (italique dans l'original) Cela présume – ce qui est faux – que le Département rejetterait tous les renseignements fournis si l'un "quelconque" des renseignements nécessaires n'était pas fourni. Non seulement cette déclaration ne reflète pas le cas de SAIL – dans lequel ce n'était pas seulement, loin de là, de "quelconques" renseignements qui n'étaient pas conformes – mais encore d'autres décisions du Département, y compris une décision relative au règlement des différends dans le cadre de l'OMC, ont expressément réfuté ce point. Voir le rapport du Groupe spécial *Acier laminé à chaud*, paragraphe 7.65. (Le Département n'a pas appliqué les données de fait disponibles "totales"; il a plutôt appliqué des données de fait disponibles partielles uniquement pour les ventes aux États-Unis manquantes).

2. Annexe II de l'Accord antidumping

29. Comme les États-Unis l'ont expliqué dans leur première communication écrite, les paragraphes 1, 3 et 5 de l'Annexe II sont pertinents dans le présent différend.[23] Comme on pouvait s'y attendre, l'Inde n'est pas d'accord avec les interprétations proposées par les États-Unis.

30. Premièrement, l'Inde fait valoir que les États-Unis ont mal interprété le paragraphe 1 de l'Annexe II de l'Accord antidumping qui dispose ce qui suit:

> Dès que possible après l'ouverture de l'enquête, les autorités chargées de l'enquête devraient indiquer de manière détaillée les renseignements que doit fournir toute partie intéressée et la façon dont elle devrait structurer les renseignements dans sa réponse. Les autorités devraient aussi faire en sorte que cette partie sache qu'au cas où ces renseignements ne seraient pas communiqués dans un délai raisonnable, elles seront libres de fonder leurs déterminations sur les données de fait disponibles, y compris celles que contient la demande d'ouverture de l'enquête émanant de la branche de production nationale.

31. Comme les États-Unis l'ont expliqué dans leur première communication écrite, le paragraphe 1 de l'Annexe II donne les indications fondamentales dans l'Accord antidumping pour ce qui est d'obtenir la participation des parties intéressées interrogées.[24] La première phrase dispose que les autorités, dès que possible, devraient contacter les parties, leur faire part des renseignements requis pour l'enquête et les conseiller quant à la manière dont il faut communiquer ces renseignements. La deuxième phrase dispose que les autorités chargées de l'enquête doivent informer les parties intéressées interrogées des conséquences qu'aurait la non-communication des renseignements demandés – à savoir que les autorités chargées de l'enquête *seront libres* de fonder leurs déterminations sur les données de fait disponibles, y compris en particulier celles que contient la demande d'ouverture d'enquête.

32. L'Inde fait valoir que les États-Unis ont mal interprété le paragraphe 1 de l'Annexe II. Selon l'Inde, par exemple,

> L'avertissement contenu dans la deuxième phrase ne devient pertinent que pour les renseignements qui ne sont pas communiqués selon la structure et la manière demandées. Il ne s'applique pas à *tous* les renseignements demandés à moins qu'une entreprise interrogée ne refuse de fournir un quelconque renseignement.[25]

Là encore, l'Inde propose une lecture qui n'est pas justifiée par le texte: selon elle, les autorités chargées de l'enquête ne sont pas libres de faire une détermination entièrement fondée sur les données de fait disponibles à moins que l'entreprise interrogée ne refuse de fournir un quelconque renseignement. Cette lecture aboutirait à des résultats illogiques, voire absurdes: une entreprise interrogée pourrait ne pas fournir 99 pour cent des renseignements nécessaires et pourtant, parce qu'elle aurait fourni 1 pour cent de ces renseignements, l'autorité chargée de l'enquête ne serait *pas* libre de fonder sa détermination sur les données de fait disponibles. Cela transforme l'avertissement explicitement autorisé du paragraphe 1 de l'Annexe II en un verbiage dénué de sens.

33. Il y a une lecture plus logique et compatible avec l'Accord antidumping. La seconde phrase du paragraphe 1 de l'Annexe II dit que les autorités chargées de l'enquête sont libres de fonder leurs "déterminations" sur les données de fait disponibles. Dans le contexte, "déterminations" signifie les "déterminations préliminaires et finales" dont il est question à l'article 6.8. Ainsi, si les

---

[23] Première communication écrite des États-Unis, paragraphes 98 à 114.
[24] *Id.*, paragraphe 100.
[25] Déclaration orale de l'Inde, paragraphe 37.

renseignements - c'est-à-dire les renseignements "que doit fournir [toute partie intéressée]", mentionnés à la première phrase du paragraphe 1 de l'Annexe II, ou les "renseignements nécessaires" tels qu'ils sont définis à l'article 6.8 - ne sont pas fournis, l'autorité chargée de l'enquête est libre de fonder une détermination préliminaire ou finale sur les données de fait disponibles, conformément aux autres prescriptions de l'Accord, y compris de l'Annexe II.

34. L'importance du paragraphe 1 de l'Annexe II est manifeste: il faut faire savoir aux parties qu'au cas où les renseignements ne seraient pas communiqués dans un délai raisonnable, les autorités chargées de l'enquête "seront libres de fonder leur détermination sur les données de fait disponibles …". Cette interprétation cadre avec l'article 6.8 qui dispose que "des déterminations préliminaires et finales … pourront être établies sur la base des données de fait disponibles" dans les cas où les renseignements nécessaires ne sont pas communiqués.

a) Paragraphe 3

35. Le paragraphe 3 de l'Annexe II de l'Accord antidumping dispose ce qui suit:

> Tous les renseignements qui sont vérifiables, qui sont présentés de manière appropriée de façon à pouvoir être utilisés dans l'enquête sans difficultés indues, qui sont communiqués en temps utile et, le cas échéant, qui sont communiqués sur un support ou dans un langage informatique demandés par les autorités, devraient être pris en compte lors de l'établissement des déterminations.

36. Comme les États-Unis l'ont expliqué dans leur première communication écrite, le paragraphe 3 de l'Annexe II comporte un certain nombre de conditions:

i) les renseignements sont vérifiables;

ii) les renseignements sont présentés de manière appropriée de façon à pouvoir être utilisés … sans difficultés indues;

iii) les renseignements sont communiqués en temps utile; et

iv) les renseignements, le cas échéant, sont communiqués sur un support ou dans un langage informatique demandés par les autorités.

Ce n'est que si ces quatre conditions sont remplies que l'Accord antidumping dispose que les renseignements devraient être pris en compte.

i) Les renseignements "sont vérifiables"

37. Le terme "vérifiable" est défini comme signifiant "apte à être vérifié ou dont la véracité peut être prouvée; authentique, exact, réel".[26] L'utilisation du mot "vérifiable" au paragraphe 3 de l'Annexe II de l'Accord antidumping est compréhensible étant donné qu'une vérification effective sur place n'est pas exigée par l'Accord antidumping. Ainsi, les renseignements qui n'ont *pas* été soumis à une vérification effective peuvent être considérés comme étant "vérifiables", à condition qu'ils fassent preuve d'une cohérence interne et qu'ils soient par ailleurs dûment étayés. Dans ces circonstances, l'autorité chargée de l'enquête qui choisit de ne pas vérifier de tels renseignements ne peut pas refuser de les examiner parce qu'ils n'ont en fait pas été vérifiés. C'est là le principe exprimé dans les rapports des groupes spéciaux dans les affaires *Acier laminé à chaud en provenance du Japon* et

[26] New Shorter Oxford Dictionary, Clarendon Press, page 3564.

Guatemala - Ciment II[27], dans lesquelles les autorités chargées de l'enquête ont refusé d'accepter ou de vérifier des renseignements au cours des enquêtes pertinentes.

38. Les faits établis dans la présente affaire sont cependant tout à fait différents. Ni le Groupe spécial *Acier laminé à chaud en provenance du Japon* ni le Groupe spécial *Guatemala - Ciment II* n'était confronté à une situation comme la présente où une vérification sur place a été tentée mais où les renseignements n'ont pas satisfait à cette vérification. De tels renseignements qui ont effectivement été soumis à une vérification et dont il a été constaté qu'ils ne satisfaisaient pas à cette vérification ne peuvent plus être qualifiés de "vérifiables" étant donné qu'ils se sont avérés être inexacts. Une constatation aussi explicite - comme celle établie dans la présente affaire - à savoir que les renseignements d'une entreprise interrogée n'ont pas satisfait à la vérification[28] réfute toute affirmation selon laquelle ces renseignements étaient "aptes à être vérifiés ou dont la véracité peut être prouvée".[29]

39. Un dernier point sur la question de la "vérification": comme les États-Unis répondent aux arguments de l'Inde concernant la possibilité d'utiliser la base de données de SAIL sur les ventes aux États-Unis, l'Inde a essayé de réhabiliter une petite partie de cette base de données en accordant une importance démesurée à des passages du rapport de vérification des ventes aux États-Unis selon lesquels "aucune anomalie n'a été relevée". Comme les États-Unis l'ont expliqué précédemment - et comme l'Inde l'a reconnu dans sa première communication écrite[30] - une vérification est l'équivalent d'une vérification des comptes où on effectue des sondages pour vérifier la fiabilité des renseignements. Lors de la vérification, le Département a déterminé que la base de données de SAIL sur les ventes aux États-Unis contenait des anomalies, ce que l'Inde elle-même a reconnu.[31] En résumé, les renseignements de SAIL n'ont pas satisfait à la première condition du paragraphe 3 de l'Annexe II c'est-à-dire d'être vérifiables.

ii) Les renseignements "peuvent être utilisés sans difficultés indues"

40. De même, il était raisonnable de conclure que les renseignements de SAIL - ou même juste sa base de données sur les ventes aux États-Unis - ne pouvaient pas être utilisés "sans difficultés indues". Le terme "indu" est défini comme "allant au-delà de ce qui est justifié ou naturel."[32] Comme cela a été examiné en détail au cours de la première réunion du Groupe spécial, un des problèmes que posait la base de données de SAIL sur les ventes aux États-Unis était que les renseignements sur les coûts, demandés par le Département et communiqués par SAIL dans le cadre de cette base de données, n'ont pas satisfait à la vérification et étaient inutilisables. Le Département aurait utilisé ces renseignements pour procéder à un ajustement des prix lorsque le produit vendu aux États-Unis était comparé à un produit pris comme valeur normale ayant des caractéristiques physiques différentes, conformément aux prescriptions de l'article 2.4.2 de l'Accord antidumping. En l'absence de tels renseignements, il n'était pas possible pour le Département de comparer des marchandises non identiques.

41. En outre, les renseignements, tels qu'ils ont été fournis par SAIL, n'auraient pas permis au Département d'identifier les transactions de ventes aux États-Unis qui portaient sur des marchandises identiques à un modèle donné pris comme valeur normale sans qu'un travail additionnel important ne soit réalisé. Comme cela a été examiné dans la première communication écrite des États-Unis[33], et

---

[27] *Guatemala - Mesures antidumping définitives concernant le ciment Portland gris en provenance du Mexique*, WT/DS156/R, 24 octobre 2000, paragraphe 2.274; *États-Unis - Mesures antidumping appliquées à certains produits en acier laminés à chaud en provenance du Japon*, WT/DS184/R (28 février 2001, adopté le 23 août 2001) (Rapport du Groupe spécial *Acier laminé à chaud*), paragraphe 5.79.

[28] Note concernant la détermination de l'échec de la vérification, pièce n° 25 des États-Unis.

[29] New Shorter Oxford Dictionary, Clarendon Press, page 3564.

[30] Première communication écrite de l'Inde, paragraphe 57, note 131.

[31] Première communication écrite de l'Inde, paragraphes 30 et 31.

[32] New Shorter Oxford Dictionary, Clarendon Press, Volume II, page 3480.

[33] Première communication écrite des États-Unis, paragraphe 39.

reconnu par l'Inde[34], la partie de la base de données de SAIL sur les ventes aux États-Unis concernant les transactions de ventes était viciée. La seule manière pour le Département de corriger ces vices aurait été de corriger manuellement quelque 75 pour cent de la base de données de SAIL concernant les États-Unis.[35] On ne sait pas si de tels efforts auraient permis de constater que les ventes de produits aux États-Unis étaient identiques au modèle pris comme valeur normale; en effet le Département n'était pas obligé de réaliser cet effort important et a choisi de ne pas le faire compte tenu du nombre de problèmes avérés que posaient les données de SAIL.

42. L'Inde laisse entendre que le Département n'a pas déployé suffisamment d'efforts pour utiliser les renseignements de SAIL mais cette suggestion est sans fondement et elle est d'ailleurs contredite par les faits établis. Les États-Unis reconnaissent que l'Accord antidumping part du principe que les renseignements émanant des exportateurs interrogés doivent être préférés à ceux provenant d'autres sources.[36] Les faits établis démontrent que le Département a fait des efforts considérables pour obtenir les renseignements de SAIL et a fait preuve d'une indulgence inhabituelle face aux principaux vices de ces renseignements; néanmoins, les manquements répétés et constants de SAIL à ses obligations ont empêché le Département de calculer une marge pour cette entreprise dans les délais prévus par l'Accord antidumping.

iii) Les renseignements "devraient être pris en compte"

43. Comme cela a été noté ci-dessus, il n'a pas été satisfait aux critères du paragraphe 3 de l'Annexe II de l'Accord antidumping en ce qui concerne les données de SAIL. Par conséquent, il n'est pas nécessaire pour le Groupe spécial d'interpréter l'expression "devraient être pris en compte" ni de voir si cette expression énonce des obligations positives pertinentes dans le présent différend. La question pertinente dans le présent différend est par contre de savoir si, sur la base des faits dont le Département était saisi au moment où il a établi sa détermination finale, un décideur impartial et objectif pouvait déterminer qu'il était approprié de rejeter les renseignements de l'exportateur et de se fonder entièrement sur les données de faits disponibles par ailleurs. De l'avis des États-Unis, comme cela a été examiné dans notre première communication et au cours de la première réunion du Groupe spécial, et comme nous l'avons encore vu dans la présente communication, les faits constituent une base plus qu'adéquate pour permettre à un décideur impartial et objectif de parvenir à une telle conclusion.

44. Néanmoins, si le Groupe spécial choisit d'examiner l'expression "devraient être pris en compte", les États-Unis proposent les observations additionnelles ci-après. Le paragraphe 3 de l'Annexe II dit simplement que, si les quatre conditions sont réunies, les renseignements "devraient être pris en compte". L'Inde continue toutefois de faire valoir que "le paragraphe 3 est une disposition *impérative* et que les renseignements satisfaisant aux quatre conditions *doivent* être utilisés par les autorités chargées de l'enquête pour le calcul de la marge de dumping".[37] Cependant, les expressions "doivent être utilisés" "devraient être pris en compte" ne sont pas synonymes.

45. Le sens ordinaire du conditionnel ("should") est très différent de celui de l'indicatif ("must" ou "shall"). Le premier suggère une façon d'agir tandis que le second impose une obligation impérative aux Membres. Dans l'affaire *États-Unis - Mesures antidumping visant les tôles d'acier inoxydable en rouleaux et les feuilles et bandes d'acier inoxydable en provenance de Corée*[38], le Groupe spécial a

[34] Première communication écrite des États-Unis, paragraphes 97 à 103.

[35] *Voir par exemple*, la première communication écrite de l'Inde, paragraphe 26, où l'Inde explique que les erreurs concernant la largeur, caractéristique nécessaire pour faire correspondre les modèles, ont touché 984 observations sur un total de 1 284.

[36] Première communication écrite de l'Inde, paragraphe 70.

[37] Déclaration orale de l'Inde, paragraphe 27 (italique dans l'original).

[38] WT/DS179/R, adopté le 1er février 2001, paragraphe 6.93 ("*Tôles fortes en rouleaux en provenance de Corée*").

explicitement reconnu que le sens ordinaire du conditionnel n'impose pas d'obligation impérative aux Membres de l'OMC dans le contexte de l'Accord antidumping.[39] De même, dans l'affaire *Communautés européennes - Mesures concernant les viandes et les produits carnés* (*Hormones*)[40], un autre groupe spécial a reconnu que l'expression "devraient tenir compte" dans l'article 5:4 de l'Accord sur l'application des mesures sanitaires et phytosanitaires "n'impose pas d'obligation" puisque c'est le conditionnel et non l'indicatif qui a été utilisé.[41] Dans leur rapport, deux autres groupes spéciaux *Inde - Protection conférée par un brevet pour les produits pharmaceutiques et les produits chimiques pour l'agriculture*[42] et *États-Unis - Loi antidumping de 1916*[43] ont également reconnu que le conditionnel a un caractère directif ou valeur de recommandation, non un caractère impératif.[44] Ces constatations à elles seules constituent d'importants éléments prouvant que l'interprétation donnée par les États-Unis du paragraphe 3 de l'Annexe II est, au minimum, *admissible* et doit par conséquent être considérée comme correcte au titre du critère d'examen spécial exposé à l'article 17.6 ii) de l'Accord antidumping.

46. Même si le paragraphe 3 de l'Annexe II déclarait que les renseignements "doivent" être pris en compte, il serait néanmoins illogique d'adopter la lecture de l'Inde selon laquelle de tels renseignements "*doivent* être utilisés par les autorités chargées de l'enquête pour le calcul de la marge de dumping".[45] L'expression "prendre en compte" est définie comme "prendre en considération" ou "prendre note".[46] L'obligation de prendre quelque chose en considération ou de prendre note de quelque chose est distincte de l'obligation d'utiliser réellement la même chose.

C. LA DÉCISION DU DÉPARTEMENT D'APPLIQUER LES DONNÉES DE FAIT DISPONIBLES CONCERNANT SAIL ÉTAIT FONDÉE SUR UNE ÉVALUATION IMPARTIALE ET OBJECTIVE DES FAITS

47. La partie des renseignements de SAIL dont l'Inde fait valoir qu'elle aurait pu être utilisée par le Département pour déterminer une marge de dumping pour SAIL semble avoir rétréci au cours de la première réunion du Groupe spécial. Pendant la procédure en question, SAIL a maintenu que toutes ses données seraient corrigées, vérifiées et prêtes à être utilisées pour les calculs concernant le dumping. Les promesses de SAIL n'ont jamais été tenues. Dans les documents qu'elle a par la suite déposés auprès du Tribunal du commerce international, SAIL a reconnu que l'on pourrait faire valoir que "le recours aux données de fait disponibles est justifié (mais non exigé) ... à la fois pour les données de SAIL concernant les ventes sur le marché intérieur et celles concernant les coûts".[47] Devant le présent Groupe spécial, l'Inde a commencé par défendre la cause de SAIL et faire valoir que la totalité de la base de données concernant les ventes aux États-Unis aurait dû être utilisée. Toutefois, confrontée au fait que SAIL n'a pu démontrer la véracité des renseignements relatifs aux coûts qu'elle a communiqués - renseignements auxquels il faudrait apporter des ajustements pour tenir compte des différences physiques entre les produits vendus aux États-Unis et les produits pris comme valeur normale conformément à l'article 2.4.2 de l'Accord antidumping - l'Inde a modifié son argument pour suggérer l'utilisation d'un petit sous-ensemble de ventes aux États-Unis. Plus spécifiquement, la théorie la plus récente de l'Inde est que le Département aurait dû utiliser juste les ventes aux États-Unis qui correspondaient parfaitement au produit sur lequel la valeur normale alléguée dans la pétition était fondée.

---

[39] *Id*., paragraphe 6.93 ("Le terme "devrait" dans son sens ordinaire n'est généralement pas impératif, c'est-à-dire que son utilisation dans [l'article 2.4 de l'Accord antidumping] indique qu'un Membre n'est pas tenu de prendre en compte les frais et les bénéfices lorsqu'il construit un prix à l'exportation.")

[40] WT/DS48/R/CAN, adopté le 18 août 1997 ("*CE - Hormones*").

[41] *Id*., paragraphe 8.169.

[42] WT/DS79/R, adopté le 24 août 1998 ("*Inde - Brevets*").

[43] WT/DS162/R, adopté le 29 mai 2000 ("*États-Unis - Loi de 1916*").

[44] *Inde - Brevets*, paragraphe 7.14; voir également *États-Unis - Loi de 1916*, paragraphe 7.14.

[45] Déclaration orale de l'Inde, paragraphe 27 (italique dans l'original).

[46] New Shorter Oxford Dictionary, Vol. 1, page 15.

[47] Mémoire de SAIL au CIT, pièce n° 19 de l'Inde, page 16.

48. Même cet argument sur lequel l'Inde se replie est contredit par les faits de la cause. Comme cela a déjà été montré, la base de données de SAIL concernant les États-Unis contenait des vices reconnus, outre l'absence de renseignements utilisables sur les coûts pour procéder aux ajustements de prix. En fait, il n'aurait pas été possible pour le Département d'identifier les transactions aux États-Unis portant sur les marchandises physiquement identiques aux marchandises prises comme valeur normale en utilisant la base de données telle qu'elle a été communiquée par SAIL. Cette base de données contenait des renseignements inexacts concernant les caractéristiques physiques des transactions déclarées. Il aurait donc été nécessaire pour le Département d'identifier et de corriger manuellement quelque 75 pour cent de la base de données de SAIL avant même d'essayer d'utiliser ces données. Compte tenu du manquement répété de SAIL à l'obligation de fournir des données utilisables et du fait que le Département a vérifié qu'à tout le moins l'énorme majorité de ces données était totalement inutilisable, il n'était ni déraisonnable ni incompatible avec les obligations des États-Unis au regard de l'OMC que le Département n'entreprenne pas cette tâche additionnelle.

49. Dans sa déclaration orale, l'Inde reconnaît qu'il peut y avoir des circonstances dans lesquelles l'absence d'un certain aspect des renseignements demandés rend la totalité des données concernées sujette à caution. L'Inde a déclaré que

> si une entreprise étrangère interrogée fournissait des renseignements sur toutes les ventes à l'exportation mais ne fournissait pas de renseignements sur un certain nombre de caractéristiques nécessaires pour ces ventes (par exemple leurs caractéristiques physiques ou le prix auquel elles étaient effectuées), les autorités chargées de l'enquête pourraient avoir valablement motif de constater qu'elles ne peuvent pas utiliser ces renseignements sans difficultés indues parce qu'ils sont trop incomplets.[48]

Nous considérons qu'il s'agit là d'une importante concession de la part de l'Inde, parce que l'entreprise étrangère intéressée, dans la présente affaire, n'a pas fourni de renseignements concernant une caractéristique nécessaire (par exemple, les données relatives au coût de fabrication nécessaires pour mesurer l'effet sur la comparabilité des prix des différences entre les caractéristiques physiques des marchandises). Par conséquent, la logique de l'Inde elle-même appuierait le rejet des données concernant les ventes aux États-Unis.

50. Enfin, après avoir rejeté la tentative de SAIL visant à ressusciter son allégation au titre du paragraphe 7 de l'Annexe II – selon laquelle le Département n'a prétendument pas fait preuve d'une "circonspection particulière" en ayant recours aux renseignements figurant dans la requête en tant que données de fait disponibles – le Groupe spécial devrait rejeter les arguments de l'Inde selon lesquels les marges utilisées dans la requête étaient déraisonnables. Il était inattendu que l'Inde soulève ce point étant donné que l'évaluation ou la "corroboration" des renseignements figurant dans la pétition et utilisés comme données de fait disponibles constitue un exercice factuel et que SAIL, la partie ayant participé à l'enquête, n'a jamais formulé d'objection concernant la corroboration de la requête par le Département au cours de l'enquête.[49]

[48] Déclaration orale de l'Inde, paragraphe 58.

[49] *Voir* Mémoire du Département sur la Corroboration, pièce n° 30 de l'Inde. Ce mémoire a été publié plus de quatre mois avant la date à laquelle SAIL a déposé son mémoire commentant la détermination du Département fondée sur les "données de fait disponibles" et pourtant l'entreprise n'a jamais soulevé d'objection concernant cette corroboration.

III. L'INDE N'A PAS ETABLI *PRIMA FACIE* LE BIEN-FONDE DE SON ALLEGATION SELON LAQUELLE LES ETATS-UNIS ONT VIOLE L'ARTICLE 15 DE L'ACCORD ANTIDUMPING

51. Les États-Unis ont démontré dans leur première communication écrite que l'Inde n'avait pas établi *prima facie* le bien-fondé de son allégation de violation de l'article 15 de l'Accord antidumping. Aucun des points soulevés par l'Inde au cours de la première réunion du Groupe spécial ne modifie cette conclusion.

52. Comme le Groupe spécial l'a fait observer dans ses questions écrites, l'Inde a centré son allégation au titre de l'article 15 sur la seconde phrase de cette disposition.[50] Elle n'a même pas mentionné la première phrase au cours de la première réunion du Groupe spécial. L'approche de l'Inde sur ce point reflète le fait que la première phrase de l'article 15 n'impose aucune obligation aux pays développés Membres. Comme l'Inde l'a déclaré dans l'affaire *Linge de lit*, la première phrase "n'impose pas d'obligation juridique spécifique mais exprime simplement une préférence en ce sens que la situation particulière des pays en développement devrait être un élément à prendre en compte au moment de procéder à cette évaluation".[51] Étant donné que la première phrase de l'article 15 n'impose aucune obligation aux pays développés Membres, rien ne permet de conclure qu'un Membre peut violer cette disposition et il n'est donc pas nécessaire d'examiner ce point plus avant.

53. Pour ce qui est de la seconde phrase de l'article 15, les États-Unis ont reconnu que cette disposition crée une obligation d'"explorer des solutions constructives". Cette obligation n'existe toutefois que lorsque des droits antidumping "porteraient atteinte aux intérêts essentiels de pays en développement Membres". Jusqu'à ce que les États-Unis fassent observer ce point dans leur première communication écrite, ni SAIL ni l'Inde n'ont jamais allégué que l'application de droits antidumping à SAIL porterait atteinte aux intérêts essentiels de l'Inde. De plus ni l'Inde ni SAIL n'ont jamais identifié les intérêts essentiels – s'ils existent – qui pourraient être impliqués dans la présente affaire.

54. Les arguments de l'Inde sur ce point au cours de la première réunion du Groupe spécial se limitent pratiquement à affirmer que les États-Unis auraient dû savoir qu'en appliquant des droits antidumping à SAIL ils porteraient atteinte aux intérêts essentiels de l'Inde. L'Inde est toutefois incapable de relever des éléments de preuve dans le dossier factuel pour appuyer cette affirmation. Par exemple, dans la mesure où SAIL fabrique différents types de produits en acier et vend ces produits dans le monde entier, citer le nombre total de personnes employées par SAIL ne prouve rien.[52] De même, sans connaître le pourcentage des ventes totales de l'entreprise que représentent les exportations de tôles en acier aux États-Unis, il n'y a pas moyen d'évaluer l'importance de ces ventes pour l'entreprise, et encore moins de déterminer si l'application d'une mesure antidumping à ces ventes porterait atteinte aux intérêts essentiels de l'Inde. Si une entreprise fabrique des produits variés qu'elle vend sur un grand nombre de marchés, l'imposition d'une mesure antidumping à l'exportation d'un seul produit sur un seul marché d'exportation peut même ne pas porter atteinte aux intérêts essentiels de l'entreprise et encore moins aux intérêts essentiels du pays en développement Membre.

55. En outre, les arguments de l'Inde sur ce point démontrent qu'elle ne comprend pas la position des États-Unis. Contrairement à ce qu'elle affirme, les États-Unis n'allèguent pas qu'une "entreprise privée d'un pays en développement interrogée doit demander à son gouvernement de prendre des contacts de gouvernement à gouvernement avant que l'entreprise privée interrogée ne puisse demander un accord de suspension".[53] Le fait que le Département envisage la possibilité d'un accord

---

[50] *Voir États-Unis – Mesures antidumping et compensatoires appliquées aux tôles en acier en provenance de l'Inde*, Questions aux parties, 1er janvier 2002, question n° 25.

[51] Rapport du Groupe spécial *Communautés européennes – Droits antidumping sur les importations de linge de lit en coton en provenance d'Inde*, WT/DS141/R, adopté le 12 mars 2001, paragraphe 6.220.

[52] Déclaration orale de l'Inde, paragraphe 70.

[53] Déclaration orale de l'Inde, paragraphe 71.

de suspension sans aucune intervention du gouvernement indien démontre que les États-Unis n'imposent pas une telle prescription. Les États-Unis font simplement valoir qu'il n'y a pas au regard de l'OMC d'obligation d'"explorer des solutions constructives" à moins que l'application d'une mesure antidumping ne porte atteinte aux intérêts essentiels d'un pays en développement Membre. Aucun élément de preuve au dossier de l'enquête mis en cause ne donne à penser que c'était le cas dans la présente affaire.

56. L'Inde allègue que l'obligation prévue à l'article 15 est déclenchée "même lorsque la partie intéressée d'un pays en développement ou son gouvernement sont silencieux".[54] Elle n'explique cependant pas comment un pays développé Membre serait en mesure d'identifier les intérêts que les différents pays en développement Membres considèrent comme "essentiels" en l'absence de toute allégation émanant de l'entreprise privée interrogée ou du gouvernement du pays en développement; il n'est pas réaliste d'attendre des autorités chargées de l'enquête qu'elles évaluent si l'application d'une mesure antidumping dans un cas donné porterait atteinte à des intérêts essentiels en l'absence d'une telle allégation.[55] Tout au plus, le fait qu'un pays en développement Membre ou ses entreprises privées choisissent de demeurer silencieux pourrait-il être considéré comme un élément de preuve *prima facie* que l'application d'une mesure antidumping ne porterait pas atteinte aux intérêts essentiels de ce pays en développement Membre.

57. L'Inde n'a pas non plus trouvé de soutien à son interprétation dans les arguments des tierces parties. Dans leurs communications écrites, le Japon et les Communautés européennes n'ont pas pris position sur ce point. Dans sa déclaration orale, le Chili a demandé au Groupe spécial de ne pas prendre de décision sur cette allégation, soulignant que la Conférence ministérielle de Doha a reconnu qu'il fallait préciser la manière de "donner effet" à l'article 15.[56]

58. De toute manière, les faits au dossier démontrent que le Département a bien exploré activement la possibilité d'un accord de suspension dans la présente affaire. Les États-Unis ont examiné ce point dans les paragraphes 188 à 191 de leur première communication écrite. Comme cela a été expliqué, les représentants du Département ont tenu une réunion avec les représentants de SAIL spécifiquement pour examiner la possibilité d'un accord de suspension. L'allégation de l'Inde selon laquelle le Département n'était pas disposé à examiner un accord de suspension n'est pas étayée par le dossier administratif et, d'ailleurs, SAIL n'a pas laissé entendre au cours de l'enquête que le mémoire *ex parte* rendant compte de cette réunion était en aucune manière inexacte ou incomplet.

59. Pour ces raisons, il n'y a pas de base factuelle ni juridique permettant de constater que les États-Unis ont agi de manière incompatible avec l'article 15.

CONCLUSION

60. Pour les raisons qui précèdent, les États-Unis demandent au Groupe spécial de rejeter les allégations de l'Inde dans leur totalité.

---

[54] Déclaration orale de l'Inde, paragraphe 72.

[55] L'enquête *Inde-Acier* est un bon exemple. Comme les États-Unis l'ont fait observer dans leur première communication écrite (paragraphe 187), la lettre de SAIL soulevant la possibilité de conclure un accord de suspension ne mentionne pas les intérêts essentiels de l'Inde pas plus qu'elle n'allègue que (on n'explique comment) l'application d'une mesure antidumping aux exportations de tôles en acier de SAIL porterait atteinte à ces intérêts. Voir *Letter from SAIL'S Counsel to USDOC Re: Request for a Suspension Agreement*, 29 juillet 1999 (pièce n° 10 de l'Inde).

[56] Déclaration orale du Chili, 25 janvier 2002, paragraphe 21.

ÉTATS-UNIS - MESURES ANTIDUMPING ET COMPENSATOIRES APPLIQUÉES AUX TÔLES EN ACIER EN PROVENANCE DE L'INDE

WT/DS206

Deuxième communication écrite
des États-Unis d'Amérique

PIÈCES JOINTES

US-26 (A) Final Results; Administrative Review and New Shipper Review of the Antidumping Duty Order on Stainless Steel Bar from India, 65 Fed. Reg. 48965 (10 August 2000) and accompanying Decision Memorandum; Final Determination of Sales at Less Than Fair Value;

(B) Certain Polyester Staple Fibre From Taiwan, 65 Fed. Reg. 16877 (30 March 2000) and accompany Decision Memorandum

ANNEXE D

Déclarations orales, première et deuxième réunions

Table des matières		Page
Annexe D-1	Déclaration orale des États-Unis	D-2
Annexe D-2	Déclaration orale de l'Inde	D-8
Annexe D-3	Déclaration orale des Communautés européennes en tant que tierce partie	D-31
Annexe D-4	Déclaration orale du Chili en tant que tierce partie	D-33
Annexe D-5	Déclaration orale des États-Unis - Deuxième réunion du Groupe spécial	D-37
Annexe D-6	Déclaration orale de l'Inde - Deuxième réunion du Groupe spécial	D-44

ANNEXE D-1

DÉCLARATION ORALE DES ÉTATS-UNIS

(23 juillet 2002)

1. Monsieur le Président, Mesdames les membres du Groupe spécial, au nom de la délégation des États-Unis, j'aimerais tout d'abord vous remercier de nous accorder cette occasion de formuler des observations sur certains des points soulevés par l'Inde dans sa première communication écrite. Nous n'avons pas l'intention de faire une longue déclaration aujourd'hui; vous avez notre communication écrite et nous ne répéterons pas toutes les observations que nous y avons formulées. Nous serons heureux de répondre à toutes questions que vous pourrez avoir à poser à la fin de notre déclaration.

2. M. le Président, avant de commencer, j'aimerais faire quelques brèves observations sur la nouvelle allégation de l'Inde concernant la "circonspection particulière". À la lumière de la décision du Groupe spécial de ne pas examiner cette allégation, et compte tenu du fait que nous n'avons pas vu ces arguments auparavant, nous n'y répondrons pas aujourd'hui en détail. Toutefois, je tiens à ce qu'il soit consigné au dossier que les autorités des États-Unis ont en fait appuyé cette offre. Nous aimerions également qu'il soit consigné au dossier que nous contestons les arguments factuels et juridiques avancés aujourd'hui par l'Inde concernant cette nouvelle allégation et que nous sommes en désaccord avec ces arguments.

3. J'aimerais souligner dès le départ quelques points concernant le critère d'examen au titre de l'article 17.6 de l'Accord antidumping. Premièrement, les groupes spéciaux ne peuvent pas procéder à une évaluation *de novo* des faits. À moins qu'un groupe spécial ne constate que l'établissement par les autorités des faits dont il est saisi était incorrect ou que leur évaluation de ces faits n'était ni impartiale ni objective, l'évaluation ne devrait pas être infirmée, quand bien même le Groupe spécial aurait établi une détermination différente s'il avait lui-même initialement été saisi des mêmes faits. (Première communication des États-Unis, paragraphes 61 à 66.)

4. Deuxièmement, les groupes spéciaux doivent confirmer les interprétations de l'Accord antidumping données par les autorités chargées de l'enquête si ces interprétations sont admissibles. Lorsqu'il existe plusieurs interprétations admissibles d'une disposition de l'Accord antidumping, un groupe spécial ne doit pas imposer l'interprétation qu'il préfère au Membre concerné, car il accroîtrait, de manière inadmissible, les obligations que les Membres de l'OMC ont acceptées. (Première communication des États-Unis, paragraphes 67 à 73.)

5. La question centrale dans la présente affaire concerne l'utilisation par les autorités des États-Unis des données de fait disponibles – conformément à l'article 6.8 et à l'annexe II de l'Accord antidumping – dans leur enquête en matière de dumping sur les importations de tôles en acier en provenance d'Inde.

6. L'Accord antidumping dispose que les Membres ont le droit d'imposer des droits correctifs si les importations faisant l'objet d'un dumping causent un dommage à leur branche de production nationale. Pour invoquer ce droit, un Membre doit d'abord mener une enquête pour déterminer s'il existe un dumping et un dommage. Cette enquête en matière de dumping, telle qu'elle est prescrite par l'Accord antidumping, nécessite un grand nombre de renseignements, qui pour la plupart ne peuvent être obtenus qu'auprès des exportateurs. La position adoptée par l'Inde dans la présente affaire donnerait aux exportateurs interrogés un contrôle total sur les données utilisées dans les calculs concernant le dumping et rendrait impossible un processus d'enquête valable. Une telle interprétation de l'Accord antidumping n'est par conséquent pas compatible avec son objet et son but.

7. L'interprétation de l'Accord antidumping donnée par les États-Unis par contre est compatible avec l'objet et le but de cet accord et conserve l'équilibre des droits et obligations qu'il établit. Plus spécifiquement, les États-Unis sont d'avis que, conformément à l'Accord antidumping, l'autorité chargée de l'enquête peut déterminer que la réponse d'un exportateur est si foncièrement viciée qu'elle ne peut pas constituer une base fiable pour les calculs concernant le dumping. Dans un tel cas, le rejet de la totalité de la réponse est justifié. La présente affaire constitue un tel cas.

8. L'article 6.8 de l'Accord antidumping dispose que dans de tels cas, "des déterminations préliminaires et finales … pourront être établies sur la base des données de fait disponibles". Dans la présente affaire, les autorités des États-Unis n'ont eu recours aux données de fait disponibles qu'après avoir 1) accordé de nombreuses occasions à l'entreprise indienne interrogée de fournir des données utilisables et après avoir fait de gros efforts pour l'aider dans ce sens; 2) dit à l'entreprise indienne interrogée, spécifiquement et à de nombreuses reprises, qu'il serait nécessaire d'utiliser les données de fait disponibles si elle ne fournissait pas les renseignements nécessaires; et 3) expliqué pleinement les raisons pour lesquelles elles ont utilisé les données de fait disponibles dans les déterminations qu'elles ont publiées. En bref, l'utilisation par les autorités des États-Unis des données de fait disponibles dans la présente affaire était conforme à l'article 6.8 et à l'Annexe II de l'Accord antidumping.

9. Comme l'Organe d'appel l'a dit dans l'affaire *Acier laminé à chaud en provenance du Japon*, l'objectif d'une enquête antidumping consiste à "assurer une prise de décisions objective sur la base des faits". Cependant, afin de pouvoir *prendre* des décisions objectives sur la base des faits, les autorités chargées de l'enquête doivent avoir *accès* à ces faits. Le fait qu'une partie interrogée ne fournisse pas les renseignements nécessaires va à l'encontre de l'objectif d'une enquête en matière de dumping. En conséquence, l'autorisation donnée par l'Accord antidumping d'utiliser les données de fait disponibles lorsque les faits nécessaires ne sont pas communiqués est absolument essentielle pour que l'autorité chargée de l'enquête soit en mesure de réaliser une enquête en matière de dumping.

10. Le but du critère d'objectivité pour la prise de décisions est de permettre que des déterminations neutres soient établies sans partialité à l'égard de la partie qui pourrait être soumise à des droits ni à l'égard de celle subissant un dommage du fait du dumping. Lorsque les autorités chargées de l'enquête s'appuient sur les données de fait disponibles, il n'est pas possible de déterminer si ces faits sont avantageux pour la partie interrogée parce que les renseignements nécessaires pour déterminer la marge effective de dumping de cette partie ne sont pas disponibles. Ainsi, une interprétation de l'Accord antidumping qui permettrait aux parties interrogées de fournir des renseignements de manière sélective et exigerait par contre des autorités chargées de l'enquête qu'elles utilisent ces renseignements aussi incomplets soient-ils encouragerait de telles réponses sélectives et irait donc à l'encontre du but sous-jacent d'une enquête qui est "une prise de décisions objective sur la base des faits".

11. L'Inde recherche justement une telle interprétation dans la présente affaire. Elle demande au Groupe spécial d'exiger des autorités des États-Unis qu'elles utilisent certains – mais pas beaucoup – des renseignements communiqués par l'entreprise indienne interrogée parce que – selon l'Inde – ces renseignements étaient suffisamment bons pour être utilisés. Mais les autorités des États-Unis ne pouvaient pas – et le Groupe spécial ne devrait pas – se concentrer sur une fraction seulement des renseignements présentés et ignorer le reste. L'Inde et l'entreprise indienne interrogée reconnaissent que les renseignements relatifs aux ventes sur le marché intérieur, au coût de production et à la valeur construite fournis par l'entreprise indienne interrogée étaient totalement inutilisables. Pourtant, l'Inde allègue que l'Accord antidumping exigeait des autorités des États-Unis qu'elles utilisent les renseignements sur les prix aux États-Unis effectivement fournis par l'entreprise interrogée pour calculer une marge de dumping, alors que ces données elles aussi étaient viciées et ne constituaient qu'une fraction des renseignements nécessaires à une analyse en matière de dumping.

12. Conformément à l'article 31 de la Convention de Vienne, une disposition d'un traité doit être interprétée suivant le sens ordinaire à attribuer aux termes du traité dans leur contexte et à la lumière

de son objet et de son but. Les arguments de l'Inde ne sont pas fondés sur le texte effectif de l'article 6.8 et de l'Annexe II de l'Accord antidumping, mais sur les termes que, d'après l'Inde, le Groupe spécial devrait voir dans l'Accord. Ainsi, l'Inde fait valoir que le paragraphe 3 de l'Annexe II crée des obligations concernant des "catégories de renseignements", bien que le terme "catégories" n'apparaisse pas dans le texte. De même, l'Inde fait valoir que le paragraphe 3 de l'Annexe II porte sur les types de renseignements que les autorités "doivent utiliser" alors qu'en fait il ne porte que sur ceux qu'elles "devraient prendre en compte". Comme nous l'avons montré dans notre première communication écrite, au paragraphe 88, en adoptant l'interprétation de l'Inde on aboutirait à des résultats absurdes. Les groupes spéciaux ne devraient pas retenir de telles interprétations.

13. L'interprétation de l'Inde est également contraire à l'objet et au but de l'Accord antidumping dans la mesure où elle limite en fait la faculté de l'autorité chargée de l'enquête de prendre des mesures pour compenser un dumping dommageable. Réduit à son essence, l'argument de l'Inde est que l'Accord antidumping autorise les entreprises interrogées à ne fournir que les renseignements appuyant leurs intérêts, et exige des autorités chargées de l'enquête qu'elles utilisent ces renseignements. Si l'argument de l'Inde était accepté, aucune entreprise interrogée ne communiquerait jamais de renseignements contraires à ses intérêts. Si ses prix sur le marché intérieur ou ses coûts de production étaient élevés, une entreprise ne fournirait jamais une base de données concernant les ventes sur le marché intérieur ou les coûts. Inversement, si ses prix à l'exportation étaient faibles elle ne communiquerait jamais les ventes à l'exportation. L'Accord antidumping serait considéré comme encourageant et protégeant une telle attitude. Rien dans le texte de l'Accord antidumping ne justifie une telle interprétation. Le rôle du présent Groupe spécial est d'interpréter les termes effectivement utilisés dans l'Accord antidumping et non les termes que l'Inde souhaiterait y voir.

Renseignements nécessaires à une enquête antidumping

14. Le sens du terme "renseignements" tel qu'il figure à l'article 6.8 et à l'Annexe II de l'Accord est au centre du présent différend. Le terme "renseignements" est un terme général et son interprétation dépend du contexte. L'article 6.8 de l'Accord prévoit que l'autorité chargée de l'enquête peut recourir aux données de fait disponibles dans ses calculs concernant le dumping si les parties ne communiquent pas des renseignements "nécessaires". Dans le contexte de l'Accord antidumping, qui définit le dumping en se fondant sur une comparaison entre le prix à l'exportation et la valeur normale, au cours d'opérations commerciales normales, les renseignements "nécessaires" pour mener une enquête antidumping incluent les prix de la marchandise visée sur le marché intérieur du pays exportateur, les prix à l'exportation de la marchandise visée et, le cas échéant, des renseignements sur le coût de production et sur la valeur construite.

15. Comme la plupart des autorités chargées des enquêtes, celles des États-Unis sont très tributaires des entreprises interrogées pour obtenir les renseignements nécessaires à une analyse antidumping exacte et fiable; elles ne peuvent pas forcer une entreprise interrogée à fournir des renseignements. Mais, si les autorités chargées de l'enquête ne peuvent pas contrôler la quantité ou la qualité des renseignements fournis par une entreprise interrogée, elles peuvent - et doivent - évaluer à chaque fois les faits de la cause pour déterminer si une entreprise interrogée a communiqué les renseignements nécessaires qui leur permettent de réaliser leur analyse de manière exacte. Il peut arriver qu'une entreprise interrogée fournisse tous les renseignements nécessaires, sauf sur des points sans importance pour lesquels les données ne sont pas disponibles ou ne sont pas sous son contrôle. Il peut aussi arriver qu'une entreprise interrogée refuse purement et simplement de communiquer des renseignements.

16. Dans le cas de l'entreprise indienne interrogée, les renseignements effectivement fournis étaient totalement inutilisables. Même après que les autorités des États-Unis eurent donné à l'entreprise indienne interrogée de multiples occasions de remédier à la non-conformité des renseignements communiqués, ceux-ci demeuraient totalement inutilisables. Bien que les autorités des États-Unis aient envoyé leur questionnaire type et au minimum cinq grandes demandes

complémentaires de renseignements, au moment où la détermination finale devait être publiée, elles n'avaient toujours pas les renseignements qu'elles avaient demandés à l'entreprise indienne interrogée plus de six mois auparavant. (Première communication des États-Unis, paragraphes 150 à 155.) En outre, lorsque les bases de données informatiques fournies par l'entreprise indienne interrogée se sont avérées inutilisables, le personnel du Département du commerce n'a pas ménagé ses efforts pour aider l'entreprise indienne interrogée à remédier à la non-conformité des renseignements, mais en vain. (Première communication des États-Unis, paragraphes 24 et 29.) L'entreprise indienne interrogée a maintenu que ses renseignements pouvaient être vérifiés par rapport à ses propres registres comptables mais - après un examen soigneux sur place - il s'est avéré que cela n'était pas le cas. Même les données concernant les ventes aux États-Unis, sur lesquelles l'entreprise indienne interrogée - et maintenant l'Inde - s'appuient étaient viciées et n'avaient aucune valeur en elles-mêmes. En fin de compte, l'entreprise indienne interrogée n'a pas fourni les renseignements nécessaires pour que les autorités des États-Unis puissent procéder à une analyse exacte en matière de dumping. Les autorités étaient tenues d'analyser les renseignements nécessaires mais ont été empêchées de le faire. À un moment ou l'autre, lorsque les parties interrogées ne fournissent pas les renseignements nécessaires pour mener une enquête antidumping, les autorités chargées de l'enquête doivent avoir la faculté de rejeter les réponses au questionnaire de cette partie dans leur totalité et d'utiliser les données de fait disponibles.

17. La décision de recourir entièrement aux données de fait disponibles n'est pas toujours nécessaire. Dans les cas où une petite partie des renseignements nécessaires n'est pas disponible ou ne peut pas être utilisée, l'autorité chargée de l'enquête peut déterminer une marge de dumping relativement exacte en appliquant les "données de fait disponibles" de manière tout aussi limitée. Cependant, dans des cas comme le cas présent, où une partie importante des renseignements nécessaires n'est pas disponible, est inutilisable ou est invérifiable, une entreprise interrogée ne peut pas remédier aux défauts massifs et collectifs des renseignements simplement en divisant ces renseignements en différents éléments d'information puis en demandant à l'autorité de se concentrer sur certains éléments ou certaines "catégories de renseignements". Les autorités chargées de l'enquête doivent examiner tous les renseignements nécessaires dans un tel cas avant de déterminer comment recourir aux données de fait disponibles. Les Communautés européennes ont dit dans leur communication que les "données requises dans une enquête antidumping, et nécessaires pour établir une détermination, ne peuvent pas être considérées comme des éléments d'information isolés" (communication des Communautés européennes en tant que tierce partie, paragraphe 10). Nous sommes tout à fait d'accord.

18. L'article 6.8 et l'Annexe II de l'Accord antidumping définissent les paramètres qui permettent aux autorités chargées de l'enquête de déterminer si les faits spécifiques présentés exigent l'application des données de fait disponibles. L'interprétation donnée par l'Inde de l'article 6.8 et de l'Annexe II de l'Accord antidumping cherche à limiter les paramètres qui permettent d'utiliser les "données de fait disponibles" et par conséquent réduit beaucoup la faculté de l'autorité chargée de l'enquête de mener une enquête antidumping. L'interprétation de l'Inde romprait l'équilibre soigneusement établi dans l'Accord antidumping entre les intérêts des autorités chargées de l'enquête et ceux des exportateurs.

19. Dans la présente affaire, la décision des autorités des États-Unis d'appliquer les données de fait disponibles en ce qui concerne l'entreprise indienne interrogée est compatible tant avec les dispositions pertinentes de l'Accord antidumping qu'avec cet équilibre essentiel entre les intérêts des autorités chargées de l'enquête et ceux des exportateurs. Comme l'Organe d'appel l'a récemment expliqué dans *Acier laminé à chaud en provenance du Japon*, paragraphe 102:

> Pour achever leurs enquêtes, les autorités chargées de l'enquête sont en droit d'attendre un degré d'effort très important – au "mieux de leurs possibilités" – des exportateurs soumis à enquête. Dans le même temps, cependant, les autorités chargées de l'enquête ne sont pas en droit de soumettre ces exportateurs à des conditions *absolues* ni de leur imposer des charges *déraisonnables*.

Les éléments de preuve factuels démontrent que les autorités des États-Unis n'ont pas soumis l'entreprise indienne interrogée à des conditions absolues et ne lui ont pas imposé des charges déraisonnables. Elles n'ont pas exigé la perfection ni demandé des renseignements que l'entreprise indienne interrogée ne contrôlait pas. Mais, ne disposant pas des renseignements nécessaires pour établir une détermination en matière de dumping, les autorités des États-Unis n'ont pas eu d'autre choix que d'utiliser les données de fait disponibles.

20. En résumé, si le Groupe spécial adoptait l'interprétation du terme "renseignements" que l'Inde cherche à greffer sur l'Accord antidumping – c'est-à-dire une interprétation qui applique le critère des données de fait disponibles de l'article 6.8 et de l'Annexe II à une "catégorie" de renseignements mais ignore l'absence collective des renseignements nécessaires à une analyse en matière de dumping – les parties interrogées contrôleraient en dernier ressort les renseignements que les autorités chargées de l'enquête peuvent analyser, à l'encontre de l'équilibre essentiel que reflète l'Accord antidumping entre les intérêts des autorités chargées de l'enquête et ceux des exportateurs.

Mise en cause par l'Inde de la législation des États-Unis

21. J'aimerais aborder maintenant brièvement l'allégation de l'Inde selon laquelle les dispositions de la législation des États-Unis relatives aux données de fait disponibles, "en tant que telles", constituent une infraction aux obligations au regard de l'OMC. Il est bien établi dans le cadre de l'OMC que la législation d'un Membre "en tant que telle" constitue une infraction aux obligations au regard de l'OMC *uniquement* si elle *prescrit* une action incompatible avec ces obligations ou empêche une action compatible avec ces obligations.

22. Comme nous l'avons expliqué très en détail dans notre première communication écrite (paragraphes 120 à 146), rien dans les dispositions de la législation des États-Unis relatives aux données de fait disponibles ne prescrit une action incompatible avec les règles de l'OMC. Au contraire, les dispositions de la législation des États-Unis reprennent largement celles de l'Accord antidumping et, lorsqu'il existe des différences, la législation des États-Unis n'est pas en conflit avec les principes et les critères énoncés dans l'Accord.

Allégation au titre de l'article 15

23. Je vais brièvement examiner l'allégation de l'Inde selon laquelle les États-Unis ont violé l'article 15 de l'Accord antidumping parce qu'il n'ont prétendument pas exploré les possibilités de solutions constructives au cours de l'enquête antidumping. Comme les Communautés européennes l'ont fait observer dans leur communication (paragraphe 13), l'article 15 ne s'applique que lorsqu'un pays en développement Membre démontre que l'application de droits antidumping aux produits en question porterait atteinte à ses "intérêts essentiels". L'Inde n'a jamais allégué – et encore moins démontré – que l'imposition de droits antidumping aux exportations de SAIL aurait porté atteinte à ses "intérêts essentiels". De plus, les faits démontrent de toute manière que les autorités des États-Unis ont bien exploré activement la possibilité de recourir à un engagement en matière de prix dans la présente affaire. Les allégations contraires de l'Inde n'établissent pas *prima facie* qu'il y a incompatibilité avec l'article 15.

Nouveaux renseignements

24. Nous aimerions également faire quelques brèves remarques sur le fait que l'Inde s'appuie sur des témoignages qui n'ont pas été présentés au Département et qui, par conséquent, ne font pas partie des faits mis à la disposition de l'autorité chargée de l'enquête. Nous avons expliqué dans notre première communication écrite, aux paragraphes 168 à 171, pourquoi la prise en considération de tels éléments serait incompatible avec l'article 17.5 ii) de l'Accord antidumping, au titre duquel les

groupes spéciaux doivent examiner la question dont ils sont saisis en se fondant sur les faits communiqués aux autorités du Membre importateur.

25. La présentation faite aujourd'hui par M. Hayes ne fait que prouver la validité de notre argument. M. Hayes est un employé du cabinet juridique qui représente l'Inde dans cette affaire. Son point de vue est celui d'un partisan et non d'un expert désintéressé. Ses observations devraient être examinées sous cet angle. Le point de vue de M. Hayes ne faisait pas partie des faits communiqués au Département et il ne figure pas à bon droit dans le dossier examiné par le Groupe spécial. La déclaration sous serment en question n'a jamais été communiquée au Département et, par conséquent, n'a jamais été examinée par lui dans le cadre de la détermination finale. En tant qu'employé du cabinet juridique qui représente actuellement l'Inde, M. Hayes n'a jamais participé à l'enquête mise en cause et ses arguments, qui n'apparaissent pas au dossier, ont été élaborés deux ans après la détermination finale du Département. Son point de vue par conséquent n'est pas présenté en temps utile et n'est pas objectif. Outre qu'il devrait refuser d'examiner ces renseignements, le Groupe spécial devrait également refuser d'examiner tout argument formulé par l'Inde qui repose sur ce renseignement.

26. Nous aimerions également faire observer que, contrairement à ce que l'Inde laisse entendre au paragraphe 85 de sa déclaration orale, si les États-Unis n'ont pas parlé des nouveaux renseignements présentés par M. Hayes quant au fond, ils n'ont en aucune manière admis ses arguments.

Conclusion

27. Nous tenions aujourd'hui à examiner la principale question fondamentale dont est saisi le Groupe spécial: à savoir que les autorités chargées de l'enquête doivent être autorisées à assumer leur rôle d'une manière juste et impartiale et ne devraient pas être tenues de réaliser leurs analyses en matière de dumping de la manière déterminée par l'entreprise interrogée. Ce principe est étayé par le texte de l'article 6.8 – qui autorise l'utilisation des données de fait disponibles – et par les critères énoncés à l'Annexe II. Lorsque, comme c'est le cas ici, une entreprise interrogée a pour l'essentiel omis de fournir les renseignements nécessaires à une analyse en matière de dumping, les autorités chargées de l'enquête sont autorisées par l'article 6.8 à rejeter les renseignements limités fournis et à recourir à la place aux données de fait disponibles.

28. Notre présentation aujourd'hui s'arrête là. Plutôt que de continuer à répondre point par point maintenant aux observations faites par l'Inde, nous aimerions avoir la possibilité d'examiner les points qui préoccupent ou intéressent le Groupe spécial en réponse à des questions.

ANNEXE D-2

DÉCLARATION ORALE DE L'INDE

(23 janvier 2002)

I. INTRODUCTION DU CHEF DE LA DÉLÉGATION INDIENNE

1. Au nom du gouvernement indien, j'aimerais tout d'abord remercier le Président, les membres du Groupe spécial et le Secrétariat de leurs efforts. L'Inde se félicite de pouvoir travailler avec vous et avec la délégation des États-Unis au cours de cette procédure. La délégation indienne aujourd'hui est composée de moi-même et de M. M.K. Rao de la Mission permanente de l'Inde auprès de l'OMC, de MM. Jha et Dhawan de Steel Authority of India Ltd. et de MM. Scott Andersen, Neil Ellis et Albert Hayes du cabinet juridique Powell, Golstein, Frazer & Murphy.

2. Permettez-moi tout d'abord de replacer notre présentation dans son contexte. M. Andersen puis M. Ellis formuleront ensuite quelques observations additionnelles. M. Hayes fera également une déclaration concernant certains aspects techniques de l'enquête du DOC. L'Inde a présenté une première communication détaillée au Groupe spécial. Nous supposons que le Groupe spécial a lu cette communication et qu'il a reçu les informations utiles du Secrétariat. L'Inde se concentrera aujourd'hui sur des arguments additionnels et répondra aux principaux arguments formulés par les États-Unis dans leur première communication. Elle donnera une réponse complète dans la communication qu'elle présentera à titre de réfutation.

3. Nous sommes ici aujourd'hui à cause d'une procédure antidumping menée par le Département du commerce des États-Unis en 1999 concernant les exportations de tôles en acier coupées à longueur réalisées par Steel Authority of India Ltd., ou SAIL. Au cours de l'enquête, SAIL n'a pas ménagé ses efforts pour satisfaire les exigences importantes du DOC en matière de documents et de renseignements, en particulier pour ce qui est des données de l'entreprise sur les ventes aux États-Unis. Les données de SAIL sur les ventes aux États-Unis ont été communiquées en temps utile, étaient vérifiables et ont été communiquées de manière appropriée, mais le DOC les a néanmoins rejetées. Suite à des problèmes posés par des renseignements communiqués à part et concernant d'autres faits, le DOC a unilatéralement décidé de rejeter *tous* les renseignements communiqués par SAIL et a recouru aux "données de fait disponibles totales" attribuant de manière arbitraire à SAIL la marge de dumping la plus élevée alléguée par les entreprises américaines requérantes, soit 72,49 pour cent.

4. Ces droits antidumping ont fermé aux tôles coupées à longueur en provenance d'Inde leur principal marché d'exportation mondial. Les exportations indiennes de ce produit à destination des États-Unis ont totalement cessé.

5. L'Inde a déposé cette plainte parce que l'application des données de fait disponibles dans cette affaire, de même que les dispositions légales prévoyant l'application des données de fait disponibles violaient les droits de l'Inde au titre de l'*Accord sur la mise en œuvre de l'article VI de l'Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce de 1994* ("l'Accord antidumping"), de l'article VI du GATT de 1994 et de l'Accord sur l'OMC. Les autorités chargées de l'enquête ne doivent pas imposer aux exportateurs des charges qui, dans les circonstances, ne sont pas raisonnables. Elles ne peuvent pas rejeter des renseignements fournis de bonne foi, vérifiables, communiqués à temps, sous la forme informatisée demandée et utilisables sans difficultés indues, simplement parce que d'autres renseignements ont été jugés inadéquats.

6. Nous avons également démontré dans notre première communication que les dispositions légales des États-Unis concernant l'utilisation des "données de fait disponibles" imposent des conditions additionnelles qui vont au-delà de celles autorisées par l'Accord antidumping. À première vue, et telles qu'elles sont interprétées par les autorités des États-Unis, ces dispositions entraînent le rejet de renseignements communiqués en temps utile, vérifiables et utilisables, simplement parce qu'une entreprise interrogée n'a pas démontré à la satisfaction des autorités des États-Unis qu'elle avait agi au mieux de ses possibilités pour communiquer d'*autres* renseignements.

7. Les autorités des États-Unis ont aussi violé l'article 15 de l'Accord antidumping en ne prenant pas spécialement en considération la situation de SAIL en tant que producteur d'un pays en développement et en percevant des droits antidumping définitifs sans explorer la possibilité d'une autre solution constructive telle qu'un engagement en matière de prix ou un droit moindre. SAIL a présenté aux autorités des États-Unis une proposition écrite concernant un engagement. Cependant, mis à part une réunion de pure forme décrite dans une brève note "*ex parte*", rien dans le dossier n'indique que les autorités aient exploré de bonne foi toutes les possibilités d'autres solutions constructives.

8. L'application par le DOC des "données de fait disponibles totales" – avec le rejet des données de fait concernant les ventes de SAIL aux États-Unis et leur remplacement par des données fictives – a en l'espèce faussé la mesure du dumping et introduit une énorme différence dans la marge de dumping définitive. Même avec l'utilisation des données de fait disponibles indiquées dans la requête pour ce qui est des ventes de SAIL sur le marché intérieur, du coût de production correspondant aux ventes sur le marché intérieur et de la valeur construite, l'utilisation des données *réelles* sur les ventes aux États-Unis qui avaient été vérifiées aurait entraîné la détermination d'une marge de dumping considérablement bien plus faible. Pourtant, les autorités des États-Unis ont décidé, devant l'insistance des entreprises américaines requérantes, de faire usage des "données de fait disponibles" à la place des données de SAIL sur les ventes aux États-Unis. La marge de 72,49 pour cent qui en a découlé était fondamentalement inéquitable et incompatible avec le devoir des États-Unis d'interpréter et d'appliquer de bonne foi les obligations contractées dans le cadre de l'OMC.

9. Les États-Unis n'ont pas répondu à la plupart des arguments de l'Inde dans leur première communication, mais ont simplement essayé de changer de sujet. Ils ont laissé entendre que les arguments de l'Inde aboutiraient à une manipulation de la part des entreprises interrogées dans les enquêtes antidumping. Rien ne prouve qu'il y a eu une telle manipulation dans la présente affaire et d'ailleurs il n'y en a pas eu. Le dossier montre qu'en dépit de nombreux obstacles, SAIL a continué de s'appliquer à répondre aux énormes demandes du DOC en matière de données.

10. L'Inde pose la question de savoir en quoi le fait d'exiger des autorités antidumping qu'elles prennent en compte les données vérifiables, utilisables et communiquées en temps utile par les entreprises interrogées menace le système commercial. Pourquoi le DOC n'a-t-il pas utilisé des données réelles, plutôt que les conjectures avancées par la branche de production nationale? La menace que pourrait présenter l'utilisation des données réelles n'est rien à côté de celle que présenterait pour le système commercial le fait de permettre aux autorités chargées de l'enquête d'agir ainsi sans aucune règle. Le Cycle d'Uruguay a ouvert une ère nouvelle pour le système commercial. Tous les Membres de l'OMC, ainsi que leurs autorités antidumping, sont responsables au niveau international de leurs actions. Il n'est plus acceptable qu'une autorité antidumping, prétextant qu'un ensemble de données est vicié, rejette arbitrairement des données non liées que les entreprises interrogées ont communiquées et recoure à la place aux "données de fait disponibles". Nous prions instamment le Groupe spécial de profiter de cette occasion pour rendre justice à cet exportateur dans la présente affaire et contribuer à préciser les règles de droit dans le cadre de l'OMC. M. Andersen va maintenant vous exposer les arguments de l'Inde sur un nouveau point et répondre aux arguments formulés par les États-Unis dans leur première communication.

II. DÉBAT

11. M. le Président et Mesdames les membres du Groupe spécial, dans la première partie de notre déclaration, nous examinerons l'allégation subsidiaire de l'Inde au titre du paragraphe 7 de l'Annexe II de l'Accord antidumping concernant le fait que le DOC n'a pas fait preuve d'une circonspection particulière lorsqu'il a utilisé les renseignements sur les ventes aux États-Unis donnés dans la requête pour calculer la marge de dumping dans la présente enquête. Le reste de notre déclaration aujourd'hui sera axé sur la réfutation des principaux points formulés par les États-Unis dans leur première communication. Nous encourageons les membres du Groupe spécial à poser des questions au cours de notre présentation qui sera longue. Nous sommes ici pour vous aider à comprendre les mesures et les allégations en cause ainsi que nos arguments. Dans la communication qu'elle présentera à titre de réfutation, l'Inde répondra pleinement à la première communication des États-Unis et aux points soulevés au cours de cette première réunion du Groupe spécial avec les parties.

A. ALLÉGATION SUBSIDIAIRE DE L'INDE AU TITRE DU PARAGRAPHE 7 DE L'ANNEXE II CONCERNANT LE FAIT QUE LE DOC N'A PAS FAIT PREUVE D'UNE CIRCONSPECTION PARTICULIÈRE EN UTILISANT LES RENSEIGNEMENTS FIGURANT DANS LA REQUÊTE

12. L'Inde présente maintenant des arguments concernant son allégation subsidiaire selon laquelle le DOC n'a pas fait preuve d'une "circonspection particulière" lorsqu'il a entièrement fondé les prix aux États-Unis dans le calcul de la marge de dumping sur une *offre* unique de prix faite par une société qui n'était pas affiliée à SAIL. La disposition pertinente de l'Accord antidumping se trouve au paragraphe 7 de l'Annexe II lequel établit le cadre juridique de cette allégation:

> Si elles sont amenées à fonder leurs constatations ... sur des renseignements ... que contient la demande d'ouverture de l'enquête, les autorités devraient faire preuve d'une circonspection particulière. Elles devraient, dans de tels cas, et lorsque cela sera réalisable, vérifier ces renseignements d'après d'autres sources indépendantes à leur disposition, par exemple ... des statistiques d'importation officielles ou à des statistiques douanières ...

13. Il est significatif que le texte utilise l'expression circonspection "particulière". Cela indique que les rédacteurs de cette disposition exigeaient des autorités qu'elles fassent particulièrement attention avant d'appliquer les données de fait disponibles. Le dossier montre qu'il était "réalisable" pour le DOC de vérifier les statistiques officielles concernant les importations. En fait, le DOC allègue qu'il a examiné l'offre figurant dans la requête par rapport à ces statistiques.

14. La version rendue publique de la requête qui a lancé l'enquête concernant les tôles coupées à longueur en provenance d'Inde ne comportait aucun renseignement sur les ventes réelles de SAIL aux États-Unis aux fins de calculer le prix estimé aux États-Unis. La requête donnait par contre des renseignements sur "une offre de prix à des acheteurs non affiliés"[1] – c'est-à-dire une offre de vente de tôles coupées à longueur émanant d'une entreprise non affiliée pour des expéditions aux États-Unis. D'après la requête, "En l'absence de renseignements plus décisifs, les requérants supposent que l'offre a été acceptée et que la vente a été réalisée à la date de l'offre".[2] Rien dans le dossier ne prouve que les requérants ou le DOC aient cherché à savoir si une vente a effectivement eu lieu à la suite de cette offre ni qu'ils aient obtenu des renseignements sur ce point. La version rendue publique de la requête cite le prix offert par cette entreprise non affiliée comme étant de 251 dollars la tonne – chiffre que l'on trouve écrit à la main dans le coin gauche de la page 12 de la pièce n° 1 de l'Inde.

[1] USDOC Initiation Notice, pièce n° 2 de l'Inde, page 12963.
[2] Pièce n° 1 de l'Inde, page 11.

15. À la fois dans la détermination préliminaire et dans la détermination finale, le DOC a entièrement fondé le prix des ventes aux États-Unis pour le calcul de la marge de dumping finalement appliquée à SAIL sur cette *offre* unique. Une valeur construite de 372 dollars était également calculée dans la requête comme une des deux bases proposées pour la valeur normale. Ce chiffre est indiqué dans les tableaux 4 et 5 (à la suite de la page 18) de la version rendue publique de la requête. L'énorme différence entre le prix aux États-Unis extrêmement bas de 251 dollars et la valeur construite de 372 dollars donne la marge de 72,49 pour cent, qui figure à la page 18 et au tableau 5 de la requête. Compte tenu de l'importance du prix des ventes aux États-Unis pour cette marge extrêmement élevée, on aurait pu attendre du DOC qu'il fasse preuve d'une circonspection particulière dans son utilisation de cette offre de prix de 251 dollars. Qu'a donc fait le DOC?

16. Dans sa détermination finale, le DOC déclare que: "le prix à l'exportation calculé par les requérants était fondé sur des offres de prix aux États-Unis, déduction faite des frais de transports internationaux". La corroboration des renseignements donnés par les requérants a été expliquée en tout et pour tout comme suit: "Nous avons comparé ceci avec les renseignements de l'administration des douanes des États-Unis et nous avons constaté que les chiffres correspondaient."[3]

17. Il y avait une description légèrement plus détaillée de la "corroboration" par le DOC du prix de cette offre unique de prix. Je vous donne une copie des pièces n° 30 et 31 de l'Inde. La pièce n° 30 de l'Inde est un mémoire du DOC, daté du 19 juillet 1999. Apparemment c'est sur cette seule base que le prix à l'exportation utilisé *à la fois* dans l'enquête préliminaire et dans l'enquête finale a été corroboré. À la page 2 de ce document, il est dit d'abord que les renseignements de SAIL sur les prix aux États-Unis ne peuvent pas être utilisés parce que tous les renseignements de SAIL n'étaient pas fiables. C'est là une illustration de la pratique des "données de fait disponibles totales". Il est dit ensuite dans le mémoire que:

> Les seuls autres renseignements de source secondaire aisément accessibles étaient les statistiques des douanes concernant les catégories pertinentes du TDH pour la période couverte par l'enquête. Nous avons comparé les prix aux États-Unis et les frais de transports internationaux figurant dans la requête *avec les valeurs unitaires moyennes*, et les données pertinentes sur les frais de transports internationaux, *dans les catégories pertinentes du TDH et nous avons constaté qu'ils correspondaient. Nous avons donc pu corroborer les renseignements donnés dans la requête*.[4]

18. Mais que nous montrent les éléments de preuve au dossier concernant la comparaison entre le prix d'offre unique de 251 dollars proposé par une entreprise non affiliée et le prix unitaire des importations en provenance d'Inde relevant des catégories pertinentes du TDH dans les statistiques des douanes? La pièce n° 31 de l'Inde donne la réponse. Cette pièce était à l'origine la pièce n° 8 de la version rendue publique de la requête. Il s'agit d'une tabulation des données officielles des douanes des États-Unis. La première page contient des données des douanes des États-Unis sur les importations aux États-Unis de marchandises relevant des sous-positions pertinentes du TDH, en provenance d'Inde; elle donne également la valeur c.a.f. pour chaque sous-position ainsi que la valeur globale de toutes les sous-positions – qui en 1998 était de 48 080 899 dollars. Nous avons effectué le calcul de la valeur unitaire que les requérants n'ont pas inclus mais que le DOC allègue avoir réalisé - en divisant la valeur c.a.f. totale par le nombre de tonnes. Ce calcul aboutit à une valeur c.a.f. unitaire moyenne pour les trois positions du TDH de 354 dollars la tonne courte.[5] Le prix par tonne de l'administration des douanes des États-Unis, tel qu'il est signalé dans une pièce jointe à la requête elle-même est par conséquent *supérieur* de 103 dollars au prix par tonne indiqué dans l'offre unique

---

[3] USDOC Final Determination, pièce n° 17 de l'Inde, page 73128.

[4] USDOC Memorandum, "Corroboration of Data Contained in the Petition for Assigning an Adverse Facts Available Rate", page 2 (19 juillet 1999) (pas d'italique dans l'original) (ci-joint, en tant que pièce n° 30 de l'Inde).

[5] Voir la requête, pièce n° 8 (ci-joint, en tant que pièce n° 31 de l'Inde).

citée dans la version rendue publique de la requête. Ces renseignements des douanes des États-Unis, fondés sur des importations *réelles* au cours de la période couverte par l'enquête, démentent manifestement la validité du prix extrêmement bas indiqué dans l'offre unique citée dans la requête. La conclusion du DOC selon laquelle les renseignements figurant dans cette offre unique étaient "corroborés" par les données des douanes n'est tout simplement pas correcte.

19. Compte tenu de cette disparité très importante entre l'unique offre de prix et les données des douanes *et* du fait que la requête elle-même ne faisait que *supposer* que l'offre présentée par une partie non affiliée de prétendument vendre l'acier de SAIL s'était concrétisée, on pourrait s'attendre à ce qu'une autorité raisonnable faisant preuve d'une "circonspection particulière" ait demandé aux douanes de lui fournir une liste des différentes importations en provenance d'Inde. Ces renseignements étaient aisément accessibles. En demandant et en examinant de telles données, l'autorité aurait pu voir si l'*offre* s'était transformée en *vente*. Cependant, rien dans aucun document versé au dossier ne montre que le DOC s'est efforcé de vérifier les renseignements concernant l'offre unique de vente par rapport aux renseignements spécifiques sur les importations figurant dans les statistiques officielles des douanes des États-Unis. Il semblerait ressortir du dossier que le DOC n'ait rien fait pour vérifier si cette offre était demeurée une offre ou si elle s'était transformée en vente.

20. Bien entendu, même suivant sa pratique de recourir aux données de fait disponibles totales, le DOC était tenu de faire preuve d'une circonspection particulière en examinant l'offre de prix citée dans la requête avant de l'utiliser comme base du prix aux États-Unis. Le DOC pouvait – et aurait dû – inclure les renseignements *réels* vérifiés de SAIL sur les ventes aux États-Unis dans son examen. Si le Groupe spécial regarde la pièce n° 13 de l'Inde, j'aimerais prendre quelques minutes pour examiner les renseignements concernant les données de SAIL sur les ventes aux États-Unis dont le DOC était saisi lorsqu'il était tenu de procéder à l'examen qui devait être mené avec une "circonspection particulière" avant la détermination finale de décembre 1999. La pièce n° 13 est le rapport de vérification des ventes de SAIL aux États-Unis. [Examen des pages 12 à 15 du rapport de vérification]

21. Ainsi, à la fin de la vérification – et des mois avant la détermination finale – le DOC disposait de renseignements complets et exacts pour toute la période couverte par l'enquête en ce qui concernait 1) les prix de toutes les ventes de SAIL sur le marché des États-Unis, 2) toutes les 28 caractéristiques pertinentes des tôles vendues par SAIL aux États-Unis et 3) l'assurance qu'il n'existait pas de ventes additionnelles non signalées.

22. Le DOC aurait pu utiliser ces renseignements dans l'examen qui devait être mené avec "une circonspection particulière" au moins de deux manières. Premièrement, s'il avait consacré cinq minutes à passer en revue la liste complète des 1 284 ventes de SAIL (pièce n° 8 de l'Inde), il aurait pu aisément déterminer qu'il n'y avait pas eu de vente de tôles au prix de 251 dollars la tonne. Il n'aurait trouvé aucune vente même au prix de 300 dollars la tonne. En fait, le prix *le plus bas* pour toute la période couverte par l'enquête pour les ventes de SAIL aux États-Unis était de 305 dollars la tonne. Cet élément de preuve démontre que l'offre unique de 251 dollars la tonne citée dans la requête n'était tout simplement jamais devenue une "vente" réelle au cours de la période couverte par l'enquête.

23. Deuxièmement, le DOC aurait dû utiliser les renseignements réels de SAIL sur les prix pour découvrir que le prix moyen pondéré pour toutes les ventes de SAIL aux États-Unis au cours de la période couverte par l'enquête était de 346 dollars la tonne. Ces chiffres ont été calculés sur la base des données vérifiées de SAIL concernant les ventes aux États-Unis figurant au dossier, comme le montre la pièce n° 8 de l'Inde. M. Hayes commentera ces calculs ultérieurement. Ce prix de 346 dollars la tonne est très proche de la valeur unitaire de 354 dollars obtenue à partir des données des douanes figurant dans la requête. Ainsi, si le DOC a effectivement examiné les données des douanes des États-Unis comme il prétend l'avoir fait, la seule chose que ces données corroboraient

était l'exactitude des renseignements vérifiés de SAIL – et non l'offre de 251 dollars citée dans la requête.

24. En conclusion, aucune autorité chargée de l'enquête, agissant de bonne foi et de manière objective, n'aurait pu fonder exclusivement la marge de dumping sur le prix d'offre unique de 251 dollars, compte tenu des éléments de preuve accablants qui montrent que les prix *réels* à l'exportation étaient considérablement plus élevés. Le DOC n'a pas fait preuve d'une "circonspection particulière" lorsqu'il a utilisé l'offre citée dans la requête comme base du prix de vente aux États-Unis dans son calcul de la marge de dumping. Par conséquent si, aux fins de l'argumentation, le Groupe spécial constate que le DOC a appliqué les données de fait disponibles à juste titre – argument auquel l'Inde est fortement opposée, comme le Groupe spécial ne l'ignore pas – le DOC aurait pu n'utiliser que les renseignements des douanes des États-Unis (conjointement avec les prix réels de SAIL) comme base du prix aux États-Unis dans son calcul de la marge de dumping.

B. LE CONDITIONNEL ET L'INDICATIF AU PARAGRAPHE 3 DE L'ANNEXE II

25. J'aimerais maintenant répondre aux arguments avancés par les États-Unis dans leur première communication écrite. Bon nombre des questions juridiques clés qui se posent dans le présent différend portent sur le point fondamental de savoir quand et comment les autorités chargées de l'enquête doivent utiliser les renseignements communiqués par les entreprises étrangères interrogées lorsqu'elles sont vérifiées, sont communiquées en temps utile et peuvent être utilisées sans difficultés indues. Le présent différend comporte certes quelques nouveaux aspects relatifs à cette question, mais le Groupe spécial dispose déjà d'indications fournies par les interprétations de l'article 6.8 et du paragraphe 3 de l'annexe II données par des groupes spéciaux précédents et en particulier par le Groupe spécial *Acier laminé à chaud en provenance du Japon*, confirmées par l'Organe d'appel.

26. Le Groupe spécial et l'Organe d'appel dans l'affaire *Acier laminé à chaud en provenance du Japon* ont interprété, dans leurs décisions, l'article 6.8 et le paragraphe 3 de l'annexe II comme exigeant des autorités chargées de l'enquête qu'elles utilisent les renseignements communiqués par les entreprises étrangères interrogées lorsqu'ils répondent aux quatre conditions énoncées au paragraphe 3 de l'annexe II. Par exemple, l'Organe d'appel a confirmé la constatation du Groupe spécial selon laquelle le fait que le DOC n'ait pas utilisé les renseignements donnés par les entreprises japonaises interrogées sur la conversion du poids, qui répondaient aux quatre critères du paragraphe 3 de l'annexe II, constituait une violation de l'article 6.8 et du paragraphe 3 de l'annexe II.

27. L'argumentation de l'Inde aux paragraphes 53 à 79 de sa première communication suit et développe ces indications qui font autorité, en faisant valoir que le paragraphe 3 de l'annexe II est une disposition *impérative* et que les renseignements satisfaisants aux quatre conditions *doivent* être utilisés par les autorités chargées de l'enquête pour le calcul de la marge de dumping.

28. Les États-Unis ignorent soigneusement la décision de l'Organe d'appel dans l'affaire *Acier laminé à chaud en provenance du Japon*. Aux paragraphes 103 à 107 de leur première communication, ils font valoir au contraire que l'utilisation du conditionnel ("should") dans le texte du paragraphe 3 de l'annexe II signifie que les autorités chargées de l'enquête ne sont pas *tenues* d'utiliser les renseignements répondant à tous les critères du paragraphe 3 de l'annexe II lorsqu'elles calculent les marges de dumping. Cet argument n'est pas fondé.

29. L'Organe d'appel dans l'affaire *Acier laminé à chaud en provenance du Japon* n'a pas directement abordé la question du conditionnel ("should") opposé à l'indicatif ("shall"), mais il a constaté, en ce qui concerne la question de la conversion du poids, qu'il y avait une prescription positive voulant que le DOC utilise de tels renseignements même si le paragraphe 3 de l'Annexe II utilise le conditionnel. Cette constatation est compatible avec sa décision dans l'affaire *Canada - Mesures visant l'exportation des aéronefs civils*, dans laquelle l'Organe d'appel a fait observer que le conditionnel peut aussi être utilisé "pour exprimer un devoir [ou] une obligation". Ainsi, l'Organe

d'appel a estimé que le conditionnel à l'article 13:1 du Mémorandum d'accord était utilisé dans un sens normatif et pas simplement incitatif, constatant que les Membres "ont le *devoir et l'obligation* de répondre dans les moindres délais et de manière complète aux demandes de renseignements présentées par les groupes spéciaux au titre de l'article 13:1 du Mémorandum d'accord.[6] Le Japon se déclare du même avis dans la communication qu'il a soumise en tant que tierce partie dans la présente affaire.

30. Le contexte du paragraphe 3 de l'Annexe II étaye également la conclusion selon laquelle le conditionnel dans cette disposition crée le devoir d'utiliser les renseignements satisfaisant aux critères énoncés. Le contexte le plus important est constitué par la dernière phrase de l'article 6.8 de l'Accord antidumping aux termes de laquelle "les dispositions de l'Annexe II *seront* observées lors de l'application du présent paragraphe". Le fait de traiter ces dispositions comme étant dispositives, comme le suggèrent les États-Unis, entraînerait la nullité de l'indicatif à l'article 6.8 et modifierait le sens de cet article.

C. INTERPRÉTATION DE L'EXPRESSION "TOUS LES RENSEIGNEMENTS QUI" AU PARAGRAPHE 3 DE L'ANNEXE II

31. Une autre question clé sur laquelle les États-Unis et l'Inde diffèrent est celle de savoir si l'Accord antidumping permet aux autorités chargées de l'enquête de rejeter *certains* renseignements qui satisfont effectivement aux quatre conditions énoncées au paragraphe 3 de l'Annexe II, uniquement parce que l'entreprise étrangère interrogée ne peut pas fournir ou a omis de fournir d'*autres* renseignements demandés. L'Inde fait valoir qu'une telle conduite de la part des autorités chargées de l'enquête est inadmissible; les États-Unis font valoir de manière générale que si *tous* les renseignements nécessaires demandés dans une enquête antidumping ne sont pas communiqués en temps utile et d'une manière vérifiable et utilisable, *aucun* des renseignements ne peut être accepté.

32. Pour répondre à cette question, l'Inde s'en remet à l'expression "tous les renseignements qui" figurant au paragraphe 3 de l'Annexe II. Les États-Unis n'ont pas examiné le sens de cette expression dans leur première communication. La référence à "tous les renseignements" au paragraphe 3 de l'Annexe II ne s'accompagne d'aucune réserve: il est dit que "tous les renseignements qui" remplissent les quatre conditions précisées devraient être pris en compte lorsque des déterminations sont faites. Le sens ordinaire, lu dans son contexte, de l'expression "tous les renseignements qui" est qu'un renseignement *quelconque* répondant aux quatre conditions doit être utilisé dans le calcul d'une marge de dumping. En fait, l'expression "tous les renseignements qui" limite la faculté pour l'autorité chargée de l'enquête d'utiliser des renseignements *autres* que ceux fournis par l'entreprise interrogée si les renseignements de cette entreprise interrogée répondent aux quatre conditions du paragraphe 3 de l'Annexe II.

33. Rien dans le texte du paragraphe 3 de l'Annexe II ne suggère que *tous* les renseignements (ni même *la plupart* des renseignements) demandés aux entreprises étrangères interrogées doivent satisfaire aux quatre conditions du paragraphe 3 de l'Annexe II avant qu'un *quelconque* de ces renseignements qui satisfait bien à ces quatre conditions puisse être utilisé dans le calcul de la marge de dumping. Les Communautés européennes partagent l'avis de l'Inde sur ce point, faisant observer que "l'utilisation du terme "tous" au paragraphe 3 de l'Annexe II implique que tout renseignement qui répond effectivement aux conditions qui y sont définies devrait être pris en compte. L'interprétation de l'Organe d'appel dans l'affaire *Acier laminé à chaud en provenance du Japon* confirme que la faculté pour l'autorité chargée de l'enquête de rejeter les données communiquées est limitée".[7]

---

[6] WT/DS70/AB/R, paragraphe 187. (pas d'italique dans l'original)

[7] Communication des Communautés européennes en tant que tierce partie, 17 décembre 2001, paragraphe 9.

34. Prise littéralement, l'expression "tous les renseignements qui" au paragraphe 3 de l'Annexe II pourrait s'entendre de n'importe lequel des éléments d'information demandés dans une enquête antidumping. Toutefois, l'Inde reconnaît qu'il pourrait ne pas être raisonnable d'attendre de l'autorité chargée de l'enquête qu'elle procède à un examen distinct de chacune des quatre conditions énoncées au paragraphe 3 de l'Annexe II pour des milliers d'éléments individuels d'information communiqués par une entreprise interrogée. L'Inde n'insiste pas pour que le paragraphe 3 de l'Annexe II soit interprété de manière à exiger des autorités chargées de l'enquête qu'elles utilisent tout élément d'information fourni par les entreprises étrangères interrogées, aussi insignifiant et isolé soit-il. Dans sa première communication, l'Inde a utilisé le terme restrictif "catégorie" de renseignements, précisément pour cette raison. Les États-Unis soulignent, à juste titre, que le terme "catégorie" ne se trouve pas dans l'Accord antidumping. Toutefois ce qui importe ici n'est pas le terme exact utilisé, mais plutôt la nécessité d'interpréter l'Accord de bonne foi, d'une manière qui garantisse l'utilisation des renseignements satisfaisant aux quatre critères énoncés au paragraphe 3 de l'Annexe II.

35. Comme exemple d'une "catégorie" de renseignements, l'Inde proposerait les renseignements concernant le facteur de conversion du poids dont il était question dans le différend *Acier laminé à chaud en provenance du Japon*. Le Groupe spécial *Acier laminé à chaud en provenance du Japon* a constaté que bien que l'entreprise étrangère interrogée ait fourni des renseignements sur le facteur de conversion du poids après les dates limites fixées par le DOC, ce dernier aurait dû les utiliser afin de créer une base cohérente de mesure pour les ventes, lesquelles étaient effectuées parfois sur la base du poids réel et parfois sur la base du poids théorique.

36. Les "catégories" plus larges de renseignements sont celles reconnues par le DOC, qui structure ses questionnaires et ses vérifications autour des ventes aux États-Unis, des ventes sur le marché intérieur, du coût de production des produits destinés au marché intérieur et de la valeur construite des produits vendus aux États-Unis. D'ailleurs, dans la détermination finale en question, le DOC a identifié ces quatre catégories qu'il a appelé les "quatre éléments essentiels des données présentées par une entreprise interrogée".[8] En dépit de ce qu'affirment les États-Unis, l'Inde ne fait que reconnaître les mêmes groupes ou catégories de renseignements que le DOC. Nous sommes ici aujourd'hui parce que le DOC a refusé de prendre en compte une catégorie entière de renseignements - les données de SAIL sur les ventes aux États-Unis.

D. LES ÉTATS-UNIS INTERPRÈTENT DE MANIÈRE INCORRECTE LE PARAGRAPHE 1 DE L'ANNEXE II

37. Les seuls supports textuels que les États-Unis citent à l'appui de leur pratique concernant les données de fait disponibles totales sont le paragraphe 1 de l'Annexe II et l'article 6.8. Au paragraphe 100 de leur première communication, les États-Unis donnent une interprétation erronée du paragraphe 1 de l'Annexe II. Ce paragraphe est composé de deux phrases distinctes. La première fait référence aux "renseignements que doit fournir toute partie intéressée" et exige des autorités qu'elles précisent la manière dont "les renseignements" devraient être structurés: cette première phrase s'applique manifestement à *tous* les renseignements demandés. La seconde phrase cependant exige de l'autorité chargée de l'enquête qu'elle avertisse les parties intéressées qu'"au cas où ces renseignements ne seraient pas communiqués dans un délai raisonnable [les autorités] seront libres de fonder leurs déterminations sur les données de fait disponibles ...". L'avertissement contenu dans la deuxième phrase ne devient pertinent que pour les renseignements qui ne sont *pas* communiqués selon la structure et la manière demandées. Il ne s'applique pas à *tous* les renseignements demandés à moins qu'une entreprise interrogée ne refuse de fournir un quelconque renseignement.

38. Les États-Unis interprètent la seconde phrase du paragraphe 1 de l'Annexe II comme permettant aux autorités chargées de l'enquête de recourir aux données de fait disponibles totales. Conformément au paragraphe 100 de leur première communication:

[8] Pièce n° 17 de l'Inde, page 73130.

> La deuxième phrase dispose que les autorités chargées de l'enquête doivent informer les parties intéressées interrogées des conséquences qu'aurait la non-communication des renseignements - à savoir que les autorités chargées de l'enquête *seront libres* de fonder leurs déterminations sur les données de fait disponibles, y compris en particulier celles que contient la demande d'ouverture d'enquête.[9]

Le Groupe spécial verra que les États-Unis ont ajouté (dans la version anglaise) l'article "the" devant le mot "renseignements" dans son interprétation. Cependant, la communication des États-Unis ne reflète pas le texte réel de la seconde phrase, qui dit, dans la version anglaise, "if information is not supplied". À la seconde phrase du premier paragraphe de l'Annexe II, contrairement à la première phrase, dans la version anglaise, les articles anglais "the" et "that" ne qualifient pas le mot "renseignements". Les termes qualificatifs "tous", "tous les renseignements nécessaires" ou "nécessaires" n'apparaissent pas non plus. Pourtant, les États-Unis interprètent la seconde phrase du paragraphe 1 de l'Annexe II comme si ces expressions y figuraient.

39. L'absence de tout terme qualificatif de ce type dans la seconde phrase du paragraphe 1 de l'Annexe II est importante, parce qu'elle indique que l'application des données de fait disponibles ne sera appropriée que pour le sous-ensemble donné des renseignements demandés qui ne satisfait pas aux autres prescriptions de l'Annexe II. Cette interprétation est compatible avec celle de l'Organe d'appel selon laquelle l'Annexe II exige l'utilisation de renseignements spécifiques qui satisfont aux prescriptions du paragraphe 3 de l'Annexe II. Cette interprétation est également compatible avec le texte du paragraphe 3 ("tous les renseignements *qui*" satisfont aux quatre conditions) et du paragraphe 6 de l'Annexe II ("des éléments de preuve ... *en question*"). Comme ces autres dispositions de l'Annexe II, le paragraphe 1 prévoit que les "données de fait disponibles" peuvent être utilisées pour compléter le dossier lorsque des données manquent ou ne satisfont pas aux critères du paragraphe 3 - mais non pour remplacer les données réelles communiquées par une entreprise interrogée lorsqu'elles répondent à ces critères.

E. LES ÉTATS-UNIS INTERPRÈTENT DE MANIÈRE INCORRECTE LE SENS DE L'EXPRESSION "RENSEIGNEMENTS NÉCESSAIRES" À L'ARTICLE 6.8 DE L'ACCORD ANTIDUMPING

40. Bien qu'ils ne tiennent pas compte de l'expression "tous les renseignements qui" au paragraphe 3 de l'Annexe II, les États-Unis se concentrent sur l'expression "renseignements nécessaires" au paragraphe 6.8 de l'Accord antidumping. Ils interprètent cette expression au paragraphe 83 de leur première communication comme signifiant *tous* les renseignements nécessaires pour calculer la marge de dumping. Si l'un *quelconque* des renseignements "nécessaires" n'est pas fourni par une entreprise étrangère interrogée, les États-Unis interprètent l'article 6.8 et les paragraphes 1, 3, 5 et 7 de l'Annexe II comme leur donnant le pouvoir de rejeter *tous* les renseignements fournis.

41. Il importe de ne pas perdre de vue où mène l'argument des États-Unis. L'interprétation donnée par les États-Unis des "renseignements nécessaires" exigerait que, pour le calcul d'une marge de dumping *tous* les renseignements nécessaires soient obtenus de l'entreprise étrangère interrogée ou que *tous* les renseignements nécessaires soient obtenus par le recours aux "données de fait disponibles". Dans le cas du DOC, cette seconde option signifie presque toujours que les renseignements nécessaires sont tirés de la requête déposée par la branche de production nationale intéressée. Pour le DOC, il semble qu'il n'y ait pas de moyen terme, lequel consisterait à calculer les marges en faisant correspondre les renseignements nécessaires, vérifiés, communiqués en temps utile et utilisables fournis par la partie étrangère intéressée et les renseignements nécessaires figurant dans la requête.

[9] Première communication des États-Unis, paragraphe 100. (pas d'italique dans l'original)

42. L'Inde n'est pas d'accord avec cette interprétation de l'expression "renseignements nécessaires". Conformément au texte de la dernière phrase de l'article 6.8, "les dispositions de l'Annexe II *seront* observées lors de l'*application* du présent paragraphe". Les États-Unis ne tiennent pas compte de cette phrase dans leur analyse de l'article 6.8. Étant donné que l'article 6.8 ne peut pas être appliqué, sauf en conformité avec le paragraphe 3 de l'Annexe II, il s'ensuit que l'article 6.8 ne peut pas être appliqué de manière à permettre aux autorités chargées de l'enquête de rejeter l'utilisation de renseignements qui satisfont aux quatre conditions énoncées au paragraphe 3 de l'Annexe II. Le fait d'autoriser une interprétation de l'article 6.8 qui supplanterait les dispositions du paragraphe 3 de l'Annexe II entraînerait la nullité de ce paragraphe et serait contraire aux termes mêmes de la dernière phrase de l'article 6.8. L'interprétation donnée par les États-Unis des "renseignements nécessaires" est également incompatible avec la seconde phrase du paragraphe 1 de l'Annexe II (examinée ci-dessus) et la seconde phrase du paragraphe 6 de l'Annexe II, comme nous l'avons vu au paragraphe 62 de la première communication de l'Inde.

43. Quel est donc le sens de l'expression "renseignements nécessaires" à l'article 6.8? Pour l'Inde, elle signifie que les autorités chargées de l'enquête ont le pouvoir d'appliquer les données de fait disponibles pour calculer les marges lorsque les renseignements nécessaires à ce calcul n'ont pas été fournis d'une manière acceptable (c'est-à-dire de manière compatible avec les paragraphes 3 et 5 de l'Annexe II) par une partie intéressée étrangère. L'Inde est d'accord avec la description donnée par le Groupe spécial dans l'affaire *Acier laminé à chaud en provenance du Japon* de la manière dont l'article 6.8 devrait être appliqué: "Ainsi, l'article 6.8 garantit que l'autorité chargée de l'enquête sera en mesure d'*achever* une enquête et d'établir des déterminations au titre de l'Accord antidumping sur la base des *éléments de fait* même dans le cas où une partie intéressée ne peut pas ou ne veut pas communiquer les renseignements nécessaires dans un délai raisonnable."[10]

F. JUSTIFICATION NON TEXTUELLE DES ÉTATS-UNIS DE LEUR ARGUMENT CONCERNANT LES DONNÉES DE FAIT DISPONIBLES TOTALES

44. La principale raison que les États-Unis donnent pour justifier leur application des soi-disant "données de fait disponibles totales" au titre de l'article 6.8 ne repose pas sur le texte de l'Accord antidumping. Comme cela a été noté, les États-Unis ne se sont même pas référés au paragraphe 3 de l'annexe II dans leur interprétation de l'article 6.8. Ils s'appuient au contraire sur des arguments fondés sur des affirmations concernant la politique générale, aux paragraphes 85 à 92 de leur première communication. Les États-Unis commencent au paragraphe 85 par faire valoir que l'objet et le but de l'Accord antidumping sont une "prise de décisions objective sur la base des faits" et que l'Accord devrait être interprété d'une manière permettant d'atteindre cet objectif. Les États-Unis font ensuite valoir que le *seul* moyen de réaliser l'objet et le but de l'Accord antidumping est de donner aux autorités chargées de l'enquête la faculté de rejeter toutes les données de fait fournies par les entreprises étrangères interrogées si celles-ci ne fournissent pas certaines données de fait "nécessaires". Les États-Unis expriment cela de manière plus délicate en disant que cela "encourager[ait] ... les parties intéressées interrogées à fournir les renseignements aux autorités chargées de l'enquête en temps utile et de manière exacte".[11] Ces deux arguments sont sans fondement. Nous allons les examiner l'un après l'autre.

1. Garantir une prise de décisions objective sur la base des faits

45. L'Inde est tout à fait d'accord avec la déclaration du Groupe spécial *Acier laminé à chaud en provenance du Japon*, à savoir que l'objet et le but de l'Accord antidumping consistent à "assurer une prise de décisions objective sur la base des faits". D'ailleurs, le bien-fondé de cette déclaration est encore plus évident si l'on rappelle le contexte factuel dans lequel elle a été formulée. Dans le différend *Acier laminé à chaud en provenance du Japon*, les États-Unis ont fait valoir qu'ils devaient

[10] WT/DS184/R, paragraphe 7.51.
[11] Première communication des États-Unis, paragraphe 85.

avoir la faculté d'imposer les "données de fait disponibles" figurant dans la requête afin d'inciter les parties intéressées étrangères à satisfaire les demandes de renseignements en temps utile. Le Groupe spécial a rejeté cet argument, en partie parce que les autorités chargées de l'enquête doivent utiliser les renseignements vérifiables émanant des parties intéressées étrangères afin d'assurer une prise de décisions objective sur la base des données factuelles fournies par les entreprises interrogées étrangères et non les données de fait limitées fournies par les requérants. Alors que leur argument a été réfuté dans l'affaire *Acier laminé à chaud*, les États-Unis essaient d'utiliser la décision de ce groupe spécial dans la présente affaire, mais en la retournant complètement. C'est-à-dire que les États-Unis utilisent la décision du Groupe spécial *Acier laminé à chaud* pour justifier précisément le type de comportement rejeté par le Groupe spécial *Acier laminé à chaud* - à savoir le refus du DOC de prendre en compte des renseignements vérifiés et communiqués en temps utile qui peuvent être utilisés pour calculer une marge.

46. Une "prise de décisions objective sur la base des faits" signifie que les autorités chargées de l'enquête doivent chercher, obtenir et utiliser des renseignements répondant au critère du paragraphe 3 de l'Annexe II auprès des parties étrangères intéressées dans les délais imposés par l'enquête. Cependant, une interprétation de l'article 6.8 de l'Accord antidumping qui permettrait aux autorités chargées de l'enquête de rejeter des renseignements répondant aux quatre conditions énoncées au paragraphe 3 de l'Annexe II, soi-disant pour obliger les producteurs étrangers à fournir d'autres renseignements, donnerait au DOC le pouvoir de "tuer le patient pour le sauver". Cela n'est pas et ne peut pas être compatible avec le but de l'Accord qui est de calculer des marges "sur la base des faits".

2. Les solutions existant au titre de l'Accord antidumping constituent des incitations suffisantes à la coopération sans créer un pouvoir implicite d'appliquer les données de fait disponibles totales

47. La deuxième raison avancée par les États-Unis pour justifier leur pratique des "données de fait disponibles totales" est que l'Accord antidumping ne peut pas être interprété d'une manière qui encouragerait les parties étrangères intéressées "à ne fournir que des renseignements partiels" (paragraphe 85), leur permettrait de "ne fournir que les renseignements qui n'auront pas de conséquences négatives pour elles" (paragraphe 87) et autoriserait "les parties présentant des renseignements à contrôler" la prise de décisions (paragraphe 90).

48. L'Inde apprécie et comprend les préoccupations exprimées par d'autres Membres de l'OMC d'après lesquels les autorités chargées de l'enquête ont besoin de préserver les outils à leur disposition pour encourager la coopération et la communication de renseignements de la part des parties étrangères intéressées. Toutefois, l'Inde pense que l'Accord antidumping offre déjà des solutions plus que suffisantes pour encourager une coopération équilibrée entre les autorités chargées de l'enquête et les parties intéressées étrangères, sans qu'il faille élargir ces possibilités avec la nouvelle solution draconienne des "données de fait disponibles totales". Les solutions existantes encouragent la coopération et la prise de décisions sur la base de faits objectifs *sans* que soient rejetés les renseignements fournis par les entreprises interrogées lorsqu'ils répondent aux critères définis au paragraphe 3 de l'Annexe II et contribueraient au calcul de marges de dumping exactes.

49. Comme les Membres du Groupe spécial le savent, la non-communication des renseignements demandés a pour les entreprises étrangères interrogées des conséquences négatives très réelles. Ces conséquences découlent de l'application des données de fait disponibles au titre de l'article 6.8, tel qu'il est interprété par l'Annexe II et en particulier par la seconde phrase du paragraphe 1 de l'Annexe II, et de l'application des données de fait disponibles défavorables conformément à la dernière phrase du paragraphe 7.

50. Dans la pratique, les dispositions relatives aux "données de fait disponibles" de l'Accord antidumping donnent aux autorités chargées de l'enquête la faculté d'utiliser d'autres sources de renseignements non fournies par les entreprises interrogées étrangères - y compris bien entendu la

communication présentée par la branche de production nationale. Comme le prévoit l'Accord antidumping, une enquête antidumping est normalement ouverte en réponse à une demande présentée par la branche de production nationale ou en son nom. Les entreprises nationales requérantes ont manifestement intérêt à chercher à obtenir les marges de dumping les plus élevées possibles parce qu'elles allèguent un dommage dû aux importations faisant soi-disant l'objet d'un dumping. Les États-Unis ont à juste titre noté cela dans l'une des déclarations qu'ils ont faite au groupe spécial dans le différend *Acier laminé à chaud en provenance du Japon*:

> [L]e paragraphe 1 [de l'Annexe II] indique explicitement que le fait de ne pas coopérer à l'enquête a notamment pour conséquence l'établissement d'une détermination sur la base des données de fait disponibles que contient la demande d'ouverture de l'enquête déposée par la branche de production nationale. Bien que les renseignements que renferme une telle demande doivent être étayés, *il est généralement admis que les requérants attesteront l'existence du plus haut degré de dumping que permettront d'étayer les éléments de preuve disponibles*. En conséquence, même si les renseignements que contient la demande ne sont pas *nécessairement* défavorables aux entreprises interrogées, *il est généralement présumé qu'ils le sont*.[12]

51. En formulant des observations sur la validité des renseignements figurant dans la requête, les États-Unis ont également donné à juste titre au Groupe spécial *Acier laminé à chaud en provenance du Japon* la description ci-après des prescriptions actuelles de l'Accord antidumping:

> Les demandes [au titre de l'article 5.2] comporteront "des éléments de preuve qui peuvent raisonnablement être à la disposition du requérant" et qui indiquent l'existence d'un dumping. Il n'existe aucune prescription selon laquelle les éléments de preuve doivent être complets, ni aucune prescription selon laquelle les requérants doivent s'efforcer d'obtenir des renseignements libératoires. De même, l'article 5.3 stipule seulement que les autorités chargées de l'enquête "examineront l'exactitude et l'adéquation des éléments de preuve fournis ... afin de déterminer s'il y a des éléments de preuve suffisants pour justifier l'ouverture d'une enquête". Les autorités chargées de l'enquête ne sont pas tenues de déterminer si les éléments de preuve communiqués par les requérants sont équilibrés avant de décider d'ouvrir ou non une enquête.[13]

52. L'article 5 de l'Accord antidumping n'exige pas des requérants qu'ils fournissent *tous* les renseignements à leur disposition. L'article 5.2 exige plutôt que soient fournis les renseignements "qui peuvent raisonnablement être à la disposition du requérant". Les seuls renseignements demandés en matière de prix sont les "renseignements concernant les prix" sur le marché intérieur et sur les marchés d'exportation au titre de l'article 5.2 iii) et non *tous* les renseignements sur les prix. De même, les autorités chargées de l'enquête sont uniquement tenues d'examiner "l'exactitude et l'adéquation des éléments de preuve fournis" et non d'examiner si les renseignements fournis représentent la totalité des renseignements disponibles. D'ailleurs, la pratique du DOC, comme cela apparaît manifestement dans la présente affaire, est de confirmer la validité d'une requête simplement en vérifiant sa teneur pour s'assurer que tous les éléments d'information requis sont présents - mais non de vérifier ou de mettre en cause la qualité ou l'exactitude de ces renseignements.

53. Comme les États-Unis le reconnaissent à juste titre, les entreprises nationales requérantes ont tout intérêt à inclure dans leur demande les renseignements concernant les ventes sur le marché

---

[12] WT/DS184/R, Annexe A-2, première communication des États-Unis, Partie B, paragraphe 62 (pas d'italique dans l'original sauf "nécessairement") (la note de bas de page 136 a été omise mais est examinée ci-dessous).

[13] WT/DS184/R, Annexe A-2, note de bas de page 136 (non souligné dans l'original).

intérieur, le coût de production et les ventes à l'exportation qui aboutiront à la marge de dumping la plus élevée possible. Les renseignements figurant dans la demande sont donc loin d'être neutres.

54. Cette manipulation admissible des faits par les entreprises requérantes fait partie d'un équilibre soigneusement établi dans l'Accord antidumping. L'article 5 autorise la branche de production nationale à déposer une requête qui la favorise et il n'exige pas des autorités chargées de l'enquête qu'elles insistent pour que la requête comporte des éléments de preuve contraires. Le paragraphe 1 de l'Annexe II permet aux autorités de faire des déterminations sur la base des renseignements figurant dans la requête au cas où des "renseignements ne seraient pas communiqués" par la partie intéressée étrangère. Ces dispositions sont cependant compensées par les limitations imposées à l'utilisation des données de fait disponibles aux paragraphes 3, 5 et 7 de l'Annexe II. L'interprétation du paragraphe 3 de l'Annexe II donnée par l'Organe d'appel dans l'affaire *Acier laminé à chaud en provenance du Japon* a établi le juste équilibre en exigeant de l'autorité chargée de l'enquête qu'elle utilise les renseignements communiqués par la partie intéressée étrangère lorsqu'ils satisfont aux quatre conditions énoncées dans cette disposition. L'interprétation des États-Unis selon laquelle même des renseignements vérifiés, communiqués en temps utile et utilisables peuvent être ignorés parce que d'autres renseignements n'ont pas été communiqués détruirait complètement cet équilibre.

55. M. le Président, je vous prie de m'excuser si cette démonstration a été longue et si elle contient des renseignements et des arguments qui peuvent sembler trop évidents à certains membres du Groupe spécial. Mais le parti pris inhérent à une demande de droits antidumping est un fait qui doit être pris en compte face à l'argument de "politique générale" des États-Unis selon lequel la menace des "données de fait disponibles totales" est nécessaire pour dissuader les parties étrangères intéressées de ne pas communiquer des informations. Cet argument n'est pas correct. En fait, il y a dans l'Accord antidumping au moins trois moyens *existants* d'encourager les parties étrangères intéressées à coopérer en ce qui concerne les demandes de présentation des informations nécessaires.

56. Premièrement, si une partie étrangère intéressée ne fournit pas ou omet de fournir des renseignements concernant des renseignements nécessaires particuliers, les autorités chargées de l'enquête ont le pouvoir, au titre de l'article 6.8, de recourir aux données de fait disponibles à la place des renseignements manquants. Cela peut à juste titre inclure des renseignements figurant dans la requête qui sont censés être défavorables - non neutres - pour la partie étrangère intéressée.

57. Deuxièmement, si une partie étrangère intéressée ne fournit pas ou omet de fournir des renseignements complets concernant une catégorie importante de renseignements (qui pourraient inclure un ou plusieurs des éléments que le DOC qualifie d'"éléments essentiels des données présentées par une entreprise interrogée"), en fonction des circonstances, il peut être approprié pour les autorités chargées de l'enquête de constater qu'elles ne peuvent pas utiliser des renseignements partiels pour cette catégorie "sans difficultés indues". En supposant que les autorités constatent également que la partie intéressée n'a pas agi au mieux de ses possibilités pour tenter de fournir des renseignements complets, le recours aux données de fait disponibles peut être approprié pour toute la catégorie de renseignements.

58. Ceci peut être démontré par quelques exemples. Si une entreprise étrangère interrogée fournissait des renseignements uniquement sur une partie de ses ventes à l'exportation montrant que les prix étaient bien supérieurs aux prix allégués dans la requête mais refusait de fournir des renseignements sur les autres ventes à l'exportation, les autorités chargées de l'enquête pourraient avoir valablement motif de constater qu'elles ne peuvent pas utiliser les renseignements communiqués concernant les ventes à l'exportation "sans difficultés indues". De même, si une entreprise étrangère interrogée fournissait des renseignements sur toutes les ventes à l'exportation mais ne fournissait pas de renseignements sur un certain nombre de caractéristiques nécessaires pour ces ventes (par exemple leurs caractéristiques physiques ou le prix auquel elles étaient effectuées), les autorités chargées de

l'enquête pourraient avoir valablement motif de constater qu'elles ne peuvent pas utiliser ces renseignements sans difficultés indues parce qu'ils sont trop incomplets.

59. Troisièmement, l'Inde, contrairement au Japon dans l'affaire *Acier laminé à chaud*, ne fait pas valoir que les autorités chargées de l'enquête ne peuvent pas procéder à des déductions *défavorables* à l'encontre des entreprises interrogées qui entravent l'enquête ou ne leur communiquent pas des renseignements. L'Inde est d'accord avec les États-Unis et les Communautés européennes sur le fait qu'il existe des cas dans lesquels les données de fait disponibles défavorables peuvent être appropriées lorsqu'une entreprise étrangère interrogée a entravé l'enquête ou agi d'une autre manière donnant à penser qu'elle est de mauvaise foi. C'est là une incitation importante pour encourager les entreprises étrangères interrogées à répondre aux demandes de renseignements.

60. En résumé, ces trois solutions ont un effet notable pour ce qui est d'encourager les entreprises étrangères interrogées à communiquer les renseignements. Les entreprises interrogées qui ont l'expérience des affaires antidumping savent très bien que les entreprises nationales requérantes ont soigneusement choisi les renseignements donnés dans la requête de manière à assurer l'apparition de marges de dumping significatives. Elles savent également que les autorités chargées de l'enquête n'hésiteront pas à utiliser ces renseignements, y compris les renseignements les plus défavorables aux entreprises interrogées qui entravent le déroulement de l'enquête.

61. Enfin, l'Inde fait observer que l'utilisation agressive par le DOC des "données de fait disponibles totales" a dissuadé certaines des entreprises interrogées de procéder à l'énorme investissement en temps et en énergie qu'exige la présentation des multiples renseignements demandés par les autorités chargées de l'enquête. Ce résultat est contraire à l'objectif professé par les États-Unis dans l'application des données de fait disponibles totales à savoir d'"assurer une prise de décisions objective sur la base des faits". Les parties intéressées étrangères qui souhaitent peut être coopérer peuvent tout simplement ne pas être en mesure de fournir des renseignements complets sur l'un des quatre éléments "essentiels" du questionnaire du DOC. Sachant que si elles ne sont pas capables de fournir des renseignements sur le coût de production par exemple, tous les renseignements vérifiés, communiqués en temps utile et utilisables qu'elles ont fournis sur les ventes aux États-Unis et les ventes sur le marché intérieur seront rejetés, pourquoi fourniraient-elles un *quelconque* renseignement? Compte tenu du coût et des efforts énormes qu'implique la participation à une enquête antidumping menée par les États-Unis, la pénalité imposée par ce pays des "données de fait disponibles totales" pourrait bien conduire de nombreuses entreprises interrogées à tout simplement abandonner et à ne pas fournir un quelconque renseignement.

G. ARGUMENTS DES ÉTATS-UNIS CONCERNANT LES ALLÉGATIONS DE L'INDE SELON LESQUELLES LES ARTICLES 776 A) ET 782 E) CONSTITUENT EN SOI DES VIOLATIONS DE L'ARTICLE 6.8 ET DU PARAGRAPHE 3 DE L'ANNEXE II DE L'ACCORD ANTIDUMPING

62. Nous allons maintenant examiner les arguments des États-Unis concernant les allégations de l'Inde qui mettent en cause les articles 776 a) et 782 e) de la Loi antidumping des États-Unis en tant que tels (en soi). L'Inde renvoie le Groupe spécial aux paragraphes 130 à 159 de sa première communication. L'argument fondamental est que l'article 782 e) constitue une disposition impérative et non dispositive parce qu'il exige du DOC qu'il impose des critères additionnels aux entreprises interrogées en sus des quatre facteurs énumérés au paragraphe 3 de l'Annexe II avant que les renseignements fournis ne puissent être utilisés pour calculer une marge de dumping. Comme l'Inde l'a fait valoir dans sa première communication, ces dispositions additionnelles ont été interprétées par le DOC et par le Tribunal du commerce international comme autorisant l'application des données de fait disponibles totales, de manière incompatible avec l'article 6.8 et le paragraphe 3 de l'Annexe II.

63. Les États-Unis répondent à ces arguments concernant l'article 782 e) en se fondant sur les deux mêmes arguments qu'ils ont déjà utilisés concernant l'article 6.8 et le paragraphe 3 de

l'Annexe II: premièrement, que l'utilisation du conditionnel au paragraphe 3 de l'Annexe II autorise le DOC à ne pas utiliser des renseignements qui satisfont aux quatre conditions énoncées dans ce paragraphe et, deuxièmement, que l'article 6.8 donne aux autorités chargées de l'enquête le pouvoir de rejeter toutes les données de fait fournies si certains renseignements nécessaires ne sont pas communiqués par les entreprises étrangères interrogées. Comme nous l'avons déjà vu, aucun de ces deux arguments n'est fondé. Si le Groupe spécial était d'accord avec l'Inde sur ces deux points, une telle constatation aurait des implications évidentes pour les arguments des États-Unis concernant les articles 776 a) et 782 e).

64. Les États-Unis font également valoir aux paragraphes 132 et 143 de leur première communication que "l'article 782 e) *réduit* la faculté du Département à recourir aux données de fait disponibles en *exigeant* qu'il examine les renseignements qui satisfont aux cinq critères légaux ... Ainsi, dans la mesure où l'article 782 e) est vraiment "impératif", il le serait d'une manière qui irait au-delà des obligations au regard de l'OMC".[14] Cet argument n'est pas correct. Comme l'Organe d'appel l'a constaté, le paragraphe 3 de l'Annexe II crée des obligations impératives et permet aux autorités chargées de l'enquête d'imposer *seulement* quatre conditions qui doivent être remplies par les entreprises étrangères interrogées avant que les autorités chargées de l'enquête ne soient obligées d'utiliser les renseignements qu'elles ont communiqués. Les Membres de l'OMC sont tenus de veiller à ce que toute législation concernant les données de fait disponibles empêche les autorités chargées de l'enquête d'imposer aux entreprises étrangères interrogées des conditions *additionnelles* qui permettraient aux autorités de recourir plus facilement aux données de fait disponibles. L'article 782 e) réduit peut-être la faculté du DOC à recourir aux données de fait disponibles, mais le problème fondamental est qu'il ne *réduit pas suffisamment cette faculté*. En effet, il impose deux conditions additionnelles auxquelles les entreprises étrangères interrogées doivent satisfaire *avant* d'être sûres que le DOC utilisera les renseignements qu'elles ont communiqués et non les données de fait présentées par les entreprises nationales requérantes. Ces deux conditions additionnelles se trouvent à l'article 782 e) 3) et 4).

65. Premièrement, en ce qui concerne l'alinéa 782 e) 3), il dispose que "ces renseignements ne sont pas incomplets au point de ne pas pouvoir constituer une base fiable pour l'établissement de la détermination applicable. Les États-Unis admettent que l'alinéa 782 e) 3) ne se trouve pas au paragraphe 3 de l'annexe II. Ils font d'abord valoir que cette condition est "manifestement compatible avec l'objectif d'une "prise de décisions objective sur la base des faits"".[15] Comme je l'ai déjà expliqué, les États-Unis ont utilisé cet "objectif" pour justifier tout leur argument selon lequel l'article 6.8 permet le rejet de données de fait vérifiées et communiquées en temps utile qui peuvent être utilisées dans le calcul des droits antidumping. Les États-Unis font ensuite valoir que cette référence au caractère complet des renseignements à l'alinéa 782 e) 3), bien qu'elle ne figure pas au paragraphe 3 de l'annexe II, "montre simplement que la disposition répond à un but différent de celui de l'article 782 e)".[16] Pourtant les États-Unis n'ont pas expliqué la nature de ce "but différent" ni la raison pour laquelle ils ont le droit d'imposer des critères additionnels qui ne sont pas prévus au paragraphe 3 de l'annexe II. Comme l'Inde l'a expliqué dans sa première communication[17], l'imposition de tout obstacle additionnel à l'utilisation des renseignements réels fournis par les entreprises étrangères interrogées est incompatible avec les dispositions relatives à l'utilisation des données de fait disponibles du paragraphe 3 de l'annexe II. Les États-Unis font enfin valoir que le paragraphe 3 de l'annexe II utilise le conditionnel et non l'indicatif, donnant apparemment à entendre que les États-Unis sont libres d'imposer autant de restrictions additionnelles qu'ils jugeront bon en ce qui concerne l'utilisation des données de fait réellement présentées par les entreprises étrangères interrogées.[18] Une fois encore, les États-Unis ne tiennent pas compte des directives données par la

[14] Première communication des États-Unis, paragraphe 143. (italique dans l'original)
[15] Première communication des États-Unis, paragraphe 137.
[16] Première communication des États-Unis, paragraphe 144.
[17] Première communication de l'Inde, paragraphes 148 et 149, 154 à 156.
[18] Première communication des États-Unis, paragraphes 138 et 144.

décision de l'Organe d'appel dans l'affaire *Acier laminé à chaud en provenance du Japon* lorsqu'ils formulent cet argument.

66. La deuxième prescription additionnelle imposée aux entreprises étrangères interrogées est l'alinéa 782 e) 4) qui concerne l'effort maximal qu'une entreprise interrogée doit déployer pour fournir des renseignements. L'Inde a examiné cette disposition en détail aux paragraphes 81 à 86, 150 et 157 de sa première communication. Les États-Unis ne répondent pas aux arguments textuels de l'Inde, pas plus qu'ils ne tiennent compte du fait que ni l'Organe d'appel ni aucun des groupes spéciaux antérieurs ayant examiné l'article 6.8 et le paragraphe 3 de l'annexe II n'ont jamais inclus l'"effort maximal" comme une condition additionnelle à laquelle doivent satisfaire les entreprises étrangères interrogées avant que les renseignements qu'elles fournissent ne puissent être utilisés. Au contraire, les États-Unis se contentent d'affirmer que le paragraphe 5 de l'annexe II inclut une référence similaire à "l'effort maximal". Toutefois, cet argument regroupe les conditions imposées par les paragraphes 3 et 5 de l'annexe II. En résumé, il n'existe pas de base légitime permettant aux États-Unis d'exiger des parties interrogées intéressées qu'elles démontrent qu'elles ont déployé un effort maximal, en sus des quatre autres conditions énoncées au paragraphe 3 de l'annexe II.

67. Les États-Unis font valoir au paragraphe 120 de leur première communication que le Groupe spécial devrait accorder une grande déférence à leur position concernant la signification de leur propre législation. En règle générale, l'Inde estime elle aussi qu'une certaine déférence concernant le sens de la législation interne devrait être accordée au Membre de l'OMC dont la législation est interprétée. D'ailleurs, conformément à ce principe, l'Inde attendrait du présent Groupe spécial qu'il accorde une grande attention aux décisions du Tribunal du commerce international des États-Unis et aux décisions du DOC auxquelles il est fait référence dans les pièces n° 28 et 29 de l'Inde. Les décisions figurant dans ces pièces jointes montrent très clairement à la fois 1) le caractère impératif des articles 776 a) et 782 e), et 2) la manière incompatible avec les règles de l'OMC dont ils ont été interprétés et appliqués par le CIT et le DOC respectivement.[19]

68. En outre, l'interprétation du Congrès des États-Unis contenue dans l'Énoncé des mesures administratives cité dans la pièce n° 27 de l'Inde et mentionné aux paragraphes 143 et 144 de la première communication de l'Inde montre clairement que l'article 776 a) est une disposition impérative qui exige du DOC qu'il fasse des déterminations sur la base des données de fait disponibles lorsque des renseignements manquent au dossier, ont été fournis en retard ou ne peuvent pas être vérifiés. L'Énoncé des mesures administratives confirme également que les entreprises interrogées sont tenues de satisfaire à chacune des cinq conditions énoncées à l'article 782 e) avant que les renseignements qu'elles communiquent ne puissent être utilisés dans une enquête.

H. ARTICLE 15 DE L'ACCORD ANTIDUMPING

69. Nous passons maintenant à l'article 15 de l'Accord antidumping. Les États-Unis font valoir au paragraphe 186 de leur première communication que, conformément à l'article 15, une entreprise interrogée d'un pays en développement ou son gouvernement doit démontrer à l'autorité chargée de l'enquête au cours de cette dernière que des "intérêts essentiels" de leur pays seraient touchés par l'application de droits antidumping. L'Inde s'oppose fortement à cet argument. Il s'agit d'une tentative regrettable faite par un pays développé Membre pour donner de l'Accord une lecture qui inclut des restrictions additionnelles dans une disposition dont les avantages en termes d'effet ou de sécurité juridique pour des pays en développement tels que l'Inde sont déjà maigres.

70. Il est inconcevable que le DOC puisse ne *pas* avoir été conscient que l'application proposée de droits antidumping supérieurs à 70 pour cent affecterait les "intérêts essentiels" de l'Inde. L'Inde, comme de nombreux pays en développement, est tributaire des marchés d'exportation pour créer des emplois. Le DOC a rassemblé des renseignements au cours de l'enquête indiquant que SAIL

[19] Voir la première communication de l'Inde, paragraphe 145.

employait plus de 150 000 travailleurs dans plus de 40 usines réparties dans tout le pays: cet élément de preuve figure dans le dossier factuel. Le DOC savait que l'application de droits antidumping élevés fermerait le marché des États-Unis à SAIL, ce qui aurait un effet négatif à la fois sur l'emploi en Inde et les recettes en devises du pays. Le DOC emploie des milliers de fonctionnaires qui ont une grande expérience du commerce international et connaissent bien l'importance des marchés d'exportation pour les pays en développement. D'ailleurs, rien que dans cette affaire, les enquêteurs du DOC ont passé plus de 20 jours à s'informer et à prendre directement conscience de l'importance du commerce et des ventes à l'exportation pour SAIL au cours de discussions avec bon nombre des employés de l'entreprise. On ne peut pas sérieusement supposer que le DOC n'était pas conscient de l'importance du marché américain des tôles en acier coupées à longueur pour l'un des principaux employeurs de l'Inde au moment où il aurait dû examiner en détail la requête de l'Inde lui demandant d'envisager un accord de suspension.

71. En outre, contrairement à ce qu'affirment les États-Unis, rien dans l'article 15 de l'Accord ne prescrit que soit SAIL soit le gouvernement indien transmette des déclarations officielles ou des renseignements au DOC au nom de l'Inde. Les enquêtes antidumping concernent des parties privées et non des gouvernements et le gouvernement indien n'était pas une partie intéressée dans l'enquête antidumping menée par les États-Unis sur les tôles coupées à longueur. Selon la lecture donnée par les États-Unis de l'article 15, il semblerait qu'une entreprise privée d'un pays en développement interrogée doit demander à son gouvernement de prendre des contacts de gouvernement à gouvernement avant que l'entreprise privée interrogée ne puisse demander un accord de suspension. Le libellé de l'article n'étaye en rien l'imposition d'une telle prescription.

72. Conformément à l'article 15, des "possibilités de solutions constructives … seront explorées préalablement à l'application de droits antidumping" et "les pays développés Membres devront prendre spécialement en considération la situation des pays en développement Membres". Le libellé de l'article 15 montre que ces devoirs existent même lorsque la partie intéressée d'un pays en développement ou son gouvernement sont silencieux. L'autorité chargée de l'enquête doit déterminer dans chaque cas si l'application de droits antidumping porterait atteinte aux intérêts essentiels de pays en développement Membres et, dans l'affirmative, elle doit prendre les mesures exigées par l'article 15.

73. Les États-Unis ont également joint à leur première communication un mémoire *ex parte* versé au dossier du DOC, la pièce n° 21 des États-Unis. Ce document ne prouve pas que le DOC a sérieusement exploré d'autres solutions constructives de bonne foi. Le terme "explorer" est défini comme "examiner, passer au crible, rechercher"[20] et exige un examen rigoureux et soigneux. Cela signifie plus qu'une unique réunion dont il est rendu compte par un court paragraphe dans un unique document.

74. Il apparaît simplement dans la pièce n° 21 des États-Unis que le DOC a dit qu'il "examinerait la requête de l'entreprise interrogée, mais faisait observer que les accords de suspension étaient rares et n'étaient acceptés que dans des circonstances particulières", doutant que ces circonstances soient réunies dans la présente affaire. Rien dans le dossier ne montre que le DOC a réellement examiné la demande de suspension; par exemple, ni calculs ni analyses économiques n'ont été fournis pour démontrer l'impact que pourrait avoir un accord de suspension sur la branche de production américaine. Le mémoire ne fait référence à aucune communication avec la branche de production nationale concernant la requête de l'Inde ni à aucune observation de sa part. Il ne contient aucune analyse de la question de savoir si des "circonstances particulières" s'appliquaient à la requête de l'Inde, aucun examen de ce que ces "circonstances particulières" pourraient être et rien n'indiquant que le DOC cherchait à explorer la proposition d'accord de suspension présentée par SAIL dans le cadre d'un dialogue courtois avec l'entreprise. La discussion limitée apparaissant dans la pièce n° 21 des États-Unis et l'absence de tout autre document sur ce sujet fourni à l'Inde ou versé au dossier donnent

[20] New Shorter Oxford Dictionary, volume 1 page 889.

à penser que le DOC n'a pas en fait "exploré" la proposition d'accord de suspension présentée par SAIL au sens de ce terme tel qu'il est utilisé à l'article 15. De fait, une interprétation raisonnable de la pièce n° 21 des États-Unis est que le DOC a brièvement et sans conviction écouté la demande de SAIL mais n'a jamais eu l'intention de prendre d'autres mesures pour donner suite à cette demande. Cela est tout simplement insuffisant par rapport à l'obligation d'explorer de bonne foi des solutions constructives.

III. DEUXIÈME ALLÉGATION SUBSIDIAIRE DE L'INDE AU TITRE DU PARAGRAPHE 7 DE L'ANNEXE II SELON LAQUELLE LE DOC N'A PAS UTILISÉ LES DONNÉES DE FAIT DISPONIBLES DÉFAVORABLES À BON DROIT

75. Les États-Unis font longuement valoir que l'Inde n'a pas coopéré avec le DOC pour ce qui est de la présentation des données relatives aux ventes sur le marché intérieur et au coût de production. D'ailleurs, la communication des États-Unis porte en grande partie sur ce point. Pour l'Inde, le Groupe spécial n'a pas besoin d'établir de constatations concernant les allégations subsidiaires de l'Inde à savoir que les États-Unis ont violé le paragraphe 7 de l'Annexe II pour ce qui est de leurs constatations selon lesquelles SAIL n'a pas coopéré à l'élaboration et à la communication des bases de données sur les coûts et sur le marché intérieur. Toutefois, au cas où le Groupe spécial jugerait nécessaire d'établir des constatations sur ce point, les éléments de preuve ci-après étayent la constatation selon laquelle SAIL a coopéré avec le DOC pour tous les aspects de l'enquête et n'a à aucun moment caché les renseignements demandés ou cessé de déployer des efforts considérables pour les fournir.

76. Le fait que SAIL n'a pas pu fournir les données demandées concernant les ventes sur le marché intérieur et les coûts sous les formes requises par le DOC ne signifie pas qu'elle n'a pas coopéré mais illustre plutôt les très grandes difficultés que l'entreprise a rencontrées lorsqu'elle s'est efforcée de fournir les données dans les délais extrêmement courts imposés par le DOC. L'Inde souhaite rappeler au Groupe spécial que SAIL produit des tôles coupées à longueur dans trois usines quasiment indépendantes situées dans des endroits différents et possède six bureaux de ventes régionaux ainsi que 42 bureaux de vente locaux répartis dans tout le pays.[21] Le DOC a demandé à SAIL de préparer et de présenter une base de données complète concernant les ventes sur le marché intérieur, ce qui signifiait que SAIL devait obtenir et organiser les données relatives aux ventes de tous ces points de vente, ainsi que les données relatives aux coûts des trois usines, bien que les ventes aux États-Unis concernent des marchandises produites uniquement par une de ces usines. Cette exigence a constitué un cauchemar logistique pour l'entreprise. En outre, au cours de la période couverte par l'enquête (année civile 1998), chacune des trois usines produisant des tôles coupées à longueur appliquait un système de comptabilité différent, calculait les coûts standard de manière différente et assurait le suivi des coûts de manière différente.[22] Les infrastructures insuffisantes de l'Inde en matière de communication et de transport créaient également de sérieuses difficultés. En raison des problèmes téléphoniques que connaît l'Inde, les trois usines étaient parfois injoignables par téléphone, téléfax ou messagerie électronique pendant plusieurs jours. Il y avait pénuries d'ordinateurs et de photocopieurs.[23]

77. SAIL a signalé ces difficultés au DOC à de nombreuses reprises.[24] Elle a, néanmoins, coopéré pleinement avec le DOC pour la préparation des données concernant les ventes sur le marché

[21] Première communication de l'Inde, paragraphe 17; pièce n° 6 de l'Inde, page 2, pièce n° 19 de l'Inde, page 34.

[22] Première communication de l'Inde, paragraphe 17; pièce n° 15 de l'Inde, pages 33 et 34.

[23] Première communication de l'Inde, paragraphe 17; pièce n° 15 de l'Inde, pages 33 et 34; pièce n° 21 de l'Inde, page 8.

[24] Pièce n° 4 de l'Inde, lettre d'accompagnement; pièce n° 6 de l'Inde; pièce n° 7 de l'Inde, lettre d'accompagnement; pièce n° 14 de l'Inde, pages 7 à 9.

intérieur et les coûts. Son "équipe antidumping" a passé plusieurs semaines sur les différents sites et a perturbé les activités normales de vente et de production d'une bonne partie du personnel afin d'obtenir et d'organiser les données demandées par le DOC. L'entreprise a communiqué littéralement des milliers de pages de renseignements et a soumis à plusieurs reprises ses bases de données électroniques, s'efforçant de convertir ses renseignements pour les présenter sous la forme exigée. En outre, SAIL a ouvert ses portes au personnel du DOC qui a procédé à des vérifications éprouvantes sur plusieurs sites de l'entreprise pendant des semaines.[25] Le grand nombre de cadres de l'entreprise qui ont participé aux vérifications des ventes, comme il ressort du rapport de vérification des ventes du DOC, témoigne lui aussi de la mesure dans laquelle SAIL a coopéré.[26]

78. Dans leur communication, les États-Unis mettent en relief les six questionnaires envoyés à SAIL concernant les bases de données relatives aux coûts et aux ventes sur le marché intérieur[27] et laissent entendre qu'il s'agit là d'un effort de coopération du DOC pour aider l'entreprise. Cette affirmation nie tout simplement la réalité. Ces multiples questionnaires ne constituaient en rien un effort visant à aider SAIL. Au contraire, les demandes incessantes de renseignements et le refus du DOC d'accepter les données de SAIL sous la forme sous laquelle elles se présentent au cours d'opérations commerciales normales ont imposé des charges additionnelles à une entreprise interrogée d'un pays en développement. Néanmoins, SAIL n'a jamais cessé d'essayer de satisfaire le DOC et s'est efforcée de répondre à chacun de ces questionnaires.

79. Les États-Unis affirment également que la conclusion du DOC, à savoir que SAIL n'avait pas coopéré, était valide parce que "SAIL est une des plus grandes aciéries intégrées du monde et ses dossiers montrent qu'elle dispose d'un système de comptabilité bien établi vérifié chaque année".[28] Toutefois, compte tenu des difficultés de communication et de récupération des données, la taille de l'entreprise ne constituait pas un avantage mais un énorme handicap. Il est tendancieux de suggérer que la taille de SAIL en elle-même signifiait que l'entreprise n'avait pas coopéré ou n'avait pas communiqué des renseignements. De plus, la vérification annuelle des comptes de SAIL est fondée sur les systèmes d'enregistrement des ventes utilisés au cours d'opérations commerciales normales. Le fait que les comptes de l'entreprise soient vérifiés ne permettait pas à SAIL d'élaborer plus facilement les nouvelles données sur les coûts par produit exigées par le DOC, et cela ne signifiait pas non plus qu'en ne fournissant pas ces données à la satisfaction du DOC SAIL démontrait qu'elle n'avait pas coopéré.

80. Les États-Unis condamnent également SAIL pour avoir déclaré au DOC qu'elle s'efforçait de satisfaire les demandes de ce dernier en matière de données et que des renseignements seraient fournis.[29] Ces déclarations témoignent cependant de la bonne foi de l'entreprise - et non de ce qu'elle ne communiquait pas des renseignements ou ne coopérait pas. Pour les États-Unis, une entreprise interrogée doit apparemment informer le DOC dès le départ qu'elle ne peut pas satisfaire ses exigences en matière de renseignements. Mais une telle déclaration amènerait sans aucun doute le DOC à annoncer plus rapidement que l'entreprise interrogée ne coopère pas et à appliquer les "données de fait disponibles défavorables" pour déterminer les marges de dumping. Il n'est pas réaliste de demander à une entreprise étrangère interrogée de faire passer à l'autorité chargée de l'enquête un message de nature à entraîner une réaction aussi négative.

[25] Première communication de l'Inde, paragraphe 17; pièce n° 16 de l'Inde, pages 33 et 34.
[26] Pièce n° 13 de l'Inde, pages 41 à 46.
[27] Première communication des États-Unis, paragraphes 150 à 155.
[28] Première communication des États-Unis, paragraphe 164 citant: USOC Redetermination on Remand, pièce n° 21 de l'Inde.
[29] Première communication des États-Unis, paragraphes 158 et 159, 164.

J. DÉCLARATION SOUS SERMENT D'ALBERT HAYES

81. Les États-Unis ont affirmé que la déclaration sous serment d'Albert Hayes, fournie par l'Inde en tant que pièce n° 24, constitue "un élément de preuve hors dossier" que le Groupe spécial devait ignorer. L'Inde n'est pas d'accord. Les points de vue exprimés dans la déclaration sous serment, et ceux que M. Hayes exposera aujourd'hui, ne constituent pas des faits nouveaux mais une analyse des faits dont le DOC était saisi au cours de l'enquête. Les États-Unis ne peuvent pas sérieusement maintenir qu'un Membre de l'OMC ne peut pas soulever un nouvel *argument* devant un groupe spécial de l'OMC au motif que le DOC n'a pas eu l'occasion d'examiner cet argument et d'y répondre au cours de la procédure administrative en question. L'Organe d'appel dans le différend *États-Unis - Viande d'agneau* a montré clairement que ni les Membres de l'OMC ni les groupes spéciaux ne sont obligés de se limiter aux arguments présentés par les parties intéressées aux autorités administrantes.[30] Le Groupe spécial du GATT *Saumons de l'Atlantique* a également rejeté dans sa décision la position des États-Unis dans le contexte d'un examen de nouveaux arguments attaquant la mesure antidumping des États-Unis.[31] La raison pour laquelle il faut autoriser les nouveaux arguments est impérieuse: le processus de règlement des différends de l'OMC est un processus de gouvernement à gouvernement et les gouvernements protègent et poursuivent au cours des procédures de l'OMC des intérêts différents de ceux des parties privées intéressées par les enquêtes antidumping en question. Par conséquent, le point de vue des États-Unis selon lequel l'Inde fait erreur en présentant des analyses et des arguments différents démontrant comment le DOC aurait pu utiliser les données vérifiées et communiquées en temps utile par SAIL sur les ventes aux États-Unis est sans fondement.

82. De plus, la déclaration sous serment de M. Hayes ne présente pas d'éléments de preuve nouveaux. Elle constitue à première vue une analyse des données réelles dont le DOC était saisi et qui figuraient dans le dossier du DOC, y compris dans le rapport de vérification des ventes, la pièce n° 8 du rapport de vérification et la requête. Dans son analyse, M. Hayes utilise le programme informatique dont le DOC s'est servi dans les enquêtes parallèles réalisées en 1999 sur les tôles coupées à longueur pour illustrer la manière dont le DOC *aurait pu* utiliser les données de SAIL sur les ventes aux États-Unis. C'est là un élément important de la charge de la preuve que l'Inde doit assumer pour établir le bien-fondé d'une allégation au titre de l'article 6.8 et du paragraphe 3 de l'annexe II. Le DOC n'a pas, comme il aurait dû, utilisé son outil informatique type pour déterminer les marges de SAIL parce qu'il a appliqué sa doctrine des données de fait disponibles totales et a ignoré la totalité des données communiquées. Toutefois, le programme informatique type utilisé par le DOC (que l'on peut supposer similaire à ceux utilisés par de nombreux autres responsables des enquêtes antidumping des Membres de l'OMC) est un système de calcul mécanique et neutre du point de vue des résultats qui est appliqué aux données et ne modifie pas les données dont le DOC était saisi. Que l'on utilise le programme effectif de 1999 ou un autre système de calcul n'est pas important – le principal est que le Groupe spécial soit en mesure d'évaluer si le DOC aurait pu utiliser les données de SAIL sur les ventes aux États-Unis "sans difficultés indues". De l'avis de l'Inde, la meilleure façon de le faire est d'utiliser l'outil effectif que le DOC *aurait* dû utiliser en 1999.

83. Le premier point que M. Hayes aborde, aux paragraphes 6 et 7 de sa déclaration sous serment, concerne la déclaration faite par le DOC dans la détermination finale à savoir que les données de SAIL sur les ventes aux États-Unis "pourraient être corrigées". L'Inde est d'accord avec cette affirmation et l'analyse de M. Hayes démontre à quel point il aurait été facile et rapide pour le DOC de faire une telle correction, *en se fondant sur les éléments de preuve figurant déjà au dossier*. En fait, SAIL a fait valoir auprès du DOC que toute erreur pouvant figurer dans les données sur les ventes aux États-Unis était sans importance et que ces données auraient facilement pu être utilisées en

[30] WT/DS177/AB/R, paragraphe 113.

[31] Voir IBDD, S41/254, page 413, paragraphes 347 à 351 et IBDD, S41/662, page 769, paragraphes 216 à 220.

association avec des renseignements figurant dans la requête.[32] La déclaration sous serment de M. Hayes indique à quel point il aurait été facile pour le DOC d'utiliser ces éléments de preuve.

84. Dans son analyse, M. Hayes propose également trois autres méthodes qui auraient pu être utilisées pour associer les renseignements concernant les ventes sur le marché intérieur et le coût de production figurant dans la requête avec les données réelles de SAIL sur les ventes aux États-Unis. Cette analyse est fondée exclusivement sur les éléments de preuve figurant au dossier.

85. L'analyse de M. Hayes témoigne d'une grande expérience, acquise essentiellement au cours des nombreuses années pendant lesquelles il faisait partie du personnel du DOC et calculait les marges de dumping en utilisant les données présentées par les entreprises étrangères interrogées et les programmes informatiques du DOC. Les États-Unis n'affirment pas, et ne peuvent pas affirmer, que M. Hayes ne possède pas cette expérience pas plus qu'ils n'ont mis en cause le bien-fondé de son analyse. Ils ne nient pas que le programme informatique type pour le calcul des marges dans l'enquête de 1999 sur les tôles coupées à longueur est celui exposé à l'annexe 1 de la pièce n° 24 de l'Inde. Ils ne nient pas qu'il est possible de calculer une marge en utilisant les renseignements figurant dans la requête et les données réelles de SAIL sur les ventes aux États-Unis. Les États-Unis ne laissent pas non plus entendre que les trois autres méthodes proposées par M. Hayes ne permettraient pas le calcul des marges de dumping.

86. Les arguments des États-Unis selon lesquels M. Hayes travaille pour un cabinet juridique et n'a pas participé à l'enquête ne sont pas pertinents pour ce qui est de la recevabilité de son analyse. Il n'ajoute pas de faits nouveaux au dossier, mais présente plutôt une analyse des faits déjà versés au dossier. Le calcul des marges de dumping peut être une question complexe nécessitant une grande expérience. Les parties plaignantes, en particulier lorsqu'il s'agit de pays en développement, devraient avoir un accès égal à des compétences en matière d'analyse, de même qu'elles ont un accès égal à l'assistance juridique dans le cadre du règlement des différends au sein de l'OMC. La faculté de pouvoir présenter d'autres analyses est essentielle pour qu'elles puissent faire respecter les dispositions de l'Accord antidumping concernant l'interprétation juridique du processus d'enquête, telles que les dispositions en jeu dans le présent différend. L'Inde ne croit pas que les États-Unis puissent chercher à obtenir le monopole de telles compétences dans les procédures de groupes spéciaux ou qu'ils puissent prétendre le détenir. Le Groupe spécial devrait donc rejeter la demande des États-Unis.

87. Enfin, l'Inde ne nie pas que l'analyse de M. Hayes a été élaborée pour être utilisée dans le présent différend. Mais tous les témoignages d'experts dans les procédures judiciaires, dans le monde entier, sont élaborés ainsi. L'Inde encourage le Groupe spécial à prendre en compte l'analyse de M. Hayes et à examiner les méthodes qu'il prône à partir des éléments de preuve figurant au dossier.

IV. DÉCLARATION DE M. HAYES

88. M. le Président et Mesdames les membres du Groupe spécial. Je m'appelle Albert M. "Chip" Hayes. Comme je l'ai expliqué dans ma déclaration sous serment, qui est jointe à la première communication de l'Inde en tant que pièce n° 24, de 1984 à 1987 puis à nouveau de 1989 à 1998 j'étais employé par le DOC comme analyste commercial spécialiste de la conformité des importations. Au cours de ces deux périodes, j'ai travaillé sur plus de 20 procédures antidumping différentes, à tous les stades de leur déroulement: enquêtes, examens administratifs, réexamens à l'extinction, procédures judiciaires et révocation. J'ai effectué notamment plus de 35 vérifications sur place sur les sites des entreprises interrogées dans le monde entier. J'ai également participé à la mise au point et à la révision des programmes informatiques utilisés pour analyser les données communiquées par les entreprises interrogées et pour calculer les marges de dumping sur la base de ces données. Ce faisant, j'ai souvent eu l'occasion de procéder à des ajustements des données

[32] Pièce n° 14 de l'Inde, pages 10 et 14 (12 novembre 1999).

communiquées par les entreprises interrogées sur la base des renseignements découverts lors de la vérification, en me servant des programmes informatiques utilisés pour analyser les données.

89. Depuis octobre 1998, je travaille comme analyste commercial principal dans le cabinet juridique Powell, Goldstein, Frazer & Murphy LLP. À ce titre, j'ai examiné attentivement les réponses au questionnaire et les bases de données informatiques présentées par SAIL au DOC dans l'enquête de 1999 sur les tôles en acier au carbone coupées à longueur en provenance d'Inde. J'ai également examiné les pièces rassemblées par le DOC lors des vérifications de SAIL au cours de cette enquête, de même que les rapports de vérification et les déterminations du DOC.

A. IL ÉTAIT FACILE DE CALCULER LES MARGES DE DUMPING DE SAIL EN UTILISANT LES DONNÉES COMMUNIQUÉES SUR LES VENTES AUX ÉTATS-UNIS

90. Voici mon point de vue concernant la possibilité pour le DOC d'utiliser les données communiquées par SAIL sur les ventes aux États-Unis. Le DOC peut utiliser un grand nombre d'outils disponibles dans le commerce pour calculer les marges de dumping, y compris les tableurs comme Excel, Lotus ou Dbase. Il a aussi à sa disposition des logiciels plus puissants de traitement des données tels que SPSS ou SAS [Statistical Analysis System], qui est un langage de programmation mis au point et disponible dans le commerce qu'il utilise habituellement. Je pourrais vous donner des détails sur le langage que le DOC pourrait utiliser pour modifier son programme type afin de calculer les marges de SAIL sur les ventes aux États-Unis en employant les données relatives au marché intérieur et à la valeur construite qui figurent dans la requête mais il serait peut-être plus simple de vous montrer à quel point un tel calcul est facile en le réalisant. Je l'ai fait en associant les données de SAIL sur les ventes aux États-Unis figurant dans la pièce n° 8 de l'Inde et les données figurant dans la charte présentée dans la requête qui calculait une marge de dumping en utilisant la valeur construite comme valeur normale.

91. Pour ce faire, j'ai créé une nouvelle pièce, la pièce n° 32 de l'Inde. Il s'agit d'un addendum à la base de données de SAIL sur les ventes aux États-Unis, incluse dans notre première communication en tant que pièce n° 8. Dans cet addendum, j'ai calculé les données relatives au prix total, aux frais et aux volumes pour toutes les ventes de SAIL aux États-Unis pendant la période couverte par l'enquête. Ces calculs sont tous fondés sur les données figurant dans la pièce n° 8 de l'Inde. Le DOC a déterminé, dans son rapport de vérification, que ces données étaient exactes et complètes. À partir de ces chiffres j'ai donc tiré une moyenne pondérée du prix brut aux États-Unis de 346 dollars la tonne et une moyenne pondérée du prix net aux États-Unis de 325 dollars la tonne. Le prix net aux États-Unis a été calculé en soustrayant les frais de transport du prix brut aux États-Unis, de la même manière que cela avait été fait dans la requête.

92. J'ai également préparé la pièce n° 33 de l'Inde, dont la première page est une copie du tableau 5 figurant initialement dans la version rendue publique de la requête qui se trouve dans la pièce n° 1 de l'Inde. Ce tableau n° 5 donne une valeur construite de 372 dollars qui est utilisée pour calculer la marge de dumping de SAIL.

93. Mon calcul de la marge de dumping à partir des données de SAIL concernant les États-Unis et de la valeur construite tirée de la version rendue publique de la requête apparaît à la seconde page de la pièce n° 33. J'ai remplacé le prix aux États-Unis du tableau 5 par la moyenne pondérée du prix net aux États-Unis tiré de la pièce n° 32 soit 325 dollars. Je n'ai pas modifié la valeur construite de 372 dollars. La marge de dumping moyenne qui en résulte est de 14,26 pour cent. Pour calculer cette marge, j'ai utilisé exactement la même méthode que celle appliquée par les requérants et le DOC lorsqu'ils ont calculé les marges de dumping de SAIL. La seule différence est que j'ai utilisé la moyenne pondérée réelle du prix aux États-Unis soit 346 dollars au lieu de l'offre unique de 251 dollars.

94. Je tiens à noter que cette marge de 14,26 pour cent est fondée sur le scénario le plus pessimiste envisagé dans la requête car en fait elle applique la valeur construite la plus élevée à chaque transaction aux États-Unis figurant dans la réponse de SAIL. Les options B et C dans ma déclaration sous serment, qui utilisent des variantes en ce qui concerne l'application de la valeur construite et du prix sur le marché intérieur en tant que valeur normale, aboutiraient à des marges inférieures.

B. L'UTILISATION DES RENSEIGNEMENTS PROVENANT À LA FOIS DES ENTREPRISES INTÉRESSÉES ÉTRANGÈRES ET DE LA REQUÊTE N'ABOUTIT PAS À DES RÉSULTATS "ABSURDES"

95. J'aimerais également formuler des observations sur l'argument avancé par les États-Unis, à savoir que le calcul d'une marge de dumping à partir des renseignements communiqués par les entreprises étrangères interrogées et des renseignements figurant dans la requête aboutiraient à des résultats absurdes. Premièrement, comme le DOC l'a admis, une enquête antidumping comporte quatre éléments fondamentaux - les ventes sur le marché intérieur, le coût de production des produits destinés au marché intérieur, les ventes à l'exportation et la valeur construite des produits exportés. Le DOC rassemble, organise et examine les milliers d'éléments d'information qu'il reçoit au travers de ces quatre catégories de base. L'exactitude et le caractère complet de chaque catégorie ou élément d'information peut être établi, et est établi, en fonction de ses propres mérites plutôt que par référence aux autres éléments. Par conséquent, comme je l'ai démontré ci-dessus et dans ma déclaration sous serment, il n'est pas difficile d'associer des renseignements figurant dans la requête et des renseignements communiqués par les parties étrangères intéressées pour calculer les marges de dumping.

96. Les États-Unis affirment qu'en associant des renseignements communiqués par les entreprises étrangères interrogées et des renseignements fournis par la branche de production nationale dans la requête on aboutirait à des résultats absurdes. Selon moi cela n'est pas vrai. Dans l'exemple cité par les États-Unis au paragraphe 88 de leur première communication dans lequel seuls les renseignements concernant les coûts de production sont communiqués par une entreprise interrogée, ces renseignements pourraient quand même être utilisés 1) pour comparer les données concernant le prix sur le marché intérieur figurant dans la requête et 2) pour calculer la valeur construite aux fins de comparaison avec les données concernant les prix aux États-Unis figurant dans la requête. Étant donné que de telles comparaisons seraient fondées sur des données concernant les coûts exactes, vérifiées et objectives, elles donneraient forcément des résultats plus exacts et plus objectifs que si l'on se fondait uniquement sur les données figurant dans la requête. Ce qui serait absurde en l'occurrence ce serait de rejeter toute une catégorie de renseignements exacts et vérifiés en faveur des renseignements contenus dans la requête.

97. Cela est vrai également de l'exemple donné par les Communautés européennes au paragraphe 10 de leur communication en tant que tierce partie. D'après moi, l'allégation des CE, selon laquelle il ne serait pas possible de déterminer si les ventes sur le marché intérieur communiquées étaient effectuées "au cours d'opérations commerciales normales" si les données relatives aux coûts ne sont pas *également* communiquées, n'est pas correcte. Les données relatives aux coûts émanant d'autres sources - en particulier de la requête - pourraient être utilisées pour déterminer si les ventes sur le marché intérieur ont été faites à des prix supérieurs au coût de production de la marchandise, et par conséquent "au cours d'opérations commerciales normales". Là encore, puisque les données concernant les ventes sur le marché intérieur seraient exactes, vérifiées et objectives, elles donneraient forcément des résultats plus exacts et plus objectifs que si on les rejetait dans leur totalité et si on se fiait uniquement à la requête pour obtenir les marges de dumping, comme le DOC l'a fait dans la présente affaire.

ANNEXE D-3

DÉCLARATION ORALE DES COMMUNAUTÉS EUROPÉENNES EN TANT QUE TIERCE PARTIE

(24 janvier 2002)

1. INTRODUCTION

1. Au nom des Communautés européennes, permettez-moi tout d'abord de vous remercier pour cette occasion d'exposer notre point de vue dans le présent différend. Ce dernier soulève une question systémique importante. La question dont est saisi le Groupe spécial est de savoir dans quelle mesure l'autorité chargée de l'enquête peut rejeter des données présentées lorsqu'il a été déterminé qu'une partie de ces données est inadéquate. Comme le veut la coutume, les Communautés européennes limiteront leurs observations aux questions systémiques soulevées et ne chercheront pas à appliquer leur interprétation aux faits particuliers de la procédure dont le Groupe spécial est actuellement saisi.

2. Les États-Unis ont proposé une interprétation diamétralement opposée à celle avancée par l'Inde et appuyée par le Japon. Ils font valoir que l'autorité chargée de l'enquête devrait être autorisée à rejeter toutes les données présentées lorsqu'une partie de ces données est inadéquate, alors que l'Inde et le Japon estiment que l'autorité chargée de l'enquête ne peut rejeter que les renseignements spécifiques qu'elle juge inadéquats. Les Communautés européennes estiment qu'aucune de ces deux positions n'est correcte. En effet, l'Accord antidumping cherche à établir un équilibre entre les intérêts des exportateurs et les intérêts des concurrents nationaux affectés par les importations faisant l'objet d'un dumping. En constatant que l'autorité chargée de l'enquête peut exclure toutes les données lorsqu'une partie de ces données seulement est inadéquate ou modifie l'équilibre en faveur des intérêts nationaux cherchant à obtenir une protection. En constatant que l'autorité chargée de l'enquête doit prendre en compte toutes les données autres que la partie de ces données qui est inadéquate ou modifie l'équilibre en faveur des exportateurs.

3. Les Communautés européennes estiment important de reconnaître que les données demandées aux parties intéressées dans une enquête antidumping ne sont pas parcellisées et ne consistent pas en ensembles indépendants de données qui ne sont pas liées les unes aux autres. Par conséquent, le fait de ne pas fournir un ensemble de données peut affecter la validité des autres éléments de données fournis et il peut être justifié de rejeter des données qui seraient par ailleurs parfaitement acceptables. L'exemple le plus évident de tels renseignements liés serait ceux concernant les ventes intérieures, lesquelles ne peuvent pas être acceptées comme étant effectuées "au cours d'opérations commerciales normales" au sens de l'article 2.2 à moins que les données relatives aux coûts de production, et aux frais de commercialisation ainsi qu'aux frais d'administration et de caractère général ne soient également fournies. Conformément à l'interprétation avancée par l'Inde et appuyée par le Japon, l'autorité chargée de l'enquête serait tenue d'accepter des données concernant les ventes intérieures même si aucune donnée n'a été fournie concernant le coût de production etc. Une telle interprétation autoriserait donc un exportateur à contrôler totalement une enquête antidumping en présentant uniquement les renseignements permettant d'arriver à un résultat favorable pour lui tout en excluant délibérément les données susceptibles d'avoir un effet préjudiciable sur le résultat final. Comme il ressort clairement des règles régissant l'utilisation des renseignements disponibles, et les effets de la non-coopération, l'Accord antidumping s'efforce de faire en sorte que les droits antidumping soient calculés sur la base de faits établis objectivement.

4. Comme le Groupe spécial en est conscient, l'Organe d'appel a déjà interprété le paragraphe 3 de l'Annexe II. Dans *États-Unis - Acier laminé à chaud*, l'Organe d'appel a conclu:

> [D]'après le paragraphe 3 de l'Annexe II, les autorités chargées de l'enquête sont tenues d'utiliser les renseignements si trois, et, dans certaines circonstances, quatre, conditions sont remplies. À notre avis, il s'ensuit que, si ces conditions sont remplies, les autorités chargées de l'enquête ne sont *pas* en droit de rejeter les renseignements communiqués lorsqu'elles établissent une détermination.[1]

5. L'utilisation du terme "tous" au paragraphe 3 de l'Annexe II implique que tout renseignement qui répond effectivement aux conditions qui y sont définies devrait être pris en compte. L'interprétation de l'Organe d'appel montre clairement que la faculté pour l'autorité chargée de l'enquête de rejeter des données communiquées est limitée.

6. Toutefois, les Communautés européennes ont déjà fait observer que différents ensembles de données sont liés et que le fait de ne pas fournir une partie d'un tel ensemble de données liées pourrait rendre impossible l'utilisation d'autres données. Dans une telle situation, la dernière phrase du paragraphe 7 de l'Annexe II prévoit que si une partie ne coopère pas et que, de ce fait, des "renseignements pertinents" ne sont pas communiqués, il peut en résulter une détermination moins favorable que si la partie avait coopéré. Si un exportateur pouvait sélectionner les renseignements fournis, et si l'autorité chargée de l'enquête était obligée de n'accepter que de tels renseignements sélectionnés, cela entraînerait la nullité de cette disposition parce qu'il pourrait résulter de la non-coopération un résultat plus favorable pour l'exportateur concerné.

7. Les Communautés européennes font observer que le paragraphe 3 dispose que les renseignements doivent être acceptés lorsqu'ils peuvent être utilisés "sans difficultés indues". Les autorités chargées de l'enquête peuvent juger "indûment difficile" d'utiliser des données lorsque d'autres ensembles de données liés n'ont pas aussi été fournis, ce qui rendrait nécessaire le rejet de données qui seraient par ailleurs acceptables conformément au paragraphe 3.

2. CONCLUSION

8. Les Communautés européennes considèrent donc que l'article 6.8 et le paragraphe 3 de l'Annexe II, lus conjointement, n'autorisent pas un Membre à rejeter automatiquement toutes les données lorsque certaines des données fournies par cet exportateur ont été rejetées. D'un autre côté, on pourrait se demander, en fonction des circonstances de l'affaire et compte tenu du caractère spécifique des renseignements pertinents, si toutes les conditions énoncées au paragraphe 3 ont été remplies lorsqu'un exportateur fournit certains renseignements, mais ne fournit pas des renseignements liés. Les Communautés européennes font valoir que le Groupe spécial devrait tenir compte de cet équilibre nécessaire lorsqu'il interprète ces dispositions de l'Accord antidumping de l'OMC.

---

[1] Rapport de l'Organe d'appel, *États-Unis - Mesures antidumping appliquées à certains produits en acier laminés à chaud en provenance du Japon*, WT/DS184/AB/R, adopté le 23 août 2001, paragraphe 81.

ANNEXE D-4

DÉCLARATION ORALE DU CHILI EN TANT QUE TIERCE PARTIE

(24 janvier 2002)

1. Le Chili tient à remercier le Groupe spécial de cette occasion d'exprimer son point de vue dans le présent différend. Nous faisons usage des droits qui nous sont accordés par l'article 10 du Mémorandum d'accord sur le règlement des différends, étant donné que nous avons un intérêt systémique dans l'application correcte des dispositions à la fois de l'article VI du GATT de 1994 et de l'Accord antidumping. L'objectif est d'éviter l'usage abusif de mesures antidumping en tant qu'obstacles protectionnistes aux échanges.

2. Le Chili ne formulera pas d'observations sur les faits mis en cause par l'Inde ni sur les détails de l'enquête réalisée par les autorités des États-Unis. Nous concentrerons nos observations sur trois points: le caractère impératif des paragraphes 3 et 5 de l'Annexe II de l'Accord antidumping; le sens et la portée de l'article 6.8 et de l'Annexe II de l'Accord antidumping; et le fait que les Ministres à Doha ont reconnu que l'article 15 de l'Accord antidumping devait être clarifié.

Les paragraphes 3 et 5 de l'Annexe II sont des dispositions impératives

3. Le Chili partage l'interprétation du paragraphe 3 de l'Annexe II donnée par l'Inde et le Japon à savoir que ce paragraphe oblige l'autorité chargée de l'enquête à utiliser les renseignements fournis par la partie intéressée s'ils remplissent les conditions énoncées dans ce paragraphe. En outre, le Chili est d'accord quant au caractère contraignant du paragraphe 5 de l'Annexe II. Ceci a de toute manière été bien établi par d'autres groupes spéciaux.

4. L'interprétation du Chili repose sur la version espagnole de l'Accord antidumping. Le paragraphe 3 de l'Accord antidumping dit que "[Tous les renseignements] devraient être pris en compte lors de l'établissement des déterminations". En espagnol l'expression utilisée est *deberá tomarse en cuenta*. Cette expression donne un caractère impératif et contraignant à la nécessité de prendre en compte les renseignements fournis par la partie intéressée lorsqu'il a été satisfait aux prescriptions de ce paragraphe. La version anglaise emploie le terme "should", ce qui signifie "*debería*" en espagnol, soit un conditionnel.

5. En outre, il est dit dans la version espagnole, au paragraphe 5 de l'Annexe II que: *no será justificación*, ce qui signifie "cela ne justifiera pas". C'est là encore une obligation impérative et contraignante contrairement à la version anglaise. "Should not" signifie "*no debería*" en espagnol.

6. L'Accord de Marrakech instituant l'Organisation mondiale du commerce, dont l'Accord sur la mise en œuvre de l'article VI de l'Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce de 1994 fait partie intégrante, a été fait en langues française, anglaise et espagnole, les trois textes faisant foi. Conformément à l'article 33 de la Convention de Vienne, lorsqu'un traité a été authentifié dans deux ou plusieurs langues, son texte fait foi dans chacune de ces langues et les termes d'un traité sont présumés avoir le même sens dans les divers textes authentiques. Par conséquent, lorsque la comparaison des textes authentiques fait apparaître une différence de sens, on adoptera le sens qui, compte tenu de l'objet et du but du traité, concilie le mieux ces textes.

7. Dans l'affaire *Mavrommatis*, la Cour permanente de justice internationale a estimé que, placée en présence de deux textes investis d'une autorité égale, mais dont l'un paraît avoir une portée plus

étendue que l'autre, elle a le devoir d'adopter l'interprétation restreinte qui peut se concilier avec les deux textes et qui, dans cette mesure, correspond sans doute à la commune intention des Parties.[1]

8. En dépit des arguments qu'ils présentent dans leur communication, les États-Unis accordent un caractère impératif à la fois au paragraphe 3 et au paragraphe 5 de l'Annexe II. L'article 782 e) de la Loi douanière de 1930 dispose que si les conditions que mentionne cet article - dont les États-Unis reconnaissent qu'elles suivent de près le libellé de l'Annexe II - l'autorité chargée de l'enquête ne doit pas refuser d'examiner les renseignements communiqués par la partie intéressée.

9. Par conséquent, le Groupe spécial ne peut que confirmer que les paragraphes 3 et 5 de l'Annexe II de l'Accord antidumping sont impératifs et contraignants tels qu'ils sont clairement libellés dans la version espagnole de l'Accord qui constitue la version la plus limitée et restrictive du texte. Une telle conclusion est sans aucun doute conforme à l'intention commune des Membres telle qu'elle est reflétée dans des dispositions impératives comme l'article 6.8 de l'Accord antidumping. Qui plus est, dans le cas présent, la législation des États-Unis incorpore ces obligations impératives à l'article 782 e).

Article 6.8 et Annexe II de l'Accord antidumping

10. Sans formuler d'observations concernant les faits et les arguments avancés par les parties au différend, le Chili aimerait souligner quelques éléments concernant l'utilisation des "données de fait disponibles", prévue à l'article 6.8 de l'Accord antidumping qui doit être lu conjointement à l'Annexe II.

11. Les "données de fait disponibles" constituent un outil que l'Accord antidumping donne à l'autorité chargée de l'enquête dans des cas exceptionnels et dans des circonstances limitées. L'article 6.8 établit un équilibre délicat entre l'obligation pour une autorité d'enquêter sur un dumping allégué et l'obligation pour la partie intéressée de coopérer. C'est un équilibre entre la nécessité pour l'autorité de disposer à temps de tous les renseignements pertinents - pour éviter toute désorganisation et tout retard - et l'obligation pour la partie intéressée de communiquer les données de fait qui dans certains secteurs, branches de production et pays ne sont pas faciles à obtenir ou n'existent pas toujours sur le support ou le mode de présentation souhaité par l'autorité chargée de l'enquête. C'est un équilibre entre la pression parfois nécessaire pour obtenir l'aide de la partie intéressée et le souci d'éviter que cette pression ne devienne une sanction à l'encontre d'actions qui peuvent ne pas constituer un dumping.

12. Le Chili considère que les "données de fait disponibles" doivent être utilisées de manière impartiale et objective et dans des cas exceptionnels. Ces cas doivent être aussi exceptionnels que le sont les mesures antidumping. L'article 6.8 donne quelques indications quant aux cas dans lesquels les "données de fait disponibles" peuvent être utilisées. Elles peuvent être utilisées:

a) Concernant les renseignements nécessaires. C'est-à-dire les renseignements pertinents pour l'enquête et sans lesquels l'autorité chargée de l'enquête ne pourrait peut-être pas établir l'existence d'un dumping ni la marge de dumping.

b) Dès lors que de tels renseignements ne sont pas communiqués dans un délai raisonnable, compte tenu des situations particulières de chaque affaire.

c) Dès lors que la partie intéressée entrave le déroulement de l'enquête de façon notable. Un retard dans la communication d'une partie des renseignements peut ne pas

[1] Publications de la Cour permanente de justice internationale, séries A n° 2, 30 août 1924, page 19.

constituer un obstacle grave. En l'absence d'éléments prouvant le contraire, il faut partir du principe que la branche de production est de bonne foi.

13. Par conséquent, l'autorité ne recourra pas aux "données de fait disponibles" si elle peut prendre une décision objective et impartiale en se fondant sur les renseignements fournis par la partie intéressée, même si ces renseignements sont incomplets, ou ont été communiqués en retard ou si l'enquête a pu être entravée.

14. Si l'autorité est forcée de recourir aux "données de fait disponibles", elle devrait le faire de manière objective et impartiale, en évaluant ces données et en les comparant aux renseignements communiqués par la partie intéressée qu'elle n'a pas acceptés. La dernière phrase du paragraphe 1 de l'Annexe II dit que les données de fait que contient la demande d'ouverture de l'enquête émanant de la branche de production nationale ne constituent pas la seule source de renseignements. Au contraire, une autorité objective et impartiale devrait se fonder sur d'autres faits, à commencer par les renseignements communiqués par la partie intéressée et que l'autorité a rejetés. Par ailleurs, dans certains cas, en particulier en ce qui concerne les produits de base et même l'acier, les prix, les structures de production et les conditions du marché et de la concurrence sont internationalement connus et ne changent en général pas d'un marché à l'autre. L'autorité devrait par conséquent prendre en considération ces prix et ces conditions.

15. De même, les marges de dumping alléguées par la branche de production nationale doivent être utilisées avec la plus grande prudence étant donné qu'elles ne correspondent pas toujours à la réalité et sont souvent exagérées afin de pousser l'autorité à ouvrir une enquête. Nous citerons quelques exemples. La branche de production américaine alléguait une marge de dumping de 41,78 pour cent sur les exportations de saumon en provenance du Chili, mais la détermination finale a établi que cette marge variait, selon les entreprises visées par l'enquête, de 0,16 à 10,69 pour cent. Plus récemment, il a été allégué que les exportations de framboises congelées en provenance du Chili faisaient l'objet d'un dumping sur le marché américain, avec des marges allant de 8,87 à 60,26 pour cent. Dans sa décision préliminaire, le DOC a constaté que les marges allaient seulement de zéro à 5,54 pour cent.

16. C'est encore deux fois plus vrai lorsque la branche de production a intérêt à demander des enquêtes antidumping. Par exemple, la Loi de 2000 sur la compensation pour continuation du dumping et maintien de la subvention, plus connue sous le nom d'amendement Byrd, mise en cause par le Chili et plusieurs autres Membres de l'OMC, constitue une forte incitation pour les requérants à exagérer les niveaux de dumping. Plus la marge est importante, plus les droits appliqués et distribués entre les requérants sont élevés.

17. Les marges de dumping alléguées par la branche de production nationale ne sont pas vérifiées. Si l'autorité rejette les renseignements concernant l'entreprise faisant l'objet de l'enquête au motif qu'ils ne peuvent pas être vérifiés, il serait illogique qu'elle utilise les marges alléguées par la branche de production nationale qui ne sont jamais vérifiées.

18. L'autorité chargée de l'enquête peut-elle totalement faire confiance aux marges de dumping alléguées par la branche de production nationale? Le Chili ne le pense pas.

19. Par conséquent, le Chili croit que l'application des "données de fait disponibles" doit être analysée individuellement pour chaque cas. Une autorité objective et impartiale ne peut pas appliquer les mêmes paramètres dans toutes les situations.

20. Par conséquent, le Chili demande au Groupe spécial de garder ces considérations présentes à l'esprit lorsqu'il analyse les questions soulevées dans le présent différend.

ARTICLE 15

21. Compte tenu des différentes interprétations de l'article 15 de l'Accord antidumping, le Chili aimerait juste rappeler au Groupe spécial que les ministres, réunis à Doha, ont reconnu que l'article 15 était une disposition impérative, mais qu'il fallait le clarifier pour lui donner effet. Ils ont donc donné pour instruction au Comité des pratiques antidumping d'examiner cette question et de formuler des recommandations appropriées sur la manière de donner effet à cette disposition.[2] Ce mandat étant si clair, le Chili estime donc que le Groupe spécial ne devrait pas se prononcer sur ce point.

[2] WT/MIN(01)/W/10, paragraphe 7.2.

ANNEXE D-5

DÉCLARATION ORALE DES ÉTATS-UNIS
DEUXIÈME RÉUNION DU GROUPE SPÉCIAL

(26 février 2002)

1. M. le Président, Mesdames les membres du Groupe spécial, les États-Unis sont heureux de l'occasion qui leur est donnée de formuler des observations sur les questions qui restent en suspens dans le présent différend. Nous limiterons notre déclaration d'aujourd'hui à plusieurs points essentiels. Nous accueillerons avec plaisir toutes les questions que vous pourriez poser durant notre déclaration ou au cours de cette deuxième réunion.

2. M. le Président, nous avons à notre actif deux séries de réunions et de réponses à des questions approfondies et précises. À ce stade de la procédure, la question fondamentale dans le présent différend est devenue claire: l'autorité chargée de l'enquête est-elle tenue d'utiliser une petite partie des renseignements présentés par une entreprise interrogée quand la plus grande partie est, soit manquante, soit inexacte et invérifiable, et que la partie restante est inexacte et que son utilisation présenterait des difficultés indues. La présente procédure a été utile pour déterminer pourquoi la réponse est "non". Même maintenant, deux ans après les faits, les efforts déployés par l'Inde pour présenter sous le meilleur jour possible les données qu'elle a soumises, sur la base de renseignements et d'arguments non présentés au Département, n'ont abouti qu'à l'aveu par l'Inde qu'une partie de plus en plus réduite de ces renseignements peut même être théoriquement utilisable. En outre, même l'utilisation théorique de ces renseignements limités aurait posé des difficultés indues, car il aurait fallu apporter d'importantes corrections à la base de données concernant les ventes aux États-Unis.

3. M. le Président, Mesdames les membres du Groupe spécial, bien que nous ayants déjà traité du critère d'examen au titre de l'article 17.6 de l'Accord antidumping (première communication des États-Unis, paragraphes 61 à 73), les observations formulées par l'Inde dans sa deuxième communication nous obligent à répéter un point. Le Département, qui est l'autorité des États-Unis chargée de l'enquête, a établi sa détermination reposant sur les "données de fait disponibles" en l'espèce sur la base de toutes les données de fait mises à sa disposition. Toutes ces données de fait telles qu'elles ont été établies et évaluées dans l'enquête correspondante - étayaient la conclusion établie par le Département selon laquelle, entre autres, 1) l'entreprise indienne interrogée, Steel Authority of India ("SAIL"), n'a pas fourni les renseignements nécessaires à une analyse en matière de dumping; 2) ses renseignements étaient invérifiables; 3) les renseignements qu'elle a fournis étaient inexacts et ne pouvaient assurément pas être utilisés sans difficultés indues; et 4) elle n'a pas agi au mieux de ses possibilités pour fournir les renseignements nécessaires dont elle pouvait disposer.

4. La stratégie appliquée par l'Inde dans le présent différend a consisté à se concentrer et à insister pour que le Groupe spécial se concentre - uniquement sur les données de fait les plus favorables à sa défense. L'Inde ne tient pas compte des renseignements qui étaient effectivement nécessaires pour effectuer une analyse en matière de dumping et se concentre uniquement sur les ventes à l'exportation de l'entreprises indienne interrogée; en un mot, elle ne tient pas compte de la forêt pour ne considérer que l'arbre. Par exemple:

- L'Inde se concentre exclusivement sur ce qu'elle considère comme les aspects "utilisables" des prix à l'exportation de l'entreprise indienne interrogée; mais elle ne tient pas compte des liens explicites entre tous les "renseignements nécessaires" qu'il faut avoir pour calculer une marge de dumping exacte, à savoir les prix à l'exportation, les prix sur le marché intérieur, le coût de production et la valeur construite. Elle ne tient pas compte du fait que les réponses au

questionnaire données par SAIL elle-même traduisent ces liens explicites. (Dans sa réponse concernant les prix à l'exportation, par exemple, SAIL a renvoyé le Département à sa réponse sur le coût de production au sujet des renseignements sur les coûts nécessaires pour déterminer les différences de caractéristiques physiques entre les produits. *Voir, par exemple,* la pièce n° 28 des États-Unis.)

- L'Inde insiste beaucoup sur la déclaration figurant dans le rapport de vérification des ventes selon laquelle le Département n'a observé "aucune anomalie" concernant certains articles individuels examinés dans la base de données sur les ventes aux États-Unis; mais elle ne tient pas compte du fait que le Département a bien constaté des anomalies très importantes tout au long des réponses de SAIL, y compris dans la base de données sur les ventes aux États-Unis, et a conclu que SAIL n'avait pas satisfait à la vérification en raison du caractère non fiable de ses données et du fait qu'elle n'avait pu concilier la plupart des informations communiquées avec ses propres registres comptables.

- L'Inde - à travers ses "déclarations sous serment" successives - a tenté de fournir des éléments de preuve sur la façon dont un programme informatique aurait pu être élaboré pour permettre de comparer les prix à l'exportation pour un minuscule sous-ensemble de données sur les ventes aux États-Unis de l'entreprise indienne interrogée avec la valeur normale alléguée dans la requête; mais elle ne tient pas compte du fait que le but sous-jacent de l'exercice effectué par le Département calculer une marge de dumping exacte pour SAIL - ne pouvait absolument pas être atteint, et assurément pas sans difficultés indues, puisque presque tous les renseignements concernant SAIL étaient manquants ou inutilisables.

5. S'agissant de déterminer si le Département a correctement établi les faits en l'espèce et agi comme une autorité chargée de l'enquête impartiale et objective, le Groupe spécial doit considérer que le dossier administratif *entier* est pertinent pour son examen, et pas seulement la partie du dossier jugée "pertinente" par l'Inde. Comme l'Organe d'appel l'a dit dans l'affaire *Thaïlande - Droits antidumping sur les profilés en fer ou en aciers non alliés et les poutres en H en provenance de Pologne*, "[i]l y a un rapport évident entre l'article 17.6 i) et l'article 17.5 ii). Les faits de la cause visés à l'article 17.6 i) sont "les faits communiqués conformément aux procédures internes appropriées aux autorités du Membre importateur" au sens de l'article 17.5 ii)".[1] Par conséquent, toutes les données de fait établies durant l'enquête correspondante sont pertinentes pour l'évaluation du Groupe spécial en l'espèce.

6. L'importance qu'il y a à examiner le dossier entier en l'espèce est évidente, puisque la détermination du Département reposant sur les "données de fait disponibles" était fondée sur des défauts substantiels présents tout au long des renseignements communiqués par SAIL. Comme le Département l'a reconnu dans sa note concernant l'échec de la vérification, "il y avait des problèmes substantiels concernant aussi bien les données sur les ventes que celles sur les coûts, au point de nuire à la crédibilité de l'ensemble de la réponse".[2] Le dossier entier de cette affaire démontre que les défauts de SAIL en matière de communication des données étaient omniprésents, en dépit des efforts faits par le Département pour aider l'entreprise en lui offrant de nombreuses prorogations et de multiples occasions de corriger ses communications. Bien qu'il soit dans la nature des enquêtes antidumping - puisqu'elles portent sur le comportement commercial des entreprises - de nécessiter la communication de renseignements détaillés, le dossier était comparativement mince en l'occurrence, puisqu'il concernait entièrement SAIL, la seule entreprise interrogée en cause dans le présent différend. L'Inde a tort de dire que l'examen de cette affaire par le Groupe spécial sera "inapplicable" si celui-ci examine d'autres faits que le sous-ensemble qu'elle considère comme favorable. Le Groupe spécial devrait ignorer le "conseil" donné par l'Inde et examiner le dossier entier - tous les faits

[1] WT/DS122/AB/R, paragraphe 117.
[2] *Verification Failure Memorandum*, pièce n° 25 des États-Unis, page 4.

pertinents - pour déterminer si l'établissement de ces faits par le Département était correct et si son évaluation de ces faits était impartiale et objective.

7. Lorsqu'on les considère dans leur intégralité, les faits étayent la conclusion du Département selon laquelle les renseignements fournis par SAIL n'ont pas satisfait à la vérification et ne pouvaient être utilisés sans difficultés indues.

Les renseignements fournis par SAIL ne sont pas vérifiables parce qu'ils n'ont pas satisfait à la vérification sur place

8. Les parties ont longuement débattu du sens du terme "vérifiable". La vérification est un outil important qui permet à l'autorité chargée de l'enquête de s'assurer de l'exactitude des renseignements, conformément à l'article 6.6 de l'Accord antidumping. Comme les États-Unis l'ont déjà expliqué, lorsque des renseignements font l'objet d'une vérification mais que leur exactitude et leur caractère complet ne peuvent être démontrés, ils ne peuvent plus être dits "vérifiables".[3] Dans le cas de SAIL, la constatation factuelle expresse a été faite que ses renseignements étaient inexacts et incomplets et donc qu'ils ne satisfaisaient pas à la vérification.[4]

9. Au début, il importe de noter que la décision même prise par le Département de procéder à une vérification démontre l'effort exceptionnel qu'il a fait pour collaborer avec SAIL. Il était apparu que, malgré de nombreuses occasions, SAIL n'avait pas comblé les très importantes lacunes dans les renseignements nécessaires pour établir une détermination en matière de dumping. Néanmoins, en réponse aux assurances répétées de SAIL selon lesquelles elle avait comblé ces lacunes, le Département a procédé à une vérification. Malgré ces assurances et d'autres antérieures, les bases de données de SAIL sont restées inutilisables durant toute la procédure. Au cours de la vérification sur place des ventes, le Département a découvert entre autres que SAIL n'avait pas déclaré un nombre important de ventes sur le marché intérieur et n'avait pas déclaré les prix de gros unitaires corrects.[5] Le volume et la valeur totaux des ventes sur le marché intérieur étaient invérifiables. Au cours de la vérification sur place des coûts, qui comportait une vérification des renseignements sur les coûts contenus dans la base de données de SAIL concernant les ventes aux États-Unis, SAIL n'a pas été en mesure de faire concorder les coûts de production et ses états financiers vérifiés.[6] Il est également apparu clairement que SAIL n'avait pas fourni de renseignements sur la valeur construite concernant le coût des produits fabriqués et vendus aux États-Unis.[7] En outre, la base de données de SAIL concernant les ventes aux États-Unis comportait des erreurs importantes; le Département a constaté que "ces erreurs *prises isolément* pourraient être corrigées mais, associées aux autres défauts omniprésents dans les données communiquées par SAIL, elles étayent notre conclusion, à savoir que les données de SAIL ne sont pas fiables dans l'ensemble.[8] Dans sa détermination finale, le Département a de nouveau indiqué que "la base de données concernant les ventes aux États-Unis comportait des erreurs qui, prises isolément, pourraient être corrigées mais, associées aux autres défauts omniprésents dans les données communiquées par SAIL" amènent à conclure que les données de SAIL ne sont pas fiables. L'expression "prises isolément" est importante, mais elle est presque toujours omise dans les références faites par l'Inde à la constatation du Département. Or, elle indique clairement que le Département n'a pas établi - et n'était pas tenu d'établir - sa détermination relative à la possibilité d'utiliser les données en examinant certaines "catégories" de renseignements prises isolément. C'était ce qu'il convenait de faire: comme les CE l'ont expliqué, "les données requises

[3] *Voir*, par exemple, la réponse des États-Unis aux questions du Groupe spécial, 25 janvier 2002, paragraphes 92 et 93.

[4] *Verification Failure Memorandum*, pièce n° 25 des États-Unis.

[5] *Sales Verification Report*, pièce n° 4 des États-Unis.

[6] *Cost Verification Report*, pièce n° 3 des États-Unis.

[7] *Id*.

[8] *Verification Failure Memorandum*, pièce n° 25 des États-Unis, page 5 (pas d'italique dans l'original).

dans une enquête antidumping, et nécessaires pour établir une détermination, ne peuvent pas être considérées comme des éléments d'information isolés".[9]

10. Nonobstant la note concernant l'échec de la vérification - qui dit expressément que les renseignements fournis par SAIL n'ont pas satisfait à la vérification -, l'Inde affirme que "les conclusions concernant la possibilité de vérifier les renseignements doivent être établies pour l'élément d'information qui fait l'objet de la vérification".[10] Or, le Département avait pour obligation de vérifier l'exactitude des renseignements fournis par SAIL sur lesquels il devait fonder sa détermination; il n'avait pas pour obligation d'évaluer l'exactitude des renseignements de SAIL uniquement sur la base de certains faits favorables à SAIL. Les calculs concernant le dumping représentent la totalité de l'examen fait par l'autorité chargée de l'enquête des renseignements nécessaires: prix à l'exportation et valeur normale et, lorsqu'il y a lieu, coût de production et valeur construite. Les descriptions et les comptes rendus de la vérification établis par le Département, ainsi que sa note concernant l'échec de la vérification, reflètent les liens présents tout au long de ces renseignements. Par exemple:

- Dans la détermination préliminaire tendant à utiliser les données de fait disponibles, le Département a expliqué que, comme SAIL n'avait pas communiqué les coûts par produit, "il est contestable que les données concernant le coût de production, la valeur construite et la "difmer" représentent une mesure fiable de la valeur équitable". Autrement dit, le Département a constaté que les défauts dans les données concernant les coûts mettaient en cause la base de données sur les ventes aux États-Unis.[11]

- Dans la description de la vérification des coûts, SAIL a été avisée qu'elle aurait à démontrer que le coût de fabrication variable et le coût de fabrication total enregistrés dans la base de données sur les ventes aux États-Unis étaient compatibles avec les montants déclarés dans les renseignements communiqués au sujet du coût de production et de la valeur construite.[12] Or, elle n'a pu le faire, admettant, au cours de la vérification, que le coût de fabrication variable et le coût de fabrication total étaient incorrects.[13]

- Les données mêmes de SAIL reflètent ces liens: dans sa réponse au questionnaire sur les ventes aux États-Unis, elle renvoie le lecteur à sa réponse relative au coût de production en ce qui concerne les données pertinentes pour l'ajustement destiné à tenir compte des différences physiques. *Voir SAIL Questionnaire Response*, pièce n° 28 des États-Unis.

L'Inde se trompe tout simplement en disant que le dossier démontre "l'absence de tout lien significatif entre la base de données concernant les ventes aux États-Unis et les autres renseignements fournis par SAIL". Communication présentée à titre de réfutation par l'Inde, paragraphe 85. SAIL s'est en fait appuyée sur certains de ces liens dans ses réponses aux questionnaires.

11. Malgré les efforts faits par l'Inde pour laisser entendre que le Groupe spécial aurait abouti à des conclusions différentes s'il avait effectué lui-même la vérification des données de SAIL, la question correcte dans le présent différend est de savoir si le Département s'est acquitté de ses obligations en tirant la conclusion qu'il a tirée. Face à un échec de l'entreprise indienne interrogée dans tous les aspects de la vérification, échec bien documenté dans les rapports concernant la vérification sur place et dans la note concernant l'échec de la vérification, une autorité chargée de l'enquête impartiale et objective pouvait raisonnablement conclure que les renseignements fournis par

[9] Communication des CE en tant que tierce partie, paragraphe 10.
[10] Deuxième communication de l'Inde, paragraphe 70.
[11] *Preliminary Facts Available Memorandum*, pièce n° 16 des États-Unis, pièce jointe I.
[12] *Voir Cost Verification Outline*, pièce n° 32 des États-Unis, page 9.
[13] *Verification Failure Memorandum*, pièce n° 25 des États-Unis, page 3.

l'entreprise indienne interrogée n'étaient pas vérifiables, quelle que soit l'apparente exactitude des divers éléments d'information considérés isolément.

Les renseignements communiqués par SAIL ne peuvent être utilisés sans difficultés indues

12. À la première réunion, M. le Président, le Groupe spécial a identifié l'une des questions clés dans le présent différend: les renseignements communiqués par SAIL auraient-ils pu être utilisés sans "difficultés indues"? Nous faisons observer que la question des difficultés indues n'a même pas besoin d'être soulevée s'il est déterminé que le Département a eu raison de déterminer que SAIL ne satisfaisait pas à la vérification. Sur cette seule base, le Département aurait pu, à juste titre, écarter la totalité des renseignements communiqués par SAIL au titre du paragraphe 3 de l'Annexe II de l'Accord antidumping. Quoi qu'il en soit, comme nous l'avons expliqué dans notre communication du 18 février 2002, même sur la base des critères invoqués par l'Inde elle-même, une autorité chargée de l'enquête impartiale et objective pourrait aisément conclure que les renseignements de SAIL ne pouvaient être utilisés sans difficultés indues. Premièrement, s'agissant de déterminer le caractère complet des renseignements communiqués par SAIL, une autorité chargée de l'enquête impartiale et objective pourrait raisonnablement conclure que le fait de ne pas fournir des renseignements utilisables sur le marché intérieur, le prix à l'exportation, le coût de production et la valeur construite signifiait que les renseignements nécessaires au calcul d'une marge de dumping étaient incomplets. Deuxièmement, s'agissant de déterminer dans quelle mesure certains petits éléments d'information fournis par SAIL pouvaient être identifiés et utilisés avec d'autres renseignements pour calculer une marge de dumping, une autorité chargée de l'enquête impartiale et objective pourrait raisonnablement conclure qu'il manquait trop de renseignements concernant SAIL pour calculer une marge. Troisièmement, s'agissant d'évaluer la quantité des renseignements nécessaires fournis par SAIL qui pouvait être utilisée, une autorité chargée de l'enquête impartiale et objective pourrait raisonnablement conclure que, sans renseignements utilisables sur le marché intérieur, le coût de production et la valeur construite et avec des renseignements sur le prix à l'exportation qui comportaient des défauts importants, le Département n'avait presque aucun des renseignements nécessaires pour effectuer une analyse en matière de dumping. Quatrièmement, s'agissant de déterminer le temps et les efforts nécessaires pour utiliser les renseignements fournis par SAIL, une autorité chargée de l'enquête impartiale et objective pourrait raisonnablement conclure qu'il faudrait beaucoup de temps et d'efforts pour traiter les renseignements inutilisables concernant le marché intérieur, le prix à l'exportation, le coût de production et la valeur construite et identifier les petits éléments de données qui auraient pu éventuellement être utilisables. Enfin, s'agissant d'évaluer l'exactitude des autres renseignements qui pouvaient être utilisés, une autorité chargée de l'enquête impartiale et objective pourrait raisonnablement conclure que les données de fait disponibles telles qu'elles figuraient dans la requête n'étaient pas moins exactes et fiables que les renseignements communiqués par l'entreprise interrogée. Le Département ne disposait pas de renseignements utilisables provenant de SAIL, de sorte qu'il n'y a aucun moyen de savoir si les données de fait disponibles sur lesquelles il s'est fondé sont plus ou moins fiables que les renseignements de SAIL. C'est seulement en fournissant les renseignements nécessaires que SAIL pouvait garantir un résultat qui reflète exactement ses pratiques de vente. Or, elle ne l'a pas fait. C'est pourquoi les renseignements de SAIL ne pouvaient être utilisés sans difficultés indues.

La deuxième "déclaration sous serment": nouvelles théories de l'Inde sur l'utilisation de la base de données de SAIL concernant les ventes aux Etats-Unis

13. À la première réunion et dans notre communication, nous avons expliqué en quoi la première "déclaration sous serment" présentée par l'Inde était viciée à de multiples égards. Outre qu'elle introduit des faits nouveaux, la première "déclaration sous serment" propose trois options viciées: 1) selon la première option, le Département devrait utiliser comme valeur normale un prix inférieur au coût, contrairement à la prescription qui veut que les ventes aient lieu au cours d'opérations commerciales normales; 2) selon la deuxième option, le Département devrait comparer les prix à

l'exportation avec une valeur normale fondée sur des produits différents, sans procéder à des ajustements pour tenir compte de ces différences, contrairement à l'article 2.4 de l'Accord antidumping, qui prescrit des ajustements pour tenir compte des différences physiques; et 3) selon la troisième option, le Département devrait calculer une marge pour SAIL en utilisant un petit sous-ensemble de la base de données de SAIL concernant les ventes aux États-Unis.

14. Accompagnant ses réponses aux questions posées par le Groupe spécial, l'Inde a présenté une deuxième "déclaration sous serment" émanant de son représentant dans le présent différend, afin d'expliquer avec quelle facilité il est possible de manipuler des éléments d'information présentés par SAIL pour calculer une marge de dumping. Après avoir apporté des modifications non divulguées à la base de données de SAIL, le conseil de l'Inde conclut à présent que plus de 30 pour cent des ventes à l'exportation de SAIL sont identiques à la marchandise sur laquelle était fondée la valeur construite figurant dans la requête. Par conséquent, sans considérer davantage les 70 pour cent restants des ventes aux États-Unis, l'Inde estime que le Département aurait dû ne prendre que le sous-ensemble de la base de données sur les ventes aux États-Unis sur lequel les renseignements manquants concernant les coûts n'auraient pas eu d'incidence, puis apporter des corrections sur la base des erreurs découvertes lors de la vérification.

15. Premièrement, nous ne sommes pas d'accord avec l'Inde quand elle affirme que 30 pour cent de la marchandise vendue aux États-Unis est identique à la marchandise sur laquelle était fondée la valeur construite figurant dans la requête. La "déclaration sous serment" ne démontre pas comment ce chiffre de 30 pour cent a été déterminé. Sur la base de notre examen des données de SAIL concernant les ventes aux États-Unis telles qu'elles ont été présentées au Département le 1er septembre 1999, moins de 1 pour cent des ventes aux États-Unis semblent identiques au produit sur lequel était fondée la valeur normale figurant dans la requête. Avec moins de 1 pour cent correspondant à la valeur normale, avec les ajustements à effectuer avant de pouvoir utiliser quoi que ce soit d'autre dans la base de données concernant les ventes aux États-Unis et compte tenu de l'ampleur des erreurs constatées tout au long du reste des données de SAIL, la question devient la suivante: convenait-il que le Département parvienne à la conclusion de bon sens selon laquelle - sans les renseignements nécessaires pour calculer une marge de dumping précise pour SAIL - il était conforme à l'Accord antidumping que le Département décide de ne pas entreprendre d'efforts supplémentaires ni affronter des difficultés indues et de fonder sa détermination finale sur les données de fait disponibles figurant dans la requête? À notre avis, une autorité objective et impartiale chargée de l'enquête pourrait à bon droit parvenir à cette conclusion.

16. Et les théories de l'Inde sont tout aussi viciées que celles qu'elle a proposées précédemment. Elle insiste beaucoup sur le fait que la législation des États-Unis prévoit d'apporter des ajustements à la valeur normale pour tenir compte des différences dans les caractéristiques physiques, ce qui est vrai. Mais elle ne tient pas compte d'un point plus important, à savoir que l'article 2.4 *prescrit* qu'un tel ajustement doit être fait entre les prix à l'exportation et la valeur normale, et elle admet que les données de SAIL (y compris sa base de données concernant les ventes aux États-Unis) ne permettaient pas au Département de le faire. Le Département a invoqué ce point dans l'enquête correspondante et l'a soulevé à nouveau dans la réponse faite à la proposition de l'Inde selon laquelle il devrait comparer les prix de SAIL aux États-Unis à la valeur normale figurant dans la requête, même si une proportion pouvant aller jusqu'à 99 pour cent de ces ventes aurait nécessité un ajustement "difmer".

17. La deuxième "déclaration sous serment" répète aussi les erreurs de la première, à savoir qu'elle propose que le Département crée une valeur normale moyenne fondée en partie sur un prix dont la requête montre qu'il est inférieur au coût de production de SAIL et, par conséquent, ne correspond pas à des opérations commerciales normales; conformément à l'article 2.2.1 de l'Accord antidumping, le Département est tout à fait en droit d'écarter un tel prix.

18. La présentation par l'Inde de ces nouvelles théories continue de souligner le fait que, même si l'Inde laisse entendre qu'elles auraient dû être évidentes pour le Département durant l'enquête, elles n'étaient pas suffisamment évidentes pour que SAIL les ait présentées au Département à cette époque; en outre, même avec le recul, elles n'ont pas été évidentes au point que l'Inde n'ait pas été obligée de les revoir et de les affiner durant la présente procédure. Enfin, la présentation par l'Inde de ces théories souligne qu'elle reconnaît que, comme on peut le soutenir, une partie encore moins grande de la base de données antidumping de SAIL est utilisable que ce que l'Inde alléguait au début de la présente procédure. Tout cela pose la question suivante: si l'autorité chargée de l'enquête est chargée d'établir en temps utile une détermination en matière de dumping sur la base d'une comparaison équitable entre les prix à l'exportation et la valeur normale fondée sur des ventes faites au cours d'opérations commerciales normales et est confrontée à des renseignements inutilisables pour une telle détermination, est-elle obligée de procéder à toutes les corrections, manipulations et présomptions nécessaires pour trouver s'il y a un petit sous-ensemble de ces renseignements qui peut être exact, vérifié et utilisable sans difficultés indues? Nous ne trouvons aucune obligation de cette sorte dans l'Accord antidumping; et même, lorsqu'il y a un tel manque de coopération, le paragraphe 7 de l'Annexe II prévoit pour l'entreprise interrogée un résultat moins favorable que si elle avait communiqué les renseignements nécessaires.

Contestation par l'Inde de la loi des États-Unis

19. La disposition de la loi des États-Unis relative aux "données de fait disponibles" *prescrit l'utilisation d*es renseignements dans les conditions spécifiées; elle n'oblige pas à *rejeter* les renseignements. Pour illustrer ce point, nous avons proposé, en réponse à la demande du Groupe spécial, deux exemples au moins d'affaires administratives dans lesquelles le Département a accepté des renseignements alors qu'ils ne satisfaisaient pas à chacune des conditions énoncées à l'article 782 e) de la loi des États-Unis. La réponse de l'Inde a consisté à rejeter ces affaires comme non pertinentes, tout en citant l'une d'elles - *Steel Bar from India* - pour montrer que le Département pouvait accepter une base de données viciée. Il existe indéniablement d'autres affaires encore qui réfuteraient l'allégation de l'Inde, mais le point essentiel est le suivant: la législation des États-Unis "en tant que telle" peut constituer un manquement aux obligations contractées dans le cadre de l'OMC *seulement* si elle *prescrit* une action incompatible avec ces obligations ou empêche une action compatible avec ces obligations (première communication des États-Unis, paragraphes 116 à 118). La disposition de la loi des États-Unis relative aux "données de fait disponibles" ne fait ni l'un ni l'autre, de sorte que l'Inde n'a montré en l'occurrence aucune infraction aux obligations contractées dans le cadre de l'OMC.

Conclusion

20. Notre but aujourd'hui était double: nous concentrer sur les questions d'interprétation qui restent controversées et souligner le fait que, dans la présente affaire plus que dans beaucoup , les faits sont très importants pour la décision du Groupe spécial. Nous croyons fermement que le Groupe spécial devrait évaluer l'allégation de l'Inde dans le contexte de la façon dont le Département a agi tout au long de la procédure correspondante. Vu sous cet angle, le dossier fait apparaître l'autorité chargée de l'enquête déployant des efforts exceptionnels pour coopérer avec une entreprise interrogée, consacrant des efforts peut-être sans précédent pour aider l'entreprise interrogée, mais manquant néanmoins des renseignements nécessaires pour établir sa détermination en matière de dumping. Dans de telles circonstances, l'autorité peut, de manière impartiale et objective, fonder sa détermination entièrement sur les données de fait disponibles. C'est exactement ce que le Département a fait en l'espèce.

21. Cela conclut notre exposé d'aujourd'hui. Nous répondrons volontiers aux questions qui pourraient préoccuper ou intéresser le Groupe spécial. Nous vous remercions.

ANNEXE D-6

DÉCLARATION ORALE DE L'INDE
DEUXIÈME RÉUNION DU GROUPE SPÉCIAL

(26 février 2002)

Monsieur le Président, Mesdames les membres du Groupe spécial,

1. Au nom du gouvernement indien, je voudrais, pour commencer, remercier à nouveau le Président, les membres du Groupe spécial et le Secrétariat de continuer à examiner les mesures et allégations en cause dans le présent différend. L'Inde se réjouit à l'idée de collaborer avec vous et avec la délégation des États-Unis durant le reste de la présente procédure. Ma délégation se compose aujourd'hui de moi-même et de M. M.K. Rao, de la Mission permanente de l'Inde auprès de l'OMC, de MM. Jha et Dhawan, de la Steel Authority of India Ltd., et de Scott Andersen, Neil Ellis et Albert Hayes, du cabinet juridique Powell, Goldstein, Frazer & Murphy.

Introduction

2. M. le Président, Mmes les membres du Groupe spécial, de nombreuses communications ont été portées à votre attention, et il peut sembler à présent qu'il s'agit d'une affaire compliquée. Mais l'essence du présent différend est simple et ne comporte qu'un thème fondamental: les autorités chargées d'une enquête peuvent-elles écarter des renseignements qui sont communiqués en temps utile, vérifiables et utilisables lorsqu'elles déterminent la marge de dumping? Cette question juridique fondamentale – qui a été en grande partie résolue dans l'affaire *Acier laminé à chaud en provenance du Japon* – imprègne toutes les allégations de l'Inde relatives aux trois groupes de mesures en cause dans la présente affaire:

- l'ordonnance antidumping définitive;
- les dispositions légales – article 782 e) 3) et 4) et articles 776 a) et 782 d) et e) – que l'Inde a contestées aussi bien en soi que telles qu'elles ont été appliquées dans l'ordonnance antidumping définitive; et
- la pratique suivie de longue date par le DOC, consistant à appliquer les données de fait disponibles totales, que l'Inde conteste telle qu'elle a été appliquée dans l'ordonnance antidumping définitive.

3. Il existe des faits pertinents qui étayent les allégations fondamentales formulées par l'Inde dans le présent différend. L'Inde les a traités de façon approfondie dans ses diverses communications et en examinera de nouveau certains aujourd'hui. Ces faits sont les suivants:

- Les vérificateurs du DOC eux-mêmes ont constaté, sur la base d'une vérification longue et complète, que les renseignements concernant les ventes aux États-Unis étaient exacts, complets et fiables et ne comportaient que quelques erreurs mineures. Le DOC a fondé sa conclusion que la totalité des renseignements fournis par SAIL ne satisfaisaient pas à la vérification sur des problèmes dans les bases de données concernant le marché intérieur et le coût de production – et non sur des problèmes impossibles à corriger dans la base de données concernant les ventes aux États-Unis.

- Alors que les États-Unis en tant que partie au différend présentent maintenant des évaluations *a posteriori* qui remettent en cause la possibilité d'utiliser ces renseignements vérifiés sur les ventes aux États-Unis, le DOC a conclu, dans sa détermination finale, que les données de SAIL sur les ventes aux États-Unis étaient "utilisables" si l'on y apportait des corrections et des révisions. Il a aussi conclu, dans la détermination finale, que ces erreurs "pourraient être corrigées".

- Ces conclusions établies par le DOC étaient correctes. Les données de SAIL sur les ventes aux États-Unis sont facilement utilisables en association avec les renseignements sur la valeur normale figurant dans la requête. Tout ajustement ou correction à apporter aux données sur les ventes aux États-Unis pour permettre leur utilisation est simple à opérer et conforme au type d'ajustement auquel le DOC procède fréquemment.

- SAIL a agi au mieux de ses possibilités en rassemblant et en produisant les renseignements sur les ventes aux États-Unis que le DOC a vérifiés. Il n'y a aucune preuve, et les États-Unis n'allèguent pas, que SAIL se serait abstenue de communiquer des renseignements ou aurait agi de mauvaise foi pour empêcher la production de tout autre renseignement durant l'enquête.

- Quand le moment est arrivé pour le DOC d'établir une détermination finale, les données vérifiables et utilisables de SAIL sur les ventes aux États-Unis représentaient la moitié des renseignements dont le DOC avait besoin pour calculer une marge de dumping – l'autre moitié étant les renseignements nécessaires pour la valeur normale.

- Or, à ce moment critique, malgré les actes de coopération et les efforts faits par SAIL pour produire ses renseignements sur les ventes aux États-Unis, le DOC a refusé de coopérer en examinant les données de SAIL sur les ventes aux États-Unis pour déterminer si elles pouvaient être utilisées en association avec les renseignements sur la valeur normale figurant dans la requête. Au lieu de cela, il a utilisé l'offre de prix unique de 251 dollars figurant dans la requête comme base exclusive pour le prix à l'exportation en calculant une marge de dumping de 72,49 pour cent.

4. M. le Président, Mmes les membres du Groupe spécial, nous analyserons les questions juridiques et factuelles essentielles pour chacune des mesures et allégations invoquées par l'Inde durant le présent différend et répondrons aussi aux arguments soulevés par les États-Unis. Alors que nous entrons dans les détails, l'Inde vous demande de garder à l'esprit les éléments fondamentaux: les données de SAIL sur les ventes aux États-Unis étaient vérifiables, les données de SAIL sur les ventes aux États-Unis étaient utilisables pour calculer une marge de dumping, le DOC était tenu, en vertu de l'Accord antidumping, d'utiliser la base de données de SAIL concernant les ventes aux États-Unis, et le DOC n'a pas tenu compte de cette prescription. En outre, le DOC n'a pas procédé à une "comparaison équitable" quand il a écarté les renseignements concrets de SAIL sur les ventes aux États-Unis et utilisé à la place une offre de prix fictive de 251 dollars dont il était prévisible qu'elle entraînerait une marge de dumping considérable. Cette marge ferme depuis plus de deux ans le marché des États-Unis aux tôles coupées à longueur.

5. M. Anderson va maintenant présenter l'argumentation pour le gouvernement indien.

I. ALLÉGATIONS DE L'INDE CONCERNANT LA MESURE ANTIDUMPING DÉFINITIVE

A. QUESTIONS D'INTERPRÉTATION RELATIVES À L'ARTICLE 6.8 ET AU PARAGRAPHE 3 DE L'ANNEXE II

6. Les dispositions juridiques essentielles dans la présente procédure sont l'article 6.8 et le paragraphe 3 de l'Annexe II. Bien que les parties aient présenté des communications détaillées sur l'interprétation de ces dispositions, la question centrale est passablement simple: l'article 6.8 et l'Annexe II obligent-ils les autorités chargées de l'enquête à utiliser des renseignements présentés en temps utile et vérifiables d'une entreprise interrogée dans le cas où *d'autres* renseignements présentés par l'entreprise interrogée ne sont pas utilisables? En examinant cette question, le Groupe spécial devrait avoir à l'esprit qu'elle a déjà été traitée et résolue en faveur de l'Inde par un groupe spécial et l'Organe d'appel dans le différend *Acier laminé à chaud en provenance du Japon*.

7. Dans l'affaire *Acier laminé à chaud en provenance du Japon*, l'Organe d'appel a décrit dans les termes suivants la nature et la fonction de l'article 6.8: "L'article 6.8 indique les circonstances dans lesquelles les autorités chargées de l'enquête peuvent remédier à un manque de renseignements, dans les réponses des parties intéressées, en utilisant les "données de fait" qui sont autrement "disponibles" pour les autorités chargées de l'enquête." Selon l'Organe d'appel, "si les renseignements sont, en fait, communiqués "dans un délai raisonnable", les autorités chargées de l'enquête *ne peuvent pas utiliser les données de fait disponibles, mais doivent utiliser les renseignements communiqués par la partie intéressée*".[1] L'Organe d'appel a ensuite expliqué comme suit la relation entre l'article 6.8 et l'Annexe II:

> Comme l'article 6.8, le paragraphe 1 de l'Annexe II indique que les déterminations ne peuvent *pas* être fondées sur les données de fait disponibles lorsque les renseignements sont communiqués dans un "délai raisonnable" mais devraient, plutôt, être fondées sur les renseignements communiqués. Ni l'article 6.8 ni le paragraphe 1 de l'Annexe II ne traitent expressément de la question de savoir quand les autorités chargées de l'enquête sont en droit de *rejeter* les renseignements communiqués par les parties intéressées, comme le DOC l'a fait en l'espèce. À notre avis, le paragraphe 3 de l'Annexe II de l'*Accord antidumping* a trait à cette question… Ainsi, d'après le paragraphe 3 de l'Annexe II, les autorités chargées de l'enquête sont tenues d'utiliser les renseignements si trois, et, dans certaines circonstances, quatre, conditions sont remplies. À notre avis, il s'ensuit que, si ces conditions sont remplies, les autorités chargées de l'enquête ne sont *pas* en droit de rejeter les renseignements communiqués lorsqu'elles établissent une détermination.[2]

8. Cette interprétation de l'Organe d'appel élimine bon nombre de questions soulevées par les États-Unis dans le présent différend ou donne au minimum des indications très utiles pour y répondre.

9. Premièrement, les États-Unis laissent régulièrement de côté le paragraphe 3 de l'Annexe II lorsqu'ils interprètent l'article 6.8. Or, l'article 6.8 décrit les situations dans lesquelles les autorités chargées de l'enquête peuvent recourir aux données de fait disponibles, mais il ne répond pas à la question de savoir *quand* les renseignements présentés par une entreprise interrogée peuvent être rejetés. Par contre, la décision de l'Organe d'appel indique clairement que le paragraphe 3 de l'Annexe II régit cette détermination. L'Inde fait observer que l'interprétation de l'Organe d'appel est entièrement compatible avec le texte de l'article 6.8, qui stipule que "[l]es dispositions de l'Annexe II *seront* observées lors de l'application du présent paragraphe".

---

[1] WT/DS184/AB/R, paragraphe 77 (pas d'italique dans l'original, sauf pour "pas").
[2] WT/DS184/AB/R, paragraphes 79 à 81 (italique dans l'original).

10. Deuxièmement, le libellé du paragraphe 3 de l'Annexe II est *impératif*: les autorités chargées de l'enquête "*ne sont pas en droit de rejeter les renseignements communiqués lorsqu'elles établissent une détermination*" qui satisfait aux quatre conditions énoncées dans ce paragraphe. Cette interprétation sans équivoque de l'Organe d'appel élimine l'argument des États-Unis selon lequel le paragraphe 3 de l'Annexe II est facultatif parce qu'il contient le terme "devraient". L'Organe d'appel a d'abord cité le texte du paragraphe 3 de l'Annexe II, puis il a employé les termes impératifs "doivent utiliser" (à propos de l'article 6.8) et "ne sont pas en droit" (à propos du paragraphe 3 de l'Annexe II) pour interpréter cette disposition. Il ne fait aucun doute que l'Organe d'appel a considéré que le paragraphe 3 de l'Annexe II imposait des obligations impératives et non facultatives aux autorités chargées de l'enquête.

11. Troisièmement, la déclaration de l'Organe d'appel selon laquelle les autorités chargées de l'enquête sont "tenues d'utiliser les renseignements" qui satisfont aux quatre conditions du paragraphe 3 de l'Annexe II contrôle aussi le sens des termes "devraient être pris en compte lors de l'établissement des déterminations". Du fait qu'il emploie de façon répétée des termes tels que "doivent utiliser", "sont tenues d'utiliser les renseignements" et "ne sont pas en droit de rejeter les renseignements communiqués lorsqu'elles établissent une détermination" en interprétant l'article 6.8 et le paragraphe 3 de l'Annexe II, l'Organe d'appel n'envisage pas que des renseignements puissent être simplement "examinés" mais *non* utilisés, comme l'ont fait valoir les États-Unis.[3] Au contraire, les renseignements émanant d'une entreprise interrogée qui satisfont aux quatre conditions du paragraphe 3 de l'Annexe II doivent être "utilisés" au sens propre du terme lors de l'établissement d'une "détermination", soit de l'existence d'un dumping au titre de l'article 2, soit de l'existence d'un dommage au titre de l'article 3.

12. Quatrièmement, l'Organe d'appel a jugé que des éléments d'information individuels – tels que le "facteur de conversion du poids" en cause dans l'affaire *Acier laminé à chaud en provenance du Japon* – doivent être examinés séparément au titre du paragraphe 3 de l'Annexe II et, s'ils satisfont aux conditions énoncées dans ce paragraphe, doivent être "utilisés" dans la détermination. Cela va à l'encontre des assertions des États-Unis selon lesquelles les autorités chargées de l'enquête sont libres de décider d'utiliser ou non certains éléments d'information qui répondent aux prescriptions du paragraphe 3 de l'Annexe II parce que *d'autres* renseignements ne répondent pas à ces prescriptions.

13. Cinquièmement, la décision de l'Organe d'appel démontre que l'article 6.8 et l'Annexe II énoncent une méthode pour combler les lacunes quand des renseignements nécessaires ne sont pas fournis correctement par une entreprise étrangère interrogée. Ainsi, l'Organe d'appel a dit que l'article 6.8 indiquait "les circonstances dans lesquelles les autorités chargées de l'enquête peuvent *remédier à un manque de renseignements*, dans les réponses des parties intéressées, en utilisant les "données de fait" qui sont autrement "disponibles" pour les autorités chargées de l'enquête".[4]

14. Par conséquent, contrairement aux assertions des États-Unis, l'article 6.8 ne donne pas à l'autorité chargée de l'enquête carte blanche pour utiliser les données de fait disponibles "totales" sans passer par les étapes prévues à l'Annexe II. Les États-Unis contestent l'argument de l'Inde selon lequel le paragraphe 3 de l'Annexe II exige que les parties, catégories, éléments – quel que soit le terme qu'on préfère – de renseignements qui satisfont aux prescriptions du paragraphe 3 soient utilisés. Mais ils disent, au paragraphe 24 de leur deuxième communication écrite, que "[s]i elle applique les directives de l'Annexe II, l'autorité chargée de l'enquête peut déterminer qu'il est

[3] Réponse des États-Unis à la question n° 4, paragraphes 10 et 11.

[4] WT/DS184/AB/R, paragraphe 77 (pas d'italique dans l'original). Le Groupe spécial chargé de l'affaire *Acier laminé à chaud en provenance du Japon* est parvenu à une conclusion similaire:

> Ainsi, l'article 6.8 garantit que l'autorité chargée de l'enquête sera en mesure d'achever une enquête et d'établir des déterminations au titre de l'Accord antidumping sur la base des éléments de fait même dans le cas où une partie intéressée ne peut pas ou ne veut pas communiquer les renseignements nécessaires dans un délai raisonnable. WT/DS184/R, paragraphe 7.51.

approprié d'utiliser tous les renseignements, certains des renseignements ou aucun des renseignements fournis par l'exportateur, en fonction des faits de la cause". Comme ils acceptent que l'utilisation de "certains" renseignements puisse être appropriée, leurs objections répétées à l'encontre de l'utilisation par l'Inde de termes tels que "catégories" ou "parties" pour décrire ce "certains" sont vaines. D'ailleurs, leur propre pratique en matière d'utilisation de données de fait disponibles "partielles" consiste ni plus ni moins à utiliser *certaines* parties des données fournies par les entreprises interrogées et à les remplacer par d'autres. On peut supposer que le pouvoir qu'ont les États-Unis de procéder ainsi découle aussi de l'article 6.8 et de l'Annexe II.

15. Dans leur deuxième communication écrite, les États-Unis tentent d'interpréter les termes "renseignements nécessaires" et "déterminations préliminaires et finales" comme des notions absolues qui permettent à l'autorité chargée de l'enquête de contourner les directives du paragraphe 3 de l'Annexe II et de recourir aux données de fait disponibles "totales". Ces arguments ne sont pas défendables. L'Inde fait observer que l'article 6.8 parle de "renseignements nécessaires". Il ne dit pas "*tous* les renseignements nécessaires" ni "*tout* renseignement nécessaire". Une fois encore, comme les États-Unis semblent l'admettre avec leur pratique relative aux données de fait disponibles partielles, cette disposition concerne manifestement les situations où certains renseignements nécessaires sont disponibles auprès de l'entreprise interrogée et d'autres pas. Cette conclusion est renforcée par le libellé des paragraphes 3 et 5 de l'Annexe II, qui envisagent tous deux aussi qu'il puisse y avoir certains renseignements utilisables et d'autres qui ne le sont pas. Mais rien dans ce libellé n'étaye la logique des États-Unis qui sautent à la conclusion selon laquelle, lorsque le DOC a déterminé que certains renseignements nécessaires manquaient, il est libre – à sa seule discrétion – de rejeter les renseignements qui ne manquent pas et qui satisfont aux prescriptions du paragraphe 3 de l'Annexe II.

16. De la même façon, et contrairement là encore aux arguments des États-Unis, la référence aux "déterminations préliminaires et finales" figurant à l'article 6.8 ne signifie pas que les autorités chargées de l'enquête peuvent rejeter les renseignements qui satisfont aux prescriptions du paragraphe 3 de l'Annexe II. Le terme "détermination" tel qu'il est employé à l'article 6.8 et tout au long de l'Accord antidumping se réfère à deux types de constatations: la détermination de l'existence d'un dumping au titre de l'article 2 et la détermination de l'existence d'un dommage au titre de l'article 3. Le simple fait que l'article 6.8 mentionne l'utilisation des données de fait disponibles pour établir une "détermination" de l'existence d'un dumping ou d'un dommage en vertu respectivement des articles 2 et 3 ne peut en aucun cas signifier que le DOC est libre de ne pas suivre les directives figurant aux paragraphes 3 à 7 de l'Annexe II en décidant quels renseignements utiliser pour établir ces déterminations.[5]

17. Enfin, le recours des États-Unis au paragraphe 1 de l'Annexe II est également mal inspiré. Aux paragraphes 29 à 32 de leur deuxième communication écrite, les États-Unis répètent leur argument selon lequel le libellé de la deuxième phrase du paragraphe 1 de l'Annexe II, à savoir que les autorités chargées de l'enquête sont libres d'utiliser les données de fait disponibles, y compris celles qui proviennent de la requête, signifie que l'autorité chargée de l'enquête peut fonder sa détermination entièrement sur les données de fait disponibles et rejeter les renseignements qui satisfont aux prescriptions du paragraphe 3 de l'Annexe II. Or, tout comme rien dans les termes "renseignements nécessaires" et "détermination" ne limite l'applicabilité du paragraphe 3 de l'Annexe II, rien dans le libellé du paragraphe 1 ne permet aux autorités chargées de l'enquête de passer outre les directives impératives du paragraphe 3.

[5] Cette conclusion est étayée par le texte de l'article 12.2.1 iii), selon lequel les autorités doivent rendre un avis public indiquant, entre autres, "les marges de dumping établies et une explication complète des raisons du choix de la méthodologie utilisée pour établir et comparer le prix à l'exportation et la valeur normale conformément à l'article 2".

18. En résumé, la position des États-Unis est contraire à l'interprétation des dispositions pertinentes de l'Accord faite par l'Organe d'appel dans l'affaire *Acier laminé à chaud en provenance du Japon*. L'Organe d'appel a dit de l'article 6.1 et 6.8 et de l'Annexe II qu'ils "établissent un cadre cohérent pour le traitement, par les autorités chargées de l'enquête, des renseignements communiqués par les parties intéressées".[6] De l'avis de l'Inde, cela signifie que l'autorité chargée de l'enquête est tenue de traiter les renseignements présentés par les parties intéressées de la manière qui est préconisée en vertu de ce "cadre cohérent". Comme nous l'avons vu, de l'avis de l'Organe d'appel, ce "cadre cohérent" inclut une prescription impérative selon laquelle les renseignements présentés par une entreprise interrogée doivent être utilisés s'ils satisfont aux prescriptions du paragraphe 3 de l'Annexe II. Or, en l'espèce, les États-Unis cherchent une justification juridique leur permettant de choisir quelles parties du "cadre cohérent" ils appliqueront. Pour les raisons exposées par l'Inde, cette position est incompatible tant avec le texte qu'avec le but de l'article 6.8 et de l'Annexe II.

B. ÉVALUATION DES FAITS *A POSTERIORI* PAR LES ÉTATS-UNIS

19. M. le Président, nous ne pensons pas que l'Inde ait besoin d'ajouter quoi que ce soit à sa démonstration déjà approfondie du fait que les États-Unis en tant que partie au différend réévaluent à présent les faits concernant le caractère vérifiable et utilisable des données de SAIL sur les ventes aux États-Unis. Cette tentative des États-Unis est totalement inappropriée en vertu du critère d'examen imposé au Groupe spécial conformément à l'article 17.6 i) de l'Accord antidumping.[7] Le Groupe spécial devrait condamner vigoureusement de telles rationalisations *a posteriori* et ne pas tenir compte des nouvelles évaluations des faits présentées par les États-Unis.[8]

20. En résumé, le Groupe spécial devrait constater que le DOC a évalué correctement les faits suivants dans l'enquête antidumping: 1) le fait que "la base de données [de SAIL] concernant les ventes aux États-Unis devrait être révisée et corrigée sur certains points pour être utilisable" et 2) le fait que les révisions et corrections nécessaires pour rendre utilisable la base de données de SAIL concernant les ventes aux États-Unis "pourraient être corrigées". Toute nouvelle évaluation contraire relative au caractère "inutilisable" de la base de données de SAIL ou à l'impossibilité alléguée de la corriger telle que celles proposées par les États-Unis en tant que partie au présent différend devrait être rejetée en tant qu'évaluation *a posteriori* incompatible avec l'article 17.6 i) de l'Accord.

C. ALLÉGATIONS DE L'INDE AU TITRE DE L'ARTICLE 6.8 ET DU PARAGRAPHE 3 DE L'ANNEXE II

21. L'Inde souhaite aborder maintenant les aspects factuels essentiels de son allégation au titre de l'article 6.8 et du paragraphe 3 de l'Annexe II. Réduite à son essence, cette allégation porte sur la question de savoir si les renseignements de SAIL sur les ventes aux États-Unis satisfaisaient aux quatre conditions énoncées au paragraphe 3 de l'Annexe II. Comme le sait le Groupe spécial, il n'y a pas de différend au sujet de deux des quatre conditions: les renseignements de SAIL sur les ventes aux États-Unis ont été présentés en temps utile et ils étaient dans le format informatique demandé par le DOC. Par conséquent, les deux seules questions dont le Groupe spécial est saisi sont les suivantes: 1) ces renseignements étaient-ils, soit vérifiés, soit vérifiables? et 2) étaient-ils utilisables en association avec les renseignements sur la valeur normale figurant dans la requête pour calculer une marge de dumping?

---

[6] WT/DS184/AB/R, paragraphe 82.

[7] *Voir* la communication présentée à titre de réfutation par l'Inde, paragraphes 25 à 42, et les observations de l'Inde sur les réponses des États-Unis, paragraphes 2 à 7.

[8] Ces nouvelles évaluations figurent, par exemple, dans les réponses des États-Unis aux questions n° 7 à 10, 14 à 16 et 18 du Groupe spécial. On les trouve aussi aux paragraphes 40, 41, 47 et 48 de la deuxième communication des États-Unis – notamment le paragraphe 40 dans son ensemble, les première, troisième et quatrième phrases du paragraphe 41, l'alinéa en retrait dans la cinquième phrase du paragraphe 47 et les deuxième, troisième, cinquième et sixième phrases du paragraphe 48.

22. En guise de préliminaire, pour analyser l'évaluation faite par le DOC des éléments "vérifiables" et "sans difficultés indues" figurant au paragraphe 3 de l'Annexe II, il importe d'avoir à l'esprit trois obligations essentielles imposées au DOC par l'Accord antidumping. La première est de procéder à une "évaluation objective des faits" au titre de l'article 17.6 i). Dans l'affaire *Acier laminé à chaud en provenance du Japon*, l'Organe d'appel a indiqué qu'un "examen objectif des faits" inclut la manière dont les éléments de preuve sont "analysés", "puis évalués". Il a indiqué que toute analyse et évaluation de ce type "doit respecter les impératifs correspondant aux principes fondamentaux que sont la bonne foi et l'équité élémentaire" – c'est-à-dire qu'elle doit être effectuée de manière impartiale, sans favoriser au cours de l'enquête les intérêts d'aucune partie intéressée ou d'aucun groupe de parties intéressées.[9]

23. La deuxième obligation, qui se rapporte à la notion d'"équité élémentaire", est le devoir qu'ont les autorités chargées de l'enquête de faire preuve de "coopération" durant toutes les phases de l'enquête – y compris dans leurs décisions relatives à l'acceptation des renseignements et au calcul d'une marge de dumping. L'Organe d'appel a dit, dans l'affaire *Acier laminé à chaud en provenance du Japon*, que la "coopération" est un processus allant dans les deux sens qui suppose un effort de la part de partie intéressée étrangère *et* de l'autorité chargée de l'enquête.[10] Dans le contexte du présent différend, SAIL était tenue de coopérer en assemblant et en produisant une base de données concernant les ventes aux États-Unis et en mettant à la disposition du DOC pour examen tous les documents sources relatifs à cette base de données.

24. Le DOC, quant à lui, était tenu de "coopérer" en faisant un effort de niveau similaire pour examiner si la base de données de SAIL concernant les ventes aux États-Unis était vérifiable de façon indépendante – et pas seulement dans le cas où les autres données fournies par SAIL étaient également vérifiables. Et il était tenu de "coopérer" en s'efforçant d'utiliser les données de SAIL sur les ventes aux États-Unis pour calculer des marges en comparant les données aux renseignements sur la valeur normale figurant dans la requête. Cela voulait dire effectuer toutes les corrections qui pouvaient être pertinentes, utiliser les données de fait disponibles pour combler les lacunes lorsque des renseignements n'étaient pas disponibles et appliquer la flexibilité dont il avait fait preuve en matière de procédure pour utiliser les renseignements (flexibilité démontrée dans sa décision concernant l'affaire *Stainless Bar*). Mais la "coopération" ne consiste *pas* à se référer simplement à une "pratique suivie de longue date", à savoir s'appuyer sur les données de fait disponibles totales comme motif exclusif pour ne pas effectuer un examen séparé du "caractère vérifiable" et "utilisable" des données de SAIL sur les ventes aux États-Unis. Une telle évaluation ne révèle pas la moindre coopération.

---

[9] Dans l'affaire *Acier laminé à chaud en provenance du Japon*, l'Organe d'appel a analysé de la manière suivante l'expression "examen objectif" figurant à l'article 3.1 de l'Accord antidumping:

> Le terme "examen" se rapporte, selon nous, à la manière dont les éléments de preuve sont réunis, analysés, puis *évalués*; autrement dit, il se rapporte à la conduite de l'enquête de façon générale. Le terme "objectif", qui qualifie le terme "examen", indique essentiellement que le processus d'"examen" doit respecter les impératifs correspondant aux principes fondamentaux que sont la bonne foi et l'équité élémentaire. En bref, un "examen objectif" exige que l'on enquête sur la branche de production nationale, et sur les effets des importations faisant l'objet d'un dumping, de manière impartiale, sans favoriser au cours de l'enquête les intérêts d'aucune partie intéressée ou d'aucun groupe de parties intéressées. L'obligation faite aux autorités chargées de l'enquête de procéder à un "examen objectif" tient compte du fait que la détermination sera influencée par l'objectivité, ou par le manque d'objectivité, du processus d'enquête.
>
> WT/DS184/AB/R, paragraphe 193 (pas d'italique dans l'original).

[10] WT/DS184/AB/R, paragraphe 104 ("L'article 6.13 souligne donc que la "coopération" est, en fait, un processus allant dans les deux sens qui suppose un effort conjoint.").

25. Troisièmement, le DOC est lié par l'article 6.8 et le paragraphe 3 de l'Annexe II. Comme l'Inde l'a fait valoir, ces dispositions font obligation au DOC d'effectuer un examen séparé de certains renseignements – qu'il s'agisse de catégories, d'ensembles ou simplement d'éléments – pour déterminer s'ils sont "vérifiables" et "utilisables". Nous examinons à présent l'évaluation des faits réalisée par le DOC sur le point de savoir si la base de données de SAIL concernant les ventes aux États-Unis était "vérifiable" et "utilisable sans difficultés indues" à la lumière de ces trois obligations liées entre elles.

1. Les renseignements de SAIL sur les ventes aux États-Unis étaient "vérifiables"

26. L'Inde a exposé en détail sa position sur les prescriptions juridiques imposées par le terme "vérifiable" dans sa communication présentée à titre de réfutation et dans ses réponses aux questions du Groupe spécial.[11] Pour résumer, le terme "vérifiable" employé au paragraphe 3 de l'Annexe II signifie que les renseignements doivent pouvoir être vérifiés. Il ne signifie pas que chaque article de la base de données doit être comparé concrètement au document source, mais plutôt que la base de donnée est sous une forme qui lui permet d'être comparée aux documents sources. Mais le critère d'une donnée "vérifiable" n'est pas la perfection, comme les États-Unis le suggèrent à présent. Il est rare qu'une base de données survive à une vérification d'une semaine sans que des erreurs mineures soient détectées. Par contre, si l'examen des documents sources ne révèle pas de problèmes systémiques concernant la déclaration, l'exactitude, le caractère complet ou la fiabilité des renseignements déclarés, la base de données peut être vérifiée et est donc "vérifiable". M. Hayes traitera de ce point ultérieurement dans la présente déclaration.

27. Le DOC a constaté que les renseignements de SAIL dans leur totalité "n'ont pas satisfait à la vérification".[12] Les États-Unis font valoir que cette constatation "réfute toute affirmation selon laquelle ces renseignements étaient "aptes à être vérifiés ou dont la véracité peut être prouvée"".[13] Cet argument est dénué de fondement. Sa logique voudrait que le Groupe spécial accepte tout simplement toute constatation péremptoire du DOC concernant la vérification, sans déterminer, en vertu de l'article 17.6 i) de l'Accord antidumping, si l'"évaluation de ces faits [par les autorités] était impartiale et objective". Le Groupe spécial doit examiner les faits pertinents versés au dossier pour déterminer si une autorité impartiale et objective aurait pu conclure que les données de SAIL sur les ventes aux États-Unis n'étaient pas vérifiables. Le point de départ est la détermination finale, dans laquelle, évaluant si *tous* les renseignements de SAIL produits au cours de l'enquête "peuvent être vérifiés" en vertu de l'article 782 e) 2), le DOC a dit ceci: "nous n'avons pas été en mesure de vérifier la réponse de SAIL au questionnaire en raison du fait que des éléments essentiels de la réponse (*c'est-à-dire les bases de données concernant le marché intérieur et les coûts*) comportaient d'importantes erreurs".[14] La note concernant l'échec de la vérification contient une constatation séparée quant à la "possibilité de vérifier" les données de SAIL sur les ventes aux États-Unis, où il est dit que les erreurs isolées contenues dans cette base de données "pourraient être corrigées …".[15]

---

[11] Communication présentée à titre de réfutation par l'Inde, paragraphes 66 à 73.
[12] Verification Failure Memorandum, pièce n° 16 de l'Inde.
[13] Deuxième communication écrite des États-Unis, paragraphe 38.
[14] Pièce n° 17 de l'Inde, page 73127 (pas d'italique dans l'original).
[15] Le texte intégral est le suivant:

> Ainsi qu'il est expliqué dans le rapport de vérification des ventes, plusieurs erreurs figuraient dans la base de données concernant les ventes aux États-Unis. Ces erreurs, prises séparément, *pourraient être corrigées mais, associées aux autres défauts omniprésents dans les données présentées par SAIL*, elles étayent notre conclusion, à savoir que *les données de SAIL ne sont pas fiables dans l'ensemble*. Le fait que *des erreurs limitées étaient constatées* ne doit pas être considéré comme une preuve de la fiabilité intrinsèque des données communiquées par SAIL,

28. La seule évaluation réelle des faits que traduisent les données de SAIL sur les ventes aux États-Unis figure dans le rapport de vérification des ventes, qui décrit l'évaluation de la base de données de SAIL concernant les ventes aux États-Unis par comparaison avec les documents sources de la société. Je n'examinerai pas en détail l'ensemble des différentes manières dont il a été constaté que les données informatisées figurant dans la base de données de SAIL concernant les ventes aux États-Unis étaient, à quelques exceptions mineures près, exactes et complètes. L'évaluation du DOC est présentée dans les pages 8 à 15, et ses déclarations sont suffisamment éloquentes.

29. Or, les États-Unis allèguent à présent que les constatations répétées formulées par le DOC dans le rapport de vérification selon lesquelles il n'y avait "aucune anomalie" ne sont pas significatives, car la vérification n'était qu'un "sondage".[16] Cette conclusion nouvelle (qui n'apparaît dans aucune des déclarations faites à l'époque par le DOC) est démentie par les faits en l'espèce. *Toute* vérification est, dans une certaine mesure, un sondage. Nul ne prétend en l'espèce que le DOC a examiné chacun des documents sources relatifs à la base de données de SAIL concernant les ventes aux États-Unis que SAIL a pu présenter aux enquêteurs du DOC. Mais la vérification par le DOC des données de SAIL sur les ventes aux États-Unis a pris plus d'une semaine et a été très approfondie.[17] Le Groupe spécial devrait avoir les faits suivants à l'esprit lorsqu'il évaluera le nouvel argument des États-Unis:

30. Premièrement, SAIL n'a conclu que neuf contrats d'expédition d'acier aux États-Unis durant toute la période visée par l'enquête. Les fonctionnaires du DOC ont examiné ces neuf contrats durant la vérification.[18] L'un de ces contrats a été pris par le DOC comme pièce du rapport de vérification[19] et figure dans la pièce n° 40 de l'Inde. Comme les huit autres, ce contrat fait apparaître un prix de base.[20] Dans le cas de la pièce n° 40, le prix de base est de 345 dollars par tonne, avec des "suppléments" de 5 à 30 dollars par tonne, conformément à la pratique du secteur. Autrement dit, les vérificateurs du DOC ont pu déterminer de façon simple à partir de ces neuf contrats l'aspect le plus important de la base de données concernant les ventes aux États-Unis: le prix le plus faible pour toutes les tôles expédiées par SAIL aux États-Unis. Aucun de ces prix n'approchait même de loin le prix de 251 dollars indiqué dans la requête.

31. Deuxièmement, contrairement à de nombreuses vérifications pour lesquelles il n'y a qu'un sondage limité, le DOC a dit en l'occurrence ceci: "nous avons été en mesure de vérifier l'exactitude de la déclaration pour un *grand* nombre de ventes individuelles".[21] Même les États-Unis admettent que "les exportations de SAIL vers les États-Unis étaient relativement peu importantes".[22] Ainsi, durant la vérification qui a duré une semaine, les données informatiques relatives à un "grand nombre de ventes individuelles" ont été *vérifiées* par rapport aux documents sources réels, et leur exactitude a été constatée.

---

en particulier lorsqu'elles sont considérées dans le contexte des *multiples problèmes rencontrés avec toutes les autres données* figurant dans la réponse au questionnaire.

Pièce n° 16 de l'Inde, page 5 (pas d'italique dans l'original).

[16] Deuxième communication des États-Unis, paragraphe 39.

[17] Les fonctionnaires du DOC chargés de vérifier les ventes sont restés en Inde pendant plus de deux semaines. Ils ont consacré au moins la première moitié de cette période à vérifier les données de SAIL sur les ventes aux États-Unis. Le reste a été consacré à examiner les ventes de SAIL sur le marché intérieur.

[18] Sales Verification Report, page 13 (pièce n° 13 de l'Inde) ("Durant la période visée par l'enquête, SAIL a passé neuf contrats qui couvraient la totalité des ventes faites aux États-Unis.")

[19] Il a été inclus pages 46 à 67 de la pièce n° S-7 du rapport de vérification.

[20] Pièce n° 40 de l'Inde, page 19.

[21] Pièce n° 13 de l'Inde, page 14.

[22] Première communication des États-Unis, paragraphe 163. À titre de comparaison, SAIL a réalisé plus de 100 000 ventes de tôles coupées à longueur sur son marché intérieur durant la période visée par l'enquête. *Voir* Sales Verification Report, page 34 (pièce n° 13 de l'Inde).

32. Troisièmement, les documents sources relatifs à la base de données de SAIL concernant les ventes aux États-Unis n'étaient conservés que dans trois établissements de la société, qui ont tous reçu la visite de l'équipe de vérification des ventes du DOC: Calcutta, New Delhi et Vizag.[23] Les vérificateurs du DOC ont examiné très attentivement de nombreux documents sources relatifs aux données sur les ventes aux États-Unis et ont eu accès à tous les documents sources pertinents.

33. Comme le Groupe spécial le sait d'après les pages 8 à 15 du rapport de vérification des ventes, les vérificateurs du DOC ont examiné un large éventail de documents sources, qui ont tous confirmé de façon répétée l'exactitude de la base de données de SAIL concernant les ventes aux États-Unis. Il a été constaté que cette base de données comportait très peu d'inexactitudes, dont aucune qui ne puisse être corrigée. Contrairement aux arguments des États-Unis, les constatations répétées qu'il n'y avait "aucune anomalie" entre les données informatiques déclarées par SAIL et les documents sources établissent que les renseignements examinés étaient vérifiables. Elles n'étayent assurément pas la conclusion non fondée du DOC figurant dans la note concernant l'échec de la vérification, selon laquelle les données de SAIL sur les ventes aux États-Unis – ainsi que toutes les autres données fournies par SAIL – n'avaient pas satisfait à la vérification. L'Inde renvoie le Groupe spécial aux arguments qu'elle a formulés précédemment et qui exposent en détail cette vérification réussie.[24]

34. Le rapport de vérification des ventes démontre aussi qu'il n'y avait guère, voire pas, de relation entre les documents sources relatifs aux bases de données de SAIL concernant le coût de production et les ventes sur le marché intérieur et les documents sources utilisés pour vérifier la base de données de SAIL concernant les ventes aux États-Unis.[25] Les faits suivants montrent que les problèmes détectés dans la base de données sur le marché intérieur étaient spécifiques à cette base de données et n'influaient pas sur la possibilité de vérifier la base de données de SAIL: 1) le nombre de ventes sur le marché intérieur – largement plus de 100 000 transactions[26] – était considérable par rapport à la base de données sur les ventes aux États-Unis (1 284 transactions couvertes par neuf contrats); 2) les produits vendus sur le marché intérieur venaient de trois usines et étaient vendus à partir de ces usines ainsi que de plus de 40 succursales de vente, alors que les produits vendus aux États-Unis l'étaient à travers un système unique et centralisé et venaient d'une seule usine; 3) certains des dépôts à partir desquels étaient faites les livraisons sur le marché intérieur n'avaient pas d'installations de saisie de données, de sorte que les dossiers étaient tenus à la main et que les données étaient transférées aux bureaux de SAIL[27]; 4) certaines expéditions provenant des usines étaient détournées vers les dépôts, puis vendues à des clients sur le marché intérieur, ce qui entraînait une double comptabilisation des transactions[28]; 5) dans certaines ventes sur le marché intérieur faites à partir des dépôts, des suppléments avaient été facturés en raison de la qualité supérieure de la marchandise et ils n'avaient pas été déclarés au DOC.[29]

---

[23] Pièce n° 13 de l'Inde, page 8. Le bureau de New Delhi conservait tous les documents de négociation des exportations pour les neuf contrats, et celui de Calcutta conservait les documents relatifs à l'exécution des neuf contrats. La succursale de Vizag s'était occupée des documents d'expédition pour les neuf contrats, et des copies de ces documents avaient été renvoyées à Calcutta.

[24] L'Inde a analysé en détail ce rapport de vérification des ventes aux paragraphes 74 à 81 de sa communication présentée à titre de réfutation et aux paragraphes 25 à 33 et 95 à 111 de sa première communication.

[25] Réponse de l'Inde à la question n° 28 du Groupe spécial, paragraphes 48 à 53; communication présentée à titre de réfutation, paragraphe 85.

[26] *Voir* Sales Verification Report, page 34 (pièce n° 13 de l'Inde) (révélant un nombre d'observations concernant les ventes sur le marché intérieur bien supérieur à 100 000).

[27] Sales Verification Report, page 21 (pièce n° 13 de l'Inde).

[28] Verification Report, pages 17 et 18. En revanche, les ventes de SAIL aux États-Unis ne connaissaient pas ce type de problème.

[29] Verification Report, pages 23 et 24. En revanche, il n'y avait pas de tels suppléments pour les ventes de SAIL aux États-Unis.

35. Même dans sa note concernant l'échec de la vérification, le DOC a conclu que "plusieurs erreurs" contenues dans la base de données de SAIL concernant les ventes aux États-Unis "pourraient être corrigées". Les termes "pourraient être corrigées" signifient que le DOC *savait* qu'il y avait, dans le dossier, des renseignements à partir desquels ces erreurs pouvaient être corrigées. On peut le démontrer en examinant les faits qui concernent la seule erreur jugée "importante" par le DOC dans la base de données sur les ventes aux États-Unis: l'erreur de codage de la largeur. Quand cette erreur a été découverte au cours de la vérification, le DOC a indiqué que SAIL lui avait remis une liste de toutes les observations affectées dans la base de données sur les ventes, qu'il avait "examiné divers cas où cette erreur de codage s'était produite" et que l'erreur "semblait se limiter exclusivement aux produits d'une largeur de 96 pouces et à la base de données concernant les États-Unis".[30] Effectivement, les renseignements "corrects" ont été communiqués par SAIL au DOC et annexés au rapport de vérification comme pièce n° S-8 (qui fait actuellement partie de la pièce n° 13 de l'Inde). Le DOC avait donc dans le dossier les renseignements "corrects", exacts et fiables concernant les caractéristiques de largeur des ventes de SAIL aux États-Unis durant la vérification. Il a conclu de façon tout à fait appropriée que cette erreur "pourrait être corrigée", parce que les renseignements nécessaires pour la corriger se trouvaient déjà dans le dossier.[31]

36. La conclusion tirée par le DOC lui-même à l'époque, selon laquelle ces erreurs contenues dans la base de données de SAIL concernant les États-Unis "pourraient être corrigées", démontre aussi que le véritable critère des vérifications n'est pas la perfection. Les États-Unis font valoir à présent que toute "anomalie" constatée durant la vérification oblige à conclure que les données ne sont pas vérifiables.[32] Cela est incorrect. Les entreprises interrogées dans une enquête antidumping menée par les États-Unis présentent de très grandes quantités de données en réponse aux questionnaires du DOC, et souvent dans des délais très courts. Dans une telle situation, les erreurs sont inévitables. En effet, comme M. Hayes l'expliquera brièvement, étant donné le volume et la complexité des renseignements à fournir, il serait quasiment inédit que le DOC ne découvre *pas* des erreurs dans la base de données d'une entreprise interrogée.

37. Aucune des données fournies par une entreprise interrogée n'est parfaite, et ce n'est pas ce que la vérification a pour but de déterminer. Le fait que des erreurs ont été découvertes dans la base de données de SAIL concernant les ventes aux États-Unis ne signifie pas qu'elle n'a pas satisfait à la vérification ou qu'elle n'était pas "vérifiable". Cette détermination doit être établie sur la base de l'importance des erreurs et de la possibilité de les corriger. En l'espèce, comme l'Inde l'a exposé en détail, les erreurs constatées par le DOC dans la base de données sur les ventes aux États-Unis étaient petites, faciles à corriger et ne portaient pas sur des aspects essentiels tels que le caractère complet de la base de données. C'était précisément le type d'erreurs que le DOC découvre couramment lors des vérifications et corrige couramment, soit en demandant à l'entreprise interrogée de présenter une base de données informatisée révisée, soit en révisant lui-même le programme informatique comme il convient. Les États-Unis ne peuvent donc affirmer à présent que ces petites erreurs ont motivé leur conclusion selon laquelle SAIL n'a absolument pas satisfait à la vérification.

---

[30] Sales Verification Report, page 12 (pièce n° 13 de l'Inde).

[31] Les autres erreurs, non importantes, étaient soit faciles à corriger, soit non pertinentes. *Voir* les observations de l'Inde sur les réponses des États-Unis, paragraphes 10 à 18.

[32] Deuxième communication écrite des États-Unis, paragraphe 39. Les États-Unis indiquent en outre qu'"une vérification est l'équivalent d'une vérification des comptes où on effectue des sondages pour vérifier la fiabilité des renseignements. Lors de la vérification, le Département a déterminé que la base de données de SAIL sur les ventes aux États-Unis contenait des anomalies, ce que l'Inde elle-même a reconnu". Ils sautent ensuite à la conclusion suivante: "En résumé, les renseignements de SAIL n'ont pas satisfait à la première condition du paragraphe 3 de l'Annexe II c'est-à-dire d'être vérifiables." Deuxième communication écrite des États-Unis, paragraphe 39. Cette conclusion est dénuée de fondement. S'il est vrai que des erreurs ont été détectées dans la base de données de SAIL concernant les ventes aux États-Unis, ces erreurs ne signifiaient pas que la base de données ne satisfaisait pas à la vérification ou n'était pas "vérifiable".

38. En conclusion, la constatation de l'"échec de la vérification" établie par le DOC était incompatible avec l'article 6.8 et le paragraphe 3 de l'Annexe II, car les faits pertinents pour les *données réelles de SAIL concernant les ventes aux États-Unis*, par opposition aux faits relatifs aux bases de données sur le marché intérieur et le coût de production, ne conduisaient qu'à une conclusion: la base de données de SAIL concernant les ventes aux États-Unis était vérifiable. Par conséquent, le présent Groupe spécial devrait constater qu'aucun enquêteur impartial et objectif n'aurait pu constater que la base de données de SAIL concernant les ventes aux États-Unis n'était pas vérifiable.

2. Déclaration de M. Hayes concernant la pratique du DOC en matière de vérification

39. Durant les presque 14 années où j'ai été analyste pour le Département, j'ai effectué plus de 35 vérifications, tant à l'étranger qu'aux États-Unis. Depuis que j'ai quitté le Département, j'ai participé à sept autres vérifications. Les données auxquelles j'ai eu affaire dans ces vérifications dont le nombre est supérieur à 40 allaient de données très complexes et volumineuses jusqu'aux ensembles de données simples et succincts. Il ne m'est jamais arrivé, durant ces vérifications dont le nombre est supérieur à 40, de ne constater absolument aucune anomalie entre les données sources et les bases de données présentées. Ces anomalies allaient de simples erreurs dans le calcul des facteurs employés pour déterminer le montant des ajustements jusqu'à des ventes manquantes en raison de l'impossibilité d'identifier et d'isoler les ventes de la marchandise visée. Bien que les vérifications que j'ai effectuées en tant qu'analyste aient révélé quelques anomalies et erreurs, dans quelques cas seulement les erreurs étaient suffisamment étendues pour entraîner l'échec de la vérification.

40. En tant qu'analyste, je connaissais l'étendue des renseignements détaillés que le Département demandait aux entreprises interrogées. Il était généralement entendu qu'il était impossible d'examiner tous les renseignements fournis par une entreprise interrogée au cours d'une vérification, sauf dans les cas les plus simples tels que celui où il n'y avait que deux ventes aux États-Unis. Je considérais que ma responsabilité était d'examiner le caractère complet des renseignements, leur exactitude et leur fiabilité. Je m'attendais généralement à trouver des erreurs dans les communications durant la vérification. Je trouvais même cela suspect si la réponse que je vérifiais était irréprochable au premier examen des données. En pareil cas, je fouillais davantage jusqu'à ce que je trouve des erreurs, ce qui arrivait inévitablement.

41. Lorsque je trouvais des erreurs dans une communication, il était essentiel d'analyser si elles étaient à l'avantage ou au détriment de l'entreprise interrogée, à quel point elles étaient compliquées, quelle était leur étendue et dans quelle mesure elles pouvaient être corrigées. C'était un aspect essentiel du processus de vérification. Cette analyse était essentielle pour s'assurer que le calcul de la marge de dumping reposerait sur des données exactes et fiables. Quand je trouvais des erreurs, je décidais si je devais demander à l'entreprise interrogée de me donner les moyens de les corriger ou si je pouvais facilement faire la correction moi-même. En fin de compte, je devais déterminer si les erreurs pouvaient être facilement isolées et corrigées ou si elles étaient si étendues et compliquées qu'elles exigeaient essentiellement une nouvelle réponse.

42. Pour déterminer l'étendue et la complexité des erreurs, je cherchais si je pouvais déterminer exactement quelles transactions étaient affectées par une erreur donnée, ou si l'erreur pouvait être corrigée à partir du programme (par exemple un ajustement basé sur un facteur) ou au moyen d'une mise à jour (ou d'un fichier) électronique qui pouvait être facilement examinée durant et après la vérification, et si la modification était identique pour toutes les transactions affectées ou si elle était plus complexe.

3. Les renseignements de SAIL sur les ventes aux États-Unis pouvaient être utilisés sans difficultés indues avec les renseignements sur la valeur normale figurant dans la requête pour calculer une marge de dumping

43. Nous passons maintenant à une autre question essentielle dont le Groupe spécial est saisi: les renseignements de SAIL sur les ventes aux États-Unis auraient-ils pu être utilisés "sans difficultés indues" pour calculer une marge de dumping en association avec les renseignements sur la valeur normale figurant dans la requête? Comme l'Inde a présenté une longue argumentation sur ce sujet[33], je ne ferai que résumer les points essentiels.

44. Premièrement, l'Inde a proposé plusieurs facteurs susceptibles d'éclairer un peu les obligations imposées par la condition des "difficultés indues" figurant au paragraphe 3 de l'Annexe II.[34] Il peut très bien y avoir d'autres facteurs à considérer, mais l'Inde espère avoir donné matière à réflexion au Groupe spécial. Quels que soient les critères que retiendra finalement le Groupe spécial, s'il en retient, il ne fait aucun doute, d'après les faits de la cause, que les données de SAIL sur les ventes aux États-Unis étaient utilisables "sans difficultés indues".

45. Deuxièmement, la question qui se pose au Groupe spécial est de savoir si les renseignements de SAIL sur les ventes aux États-Unis auraient pu être utilisés avec les renseignements sur la valeur normale figurant dans la requête pour calculer une marge de dumping sans difficultés indues. Les États-Unis ont reconnu qu'il n'est pas "nécessairement illogique" dans tous les cas que le calcul d'une marge de dumping soit fondé sur une comparaison entre la valeur normale calculée sur la base des données de fait disponibles et le prix à l'exportation calculé sur la base des renseignements vérifiés.[35] Au cours de l'enquête, SAIL a instamment invité le DOC à utiliser sa base de données sur les ventes aux États-Unis avec les renseignements sur la valeur normale figurant dans la requête.[36] De même, l'Inde a toujours défendu l'idée que le DOC aurait pu et aurait dû faire la même comparaison.

46. Troisièmement, en vertu du critère d'examen prévu à l'article 17.6 i), le Groupe spécial doit se concentrer sur l'évaluation faite par le DOC en décembre 1999 de la possibilité d'utiliser la base de données de SAIL concernant les ventes aux États-Unis. Dans sa détermination finale, le DOC a constaté que "SAIL n'a pas fourni une base de données qui soit utilisable concernant les ventes sur le marché intérieur, le coût de production ou la valeur construite", mais il n'a pas établi la même constatation "non utilisable" pour la base de données de SAIL concernant les ventes aux États-Unis. Il a au contraire estimé que "la base de données concernant les ventes aux États-Unis devrait être révisée et corrigée sur certains points pour être utilisable".[37]

47. Quelles sont donc les "révisions et corrections" à apporter à la "base de données concernant les ventes aux États-Unis" que le DOC mentionne dans sa détermination finale? À cet égard, la seule autre mention de l'expression "base de données concernant les ventes aux États-Unis" qui figure dans la détermination finale est la suivante: "la base de données concernant les ventes aux États-Unis contenait certaines erreurs, apparues lors de la vérification. *Voir le rapport des ventes; voir*

---

[33] *Voir* la première communication de l'Inde, paragraphes 104 à 111, la communication présentée à titre de réfutation par l'Inde, paragraphes 11 à 64, les observations de l'Inde sur les réponses des États-Unis, paragraphes 2 à 18, et les deux déclarations sous serment de M. Hayes.

[34] *Voir* la première communication de l'Inde, paragraphes 71 à 73, et la communication présentée à titre de réfutation par l'Inde, paragraphes 14 à 22. Les États-Unis critiquent le fait que l'Inde ait fourni des critères additionnels. L'Inde a proposé ces critères additionnels dans sa communication présentée à titre de réfutation, en réponse aux questions posées par le Groupe spécial lors de la première réunion du Groupe spécial avec les parties au sujet des difficultés indues et parce qu'il s'agit d'un aspect essentiel de la présente affaire. Les États-Unis ont critiqué l'application de ces critères à des éléments d'information particuliers (tels que les données de SAIL sur les ventes aux États-Unis), mais il n'ont pas proposé d'autres critères pour cette évaluation.

[35] Réponse des États-Unis à la question n° 7 du Groupe spécial.

[36] Pièce n° 14 de l'Inde, page 14.

[37] Final Determination, pièce n° 17 de l'Inde, page 73127.

également la note concernant la vérification".[38] Ainsi, le fondement factuel de la conclusion selon laquelle la "base de données concernant les ventes aux États-Unis" contenait "certaines erreurs" se trouve dans ces deux rapports.

48. La note concernant l'échec de la vérification relève seulement "plusieurs erreurs" dans la "base de données concernant les ventes aux États-Unis", ainsi qu'"il est expliqué dans le rapport de vérification des ventes". Le rapport de vérification des ventes, quant à lui, relève quatre erreurs: l'erreur de codage de la largeur, celle du fret intérieur, celle de la ristourne de droits et le CONNUM manquant pour certains produits. Compte tenu des nouveaux arguments présentés par les États-Unis, il est significatif que ni le rapport de vérification des ventes, ni la note concernant l'échec de la vérification ne mentionnent la "difmer" (coût de fabrication variable et coût de fabrication total) comme "erreur" dans la base de données sur les ventes aux États-Unis. Le rapport faisant état de l'échec de la vérification et la détermination finale la mentionnent en revanche au titre des "coûts".[39] Comme l'Inde l'a fait valoir, cela n'est pas surprenant, puisque le coût de fabrication variable et le coût de fabrication total sont des ajustements de la valeur normale – et non du prix à l'exportation.[40] Par conséquent, contrairement aux nouveaux arguments invoqués par les États-Unis, les "révisions et corrections" à apporter à la base de données concernant les ventes aux États-Unis, identifiées dans la détermination finale, n'incluent pas les prétendues "erreurs" concernant le coût de fabrication variable et le coût de fabrication total.[41]

---

[38] *Id.*, page 73130.

[39] Pièce n° 16 de l'Inde, page 3; pièce n° 17 de l'Inde, page 73130 ("SAIL n'avait pas fourni de renseignements sur la valeur construite concernant le coût des produits fabriqués et vendus aux États-Unis").

[40] Communication présentée à titre de réfutation par l'Inde, paragraphes 44 à 49.

[41] Les États-Unis ont raison de dire que le coût de fabrication variable et le coût de fabrication total utilisés pour les ajustements "difmer" étaient demandés dans le questionnaire sur les ventes aux États-Unis tel qu'il figure dans la pièce n° 4 de l'Inde, pages C-49 et C-50. C'est la pratique suivie par le DOC. Mais ce que les États-Unis ne font pas remarquer, c'est la première déclaration qui figure dans la partie "descriptive" du questionnaire du DOC pour les champs 53 et 54: "Si vous indiquez le coût de production complet en réponse à la section D du présent questionnaire, aucune description supplémentaire [dans la réponse concernant les ventes aux États-Unis] n'est requise." Par conséquent, la réponse de SAIL a été simplement la suivante: "Voir la réponse de SAIL à la section D du questionnaire du Département." La section D est la réponse de SAIL à la section du questionnaire consacrée au coût de production. Tout au long du reste de l'enquête, le DOC et SAIL ont tous deux traité le coût de fabrication variable et le coût de fabrication total comme des renseignements sur le coût de production, ainsi que le démontrent les deux premiers paragraphes mêmes du rapport de vérification des coûts (résumé des constatations), qui décrivent les données fournies par SAIL au sujet du coût de fabrication variable et du coût de fabrication total:

Les responsables de l'entreprise ont déclaré que le coût total de fabrication et le coût de fabrication variable figurant sur la bande communiquée le 17 août 1999 ne sont pas corrects. Il n'y a pas moyen d'établir une corrélation valable entre le coût total de fabrication et le coût de fabrication variable indiqués sur la bande d'une part et les données relatives aux coûts et les documents sources correspondants d'autre part. Le premier jour de la vérification, SAIL a présenté une bande complètement révisée sur le coût de production, dans le cadre de la correction présentée dans la pièce C-3. La mesure dans laquelle cette bande devait être considérée comme des "renseignements nouveaux" n'était pas très claire et par conséquent nous ne l'avons pas acceptée. Un extrait de cette bande révisée est reproduit à la page 7 de la pièce n° C-3.

Bien que la bande concernant le coût de production soit incorrecte et que la nouvelle bande révisée n'ait pas été acceptée, nous avons procédé à la vérification parce qu'il était néanmoins possible de vérifier les renseignements sur les coûts correspondant au coût de production unitaire déclaré, à savoir le coût moyen réel des tôles et des tôles normalisées pour chaque usine (pièces n° 5 et 6 de la communication du 17 août 1999) ainsi que les données correspondant aux indices élaborés par SAIL pour calculer les coûts par produit (ajustements pour tenir compte des ferro-alliage, de l'épaisseur et du rendement indiqués dans les pièces n° 7 à 9 de la communication du 17 août 1999).

Cette analyse démontre clairement que le DOC et SAIL traitaient le coût de fabrication total et le coût de fabrication variable comme des données relatives aux coûts et non comme des données relatives aux ventes aux États-Unis. On ne sera pas surpris que rien, dans la description de la vérification des coûts (pièce n° 12 de

49. Ayant identifié les "révisions et corrections" à apporter à la "base de données concernant les ventes aux États-Unis", le Groupe spécial doit ensuite examiner quelle serait la difficulté à effectuer les révisions et corrections nécessaires pour ces quatre erreurs. Le DOC a donné une évaluation de cette question dans sa détermination finale et dans le rapport faisant état de l'échec de la vérification. Il a dit, dans sa détermination finale, que "la base de données concernant les ventes aux États-Unis comportait des erreurs qui, prises séparément, pourraient être corrigées …".[42] De même, dans la note concernant l'échec de la vérification, il a dit que les erreurs ("plusieurs erreurs") identifiées dans le rapport de vérification des ventes "pourraient être corrigées …".[43]

50. L'Inde souscrit à l'évaluation faite à l'époque par le DOC, selon laquelle les quatre erreurs identifiées dans le rapport de vérification des ventes "pourraient être corrigées" et à la déclaration additionnelle selon laquelle "la base de données concernant les ventes aux États-Unis nécessiterait des révisions et des corrections pour être utilisables". Ces déclarations règlent toute question consistant à savoir si la base de données concernant les ventes aux États-Unis aurait pu être utilisée sans difficultés indues. C'est particulièrement vrai compte tenu du fait que SAIL a fait valoir de façon répétée devant le DOC que sa base de données concernant les ventes aux États-Unis était utilisable avec les renseignements sur la valeur normale figurant dans la requête.[44] Dans le contexte de ces arguments, l'emploi par le DOC du terme "utilisable" pouvait seulement signifier "utilisable pour calculer une marge de dumping". Il n'y a pas d'autre emploi pertinent du terme "utilisable".

51. Comme le Groupe spécial le sait, l'Inde a aussi présenté de multiples éléments de preuve montrant 1) que les quatre erreurs relevées dans la "base de données concernant les ventes aux États-Unis" pouvaient facilement "être corrigées" et 2) exactement comment la base de données de SAIL concernant les ventes aux États-Unis aurait pu être utilisée avec les données sur la valeur normale figurant dans la requête pour calculer une marge de dumping.

52. L'Inde a établi sans le moindre doute que le DOC avait raison de conclure que ces quatre erreurs "pourraient être corrigées". On peut résumer comme suit ces éléments de preuve:

- *Erreur de codage de la largeur*: au cours de la vérification, SAIL a remis au DOC une liste de toutes les ventes affectées par cette erreur, triées par numéro de facture.[45] Ces renseignements auraient pu facilement être présentés par SAIL au DOC dans une base de données révisée ou numérisés en une demi-heure pour être utilisés dans la base de données sur les ventes aux États-Unis, ou être introduits manuellement en quatre heures environ par le personnel du DOC.[46] Une fois les données introduites dans la base de données, les corrections auraient pu être effectuées sans grand effort au moyen des neuf lignes de programmation indiquées par M. Hayes dans sa première déclaration sous serment.

---

l'Inde) ni dans le rapport de vérification des ventes, ne se réfère aux champs "VCOMU" ou "TCOMU". De plus, dans la note concernant l'échec de la vérification et la détermination finale, le DOC a traité les données sur les ventes aux États-Unis comme un élément séparé de l'élément coût de production lorsqu'il a constaté que la base de données de SAIL concernant les ventes aux États-Unis pouvait être utilisée si des corrections et des révisions étaient effectuées.

Le fait est que les champs VCOMU et TCOMU apparaissent dans la base de données concernant les ventes aux États-Unis pour des raisons de commodité. Le DOC demande aux entreprises interrogées de déclarer les coûts variables par modèle pour chaque transaction figurant dans la base de données concernant les ventes sur le marché intérieur et les coûts variables et totaux par modèle pour chaque transaction figurant dans la base de données concernant les ventes aux États-Unis, afin que ces valeurs soient immédiatement disponibles, sans référence aux bases de données sur les coûts, au cas où il y aurait une marchandise non identique nécessitant un ajustement "difmer".

[42] Pièce n° 17 de l'Inde, page 73127.
[43] Pièce n° 16 de l'Inde, page 5.
[44] Pièce n° 14 de l'Inde, page 14.
[45] Pièce n° 13 de l'Inde (extraits de Verification Exhibit S-8).
[46] Observations de l'Inde sur les réponses des États-Unis, paragraphes 13 et 14.

- *Frais de transport*: SAIL a *sur*déclaré ses frais de transport intérieur étrangers entre l'usine et le port.[47] Cette erreur lui était défavorable, car elle abaissait le prix aux États-Unis et aurait entraîné une marge de dumping supérieure. En l'absence de renseignements nécessaires pour la corriger, le DOC aurait pu simplement ne rien faire et utiliser comme données de fait disponibles le montant des frais de transport déclaré par SAIL.[48] C'est ce qu'il fait couramment.

- *Ristourne de droits*: SAIL s'est trompée dans le calcul de la ristourne de droits.[49] La ristourne de droits est destinée à aider les entreprises étrangères interrogées en augmentant le prix net et en abaissant les marges de dumping. Si le DOC n'était pas d'accord avec SAIL au sujet de ses calculs, il aurait pu simplement laisser les données de côté et refuser l'ajustement du prix à la hausse. À titre subsidiaire, l'erreur aurait pu être corrigée grâce à une ligne de programmation qu'il aurait fallu quelques minutes pour exécuter.[50]

- *Numéros de contrôle des produits*: SAIL n'a pas déclaré certains numéros de contrôle des produits (CONNUM) dans la base de données sur les coûts de production.[51] Le DOC a donc dit qu'il ne pouvait examiner entièrement les valeurs figurant dans le champ PLSPECU (code unique conçu par le DOC pour la spécification et/ou la nuance de l'acier). Or, les données figurant dans ce champ font double emploi avec des renseignements déjà déclarés par SAIL dans deux autres champs de la base de données concernant les ventes aux États-Unis.[52] Par ailleurs, ce renseignement n'était pas nécessaire pour procéder à une comparaison entre la base de données concernant les ventes aux États-Unis et la valeur normale indiquée dans la requête, car les caractéristiques du produit retenu pour la valeur normale n'étaient pas classées au moyen du PLSPECU.[53]

53. En résumé, ces quatre erreurs étaient faciles à corriger, auraient pu être ignorées par le DOC au *détriment* de SAIL et/ou n'affectaient pas par ailleurs la possibilité d'utiliser la base de données sur les ventes aux États-Unis pour calculer une marge de dumping en association avec les renseignements sur la valeur normale figurant dans la requête.

54. L'Inde a aussi démontré que les renseignements de SAIL sur les ventes aux États-Unis pouvaient être utilisés sans difficultés indues pour calculer une marge de dumping en association avec les renseignements sur la valeur normale figurant dans la requête. Il est utile de rappeler que l'évaluation du DOC selon laquelle la "base de données concernant les ventes aux États-Unis" était "utilisable" si certaines "révisions et corrections" étaient faites. Sachant qu'elle a été présentée par SAIL avec trois options différentes en novembre 1999[54], le DOC a manifestement fait cette déclaration après avoir examiné les trois options. Par conséquent, le Groupe spécial peut présumer que le DOC avait quelque fondement pour tirer cette conclusion quant à la possibilité d'utiliser la base de données concernant les ventes aux États-Unis.

55. Les éléments de preuve montrent qu'il existe plusieurs méthodes que le DOC aurait pu employer pour calculer une marge de dumping en se servant des renseignements sur la valeur normale figurant dans la requête et des données de SAIL sur les ventes aux États-Unis comme prix à

[47] Pièce n° 13 de l'Inde, page 30 (dernière phrase).
[48] *Id.*
[49] Pièce n° 13 de l'Inde, page 31.
[50] Observations de l'Inde sur les réponses des États-Unis, paragraphes 17 et 18.
[51] Pièce n° 13 de l'Inde, page 12.
[52] Communication présentée à titre de réfutation par l'Inde, paragraphes 77 à 79.
[53] *Id.*
[54] Pièce n° 14 de l'Inde.

l'exportation. SAIL a proposé trois méthodes au DOC en novembre 1999.[55] M. Hayes a présenté d'autres méthodes dans ses première et deuxième déclarations sous serment. Chacune de ces méthodes est facile à mettre en œuvre, et leur emploi rendrait la base de données concernant les ventes aux États-Unis utilisable "sans difficultés indues". M. Hayes estime qu'aucune de ces méthodes ne prendrait plus de quelques heures à un analyste expérimenté du DOC pour écrire et insérer les lignes nécessaires dans le programme informatique, calculer les marges et évaluer les résultats.

56. La "possibilité d'utiliser" certaines de ces méthodes a été démontrée par le DOC lui-même quand il a déterminé la marge de dumping dans la présente enquête. Certaines ressemblent de près aux méthodes utilisées par les requérants des États-Unis dans la requête et adoptées par le DOC - c'est-à-dire comparer les renseignements sur le prix aux États-Unis avec les données sur la valeur construite figurant dans la requête. La seule différence est que les méthodes proposées par SAIL et l'Inde font appel aux données réelles sur les ventes aux États-Unis présentées par SAIL et vérifiées et non à l'offre de prix indiquée dans la requête, dont nous savons tous qu'elle était grossièrement inexacte.

4. Déclaration de M. Hayes au sujet de la méthode employée pour calculer les 30 pour cent de la base de données de SAIL qui sont identiques au produit utilisé dans la requête

57. J'ai calculé les 30 pour cent de produits qui, dans la base de données de SAIL concernant les ventes aux États-Unis, étaient identiques au modèle spécifique de tôle coupée à longueur utilisé dans la requête pour le modèle construit. J'ai d'abord corrigé l'erreur de largeur découverte lors de la vérification dans la base de données du 1er septembre 1999 (pièce n° 8 de l'Inde). Pour cela, j'ai numérisé la liste des 942 observations énumérées dans la pièce n° 13 de l'Inde que le Département avait relevées lors de la vérification. Cela m'a pris environ une demi-heure. J'ai ensuite transformé la valeur "D" de la largeur en une valeur "C" pour l'ensemble des 942 observations.

58. Le "produit" spécifique (défini comme une combinaison de "nuance"/"épaisseur"/"largeur") mentionné dans la requête figurait dans le bloc de "produits" de la figure 4 de la version confidentielle de la requête. Il s'agissait d'un produit spécifique ayant une composition chimique particulière (qu'on appelle aussi "nuance" d'acier dans le jargon commercial et technique). Outre l'aspect "produit/nuance", trois autres caractéristiques physiques étaient énumérées pour ce produit: épaisseur, largeur et longueur.[56]

59. Il me restait une étape à franchir pour calculer le chiffre de 30 pour cent. Je devais déterminer le "regroupement" utilisé par le Département durant l'enquête, c'est-à-dire la méthode qu'il avait employée pour associer des épaisseurs et des largeurs particulières de tôle coupée à longueur dans le questionnaire. Le Département procède ainsi pour pouvoir identifier les produits "identiques", afin d'établir une comparaison équitable (c'est-à-dire de faire correspondre la marchandise vendue aux États-Unis et celle vendue sur le marché intérieur). Ce que j'ai trouvé pour l'"épaisseur" et la "largeur" figure à la page C-10 du questionnaire (pièce n° 3 de l'Inde). Ce document mentionne les champs n° 3.5 (épaisseur – PLTHICKU) et 3.6 (largeur – PLWIDTHU). Le "regroupement" se voit aisément dans les valeurs attribuées aux valeurs "A à F" pour les deux champs. Par exemple, toutes les tôles ayant une épaisseur comprise entre 1,6 et 3,3 pouces sont traitées comme "identiques" sous la valeur "E"; toutes les tôles ayant une largeur regroupée comprise entre 72,1 et 96 pouces sont traitées comme identiques sous la valeur C. L'ensemble de la base de données de SAIL concernant les ventes aux États-Unis a été créé au moyen de ces différents "groupes". Par conséquent, comme le Département n'a demandé des renseignements sur les ventes de SAIL aux États-Unis que dans ces

[55] Pièce n° 14 de l'Inde, page 14.

[56] Le Département n'ayant pas demandé de renseignements sur la "longueur" au cours de l'enquête, aucune des données de SAIL sur les ventes aux États-Unis n'incluait la "longueur", et le Département n'a jamais demandé à SAIL de communiquer ce renseignement.

"groupes", la base de données de SAIL ne contenait pas de largeurs ou d'épaisseurs spécifiques, elle ne contenait que des "groupes".

60. L'étape suivante a consisté pour moi à appliquer les prescriptions du Département en matière de "regroupement" pour la largeur et l'épaisseur au produit mentionné dans la requête, c'est-à-dire à utiliser exactement le même regroupement que celui qui est indiqué à la page C-10 du questionnaire pour le produit mentionné dans la requête.

61. La dernière étape a consisté à isoler le même produit (en utilisant le même "regroupement" pour la largeur et l'épaisseur) pour tous les produits identiques dans la base de données de SAIL concernant les ventes aux États-Unis. Pour cela, j'ai trié toutes les données de SAIL par nuance, épaisseur et largeur. Après le tri, j'ai isolé les transactions dans lesquelles la nuance, l'épaisseur et la largeur étaient identiques aux caractéristiques du produit mentionné dans la requête. Pour calculer le pourcentage de la base de données de SAIL concernant les ventes aux États-Unis qui représentait cette nuance/épaisseur/largeur particulière, j'ai additionné les quantités de ces transactions, puis j'ai divisé la somme par la quantité totale de tôles coupées à longueur dans la base de données. La marchandise identique constituait 30,4 pour cent de la base de données de SAIL en volume.

5. La question de la "difmer" n'affecte pas la possibilité d'utiliser les données de SAIL sur les ventes aux États-Unis

62. L'Inde a répondu en détail, dans ses communications récentes, au nouvel argument des États-Unis concernant la "difmer".[57] Même en supposant, pour les besoins de l'argumentation, que le Groupe spécial autorise les États-Unis à soutenir le nouvel argument "difmer", il y a de multiples méthodes au moyen desquelles les données de SAIL sur les ventes aux États-Unis pourraient être utilisées en association avec les données sur la valeur normale figurant dans la requête pour calculer des marges et où la question de la "difmer" n'empêcherait pas de procéder à une comparaison équitable au titre de l'article 2.4 de l'Accord antidumping.

- *Utilisation de 30 pour cent de la base de données de SAIL concernant les ventes aux États-Unis sans ajustement "difmer":* en utilisant exactement la même méthode que dans la requête, on pourrait remplacer l'offre de prix fictive de 251 dollars par toutes les ventes de SAIL aux États-Unis qui concernent le même modèle que celui pour lequel la valeur construite a été calculée dans la requête. On pourrait alors comparer le prix de ces transactions à la valeur construite figurant dans la requête. L'absence de données "difmer" n'a rien à voir avec ce calcul puisqu'il ne concerne que des marchandises identiques. Les États-Unis ne peuvent contester cette méthode, puisque c'est la même que celle employée dans la requête et utilisée par le DOC lui-même dans la détermination finale. Autrement dit, on a utilisé dans la requête *un* modèle de tôle coupée à longueur pour calculer une marge, qui a ensuite été appliquée à toutes les exportations de tôles effectuées par SAIL aux États-Unis.

- *Utilisation de 72 pour cent des données de SAIL sur les ventes aux États-Unis sans ajustement "difmer":* le DOC connaît également bien une méthode qui permettrait d'utiliser 72 pour cent des données de SAIL sans aucun ajustement "difmer". C'est la

[57] Outre qu'il s'agit d'une rationalisation *a posteriori*, que l'Inde a déjà analysée de manière approfondie, le manque de données à partir desquelles un ajustement "difmer" pourrait être effectué n'affecte pas la possibilité d'utiliser la base de données concernant les ventes aux États-Unis car, en vertu du droit antidumping des États-Unis, l'ajustement "difmer" n'est appliqué qu'à la valeur normale. Pour des raisons de commodité, les champs VCOMU et TCOMU apparaissent dans la base de données concernant les ventes aux États-Unis, mais ces chiffres ne sont utilisés que lorsqu'une vente particulière aux États-Unis est comparée à un produit non identique dans la base de données relative à la valeur normale – puis ils sont utilisés pour calculer l'ajustement de la valeur normale. Communication présentée à titre de réfutation par l'Inde, paragraphes 44 à 49.

méthode qu'il a employée dans l'affaire *Stainless Steel Bar from India* pour résoudre le problème dû à l'absence de "coûts de fabrication variables utilisables". Dans cette affaire, il a "regroupé les ventes de barres en acier inoxydable de différentes tailles [effectuées par une entreprise interrogée] pour obtenir un plus grand nombre de marchandises identiques".[58] Plus précisément, il a "regroupé" les ventes effectuées par l'entreprise interrogée en deux catégories: les barres d'une largeur égale ou supérieure à 20 mm et celles d'une largeur inférieure à 20 mm.[59]

On pourrait procéder en l'espèce à un élargissement similaire du produit "identique". La méthode employée dans *Stainless Steel Bar* permettrait de centrer la comparaison en matière de dumping sur deux des facteurs les plus importants du coût de production des tôles coupées à longueur: la nuance et l'épaisseur. Si l'on définit comme "produits identiques" des produits ayant la même nuance commerciale et une épaisseur comprise dans une fourchette d'un demi-pouce en plus ou en moins de l'épaisseur du modèle pour lequel la valeur construite a été calculée dans la requête, 72 pour cent des ventes de SAIL portaient sur des "produits identiques". Par conséquent, aucun ajustement "difmer" ne serait exigé pour ces 72 pour cent des ventes de SAIL *aux États-Unis*. Comme dans l'affaire *Stainless Steel Bar*, cette méthode est raisonnable, car il est peu probable qu'il y ait une différence de coût de production importante entre des produits de nuance identique dont l'épaisseur ne varie pas de plus d'un demi-pouce d'épaisseur.

- *Utilisation de 100 pour cent des données de SAIL sur les ventes aux États-Unis sans ajustement "difmer":* l'ensemble de la base de données de SAIL concernant les ventes aux États-Unis pourrait être utilisé sans ajustement "difmer" au moyen de la méthode employée par le DOC dans l'affaire *Static Random Access Memory Semiconductors from Taiwan*. Dans cette affaire, le DOC a calculé des marges pour toutes les transactions aux États-Unis qui n'exigeaient pas d'ajustement "difmer" (parce qu'il s'agissait de modèles identiques) ou pour lesquelles les données présentées étaient suffisantes pour calculer un ajustement "difmer". Pour les transactions restantes (c'est-à-dire celles pour lesquelles des données "difmer" étaient nécessaires mais absentes), le DOC a choisi la marge "non aberrante" la plus élevée issue des transactions pour lesquelles des marges avaient été calculées.[60] La même méthode pourrait être utilisée en l'espèce. Le DOC pourrait appliquer aux observations concernant les ventes restantes la marge non aberrante la plus élevée obtenue d'après soit 30 pour cent, soit 72 pour cent des produits de SAIL.

63. En conclusion, au titre du paragraphe 3 de l'Annexe II, le DOC était tenu, lorsqu'il a examiné s'il utiliserait les données de SAIL sur les ventes aux États-Unis, de faire de son mieux pour utiliser les renseignements communiqués par SAIL. Il devait "coopérer" avec SAIL en s'efforçant d'utiliser les renseignements sur les ventes aux États-Unis vérifiés et communiqués en temps utile, en association avec les renseignements sur la valeur normale figurant dans la requête.[61] Il devait faire preuve de bonne foi et d'impartialité, sans favoriser les intérêts d'aucune partie intéressée et ne pas imposer, pour l'utilisation des données de SAIL sur les ventes aux États-Unis, de charges irrationnelles et illogiques qu'il n'imposait pas pour l'utilisation des données mentionnées dans la

[58] USDOC, Issues and Decision Memorandum, *Stainless Steel Bar from India* (3 août 2000), page 11, pièce n° 35 de l'Inde.

[59] USDOC, Calculation Notes for Final Results for Viraj Impoexpo, Ltd., *Stainless Steel Bar from India* (3 août 2000), pièce n° 35 de l'Inde.

[60] Notice of Final Determination of Sales at Less Than Fair Value: Static Random Access Memory Semiconductors From Taiwan, 63 Fed. Reg. 8909, 8932 (Comment 24) (23 février 1998), annexé comme pièce n° 38 de l'Inde.

[61] WT/DS184/AB/R, paragraphes 97 à 104.

requête.[62] Il devait analyser séparément la possibilité d'utiliser les données de SAIL sur les ventes aux États-Unis en relation avec les autres données de fait disponibles au titre du paragraphe 3 de l'Annexe II. Enfin, avant de rejeter les données de SAIL sur les ventes aux États-Unis comme étant inutilisables, il devait examiner la fiabilité et l'exactitude de toute autre marge issue des données de fait disponibles. En l'espèce, cela incluait l'offre de prix de 251 dollars. L'Inde estime qu'aucune autorité objective chargée de l'enquête n'aurait pu constater que l'offre de prix de 251 dollars était plus "utilisable" que les renseignements réels et vérifiés de SAIL concernant les ventes aux États-Unis.

D. ALLÉGATION DE L'INDE AU TITRE DU PARAGRAPHE 5 DE L'ANNEXE II

64. L'Inde passe maintenant à son allégation au titre du paragraphe 5 de l'Annexe II. Le Groupe spécial n'a à se prononcer sur cette allégation subsidiaire que s'il constate – contrairement aux arguments de l'Inde – que les données de SAIL sur les ventes aux États-Unis ne remplissaient pas l'une des quatre conditions énoncées au paragraphe 3 de l'Annexe II. Il serait alors tenu de déterminer si une autorité chargée de l'enquête impartiale et objective aurait écarté les données de SAIL sur les ventes aux États-Unis au motif que SAIL n'aurait pas agi au mieux de ses possibilités pour fournir ces renseignements.

65. Les États-Unis semblent faire valoir que le paragraphe 5 de l'Annexe II ne peut s'appliquer que de façon "globale" – c'est-à-dire qu'une autorité administrative peut seulement déterminer si une entreprise interrogée a "agi au mieux de ses possibilités" en examinant la production *entière* de tous les renseignements nécessaires demandés. En d'autres termes, si SAIL n'a pas fait l'effort maximal pour produire *tous* les renseignements nécessaires demandés par le DOC, celui-ci peut à bon droit constater un manquement "total" à l'obligation d'"agir au mieux de ses possibilités".[63] Ce n'est pas une interprétation admissible du paragraphe 5 de l'Annexe II. Et elle ne correspond pas non plus à la pratique répétée du DOC qui consiste à établir des constatations sélectives au sujet de l'"effort maximal" des entreprises interrogées concernant des éléments d'information particuliers.[64]

66. Rien dans le texte du paragraphe 5 ne laisse entendre que le critère "au mieux de ses possibilités" ne peut s'appliquer qu'à *tous* les renseignements demandés par l'autorité chargée de l'enquête. Le paragraphe 5 suit le paragraphe 3, lequel s'applique à *tout* élément d'information qui satisfait aux quatre conditions qui y sont fixées. Logiquement, il ne devient nécessaire de recourir au paragraphe 5 de l'Annexe II que si les renseignements considérés ne satisfont *pas* à la totalité des quatre conditions énoncées au paragraphe 3 de l'Annexe II, sinon il serait sans objet. Les États-Unis l'ont reconnu lorsqu'ils ont dit, dans leur réponse à la question n° 17 du Groupe spécial que, "si les renseignements fournis sont idéalement les meilleurs à tous égards, il n'est pas nécessaire de se

---

[62] WT/DS184/AB/R, paragraphes 101 et 193, et note 142, *citant* le rapport de l'Organe d'appel *Mesures communautaires concernant les viandes et les produits carnés (hormones)*, où celui-ci dit que "l'obligation de procéder à une "évaluation objective" incluait une obligation d'agir "de bonne foi", en respectant l'"équité élémentaire"".

[63] Par exemple, les États-Unis font valoir ce qui suit au paragraphe 55 de leur réponse à la question n° 17 du Groupe spécial: "Le corollaire naturel de ce principe [à savoir que des renseignements qui ne sont pas idéalement les meilleurs ne devraient pas être rejetés si l'entreprise interrogée a agi au mieux de ses possibilités] est que, si une partie n'a pas agi au mieux de ses possibilités et que *les renseignements qu'elle a fournis ne sont pas idéalement les meilleurs à tous égards*, les autorités chargées de l'enquête *peuvent les ignorer*." (pas d'italique dans l'original).

[64] Il faut aussi noter que le DOC semble mesurer si une partie a agi au mieux de ses possibilités en évaluant si elle a réussi à fournir des renseignements idéalement les meilleurs. Or, pour déterminer si une partie a ou non "agi au mieux de ses possibilités", il faut se fonder avant tout sur ses actions – sur la façon dont elle a "agi" – et non sur la qualité des renseignements fournis. C'est ce qu'exprime le paragraphe 5 en envisageant une situation où une partie a agi au mieux de ses possibilités mais n'a pu fournir des renseignements idéalement les meilleurs.

demander si la partie a agi au mieux de ses possibilités".[65] Ainsi, lorsque des renseignements satisfont aux quatre conditions du paragraphe 3 de l'Annexe II, l'autorité chargée de l'enquête ne peut les ignorer. Mais, s'ils ne satisfont *pas* à la totalité de ces quatre conditions, il faut déterminer si l'entreprise interrogée "a agi au mieux de ses possibilités" avant de pouvoir écarter entièrement les renseignements.[66]

67. La fausseté de l'argument invoqué par les États-Unis en tant que partie au différend est révélée par l'application que le DOC a faite du paragraphe 5 de l'Annexe II dans bon nombre d'autres affaires.[67] Le DOC lui-même applique systématiquement la disposition "au mieux de ses possibilités" du paragraphe 5 de l'Annexe II à des éléments d'information particuliers. Par exemple, dans l'affaire *Acier laminé à chaud en provenance du Japon*, les États-Unis ont procédé à une "mini"-analyse de l'élément "au mieux de ses possibilités".[68] En examinant cette décision, le Groupe spécial et l'Organe d'appel ont tous deux centré leur analyse sur le niveau de coopération de l'entreprise japonaise interrogée quant à l'élément d'information particulier en cause – les données de CSI – et non sur son niveau de coopération général quant aux autres "renseignements nécessaires". C'est la façon correcte

---

[65] Réponses des États-Unis, paragraphe 56. Cette approche ordonnée concernant les paragraphes 3 et 5 de l'Annexe II est conforme aux décisions rendues par les deux groupes spéciaux et l'Organe d'appel dans l'interprétation de l'Annexe II, paragraphe 3. Les Groupes spéciaux *Guatemala – Ciment* et *Acier laminé à chaud en provenance du Japon* n'ont pas constaté que les renseignements qui remplissaient les conditions du paragraphe 3 devaient aussi satisfaire à la condition "au mieux de ses possibilités" énoncée au paragraphe 5. Au contraire, comme l'Organe d'appel l'a estimé dans l'affaire *Acier laminé à chaud en provenance du Japon*, "d'après le paragraphe 3 de l'Annexe II, les autorités chargées de l'enquête sont tenues d'utiliser les renseignements si trois, et, dans certaines circonstances, quatre, conditions sont remplies" et "si ces conditions sont remplies, les autorités chargées de l'enquête ne sont *pas* en droit de rejeter les renseignements communiqués lorsqu'elles établissent une détermination".

[66] Immédiatement après le paragraphe 5 de l'Annexe II vient le paragraphe 6, qui ne s'applique que quand les renseignements sont rejetés parce qu'ils ne satisfont *pas* aux conditions du paragraphe 5 de l'Annexe II. Ainsi, le paragraphe 6 dispose que les autorités chargées de l'enquête doivent donner les "raisons du rejet des éléments de preuve ou des renseignements *en question* …". Si le paragraphe 5 de l'Annexe II s'appliquait à *tous* les éléments de preuve ou renseignements présentés par une entreprise interrogée, il n'y aurait aucune raison pour employer, au paragraphe 6, les termes "des éléments de preuve ou des renseignements en question" au lieu de "tous" les éléments de preuve ou "tous" les renseignements.

[67] Le but du critère d'examen énoncé à l'article 17.6 ii) de l'Accord est de prévoir un degré de déférence envers les interprétations de l'Accord qui sont faites *par des autorités compétentes dans leurs déterminations* et non d'offrir aux Membres importateurs en tant que parties à des différends à l'OMC une approbation sans réserve pour toute rationalisation juridique plausible qu'ils pourraient concevoir *a posteriori* au cours du différend à l'OMC. Le Groupe spécial devrait examiner d'un œil critique les faits relevant des affaires traitées par le DOC dans le passé et l'interprétation de l'Accord qui en ressort. Autrement dit, il devrait considérer ce que le DOC fait et non ce qu'il dit qu'il fait.

[68] Les États-Unis ont dit ce qui suit dans leur communication en tant qu'appelant à l'Organe d'appel:

La décision prise par le DOC d'appliquer à KSC des données de fait disponibles défavorables partielles parce qu'elle n'avait pas fourni les renseignements nécessaires concernant les ventes effectuées par l'intermédiaire de sa filiale aux États-Unis, California Steel Industries (CSI), était conforme à l'article 6.8 et à l'Annexe II. *L'application des données de fait disponibles à KSC était partielle, parce que KSC avait coopéré pour la majorité de ses ventes aux États-Unis, qui étaient des ventes simples faites au prix d'exportation à des acheteurs non affiliés aux États-Unis*. Néanmoins, pour les ventes faites par l'intermédiaire de CSI au prix à l'exportation construit, le DOC a constaté que KSC n'avait pas coopéré pour fournir les renseignements qu'il avait demandés sur les ventes et les coûts ...

Communication des États-Unis en tant qu'appelant, WT/DS/AB184 du 7 mai 2001, page 26 (pas d'italique dans l'original). L'Organe d'appel a décrit comme suit les conclusions du DOC:

Le DOC a conclu ce qui suit: "KSC n'a pas agi au mieux de ses possibilités *pour ce qui est des données de CSI qui étaient demandées*" et "on ne peut pas dire que KSC a pleinement coopéré et a fait tout ce qui était possible pour obtenir et communiquer *les renseignements*". Le DOC, par conséquent, a décidé d'appliquer les données de fait disponibles "défavorables" pour déterminer *la partie de la marge de dumping de KSC à attribuer à ses ventes à CSI*.

WT/DS184/AB/R, paragraphe 94 (pas d'italique dans l'original).

d'analyser et d'appliquer le paragraphe 5 de l'Annexe II. Et cela correspond à de nombreuses autres affaires dans lesquelles le DOC a rendu des décisions partielles concernant l'"effort maximal".[69]

68. Il n'est pas contesté qu'en l'espèce le DOC n'a pas procédé à une analyse séparée des données de SAIL sur les ventes aux États-Unis, alors même que SAIL lui avait expressément demandé de le faire.[70] Mais même si une telle constatation pouvait être déduite de la constatation d'un manquement "total" de SAIL à l'obligation d'agir au mieux de ses possibilités, aucune autorité objective et impartiale ne pourrait constater que SAIL n'a pas agi au mieux de ses possibilités pour fournir au DOC les renseignements sur ses ventes aux États-Unis. La meilleure preuve de la position du DOC sur cette question est le rapport de vérification des ventes (pièce n° 13 de l'Inde). Ce rapport montre que l'Inde a agi au mieux de ses possibilités en fournissant, en assemblant et en corrigeant la base de données concernant les ventes aux États-Unis ainsi qu'en assemblant les documents sources pour un examen approfondi lors de la vérification. Vu les éléments de preuve versés au dossier, le Groupe

---

[69] La pièce n° 39 ci-jointe de l'Inde contient les déterminations suivantes dans lesquelles le DOC a fait une telle évaluation: *Final Results of Antidumping Duty Administrative Review: Certain Welded Carbon Steel Pipe and Tube from Turkey*, 61 Fed. Reg. 69067, 69072-74 (31 décembre 1996) (le DOC a appliqué des données de fait disponibles partielles pour certains frais de transport relatifs au marché intérieur parce que l'entreprise interrogée Borusan n'a pas agi au mieux de ses possibilités); *Final Determination of Sales at Less Than Fair Value: Freshwater Crawfish Tail Meat from the People's Republic of China*, 62 Fed. Reg. 41347, 41355-56 (1er août 1997) (le DOC a eu recours à des données de fait disponibles partielles pour plusieurs entreprises interrogées qui ont manqué à leur obligation de coopérer en n'agissant pas au mieux de leurs possibilités; le DOC a utilisé des éléments des données sur les coûts figurant dans la requête comme données de fait disponibles dans le calcul de la valeur normale); *Final Determination of Sales at Less Than Fair Value: Certain Cut-to-Length Carbon Steel Plate from South Africa*, 62 Fed. Reg. 61731, 61734, 61739, 61748-49 (19 novembre 1997) (le DOC a appliqué des données de fait disponibles partielles pour diverses dépenses et des ventes aux États-Unis manquantes pour deux entreprises interrogées qui ont manqué à leur obligation de coopérer en n'agissant pas au mieux de leurs possibilités); *Final Results of Antidumping Duty Administrative Review: Small Diameter Circular Seamless Carbon and Alloy Steel Standard, Line and Pressure Pipe from Germany*, 63 Fed. Reg. 13217, 13223 (18 mars 1998) (le DOC a appliqué des données de fait disponibles partielles pour les frais de transport intérieur à l'étranger relatifs aux ventes aux États-Unis parce que l'entreprise interrogée Mannesmann a manqué à son obligation de coopérer en n'agissant pas au mieux de ses possibilités); *Final Results of Antidumping Duty Administrative Review: Circular Welded Non-alloy Steel Pipe and Tube from Mexico*, 63 Fed. Reg. 33041, 33046-47 (17 juin 1998) (le DOC a eu recours à des données de fait disponibles partielles pour les frais de transport et de courtage parce que l'entreprise interrogée Hylsa n'a pas coopéré au mieux de ses possibilités); et *Final Determination of Sales at Less Than Fair Value: Stainless Steel Sheet and Strip in Coils from Italy*, 64 Fed. Reg. 30750, 30755-60 (8 juin 1999) (le DOC a appliqué des données de fait disponibles partielles à l'entreprise interrogée AST pour les ventes aux États-Unis manquantes, parce que l'entreprise interrogée n'a pas coopéré au mieux de ses possibilités; comme données de fait disponibles partielles, le DOC a choisi la marge non aberrante la plus élevée issue du reste des ventes d'AST aux États-Unis pour les ventes manquantes).

[70] Le conseil de SAIL avait fait valoir ce qui suit durant l'audition tenue par le DOC le 18 novembre 1999 (pièce n° 15 de l'Inde, pages 36 à 38):

Même si vous n'êtes pas d'accord sur le fait que la coopération générale manifestée par SAIL montre qu'elle a agi au mieux de ses possibilités, même si vous êtes en désaccord avec moi au sujet des renseignements sur les ventes aux États-Unis … qu'elle a fournis, SAIL a manifestement agi au mieux de ses possibilités. Aucun indice ne montre qu'elle aurait refusé de répondre à des demandes ou qu'elle ne pouvait fournir des renseignements ou qu'elle n'aurait pas répondu à des renseignements. C'est le véritable critère en l'occurrence, de savoir si, pour le segment séparé de renseignements, SAIL satisfait au critère de ce qui est, je suppose, l'article 1677 M e) de la Loi. Le Registre fédéral est rempli de déterminations qui appliquent ce qu'il faut en effet, à notre avis, une approche compartimentée. Le Département examine des éléments d'information et les soumet à un critère en cinq parties. Il y a des dizaines, voire des centaines, de constatations établies par le Département dans lesquelles il est constaté que, pour un élément d'information donné … l'entreprise interrogée n'a pas agi au mieux de ses possibilités et que nous allons par conséquent appliquer des données de fait disponibles défavorables pour cet élément d'information. Ces déterminations ne disent pas que, parce que vous n'avez pas réussi pour cet élément, vous avez échoué sur toute la ligne.

spécial devrait constater qu'aucune autorité chargée de l'enquête impartiale et objective n'aurait pu ignorer les données de SAIL sur les ventes aux États-Unis.[71]

E. ALLÉGATIONS DE L'INDE AU TITRE DU PARAGRAPHE 7 DE L'ANNEXE II

69. L'Inde a formulé deux allégations subsidiaires au titre du paragraphe 7 de l'Annexe II. La première est que le DOC a constaté à tort que SAIL n'avait pas coopéré avec lui pour recueillir, organiser et fournir les données sur les ventes aux États-Unis. L'Inde a fait valoir, et les États-Unis n'ont pas répondu à ce jour, qu'aucune autorité objective et impartiale ne pourrait constater, sur la base des faits versés à ce dossier, que SAIL n'a pas coopéré avec le DOC aux efforts concernant la production de sa base de données sur les ventes aux États-Unis.[72] Le Groupe spécial n'a à se prononcer sur cette allégation que dans le cas où il constaterait que le DOC pouvait appliquer les données de fait disponibles totales *et* que SAIL n'a pas agi au mieux de ses possibilités pour fournir les renseignements sur les ventes aux États-Unis.

70. La seconde allégation au titre du paragraphe 7 de l'Annexe II, qui porte sur l'application faite à tort par le DOC des "données de fait disponibles défavorables totales", est une allégation "subsidiaire", secondaire par rapport à la première allégation.[73] Le Groupe spécial n'a à se prononcer sur cette allégation que dans le cas où il déciderait 1) que le DOC a appliqué à bon droit les données de fait disponibles totales et 2) qu'il était approprié pour le DOC d'appliquer un critère "totalement au mieux de ses possibilités" au titre du paragraphe 5 de l'Annexe II. Dans ce cas, l'Inde a fait valoir qu'il ne serait toujours pas approprié pour le DOC d'appliquer des données de fait disponibles *défavorables*, car il n'y a aucune preuve que SAIL "n'a pas communiqué de renseignements".[74] Et le DOC n'a pas non plus constaté ni laissé entendre que SAIL se serait comportée de cette façon. Il a, au contraire, appliqué à tort le pire résultat possible, fondé sur sa constatation que SAIL n'avait pas coopéré au sujet de certains aspects de l'enquête. Aucune autorité impartiale et objective n'aurait pu à bon droit tirer des déductions "défavorables" d'un tel dossier.

F. ALLÉGATIONS DE L'INDE AU TITRE DE L'ARTICLE 15

71. L'Inde a formulé deux allégations au sujet de l'article 15. La première se rapporte au fait que le DOC n'a pas exploré de bonne foi les possibilités de solutions constructives avec SAIL durant l'enquête.[75] Les faits tels qu'ils sont exposés dans les diverses communications de l'Inde démontrent l'absence de fondement permettant aux États-Unis d'affirmer qu'ils ont bien "exploré" de bonne foi l'offre de solution constructive faite par SAIL. Les États-Unis se sont aussi concentrés de façon incorrecte sur l'élément des "intérêts essentiels" d'un pays en développement. Comme l'Inde l'a

---

[71] Enfin, bien que ce point soit juridiquement sans rapport avec l'analyse de la détermination finale que doit effectuer le Groupe spécial en l'espèce, dans la procédure engagée aux États-Unis au sujet de la détermination finale établie dans le cadre de la présente enquête, l'USCIT a infirmé la conclusion du DOC selon laquelle SAIL n'avait pas agi au mieux de ses possibilités et a renvoyé l'affaire au DOC pour qu'il reconsidère cette conclusion. Comme on pouvait s'y attendre, à l'issue de ce renvoi, le DOC est arrivé à la même conclusion qu'auparavant, mais même avec cette occasion qui lui était donnée de réfléchir à la question, le DOC n'a fondé sa conclusion sur aucun problème lié à la base de données concernant les ventes aux États-Unis. *Voir* Remand Redetermination, pièce n° 21 de l'Inde.

[72] Cette allégation est exposée en détail aux paragraphes 97 à 100 de la communication présentée à titre de réfutation par l'Inde et aux paragraphes 120 à 129 de la première communication de l'Inde.

[73] Cette allégation est énoncée aux paragraphes 75 à 80 de la première déclaration orale de l'Inde et aux paragraphes 87 à 96 de la communication présentée à titre de réfutation par l'Inde.

[74] *Id.*

[75] Première déclaration orale de l'Inde, paragraphes 69 à 74; observations de l'Inde sur les réponses des États-Unis, paragraphes 50 et 51; réponse de l'Inde à la question n° 31 du Groupe spécial, paragraphes 62 à 65.

expliqué, c'est au pays en développement défendeur de décider si ses intérêts essentiels seront affectés par l'imposition de mesures correctives antidumping.[76]

72. La seconde allégation de l'Inde au titre de l'article 15 concerne le fait que le DOC n'a pas pris spécialement en considération la situation des pays en développement Membres quand il a envisagé d'appliquer des mesures antidumping en l'espèce. Les mesures en question pouvaient consister à appliquer des droits antidumping définitifs aussi bien que des droits antidumping provisoires au titre de l'article 7 de l'Accord antidumping. Les États-Unis critiquent l'allégation de l'Inde selon laquelle la première phrase de l'article 15 est une disposition impérative comportant une obligation générale de prendre "spécialement en considération" les intérêts des pays en développement Membres.[77] Or, ils n'ont jamais donné au Groupe spécial la moindre raison pour laquelle le texte de la première phrase ne serait *pas* une disposition impérative créant une obligation générale.[78] L'emploi des termes "*devront* prendre spécialement en considération" démontre clairement le caractère impératif de cette obligation générale. Dans sa décision sur la mise en œuvre, adoptée à Doha, la Conférence ministérielle a d'ailleurs expressément reconnu que l'article 15 "est une disposition impérative".[79]

73. Le fait que des procédures additionnelles convenues puissent voir le jour à une date ultérieure à l'issue du processus de négociation n'affaiblit pas la conclusion juridique formulée par la Conférence ministérielle au sujet de l'article 15 et ne délivre pas le Groupe spécial de son devoir de se prononcer sur les allégations formulées par l'Inde dans le présent différend. L'Inde a suggéré au Groupe spécial des moyens d'interpréter l'article 15. Les États-Unis, en revanche, n'ont fait aucune suggestion constructive quant à la façon dont les autorités compétentes pourraient donner effet à cette disposition impérative. Et ils n'ont pas non plus fait de suggestion quant à la façon dont ils ont mis en œuvre cette prescription impérative dans leurs lois, réglementations et politiques ou pratiques administratives.

74. L'Inde a aussi présenté une communication sur l'article 15 dans le cadre du processus de groupe de travail postérieur à Doha.[80] Les États-Unis se réfèrent à un passage de ce document dans lequel il est dit que les obligations énoncées dans la première phrase de l'article 15 ne sont applicables qu'"une fois que l'existence d'un dumping et d'un dommage a été déterminée".[81] Toutefois, ils

---

[76] Observations de l'Inde sur les réponses des États-Unis, paragraphes 51-51. En effet, comme l'Inde l'a dit dans sa communication au Comité des pratiques antidumping mentionnée ci-après, vu la part limitée des pays en développement dans le commerce international et le fait que l'application de droits antidumping empêche tout échange du produit concerné – comme cela a été le cas en l'espèce –, il faudrait *présumer* que les droits antidumping compromettent les intérêts essentiels des pays en développement. G/ADP/AHG/W/128, paragraphe 5.

[77] Observations des États-Unis sur les réponses de l'Inde, paragraphe 17.

[78] *Voir* la réponse des États-Unis à la question n° 25 du Groupe spécial, paragraphe 67. Les États-Unis ont, au contraire, analysé diverses déclarations faites par l'Inde au sujet de cette disposition. La tâche du présent Groupe spécial est d'interpréter le texte de l'article 15. L'Inde l'a fait, pas les États-Unis.

[79] WT/MIN(01)/DEC/17, décision adoptée le 14 novembre 2001, paragraphe 7.2. Plus précisément, il est reconnu dans cette décision que "les modalités de son application gagneraient à être clarifiées" et il est donné pour instruction au Comité des pratiques antidumping, par l'intermédiaire de son Groupe de travail de la mise en œuvre, d'examiner cette question et de formuler des recommandations appropriées sur la manière de donner effet à cette disposition. *Id.* L'emploi de l'expression "donner effet" ne signifie pas, comme l'ont affirmé les États-Unis, qu'aucune prescription spécifique de l'article 15 n'a d'effet pour l'instant. Observations des États-Unis sur les réponses de l'Inde, paragraphe 22. En termes scientifiques, l'expression "donner effet" ("operationalize") signifie simplement transformer une connaissance générale ou un principe (par exemple "achetez bon marché, vendez cher") en procédures décisionnelles exécutables en fonction des données disponibles. *Voir*, par exemple, Harcourt, *Academic Dictionary of Science and Technology*, à l'adresse suivante: http://www.harcourt.com/dictionary/browse. C'est exactement ce que le processus de négociation institué par la Conférence ministérielle pourrait permettre de faire, en aboutissant à des procédures convenues qui préciseraient les prescriptions énoncées à l'article 15.

[80] Observations des États-Unis sur les réponses de l'Inde, paragraphes 18 et 19.

[81] *Id*.

supposent à tort que le document de l'Inde ne concerne que l'application de mesures antidumping "définitives", alors qu'il concerne les "mesures" en général, y compris les mesures provisoires, comme le démontre le fait que l'Inde s'y réfère à l'article 12.2.1, qui contient les dispositions relatives à l'avis au public concernant les mesures *provisoires*.[82]

75. Ainsi, conformément à l'argument avancé par l'Inde dans son document adressé au Comité et dans ses communications au présent Groupe spécial, il est approprié que le présent Groupe spécial examine si le DOC a pris "spécialement en considération" la situation de SAIL en tant que pays en développement Membre durant l'enquête. L'Inde ne constate aucune "considération spéciale" de cette sorte à un moment quelconque après les constatations provisoires de l'existence d'un dumping, ni ensuite dans le processus, lorsque les constatations finales de l'existence d'un dumping et d'un dommage ont été établies. Et les États-Unis ne peuvent pas non plus identifier une "considération spéciale" de cette sorte qu'ils auraient accordée en l'espèce après la détermination finale de l'existence d'un dumping et d'un dommage. Il n'y a rien d'étonnant à cela puisque les lois, réglementations et politiques ou pratiques administratives des États-Unis ne contiennent aucune obligation tendant à accorder une telle considération spéciale.

G. ALLÉGATION DE L'INDE AU TITRE DE LA PREMIÈRE PHRASE DE L'ARTICLE 2.4

76. L'Inde a aussi formulé une allégation au titre de la première phrase de l'article 2.4, qui dispose ce qui suit: "Il sera procédé à une comparaison *équitable* entre le prix d'exportation et la valeur normale." Le terme "équitable" est défini comme signifiant "sans parti pris, juste, impartial".[83] Il est lié à la notion de "bonne foi", dont l'Organe d'appel a constaté qu'elle exigeait des autorités chargées de l'enquête qu'elles procèdent à un "examen objectif" et fassent preuve d'une "équité élémentaire".[84]

77. L'Inde est d'avis que, si l'on utilise des renseignements conformes aux règles de l'article 6 de l'Accord antidumping, le respect des procédures prévues à l'article 2.4 aboutit généralement à une comparaison équitable entre le prix à l'exportation et la valeur normale. Mais, contrairement aux arguments avancés par les États-Unis, cette obligation de procéder à une "comparaison équitable" n'est pas limitée aux procédures exposées dans le texte suivant de l'article 2.4. L'Organe d'appel a dit clairement, dans l'affaire *CE – Linge de lit*, que "[l]'article 2.4 énonce l'*obligation générale* d'établir une "comparaison équitable" entre le prix à l'exportation et la valeur normale. À notre avis, cette obligation générale éclaire l'ensemble de l'article 2 …".[85] Parmi les dispositions de l'article 2 se trouve l'article 2.1, qui énonce la condition permettant de déterminer qu'un produit "fait l'objet d'un dumping". À cet égard, la disposition de la première phrase de l'article 2.4 relative à la "comparaison équitable" s'applique de façon générale à toutes les déterminations de l'existence d'un dumping – y compris les déterminations établies au titre de l'article 2.1, dans lesquelles sont appliquées les données de fait disponibles totales.[86]

---

[82] G/ADP/AHG/W/128, paragraphe 13.

[83] New Shorter Oxford Dictionary, vol. 1, page 907.

[84] *Acier laminé à chaud en provenance du Japon*, décision de l'Organe d'appel, WT/DS184/AB/R, paragraphe 193.

[85] WT/DS141/AB/R, paragraphe 59.

[86] Les États-Unis ont fait valoir que, quand ils ont appliqué les données de fait disponibles totales en l'espèce, ils n'ont pas "calculé" une marge de dumping, mais "établi une détermination". Réponse des États-Unis à la question n° 37 du Groupe spécial, paragraphe 90. Or, l'article 2 de l'Accord antidumping est intitulé "Détermination de l'existence d'un dumping". Quand le DOC a recours à l'article 6.8 pour appliquer des "données de fait disponibles partielles", il associe les "données de fait disponibles" aux autres renseignements fournis par l'entreprise interrogée pour "calculer" une marge *avant* d'établir une détermination de l'existence d'un "dumping" au titre de l'article 2.1. De la même façon, une détermination de l'existence d'un dumping fondée sur les données de fait disponibles totales nécessite malgré tout une "détermination" relative à l'existence d'un dumping au titre de l'article 2.1, et la décision d'imposer des marges du dumping ou toute autre mesure

78. En outre, l'un des aspects essentiels d'une comparaison "équitable" est l'identification des renseignements à utiliser pour la comparaison. Si l'autorité chargée de l'enquête utilise sciemment des renseignements tels que l'offre de 251 dollars mentionnée dans la requête en l'espèce, qui est manifestement inexacte lorsqu'on la compare aux autres renseignements versés au dossier (tels que les statistiques d'importation officielles), la comparaison finale entre la valeur normale et le prix à l'exportation ne peut être considérée comme "équitable". Comme l'Inde reconnaît en l'espèce que le DOC pouvait à bon droit utiliser les données de fait disponibles pour déterminer l'aspect valeur normale de la comparaison, la comparaison "équitable" à laquelle le DOC aurait dû procéder en vertu de la première phrase de l'article 2.4 consisterait à comparer soit les données réelles de SAIL sur les ventes aux États-Unis, soit les données des services douaniers des États-Unis mentionnées dans la requête avec la valeur normale tirée de la requête. Mais en aucun cas une autorité objective chargée de l'enquête ne pourrait procéder à une comparaison "équitable" en utilisant l'offre de prix de 251 dollars par tonne aux États-Unis tirée de la requête.

II. ALLÉGATIONS DE L'INDE CONCERNANT LES DISPOSITIONS LÉGALES DES ÉTATS-UNIS

79. L'Inde aborde à présent les deux allégations qui concernent l'article 782 e) 3) et 4) et ses deux allégations relatives aux articles 776 a) et 782 d) et e).

A. CONTESTATION EN SOI DE L'ARTICLE 782 E) 3) ET 4)

80. Les arguments de l'Inde selon lesquels les articles 782 e) 3) et 783 e) 4) constituent en soi une violation de l'article 6.8 et du paragraphe 3 de l'Annexe II reposent sur le fait qu'il s'agit de conditions "supplémentaires" auxquelles les entreprises interrogées doivent satisfaire avant que leurs données puissent être utilisées dans l'enquête.

81. Avant toute chose, cette disposition est "impérative" parce que, en vertu de la loi des États-Unis, un renseignement fourni par une entreprise interrogée ne peut être utilisé que s'il satisfait à *toutes* les cinq conditions énoncées à l'article 782 e). Cette prescription impérative de satisfaire aux cinq conditions se trouve dans le texte de l'article 782 e), comme le démontre l'emploi du mot "et" entre les alinéas 4) et 5) de cet article.

82. Les États-Unis font valoir à présent que les décisions du DOC et de l'USCIT reflètent le "caractère dispositif" de l'article 782 e).[87] Cela n'est pas correct. Conformément au texte impératif, l'article 782 e) a été interprété de façon répétée comme exigeant que les cinq conditions soient toutes remplies pour que les données d'une entreprise interrogée puissent être prises en considération.[88] Les affaires citées par les États-Unis étayent d'ailleurs cette prescription puisqu'ils disent que, quand les cinq conditions prévues à l'article 782 e) sont toutes remplies, le DOC accepte les données présentées par l'entreprise interrogée. Mais, dans aucune de ces affaires, le DOC n'a accepté (ou l'USCIT n'a exigé que le DOC accepte) les données présentées par une entreprise interrogée malgré le fait que les deux conditions additionnelles prévues à l'article 782 e) 3) et 4) n'étaient pas remplies.

83. La deuxième question est de savoir si ces deux dispositions imposent des conditions "supplémentaires" qui ne figurent pas dans la liste exhaustive donnée au paragraphe 3 de

---

corrective. *Voir* les articles 8, 9.1 et 9.4 de l'Accord antidumping, qui démontrent que le fait d'"établir une détermination" ne peut qu'être précédé d'un calcul de l'étendue du dumping, s'il existe.

[87] Deuxième communication écrite des États-Unis, paragraphes 13 et 14.

[88] Affaire *AST*, citée dans la première communication écrite de l'Inde, note de bas de page 206; affaires citées dans les pièces n° 28 et 29 de l'Inde, analysées en détail dans la réponse de l'Inde à la question n° 24 du Groupe spécial.

l'Annexe II.[89] Les États-Unis ont admis que l'article 782 e) 3) impose une étape "supplémentaire", en sus de celles énumérées au paragraphe 3 de l'Annexe II:

> En obligeant le Département à évaluer le degré auquel les renseignements sont complets, l'article 782 e) 3) dispose que, *quand les autres critères* [énoncés aux paragraphes 3 et 5 de l'Annexe II] *sont respectés*, le Département ne peut refuser de prendre en considération les renseignements partiels *s'ils sont suffisamment complets pour constituer une base fiable pour calculer le dumping*.[90]

Autrement dit, le DOC est obligé par la loi de rejeter des renseignements qui satisfont par ailleurs aux quatre conditions prévues au paragraphe 3 de l'Annexe II, s'il détermine que l'absence d'*autres* renseignements ne rend pas "suffisamment complet" l'ensemble constitué par tous les renseignements.

84. La présente affaire illustre exactement la manière dont l'article 782 e) 3) impose une condition "supplémentaire". Sans cette condition supplémentaire, les renseignements de SAIL sur les ventes aux États-Unis auraient été pris en considération dans la détermination établie par le DOC s'ils satisfaisaient aux quatre conditions du paragraphe 3 de l'Annexe II. Mais, comme l'article 782 e) 3) exige qu'il soit satisfait à la condition supplémentaire qui veut que le caractère complet des données de SAIL sur les ventes aux États-Unis soit analysé en relation avec les *autres renseignements* fournis par SAIL, les erreurs dans les données de SAIL sur le marché intérieur et le coût de production ont entraîné le rejet des données sur les ventes aux États-Unis pour le calcul d'une marge de dumping.

85. En un mot, si le Groupe spécial constate qu'il n'y a aucune justification au titre de l'Accord antidumping pour rejeter les renseignements d'une entreprise interrogée qui satisfont aux quatre conditions du paragraphe 3 de l'Annexe II, il doit aussi constater que cette condition supplémentaire figurant à l'article 782 e) 3) viole en soi l'article 6.8 et le paragraphe 3 de l'Annexe II.

86. La seconde condition supplémentaire imposée par l'article 782 e) se trouve à l'article 782 e) 4), en vertu duquel il faut constater que l'entreprise interrogée a "agi au mieux de ses possibilités" pour fournir les renseignements et satisfaire aux prescriptions établies par le DOC "concernant ces renseignements". Comme l'Inde l'a fait valoir, les paragraphes 3 et 5 de l'Annexe II imposent des obligations *distinctes* aux autorités chargées de l'enquête.[91] L'article 782 e) 4) fusionne indûment ces obligations distinctes.[92]

---

[89] Le texte de l'article 782 e) 3) dispose que les renseignements ne doivent pas être "incomplets au point de ne pas pouvoir constituer une base fiable pour l'établissement de la détermination en question". Le paragraphe 3 de l'Annexe II n'impose aucune condition quant à la *quantité* de renseignements qu'il faut atteindre avant que les renseignements puissent être utilisés. D'ailleurs, dans l'affaire *Acier laminé à chaud en provenance du Japon*, l'Organe d'appel a dit que les renseignements devaient être utilisés s'ils satisfaisaient aux quatre conditions prévues au paragraphe 3 de l'Annexe II.

[90] Réponse des États-Unis à la question n° 3 du Groupe spécial, paragraphe 9 (pas d'italique dans l'original).

[91] Première communication de l'Inde, paragraphes 80 à 84 et 150. Si des renseignements présentés par une entreprise interrogée satisfont aux critères du paragraphe 3, ils doivent être utilisés, indépendamment de la question de savoir si l'entreprise interrogée a agi au "mieux de ses possibilités" pour présenter ces données – ou d'*autres* données quelconques. Inversement, au titre du paragraphe 5, les autorités chargées de l'enquête doivent utiliser même des renseignements qui ne sont pas idéalement les meilleurs et ne satisfont pas aux prescriptions du paragraphe 3, du moment que l'entreprise interrogée a agi au mieux de ses possibilités.

[92] L'Inde a analysé les arguments des États-Unis selon lesquels l'article 782 e) ne viole pas l'Accord car il "libéralisait de manière générale l'acceptation par le Département des données communiquées par les entreprises interrogées dans les procédures antidumping en lui ordonnant de ne pas rejeter des communications de données une fois qu'il a conclu qu'il a été satisfait aux critères spécifiés". Deuxième communication écrite des États-Unis, paragraphe 15. L'article 782 e) a peut-être libéralisé les règles du DOC relatives à l'acceptation des données présentées par les entreprises interrogées, mais le problème est qu'il ne les a pas libéralisées suffisamment. La loi impose toujours deux conditions qui ne figurent pas dans la liste exhaustive donnée au

B. CONTESTATION DE L'ARTICLE 782 E) 3) ET 4) "TEL QU'IL EST APPLIQUÉ"

87. L'Inde expose ses allégations concernant l'application incompatible avec les règles de l'OMC de l'article 782 e) 3) et 4) aux paragraphes 166 et 167 de sa première communication. Les États-Unis n'ont pas contesté directement ces arguments relatifs à l'application des dispositions en question. Par conséquent, l'Inde renvoie le Groupe spécial aux arguments qu'elle a avancés précédemment sur cette question.

C. CONTESTATION EN SOI DES ARTICLES 776 A) ET 782 D) ET E)

88. L'Inde a expliqué que l'article 776 a) de la loi antidumping des États-Unis *impose* l'application des "données de fait disponibles par ailleurs" dans les cas où l'existence de l'une des quatre situations exposées dans cette loi est constatée.[93] Il est dit dans cette loi qu'elle est "sous réserve de l'article 782 d)", lequel contient le passage dans lequel il est dit que le DOC "peut … ne pas prendre en considération tout ou partie des réponses initiales et subséquentes" présentées par une entreprise interrogée dans certaines situations. Toutefois, comme l'Inde l'a expliqué à la première réunion du Groupe spécial et dans ses réponses aux questions du Groupe spécial, le DOC et l'USCIT ont systématiquement interprété l'article 782 d) comme une disposition impérative, malgré l'emploi du verbe "peut" qui exprime apparemment une faculté discrétionnaire. Autrement dit, le mot "peut" est interprété dans ce cas comme "doit".[94]

89. Les États-Unis font valoir que "[l]e recours aux données de fait disponibles est facultatif et non obligatoire, il dépend spécifiquement de la quantité et de la qualité des renseignements fournis par l'entreprise interrogée".[95] Ils analysent ensuite plusieurs déterminations établies par le DOC et une décision de l'USCIT dans lesquelles l'organisme a accepté les données fournies par les entreprises interrogées parce que, bien que viciées, elles satisfaisaient aux conditions de l'article 782 e).[96] Toutefois, ces déterminations n'établissent pas le caractère "dispositif" des dispositions légales en cause. Au contraire, elles disent clairement que le DOC accepte les renseignements qui satisfont aux conditions de l'article 782 e) – point qui n'est pas contesté. Aucune de ces affaires ne répond à l'argument de l'Inde selon lequel, lorsque le DOC détermine qu'un "élément essentiel" ne répond pas à une ou plusieurs des conditions énoncées à l'article 782 e), la disposition impérative de l'article 776 a) s'applique, exigeant le rejet des données fournies par l'entreprise interrogée.

90. Les États-Unis indiquent aussi que le DOC a parfois invoqué l'article 782 e) et d) pour n'appliquer que des données de fait disponibles partielles – par opposition à totales.[97] Or, il n'est pas contesté que le DOC a parfois appliqué des données de fait disponibles "partielles". Cependant, bien qu'ils aient été invités de façon répétée à identifier des affaires spécifiques, les États-Unis n'ont pu citer une seule affaire dans laquelle le DOC aurait appliqué des "données de fait disponibles partielles" lorsque l'un de ce qu'il considère comme les quatre "éléments essentiels" des données d'une

---

paragraphe 3 de l'Annexe II, qui doivent être remplies avant qu'une entreprise interrogée puisse voir ses données acceptées et "prises en compte" par le DOC pour "établir la détermination en question".

[93] Première communication de l'Inde, paragraphes 141 à 145; réponses de l'Inde, paragraphes 21 à 24.

[94] Paragraphes 19 à 28. De plus, cette interprétation n'est pas une simple question de pratique administrative selon laquelle le DOC aurait pu dire dans certains cas que, bien qu'il rejette les données fournies par l'entreprise interrogée dans cette affaire, il "peut", dans des affaires futures, appliquer l'article 782 d) pour ne pas rejeter les données d'une entreprise interrogée. Au contraire, les décisions du DOC et de l'USCIT exposées en détail dans les réponses de l'Inde montrent que l'organisme et le tribunal ont conclu que le DOC *doit* appliquer l'article 782 d) en se référant à l'instruction impérative donnée à l'article 776 a), à savoir ne pas prendre en considération les données d'une entreprise interrogée lorsqu'il constate que celle-ci n'a pas satisfait à toutes les conditions énoncées à l'article 782 e).

[95] Réponses des États-Unis, paragraphe 20.

[96] Réponses des États-Unis, paragraphes 22 à 25.

[97] Réponses des États-Unis, paragraphe 24.

entreprise interrogée ne satisfaisait pas aux conditions de l'article 782 e). Dans cette situation, au contraire, le DOC a toujours appliqué les "données de fait disponibles totales" pour rejeter tous les renseignements présentés par l'entreprise interrogée, sans tenir compte du fait que d'autres renseignements fournis par l'entreprise interrogée (c'est-à-dire des renseignements concernant d'autres "éléments essentiels") pouvaient satisfaire à ces conditions.

91. Par conséquent, l'article 776 a) de la loi des États-Unis fait obligation au DOC de rejeter les renseignements présentés qui ne remplissent pas les conditions de l'article 782 e), et ce rejet impératif est total et non partiel toutes les fois que le DOC détermine qu'un ou plusieurs des "éléments essentiels" des renseignements présentés par une entreprise interrogée sont viciés. L'article 782 d) n'a jamais été interprété comme anticipant ce résultat inévitable. Du fait qu'elles imposent le rejet de renseignements qui satisfont aux prescriptions de l'article 6.8 et du paragraphe 3 de l'Annexe II, ces dispositions légales constituent une violation de l'Accord antidumping.

D. CONTESTATION DES ARTICLES 776 A) ET 782 D) ET E) TELS QU'ILS SONT APPLIQUÉS

92. L'Inde a exposé en détail ses allégations concernant l'application incompatible avec les règles de l'OMC des articles 776 a) et 782 d) et e).[98] Les États-Unis n'ont pas répondu directement à ces assertions. L'Inde renvoie donc le Groupe spécial à ses arguments comme fondement de la décision qu'il prendra au sujet de cette allégation.

III. CONTESTATION PAR L'INDE DE LA PRATIQUE "TELLE QU'ELLE EST APPLIQUÉE" SUIVIE DE LONGUE DATE PAR LE DOC, CONSISTANT À APPLIQUER LES DONNÉES DE FAIT DISPONIBLES TOTALES

93. Comme l'Inde l'a indiqué dans ses réponses aux questions du Groupe spécial, son allégation relative à la pratique "telle qu'elle est appliquée" suivie de longue date par le DOC est simple et repose sur des faits non contestés. L'Inde a répondu en détail aux contestations de procédure soulevées par les États-Unis au sujet du processus de consultation et à l'argument selon lequel la pratique suivie de longue date par le DOC n'est pas une "mesure"[99], et elle ne répétera pas ces arguments ici.

94. L'Inde fait toutefois observer que cette allégation comporte trois éléments: 1) il existe une pratique suivie de longue date; 2) la pratique suivie de longue date a été appliquée en l'espèce; et 3) l'application de la pratique suivie de longue date en l'espèce est incompatible avec l'Accord antidumping. Les faits relatifs à chacun de ces trois éléments se trouvent dans la détermination finale. Les États-Unis n'ont jamais contesté ces trois éléments ni les faits qui les étayent.

95. En ce qui concerne le premier, le DOC se borne à dire que sa "pratique suivie de longue date … est de rejeter dans son intégralité la réponse d'une entreprise interrogée à un questionnaire lorsque des éléments essentiels de la réponse comportent tellement d'erreurs et d'inexactitudes qu'ils ne sont pas fiables".[100] Il dit aussi, dans sa détermination finale, que "le Département doit appliquer les données de fait disponibles défavorables totales, car les données de SAIL ne sont pas fiables dans l'ensemble". De nombreuses décisions de l'USCIT ainsi que des décisions du DOC dans d'autres enquêtes décrivent aussi la "pratique suivie de longue date" par le DOC et consistant à appliquer les données de fait disponibles totales.[101]

96. En ce qui concerne le deuxième élément – la question de savoir si la pratique suivie de longue date a été appliquée en l'espèce –, là encore, la réponse est affirmative et elle est fournie par la

[98] *Voir* la première communication de l'Inde, paragraphes 160 à 173.
[99] *Voir* les réponses de l'Inde aux questions n° 35 et 36 du Groupe spécial.
[100] Final Determination, page 73130 (pièce n° 17 de l'Inde).
[101] *Voir*, par exemple, les pièces n° 28 et 29 de l'Inde.

détermination finale, dans laquelle le DOC a dit que les "données de fait disponibles totales" sont "justifiées pour la présente détermination" et qu'il "doit appliquer les données de fait disponibles totales …".[102]

97. Enfin, en ce qui concerne le troisième élément – la question de savoir si la pratique suivie de longue date telle qu'elle est appliquée est incompatible avec l'Accord antidumping –, la détermination finale révèle le processus par lequel le DOC a rejeté les données de SAIL sur les ventes aux États-Unis, dont il a lui-même admis qu'elles étaient "utilisables" si des corrections mineures y étaient apportées, en appliquant les données de fait disponibles totales. Cette application était incompatible avec l'article 6.8 et les paragraphes 3, 5 et 7 de l'Annexe II pour les raisons exposées précédemment par l'Inde.[103]

[102] Final Determination, page 73130 (pièce n° 17 de l'Inde).
[103] *Voir* la première communication de l'Inde et la première déclaration orale de l'Inde.

ANNEXE E

Questions et réponses

Table des matières		Page
Annexe E-1	Réponses de l'Inde aux questions du Groupe spécial - Première réunion	E-2
Annexe E-2	Réponses des États-Unis aux questions du Groupe spécial - Première réunion	E-32
Annexe E-3	Réponses du Chili aux questions du Groupe spécial	E-66
Annexe E-4	Réponses des Communautés européennes aux questions du Groupe spécial	E-70
Annexe E-5	Réponses du Japon aux questions du Groupe spécial	E-73
Annexe E-6	Observations des États-Unis sur les réponses de l'Inde aux questions du Groupe spécial	E-77
Annexe E-7	Observations de l'Inde sur les réponses des États-Unis aux questions du Groupe spécial	E-83
Annexe E-8	Réponses des États-Unis aux questions du Groupe spécial du 26 février 2002 - Deuxième réunion	E-102
Annexe E-9	Réponses de l'Inde aux questions du Groupe spécial du 26 février 2002 – Deuxième réunion	E-111

ANNEXE E-1

RÉPONSES DE L'INDE AUX QUESTIONS DU GROUPE SPÉCIAL - PREMIÈRE RÉUNION

(12 février 2002)

Questions posées à l'Inde

Question n° 19

L'Inde allègue que les États-Unis ont violé l'article 2.4 de l'Accord antidumping parce que le fait de ne pas avoir utilisé les données concernant les ventes aux États-Unis présentées par SAIL a abouti à une comparaison inéquitable. L'Inde considère-t-elle qu'une comparaison entre la valeur normale fondée sur les données de fait disponibles et le prix à l'exportation fondé sur les données concernant les ventes aux États-Unis aurait été équitable au sens de l'article 2.4? Est-elle d'accord sur le fait que le DOC avait le droit de se fonder sur les données de fait disponibles pour déterminer la valeur normale en l'espèce?

Réponse

1. La réponse à la première question est oui, à supposer que l'expression "données concernant les ventes aux États-Unis" figurant dans la question désigne les données concernant les ventes aux États-Unis effectivement présentées par SAIL. Comme on l'explique de façon plus complète dans la réponse à la question n° 20, la comparaison effectuée par le DOC en l'espèce était inéquitable, car l'un des deux éléments de cette comparaison avait été déterminé de façon inéquitable, c'est-à-dire que le DOC a fondé le prix à l'exportation sur des renseignements qui n'ont pas été choisis équitablement parmi les options disponibles. Une comparaison "équitable" doit être fondée sur les renseignements les plus exacts qui peuvent être utilisés – qu'ils proviennent des réponses aux questionnaires présentées par les parties étrangères intéressées, des renseignements figurant dans la requête ou d'une autre source. Il est incorrect de faire valoir, comme les États-Unis l'ont fait en l'espèce, que seuls les renseignements provenant de la requête ou seuls les renseignements provenant des parties étrangères intéressées qui ont été interrogées peuvent être utilisés pour établir une comparaison "équitable". Rien dans l'Accord antidumping n'impose cette approche artificielle du "tout ou rien". Comme l'Inde l'a fait valoir, il est dit, au paragraphe 3 de l'Annexe II, que "tous les renseignements" qui répondent aux critères énoncés dans ce paragraphe doivent être utilisés dans la comparaison. De plus, le but et l'objet de l'Accord antidumping sont que les renseignements disponibles les plus exacts soient utilisés pour effectuer la comparaison la plus équitable possible.

2. La réponse à la seconde question est également oui. Toutefois, l'Inde n'est pas d'accord sur le fait que le DOC était habilité à adopter une "déduction défavorable" (c'est-à-dire à se fonder sur des données de fait disponibles *défavorables*), car une autorité objective et impartiale chargée de l'enquête n'aurait pu constater que SAIL n'avait pas coopéré en ne communiquant pas des renseignements. *Voir* la première déclaration orale de l'Inde, paragraphes 75 à 80, et la communication présentée par l'Inde à titre de réfutation, paragraphes 90 à 103.

Question n° 20

L'Inde pourrait-elle donner des précisions sur le lien qu'elle établit entre l'obligation de procéder à une "comparaison équitable" énoncée à l'article 2.4 et la violation alléguée de l'article 6.8? Plus spécifiquement, l'Inde considère-t-elle qu'une comparaison dans laquelle un élément est déterminé en violation d'une autre disposition de l'Accord antidumping est, *ipso*

***facto*, inéquitable aux termes de l'article 2.4? Considère-t-elle que cela constitue une violation séparée de l'Accord antidumping? Supposons, par exemple, qu'un groupe spécial conclue que l'autorité chargée de l'enquête a violé un aspect de l'article 2.2 dans la calcul de la valeur normale. Cela constituerait-il nécessairement aussi, de l'avis de l'Inde, une violation de l'article 2.4?**

Réponse

3. L'Accord antidumping établit, dans la première phrase de l'article 2.4, une obligation séparée selon laquelle les autorités chargées de l'enquête doivent procéder à une "comparaison équitable entre le prix d'exportation et la valeur normale". Dans l'affaire *CE – Linge de lit*, l'Organe d'appel a déterminé que "[l]'article 2.4 énonce l'obligation générale d'établir une "comparaison équitable" entre le prix à l'exportation et la valeur normale. À notre avis, cette obligation générale éclaire l'ensemble de l'article 2 …".[1] Dans l'affaire *Acier laminé à chaud en provenance du Japon*, il a formulé les observations ci-après sur l'article 2.4:

> Nous voudrions aussi souligner qu'en vertu de l'article 2.4, l'obligation d'assurer une "comparaison équitable" incombe aux *autorités chargées de l'enquête*, et non aux exportateurs. Ce sont ces autorités qui, dans le cadre de leur enquête, sont chargées de comparer la valeur normale et le prix d'exportation et de déterminer si des importations font l'objet d'un dumping.[2]

4. Comme l'a indiqué l'Organe d'appel, l'article 2.4 comporte l'obligation pour les autorités chargées de l'enquête d'obtenir des renseignements pour s'assurer qu'elles discernent correctement le prix à l'exportation correct, puis le comparent correctement à la valeur normale correcte. En tant qu'obligation séparée et générale, l'article 2.4 s'applique aux actions et décisions des autorités chargées de l'enquête qui aboutissent à une comparaison "inéquitable" mais ne sont peut-être pas explicitement traitées en détail dans le texte de l'Accord antidumping. Compte tenu des méthodes très diverses et créatives qui peuvent être employées pour calculer les marges de dumping, il importe de préserver la viabilité de cette sauvegarde pour que, quelle que soit la méthode exacte appliquée, les marges reposent en fin de compte sur une comparaison équitable.

5. En l'espèce, l'article 2.4 a été violé parce que le DOC a utilisé le prix à l'exportation le plus bas indiqué dans la requête, 251 dollars[3] par tonne, lorsqu'il a calculé la marge de dumping définitive. Les faits montrent que ce prix était fictif – c'était celui d'une offre faite par une société non affiliée, c'était un prix inférieur de près de 100 dollars par tonne à la moyenne pondérée des prix réels vérifiés pratiqués par SAIL aux États-Unis[4], c'était un prix inférieur de 103 dollars par tonne à la valeur unitaire moyenne qui ressortait des statistiques douanières des États-Unis figurant également dans la requête[5], et enfin, c'était un prix tiré uniquement d'une offre qui n'a jamais abouti à une vente. (Ce dernier point est démontré par le fait que la base de données complète de SAIL sur les ventes aux États-Unis montre qu'aucune vente à 251 dollars – ni même à un prix proche d'un prix aussi bas – n'a eu lieu durant la période visée par l'enquête).[6] Il n'y avait aucun moyen de procéder à une comparaison "équitable" en utilisant ce prix fictif, alors même que le DOC savait qu'il était fictif. En résumé, la marge définitive de 72,49 pour cent basée sur une application incorrecte des données de fait disponibles ne représentait pas une comparaison équitable entre le "prix d'exportation et la valeur normale".

---

[1] WT/DS141/AB/R, paragraphe 59.
[2] WT/DS184/AB/R, paragraphe 178 (pas d'italique dans l'original).
[3] Pièce n° 1 de l'Inde, tableau 5, page 00040 (version publique).
[4] Pièce n° 32 de l'Inde (version publique).
[5] Pièce n° 8 de l'Inde.
[6] Pièces n° 8, 31 et 32 de l'Inde; première déclaration orale de l'Inde, paragraphes 14 à 24.

6. Le fait qu'une comparaison soit "équitable" ou non dépend des données de fait "disponibles" dont les autorités chargées de l'enquête peuvent tenir compte à bon droit dans les circonstances et conformément à l'article 6.8 et à l'Annexe II. Comme l'Inde reconnaît en l'espèce que le DOC pouvait utiliser à bon droit les données de fait disponibles pour l'élément valeur normale de la comparaison relative au dumping, la comparaison "équitable" aux fins de l'article 2.4 de l'Accord antidumping consisterait à comparer, soit les données réelles de SAIL concernant les ventes aux États-Unis, soit les statistiques douanières des États-Unis figurant dans la requête avec la valeur normale tirée de la requête. Mais en aucun cas il n'était possible de procéder à une comparaison "équitable" en utilisant le prix aux États-Unis de 251 dollars par tonne mentionné dans la requête.

7. L'Inde admet que, dans bien des cas, des actions entraînant une violation des dispositions des articles 2, 5 à 7 et 9 de l'Accord antidumping (y compris l'article 2.2, comme l'a suggéré le Groupe spécial) peuvent aussi entraîner une violation de la première phrase de l'article 2.4. Si le Groupe spécial est d'accord avec elle sur le fait que le DOC a refusé à tort d'utiliser des renseignements provenant d'entreprises étrangères interrogées qui répondaient aux prescriptions du paragraphe 3 de l'Annexe II et de l'article 6.8, il peut alors, pour les raisons exposées ci-dessus, conclure à une violation de la première phrase de l'article 2.4, car le DOC n'a pas procédé à une comparaison "équitable" entre la valeur normale et le prix aux États-Unis. Mais, même s'il y a un certain recoupement entre l'article 6.8 et la première phrase de l'article 2.4, le texte de chaque disposition est distinct et, suivant les circonstances, une violation (ou non-violation) de l'article 6.8 ne signifie pas automatiquement qu'il y a violation ou non-violation de l'article 2.4.

8. De plus, en l'espèce, l'argument invoqué par l'Inde au sujet de la première phrase de l'article 2.4 ne dépend pas de la décision du Groupe spécial relative aux données de fait disponibles. Même si le présent Groupe spécial constatait que les États-Unis ont appliqué à juste titre les "données de fait disponibles totales" (résultat contre lequel l'Inde s'élèverait vivement), le DOC a une obligation *séparée* de s'assurer que les données de fait utilisées pour calculer une marge de dumping – même les données de fait tirées de la requête – aboutissent à la comparaison la plus équitable possible. Par conséquent, même dans ce scénario différent, le DOC aurait été tenu de rejeter le prix de 251 dollars en faveur des statistiques douanières en matière de prix figurant dans la requête pour procéder à une comparaison équitable au titre de la première phrase de l'article 2.4. C'est pourquoi l'Inde n'est pas d'accord avec les États-Unis lorsqu'ils disent, dans leur première communication, que ses allégations relatives à l'article 2.4 "dépendent de la question de savoir si l'Inde parvient à faire admettre son argument principal selon lequel le Département a agi de manière incompatible avec ses obligations au regard de l'OMC en fondant sa détermination sur les données de fait disponibles …".[7]

Question n° 21

L'Inde fait valoir qu'en vertu du paragraphe 5 de l'Annexe II, des renseignements d'une catégorie déterminée doivent être acceptés, malgré les défauts qu'ils peuvent présenter, s'ils peuvent être utilisés sans difficultés indues et si la partie qui les a fournis a agi au mieux de ses possibilités. Elle affirme aussi que, si une catégorie de renseignements satisfait à trois ou parfois quatre des conditions énoncées au paragraphe 3 de l'Annexe II, les autorités chargées de l'enquête ne peuvent la rejeter. Toutefois, ces prescriptions ne portent pas sur le fond ou la qualité des renseignements en question. L'Inde maintient-elle que l'autorité chargée de l'enquête doit, dans tous les cas, fonder sa détermination sur les renseignements présentés dans ces circonstances? Qu'en serait-il si, par exemple, des renseignements concernant les ventes sur le marché intérieur étaient notoirement incomplets mais vérifiables, communiqués en temps utile et utilisables sans difficultés indues: ces renseignements incomplets devraient-ils être utilisés pour calculer la marge de dumping? En allant plus loin, qu'en serait-il si, après vérification, les renseignements se révélaient incorrects: faudrait-il toujours les utiliser pour calculer la marge de dumping? Qu'en serait-il si les renseignements ne pouvaient tout

[7] Première communication écrite des États-Unis, paragraphe 179.

simplement pas être vérifiés: faudrait-il toujours les utiliser pour calculer la marge de dumping? L'Inde considérerait-elle que le caractère complet ou correct ou la vérification effective des renseignements font partie des conditions énoncées au paragraphe 3 de l'Annexe II ou s'agirait-il de prescriptions séparées ou supplémentaires?

Réponse

9. À propos du premier énoncé contenu dans la question, l'Inde appelle l'attention du Groupe spécial sur l'analyse du paragraphe 5 de l'Annexe II qu'elle a présentée aux paragraphes 81 à 86 de sa première communication. La position de l'Inde inclut la déclaration suivante: "Ainsi, si les renseignements ne sont pas communiqués dans un délai raisonnable, ne sont pas entièrement vérifiables ou ne sont utilisables que si les autorités chargées de l'enquête doivent y consacrer des jours et des semaines de travail supplémentaire, le paragraphe 5 devient applicable."

10. La réponse à la première question – celle de savoir si l'Inde maintient que l'autorité chargée de l'enquête doit, dans tous les cas, fonder sa détermination sur les renseignements qui remplissent les conditions énoncées au paragraphe 3 de l'Annexe II – est oui. Par l'utilisation des termes "fonder sa détermination", l'Inde interprète la question du Groupe spécial comme signifiant: inclure les renseignements en question dans l'ensemble des renseignements utilisés pour calculer une marge de dumping. Aucun élément d'information pris isolément ne peut servir de base exclusive pour calculer une marge de dumping, car il ne représenterait – au mieux – qu'un aspect du calcul de la marge. Par conséquent, "tous les renseignements" qui remplissent les conditions énoncées au paragraphe 3 de l'Annexe II doivent être utilisés en conjonction avec les autres renseignements pour calculer une marge de dumping. Mais ce que ne peuvent faire les autorités chargées de l'enquête, c'est ignorer les renseignements présentés s'ils remplissent les quatre conditions énoncées au paragraphe 3 de l'Annexe II.

11. À propos de la question de savoir si des renseignements incomplets concernant les ventes sur le marché intérieur doivent être utilisés dans le calcul de la marge de dumping, la réponse serait oui, si ces renseignements remplissaient les quatre conditions énoncées au paragraphe 3 de l'Annexe II (y compris l'élément "difficultés indues"). Toutefois, s'ils étaient incomplets, les lacunes pourraient être comblées à l'aide de renseignements tirés d'autres données de fait "disponibles", y compris la requête. Par exemple, si une société interrogée présentait des renseignements qui remplissent les conditions énoncées au paragraphe 3 de l'Annexe II pour les ventes de 70 pour cent des modèles sur le marché intérieur durant la période visée par l'enquête mais pas de renseignements pour les 30 pour cent de modèles restants, les autorités chargées de l'enquête seraient tenues d'utiliser les renseignements présentés au sujet des ventes de 70 pour cent des modèles sur le marché intérieur et d'utiliser les données de fait disponibles pour les ventes des modèles restants. En outre, si elles déterminaient que la partie interrogée refuse de donner accès à des renseignements et que ce refus entrave le déroulement de l'enquête de façon notable, elles pourraient appliquer des données de fait disponibles défavorables. Ainsi, dans l'exemple susmentionné, les autorités pourraient utiliser la valeur normale la plus élevée tirée de la requête comme données de fait disponibles pour les ventes non déclarées.

12. À propos de la question de savoir ce qui se passerait si, après vérification, les renseignements particuliers concernant les ventes sur le marché intérieur se révélaient incorrects, la réponse est non, les renseignements n'ont pas à être utilisés. La raison en est que ces renseignements particuliers ne seraient pas conformes à l'une des quatre conditions énoncées au paragraphe 3 de l'Annexe II – c'est-à-dire qu'ils ne seraient pas "vérifiables".

13. Le Groupe spécial demande si les renseignements devraient être utilisés s'ils "ne pouvaient tout simplement pas être vérifiés". Si, par les termes "ne pouvaient pas être vérifiés", le Groupe spécial veut dire que, durant le processus de vérification, les renseignements réels en question ont été examinés et 1) qu'ils ont été jugés inexacts et incomplets, 2) qu'il n'y avait pas de renseignements disponibles pour démontrer que les renseignements déclarés étaient complets ou exacts (dossiers

manquants ou problèmes liés aux données informatiques, par exemple) ou 3) que l'examen d'autres documents d'origine (factures de vente, contrats, connaissements, lettres de crédit, etc.) pour la catégorie de renseignements (telle que les ventes à l'exportation ou la valeur normale) a révélé des erreurs importantes dans les renseignements examinés, la réponse est non, les autorités chargées de l'enquête n'auraient pas à utiliser les renseignements pour déterminer la marge de dumping. L'Inde appelle l'attention du Groupe spécial sur les paragraphes 65 à 72 de sa communication présentée à titre de réfutation, où les termes "caractère vérifiable" et "vérifié" sont examinés en détail.

14. À propos de la dernière question, celle de savoir si l'Inde considère que le caractère complet ou correct ou la vérification effective des renseignements font partie des conditions énoncées au paragraphe 3 de l'Annexe II ou s'il s'agit de prescriptions séparées ou supplémentaires, la réponse est que déterminer si des renseignements sont "vérifiables" ou sont effectivement "vérifiés" est l'une des prescriptions imposées aux autorités administrantes par le paragraphe 3 de l'Annexe II. L'Inde n'interprète pas le paragraphe 3 de l'Annexe II comme établissant une obligation séparée selon laquelle les autorités doivent déterminer si les renseignements sont "complets" ou "corrects". Toutefois, ces notions ont manifestement à voir avec la détermination des facteurs énoncés au paragraphe 3 de l'Annexe II, y compris le "caractère vérifiable" ou la vérification effective des renseignements.[8] En outre, comme l'Inde l'a expliqué dans son analyse des termes "pouvoir être utilisés sans difficultés indues", la mesure dans laquelle des renseignements vérifiés et communiqués en temps utile au sujet d'un "élément" d'information ou d'une catégorie de renseignements sont complets et corrects peut être pertinente pour l'examen de la question de savoir si les renseignements peuvent être utilisés sans difficultés indues.[9]

Question n° 22

L'Inde conteste-t-elle la constatation du DOC selon laquelle SAIL n'a pas agi au mieux de ses possibilités au sujet des renseignements autres que les données concernant les ventes aux États-Unis? Est-il correct de dire que l'Inde n'a pas contesté la portée de la demande de renseignements présentée à SAIL au cours de l'enquête?

Réponse

15. Oui, l'Inde conteste la constatation selon laquelle SAIL n'a pas agi au mieux de ses possibilités au sujet des renseignements concernant ses coûts de production. Toutefois, il s'agit d'une allégation subsidiaire, que le Groupe spécial n'a pas besoin de prendre en considération pour résoudre cette affaire s'il est d'accord avec l'Inde sur le fait que les données de SAIL concernant les ventes aux États-Unis auraient dû être utilisées pour calculer la marge de dumping définitive. Une autre allégation subsidiaire que le Groupe spécial n'a pas besoin de prendre en considération en vertu de la même hypothèse est celle de l'Inde selon laquelle SAIL n'a pas refusé de donner accès à des renseignements ni entravé le déroulement de l'enquête de façon notable (c'est-à-dire qu'elle n'a pas refusé de coopérer). Par conséquent, le DOC n'était fondé en rien à utiliser des données de fait disponibles défavorables pour calculer une marge de dumping. Voir la première déclaration orale de l'Inde, paragraphes 75 à 80, et la communication présentée par l'Inde à titre de réfutation, paragraphes 87 à 100.

Question n° 23

Dans les calculs de SAIL qui comparent les données concernant les ventes aux États-Unis aux ventes "vérifiées" sur le marché intérieur, quelles assurances y a-t-il que les données concernant les ventes sur le marché intérieur couvrent toutes les ventes du produit

[8] *Voir* la communication présentée par l'Inde à titre de réfutation, paragraphes 69 à 75.

[9] *Voir* la communication présentée par l'Inde à titre de réfutation, paragraphes 14 à 27, et la réponse à la question n° 23 du Groupe spécial.

comparable ou que les données concernant les coûts couvrent toute la production du produit comparable? Surtout compte tenu des défauts "importants" que présentaient les données concernant les ventes sur le marché intérieur et les coûts, et dont SAIL ne conteste pas qu'ils aient permis au DOC de se fonder sur les données de fait disponibles. La dispute ne porte-t-elle pas en l'occurrence sur la question de savoir quelles données de fait disponibles utiliser, ce qui ne fait apparemment pas l'objet d'une plainte dans le présent différend? L'Inde considère-t-elle que la comparaison proposée par SAIL n'aurait pas causé de "difficultés indues" au DOC?

Réponse

16. Il semble y avoir une certaine confusion dans cette question. L'Inde a admis qu'il y avait des défauts "importants" dans les bases de données présentées par SAIL au sujet des ventes sur le marché intérieur et des coûts et n'a pas contesté le fait que les données de SAIL concernant les ventes sur le marché intérieur ont été "vérifiées" avec succès par le DOC. L'Inde ne s'oppose pas non plus au fait que les données de SAIL concernant les ventes sur le marché intérieur soient utilisées pour calculer ses marges de dumping.

17. L'Inde est d'accord sur le fait que la "dispute" porte "en l'occurrence sur la question de savoir quelles données de fait disponibles utiliser", et notamment sur la question de savoir si les données présentées par SAIL au sujet des États-Unis étaient des données de fait "disponibles" qui auraient dû être utilisées par le DOC. Sa position est que le DOC a violé l'article 2.4, l'article 6.8 et le paragraphe 3 de l'Annexe II de l'Accord en rejetant les données concernant les ventes aux États-Unis présentées par SAIL qui remplissaient les conditions énoncées au paragraphe 3 de l'Annexe II, en faveur d'une offre de prix mentionnée dans la requête, et en calculant la marge définitive de façon inéquitable à l'aide de renseignements sur les prix à l'exportation qui étaient grossièrement inexacts. L'Inde fait donc valoir respectueusement que, contrairement à ce qui est dit dans la question, ce sujet fait bien "l'objet d'une plainte dans le présent différend".

18. À propos de la dernière question, l'Inde renvoie le Groupe spécial à sa première communication, à sa première déclaration orale, aux deux déclarations sous serment de M. Hayes et aux paragraphes 48 à 67 de sa communication présentée à titre de réfutation, qui démontrent tous que l'utilisation des données concernant les ventes aux États-Unis n'aurait pas causé de "difficultés indues" au DOC. En fait, les données de l'Inde sur les ventes réelles aux États-Unis auraient pu être combinées aux renseignements concernant la valeur normale mentionnés dans la requête de plusieurs manières, dont certaines sont très semblables – et donc tout aussi faciles à mettre en œuvre – à celles adoptées par le DOC lorsqu'il a appliqué de façon inadmissible les données de fait disponibles totales défavorables.

Question n° 24

L'article 782 d) de la Loi douanière de 1930, ainsi qu'elle a été modifiée, dit qu'en cas de communications non conformes, le DOC "peut, sous réserve du sous-article e), ne pas prendre en considération tout ou partie des réponses initiales et subséquentes" (non souligné dans l'original). Comment l'Inde justifie-t-elle l'assertion selon laquelle la législation des États-Unis fait obligation au DOC de rejeter les données concernant les ventes aux États-Unis et de se fonder sur les données de fait disponibles, en violation de l'Accord antidumping, compte tenu de ce dispositif législatif, de la jurisprudence des États-Unis autorisant l'utilisation de données de fait disponibles partielles, des décisions du DOC reposant sur des données de fait disponibles partielles, des arguments présentés dans le mémoire adressé par SAIL au CIT et de la reconnaissance par l'Inde du fait que la loi "pourrait" être interprétée autrement?

Réponse

19. Cette question comporte deux aspects: un qui concerne le verbe exprimant une autorisation ("peut") employé à l'article 782 d), et l'autre qui concerne l'application de données de fait disponibles "partielles" par opposition à "totales". L'Inde reconnaît le fait évident que le texte de l'article 782 d) emploie le verbe "peut" pour autoriser le DOC à "ne pas prendre en considération tout ou partie des réponses initiales et subséquentes". Toutefois, comme cela a été discuté lors de la première réunion, le DOC et le Tribunal du commerce international des États-Unis (CIT) ont interprété ce verbe dans un sens impératif – c'est-à-dire en remplaçant "peut ne pas prendre" par "ne prendra pas". L'Inde souligne que cette interprétation n'est pas une question de pratique administrative, dans laquelle le DOC aurait pu déclarer que, tout en appliquant l'article 782 d) dans un cas particulier pour ne pas prendre en considération des données fournies par une entreprise interrogée, il reconnaissait qu'il "pouvait", dans d'autres situations, l'appliquer pour prendre en considération des données fournies par une entreprise interrogée. Au contraire, les décisions du DOC et du CIT montrent que l'organisme et le Tribunal ont conclu que le DOC devait appliquer l'article 782 d) et ne pas prendre en considération des données fournies par une entreprise interrogée dès lors qu'il déterminait que l'entreprise interrogée n'avait pas rempli tous les critères énoncés à l'article 782 e).

20. Il convient de rappeler que l'article 782 e) établit les conditions de l'acceptation obligatoire des données présentées par une entreprise interrogée – c'est-à-dire que, si les critères énoncés dans cet article sont remplis, les données ne peuvent pas ne pas être prises en considération. Mais, si l'inverse se produit – c'est-à-dire s'il n'est *pas* satisfait à tous les critères énoncés à l'article 782 e) –, cela devrait seulement vouloir dire que le DOC n'est pas tenu d'accepter les données présentées par l'entreprise interrogée. Cela ne devrait pas vouloir dire aussi que le DOC est tenu de rejeter les données, précisément parce que le fait de ne pas remplir les conditions énoncées à l'article 782 e) renvoie une partie au champ d'application de l'article 782 d), qui dit "peut". Or, le DOC et le CIT ont interprété l'article 782 d) comme n'offrant au DOC aucune flexibilité supplémentaire pour accepter des données dès lors qu'il a été constaté qu'elles ne satisfaisaient pas aux conditions énoncées à l'article 782 e). Dans cette situation, le DOC "doit" – et non "peut" – ne pas prendre en considération les renseignements présentés.

21. Les affaires présentées dans les pièces n° 28 et 29 de l'Inde et discutées durant la première réunion démontrent cette interprétation du DOC et du CIT. Ainsi, la première décision du CIT mentionnée dans la pièce n° 29 de l'Inde, *Allegheny-Ludlum Corp. v. United States*, dit que l'article 776 a) oblige le DOC à appliquer les données de fait disponibles dans quatre situations et que certaines de ces situations existaient dans l'affaire en question. L'entreprise interrogée a soulevé la question de l'application de l'article 782 d), mais le Tribunal a rejeté cet argument, car plusieurs des critères énoncés à l'article 782 e) n'étaient pas remplis. Il a déclaré que les "dispositions correctives [de l'article 782 d)] ne sont déclenchées que si l'entreprise interrogée satisfait à *l'ensemble* des cinq critères énumérés [à l'article 782 e)]. Le fait de ne pas satisfaire à l'un quelconque de ces critères rend l'article [782 d)] inapplicable".[10] Autrement dit, le fait de ne pas satisfaire à l'ensemble des critères énoncés à l'article 782 e) entraîne la non-application automatique de l'article 782 d), laquelle entraîne alors l'application de l'article 776 a), qui impose d'adopter les données de fait disponibles.

22. S'agissant de l'interprétation faite par le DOC, dans l'affaire *Roller Chain, Other Than Bicycle, From Japan* (qui figure dans la pièce n° 28 de l'Inde), le DOC a clairement considéré l'article 782 d) comme impératif, disant ceci: "Étant donné que Kaga [une entreprise interrogée] n'a pas fourni les renseignements nécessaires sous la forme et de la manière demandée, même après qu'il lui a été ménagé plusieurs occasions de remédier à ces lacunes, le Département est *tenu*, au titre de l'article 782 d), d'appliquer, sous réserve de l'article 782 e), les données de fait par ailleurs

[10] *Allegheny-Ludlum Corp. v. United States*, Slip Op. 00-170, pages 26, 31 (28 décembre 2000) (pièce n° 29 de l'Inde).

disponibles."[11] Le DOC a ensuite constaté que l'entreprise interrogée n'avait pas satisfait à plusieurs des conditions énoncées à l'article 782 e) et en a conclu que "l'application de l'article 782 e) de la Loi ne l'emporte pas sur la prescription de l'article 776 a) qui impose d'utiliser les données de fait par ailleurs disponibles pour les communications de Kaga".[12] Le DOC a donc appliqué les données de fait disponibles totales pour calculer les marges applicables à cette entreprise. Autrement dit, dès lors que le DOC avait déterminé que les données fournies par l'entreprise interrogée ne satisfaisaient pas à toutes les conditions fixées pour qu'il soit tenu de les accepter au titre de l'article 782 e), il ne s'est pas arrêté à l'article 782 d) pour déterminer comment il devrait exercer la faculté discrétionnaire qui lui était conféré par l'expression "peut ne pas prendre en considération" figurant dans la loi. Au contraire, il a immédiatement conclu qu'il devait appliquer l'article 776 a), qui impose l'obligation de ne pas prendre en considération les données présentées.

23. De la même façon, dans l'affaire *Certain Cut-to-Length Carbon Steel Plate from Sweden*, le DOC a conclu que l'entreprise interrogée n'avait pas rempli les conditions énoncées tant à l'alinéa e) qu'à l'alinéa d). Il n'a pas dit ensuite que l'alinéa d) lui donnait le pouvoir d'accepter de toute façon les renseignements – au contraire, il est revenu au libellé impératif de l'article 776 a) en disant simplement que, "[p]our les raisons exposées ci-dessus, le Département a déterminé que, dans la mesure où les données concernant les coûts présentées par [l'entreprise interrogée] ne pouvaient être vérifiées, l'article 776 a) lui *prescrit* d'utiliser les données de fait disponibles à propos de ces données".[13] Dans un autre exemple, l'affaire *Elemental Sulphur from Canada*, le DOC a exposé le texte de l'article 782 d), mais il a ensuite conclu que le fait que l'entreprise interrogée n'ait pas communiqué certains renseignements en matière de coûts qu'il examinait au titre de l'article 782 d) "re[venait] à ne pas communiquer des renseignements au sens de l'article 776 a) 2) A)" – et non de l'article 782 d).[14] Autrement dit, le DOC a éludé la question de savoir s'il avait été satisfait aux critères énoncés à l'article 782 d) et s'il devait exercer, au titre de cette disposition, son pouvoir discrétionnaire d'accepter malgré tout les données présentées. Au lieu de cela, il est allé directement à l'article 776 a), qui contient le terme impératif "utilisent".

24. Enfin, la détermination finale établie par le DOC dans la présente affaire offre un autre exemple clair de son interprétation de la loi dans un sens impératif. Le DOC a cité et paraphrasé le texte des dispositions pertinentes de la loi, y compris le mot "peut" figurant à l'article 782 d). Toutefois, après avoir énuméré les façons dont les données présentées par SAIL ne satisfaisaient pas aux dispositions de l'article 782 e), il n'est pas revenu à l'article 782 d) pour décider de la manière dont il exercerait son pouvoir discrétionnaire. Au contraire, il a simplement déclaré que "[e]n conséquence [du non-respect par SAIL des dispositions de l'article 782 e)], le DOC ne dispos[ait] pas d'une base adéquate pour effectuer son analyse en vue de déterminer la marge de dumping et *doit* recourir aux données de fait disponibles en vertu de l'article 776 a) 2) de la Loi".[15]

25. Au cours de la première réunion, le conseil des États-Unis a mentionné à titre de contre-exemple une décision rendue par le CIT, *NSK Ltd. v. United States*, Slip Op. 2001-69. Or, le passage pertinent de cette décision (pages 84 à 94) ne concerne que l'application de l'article 782 e), car l'entreprise interrogée mise en cause dans cette affaire avait satisfait aux cinq critères prévus par cette loi, ce qui déclenchait l'acceptation obligatoire des données qu'elle avait présentées. La question de

---

[11] *Roller Chain, Other Than Bicycle, From Japan, Final Results and Partial Rescission of Anti-Dumping Duty Administrative Review*, 63 Fed. Reg. 63671, 63674 (16 novembre 1998) (pas d'italique dans l'original) (pièce n° 28 de l'Inde).

[12] *Id.* (pas d'italique dans l'original).

[13] *Certain Cut-to-Length Carbon Steel Plate From Sweden: Preliminary Results of Anti-Dumping Duty Administrative Review*, 61 Fed. Reg. 51898, 51899 (4 octobre 1996) (pas d'italique dans l'original) (pièce n° 28 de l'Inde).

[14] *Elemental Sulphur From Canada: Preliminary Results of Anti-Dumping Duty Administrative Review*, 62 Fed. Reg. 969, 970 (7 janvier 1997) (pièce n° 28 de l'Inde).

[15] Final Determination, pièce n° 17 de l'Inde, page 73127 (pas d'italique dans l'original).

l'application de l'article 782 d) (qu'elle soit impérative ou dispositive) après le non-respect des critères énoncés à l'article 782 e) n'a jamais été soulevée dans l'affaire *NSK*.

26. En ce qui concerne le second aspect de cette question – celui de savoir si la loi impose l'application de données de fait disponibles "partielles" par opposition à "totales" –, comme l'Inde l'a expliqué dans sa première communication, le DOC interprète le terme de "renseignements" figurant dans les articles 776 a) et 782 e) comme s'appliquant à "tous les renseignements" présentés. En effet, il a indiqué à de multiples reprises qu'il avait systématiquement pour pratique de rejeter "dans leur intégralité" les données présentées par une société interrogée lorsque les données concernant l'un des "éléments essentiels" n'étaient pas utilisables. Liée indissolublement à cette "pratique" est l'interprétation donnée systématiquement par le DOC aux articles 782 d), 782 e) et 776 a) comme lui prescrivant d'appliquer les données de fait disponibles totales lorsque des renseignements relatifs à ce qu'il qualifie comme étant un "élément essentiel" ne sont pas fournis par l'entreprise interrogée. (L'Inde examine dans ses réponses aux questions n° 35 et 36 ci-après l'application par le DOC de sa pratique suivie de longue date au sujet des données de fait disponibles totales.)

27. De plus, la question posée ici par le Groupe spécial semble laisser entendre que la position de l'Inde concernant le caractère impératif de la prescription imposée par la loi serait contraire aux décisions rendues par le CIT et à l'argumentation présentée par SAIL dans ses mémoires adressés au CIT. Or, aucune des décisions rendues par le CIT au sujet des "données de fait disponibles partielles" n'a obligé le DOC à accepter des données concernant l'un des "éléments essentiels" d'une entreprise interrogée lorsqu'il avait rejeté des données concernant d'autres "éléments essentiels". Au contraire, comme le montre la décision rendue par le CIT en l'espèce même, le Tribunal a accepté d'une manière générale l'argumentation présentée par le DOC à l'encontre de l'utilisation de "données de fait disponibles partielles" lorsqu'un des éléments essentiels était inutilisable. Comme le CIT l'a déclaré dans l'appel interjeté par SAIL à l'encontre de la détermination finale établie par le DOC, "[l]e refus du Département d'accepter les données concernant les ventes de SAIL est également compatible avec sa pratique suivie de longue date consistant à limiter le recours aux données de fait disponibles partielles. Plus spécifiquement, le Département n'utilise des données de fait disponibles partielles que pour "combler des lacunes" du dossier …".[16] Le Tribunal a ensuite évoqué une autre affaire dans laquelle il avait "confirmé la décision prise par le Département de "rejeter dans leur intégralité les renseignements présentés par une entreprise interrogée lorsque des données … défectueuses et invérifiables rendent impossible toute comparaison entre les prix". … De la même façon, l'interprétation juridique faite en l'occurrence par le Département est raisonnable"[17] – c'est-à-dire l'interprétation consistant à rejeter les données de SAIL concernant les ventes aux États-Unis en raison des défauts présents dans d'autres bases de données. Quant à l'argumentation présentée par SAIL elle-même devant le CIT, bien que l'avocat de SAIL ait été tenu, pour des raisons d'éthique, de représenter avec zèle les intérêts de la société – y compris en faisant valoir que les "données de fait disponibles partielles" pouvaient inclure l'acceptation des bases de données de SAIL concernant les ventes aux États-Unis en l'espèce –, il s'agissait manifestement d'une bataille difficile, qui a été perdue lorsque le CIT a rappelé sa jurisprudence et celle du DOC.

28. Pour apporter un dernier éclaircissement, l'Inde souligne que, comme elle l'a indiqué dans sa première communication, dans sa première déclaration orale et dans sa réponse à la question n° 30 ci-après, il y a une allégation en soi (en tant que telle) entièrement séparée au sujet de l'article 782 e), qui ne met pas en jeu l'article 782 d). Cette allégation est que l'article 782 e) établit une norme trop élevée en imposant le respect de critères additionnels qui n'existent pas dans l'Accord, avant que l'acceptation obligatoire des données présentées ne soit déclenchée.

[16] *SAIL v. United States*, Slip Op. 01-60, page 12 (22 mai 2001) (citation omise) (pièce n° 20 de l'Inde).
[17] *Id.*, page 13 (citant *Heveafil Sdn. Bhd. v. United States*, Slip Op. 01-22, 9 (27 février 2001)).

Question n° 25

Dans le titre de son argumentation concernant l'article 15, l'Inde allègue que le DOC a violé l'article 15 "en ne prenant pas spécialement en considération la situation particulière de l'Inde en tant que pays en développement lorsqu'il a appliqué les données de fait disponibles pour ce qui est des données de SAIL sur les ventes aux États-Unis". Or, le corps de l'argumentation se rapporte au fait que le DOC n'aurait pas "exploré les possibilités de solutions constructives", comme le prescrit la seconde phrase de l'article 15. L'Inde allègue-t-elle une violation de la première phrase de l'article 15 et, dans l'affirmative, pourrait-elle expliquer l'argument juridique sur lequel repose cette allégation? Pourrait-elle donner des précisions sur son interprétation de la première phrase de l'article 15? À son avis, quelles obligations cette phrase impose-t-elle à un pays développé et quand ces obligations doivent-elles être satisfaites? L'Inde pourrait-elle développer son allégation et expliquer en quoi, précisément, les actions entreprises en l'espèce par le DOC constituent une violation de la première phrase de l'article 15?

Réponse

29. L'Inde formule une allégation indépendante de violation de la première phrase de l'article 15 de l'Accord antidumping.

Interprétation juridique de la première phrase de l'article 15:

30. L'obligation imposée en vertu de la première phrase de l'article 15 est impérative car cette phrase dispose que les pays développés "devront prendre spécialement en considération ...". Elle ne dit pas qu'ils "devraient prendre" ou qu'ils "doivent examiner". L'action concrète exigée des autorités chargées de l'enquête est qu'elles prennent "spécialement en considération" "quand [elles] envisageront d'appliquer des mesures antidumping". L'inclusion des termes "quand [elles] envisageront d'appliquer des mesures antidumping" indique que l'autorité chargée de l'enquête dans le pays développé doit agir après avoir recueilli des renseignements et en décidant quels renseignements utiliser et comment les utiliser pour calculer les marges. Enfin, l'emploi des termes "situation particulière" met l'accent sur les besoins des pays en développement et semble analogue à la notion d'"intérêts essentiels" inscrite dans la seconde phrase de l'article 15.

31. La question de savoir exactement en quoi consiste une "prise en considération" suffisante dépendra des faits et circonstances de chaque affaire. L'obligation faite aux autorités des pays développés de prendre "spécialement en considération" implique qu'avant d'appliquer une marge de dumping, elles doivent accorder une attention spéciale aux arguments et à la situation particulière des entreprises interrogées dans les pays en développement. Cela peut consister notamment à exercer la faculté discrétionnaire qui leur est éventuellement conféré par la loi ou la réglementation pour utiliser les renseignements fournis par les entreprises interrogées dans les pays en développement Membres. Cela peut consister à faire la distinction, dans la réglementation ou en pratique, entre les entreprises interrogées situées dans des pays en développement Membres et celles situées dans des pays développés Membres. Enfin, cela pourrait aussi consister à se montrer particulièrement attentif dans le choix des données de fait à utiliser lorsqu'il faut utiliser les données de fait disponibles et, pour prendre un exemple pertinent pour l'affaire en cours, à prendre des dispositions supplémentaires pour corroborer les renseignements figurant dans la requête qui serviront comme données de fait disponibles. En un mot, la notion de "prendre spécialement en considération" exige une application renforcée et consciente de l'équité et de la justice, consistant à appliquer les règles applicables dans toute la mesure du possible pour faciliter la "situation particulière" des pays en développement.

32. Mais il ne suffit pas que les autorités chargées de l'enquête aient conscience qu'elles doivent prendre spécialement en considération la situation des pays en développement durant l'enquête. Elles doivent aussi expliquer d'une façon ou d'une autre dans la détermination finale la façon dont elles ont

pris spécialement en considération cette situation. Sans cela, il serait impossible aux Membres de l'OMC et aux groupes spéciaux de juger si l'obligation énoncée dans la première phrase de l'article 15 a été respectée.

Argumentation étayant l'allégation présentée par l'Inde au titre de la première phrase de l'article 15:

33. Il y avait plusieurs points essentiels, tard dans l'enquête, pour lesquels le DOC devait "prendre en considération" la "situation particulière" de SAIL. Il aurait dû en particulier prendre "spécialement en considération" cette situation lorsqu'il a été face à un choix pour le calcul de la marge à appliquer dans sa détermination finale. Comme le Groupe spécial le sait, le DOC aurait pu utiliser la base de données de SAIL sur les ventes aux États-Unis, vérifiée (et vérifiable) et communiquée en temps utile, au lieu de l'unique offre de prix de 251 dollars mentionnée dans la requête. Avant qu'il fasse ce choix, des arguments de poids lui avaient été présentés par le conseil de SAIL dans cette affaire et dans les communications présentées à titre de réfutation, déposées respectivement les 12 et 17 novembre 1999, puis lors de l'audition tenue par le DOC le 18 novembre, selon lesquels il aurait dû utiliser les données réelles présentées par la société au sujet des ventes aux États-Unis.[18] Le conseil de SAIL a fait valoir que, comme la base de données de SAIL sur les ventes aux États-Unis était complète, exacte et vérifiée, il serait arbitraire et capricieux de la part du DOC de l'écarter et d'utiliser à la place des renseignements dont il savait qu'ils étaient incorrects. Mais la détermination finale ne contient aucun élément de preuve montrant qu'en décidant d'utiliser l'offre de prix de 251 dollars mentionnée dans la requête – ou en prenant toute autre décision concernant l'application de mesures antidumping – le DOC ait jamais pris "spécialement en considération" la "situation particulière" de SAIL. Cela n'est pas surprenant, puisque rien dans les lois, réglementations ou procédures d'application de l'Accord antidumping des États-Unis ne confère au DOC un pouvoir particulier pour prendre "spécialement en considération" la situation des entreprises interrogées des pays en développement quand il envisage d'appliquer des mesures antidumping. Les lois et réglementations autorisent simplement le DOC à appliquer une méthode uniforme.

34. Comment le Groupe spécial doit-il juger si les États-Unis ont, de façon suffisante, pris "spécialement en considération" la situation de SAIL? L'Inde tend à penser qu'il doit au moins examiner la détermination finale pour voir s'il s'y trouve des éléments de preuve montrant que le DOC aurait indiqué comment il a pris en considération la situation particulière de SAIL quand il a envisagé d'appliquer des mesures antidumping. La déclaration finale devrait au moins indiquer les mesures que le DOC a envisagées en décidant quels renseignements il utiliserait et comment ce choix a – ou n'a pas – été affecté par le fait que SAIL appartenait à un pays en développement. Par exemple, le DOC aurait pu envisager d'exercer, pour la première fois de son histoire, la faculté discrétionnaire apparent existant au regard de l'article 782 d) d'accepter les données de SAIL sur les ventes aux États-Unis malgré l'absence de renseignements utilisables dans les bases de données sur les coûts et le marché intérieur. Or, la détermination finale ne fait pas apparaître que le DOC ait reconsidéré son interprétation et sa pratique suivie de longue date consistant à appliquer l'article 782 d) et e) de façon impérative – quel que soit le statut de la société interrogée en matière de développement. Elle ne contient d'ailleurs absolument aucune mention de l'obligation de prendre "spécialement en considération" la situation de SAIL.

35. L'Inde note que les États-Unis ont fait valoir qu'ils avaient accordé à SAIL un délai supplémentaire durant l'enquête pour répondre à leurs questionnaires et que cela démontre qu'ils se sont préoccupés du statut de SAIL comme société d'un pays en développement. Or, la plupart des prétendues prorogations ont été assorties de demandes de renseignements encore plus lourdes.[19] Et,

[18] Pièces n° 14 et 15 de l'Inde.

[19] *Voir*, par exemple, la pièce n° 8 des États-Unis (questionnaire supplémentaire daté du 27 mai 1999); la pièce n° 9 des États-Unis (lettre datée du 11 juin 1999, accordant une prorogation et posant des questions additionnelles); la pièce n° 11 des États-Unis (note au dossier du DOC datée du 7 juillet 1999, indiquant des

dans un cas, le DOC a rejeté trois des communications de SAIL au motif qu'elles n'avaient pas été présentées en temps utile – deux d'entre elles étaient en retard d'un jour – ce qui ne démontre guère qu'il prenait "spécialement en considération" la situation d'une entreprise d'un pays en développement qui était en train de lutter.[20] Et ces prorogations ne constituent pas non plus un signe que le DOC ait pris "spécialement en considération" la situation de SAIL lorsqu'il a envisagé "d'appliquer des mesures antidumping". Cela ne peut se faire qu'après avoir recueilli et dépouillé les renseignements. C'est à ce stade ultérieur, quand les marges sont calculées et que diverses données de fait et différentes méthodes peuvent être employées pour calculer la marge définitive que l'on doit prendre spécialement en considération une situation. À ce stade ultérieur décisif de la procédure, le DOC n'a accordé en l'occurrence aucune considération spéciale à SAIL. Il a même utilisé sciemment des données fictives au lieu des données réelles en choisissant l'offre de prix de 251 dollars mentionnée dans la requête pour calculer la marge de dumping définitive.

36. Enfin, les États-Unis remarquent à juste titre que l'Inde a fait valoir précédemment que la première phrase de l'article 15 n'imposait aucune obligation juridique spécifique aux pays développés Membres.[21] L'Inde confirme sa position selon laquelle il n'y a, dans la première phrase de l'article 15, aucune prescription juridique spécifique imposant une action spécifique. Toutefois, elle a réfléchi au caractère impératif de la première phrase et est à présent d'avis que cette disposition impérative crée bien une obligation générale, dont les paramètres précis doivent être déterminés sur la base des faits et circonstances propres à l'affaire considérée.

Question n° 26

L'Inde souscrit-elle à l'assertion des États-Unis selon laquelle en dernier ressort c'est l'entreprise interrogée qui contrôle les renseignements nécessaires pour calculer le dumping? Comment répond-elle à l'assertion selon laquelle le fait de permettre à l'entreprise interrogée de contrôler le processus de collecte de renseignements en décidant quels renseignements (ou quelle catégorie de renseignements) elle fournira et en exigeant que ces renseignements soient acceptés s'ils sont adéquats au titre du paragraphe 3 de l'Annexe II, indépendamment des défauts que peuvent présenter d'autres renseignements, donne à l'entreprise interrogée un contrôle sur le calcul du dumping et offre donc la possibilité de manipuler les résultats?

Réponse

37. L'Inde est évidemment d'accord sur le fait que l'entreprise interrogée possède les données à partir desquelles les marges de dumping les plus exactes peuvent être calculées. Toutefois, elle n'est pas d'accord sur le fait que l'entreprise interrogée aurait, d'une façon quelconque, un "contrôle sur le calcul du dumping" ou pourrait "manipuler" les résultats dans le sens négatif suggéré par les États-Unis. Il serait plus correct de dire que l'autorité chargée de l'enquête contrôle les calculs de la marge de dumping puisqu'elle décide (dans les limites imposées par l'Accord antidumping) quelles données utiliser et effectue concrètement le calcul. Ces renseignements peuvent, dans des situations appropriées, inclure les renseignements sélectifs et non neutres mentionnés dans la requête. De l'avis de l'Inde, il ne s'agit pas d'une question abstraite de "contrôle", il s'agit de savoir si l'Accord prévoit

---

"éléments non conformes" dans la base de données électronique de SAIL, et demandes de "nouveaux fichiers et de nouvelles tables explicatives"); la pièce n° 20 des États-Unis (lettre datée du 12 juillet 1999 adressée au conseil de SAIL par le DOC, offrant la possibilité de présenter à nouveau les bases de données électroniques et posant des questions additionnelles sur les données relatives aux coûts); la pièce n° 12 des États-Unis (questionnaire supplémentaire additionnel daté du 7 juillet 1999); la pièce n° 17 des États-Unis (questionnaire supplémentaire additionnel daté du 2 août 1999); et la pièce n° 18 des États-Unis (questionnaire supplémentaire additionnel daté du 3 août 1999).

[20] *Voir* la lettre adressée à SAIL par le DOC rejetant les communications (7 juillet 1999) (pièce n° 9 de l'Inde).

[21] Première communication écrite des États-Unis, paragraphe 182.

des procédures adéquates de collecte et d'utilisation des renseignements pour déterminer les marges de dumping et si ces procédures ont été correctement appliquées dans une affaire donnée.

38. Le but d'une enquête antidumping est d'établir la marge de dumping la plus exacte possible et non de parvenir à un résultat particulier. De plus, l'Accord prévoit des procédures détaillées pour la collecte et l'utilisation des renseignements qui serviront à établir cette marge. C'est pour cela qu'il dispose, à l'article 9.3, que le montant de la marge de dumping ne peut dépasser la marge calculée selon l'article 2. C'est pour cela aussi que l'article 6 indique de quelle façon les éléments de preuve doivent être réunis et utilisés pour déterminer la marge de dumping selon l'article 2 et que l'article 6.8 et l'Annexe II établissent les procédures à suivre dans le cas où une entreprise interrogée ne communique pas ou ne peut pas communiquer les renseignements demandés. En outre, la première phrase de l'article 2.4 dit qu'il faut procéder à une "comparaison équitable" entre la valeur normale et le prix à l'exportation. L'Inde considère que ces dispositions régissent la manière dont les marges de dumping doivent être établies dans toutes les situations possibles où l'entreprise interrogée, soit ne communique pas de renseignements, soit communique des renseignements incomplets. Par conséquent, si les procédures prévues dans l'Accord sont suivies correctement, la question ne devrait pas se poser de savoir quelle partie "contrôle" le processus ou "manipule" le résultat. L'Inde considère en outre que ces dispositions établissent une préférence marquée à l'encontre du rejet des renseignements communiqués par une entreprise interrogée, même s'ils sont incomplets.

39. Malgré cela, les États-Unis soutiennent que l'autorité chargée de l'enquête doit disposer d'un pouvoir suffisant pour prendre des mesures additionnelles afin d'exercer à son gré un "contrôle sur le processus" et d'éviter ce qu'ils considèrent comme une "manipulation" du processus par l'entreprise interrogée. Avant d'examiner en quoi ces préoccupations influent sur la situation mentionnée dans la question, où certains renseignements sont adéquats et le reste est défectueux, il est instructif d'examiner en quoi les préoccupations des États-Unis influent sur le résultat au titre de l'Accord dans les situations où il y a beaucoup moins de coopération ou de données exactes.

40. Même dans le cas le plus extrême possible de non-coopération totale, les préoccupations des États-Unis quant à une "manipulation" n'ont pas de fondement dans le libellé et le fonctionnement de l'Accord. Considérons une situation dans laquelle une entreprise reçoit une requête et un questionnaire de la part du DOC et décide de ne pas répondre au questionnaire ou de ne pas participer davantage à l'enquête. Alors que les États-Unis diraient qu'en agissant ainsi elle "manipule" le processus, cette réaction de l'entreprise pourrait constituer une décision commerciale tout à fait appropriée et raisonnable. Il se peut tout simplement qu'une entreprise interrogée ne puisse assumer les dépenses juridiques et administratives considérables et les autres charges entraînées par la participation à l'enquête ou ne soit pas capable de réunir ou de traduire les pièces nécessaires. Cette situation permet clairement à l'autorité chargée de l'enquête d'utiliser les "données de fait disponibles" pour tout aspect de l'établissement d'une marge. Pourtant, même dans cette situation, elle ne dispose pas d'un pouvoir illimité. La marge doit quand même reposer sur des données de fait "disponibles" de façon admissible, établies en faisant preuve d'une "circonspection particulière" et, lorsque cela sera "réalisable", à l'aide de renseignements vérifiés d'après des sources indépendantes. En outre, s'il est vrai qu'il est dit, au paragraphe 7 de l'Annexe II de l'Accord, qu'il "*pourra*" en résulter une situation moins favorable pour l'entreprise interrogée, la nature et l'étendue de ce résultat dépendent néanmoins de données de fait établies en faisant preuve d'une circonspection particulière. Par conséquent, même dans la plus extrême situation d'une entreprise qui ne communique aucune donnée, l'Accord prévoit des procédures qui doivent être soigneusement respectées et ne laisse pas ouverte la question de savoir qui "contrôle" le processus ou comment les résultats sont "manipulés". Et surtout, en suivant ces procédures, il est possible d'aboutir à un résultat éventuellement défavorable sans qu'il soit nécessaire de se livrer à des jugements subjectifs sur le point de savoir si une entreprise interrogée "manipule" le processus.

41. Par ailleurs, l'approche employée par les États-Unis pour s'assurer qu'ils ont un contrôle suffisant sur le processus conduirait à établir des marges qui ne seraient pas étayées par les éléments

de preuve. Dans le cas où une entreprise interrogée déciderait de communiquer au moins certains renseignements, l'Accord prévoit déjà des incitations plus que suffisantes à la coopération, sans autoriser l'autorité chargée de l'enquête à écarter des renseignements fournis par les entreprises interrogées qui remplissent les critères énoncés au paragraphe 3 de l'Annexe II ni compromettre l'objectif consistant à calculer des marges exactes fondées sur les données de fait. L'Inde renvoie le Groupe spécial à l'exposé fait aux paragraphes 47 à 61 de sa déclaration orale lors de la première réunion du Groupe spécial, dans lequel elle a expliqué que la possibilité pour l'autorité chargée de l'enquête de se fonder sur les renseignements fournis par la branche de production nationale même pour une partie du calcul de la marge crée l'incitation la plus forte possible pour qu'une entreprise interrogée se conforme aux demandes de données présentées par l'autorité. L'Inde a noté dans cette déclaration que les États-Unis avaient informé le Groupe spécial chargé de l'affaire *Acier laminé à chaud en provenance du Japon* qu'"[I]l est généralement admis que les requérants attesteront l'existence du plus haut degré de dumping que permettront d'étayer les éléments de preuve disponibles". Une entreprise interrogée qui communique certains renseignements sait donc que tout renseignement qu'elle ne communique pas pourra être remplacé par le "plus haut degré de dumping que permettront d'étayer les éléments de preuve disponibles". C'est là assurément une incitation suffisante à coopérer. Lorsqu'une entreprise interrogée communique certaines données et se prête à ce que le "plus haut degré" de dumping soit utilisé en remplacement des données restantes, on peut difficilement dire qu'elle contrôle le calcul ou manipule le résultat.

42. En effet, en ce qui concerne les faits en l'espèce, SAIL cherchait à tel point à éviter l'application des données de fait disponibles concernant ses coûts de production qu'elle s'est efforcée à de multiples reprises de répondre aux demandes de données et aux questionnaires supplémentaires présentés par le DOC et qu'elle a même présenté une base de données entièrement révisée sur ses coûts le premier jour de la vérification. Elle l'a fait parce qu'elle savait que l'autre solution juridiquement admise était que le DOC utilise les données de fait disponibles mentionnées dans la requête – le "plus haut degré de dumping" – pour établir sa valeur construite. Son incapacité à fournir ce renseignement en temps utile a entraîné l'application de marges beaucoup plus élevées que si sa base de données révisée sur les coûts avait été utilisée.[22] Il serait difficile de considérer que cet effort exceptionnel fait par SAIL pour fournir des données "justes" sur les coûts démontre qu'elle avait un contrôle sur le processus ou le manipulait d'une façon quelconque (ou qu'elle n'a pas coopéré).

43. L'Inde note aussi que, dans la mesure où il faut interpréter l'Accord comme créant ou prescrivant pour les entreprises interrogées des incitations à participer à l'enquête, sur le plan concret, la position des États-Unis crée autant d'incitations négatives que d'incitations positives. La position des États-Unis est qu'ils peuvent utiliser les données de fait disponibles totales, qui peuvent être défavorables, même dans les situations où les entreprises interrogées font de gros efforts pour coopérer et parviennent même à fournir de nombreuses données utilisables. Dès lors qu'une entreprise interrogée sait que, si elle s'efforce de fournir des données entièrement exactes ou utilisables mais qu'elle n'y parvient pas en dépit de tous ses efforts, les conséquences ne seront pas différentes de ce qu'elles seraient si elle n'avait fait absolument aucun effort pour répondre, il est clair qu'elle est incitée à économiser son temps et son argent en ne répondant pas.

44. Pour ces raisons, l'Inde considère que l'Accord prévoit des procédures suffisantes et objectives pour déterminer des marges objectives fondées sur les données de fait, même dans les situations où les entreprises interrogées, soit ne communiquent aucun renseignement, soit communiquent certains renseignements de façon sélective, sans que cela soulève des préoccupations quelconques quant à des questions subjectives de contrôle ou de manipulation.

45. Quoi qu'il en soit, la présente affaire n'est ni une affaire dans laquelle l'entreprise interrogée n'a pas répondu du tout, ni une affaire dans laquelle l'entreprise interrogée s'est efforcée, selon les termes employés par les États-Unis, de "ne fournir que les renseignements qui n'auront pas de

[22] Mémoire adressé au DOC par SAIL, page 13 (pièce n° 14 de l'Inde).

conséquences négatives pour elles". SAIL a manifestement déployé des efforts intenses pour fournir des réponses complètes et exactes à toutes les sections du questionnaire présenté par le DOC et "passer avec succès" tous les aspects de la vérification effectuée par le DOC. Elle n'a pas cherché délibérément à présenter des données inexactes ou incomplètes ni à "contrôler" ou "manipuler" d'une autre façon le processus. Concrètement, donc, on ne voit pas clairement ce que les préoccupations des États-Unis concernant un "contrôle" ou une "manipulation" ont à voir avec la présente affaire. Même si l'Accord permet d'appliquer des données de fait disponibles défavorables lorsque l'autorité chargée de l'enquête a des raisons de penser que l'entreprise interrogée a "manipulé" les données, il y a aucun fondement ici pour une telle constatation. La marge de dumping de SAIL ne devrait donc pas être affectée par des préoccupations concernant une possible manipulation des données par d'autres entreprises interrogées dans d'autres affaires.

Question n° 27

Le Groupe spécial croit savoir que la législation des États-Unis ne prévoit pas l'imposition d'un droit moindre. Dans ces circonstances, l'Inde considère-t-elle que les États-Unis étaient obligés d'explorer la possibilité d'imposer un droit moindre au titre de l'article 15?

Réponse

46. Le Groupe spécial a raison de dire que la législation antidumping des États-Unis ne prévoit pas l'imposition d'un "droit moindre" inférieur à celui calculé en tant que "totalité de la marge de dumping", selon les termes employés dans l'article 9.1. Néanmoins, l'Inde estime que l'article 15 fait obligation aux États-Unis d'examiner au moins la possibilité d'imposer un droit moindre pour les pays en développement. Il dispose expressément que les "possibilités de solutions constructives … *seront* explorées préalablement à l'application de droits antidumping". Le Groupe spécial chargé de l'affaire *CE – Linge de lit* a dit que "l'imposition d'un droit moindre, ou un engagement en matière de prix constituerait des "solutions constructives" au sens de l'article 15".[23] L'article 8.3 de l'Accord antidumping fait obligation aux autorités d'informer l'exportateur des raisons pour lesquelles l'engagement en matière de prix n'a pas été accepté. En outre, les États-Unis étaient tenus, en vertu de l'article 18.4 de l'Accord antidumping, de prendre "toutes les mesures nécessaires, de caractère général ou particulier, pour assurer, au plus tard à la date où l'Accord sur l'OMC entrera en vigueur pour lui [1er janvier 1995], la conformité de ses lois, réglementations et procédures administratives avec les dispositions du présent accord, dans la mesure où elles pourront s'appliquer au Membre en question".

47. Il ne fait aucun doute qu'un droit moindre est une "solution constructive", comme l'a constaté le Groupe spécial dans l'affaire *Linge de lit*. Il ne fait aucun doute non plus que l'article 15 s'applique à tous les Membres de l'OMC. Par conséquent, pour se conformer aux obligations qui leur incombent au titre des articles 15 et 18.4, les États-Unis devaient avoir une législation donnant au DOC le pouvoir d'explorer la possibilité d'un droit moindre avant d'imposer des droits antidumping aux pays en développement. Toute autre interprétation des articles 15 et 18.4 permettrait à un Membre de se soustraire à la responsabilité qui lui est imposée par l'article 15 d'explorer toutes les solutions constructives, simplement en refusant de promulguer les lois, réglementations ou procédures administratives nécessaires. Le fait de ne pas promulguer une telle législation revient à annuler et compromettre les droits de l'Inde et des sociétés indiennes, qui ont droit à ce que la possibilité d'engagements en matière de prix soit explorée au cours des négociations avec le DOC.

[23] *Communautés européennes – Droits antidumping sur les importations de linge de lit en coton en provenance d'Inde*, WT/DS141/R, paragraphe 6.229.

Question n° 28

L'Inde pourrait-elle expliquer pourquoi elle considère que les données concernant les ventes aux États-Unis sont "indépendantes" du reste des données en l'espèce? Considérerait-elle que, dans toute affaire, les données concernant a) les prix de la marchandise visée sur le marché intérieur du pays exportateur, b) les prix à l'exportation de la marchandise visée, c) les coûts de production et d) la valeur construite sont des catégories de renseignements séparées et distinctes? Considérerait-elle que, si un exportateur fournit, sur un ou plusieurs de ces éléments, des renseignements qui sont vérifiables, communiqués en temps utile et, le cas échéant, sur le support ou dans le langage informatique demandés, ces renseignements doivent être utilisés pour calculer une marge de dumping pour l'exportateur qui les fournit? Sa réponse à la question précédente serait-elle affectée par la mesure dans laquelle des renseignements sur d'autres éléments ne seraient pas vérifiables ou communiqués en temps utile ou ne le seraient pas sur le support ou dans le langage informatique demandés? C'est-à-dire, l'Inde voit-elle une possibilité quelconque de perspective "globale" concernant la décision sur le point de savoir si les renseignements peuvent être utilisés sans difficultés indues pour calculer la marge de dumping?

Réponse

48. L'Inde considère que les données concernant les ventes aux États-Unis sont indépendantes du reste des données en l'espèce pour plusieurs raisons. Premièrement, SAIL a reconnu et traité ses ventes à l'exportation et ses ventes sur le marché intérieur comme des activités commerciales séparées, ainsi que le montrent les données de fait figurant dans les rapports de vérification, selon lesquelles elle a des bureaux et du personnel de vente séparés, des dossiers séparés et des circuits de distribution distincts pour les ventes à l'exportation, par opposition à ses ventes et à ses coûts de production sur le marché intérieur. Les états financiers et comptables étaient également tenus séparément pour les marchés d'exportation et le marché intérieur, car les transactions à l'exportation comportent une conversion de monnaies, ce qui n'est pas le cas pour les ventes sur le marché intérieur. Le rapport de vérification établi par le DOC décrit d'ailleurs les différences de traitement et d'enregistrement des ventes aux États-Unis et des ventes sur le marché intérieur. Il souligne le caractère très centralisé des contrats d'exportation de SAIL, y compris ceux passés avec les États-Unis. Les ventes à l'exportation étaient effectuées par la Division du commerce international de New Delhi et transférées au Bureau des transports et des expéditions de Calcutta pour tous les aspects d'exécution, depuis les ordres de coupe jusqu'à la facturation et à la réception des règlements. Toutes les ventes destinées aux États-Unis étaient expédiées à partir d'une seule usine et par un seul port (Rapport de vérification, pages 8 et 9). Les ventes sur le marché intérieur, en revanche, ont été caractérisées comme très décentralisées dans toutes les phases du processus de vente. Elles pouvaient être conclues et enregistrées par l'une des nombreuses succursales ou conclues par les usines de production et enregistrées par une succursale. Les clients pouvaient se faire expédier la marchandise depuis les usines ou enlever directement leurs achats dans les dépôts. Les bases de données sur les coûts de SAIL sont plus distinctes encore: elles comportent des systèmes séparés de comptabilisation des coûts et sont situées dans les installations de production (usines) de l'entreprise plutôt que dans ses bureaux de vente. Chaque installation de production établissait ses propres états financiers à partir de ses livres de coûts distincts. Les usines transféraient généralement l'enregistrement et le traitement des ventes aux succursales dans les cas où les ventes étaient conclues directement par une usine (Rapport de vérification, pages 7 et 9). Ces faits relatifs à SAIL ne sont pas inhabituels. De nombreuses sociétés dans le monde consignent de la même façon des informations séparées pour les ventes à l'exportation, les ventes sur le marché intérieur et les données relatives aux coûts de production.

49. Cette séparation entre les ventes à l'exportation, les ventes sur le marché intérieur et les coûts de production/la valeur construite est reconnue par le DOC lui-même qui, dans la détermination finale établie en l'espèce, comme dans bien d'autres, identifie ces domaines comme quatre "éléments

essentiels" séparés – et non comme un seul élément unifié – des données d'une entreprise interrogée. La distinction est également reconnue dans les questionnaires du DOC, qui sont couramment subdivisés en sections séparées pour les ventes aux États-Unis, les ventes sur le marché intérieur et les coûts de production/la valeur construite. En fait, le questionnaire original du DOC et ses questionnaires supplémentaires ont été organisés de façon distincte en sections pour les ventes sur le marché intérieur, les ventes aux États-Unis et les coûts de production et la valeur construite. La table des matières définit clairement la séparation des données pendant tout le cours de l'enquête: la section B concerne les ventes sur le marché intérieur; la section C les ventes aux États-Unis; et la section D les coûts de production et la valeur construite. En outre, le Manuel antidumping de l'Administration des importations, qui est un guide de formation et d'exploitation à l'usage interne du DOC, fait aussi clairement la distinction entre le but, l'acquisition et l'analyse des données concernant les ventes sur le marché intérieur, des données concernant les ventes aux États-Unis et des données concernant les coûts de production et la valeur construite.[24] De façon plus fondamentale, le droit antidumping des États-Unis contient lui-même des dispositions séparées définissant et décrivant le calcul du prix aux États-Unis et de la valeur normale.[25]

50. Pour ces raisons, l'Inde avance, en réponse à la deuxième question, que, sauf circonstances inhabituelles, les quatre "éléments essentiels", comme on les appelle, sont effectivement des catégories séparées et distinctes de renseignements.

51. La réponse à la troisième question est oui, les renseignements qui remplissent les conditions énoncées au paragraphe 3 de l'Annexe II doivent être pris en compte avec les autres renseignements utilisables pour le calcul d'une marge de dumping définitive. L'Inde renvoie le Groupe spécial aux paragraphes 50 à 90 et 91 à 113 de sa première communication, aux paragraphes 31 à 61 de sa première déclaration orale, aux réponses aux questions n° 19 à 21 et 26 et aux paragraphes 14 à 27 de sa communication présentée à titre de réfutation, où elle argumente plus avant en faveur de cette conclusion.

52. En réponse à la quatrième question, l'Inde estime que la prescription énoncée au paragraphe 3 de l'Annexe II oblige les autorités à utiliser les renseignements qui remplissent les quatre conditions et qu'elle n'est pas influencée par la mesure dans laquelle les autres renseignements ne sont pas vérifiables, ne sont pas communiqués en temps utile ou ne le sont pas dans le langage informatique demandé. L'Inde suppose, dans cette réponse, que les renseignements particuliers mentionnés par le Groupe spécial remplissent les quatre conditions énoncées au paragraphe 3 de l'Annexe II.

53. Une autre question connexe est celle de savoir si un échec de la vérification touchant un élément d'information peut être attribué au caractère vérifiable des renseignements faisant partie d'un autre élément d'information. Comme l'Inde l'a fait valoir dans la section V.C de sa communication présentée à titre de réfutation, il n'était pas approprié que le DOC conclue que les problèmes admis concernant la vérification des bases de données relatives aux coûts et aux ventes sur le marché intérieur contaminaient la possibilité de vérifier la base de données de SAIL sur les ventes aux États-Unis. Dans son rapport de vérification, le DOC a constaté à de multiples reprises que les données de SAIL concernant les ventes aux États-Unis étaient vérifiables, c'est-à-dire que des vérifications répétées de ces renseignements ont conduit le DOC à déclarer: "nous n'avons relevé aucune anomalie". Or, dans la note relative à l'"échec" de la vérification, le DOC a clairement imputé les problèmes admis touchant les bases de données de SAIL sur le marché intérieur et les coûts aux données de SAIL concernant les ventes aux États-Unis. Cet "échec total" de la vérification pour toutes les données de SAIL a naturellement entraîné l'application des données de fait disponibles "totales". Aucune autorité objective et impartiale chargée de l'enquête n'aurait pu établir une telle

[24] Les extraits pertinents de ce manuel sont annexés comme pièce n° 37 de l'Inde.

[25] *Voir* l'article 772 de la Loi sur le commerce extérieur de 1930, ainsi qu'elle a été modifiée, 19 U.S.C. § 1677a (prix à l'exportation et prix à l'exportation construit) et l'article 773 de la Loi sur le commerce extérieur de 1930, ainsi qu'elle a été modifiée, 19 U.S.C. § 1677b (valeur normale).

constatation en se fondant sur le dossier de l'enquête. L'Inde estime que, compte tenu du fait que de nombreuses sociétés (y compris SAIL), tiennent des bases de données séparées, un échec de la vérification dans une catégorie de renseignements pourrait difficilement "déborder sur" une autre catégorie et conduire ainsi à constater un échec "total" de la vérification, surtout lorsqu'il a été constaté que les renseignements en cause étaient effectivement vérifiables. *Voir* la communication présentée par l'Inde à titre de réfutation, paragraphes 82 à 86.

54. À propos de la dernière question, qui est de savoir s'il existe une perspective "globale" sur le point de savoir si les renseignements peuvent être utilisés sans difficultés indues, la réponse de l'Inde est non. Comme elle l'a fait valoir à de multiples reprises, les termes "tous les renseignements qui peuvent être utilisés … sans difficultés indues" ne désignent pas, comme le font valoir les États-Unis, la totalité des renseignements fournis par une entreprise interrogée. Ils désignent au contraire des éléments ou des catégories particuliers de renseignements qui doivent être examinés séparément par les personnes chargées de l'enquête pour déterminer au cas par cas s'ils peuvent être utilisés, en compagnie des autres renseignements disponibles, pour calculer la marge de dumping. En outre, l'Inde renvoie le Groupe spécial aux paragraphes 11 à 24 de sa communication présentée à titre de réfutation, où elle énonce en détail les types de facteurs qu'il faudrait, selon elle, prendre en considération pour déterminer si un élément d'information qui est communiqué en temps utile et vérifiable peut être "utilisé sans difficultés indues". Il peut y avoir des cas assez inhabituels où un élément d'information est tellement mineur par rapport à une catégorie plus large de renseignements qu'il ne pourrait être utilisé qu'avec des difficultés indues. Il faudrait déterminer cela au cas par cas. Mais cette situation est manifestement absente des faits de la cause. L'Inde fait observer que les États-Unis donnent de l'article 782 e) 3) une lecture qui inclut une telle perspective "globale" du fait qu'il ajoute l'élément suivant: "ces renseignements ne sont pas incomplets au point de ne pas pouvoir constituer une base fiable pour l'établissement de la détermination applicable". Or, comme elle l'a fait valoir précédemment, ce libellé ne figure pas dans le texte du paragraphe 3 de l'Annexe II ni de l'article 6.8 - et ne peut en être déduit de façon admissible.

Question n° 29

Est-il correct de dire que, pour l'Inde, le fait qu'il n'y a pas de renseignements ou qu'il y a des renseignements invérifiables concernant l'élément coût des ventes aux États-Unis n'a pas d'effet sur le caractère vérifiable ou la fiabilité des données qui ont été fournies concernant les prix de vente aux États-Unis? L'Inde considère-t-elle que, dans certaines circonstances, il peut arriver que l'absence d'un aspect des renseignements demandés rende non fiable l'ensemble des données auxquelles se rapporte cet aspect?

Réponse

55. La réponse à la première question est oui. Selon l'interprétation de cette question faite par l'Inde, le Groupe spécial entend, par "élément coût des ventes aux États-Unis", les données sur le coût de fabrication variable et le coût de fabrication total qui ont été déclarés dans les champs VCOMU et TCOMU de la base de données de SAIL sur les ventes aux États-Unis, figurant dans la pièce n° 8 de l'Inde. L'absence de ce renseignement est sans effet sur le caractère vérifiable ou la fiabilité des données de SAIL concernant les ventes aux États-Unis pour les raisons suivantes:

56. Dans le cours normal des affaires, les dossiers de SAIL relatifs aux coûts de production sont entièrement séparés des dossiers tenus pour justifier les recettes et les dépenses relatives aux ventes. Le rapport de vérification établi par le DOC démontre que les données complètes de la société relatives aux coûts, dont ont été tirés en dernier ressort les renseignements VCOMU et TCOMU qui ont été copiés dans la base de données concernant les ventes aux États-Unis, sont consignées sous la forme de bases de données séparées dans les installations de production existant en Inde. Le DOC a vérifié les coûts dans l'usine BSP de SAIL à Bhilai (Inde), dans son usine RSP de Rourkela (Inde) et dans sa Division des matières premières à Calcutta. Toutefois, il est dit, dans l'introduction du rapport

de vérification des ventes, que la vérification des ventes a eu lieu en différents endroits – c'est-à-dire dans différentes succursales, "y compris New Delhi, Inde, … Calcutta, Inde, … et Visakhapatnam, Inde".[26] Aucun élément des coûts de production n'est examiné dans ce rapport. En outre, les bases de données sur les coûts n'ont rien à voir avec les données sur les ventes aux États-Unis, qui étaient consignées et déclarées de façon entièrement séparée par SAIL. Comme on l'a exposé ci-dessus, la manière dont le DOC recueille, vérifie et analyse les données établit clairement une distinction entre les "quatre éléments essentiels" – données relatives aux ventes sur le marché intérieur, données relatives aux ventes aux États-Unis et données relatives aux coûts de production et à la valeur construite. En effet, le calcul du prix de la marchandise importée aux États-Unis n'est pas affecté par un aspect de coût. En vertu de la loi, de la réglementation et de sa pratique, le Département procède toujours à des ajustements de la valeur normale pour tenir compte des différences de caractéristiques physiques.[27] Dans ces circonstances, un coût est associé à une marchandise vendue aux États-Unis, de sorte que si elle est rapprochée d'une marchandise non identique vendue sur le marché intérieur, un ajustement de la valeur normale puisse être effectué, mais en aucun cas le prix aux États-Unis n'est ajusté en fonction des coûts.

57. Deuxièmement, le fait que les données de SAIL concernant les ventes aux États-Unis étaient "vérifiables" ressort du rapport de vérification lui-même établi par le DOC, dans lequel les fonctionnaires du Département ont relevé à de nombreuses reprises l'absence de toute "anomalie" concernant cette base de données, comme cela a été discuté de manière approfondie lors de la première réunion et aux paragraphes 77 à 84 de la communication présentée par l'Inde à titre de réfutation. Même dans sa note concernant l'échec de la vérification, présentée comme pièce n° 16 de l'Inde, le DOC dit n'avoir décelé qu'une erreur dans la base de données sur les ventes aux États-Unis (erreur de codification de la largeur), dont toutes les parties ont admis qu'elle était facile à corriger, comme M. Hayes l'a indiqué dans sa déclaration sous serment (pièce n° 24 de l'Inde).

58. Troisièmement, le DOC n'a jamais dit, dans son rapport de vérification des ventes aux États-Unis, dans son rapport de vérification des coûts aux États-Unis, dans sa note concernant l'échec de la vérification ou dans sa détermination finale, que l'absence de données vérifiables ou fiables concernant les champs VCOMU et TCOMU avait un effet défavorable sur le caractère vérifiable ou la fiabilité des données de SAIL relatives aux ventes aux États-Unis. Il n'y a tout simplement aucun lien établi, dans ces évaluations répétées des données de fait, entre les champs VCOMU et TCOMU et la possibilité de vérifier les données de SAIL relatives aux ventes aux États-Unis. Compte tenu des arguments présentés de façon répétée par SAIL au DOC avant l'établissement de la détermination finale, selon lesquels les données concernant les ventes aux États-Unis étaient vérifiables, fiables et utilisables, il est révélateur que le DOC n'ait pas fait observer que les renseignements sur les coûts VCOMU ou TCOMU conduisaient à la conclusion que les renseignements sur les ventes n'étaient pas vérifiables ni fiables. Mais cela n'est pas surprenant, puisque les renseignements de SAIL sur les ventes aux États-Unis ont été vérifiés avec succès.

59. Quatrièmement, le DOC n'a pas considéré que l'absence de données sur l'"élément coût" dans l'offre de prix aux États-Unis qui a servi de base pour le calcul de la marge de 72,49 pour cent présenté dans la requête compromettait la fiabilité ou le caractère vérifiable de cette offre de prix de 251 dollars. Le seul élément de coût mentionné dans la requête et utilisé pour déterminer cette marge définitive a été appliqué à toutes les importations en provenance de l'Inde dans la détermination finale, alors même que ce coût n'avait pas ce que le DOC allègue à présent comme étant un lien "essentiel" avec les autres types de tôles coupées à longueur. Même en supposant que le DOC puisse à présent "réévaluer" ses constatations sur ce point (voir l'avis contraire exprimé par l'Inde aux paragraphes 25 à 43 de sa communication présentée à titre de réfutation), le dossier ne contient tout simplement rien qui

[26] USDOC, SAIL's Sales Verification Report, page 1 (pièce n° 13 de l'Inde).

[27] *Voir* l'article 773 a) 6) C) ii) de la Loi sur le commerce extérieur de 1930, ainsi qu'elle a été modifiée, 19 U.S.C. § 1677b a) 6) C) ii), citée au paragraphe 50 de la communication présentée par l'Inde à titre de réfutation.

permette de fonder une conclusion raisonnée selon laquelle on pourrait constater d'une façon ou d'une autre que l'absence des mêmes données sur l'"élément coût" relatif aux ventes de SAIL aux États-Unis compromet la fiabilité ou le caractère vérifiable de données qui ont été concrètement examinées et dont il a été constaté qu'elles ne contenaient que quelques erreurs mineures.

60. En réponse à la dernière question, il peut y avoir des circonstances dans lesquelles il y a tant de renseignements manquants ou invérifiables dans la base de données relative à un des "éléments essentiels" – ventes aux États-Unis, ventes sur le marché intérieur, coûts de production ou valeur construite – que l'on peut remettre en cause le caractère vérifiable ou utilisable des renseignements en question. Il faudrait déterminer cela au cas par cas. Un facteur essentiel serait l'étendue du processus de vérification et le caractère séparé de la manière dont l'entreprise étrangère interrogée consigne les renseignements. Un autre facteur essentiel serait la possibilité d'utiliser les données en liaison avec d'autres données. L'Inde a présenté des considérations détaillées sur les difficultés indues aux paragraphes 11 à 24 de sa communication présentée à titre de réfutation. Mais la présente affaire n'offre pas une telle situation, dans laquelle le caractère vérifiable ou utilisable (ou même la "fiabilité") des données de SAIL concernant les ventes aux États-Unis pourrait être remis en cause par des défauts dans la base de données sur les coûts et le marché intérieur. L'Inde avance qu'il n'est pas nécessaire pour le Groupe spécial de déterminer les limites d'une telle situation car, de quelque façon qu'elle soit définie, elle exigerait des circonstances beaucoup plus graves que celles qui existent dans la présente affaire avec la base de données de SAIL sur les ventes aux États-Unis – dans laquelle la facilité avec laquelle la seule erreur identifiée (codification de la largeur) dans le rapport de vérification des ventes pourrait être corrigée est incontestable.

Question n° 30

L'Inde considère-t-elle que l'article 782 e) 3) n'est PAS compatible avec le but d'assurer une prise de décisions objective sur la base des faits, ou l'Inde élève-t-elle une objection contre cet article parce qu'il ne s'agit pas d'une disposition expressément présente dans l'Annexe II?

Réponse

61. L'Inde est d'avis que l'article 782 e) 3) n'est pas compatible avec le but d'assurer une prise de décisions objective sur la base des faits parce que, tel que l'interprètent le DOC et le CIT, il oblige à écarter des renseignements qui satisfont aux conditions énoncées au paragraphe 3 de l'Annexe II - c'est-à-dire des renseignements vérifiables, communiqués en temps utile et utilisables sans difficultés indues. Dans ces décisions, le terme "renseignements" figurant dans l'article 782 e) a été interprété comme signifiant "tous les renseignements nécessaires pour calculer une marge de dumping".[28] Cela veut dire que l'article 782 e) a été appliqué à tous les renseignements demandés et non à certaines parties ou catégories de renseignements. Un tel résultat – qui se produit toujours quand le DOC détermine qu'un élément "essentiel" (ordinairement lié aux coûts) des renseignements demandés n'est pas utilisable – empêche d'utiliser les renseignements fournis par les entreprises interrogées au sujet des autres "éléments essentiels" qui répondent aux conditions énoncées au paragraphe 3 de l'Annexe II pour calculer une marge de dumping. Si l'article 782 e) 3) n'ajoutait rien aux obligations ou ne retranchait rien aux droits des Membres de l'OMC, l'Inde ne s'élèverait pas contre cette loi du simple fait que ses termes ne sont pas reflétés exactement dans l'Annexe II. Mais ce n'est pas le cas ici, pour les raisons exposées aux paragraphes 148, 149 et 154 à 156 de la première communication de l'Inde et au paragraphe 65 de sa première déclaration orale. Comme elle l'a fait valoir dans ces communications précédentes, l'article 782 e) 3) impose un obstacle supplémentaire (qui n'a pas de fondement dans le texte de l'Accord antidumping) à surmonter par les entreprises interrogées avant que les autorités chargées de l'enquête ne soient tenues d'utiliser leurs renseignements.

[28] Première communication écrite de l'Inde, paragraphes 132, 154 à 158.

Question n° 31

Où, dans l'Accord antidumping, l'Inde trouve-t-elle une obligation imposée à l'autorité chargée de l'enquête d'effectuer et de consigner, comme elle le suggère au paragraphe 74 de sa déclaration orale, une analyse détaillée d'une solution constructive proposée?

Réponse

62. L'Inde voit deux aspects dans la question du Groupe spécial: premièrement, celui de savoir s'il y a une obligation d'"effectuer" une analyse de l'exploration des solutions constructives autres que les droits de dumping, et deuxièmement celui de savoir s'il y a une obligation de créer un dossier pour une telle exploration.

63. Premièrement, en ce qui concerne la question de savoir s'il existe, dans l'Accord antidumping, une obligation pour les Membres d'"effectuer" une analyse d'une solution constructive proposée, l'Inde note que le verbe "explorer" figurant à l'article 15 signifie "examiner, étudier minutieusement, rechercher".[29] Ce terme exige un examen rigoureux et réfléchi. Il exige une étude attentive (c'est-à-dire un examen soigneux) des propositions présentées par les sociétés interrogées des pays en développement. Il exige aussi des autorités chargées de l'enquête qu'elles recherchent les moyens par lesquels les solutions constructives proposées pourraient être utilisées – ou déterminent pourquoi elles ne peuvent pas l'être. Voir aussi la première déclaration orale de l'Inde, paragraphes 72 à 74.

64. Au sujet du second facteur, la seconde phrase de l'article 15 impose aux autorités des pays développés chargées de l'enquête une obligation impérative d'explorer des solutions constructives telles que les engagements en matière de prix avant d'appliquer des droits antidumping. En tant que prescription impérative, elle comporte l'obligation d'exposer clairement le fondement de la décision prise au sujet de l'accord de suspension qui a été offert. La raison en est simple et convaincante. Comment un groupe spécial ou un Membre de l'OMC pourrait-il, sans cela, juger au titre de l'article 17.6 i) si l'autorité chargée de l'enquête a évalué les faits pertinents conformément à la prescription impérative? Les groupes spéciaux ne peuvent accepter de justifications *a posteriori*. Les Membres de l'OMC n'auront aucun moyen de savoir si leurs droits ont été violés en l'absence d'un exposé de l'examen qui a été fait de l'engagement en matière de prix ou de l'accord de suspension proposés.

65. L'article 8.3 de l'Accord antidumping fait obligation aux autorités de "[communiquer] à l'exportateur les raisons qui les ont conduites à considérer l'acceptation d'un engagement comme étant inappropriée …". Cette disposition offre un contexte utile pour l'interprétation de l'obligation faite aux autorités chargées de l'enquête d'exposer leur examen de la solution constructive proposée, qui peut être un accord de suspension au titre de l'article 15. De même, l'article 12.2.2 de l'Accord antidumping offre un contexte utile pour l'interprétation de l'article 15. Il dit qu'il doit être donné avis au public de "tous les renseignements pertinents, sur les points de fait et de droit et les raisons qui ont conduit à l'imposition de mesures finales ou à l'acceptation d'un engagement en matière de prix …". Un élément d'information tout à fait pertinent pour les pays en développement Membres est l'exposé des raisons pour lesquelles la détermination finale impose une marge de dumping – et non des solutions constructives.

Question n° 32

Est-il correct de dire que l'Inde considère qu'une comparaison entre la valeur normale construite calculée par les requérants et la moyenne des prix de vente aux États-Unis ou la moyenne d'une partie des prix de vente aux États-Unis pour un produit qui "correspond" au produit pour lequel la valeur normale a été calculée aboutit à un résultat plus exact, qui

[29] New Shorter Oxford Dictionary, vol. 1, page 889.

représente mieux une "prise de décisions objective sur la base des faits", qu'une détermination qui applique la marge de dumping calculée dans la requête en tant que données de fait disponibles? Dans l'affirmative, l'Inde pourrait-elle expliquer en détail pourquoi elle considère ce résultat comme "meilleur". Son avis serait-il le même si le résultat était différent?

Réponse

66. La réponse à la première question est oui, si l'on suppose que l'expression "prix de vente aux États-Unis" mentionnée dans la question désigne les données sur les prix présentées par SAIL au sujet des ventes réelles qu'elle a faites aux États-Unis durant la période visée par l'enquête.

67. La réponse à la deuxième question est que le résultat serait "meilleur" 1) parce qu'il aboutirait à une comparaison plus équitable entre le prix à l'exportation et la valeur normale, comme l'exige la première phrase de l'article 2.4; 2) parce qu'il serait compatible avec le texte de l'article 6.8 et du paragraphe 3 de l'Annexe II de l'Accord antidumping; 3) parce qu'il reposerait sur des renseignements dont on sait qu'ils sont exacts, c'est-à-dire les données réelles, vérifiées (et vérifiables) et communiquées en temps utile de SAIL sur les ventes aux États-Unis; et 4) parce que, contrairement à l'offre de prix mentionnée dans la requête, il ne reposerait pas sur des renseignements concernant les prix dont on sait qu'ils sont incorrects et sans rapport avec les prix auxquels l'un quelconque des produits de SAIL a été vendu aux États-Unis durant la période visée par l'enquête. L'Inde fait observer que le fait de combiner les données réelles et vérifiées de SAIL sur les ventes aux États-Unis avec les données relatives à la valeur normale tirées de la requête n'est ni un résultat "parfait", ni même le "meilleur résultat possible". En effet, le fait de combiner ces deux éléments relatifs au prix à l'exportation et à la valeur normale aboutit à une marge de dumping dont l'Inde estime qu'elle est beaucoup plus élevée que la marge de dumping réelle en l'espèce, comme le montre l'analyse des données présentées par SAIL au sujet de tous les "éléments essentiels". SAIL a estimé, dans une argumentation présentée au DOC, que, si l'on se fondait sur la base de données révisée concernant ses coûts de production qui a été rejetée par le DOC pour ne pas avoir été présentée en temps utile, sa "véritable" marge de dumping serait inférieure à 1 pour cent.[30] Toutefois, l'Inde estime que, compte tenu des données de fait "disponibles" que le Groupe spécial peut prendre en considération dans le présent différend, le "meilleur" résultat – et même le "meilleur de loin" – consiste à utiliser les données de SAIL sur les ventes aux États-Unis dans le calcul de la marge de dumping.

68. Le sens de la dernière question n'est pas tout à fait clair pour l'Inde. Si, par résultat "différent", le Groupe spécial entend une situation dans laquelle la marge de dumping aurait été inférieure si les renseignements figurant dans la requête avaient été utilisés, la réponse est que la position de l'Inde serait la même. Les autorités chargées de l'enquête doivent utiliser les renseignements fournis par l'entreprise interrogée qui répondent aux prescriptions du paragraphe 3 de l'Annexe II. Dans le cas exceptionnel où l'utilisation des données réelles aboutirait à une marge de dumping supérieure à celle alléguée par le requérant – ce qui n'est pas la situation existant dans la présente enquête –, la seule solution correcte serait d'utiliser les renseignements fournis par l'entreprise interrogée. Si telle avait été la situation dans la présente enquête, l'Inde n'aurait sans doute pas porté ce différend devant un groupe spécial de l'OMC.

Question n° 33

L'Inde a, semble-t-il, fait valoir que l'autorité chargée de l'enquête devrait, quand elle décide si des renseignements seront rejetés et si les données de fait disponibles seront utilisées à leur place, se référer aux données de fait disponibles qui seront probablement utilisées et analyser si elles sont en fait "meilleures", "aussi bonnes" ou "plus mauvaises" que les renseignements imparfaits fournis par l'exportateur. Est-ce là une interprétation correcte de la position de l'Inde? L'Inde pourrait-elle expliquer ce que les données de fait disponibles utilisées

[30] Mémoire adressé au DOC par SAIL, pièce n° 14 de l'Inde, pages 12 et 13 (12 novembre 1999).

en fin de compte ont à voir avec la décision sur le point de savoir si les renseignements fournis peuvent être utilisés dans l'enquête sans difficultés indues? Pourrait-elle expliquer le point de vue qui est apparemment le sien, selon lequel la qualité des données de fait disponibles sur lesquelles on se fonde en fin de compte pour établir une détermination influe d'une façon ou d'une autre sur le degré des efforts qui peuvent être considérés comme des "difficultés indues" dans l'utilisation des renseignements fournis?

Réponse

69. L'Inde renvoie le Groupe spécial à l'analyse de l'élément "difficultés indues" figurant au paragraphe 3 de l'Annexe II qu'elle a présentée aux paragraphes 11 à 24 de sa communication présentée à titre de réfutation et où les questions contenues dans les questions n° 33 et 34 sont traitées en détail. Toutefois, sur un plan général, elle estime que les déterminations comparées que, selon le Groupe spécial, l'Inde lui demanderait de faire – c'est-à-dire sur le point de savoir si une source de renseignements est "meilleure", "aussi bonne" ou "plus mauvaise" que d'autres renseignements – sont toutes tirées du texte du paragraphe 3 de l'Annexe II ainsi que de l'objet et du but de l'Accord antidumping. C'est-à-dire que, si les renseignements présentés par une entreprise interrogée remplissent les conditions énoncées dans ce paragraphe (y compris le fait qu'ils sont utilisables sans difficultés indues), ils doivent être utilisés – c'est-à-dire qu'ils sont, par définition, "meilleurs" que les renseignements provenant d'autres sources, notamment un document partial tel que la requête.

Questions posées aux deux parties

Question n° 34

Les parties pourraient-elles exposer leurs vues sur le sens de l'expression "difficultés indues" figurant au paragraphe 3 de l'Annexe II? Englobe-t-elle les aspects de fond aussi bien que de procédure de l'utilisation des données en question?

Réponse

70. L'Inde renvoie le Groupe spécial à l'analyse de l'élément "difficultés indues" figurant au paragraphe 3 de l'Annexe II qu'elle au présentée aux paragraphes 11 à 24 de sa communication présentée à titre de réfutation et où les questions contenues dans les questions n° 33 et 34 sont traitées en détail.

Question n° 35

Les États-Unis font valoir que l'allégation de l'Inde concernant leur "pratique" en matière de recours aux données de fait disponibles n'est pas soumise à bon droit au Groupe spécial et estiment qu'au titre de la législation des États-Unis, un organisme tel que le DOC peut s'écarter de la "pratique" antérieure pour autant qu'il en donne une explication motivée. Les États-Unis font donc valoir que leur "pratique" ne peut faire l'objet d'une plainte. Pourraient-ils donner des précisions sur cet argument? L'Inde est également invitée à répondre à cette question.

Question n° 36

Les parties pourraient-elles expliquer leurs vues sur ce qui constitue une "pratique", tel que ce terme est employé par l'Inde dans sa demande d'établissement d'un groupe spécial?

Réponses aux questions n° 35 et 36

Exception de procédure soulevée par les États-Unis:

71. L'Inde s'inscrit en faux contre l'affirmation des États-Unis selon laquelle ses allégations concernant la "pratique" des États-Unis ne sont pas soumises à bon droit au Groupe spécial parce qu'elles n'auraient pas été examinées lors des consultations. L'Inde a dit, au paragraphe 5 de sa demande de consultations, qu'elle souhaitait avoir des consultations sur "la détermination de l'existence de ventes à un prix inférieur à la juste valeur établie par le Département du commerce, qui est contraire aux règles de l'OMC régissant l'utilisation des "données de fait disponibles" (par exemple, le refus des autorités des États-Unis d'accepter des renseignements sur les prix à l'exportation qui sont vérifiables et qui ont été communiqués en temps utile et de manière appropriée)".[31] La "détermination" mentionnée dans ce paragraphe est la "détermination finale" établie par le DOC (pièce n° 17 de l'Inde), dans laquelle le DOC a dit ceci: "La pratique suivie de longue date par le Département est de rejeter dans son intégralité la réponse d'une entreprise interrogée à un questionnaire lorsque des éléments essentiels de la réponse comportent tellement d'erreurs et d'inexactitudes qu'ils ne sont pas fiables." L'"utilisation" des données de fait disponibles mentionnée dans la demande de consultations comporte l'application par le DOC de sa pratique concernant les données de fait disponibles totales. Cette pratique suivie de longue date est indissolublement liée à la détermination finale établie par le DOC en l'espèce. Il ne fait aucun doute que l'examen effectué pendant les consultations portait sur la détermination finale du DOC et sur son application des données de fait disponibles totales. Il est impossible d'examiner l'aspect "données de

[31] Pièce n° 22 de l'Inde.

fait disponibles totales" de la détermination finale du DOC sans inclure nécessairement la pratique identifiée et utilisée dans la détermination finale. Par conséquent, l'assertion des États-Unis selon laquelle la demande de consultations et les consultations ne comportaient pas de discussions sur l'application par le DOC de ce qu'il appelle lui-même sa "pratique suivie de longue date" consistant à appliquer les données de fait disponibles totales est dénuée de fondement.

72. De plus, contrairement aux arguments invoqués par les États-Unis, l'Organe d'appel a déterminé, dans l'affaire *Brésil – Aéronefs*, que les articles 4 et 6 du Mémorandum d'accord n'exigent pas "une *identité précise et exacte* des mesures spécifiques qui ont fait l'objet des consultations et des mesures spécifiques indiquées dans la demande d'établissement d'un groupe spécial".[32] L'Organe d'appel a indiqué qu'il était d'accord avec le Groupe spécial chargé de l'affaire *Brésil – Aéronefs* sur le fait que l'un des objectifs des consultations est de "préciser les faits, et on peut s'attendre à ce que les renseignements obtenus au cours des consultations puissent permettre au plaignant de préciser la portée de la question au sujet de laquelle il demande l'établissement d'un groupe spécial".[33] En outre, le Groupe spécial chargé de l'affaire *Brésil – Aéronefs* a déclaré que "[r]ien dans le texte du Mémorandum d'accord … ne dit que la portée des travaux d'un groupe spécial est régie par la portée des consultations préalables".[34] *Voir aussi* l'affaire *Japon – Mesures visant les produits agricoles* (le mandat d'un groupe spécial est fondé sur la demande d'établissement du groupe spécial, et les mesures contestées n'ont pas à être spécifiquement identifiées durant les consultations pour que la plainte soit incluse dans le mandat).[35] D'ailleurs, dans le différend *Japon – Produits agricoles*, les États-Unis ont dit qu'ils souscrivaient à la déclaration suivante:

> Les consultations ont lieu cependant uniquement entre les parties. L'ORD n'intervient pas; aucun groupe spécial n'intervient et les consultations ont lieu en l'absence du Secrétariat. Dans ces conditions, nous ne sommes pas en mesure d'évaluer le processus de consultations afin de déterminer s'il a fonctionné d'une façon particulière. Si une solution convenue d'un commun accord est préférable, dans certains cas, il n'est pas possible aux parties de parvenir à une telle solution. En pareil cas, *nous estimons qu'un groupe spécial a seulement pour fonction de s'assurer que des consultations, si elles sont nécessaires, ont en fait eu lieu ou ont tout au moins été demandées*.[36]

73. Il n'est pas contesté que des consultations ont eu lieu entre l'Inde et les États-Unis.

Allégation des États-Unis selon laquelle leur pratique suivie de longue date consistant à appliquer les données de fait disponibles totales n'est pas une "mesure":

74. L'Inde n'est pas d'accord pour dire que le fait que le DOC pourrait, comme on le soutient, changer sa "pratique" relative aux données de fait disponibles totales signifie que cette pratique n'est pas une "mesure". Une "pratique" devient une "mesure" du fait que des réponses semblables sont apportées de façon répétée à une même situation. Par exemple, le DOC applique toujours les données de fait disponibles totales dans une situation déterminée (c'est-à-dire lorsqu'il manque un ou plusieurs des quatre éléments d'information "essentiels" à communiquer par l'entreprise interrogée). Il le fait de façon systématique depuis 1995. Les parties étrangères intéressées qui font l'objet d'une enquête de la part du DOC peuvent aisément prévoir que le DOC appliquera cette "pratique" dans les affaires à venir auxquelles elles participeront. D'ailleurs, quand SAIL a fait valoir que cette pratique ne devrait pas être appliquée en l'espèce, le DOC a répondu qu'il "devait" appliquer les données de fait

[32] WT/DS46/AB/R, paragraphe 132.
[33] *Id.*
[34] WT/DS46/R, paragraphes 7.9 et 7.10.
[35] WT/DS76/R, paragraphe 8.4.
[36] WT/DS76/R n.33 *citant* WT/DS27/R, paragraphe 7.19 (pas d'italique dans l'original).

disponibles totales.[37] Quand une telle pratique est établie sur une longue période, elle revêt le caractère d'une mesure. Cela tient au fait qu'on peut prévoir (ou suggérer comme menace) une réaction semblable à l'avenir. La question de savoir à quel moment une succession de comportements semblables revêt le caractère d'une mesure doit être déterminée selon les faits et circonstances de chaque affaire. Mais le fait de donner simplement à une chose le nom de "pratique" (par opposition à procédure administrative, réglementation ou loi), puis d'alléguer qu'elle peut changer à tout moment et est donc à l'abri d'une contestation devant l'OMC ouvre la voie à un abus potentiellement considérable des obligations imposées par l'Accord antidumping et les autres Accords de l'OMC.

75. Le fait qu'une "pratique" puisse changer assez vite n'en fait pas une "non-mesure". L'Inde doit demander pourquoi une pratique suivie de longue date est réputée être une non-mesure alors que, dans certains Membres, une procédure administrative, une réglementation ou même une loi peuvent être modifiées tout aussi facilement. Il ne fait aucun doute que, dans de nombreux Membres de l'OMC, les procédures administrative et les réglementations peuvent changer pratiquement du jour au lendemain. Même les lois peuvent changer rapidement – surtout lorsqu'elles reposent sur des décrets d'application. Il n'y a tout bonnement aucune raison logique pour que la facilité et la rapidité avec lesquelles une mesure peut changer influent sur son statut de "mesure". La seule pertinence de la rapidité avec laquelle une mesure peut changer est le délai raisonnable dont un Membre dispose pour mettre une mesure en conformité au titre de l'article 21:3 du Mémorandum d'accord.

76. Par ailleurs, la pratique du DOC relative aux données de fait disponibles totales constitue une "procédure administrative" au sens où cette expression est employée à l'article 18.4 de l'Accord antidumping. La "pratique" relative aux données de fait disponibles totales suivie de longue date par le DOC est une action "administrative", car elle est appliquée par un organisme du gouvernement des États-Unis. C'est aussi une "procédure", car elle indique en détail quelle procédure sera utilisée pour calculer les marges de dumping dans le cas où un élément d'information "essentiel" n'est pas fourni par une partie étrangère intéressée. Le fait que cette "procédure administrative" figure dans les décisions du DOC et du CIT, et non pas, par exemple, dans un manuel pratique du DOC à la disposition du public n'enlève rien au fait qu'il s'agit d'une "procédure". En décider ainsi serait faire passer la forme avant le fond. Et en tant que procédure administrative, la pratique du DOC relative aux données de fait disponibles totales est une "mesure". *Voir* l'article 18.4 de l'Accord antidumping et l'article XVI:4 de l'Accord de Marrakech instituant l'OMC.

77. Les États-Unis s'appuient sur le rapport du Groupe spécial *États-Unis – Mesures traitant les restrictions à l'exportation comme des subventions* pour avancer que leur pratique relative aux données de fait disponibles totales n'a pas de "statut opérationnel indépendant", c'est-à-dire qu'elle n'est pas une "mesure".[38] Ils ne tiennent pas compte des faits existant dans la décision *Restrictions à l'exportation* qui la distinguent de la présente affaire. Dans *Restrictions à l'exportation*, la *"pratique"* alléguée ne comportait *aucune* décision réelle de la part du DOC ou du CIT; comme ce groupe spécial l'a noté, "il n'y a eu aucune affaire postérieure à la création de l'OMC dans laquelle les États-Unis aient imposé une mesure compensatoire à l'encontre d'une restriction à l'exportation".[39] En outre, le Groupe spécial *Restrictions à l'exportation* a noté que le Canada faisait valoir que le DOC suivait "normalement" la pratique – tout en admettant qu'elle n'avait pas été appliquée depuis l'entrée en activité de l'OMC.[40] Il n'est pas étonnant qu'il ait conclu que le Canada n'avait pas "défini concrètement ce qu'est la "pratique" des États-Unis" et que le terme de "pratique, au sens utilisé par le Canada, ne peut imposer de traitement particulier des restrictions à l'exportation lors des enquêtes en matière de droits compensateurs menées aux États-Unis".[41]

---

[37] Final Determination, page 73127 (pièce n° 17 de l'Inde).
[38] Première communication des États-Unis, paragraphe 146.
[39] WT/DS194/R, paragraphe 8.125.
[40] *Id*., paragraphe 8.126.
[41] *Id*., paragraphe 8.129.

78. La "pratique" en cause dans le présent différend est très différente de la non-pratique en cause dans *Restrictions à l'exportation*. Le dossier montre que le DOC applique *toujours* les données de fait disponibles totales quand un des éléments d'information qu'il juge "essentiel" ne peut être utilisé. Le DOC a dit lui-même, dans sa détermination finale, qu'il avait systématiquement pour pratique d'appliquer les "données de fait disponibles totales". L'Inde et le Groupe spécial ont demandé aux États-Unis, durant la première réunion, d'identifier une enquête *quelconque* dans laquelle le DOC n'aurait pas appliqué les données de fait disponibles totales alors qu'un des éléments essentiels des données fournies par une entreprise interrogée ne pouvait être utilisé. Les États-Unis n'ont pu identifier un tel cas. Un haut représentant du DOC interrogé lors d'une audition durant l'enquête a d'ailleurs indiqué qu'il ne connaissait aucune affaire dans laquelle le DOC aurait comblé des lacunes pour des bases de données entières concernant les coûts de production et le marché intérieur.[42] Il ne s'agit donc pas d'un cas où le DOC n'applique "jamais" la pratique ou d'un cas où il l'applique "parfois" ou "normalement". En l'occurrence, le DOC applique *toujours* la même pratique consistant à écarter les renseignements figurant dans un élément si d'autres éléments d'information sont inutilisables.

79. Par conséquent, pour les raisons susmentionnées, l'Inde s'inscrit en faux contre le fait qu'une pratique suivie de longue date ne constitue pas une "mesure".

Allégations de l'Inde concernant la pratique suivie de longue date par le DOC:

80. La demande d'établissement d'un groupe spécial contient deux allégations distinctes concernant la pratique du DOC relative aux données de fait disponibles totales. La première est une allégation en soi (en tant que telle). L'Inde ne la maintient plus.

81. Toutefois, l'Inde *maintient* la seconde allégation concernant la "pratique du DOC", énoncée dans la demande d'établissement d'un groupe spécial. Cette allégation concerne l'*application* par le DOC de sa "pratique suivie de longue date" relative aux données de fait disponibles totales *en l'espèce*, en violation de l'Accord antidumping. Comme l'indique la demande détaillée d'établissement d'un groupe spécial, cette allégation repose sur l'*application* de la pratique suivie de longue date par le DOC, qui a entraîné le rejet des données de SAIL sur les ventes aux États-Unis et l'établissement d'une comparaison inéquitable entre la valeur normale et le prix à l'exportation. Cette allégation comprend trois éléments: 1) l'existence d'une pratique suivie de longue date; 2) le fait que cette pratique suivie de longue date a été appliquée en l'espèce; et 3) le fait que l'application de la pratique suivie de longue date en l'espèce est incompatible avec l'Accord antidumping.

82. Au sujet du premier élément – *l'existence d'une pratique suivie de longue date* –, le Groupe spécial a été saisi de la détermination finale, dans laquelle le DOC dit clairement que sa "pratique suivie de longue date … est de rejeter dans son intégralité la réponse d'une entreprise interrogée à un questionnaire lorsque des éléments essentiels de la réponse comportent tellement d'erreurs et d'inexactitudes qu'ils ne sont pas fiables".[43] Le DOC dit aussi, dans sa détermination finale, que "le Département doit appliquer les données de fait disponibles défavorables totales, car les données de SAIL ne sont pas fiables dans l'ensemble". De nombreuses décisions du CIT ainsi que des décisions rendues par le DOC dans d'autres enquêtes mentionnent aussi la "pratique suivie de longue date" par le DOC, consistant à appliquer les données de fait disponibles totales.[44]

83. Au sujet du deuxième élément – *le fait que la pratique suivie de longue date a été appliquée en l'espèce* – une fois encore, la réponse est donnée par la détermination finale, dans laquelle le DOC dit que les "données de fait disponibles" sont "justifiées pour la présente détermination" et qu'il "doit

[42] Pièce n° 15 de l'Inde, page 51.
[43] Final Determination, page 73130 (pièce n° 17 de l'Inde).
[44] *Voir*, par exemple, les pièces n° 28 et 29 de l'Inde.

appliquer les données de fait disponibles totales …".[45] Il ne peut y avoir aucun doute que le DOC *a appliqué* sa pratique en l'espèce.

84. Enfin, au sujet du troisième élément – *le fait que la pratique suivie de longue date telle qu'elle a été appliquée est incompatible avec l'Accord antidumping* – les arguments invoqués par l'Inde tout au long de cette procédure ont tous été centrés sur le rejet inapproprié des données de SAIL concernant les ventes aux États-Unis dans le calcul de la marge de dumping définitive. Le *processus* par lequel le DOC a rejeté les données de SAIL concernant les ventes aux États-Unis – dont le DOC a admis lui-même qu'elles étaient "utilisables" si des corrections mineures y étaient apportées – a consisté à appliquer les données de fait disponibles totales. Cette application était incompatible avec l'article 6.8 et les paragraphes 3, 5 et 7 de l'Accord antidumping, pour les raisons exposées dans la première communication et dans la première déclaration orale de l'Inde.

Question n° 37

Les parties considèrent-elles que le DOC a "calculé" une marge de dumping en l'espèce? À cet égard, nous notons les arguments invoqués par les États-Unis aux paragraphes 93 à 97 de leur première communication écrite au sujet de l'article 6.8, qui dispose que "des déterminations préliminaires et finales, positives ou négatives" pourront être établies sur la base des données de fait disponibles.

Réponse

85. L'Inde fait observer qu'il n'y a aucune mention du terme "calculer" dans l'Accord antidumping. Les termes qui se rapprochent le plus du mot "calculer" dans l'Accord se trouvent dans la première phrase de l'article 2.4, qui fait obligation aux autorités chargées de l'enquête de procéder à une "comparaison équitable", dans le titre de l'article 2, "Détermination de l'existence d'un dumping", et à l'article 9.3, où il est dit que la marge de dumping est "déterminée" selon l'article 2. Cela dit, il ne fait aucun doute que, dans la présente affaire, le DOC a comparé le prix de 251 dollars par tonne pour le prix à l'exportation avec un prix de 372 dollars pour la valeur normale. Cette comparaison, comme le montre le tableau 5 de la requête, a abouti au "calcul" d'une marge de dumping de 72,49 pour cent. L'Inde a répondu aux arguments invoqués par les États-Unis au sujet des "déterminations préliminaires et finales" (exposés aux paragraphes 93 à 97 de la première communication des États-Unis) dans les paragraphes 9 et 10 de sa communication présentée à titre de réfutation.

Question n° 38

Les parties pourraient-elles expliquer leurs vues concernant le sens de l'expression qui dit que les renseignements devraient être "pris en compte", employée au paragraphe 3 de l'Annexe II? (Prière de laisser de côté, aux fins de cette question, le point de savoir si le terme "devrait" doit être interprété dans un sens impératif ou non.) Par exemple, pourrait-elle être interprétée comme signifiant que la détermination doit reposer sur ces renseignements, ou que l'autorité chargée de l'enquête doit examiner plus avant les renseignements, chercher à les vérifier et déterminer leur fiabilité, mais qu'elle peut en fin de compte ne pas fonder sa décision sur eux et se référer au contraire aux données de fait disponibles?

Réponse

86. L'interprétation correcte des termes "*devraient être pris en compte lors de l'établissement des déterminations*" est que, si les renseignements particuliers en cause (qui peuvent inclure un élément d'information "essentiel" tout entier ou des renseignements individuels) satisfont aux quatre critères énoncés au paragraphe 3 de l'Annexe II, ils doivent être pris en compte dans le calcul d'une marge de

[45] Final Determination, page 73130 (pièce n° 17 de l'Inde).

dumping. Lorsqu'ils ont satisfait au critère rigoureux en quatre parties, et notamment à l'obligation d'être utilisables sans difficultés indues, les renseignements ne peuvent être écartés dans l'établissement de la "détermination". L'expression "lors de l'établissement des déterminations" désigne, dans le jargon antidumping, l'établissement d'une marge de dumping définitive. L'expression "pris en compte" doit être lue avec l'expression "tous les renseignements qui" qui la précède au paragraphe 3 de l'Annexe II. Cette lecture contextuelle indique que les renseignements particuliers devraient être *combinés* avec *d'autres* renseignements pour calculer la marge de dumping. Dans ce sens, le terme de "compte" dans le texte pourrait être considéré comme désignant la totalité des renseignements disponibles à utiliser pour calculer la marge de dumping. Par conséquent, le renseignement en cause dans une analyse conforme au paragraphe 3 de l'Annexe II doit être pris en compte *avec* ces *autres* renseignements disponibles.

87. Tout en notant l'instruction donnée par le Groupe spécial d'éviter la question "devraient ou devront", l'Inde tient seulement à dire qu'à son avis, la solution de la question du "devraient" résout effectivement la question de savoir si les renseignements qui remplissent les quatre conditions énoncées au paragraphe 3 de l'Annexe II doivent être utilisés. L'Inde note aussi qu'elle ne voit, au paragraphe 3 de l'Annexe II, aucun fondement d'une obligation expresse selon laquelle les autorités chargées de l'enquête devraient "déterminer leur fiabilité". Elle estime que toute préoccupation relative à la "fiabilité" des renseignements – notamment ceux qui ont été effectivement vérifiés ou sont réputés vérifiables – est levée si les renseignements remplissent les quatre conditions énoncées au paragraphe 3 de l'Annexe II.

Question n° 39

Les parties pourraient-elles expliquer leurs vues concernant le sens du terme "vérifiable" mentionné au paragraphe 3 de l'Annexe II, en se référant de façon spécifique, entre autres, aux possibilités suivantes:

a) les renseignements sont établis et présentés de façon à pouvoir être vérifiés à l'aide des livres et dossiers de la société qui les soumet;

b) les renseignements répondent non seulement à la condition a), mais l'on constate, lorsqu'ils sont vérifiés, qu'ils sont complets, exacts et fiables – c'est-à-dire qu'ils satisfont à la vérification.

Réponse

88. L'Inde a discuté en détail du sens du terme "vérifiable" aux paragraphes 66 à 72 de sa communication présentée à titre de réfutation. Elle a aussi traité des questions relatives au caractère vérifiable dans ses réponses aux questions n° 21, 28 et 29. Elle appelle donc l'attention du Groupe spécial d'abord sur sa communication présentée à titre de réfutation et ensuite sur les réponses susmentionnées pour une réponse complète à cette question.

89. En réponse aux deux possibilités évoquées par la question, l'Inde estime que l'autorité chargée de l'enquête peut, dans le cadre des prescriptions de l'Accord antidumping, constater que des renseignements sont "vérifiables" si elle procède à une évaluation dans le cadre de la possibilité a). Autrement dit, elle n'a pas besoin de procéder à une vérification réelle pour accepter les renseignements fournis par les entreprises interrogées. Toutefois, si elle souhaite effectuer une "vérification sur place", comme le prévoit le paragraphe 7 de l'Annexe I de l'Accord antidumping, elle peut à bon droit procéder à une "vérification" des documents d'origine pour s'assurer que les renseignements déclarés sont exacts, complets et fiables. La possibilité b) serait donc compatible avec l'Accord antidumping.

90. Toutefois, en ce qui concerne l'emploi par le Groupe spécial des termes "complet" et "exact", l'Inde souhaite préciser que les renseignements déclarés n'ont pas besoin d'être parfaits pour être vérifiables. Il peut y avoir des lacunes mineures dans un "élément" donné (c'est-à-dire que les renseignements peuvent ne pas être "complets"); la question devient alors de savoir si les renseignements manquants peuvent être obtenus auprès d'autres sources. Ou la question peut être de savoir si les renseignements manquants sont importants au point de jeter le doute sur la fiabilité générale des renseignements présentés dans le cadre de l'élément d'information considéré. Il peut aussi y avoir des renseignements déclarés dont l'examen des documents d'origine montre qu'ils ne sont pas entièrement "exacts". La question serait alors de savoir si ces renseignements peuvent être rectifiés et quelle est l'ampleur des imperfections déterminée à la suite de l'examen des autres documents d'origine.

ANNEXE E-2

RÉPONSES DES ÉTATS-UNIS AUX QUESTIONS DU GROUPE SPÉCIAL - PREMIÈRE RÉUNION

(12 février 2002)

Questions posées aux parties

Questions posées aux États-Unis

Question n° 1

Au paragraphe 84 de leur première communication, les États-Unis allèguent que "Rien dans [l'Accord antidumping] n'exige d'une autorité administrante qu'elle évalue séparément des "catégories" distinctes de renseignements aux fins de déterminer s'il est admissible de recourir aux données de fait disponibles pour établir une détermination en matière de dumping". Au paragraphe 83 de leur communication, ils énumèrent certains renseignements qui sont nécessaires pour mener une enquête antidumping – y compris le prix de la marchandise visée sur le marché intérieur du pays exportateur, le prix à l'exportation de la marchandise visée et, dans certaines circonstances, les renseignements relatifs au coût de production et à la valeur construite. Sans préjudice de l'argumentation juridique des États-Unis, pourrait-on considérer qu'aux fins pratiques du calcul d'un droit antidumping, ceux-ci constituent des "catégories" distinctes de renseignements?

Réponse

1. Tout ensemble de renseignements ou de données peut être séparé en "catégories". La définition du terme "catégorie" est "une parmi un ensemble éventuellement exhaustif de classes fondamentales entre lesquelles tous objets peuvent être répartis".[1] Dans ce sens, les renseignements nécessaires pour mener une enquête antidumping – y compris le prix de la marchandise visée sur le marché intérieur du pays exportateur, le prix à l'exportation de la marchandise visée et, dans certaines circonstances, les renseignements relatifs au coût de production et à la valeur construite – pourraient être considérés comme des "catégories" de renseignements. Et chacune de ces "catégories" est en réalité un "ensemble de catégories" – composé de multiples "catégories" plus petites de renseignements tels que les prix, les quantités, les caractéristiques physiques, les niveaux commerciaux, l'emballage et les frais de transport. Chacune de ces "catégories" est nécessaire pour calculer une marge de dumping.[2] Même chaque liste de ventes pour un modèle donné de la marchandise visée pourrait être identifiée comme une "catégorie" de renseignements sur les ventes fournis par une entreprise interrogée. Mais, comme les Communautés européennes l'ont dit à juste titre lors de la réunion avec les tierces parties,

> [Il est] important de reconnaître que les données demandées aux parties intéressées dans une enquête antidumping ne sont pas parcellisées et ne consistent pas en

[1] New Shorter Oxford English Dictionary, Clarendon Press, Oxford, 1993.

[2] *Voir*, par exemple, l'article 2.4 de l'Accord antidumping ("Il *sera* dûment tenu compte dans chaque cas, selon ses particularités, des différences affectant la comparabilité des prix, y compris des différences dans les conditions de vente, dans la taxation, dans les niveaux commerciaux, dans les quantités et les caractéristiques physiques, et de toutes les autres différences dont il est aussi démontré qu'elles affectent la comparabilité des prix."). (pas d'italique dans l'original) (note de bas de page omise)

> ensembles indépendants de données qui ne sont pas liées les unes aux autres. Par conséquent, le fait de ne pas fournir un ensemble de données peut affecter la validité des autres éléments de données fournis.[3]

2. L'Inde elle-même semble ne pas savoir avec certitude où elle tracerait la limite entre différentes "catégories" de renseignements. Dans sa première communication écrite, elle a émis l'avis que la base de données sur les ventes aux États-Unis de l'entreprise indienne interrogée était une "catégorie" de renseignements qui devrait être examinée séparément sous la loupe du paragraphe 3 de l'Annexe II.[4] Si cette "catégorie" de ventes aux États-Unis satisfaisait aux critères du paragraphe 3 de l'Annexe II, l'Inde a dit qu'elle devait être utilisée. Toutefois, lors de la première réunion du Groupe spécial, elle a fait la déclaration suivante:

> l'Inde reconnaît qu'il pourrait ne pas être raisonnable d'attendre de l'autorité chargée de l'enquête qu'elle procède à un examen distinct de chacune des quatre conditions énoncées au paragraphe 3 de l'Annexe II pour des milliers d'éléments individuels d'information communiqués par une entreprise interrogée. L'Inde n'insiste pas pour que le paragraphe 3 de l'Annexe II soit interprété de manière à exiger des autorités chargées de l'enquête qu'elles utilisent tout élément d'information fourni par les entreprises étrangères interrogées, aussi insignifiant et isolé soit-il. Dans sa première communication, l'Inde a utilisé le terme restrictif "catégorie" de renseignements, précisément pour cette raison. Les États-Unis soulignent, à juste titre, que le terme "catégorie" ne se trouve pas dans l'Accord antidumping. Toutefois ce qui importe ici n'est pas le terme exact utilisé, mais plutôt la nécessité d'interpréter l'Accord de bonne foi, d'une manière qui garantisse l'utilisation des renseignements satisfaisant aux quatre critères énoncés au paragraphe 3 de l'Annexe II.[5]

3. L'Inde a poursuivi en donnant comme exemple de "catégorie" de renseignements les renseignements concernant le "facteur de conversion du poids" en cause dans le différend *Acier laminé à chaud en provenance du Japon*. Or, ces renseignements concernant le "facteur de conversion du poids" – formule employée pour calculer la différence entre le poids réel et le poids estimé par tonne pour l'acier en rouleaux – sont précisément le type d'élément d'information "insignifiant et isolé" dont l'Inde allègue que les autorités chargées de l'enquête n'ont pas besoin de l'examiner séparément.[6] Le raisonnement de l'Inde montre que l'application des critères mentionnés au paragraphe 3 de l'Annexe II aux "catégories" de renseignements visées est défectueuse.

4. En résumé, l'accent mis par l'Inde sur le terme de "catégories" de renseignements est peu judicieux pour deux raisons. Premièrement, comme l'Inde l'admet, le terme de "catégories" ne figure pas dans l'Accord antidumping. Comme l'a dit l'Organe d'appel, "[e]n matière d'interprétation des traités, la règle fondamentale veut que l'interprète du traité lise et interprète les mots qui ont été effectivement utilisés dans l'accord à l'examen et non les mots qui auraient dû être utilisés à son avis".[7] En fait, la seule "catégorie" de renseignements reconnue par l'article 6.8 est celle des renseignements "nécessaires". Deuxièmement, le fait de traiter comme distinctes ce que l'Inde conçoit comme des "catégories" séparées de renseignements ne tient pas compte de la nature même de l'analyse en matière de dumping prescrite par l'article 6 et le reste de l'Accord antidumping. Comme

---

[3] Déclaration orale des Communautés européennes en tant que tierce partie, paragraphe 3.

[4] Première communication écrite de l'Inde, paragraphe 51 ("*toute* catégorie de renseignements fournie par une entreprise étrangère interrogée et qui satisfait [aux critères du paragraphe 3 de l'Annexe II doit être] utilisée par les autorités chargées de l'enquête indépendamment de la question de savoir si l'entreprise étrangère interrogée a présenté d'*autres* catégories de renseignements qui [ne satisfont pas aux critères du paragraphe 3 de l'Annexe II]"). (italique dans l'original)

[5] Déclaration orale de l'Inde, paragraphe 34. (non souligné dans l'original)

[6] Rapport du Groupe spécial *Acier laminé à chaud en provenance du Japon*, paragraphe 7.32.

[7] *Mesures communautaires concernant les viandes et les produits carnés* ("*Rapport de l'Organe d'appel CE – Hormones*"), WT/DS48/AB/R, adopté le 13 février 1998, paragraphe 181.

le dit clairement l'article 2.4 de l'Accord, la comparaison qui doit être faite de ces renseignements signifie que les divers éléments des "renseignements nécessaires" ne sont nullement distincts. Les règles coutumières de l'interprétation des traités ne permettent pas à l'Inde de donner de l'Accord antidumping une lecture qui inclut le terme de "catégories" de façon à réduire le champ d'examen du Groupe spécial au plus petit sous-ensemble de renseignements dont l'Inde pense qu'il remplira les conditions requises en vertu du paragraphe 3 de l'Annexe II (en l'occurrence, un sous-ensemble non encore défini de renseignements de SAIL sur les ventes aux États-Unis).

Question n° 2

Au paragraphe 91 de leur première communication, les États-Unis se réfèrent au fait que certaines parties des renseignements peuvent sembler acceptables prises isolément, mais que, lorsque leur non-conformité est substantielle par sa nature et son ampleur, elle rend douteuse la fiabilité de toute la réponse. Ils allèguent que l'article 6.8 dispose que dans de telles circonstances l'autorité peut recourir aux données de fait disponibles. Les États-Unis peuvent-ils indiquer un passage spécifique de l'Accord antidumping qui mentionne l'effet que peuvent avoir les éléments non conformes de certains renseignements présentés sur la fiabilité de toute la réponse?

Réponse

5. Le texte de l'Accord antidumping reconnaît que, quand il y a d'importants éléments non conformes dans les renseignements nécessaires qui ont été présentés, ces éléments non conformes peuvent avoir un effet sur la fiabilité de toute la réponse. L'article 6.8 de l'Accord antidumping dit que "des déterminations préliminaires et finales, positives ou négatives, pourront être établies sur la base des données de fait disponibles" dans le cas où une entreprise interrogée ne fournit pas les renseignements nécessaires. Il ne dit pas que *tous* les renseignements nécessaires doivent manquer avant qu'une détermination préliminaire ou finale puisse être établie sur la base des données de fait disponibles; au contraire, il dit que ces déterminations pourront être établies quand les renseignements *nécessaires* ne sont pas fournis. Par conséquent, l'autorité chargée de l'enquête n'est pas limitée à la seule possibilité de combler les "lacunes" lorsque les renseignements nécessaires manquent – si les circonstances le justifient, elle peut fonder toute sa détermination sur les données de fait disponibles, sous réserve des dispositions de l'Annexe II. Dans le cas de l'entreprise indienne interrogée, SAIL, une très grande quantité de renseignements n'ont pas été fournis ou étaient inutilisables; ce qui manquait ne se prêtait pas à être remplacé ou "comblé" par d'autres éléments d'information. Même la base de données de SAIL sur les ventes aux États-Unis contenait des éléments non conformes et des erreurs importants.[8]

6. En disant que les autorités chargées de l'enquête peuvent fonder leurs déterminations préliminaires et finales sur les données de fait disponibles lorsque les "renseignements nécessaires" ne sont pas fournis, l'article 6.8 n'établit pas un critère qui limite l'utilisation des données de fait disponibles aux situations dans lesquelles aucun renseignement nécessaire n'a été fourni. Le fait que l'article 6.8 permet à l'autorité chargée de l'enquête de fonder sa détermination préliminaire ou finale sur les données de fait disponibles signifie que certains renseignements nécessaires que l'entreprise interrogée a présentés correctement à l'autorité chargée de l'enquête ne seront pas utilisés. Le texte du paragraphe 5 de l'Annexe II renforce ce point en disant que "[l]e fait que les renseignements fournis ne sont pas idéalement les meilleurs à tous égards ne saurait donner valablement motif de les ignorer aux autorités, à condition que la partie intéressée ait agi au mieux de ses possibilités". Il reconnaît que certains renseignements peuvent être idéalement les meilleurs à certains égards, mais que les autorités peuvent ne pas en tenir compte si la partie qui les présente n'a pas agi au mieux de ses possibilités. Là

[8] Des détails sur les éléments non conformes et le caractère non fiable des données de SAIL sont donnés dans la première communication écrite des États-Unis, aux paragraphes 19 à 58 et 148 à 163, et sont examinés plus avant dans la réponse à la question n° 10 ci-après.

encore, dans le cas de l'entreprise indienne interrogée, même l'Inde reconnaît que les renseignements fournis par SAIL étaient loin d'être idéalement les meilleurs à de nombreux égards.

7. En résumé, sur la base du texte de l'article 6.8 et du paragraphe 5 de l'Annexe II de l'Accord antidumping, les autorités chargées de l'enquête ne sont pas empêchées d'évaluer si les éléments non conformes d'une partie importante des renseignements nécessaires aux calculs concernant le dumping ont un effet sur la fiabilité de toute la réponse.

Question n° 3

Les États-Unis considèrent-ils que l'article 782 e) 3) se rapporte à la condition énoncée au paragraphe 3 de l'Annexe II concernant le point de savoir si les renseignements sont "présentés de manière appropriée de façon à pouvoir être utilisés dans l'enquête sans difficultés indues" ou justifient-ils cet aspect de leur loi sur une base différente ou supplémentaire?

Réponse

8. L'article 782 e) 3) dispose que le Département du commerce devrait examiner si les renseignements présentés, "ne sont pas incomplets au point de ne pas pouvoir constituer une base fiable pour l'établissement de la détermination applicable". Premièrement, le fait que l'autorité chargée de l'enquête examine si les renseignements présentés constituent ou non une base fiable pour calculer la marge de dumping d'une société est entièrement compatible avec l'article 6.8 et l'Annexe II. Le paragraphe 3 de l'Annexe II, par exemple, dispose que les autorités chargées de l'enquête devraient examiner si les renseignements sont vérifiables, ce qui démontre l'importance d'une méthode au moyen de laquelle l'autorité chargée de l'enquête peut s'assurer que les renseignements sont fiables.

9. En outre, comme les États-Unis l'ont expliqué dans leur deuxième communication écrite, quand le Département a reçu une réponse au questionnaire qui contient certains renseignements utilisables et certains renseignements inutilisables, il est pertinent d'examiner s'il y a suffisamment de renseignements pour constituer une base objective permettant de déterminer la marge de dumping de l'entreprise interrogée. En obligeant le Département à évaluer le degré de complétude des renseignements, l'article 782 e) 3) dispose que, quand les autres critères sont respectés, le Département ne peut refuser de prendre en considération les renseignements partiels s'ils sont suffisamment complets pour constituer une base fiable pour les calculs concernant le dumping. Autrement dit, si l'entreprise interrogée fournit suffisamment de renseignements pour donner une indication fiable de sa marge de dumping, le fait que le Département soit éventuellement obligé de combler certaines lacunes sur la base des données de fait disponibles ne l'empêche pas d'utiliser ces renseignements. À cet égard, les considérations figurant au paragraphe 5 de l'Annexe II de l'Accord antidumping sont également reflétées à l'article 782 e) 3).

Question n° 4

Au paragraphe 107 de leur première communication, les États-Unis laissent entendre que les paragraphes 3 et 5 de l'Annexe II engagent instamment l'autorité chargée de l'enquête à prendre en compte, ou au moins à ne pas ignorer, des renseignements versés au dossier qui répondent aux critères énoncés dans ces dispositions, mais n'obligent pas les Membres à les utiliser. Cela ne suggère-t-il pas qu'une interprétation qui sert l'objectif d'une prise de décisions objective sur la base des faits en exigeant de prendre en considération les renseignements qui répondent aux critères est plus appropriée qu'une interprétation qui permet aux autorités chargées de l'enquête de rejeter certains renseignements présentés à cause de problèmes concernant d'autres renseignements?

Réponse

10. Une interprétation qui exige de prendre en considération des renseignements répondant aux critères énoncés au paragraphe 3 de l'Annexe II – mais qui n'exige pas de l'autorité chargée de l'enquête qu'elle les "utilise" pour calculer une marge de dumping – sert l'objectif d'une prise de décisions objective sur la base des faits. L'Accord antidumping devrait être interprété de façon à maintenir l'équilibre soigneux qu'il reflète entre les intérêts des autorités chargées de l'enquête, ceux de la branche de production nationale lésée et ceux des exportateurs. D'une part, il exprime une préférence manifeste pour l'utilisation des renseignements fournis par une entreprise interrogée. De l'autre, quand les renseignements qui doivent ainsi être préférés se révèlent inexacts et non fiables - ou quand une partie ne fournit absolument aucun renseignement -, obliger l'autorité chargée de l'enquête à utiliser tous renseignements restants, quelles que soient leurs limites, remettrait le contrôle de l'enquête antidumping fermement entre les mains de la partie exportatrice. Si l'on interprétait l'Accord antidumping de façon à permettre aux parties interrogées de fournir des renseignements de manière sélective et à exiger que les autorités chargées de l'enquête utilisent ces renseignements, cela encouragerait de telles réponses sélectives et irait à l'encontre du but sous-jacent qu'est une "prise de décisions objective sur la base des faits".

11. Une interprétation qui exige de prendre en considération les renseignements qui satisfont aux critères énoncés au paragraphe 3 de l'Annexe II – mais n'exige pas de l'autorité chargée de l'enquête qu'elle "utilise" ces renseignements - repose aussi sur une interprétation admissible du paragraphe 3 de l'Annexe II. Selon l'article 17.6 ii), un groupe spécial doit confirmer une mesure lorsqu'elle repose sur une interprétation admissible de l'Accord. La décision prise par le Département d'appliquer les données de fait disponibles en l'espèce satisfait à ce principe: 1) le paragraphe 3 de l'Annexe II dit que des renseignements devraient être "pris en compte" s'ils satisfont aux quatre critères; 2) l'expression "prendre en compte" signifie "prendre en considération" ou "faire attention à"[9], et 3) le Département a bien "pris en compte" ou "pris en considération" ou "fait attention à" tous les renseignements présentés par SAIL. À cette fin, dans sa détermination préliminaire, il a pris en compte les efforts faits par SAIL pour fournir des renseignements dans le choix des données de fait disponibles utilisées comme marge de dumping préliminaire.[10] En outre, bien que très préoccupé par le manque de réponse et le caractère incomplet des données de SAIL, et passant outre les objections des requérants, le Département a ensuite examiné et pris en compte les renseignements fournis par SAIL en tentant de les vérifier.[11] Enfin, dans sa détermination finale, il a pris en compte la totalité du dossier, les problèmes substantiels posés par les données de SAIL, l'échec de la vérification et les difficultés indues qu'il aurait fallu surmonter pour utiliser toutes données de SAIL et a décidé de fonder sa détermination entièrement sur les données de fait disponibles.[12]

Question n° 5

Les États-Unis élèvent-ils une objection contre la présentation de la déclaration sous serment de M. Hayes en soi ou contre les arguments invoqués par l'Inde selon lesquels la correction des erreurs existant dans la base de données sur les ventes aux États-Unis aurait été une opération assez simple pour eux? À cet égard, nous notons que SAIL a bien avancé, durant la procédure devant le DOC, que le programme informatique du DOC aurait pu être modifié pour remédier aux erreurs existant dans la base de données sur les ventes aux États-Unis et a bien proposé d'autres calculs de la marge de dumping. Les États-Unis élèvent-ils une objection contre la déclaration sous serment de M. Hayes parce qu'elle contient sur ces sujets des propositions différentes de celles qui ont été présentées durant l'enquête? Dans l'affirmative, pourraient-ils expliquer pourquoi ils jugent cela important, puisque le Groupe spécial ne

[9] New Shorter Oxford Dictionary, Clarendon Press, vol. 1, page 15.
[10] *Voir* la première communication écrite des États-Unis, paragraphe 34.
[11] *Id*., paragraphe 37.
[12] *Id*., paragraphes 45 à 51.

décidera pour lui-même ni de calculer la marge de dumping ni de corriger le langage de programmation? Quels aspects spécifiques de la déclaration sous serment et du témoignage de M. Hayes les États-Unis jugent-ils qu'ils constituent des faits nouveaux et non une analyse ou des arguments nouveaux concernant les faits versés au dossier?

Réponse

12. Premièrement, les États-Unis élèvent une objection contre la déclaration sous serment de M. Hayes en soi. Une "déclaration sous serment" est une "déclaration écrite, confirmée sous serment ou sur l'honneur, destinée à être utilisée comme élément de preuve".[13] Le but d'une déclaration sous serment est donc de servir d'élément de preuve. La déclaration sous serment de M. Hayes exprime elle-même son objectif comme tel.[14] L'Inde a le droit de présenter au Groupe spécial tout argument que relève de son mandat, mais elle n'a pas le droit de présenter de nouveaux renseignements factuels, même sous le couvert d'une déclaration sous serment. Conformément à l'article 17.5 ii) et 17.6 i), les éléments de preuve pertinents sur lesquels le Groupe spécial doit fonder son examen sont le dossier établi par l'autorité chargée de l'enquête au moment de sa détermination.[15]

13. Deuxièmement, certains aspects de la déclaration sous serment et du témoignage de M. Hayes constituent des faits nouveaux. Outre le nouveau programme informatique annexé par M. Hayes à sa déclaration sous serment et ses conclusions factuelles selon lesquelles certaines erreurs existant dans la base de données sur les ventes aux États-Unis "soit étaient défavorables à SAIL, soit n'auraient probablement pas été utilisées" par le Département, M. Hayes a dit, à la première réunion du Groupe spécial, qu'il avait "créé une nouvelle pièce, la pièce n° 32 de l'Inde", avec de nouveaux calculs du prix total, des frais et des volumes pour toutes les ventes de SAIL aux États-Unis et il a invité le Groupe spécial à examiner les nouveaux calculs et les "substitutions" figurant dans la pièce n° 33 de l'Inde.[16]

14. Enfin, les propositions spécifiques présentées par M. Hayes sont en fait différentes des propositions présentées par SAIL durant la procédure menée par le Département. Ce fait souligne la raison sous-jacente de la prescription figurant à l'article 17.5 ii) et 17.6 ii), selon laquelle les groupes spéciaux doivent examiner le dossier dont les autorités étaient saisies au moment de leurs déterminations et non de nouveaux renseignements. Il ne serait ni approprié ni équitable d'évaluer le caractère adéquat de la détermination établie par le Département en utilisant des renseignements que l'Inde n'a élaborés que deux ans plus tard et qu'elle a continué à affiner tout au long de cette affaire. SAIL a présenté, durant l'enquête, des arguments sur la façon dont ses propres données pouvaient être utilisées, et le Groupe spécial devrait limiter son examen à ces arguments, dans la mesure où l'Inde les maintient. Le fait que les nouvelles méthodes de l'Inde ne sont jamais venues à l'esprit de SAIL, qu'il a fallu deux ans à l'Inde pour les élaborer et que l'Inde doit maintenant encore continuer à les affiner

[13] New Shorter Oxford Dictionary, Clarendon Press, vol. 1, page 35.

[14] Déclaration sous serment de M. Hayes, pièce n° 24 de l'Inde. Par exemple, cette déclaration comprend 1) un programme informatique créé pour une procédure antidumping séparée qui n'a jamais figuré dans le dossier de cette procédure et n'a jamais été présenté dans la procédure relative aux tôles de l'Inde; et 2) des assertions de fait *a posteriori* selon lesquelles les erreurs découvertes dans la base de données de SAIL sur les ventes aux États-Unis "soit étaient défavorables à SAIL, soit n'auraient probablement pas été utilisées" par le Département.

[15] *Voir États-Unis – Mesures antidumping appliquées à certains produits en acier laminés à chaud en provenance du Japon*, WT/DS184/R, rapport adopté le 28 février 2001, paragraphes 7.6 et 7.7 ("Il nous semble clair, au regard de cette disposition, qu'un groupe spécial ne peut pas, lorsqu'il examine une allégation de violation de l'Accord antidumping dans une détermination donnée, prendre en compte des faits ou des éléments de preuve qu'une partie lui a présentés dans le but de démontrer l'existence d'une erreur dans la détermination concernant des questions que les autorités ont étudiées et sur lesquelles elles se sont prononcées, à moins qu'ils n'aient été communiqués conformément aux procédures internes appropriées aux autorités du pays procédant à l'enquête au cours de celle-ci.").

[16] Déclaration orale de l'Inde, paragraphe 91 (observations de M. Hayes).

ne fait que démontrer pourquoi elles ne sont pas pertinentes pour l'examen que le Groupe spécial doit faire de la question de savoir si la détermination établie par le Département sur la base des éléments de preuve *dont il était saisi* était impartiale et objective.

Question n° 6

Les États-Unis peuvent-ils expliquer en quoi les données sur les ventes aux États-Unis, si elles avaient été acceptées et prises en compte, auraient eu un effet négatif sur le processus consistant à aboutir à une décision objective sur la base des faits? Considèrent-ils qu'une décision entièrement fondée sur les données de fait disponibles est plus conforme aux objectifs de l'Accord antidumping qu'une décision fondée en partie sur les données de fait disponibles et en partie sur des renseignements vérifiés? Prière d'expliquer en détail. Les États-Unis considéreraient-ils qu'il est, dans tous les cas, illogique de calculer une marge de dumping fondée sur une comparaison entre la valeur normale calculée sur la base des données de fait disponibles et le prix à l'exportation calculé sur la base des renseignements vérifiés présentés par la partie en question?

Réponse

15. Dans sa question, le Groupe spécial suppose que les données de SAIL sur les ventes aux États-Unis étaient "vérifiées" et pouvaient donc être utilisées pour rendre une décision sur la base des faits. Comme nous l'avons expliqué à la première réunion du Groupe spécial, elles ne l'étaient pas. Se fondant sur les défauts touchant tous les aspects des renseignements fournis par SAIL, le Département a établi une détermination selon laquelle les renseignements fournis par SAIL n'avaient pas satisfait à la vérification dans leur intégralité. Cette détermination était fondée sur des erreurs existant dans les données sur les ventes aux États-Unis elles-mêmes (indiquées en détail dans la réponse à la question n° 10 ci-dessous) et sur les liens inhérents entre les données sur les ventes aux États-Unis fournies par l'entreprise interrogée et ses autres données. L'expression "données sur les ventes aux États-Unis" est inclusive et désigne toutes les données se rapportant ou liées aux ventes aux États-Unis. Elle inclut, par exemple, les données sur les coûts de fabrication pour chaque vente aux États-Unis – données dont SAIL n'a pu vérifier l'exactitude. Ces données sont nécessaires pour pouvoir tenir dûment compte des différences dans les caractéristiques physiques qui affectent la comparabilité des prix. Du fait que les données étaient inexactes et inutilisables pour le calcul d'une marge de dumping, elles ne pouvaient pas être utilisées pour rendre une décision objective sur la base des faits.

16. Comme l'Organe d'appel l'a dit dans l'affaire *Acier laminé à chaud en provenance du Japon*, l'objectif d'une enquête antidumping est d'"assurer une prise de décisions objective sur la base des faits". Pour atteindre cet objectif, l'autorité chargée de l'enquête doit déterminer si elle peut utiliser les données de fait particulières dont elle est saisie pour établir une détermination. Si la partie interrogée ne fournit pas les renseignements nécessaires pour prendre une décision, comme c'était le cas de SAIL en l'espèce, l'Accord prévoit l'utilisation des données de fait disponibles par les autorités chargées de l'enquête. Dans certains cas, il est possible d'utiliser seulement des données de fait disponibles partielles; toutefois, comme c'était le cas en l'espèce, il peut arriver que les renseignements présentés par la partie interrogée soient si déficients qu'ils ne donnent pas d'indication sur le niveau de dumping de l'entreprise interrogée et que l'autorité chargée de l'enquête puisse se fonder à juste titre entièrement sur les données de fait disponibles. En pareil cas, la décision d'utiliser les données de fait disponibles totales est une décision objective, prise sur la base des faits versés au dossier de l'enquête. Tant que la décision d'utiliser les données de fait disponibles totales est prise compte tenu de la viabilité de l'ensemble des renseignements versés au dossier nécessaires pour établir une détermination relative à l'existence d'un dumping, elle est compatible avec les objectifs de l'Accord antidumping.

17. Compte tenu de ces points, les États-Unis ne pensent pas qu'il soit nécessairement illogique dans tous les cas que le calcul d'une marge de dumping soit fondé sur une comparaison entre la valeur normale calculée sur la base des données de fait disponibles et le prix à l'exportation calculé sur la base des renseignements vérifiés. L'utilisation des données de fait disponibles, partielles ou totales, doit être analysée au cas par cas, et il peut y avoir une situation dans laquelle une valeur normale fondée sur les données de fait disponibles peut être comparée au prix à l'exportation calculé sur la base des renseignements vérifiés. L'affaire en cause ne fait pas partie de ces cas.

Question n° 7

Sur un plan hypothétique, le DOC aurait-il pu conclure que, prises isolément, les données sur les ventes aux États-Unis étaient vérifiées, présentées en temps utile, exactes et fiables? Si votre réponse est non, prière d'expliquer pourquoi.

Réponse

18. Il est difficile de répondre à cette question sur un plan hypothétique, car le Département a spécifiquement constaté en l'espèce que les renseignements fournis par SAIL – y compris ses données sur les ventes aux États-Unis – ne satisfaisaient pas à la vérification.[17] En outre, les données sur les ventes aux États-Unis présentaient des inexactitudes qui n'ont jamais été rectifiées, comme l'indique en détail le rapport de vérification et comme l'Inde l'a reconnu dans sa "déclaration sous serment". Le Département a donc conclu que ces erreurs dans la base de données sur les ventes aux États-Unis "étayent notre conclusion, à savoir que les données de SAIL ne sont pas fiables dans l'ensemble".[18] Pour ces raisons, il ne pouvait conclure que les données sur les ventes aux États-Unis, prises isolément, étaient vérifiées, exactes et fiables.

Question n° 8

Les États-Unis considèrent-ils que l'interprétation de leur législation adoptée par le DOC et confirmée par le CIT et appliquée en l'espèce est un résultat nécessaire en vertu des principes des États-Unis relatifs à l'interprétation des lois, ou considéreraient-ils que le CIT n'a fait qu'accepter comme raisonnable une interprétation du DOC mais que, selon les principes des États-Unis relatifs à l'interprétation des lois, la loi aurait pu être interprétée différemment? Prière de fournir des références et des textes faisant autorité spécifiques à l'appui de votre réponse. Est-il correct d'interpréter la position des États-Unis comme étant qu'en vertu de leurs dispositions juridiques régissant l'utilisation des données de fait disponibles, le DOC est tenu d'avoir recours aux données de fait disponibles dans les circonstances où l'Accord antidumping permet l'utilisation des données de fait disponibles?

Réponse

19. Le critère d'examen des déterminations antidumping en vertu de la législation des États-Unis est analogue au critère énoncé à l'article 17.6 ii) de l'Accord antidumping, c'est-à-dire qu'une détermination qui applique une disposition admettant plus d'une interprétation sera confirmée si elle repose sur une interprétation admissible. Dans la décision sous-jacente du CIT, le tribunal a confirmé la décision prise par le Département d'avoir recours aux données de fait disponibles totales, déclarant que sa responsabilité était de déterminer si l'interprétation de l'organisme était "raisonnable compte

[17] Determination of Verification Failure Memorandum, pièce n° 25 des États-Unis.
[18] *Id.*, page 5.

tenu du libellé, des politiques et des travaux préparatoires de la loi".[19] Le tribunal n'a pas donné d'avis sur le point de savoir si la loi pouvait être interprétée différemment.[20]

20. Il n'est pas correct de dire qu'en vertu des dispositions de la législation des États-Unis relatives aux "données de fait disponibles", le Département est *tenu* d'appliquer les données de fait disponibles dans les circonstances où l'Accord antidumping *permet* l'utilisation des données de fait disponibles. Comme nous l'avons indiqué aux paragraphes 119 à 147 de notre première communication écrite, rien dans la loi ou la réglementation des États-Unis n'oblige le Département à appliquer les données de fait disponibles de façon incompatible avec l'article 6.8 et l'Annexe II de l'Accord antidumping. Le recours aux données de fait disponibles est facultatif et non obligatoire, il dépend spécifiquement de la quantité et de la qualité des renseignements fournis par l'entreprise interrogée. Cette analyse est particulièrement vraie pour l'article 782 e) de la Loi des États-Unis.

21. En vertu de l'article 782 e), le Département doit examiner les renseignements qui pourraient par ailleurs être rejetés au titre de l'article 776 a), si les cinq critères pertinents sont satisfaits. Dans certaines affaires, comme celle qu'examine actuellement le Groupe spécial, le Département a constaté qu'une entreprise interrogée n'avait pas fourni des renseignements nécessaires importants versés au dossier et qu'il faudrait ne pas tenir compte de ce qui avait été fourni, car cela ne satisfaisait pas aux critères de l'article 782 e). Toutefois, dans d'autres affaires, il a déterminé que les renseignements nécessaires, bien que viciés, pouvaient être utilisés pour ses calculs, car les critères de l'article 782 e) étaient satisfaits.

22. Dans sa pièce n° 28, l'Inde a présenté des cas administratifs d'adoption des données de fait disponibles "totales" et a émis l'idée que l'article 782 e) "tel qu'il est interprété" par le Département exige le rejet de la totalité des renseignements fournis par une entreprise interrogée lorsque certains renseignements seulement sont viciés. C'est incorrect. Même les déterminations présentées par l'Inde indiquent clairement que le Département interprète l'article 782 e) comme l'obligeant à examiner des renseignements même lorsqu'ils présentent un défaut important. Par exemple, dans l'affaire *Certain Cut-to-Length Carbon Steel Plate from Sweden: Preliminary Results of Anti-Dumping Administrative Review*, les données relatives aux coûts présentées par l'entreprise interrogée n'ont pas satisfait à la vérification. Le Département a néanmoins déclaré ceci: "Nous *devons* donc examiner si les données soumises au sujet des coûts sont utilisables au titre de l'article 782 e) de la Loi."[21]

23. D'autres cas non cités par l'Inde réfutent également cette assertion. Par exemple, dans l'affaire *Final Results; Administrative Review and New Shipper Review of Antidumping Duty Order on Stainless Steel Bar from India*, 65 Fed. Reg. 48965 (10 août 2000) et les notes d'accompagnement de

---

[19] *Steel Authority of India, Ltd. v. United States*, 149 F. Supp. 2d 921, 927 (22 mai 2001). À la suite du dépôt de la première communication écrite des États-Unis, le CIT a confirmé la nouvelle détermination établie par le Département à l'issue du renvoi, qui expliquait plus avant sa constatation selon laquelle SAIL n'avait pas agi "au mieux de ses possibilités". *Voir Steel Authority of India, Ltd. v. United States*, Slip Op. 2001-149 (17 décembre 2001) (pièce n° 28 des États-Unis).

[20] La décision du tribunal est conforme au critère d'examen énoncé dans le Code des États-Unis et traditionnellement reconnu par le Tribunal du commerce international, selon lequel "le Tribunal du commerce international doit reconnaître la validité de "toute détermination, constatation ou conclusion établie par le Département du commerce, sauf si elle n'est pas étayée par des éléments de preuve substantiels versés au dossier ou si elle n'est pas conforme à la loi d'une autre façon"". Fujitsu General Ltd. v. United States, 88 F.3d 1034 (Fed. Cir. 1996) (citant 19 U.S.C. § 1516a b) 1) B)). "Éléments de preuve substantiels" signifie des "éléments de preuve qu'un esprit raisonnable pourrait accepter comme adéquats pour étayer une conclusion". Consolidated Edison v. NLRB, 305 U.S. 197, 229 (1938); accord Matsushita Elec. Indus. Co. v. United States, 750 F.2d 927, 933 (Fed. Cir. 1984). Même s'il est possible de tirer deux conclusions incompatibles des éléments de preuve versés au dossier, cela ne veut pas dire que les constatations du DOC ne sont pas étayées par des éléments de preuve substantiels, et le tribunal reconnaîtra la validité de la détermination établie par le DOC s'il constate que sa conclusion est raisonnable. Voir Consolo v. Federal Maritime Comm'n, 383 U.S. 607, 620 (1966).

[21] 61 Fed. Reg. 51898, 51899 (1996), pièce n° 28 de l'Inde.

la décision (*India Steel Bar Final Results*), le Département a déterminé que, bien que les renseignements relatifs aux coûts fournis par l'entreprise indienne interrogée, Panchmahal, fussent incomplets, il pouvait, conformément à l'article 782 e) de la Loi, appliquer à ses calculs la plupart des renseignements versés au dossier et utiliser des "données de fait disponibles partielles" dans les domaines où les données de faits nécessaires manquaient:

> Nous avons déterminé qu'il n'était pas justifié de continuer à utiliser les données de fait disponibles défavorables totales au sujet de Panchmahal. Conformément à l'article 782 e) de la Loi, nous ne refuserons pas d'examiner les renseignements présentés, *quand bien même ils ne satisfont pas à toutes nos prescriptions*, s'ils ont été présentés en temps utile, s'ils ont pu être vérifiés, s'ils pouvaient, même incomplets, constituer une base fiable pour établir notre détermination, si la partie qui les a présentés démontre qu'elle a agi au mieux de ses possibilités pour fournir les renseignements et satisfaire à nos prescriptions et si les renseignements peuvent être utilisés sans difficultés indues. *En ce qui concerne les renseignements présentés par Panchmahal, nous constatons qu'une quantité suffisante de ces renseignements satisfait à nos prescriptions, de sorte que nous n'avons pas refusé de les utiliser dans nos résultats définitifs.*[22]

En conséquence, le Département a eu recours aux données de fait disponibles seulement pour certaines parties de l'analyse de la marge.

24. De la même façon, dans l'affaire *Polyester Staple Fibre from Taiwan*, le Département a reconnu que l'entreprise interrogée n'avait pas fourni des réponses entièrement exactes et complètes pour sa base de données sur les coûts et les ventes, mais il a déterminé que le recours à des données de fait disponibles partielles plutôt qu'aux données de fait disponibles totales était approprié en vertu de la loi.[23] Il a noté que les communications de l'entreprise interrogée avaient été présentées en temps utile, que la majorité des renseignements fournis était exacte, que l'effet des erreurs découvertes lors de la vérification des ventes et des coûts était limité et que leur incidence sur une éventuelle marge de dumping était faible. Il a déterminé que, dans l'ensemble, les données fournies par l'entreprise interrogée "pouvaient être utilisées sans difficultés indues" et que, "conformément à l'article 782 e) de la Loi, nous ne constatons pas que les renseignements [fournis par l'entreprise interrogée], même s'ils sont incomplets, ne peuvent pas constituer une base fiable pour établir une détermination finale".

25. L'interprétation de l'article 782 e) de la Loi faite par le Département est également étayée par des décisions du CIT. Ainsi, dans l'affaire *NSK Ltd., v. United States*, 170 F. Supp. 2d. 1280 (6 juin 2001), le tribunal a examiné la décision prise par le Département d'accepter les renseignements en matière d'ajustement et de réduction fournis par certaines entreprises interrogées dans le cadre d'un réexamen des droits antidumping. Il a confirmé la décision prise par le Département d'accepter ces ajustements et réductions, citant l'article 782 e) de la Loi. Il a indiqué que l'article 782 e) "donnait au Département la faculté d'accepter d'une manière générale les données fournies par les entreprises interrogées dans une procédure antidumping en lui enjoignant de ne pas rejeter les communications de données lorsqu'il détermine que les critères spécifiés sont satisfaits".[24]

26. Par conséquent, contrairement aux assertions de l'Inde, la législation des États-Unis fait obligation au Département d'accepter les données fournies par une entreprise interrogée lorsqu'il est satisfait aux critères énoncés à l'article 782 e). Comme nous l'expliquons plus en détail dans la

---

[22] *India Steel Bar Final Results* Decision Memorandum, pièce n° 26 des États-Unis, page 3. (pas d'italique dans l'original)

[23] *Final Determination of Sales at Less Than Fair Value; Certain Polyester Staple Fibre From Taiwan*, 65 Fed. Reg. 16877 (30 mars 2000) et accompany Decision Memorandum, pièce n° 26 des États-Unis, Issue 1 (*PSF from Taiwan*).

[24] *NSK Ltd., v. United States*, 170 F. Supp. 2d. 1280, 1318 (6 juin 2001), pièce n° 27 des États-Unis.

section 1 de notre deuxième communication, l'article 782 e) de la Loi sert à *diminuer* la probabilité que le Département ait recours aux données de fait disponibles dans une affaire donnée. En outre, toutes les dispositions de la loi et de la réglementation des États-Unis qui concernent le recours aux données de fait disponibles sont entièrement compatibles avec l'article 6.8 et l'Annexe II de l'Accord.

Question n° 9

Les États-Unis pourraient-ils préciser si le DOC a constaté que toutes les bases de données présentées par SAIL étaient inutilisables au stade préliminaire ou que toutes les bases de données sauf celle sur les ventes aux États-Unis étaient inutilisables? La "base de données définitive" du 16 juillet était-elle limitée aux renseignements autres que les ventes aux États-Unis? A-t-il aussi été constaté qu'elle était inutilisable, comme les précédentes, ou ces données ont-elles été analysées aux fins de la détermination finale?

Réponse

27. Comme l'indique en détail notre première communication, les bases de données électroniques de SAIL présentaient des défauts importants qui n'ont jamais été corrigés. Une semaine avant sa détermination préliminaire du 19 juillet 1999, le Département a de nouveau avisé SAIL que "les bases de données électroniques que vous avez communiquées se sont avérées gravement non conformes et sont actuellement inutilisables".[25] Le 16 juillet 1999, SAIL a présenté des bases de données électroniques révisées contenant des renseignements sur les ventes aux États-Unis, mais ces renseignements ont été présentés trop tard pour être incorporés dans la détermination préliminaire. Le Département a expliqué qu'"en raison des problèmes rencontrés en ce qui concerne les bases de données électroniques communiquées par SAIL, cette réponse ne peut pas être utilisée actuellement pour calculer une marge fiable".[26] Quoi qu'il en soit, cette base de données électronique sur bande a elle-même été remplacée le 17 août 1999, et SAIL a tenté de présenter une nouvelle base de données sur bande le premier jour de la vérification, mais le Département l'a rejetée parce qu'elle n'était pas présentée en temps utile. La vérification elle-même a révélé par exemple les éléments suivants:

> [L]e coût total de fabrication et le coût de fabrication variable figurant sur la bande communiquée le 17 août 1999 ne sont pas corrects. Il n'y a pas moyen d'établir une corrélation valable entre le coût total de fabrication et le coût de fabrication variable indiqués sur la bande d'une part et les données relatives aux coûts et les documents sources correspondants d'autre part.[27]

28. Les renseignements sur le coût de fabrication total et le coût de fabrication variable se rapportaient directement à la base de données sur les ventes aux États-Unis, de sorte que les renseignements qui auraient été nécessaires pour les ajustements en fonction de la "différence entre les marchandises" manquaient totalement. Comme le but de ces bases de données sur les coûts et les ventes est d'être exploitées en comparaison l'une avec l'autre, les défauts qu'elles présentaient ont fait que le Département n'avait rien à analyser au moment de sa *détermination finale*.

Question n° 10

Les États-Unis pourraient-ils indiquer en quoi les données sur les ventes aux États-Unis étaient elles-mêmes viciées? Le DOC a-t-il déterminé spécifiquement que l'examen des données sur les ventes aux États-Unis causerait des "difficultés indues"? Les États-Unis peuvent-ils indiquer où, dans la détermination ou ailleurs dans le dossier, cette conclusion peut être

[25] *Letter from Commerce to SAIL Re: Return of Untimely Information*, pièce n° 14 des États-Unis, page 1.

[26] *Preliminary Determination*, pièce n° 11 de l'Inde, page 41203.

[27] *Cost Verification Report*, pièce n° 3 des États-Unis, page 2.

discernée? Peuvent-ils expliquer les fondements de cette conclusion? Ou est-il exact de conclure que la seule raison pour laquelle le DOC a décidé de ne pas examiner les données sur les ventes aux États-Unis est que des problèmes avaient été décelés au sujet des autres données? Prière d'expliquer en détail la "difficulté indue" qu'il y aurait à comparer les prix à l'exportation tirés de la base de données sur les ventes aux États-Unis avec les renseignements mentionnés dans la requête. Les États-Unis pourraient-ils expliquer en quoi l'absence de renseignements sur les coûts de fabrication concernant les ventes aux États-Unis rend non fiable l'ensemble de la base de données sur les ventes aux États-Unis?

Réponse

29. Le Département n'a pas fondé sa décision de ne pas examiner les données sur les ventes aux États-Unis uniquement sur des problèmes concernant les autres données. La fiabilité des réponses de SAIL aux questionnaires a été jugée d'après l'ensemble des renseignements présentés par SAIL, mais le Département a aussi relevé des défauts importants dans la base de données sur les ventes aux États-Unis.

30. Premièrement, sachant que la vérification sur place équivaut à une vérification sélective qui ne consiste pas à examiner chaque élément de données présenté, la vérification des "ventes" portant sur la plupart des aspects de la base de données sur les ventes aux États-Unis de l'entreprise indienne interrogée a révélé de nombreux défauts dans les articles examinés. L'un des défauts importants a été la découverte, lors de la vérification, qu'une caractéristique physique utilisée pour comparer les ventes aux États-Unis et les ventes sur le marché intérieur était consignée de façon incorrecte, erreur qui touchait environ 75 pour cent des ventes aux États-Unis figurant dans la base de données.[28] En outre, plusieurs autres erreurs ont été découvertes, y compris le fait que certains frais de transport relatifs aux exportations étaient sous-estimés ou surestimés[29] et que le calcul de la ristourne de droits pour les ventes aux États-Unis était incorrect.

31. Deuxièmement, la vérification des "coûts" a également porté sur des éléments figurant dans la base de données sur les ventes aux États-Unis. Pour des raisons logistiques, les éléments de coût figurant dans cette base de données ont été examinés séparément. Comme SAIL le reconnaît, la vérification des coûts a abouti à l'incapacité totale de SAIL de faire concorder ses coûts avec ses livres et registres.[30] Cet échec a révélé un autre défaut dans la base de données sur les ventes aux États-Unis: le coût de fabrication total et le coût de fabrication variable pour chaque vente aux États-Unis n'ont pu être vérifiés. Privé de renseignements vérifiés sur le coût de fabrication total et le coût de fabrication variable, le Département n'a pu procéder à des ajustements pour tenir compte des différences dans les caractéristiques physiques qui affectent la comparabilité des prix, comme le prescrit l'article 2.4 de l'Accord.

32. En évaluant les renseignements présentés par SAIL – y compris les défauts dans la base de données sur les ventes aux États-Unis mentionnés ci-dessus –, le Département a déterminé spécifiquement, entre autres, que les renseignements "ne peuvent pas être utilisés sans difficultés indues".[31] Comme il l'a dit dans sa détermination finale, "la réponse de SAIL au questionnaire est pour l'essentiel incomplète et inutilisable dans la mesure où une partie importante des renseignements exigés pour calculer une marge de dumping n'était pas conforme".[32] Alors que la base de données sur les ventes aux États-Unis présentait des défauts importants, le Département a fondé sa détermination relative aux données de fait disponibles sur l'ensemble des renseignements présentés par SAIL. Cette façon de faire est appropriée, puisque les données demandées dans une enquête antidumping "ne

[28] Première communication écrite de l'Inde, paragraphe 30.
[29] *Sales Verification Report*, pièce n° 13 de l'Inde, page 30.
[30] *SAIL's USCIT Brief*, pièce n° 19 de l'Inde, page 16.
[31] *Final Determination*, pièce n° 17 de l'Inde, pages 73130-31.
[32] *Id.*

consistent pas en ensembles indépendants de données qui ne sont pas liées les unes aux autres.[33] Pour évaluer la "difficulté indue" que comporte l'utilisation de renseignements, il faut évaluer comment la comparaison nécessaire des renseignements peut être effectuée sous leur forme actuelle. En l'espèce, l'absence de renseignements sur les coûts liés aux ventes aux États-Unis rendait la comparaison non seulement difficile, mais impossible, là où il fallait procéder à des ajustements pour tenir compte des différences physiques. Même pour les ventes pour lesquelles les renseignements manquants sur les coûts n'étaient pas nécessaires – ventes qui correspondaient de façon identique et ne nécessitaient pas d'ajustements pour tenir compte des différences physiques conformément à l'article 2.4 –, les autorités américaines auraient été obligées de corriger manuellement les caractéristiques physiques pour 75 pour cent des ventes, simplement pour pouvoir identifier les ventes identiques, puis d'apporter encore des corrections pour les erreurs concernant les frais de transport, les ristournes de droits, etc.

33. Quant à savoir s'il y aurait une "difficulté indue" à comparer les prix à l'exportation tirés de la base de données sur les ventes aux États-Unis avec les renseignements mentionnés dans la requête, nous faisons observer que toutes les corrections qui viennent d'être mentionnées devraient être effectuées et que, malgré cela, le Département ne serait toujours pas certain que toutes les erreurs ont été découvertes. Ces corrections auraient causé une difficulté indue, même si l'Inde prétend le contraire. En fait, les propositions évolutives de l'Inde démontrent la difficulté indue qu'il y a à faire cette comparaison.

34. Enfin, accepter l'argument de l'Inde selon lequel l'utilisation des "données de fait disponibles" devrait aboutir à un calcul qui place l'entreprise interrogée dans la même position que si elle avait fourni les renseignements reviendrait à encourager les entreprises interrogées dans une procédure antidumping à choisir les renseignements qu'elles présenteront et à ne fournir que ceux qui sont à leur avantage. Procéder ainsi priverait de leur sens l'article 6.8 et l'Annexe II de l'Accord antidumping.

Question n° 11

Au paragraphe 33 de leur première communication, les États-Unis identifient les éléments suivants: 1) des erreurs techniques sont apparues dans les bases de données électroniques; 2) certaines parties descriptives de la réponse au questionnaire ont été communiquées en retard et sont incomplètes; et 3) les coûts par produit n'ont pas été communiqués en liaison avec la constatation que SAIL n'a pas agi au mieux de ses possibilités pour fournir les renseignements demandés. Est-il correct de dire que ces trois facteurs constituent le fondement entier de la conclusion selon laquelle SAIL n'a pas agi au mieux de ses possibilités pour fournir les renseignements demandés?

Réponse

35. Le Groupe spécial se réfère au paragraphe 33 de la première communication, dans lequel les États-Unis ont résumé les trois facteurs identifiés par le DOC dans sa détermination *préliminaire* indiquant que SAIL n'avait pas agi "au mieux de ses possibilités". À la fin, au moment de la *détermination finale* établie par le Département, il y avait des facteurs supplémentaires qui justifiaient la conclusion selon laquelle SAIL n'avait pas agi au mieux de ses possibilités. Dans *sa détermination finale*, le Département a indiqué que SAIL avait "systématiquement omis de fournir des renseignements fiables au cours de cette enquête", bien que le Département ait "à de nombreuses reprises indiqué clairement à SAIL les raisons de la non-conformité de ses réponses".[34] En outre, le Département a dit ceci: "Bien que nous ayons rejeté les réponses de SAIL au questionnaire pour la

[33] Nous signalons à cet égard la déclaration suivante des Communautés européennes: "[il est] important de reconnaître que les données demandées aux parties intéressées dans une enquête antidumping ne sont pas parcellisées et ne consistent pas en ensembles indépendants de données qui ne sont pas liées les unes aux autres." Déclaration orale des Communautés européennes en tant que tierce partie, paragraphe 3.

[34] *Final Determination*, pièce n° 17 de l'Inde, pages 73129-30.

détermination préliminaire, étant donné que l'entreprise semblait s'efforcer de coopérer, de manière inadéquate il est vrai, nous avons continué de collecter des données après la détermination préliminaire dans le but de constituer une base de données et un dossier descriptif suffisamment fiables pour être utilisés lors de la vérification et de la détermination finale."[35] SAIL a quand même continué à fournir au Département des données inutilisables, et le Département a finalement déterminé que SAIL n'avait pas agi au mieux de ses possibilités, résumant en détail les raisons, déjà identifiées, de la non-conformité des bandes pour ordinateur fournies par SAIL, à savoir qu'elles étaient incomplètes, n'avaient pas été communiquées en temps utile et étaient inutilisables, et indiquant que SAIL n'avait pas satisfait à la vérification.[36]

36. Le Tribunal du commerce international des États-Unis a ensuite demandé au Département d'expliquer plus avant son raisonnement selon lequel SAIL n'avait pas agi "au mieux de ses possibilités", ce que le Département a fait dans sa nouvelle détermination établie à l'issue du renvoi.[37] SAIL a déposé des observations sur ce point auprès du DOC, mais elle a décidé de ne pas contester la constatation devant le CIT.

37. Dans sa nouvelle détermination établie à l'issue du renvoi, le Département a exposé en détail les facteurs qui l'avaient conduit à déterminer que SAIL n'avait pas agi au mieux de ses possibilités durant l'enquête. Il a expliqué qu'il n'avait qu'une connaissance limitée de la mesure dans laquelle une entreprise interrogée était effectivement capable de répondre aux demandes de renseignements, car c'était cette entreprise, et non le Département, qui possédait les renseignements nécessaires et connaissait son fonctionnement et ses registres.[38] Par conséquent, a-t-il expliqué, c'est à SAIL qu'il incombe de démontrer pourquoi elle est incapable de fournir en temps utile les renseignements demandés. Comme les États-Unis l'ont déjà exposé dans leur première communication écrite, SAIL n'a pas fourni au Département les renseignements nécessaires pour calculer sa marge de dumping et ne lui a jamais expliqué, durant l'enquête, pourquoi elle ne pouvait les fournir.

38. Dans sa nouvelle détermination établie à l'issue du renvoi, le Département a indiqué que SAIL l'avait informé qu'elle éprouvait des difficultés à rassembler et communiquer les renseignements demandés mais que, dans toutes ses communications avec lui, elle avait indiqué aussi que les renseignements demandés seraient fournis. "SAIL a indiqué qu'elle satisferait aux demandes de renseignements qu'il avait formulées."[39] Néanmoins, même après que le Département eut renvoyé les communications à SAIL en lui expliquant ce qu'il fallait faire pour compléter ses bases de données électroniques, par exemple, SAIL a de nouveau communiqué des bases de données déficientes sans donner de "fondement raisonnable pour le fait qu'il ne fournissait pas les renseignements demandés".[40]

39. Le Département a aussi indiqué que SAIL était l'une des plus grandes aciéries du monde, que son système de comptabilité était bien établi et que ses livres étaient vérifiés chaque année par une grosse équipe d'experts-comptables.[41] Compte tenu de la dimension et du niveau d'avancement de SAIL, de l'ampleur des réponses insuffisantes qu'elle a fournies durant l'enquête, des occasions répétées qui lui ont été données de corriger ses renseignements et du fait qu'elle ne l'a pas fait, le Département a déterminé qu'elle n'avait pas coopéré "au mieux de ses possibilités" durant l'enquête.[42]

---

[35] *Id.*
[36] *Id.*, page 73130.
[37] *Remand Redetermination*, pièce n° 21 de l'Inde.
[38] *Id.*, page 4.
[39] *Id.*
[40] *Id.*, page 7.
[41] *Id.*, page 8.
[42] *Id.*, pages 8-9.

Question n° 12

Les États-Unis pourraient-ils donner des précisions sur leur assertion selon laquelle la seconde phrase de l'article 15 n'exige une action du pays développé qui envisage d'imposer des mesures antidumping que si le pays en développement en question démontre d'abord qu'il existe des "intérêts essentiels" auxquels l'imposition d'une mesure antidumping porterait atteinte? Pourraient-ils en particulier expliquer le fondement juridique de leur avis selon lequel le premier pas doit être fait par le pays en développement, qui doit apporter la démonstration que l'imposition de droits antidumping porterait atteinte à ses intérêts essentiels? Pourraient-ils indiquer, de manière générale, de quels éléments pourrait se composer une telle démonstration ou ce qui pourrait être considéré à leur avis comme des facteurs pertinents à cet égard?

Réponse

40. La seconde phrase de l'article 15 dit que l'obligation d'explorer des solutions constructives se présente lorsque l'application de droits antidumping "[porterait] atteinte aux intérêts essentiels de pays en développement Membres". Par conséquent, il ne serait fondé de constater qu'un pays développé Membre a enfreint cette disposition que dans le cas où l'application d'une mesure antidumping dans un cas particulier porterait atteinte aux intérêts essentiels du pays en développement Membre.

41. Cette question comporte deux éléments. Premièrement, quels sont les "intérêts essentiels" en cause? Deuxièmement, comment l'application d'une mesure antidumping dans une affaire donnée porterait-elle atteinte, le cas échéant, à ces intérêts? Sur le plan concret, ce sont le pays en développement Membre et la société privée interrogée qui possèdent les renseignements nécessaires pour répondre à ces questions. Les pays développés Membres ne sont pas en mesure de déterminer les intérêts que les divers pays en développement Membres jugent "essentiels", et les autorités chargées de l'enquête ne peuvent évaluer si l'application d'une mesure antidumping dans une affaire donnée porterait atteinte à ces intérêts, à moins que l'entreprise interrogée ou son gouvernement ne communique les renseignements nécessaires à une telle évaluation.[43] En outre, il ne suffit pas qu'une entreprise interrogée apporte des éléments de preuve montrant que l'imposition d'une mesure portait atteinte à ses intérêts essentiels; ce sont les intérêts essentiels du pays en développement Membre qui sont concernés.

42. Les éléments pertinents pour démontrer ces points varieraient sans doute d'un cas à l'autre. Certains éléments possibles – à supposer qu'il y ait des intérêts essentiels en jeu – pourraient être les suivants: le produit revêt-il une importance stratégique particulière pour le pays en développement Membre? Le pays développé Membre est-il le seul marché pour le produit? La valeur totale du commerce touché est-elle importante au regard de l'ensemble de l'économie du pays en développement Membre? Et, si l'entreprise interrogée est si grande que l'imposition d'une mesure porterait atteinte aux intérêts essentiels du pays en développement Membre (et pas seulement à ceux de l'entreprise), le producteur fabrique-t-il d'autres produits que la mesure ne toucherait pas? Si l'entreprise fabrique des produits divers qu'elle vend sur des marchés divers, l'imposition d'une mesure antidumping concernant les exportations d'un seul produit vers un seul marché peut ne pas porter atteinte aux intérêts essentiels de l'entreprise, et encore moins à ceux du pays en développement Membre.

[43] L'enquête sur l'acier indien en est une illustration. Comme les États-Unis l'ont indiqué dans leur première communication écrite (paragraphe 187), la lettre dans laquelle SAIL envisageait un accord de suspension ne mentionnait pas les intérêts essentiels de l'Inde et n'alléguait pas que (ni n'expliquait pourquoi) l'application d'une mesure antidumping aux exportations de tôles en acier de SAIL porterait atteinte à ces intérêts. *Voir Letter from SAIL's Counsel to Commerce Re: Request for a Suspension Agreement*, 29 juillet 1999 (pièce n° 10 de l'Inde).

43. L'Inde décrit la position des États-Unis sur ce sujet comme "une tentative regrettable faite par un pays développé Membre pour donner de l'Accord une lecture qui inclut des restrictions additionnelles dans une disposition dont les avantages en termes d'effet ou de sécurité juridique pour des pays en développement … sont déjà maigres".[44] Ce n'est tout simplement pas vrai. La position des États-Unis sur ce sujet repose sur une lecture de bonne foi des termes de l'article 15. La seconde phrase de cet article démontre que les Membres de l'OMC ont clairement décidé que les dispositions spéciales de l'article 15 ne s'appliquaient pas simplement à toute affaire dans laquelle un pays en développement était impliqué en tant que défendeur. Sinon, il n'aurait pas été nécessaire d'inclure dans la disposition une référence aux intérêts essentiels.

Question n° 13

La vérification des coûts est-elle un processus intégral, ou le coût de fabrication pour les ventes aux États-Unis est-il vérifié séparément? Dans le premier cas, les États-Unis peuvent-ils indiquer une partie particulière du rapport de vérification des coûts qui se rapporterait aux renseignements sur le coût de fabrication pour les ventes aux États-Unis?

Réponse

44. Les vérifications sur place sont organisées de manière à être adaptées à la situation de la société examinée. Pour certaines sociétés, la vérification sera effectuée par les mêmes personnes au même lieu et portera sur les ventes aux États-Unis, les ventes sur le marché intérieur, le coût de production et la valeur construite. D'autres vérifications, telles que celle faite pour SAIL, sont effectuées par des équipes séparées en raison du nombre de lieux à visiter. Il en résulte des rapports de vérification séparés. Mais le but de la vérification est le même: effectuer une vérification sur place pour vérifier l'exactitude des renseignements présentés. La vérification de chaque élément essentiel de la réponse est nécessaire à la vérification générale de la réponse. En l'espèce, le coût de fabrication pour les ventes aux États-Unis a été vérifié séparément avec le reste des données sur les coûts, pour des raisons logistiques. Si les données de SAIL avaient été disponibles dans un seul lieu, elles auraient été vérifiées avec les données sur les ventes aux États-Unis.

45. Le coût de fabrication total et le coût de fabrication variable de SAIL ont été élaborés au moyen d'une même méthode. En fait, pour répondre aux questions du Département demandant des renseignements sur le coût de fabrication total et le coût de fabrication variable pour les ventes aux États-Unis, SAIL a simplement renvoyé le Département à la réponse qu'elle avait donnée au questionnaire sur les coûts (section D).[45]

46. De la même façon, la vérification des renseignements sur les coûts s'est faite de façon groupée. Tous les renseignements sur les coûts, qu'ils se rapportent aux ventes sur le marché intérieur ou aux ventes aux États-Unis, ont été examinés durant la vérification des coûts. Comme les États-Unis l'ont indiqué précédemment, et l'Inde ne l'a pas contesté, la vérification des renseignements sur les coûts déclarés par SAIL a échoué.[46]

Question n° 14

Les États-Unis ont-ils pour pratique de procéder à des ajustements du prix à l'exportation et de la valeur normale, pour tenir compte des différences affectant la comparabilité des prix, y compris des différences physiques dans les produits concernés, ou cela varie-t-il selon les cas? Pourraient-ils expliquer l'importance des renseignements sur le coût de fabrication dans le contexte des renseignements sur le prix à l'exportation? Ces renseignements

[44] Déclaration orale de l'Inde, paragraphe 69.
[45] *Voir* la réponse de SAIL à la section C du questionnaire, C-49 et C-50 (pièce n° 29 des États-Unis).
[46] Première communication écrite des États-Unis, paragraphe 40.

ont-ils une importance égale dans toutes les affaires ou ont-ils été jugés particulièrement importants en l'espèce?

Réponse

47. Oui, les États-Unis ont pour pratique de procéder à des ajustements du prix à l'exportation et de la valeur normale, pour tenir compte des différences affectant la comparabilité des prix, y compris des différences physiques dans les produits concernés. Ils le font conformément aux obligations qui découlent pour eux de l'article 2.4 de l'Accord antidumping, libellé comme suit:

> "Il sera procédé à une comparaison équitable entre le prix d'exportation et la valeur normale. Elle sera faite au même niveau commercial, qui sera normalement le stade sortie usine … Il sera dûment tenu compte dans chaque cas, selon ses particularités, des différences affectant la comparabilité des prix, y compris des différences dans les conditions de vente, dans la taxation, dans les niveaux commerciaux, dans les quantités et les *caractéristiques physiques*, et de toutes les autres différences dont il est aussi démontré qu'elles affectent la comparabilité des prix." (pas d'italique dans l'original)

48. La loi des États-Unis met en œuvre ces obligations énoncées à l'article 2.4. Les ajustements spécifiques nécessaires pour procéder à une comparaison équitable varient selon les cas. Par exemple, si les ventes aux États-Unis sont faites à un prix qui inclut la livraison, tous les frais de transport liés à la livraison entre l'usine et le client aux États-Unis seront déduits du prix à l'exportation pour obtenir un prix sortie usine. Par contre, si elles sont faites à un prix sortie usine, l'exportateur n'aura pas subi de frais pour livrer la marchandise au client aux États-Unis. Il n'y aura donc pas de frais de transport à déduire du prix à l'exportation.

49. Les renseignements sur le coût de fabrication sont très importants dans le contexte des renseignements sur le prix à l'exportation, car ce sont les renseignements nécessaires pour tenir dûment compte des différences dans les caractéristiques physiques, comme l'exige l'article 2.4. L'article 2.4 fait obligation aux Membres de procéder à des ajustements pour tenir compte des différences physiques qui affectent la comparabilité des prix durant le processus de comparaison équitable entre le prix à l'exportation et la valeur normale. Les États-Unis fondent leurs ajustements de prix dus aux différences physiques sur les différences de coût de fabrication entre des produits distincts. Sans données sur le coût de fabrication, il est impossible de procéder à ces ajustements de prix.

50. Les renseignements sur le coût de fabrication ont une importance égale dans tous les cas où des produits vendus sur le marché des États-Unis doivent être comparés à une marchandise non identique vendue sur le marché utilisé pour la comparaison.

Question n° 15

Au paragraphe 10 de leur déclaration orale, les États-Unis indiquent que les données sur les ventes aux États-Unis ne représentaient qu'"une fraction" des renseignements nécessaires à une analyse en matière de dumping. Cela fait-il référence à la quantité de renseignements concernée par rapport aux renseignements totaux nécessaires? Comment cette quantité serait-elle mesurée – nombre de pages, points de données? La conclusion serait-elle la même si, en volume, les ventes aux États-Unis étaient beaucoup plus élevées que les ventes sur le marché intérieur (mais que les ventes sur le marché intérieur satisfaisaient quand même au critère énoncé dans la note de bas de page 2)? Qu'en serait-il si la production étrangère était beaucoup plus élevée que le volume des ventes à l'exportation?

Réponse

51. Pour commencer, les États-Unis font observer qu'au paragraphe 10 de leur déclaration orale, ils ont analysé la demande que l'Inde avait faite aux autorités des États-Unis d'utiliser les renseignements *sur les prix* fournis par SAIL pour effectuer une analyse en matière de dumping. Ce sont les renseignements *sur les prix* que les États-Unis qualifient de fraction des renseignements nécessaires à une analyse en matière de dumping. Les données sur les ventes aux États-Unis normalement nécessaires pour effectuer une analyse en matière de dumping incluraient en outre les frais de vente, les frais de transport, les caractéristiques permettant de comparer les produits, le coût de fabrication variable, le coût de fabrication total et la valeur construite. Comme on l'a expliqué dans la réponse à la question n° 10 ci-dessus, une grande partie de ces renseignements figurant dans la base de données de SAIL sur les ventes aux États-Unis était inexacte et/ou inutilisable.

52. Le fait que les États-Unis qualifient les renseignements sur les prix aux États-Unis de fraction des renseignements nécessaires à une analyse en matière de dumping faisait effectivement référence à la quantité de renseignements concernée par rapport aux renseignements totaux nécessaires. Toutefois, cette "quantité" ne peut être mesurée en nombre de pages nécessaires pour imprimer les prix aux États-Unis ou en nombre de points de données nécessaires pour les programmer. Elle doit plutôt être mesurée par rapport à la totalité des renseignements nécessaires pour effectuer une analyse en matière de dumping. En l'espèce, comme l'Inde l'a admis elle-même, la plupart des renseignements présentés par SAIL qui étaient nécessaires pour effectuer l'analyse en matière de dumping étaient inexacts, n'avaient pas satisfait à la vérification et ne pouvaient être utilisés pour effectuer l'analyse. Ces renseignements incluaient tous les renseignements concernant les ventes sur le marché intérieur, le coût de production, la valeur construite et certains renseignements concernant les ventes aux États-Unis.

Question n° 16

Le DOC aurait-il pu identifier, parmi les ventes aux États-Unis consignées dans la base de données sur les ventes aux États-Unis, les prix à l'exportation pour des transactions relatives à un produit similaire à celui représenté dans la valeur normale construite mentionnée dans la requête? Les États-Unis considèrent-ils que cela constituerait, en l'espèce ou de façon inhérente, une "difficulté indue" d'utiliser ces renseignements dans l'enquête? Prière d'expliquer en détail la nature et la portée de la difficulté indue en question.

Réponse

53. Comme nous l'avons expliqué à la première réunion du Groupe spécial et en réponse aux questions n° 6 et 10, la base de données sur les ventes aux États-Unis comportait de nombreux défauts et ne pouvait être utilisée. En outre, comme l'Inde et SAIL l'ont admis, toutes les autres données relatives aux ventes sur le marché intérieur, au coût de production et à la valeur construite se sont révélées invérifiables, non fiables et inutilisables. Ces déficiences conjuguées ont conduit le Département à conclure à bon droit que, dans cette enquête, il devrait établir une détermination sur la base des données de fait disponibles. Une fois tirée cette conclusion au vu d'une telle défaillance de la part de l'entreprise interrogée, cela aurait constitué de façon inhérente une difficulté indue pour le Département ou pour toute autorité chargée de l'enquête que de tenter de redresser une telle réponse en identifiant de façon sélective certains renseignements susceptibles d'être utilisés.

54. Identifier, parmi les ventes aux États-Unis consignées dans la base de données sur les ventes aux États-Unis, les prix à l'exportation pour des transactions portant sur un produit similaire à celui représenté dans la valeur normale construite mentionnée dans la requête aurait représenté une difficulté indue pour le Département. Pour pouvoir identifier des ventes aux États-Unis d'une marchandise similaire, il aurait dû examiner manuellement et enregistrer les caractéristiques physiques pour 75 pour cent des ventes aux États-Unis, puis identifier les ventes de la marchandise

identique au produit mentionné dans la requête pour lequel il y avait une valeur construite. Il aurait dû également enregistrer les montants corrigés des frais de transport qui avaient été surestimés ou sous-estimés, des ristournes de droits erronées et des autres éléments erronés découverts au cours des comparaisons.

Question n° 17

Les États-Unis jugent-ils symétrique le paragraphe 5 de l'Annexe II? C'est-à-dire que le paragraphe 5 dispose que, si une partie a agi au mieux de ses possibilités, le fait que les renseignements fournis ne sont pas idéalement les meilleurs à tous égards ne saurait donner valablement motif de les ignorer. En laissant de côté l'importance du terme "saurait", les États-Unis considèrent-ils que le fait qu'une partie n'a pas agi au mieux de ses possibilités devrait donner valablement motif à l'autorité chargée de l'enquête d'ignorer des renseignements qui, par ailleurs, ne sont pas idéalement les meilleurs à tous égards? En outre, les États-Unis considèrent-ils que le fait qu'une partie n'a pas agi au mieux de ses possibilités devrait donner valablement motif à l'autorité chargée de l'enquête d'ignorer des renseignements qui, par ailleurs, sont idéalement les meilleurs à tous égards?

Réponse

55. Le paragraphe 5 de l'Annexe II dit que le fait que "les renseignements fournis ne sont pas idéalement les meilleurs à tous égards ne saurait donner valablement motif de les ignorer aux autorités", à condition que la partie intéressée qui répond aux questionnaires soumis par les autorités ait agi au mieux de ses possibilités. Le corollaire naturel de ce principe est que, si une partie n'a pas agi au mieux de ses possibilités et que les renseignements qu'elle a fournis ne sont pas idéalement les meilleurs à tous égards, les autorités chargées de l'enquête peuvent les ignorer. Par conséquent, en réponse à la première question, les États-Unis considèrent en effet que, si une partie qui présente des renseignements n'a pas agi au mieux de ses possibilités, l'autorité peut ignorer les renseignements qui ne sont pas idéalement les meilleurs à tous égards. La question de savoir s'il est approprié d'ignorer les renseignements devra être examinée au cas par cas, mais nous faisons observer qu'en l'espèce, les renseignements fournis par SAIL n'étaient idéalement les meilleurs à presque aucun égard.

56. En réponse à la seconde question, les États-Unis font remarquer que, si les renseignements fournis sont idéalement les meilleurs à tous égards, il n'est pas nécessaire de se demander si la partie a agi au mieux de ses possibilités.

Question n° 18

L'Inde considère apparemment qu'une comparaison entre la valeur normale construite calculée par les requérants et la moyenne des prix de vente aux États-Unis ou la moyenne d'une partie des prix de ventes aux États-Unis pour un produit qui "correspond" au produit pour lequel la valeur normale a été calculée aboutit à un résultat plus exact, qui représente mieux une "prise de décisions objective sur la base des faits", qu'une détermination qui applique la marge de dumping calculée dans la requête en tant que données de fait disponibles. Les États-Unis pourraient-ils répondre à cette proposition, notamment en ce qui concerne la qualité relative du résultat dans chaque cas? Le résultat a-t-il un effet sur l'avis des États-Unis à ce sujet?

Réponse

57. Comme nous l'avons indiqué dans la réponse à la question n° 16, l'absence des renseignements nécessaires pour effectuer une analyse en matière de dumping a obligé le Département à fonder sa détermination sur les données de fait disponibles mentionnées dans la requête, et plus précisément sur l'offre de prix mentionnée dans la requête qui correspondait au produit sur lequel reposait la valeur construite. La qualité relative de cette décision – comparaison de

l'offre de prix mentionnée dans la requête avec le produit correspondant sur lequel reposait la valeur construite – est tout à fait valable, surtout lorsque les renseignements ont été corroborés, comme c'était le cas en l'espèce.

58. À titre subsidiaire, l'Inde aurait voulu que le Département effectue toutes les modifications nécessaires pour utiliser les données sur les ventes aux États-Unis – opération qui aurait comporté bon nombre de spéculations étant donné l'ampleur des lacunes – de sorte que ces ventes puissent être comparées à celles du produit pour lequel la valeur normale a été calculée. Comme un grand nombre de ces ventes ne correspondaient pas au produit sur lequel reposait la valeur normale, il aurait fallu en identifier une partie pour procéder à cette comparaison. La qualité relative de l'opération proposée par l'Inde est, au mieux, contestable. C'est le processus analytique en jeu – et non le résultat – qui a un effet sur l'avis des États-Unis à ce sujet.

Questions posées à l'Inde

Question n° 19

L'Inde allègue que les États-Unis ont violé l'article 2.4 de l'Accord antidumping parce que le fait de ne pas avoir utilisé les données concernant les ventes aux États-Unis présentées par SAIL a abouti à une comparaison inéquitable. L'Inde considère-t-elle qu'une comparaison entre la valeur normale fondée sur les données de fait disponibles et le prix à l'exportation fondé sur les données concernant les ventes aux États-Unis aurait été équitable au sens de l'article 2.4? Est-elle d'accord sur le fait que le DOC avait le droit de se fonder sur les données de fait disponibles pour déterminer la valeur normale en l'espèce?

Réponse

59. L'argument de l'Inde repose sur l'idée fausse qu'une violation de l'article 6 pourrait aussi constituer une violation de l'article 2.4. Même s'il y avait eu violation de l'article 6 durant l'enquête considérée (argument que les États-Unis n'admettent pas), cette violation n'entraînerait pas une violation de l'article 2.4. La question du Groupe spécial illustre le défaut de logique dont souffre l'idée avancée par l'Inde selon laquelle l'article 2.4 et l'article 6 sont liés. Les États-Unis examinent ce point plus en détail dans leur réponse à la question n° 20.

Question n° 20

L'Inde pourrait-elle donner des précisions sur le lien qu'elle établit entre l'obligation de procéder à une "comparaison équitable" énoncée à l'article 2.4 et la violation alléguée de l'article 6.8? Plus spécifiquement, l'Inde considère-t-elle qu'une comparaison dans laquelle un élément est déterminé en violation d'une autre disposition de l'Accord antidumping est, *ipso facto*, inéquitable aux termes de l'article 2.4? Considère-t-elle que cela constitue une violation séparée de l'Accord antidumping? Supposons, par exemple, qu'un groupe spécial conclut que l'autorité chargée de l'enquête a violé un aspect de l'article 2.2 dans le calcul de la valeur normale. Cela constituerait-il nécessairement aussi, de l'avis de l'Inde, une violation de l'article 2.4?

Réponse

60. Dans la mesure où l'Inde fait valoir qu'il y a un lien entre l'article 2.4 et l'article 6.8, son argument est dénué de fondement. Rien dans le texte de l'Accord ne fonde une interprétation de l'article 2.4 selon laquelle la violation d'autres dispositions constituerait aussi une violation de l'article 2.4.

61. Le sens ordinaire de cette expression employée à l'article 2.4, considérée dans son contexte, le démontre. L'article 2 concerne la "détermination de l'existence d'un dumping". La première phrase de l'article 2.4 dit elle-même ceci: "Il sera procédé à une comparaison équitable entre le prix d'exportation et la valeur normale." Le reste du paragraphe énonce de quelle manière les autorités chargées de l'enquête doivent procéder à cette comparaison équitable.

62. La première phrase de l'article 2.4.2 démontre à nouveau ce point. Cette disposition énonce des critères supplémentaires pour l'établissement des marges, "sous réserve des dispositions régissant la comparaison équitable énoncées au paragraphe 4". Par conséquent, ce sont les dispositions de l'article 2.4 qui établissent les obligations à respecter pour procéder à une comparaison équitable. En revanche, rien ne laisse entendre que d'autres dispositions de l'Accord seraient impliquées d'une façon quelconque dans l'article 2.4.

Question n° 21

L'Inde fait valoir qu'en vertu du paragraphe 5 de l'Annexe II des renseignements d'une catégorie déterminée doivent être acceptés, malgré les défauts qu'ils peuvent présenter, s'ils peuvent être utilisés sans difficultés indues et si la partie qui les a fournis a agi au mieux de ses possibilités. Elle affirme aussi que, si une catégorie de renseignements satisfait à trois ou parfois quatre des conditions énoncées au paragraphe 3 de l'Annexe II, les autorités chargées de l'enquête ne peuvent la rejeter. Toutefois, ces prescriptions ne portent pas sur le fond ou la qualité des renseignements en question. L'Inde maintient-elle que l'autorité chargée de l'enquête doit, dans tous les cas, fonder sa détermination sur les renseignements présentés dans ces circonstances? Qu'en serait-il si, par exemple, des renseignements concernant les ventes sur le marché intérieur étaient notoirement incomplets mais vérifiables, communiqués en temps utile et utilisables sans difficultés indues: ces renseignements incomplets devraient-ils être utilisés pour calculer la marge de dumping? En allant plus loin, qu'en serait-il si, après vérification, les renseignements se révélaient incorrects: faudrait-il toujours les utiliser pour calculer la marge de dumping? Qu'en serait-il si les renseignements ne pouvaient tout simplement pas être vérifiés: faudrait-il toujours les utiliser pour calculer la marge de dumping? L'Inde considérerait-elle que le caractère complet ou correct ou la vérification effective des renseignements font partie des conditions énoncées au paragraphe 3 de l'Annexe II ou s'agirait-il de prescriptions séparées ou supplémentaires?

Réponse

63. Cette question pointe un défaut important dans l'argument de l'"ordre chronologique" invoqué par l'Inde au sujet de la relation entre le paragraphe 3 et le paragraphe 5 de l'Annexe II. Nous souscrivons à ce qui est dit dans la question, à savoir que les prescriptions énoncées au paragraphe 3 de l'Annexe II ne portent pas sur le fond ou la qualité des renseignements en question. L'interprétation de l'Inde, dans la mesure où elle dit que l'autorité chargée de l'enquête doit utiliser les renseignements sans tenir compte de leur fond ou de leur qualité, est contraire à une prise de décisions objective sur la base des faits.

Question n° 22

L'Inde conteste-t-elle la constatation du DOC selon laquelle SAIL n'a pas agi au mieux de ses possibilités au sujet des renseignements autres que les données concernant les ventes aux États-Unis? Est-il correct de dire que l'Inde n'a pas contesté la portée de la demande de renseignements présentée à SAIL au cours de l'enquête?

Réponse

64. Les États-Unis font remarquer que SAIL a refusé de présenter des observations au Tribunal du commerce international des États-Unis contestant la nouvelle détermination établie par le Département à l'issue du renvoi, selon laquelle SAIL n'avait pas agi au mieux de ses possibilités. Ils peuvent confirmer que SAIL n'a pas contesté la portée de la demande de renseignements présentée à SAIL au cours de l'enquête.

Question n° 23

Dans les calculs de SAIL qui comparent les données concernant les ventes aux États-Unis aux ventes "vérifiées" sur le marché intérieur, quelles assurances y a-t-il que les données concernant les ventes sur le marché intérieur couvrent toutes les ventes du produit comparable ou que les données concernant les coûts couvrent toute la production du produit comparable? Surtout compte tenu des défauts "importants" que présentaient les données concernant les ventes sur le marché intérieur et les coûts, et dont SAIL ne conteste pas qu'ils aient permis au DOC de se fonder sur les données de fait disponibles. La dispute ne porte-t-elle pas en l'occurrence sur la question de savoir quelles données de fait disponibles utiliser, ce qui ne fait apparemment pas l'objet d'une plainte dans le présent différend? L'Inde considère-t-elle que la comparaison proposée par SAIL n'aurait pas causé de "difficultés indues" au DOC?

Réponse

65. Cette question soulève un point très important: l'essence de la contestation formulée par l'Inde est que les autorités des États-Unis ont utilisé la mauvaise "source" pour les données de fait disponibles. Or, l'Inde n'a pas présenté d'allégation juridique qui corresponde à l'essence de cette contestation. Elle a renoncé à son allégation au titre du paragraphe 7 de l'Annexe II, selon laquelle les États-Unis n'auraient pas fait preuve d'une circonspection particulière dans l'utilisation des renseignements mentionnés dans la requête, et n'a indiqué aucune autre disposition de l'Accord relevant du mandat et établissant l'obligation d'évaluer les données de fait disponibles les unes par rapport aux autres. Le Groupe spécial a rendu une décision préliminaire indiquant que, ayant renoncé à son allégation au titre du paragraphe 7 de l'Annexe II, l'Inde ne pouvait la rétablir.

Question n° 24

L'article 782 d) de la Loi douanière de 1930, ainsi qu'elle a été modifiée, dit qu'en cas de communications non conformes le DOC "peut, sous réserve du sous-article e), ne pas prendre en considération tout ou partie des réponses initiales et subséquentes" (non souligné dans l'original). Comment l'Inde justifie-t-elle l'assertion selon laquelle la législation des États-Unis fait obligation au DOC de rejeter les données concernant les ventes aux États-Unis et de se fonder sur les données de fait disponibles, en violation de l'Accord antidumping, compte tenu de ce dispositif législatif, de la jurisprudence des États-Unis autorisant l'utilisation de données de fait disponibles partielles, des décisions du DOC reposant sur des données de fait disponibles partielles, des arguments présentés dans le mémoire adressé par SAIL au CIT et de la reconnaissance par l'Inde du fait que la loi "pourrait" être interprétée autrement?

Réponse

66. Il est difficile de voir comment l'Inde peut justifier son assertion selon laquelle la législation des États-Unis *ferait obligation* au Département de rejeter les données sur les ventes aux États-Unis fournies par l'entreprise indienne interrogée. L'article 782 d) dit expressément que le Département "peut" ne pas prendre en considération des renseignements, mais seulement après avoir examiné les renseignements conformément à l'article 782 e). En réponse à la question n° 8, nous avons relevé des décisions du Département et des exemples de la jurisprudence du CIT qui permettent – et même

encouragent – l'utilisation de données de fait disponibles partielles. SAIL elle-même a fait valoir auprès du CIT qu'il est possible de soutenir que le recours aux données de fait disponibles "est justifié (mais non exigé) pour certains de ses renseignements".[47]

Question n° 25

Dans le titre de son argumentation concernant l'article 15, l'Inde allègue que le DOC a violé l'article 15 "en ne prenant pas spécialement en considération la situation particulière de l'Inde en tant que pays en développement lorsqu'il a appliqué les données de fait disponibles pour ce qui est des données de SAIL sur les ventes aux États-Unis". Or, le corps de l'argumentation se rapporte au fait que le DOC n'aurait pas "exploré les possibilités de solutions constructives", comme le prescrit la seconde phrase de l'article 15. L'Inde allègue-t-elle une violation de la première phrase de l'article 15 et, dans l'affirmative, pourrait-elle expliquer l'argument juridique sur lequel repose cette allégation? Pourrait-elle donner des précisions sur son interprétation de la première phrase de l'article 15? À son avis, quelles obligations cette phrase impose-t-elle à un pays développé et quand ces obligations doivent-elles être satisfaites? L'Inde pourrait-elle développer son allégation et expliquer en quoi, précisément, les actions entreprises en l'espèce par le DOC constituent une violation de la première phrase de l'article 15?

Réponse

67. Il n'y a aucun fondement possible permettant à l'Inde d'alléguer une violation de la première phrase de l'article 15 car, comme l'Inde l'a admis précédemment, cette disposition n'impose pas d'obligation aux pays en développement Membres. Dans l'affaire *Linge de lit*, l'Inde a dit que la première phrase "n'impose pas d'obligation juridique spécifique mais exprime simplement une préférence en ce sens que la situation particulière des pays en développement devrait être un élément à prendre en compte au moment de procéder à cette évaluation".[48] Elle oppose l'absence d'obligation juridique spécifique à son interprétation de la seconde phrase qui, selon elle, "impose une obligation juridique spécifique, celle d'"explorer les possibilités"".[49] Les États-Unis invitent instamment le Groupe spécial à tenir compte de ces faits dans le cas où l'Inde changerait son interprétation de la première phrase aux fins de la présente procédure.

Question n° 26

L'Inde souscrit-elle à l'assertion des États-Unis selon laquelle en dernier ressort c'est l'entreprise interrogée qui contrôle les renseignements nécessaires aux calculs concernant le dumping? Comment répond-elle à l'assertion selon laquelle le fait de permettre à l'entreprise interrogée de contrôler le processus de collecte de renseignements en décidant quels renseignements (ou quelle catégorie de renseignements) elle fournira et en exigeant que ces renseignements soient acceptés s'ils sont adéquats au titre du paragraphe 3 de l'Annexe II, indépendamment des défauts que peuvent présenter d'autres renseignements, donne à l'entreprise interrogée un contrôle sur les calculs concernant le dumping et offre donc la possibilité de manipuler les résultats?

[47] *SAIL's CIT Brief*, pièce n° 19 de l'Inde, page 16.

[48] *Communautés européennes – Droits antidumping sur les importations de linge de lit en coton en provenance d'Inde*, WT/DS141/R, rapport adopté le 12 mars 2001, paragraphe 6.220.

[49] *Id.* Comme toutes les parties étaient d'accord pour dire que la première phrase de l'article 15 n'impose pas d'obligation, le Groupe spécial chargé de l'affaire *Linge de lit* n'a pas exprimé d'opinion sur ce point. *Id.*, paragraphe 6.227, note 85.

Réponse

68. SAIL répondra sans doute qu'elle n'avait pas l'intention de manipuler les résultats, mais là n'est pas la question. La question du Groupe spécial soulève une question essentielle sur la manière de garantir l'équilibre soigneux entre les intérêts des autorités chargées de l'enquête et ceux des exportateurs qui est reflété dans l'Accord antidumping.

Question n° 27

Le Groupe spécial croit savoir que la législation des États-Unis ne prévoit pas l'imposition d'un droit moindre. Dans ces circonstances, l'Inde considère-t-elle que les États-Unis étaient obligés d'explorer la possibilité d'imposer un droit moindre au titre de l'article 15?

Réponse

69. Le seul endroit de l'Accord antidumping qui se rapporte à la question d'un "droit moindre" est l'article 9.1, qui indique seulement qu'il est "souhaitable" d'imposer un droit moindre si cela suffit à faire disparaître le dommage causé à la branche de production nationale. L'article 9.1 réserve expressément cette décision aux autorités du Membre importateur. Ce n'est pas une disposition impérative, et rien dans l'article 15 ne supplante le caractère clairement discrétionnaire de l'article 9.1.

70. De plus, dans une communication présentée récemment au Groupe de travail spécial de la mise en œuvre du Comité des pratiques antidumping, l'Inde a soumis une proposition en vue de "donner effet" à l'article 15 en rendant impérative la règle du droit moindre pour les importations en provenance des pays en développement comme "solution constructive" dans les affaires antidumping.[50] Le fait que l'Inde a présenté une telle proposition démontre à nouveau qu'il n'y a pas d'obligation actuellement.

Question n° 28

L'Inde pourrait-elle expliquer pourquoi elle considère que les données concernant les ventes aux États-Unis sont "indépendantes" du reste des données en l'espèce? Considérerait-elle que, dans toute affaire, les données concernant a) les prix de la marchandise visée sur le marché intérieur du pays exportateur, b) les prix à l'exportation de la marchandise visée, c) les coûts de production et d) la valeur construite sont des catégories de renseignements séparées et distinctes? Considérerait-elle que, si un exportateur fournit, sur un ou plusieurs de ces éléments, des renseignements qui sont vérifiables, communiqués en temps utile et, le cas échéant, sur le support ou dans le langage informatique demandés, ces renseignements doivent être utilisés pour calculer une marge de dumping pour l'exportateur qui les fournit? Sa réponse à la question précédente serait-elle affectée par la mesure dans laquelle des renseignements sur d'autres éléments ne seraient pas vérifiables ou communiqués en temps utile ou ne le seraient pas sur le support ou dans le langage informatique demandés? C'est-à-dire, l'Inde voit-elle une possibilité quelconque de perspective "globale" concernant la décision sur le point de savoir si les renseignements peuvent être utilisés sans difficultés indues pour calculer la marge de dumping?

[50] *Questions liées à la mise en œuvre renvoyées au Comité des pratiques antidumping et à son Groupe de travail de la mise en œuvre*, document présenté par l'Inde, G/ADP/AHG/W/128, 1er février 2002, paragraphe 9.

Réponse

71. Les États-Unis renvoient le Groupe spécial à leur réponse à la question n° 1, dans laquelle ils analysent cette question.

Question n° 29

Est-il correct de dire que, pour l'Inde, le fait qu'il n'y a pas de renseignements ou qu'il y a des renseignements invérifiables concernant l'élément coût des ventes aux États-Unis n'a pas d'effet sur le caractère vérifiable ou la fiabilité des données qui ont été fournies concernant les prix de vente aux États-Unis? L'Inde considère-t-elle que, dans certaines circonstances, il peut arriver que l'absence d'un aspect des renseignements demandés rende non fiable l'ensemble des données auxquelles se rapporte cet aspect?

Réponse

72. Nous renvoyons le Groupe spécial à la déclaration orale faite par l'Inde sur cette question, où il est dit ceci:

> Si une partie étrangère intéressée ne fournit pas ou omet de fournir des renseignements complets concernant une catégorie importante de renseignements (qui pourraient inclure un ou plusieurs des éléments que le DOC qualifie d'"éléments essentiels des données présentées par une entreprise interrogée"), en fonction des circonstances, il peut être approprié pour les autorités chargées de l'enquête de constater qu'elles ne peuvent pas utiliser des renseignements partiels pour cette catégorie "sans difficultés indues". En supposant que les autorités constatent également que la partie intéressée n'a pas agi au mieux de ses possibilités pour tenter de fournir des renseignements complets, le recours aux données de fait disponibles peut être approprié pour toute la catégorie de renseignements.[51]

73. L'Inde a poursuivi en donnant un exemple de cas où il serait justifié de recourir à la totalité des données de fait disponibles, qui est remarquablement analogue à la présente affaire:

> Si une entreprise étrangère interrogée fournissait des renseignements sur toutes les ventes à l'exportation mais ne fournissait pas de renseignements sur un certain nombre de caractéristiques nécessaires pour ces ventes (par exemple leurs caractéristiques physiques ou le prix auquel elles étaient effectuées), les autorités chargées de l'enquête pourraient avoir valablement motif de constater qu'elles ne peuvent pas utiliser ces renseignements sans difficultés indues parce qu'ils sont trop incomplets.[52]

74. Cet aveu de l'Inde est important, car en l'espèce l'entreprise étrangère interrogée n'a pas fourni de renseignements sur une caractéristique nécessaire (le coût de fabrication dont le Département avait besoin pour procéder à un ajustement afin de tenir compte des différences dans les caractéristiques physiques de la marchandise vendue aux États-Unis et de la marchandise considérée aux fins de la valeur normale). Par conséquent, le raisonnement de l'Inde elle-même appuierait le rejet des données sur les ventes aux États-Unis.

[51] Déclaration orale de l'Inde, paragraphe 57.
[52] *Id*., paragraphe 58.

Question n° 30

L'Inde considère-t-elle que l'article 782 e) 3) n'est PAS compatible avec le but d'assurer une prise de décisions objective sur la base des faits, ou l'Inde élève-t-elle une objection contre cet article parce qu'il ne s'agit pas d'une disposition expressément présente dans l'Annexe II?

Réponse

75. Les États-Unis demandent au Groupe spécial d'examiner leur réponse à la question n° 3 à propos de cette question.

Question n° 31

Où, dans l'Accord antidumping, l'Inde trouve-t-elle une obligation imposée à l'autorité chargée de l'enquête d'effectuer et de consigner, comme elle le suggère au paragraphe 74 de sa déclaration orale, une analyse détaillée d'une solution constructive proposée?

Réponse

76. Aucune disposition de l'Accord antidumping ne fait obligation aux autorités chargées de l'enquête de prendre de telles dispositions. Les trois endroits logiques à examiner pour trouver une telle obligation sont l'article 15, l'article 8 (relatif aux engagements en matière de prix) et l'article 12 (qui traite des obligations d'un Membre concernant l'avis au public et l'explication des déterminations). Aucune de ces dispositions n'impose aux autorités l'obligation d'effectuer et de consigner une analyse détaillée d'une solution constructive proposée.

77. En outre, l'Inde n'a pas allégué de violation de l'article 8 ou de l'article 12. Par conséquent, la conformité des États-Unis à ces dispositions ne relève pas du mandat du Groupe spécial.

78. Enfin, même si le Groupe spécial constatait que l'Accord antidumping contient une obligation de présenter jusqu'à un certain degré une analyse d'un engagement proposé en matière de prix lorsqu'un pays en développement est en cause, et même si l'Inde avait allégué une violation de la disposition pertinente, le degré de l'analyse à présenter par l'autorité chargée de l'enquête serait assurément proportionnel au sérieux de l'engagement proposé en matière de prix. En l'espèce, nous rappelons que, lors de la première réunion, l'Inde a dit au Groupe spécial que l'engagement en matière de prix qu'elle avait proposé n'était pas réaliste et n'était qu'un stratagème de négociation.

Question n° 32

Est-il correct de dire que l'Inde considère qu'une comparaison entre la valeur normale construite calculée par les requérants et la moyenne des prix de vente aux États-Unis ou la moyenne d'une partie des prix de vente aux États-Unis pour un produit qui "correspond" au produit pour lequel la valeur normale a été calculée aboutit à un résultat plus exact, qui représente mieux une "prise de décisions objective sur la base des faits", qu'une détermination qui applique la marge de dumping calculée dans la requête en tant que données de fait disponibles? Dans l'affirmative, l'Inde pourrait-elle expliquer en détail pourquoi elle considère ce résultat comme "meilleur"? Son avis serait-il le même si le résultat était différent?

Réponse

79. Les États-Unis indiquent que la seule différence entre les deux façons d'appliquer les données de fait disponibles est que l'une peut aboutir à une marge plus faible que l'autre. Il n'est pas possible de dire laquelle est la plus exacte, car il faudrait pour cela savoir quelle est la marge correcte. En

l'espèce, il n'y a aucun moyen de savoir quelle est la marge de dumping correcte, car SAIL n'a pas communiqué les renseignements nécessaires pour calculer la marge de dumping réelle.

Question n° 33

L'Inde a, semble-t-il, fait valoir que l'autorité chargée de l'enquête devrait, quand elle décide si des renseignements seront rejetés et si les données de fait disponibles seront utilisées à leur place, se référer aux données de fait disponibles qui seront probablement utilisées et analyser si elles sont en fait "meilleures", "aussi bonnes" ou "plus mauvaises" que les renseignements imparfaits fournis par l'exportateur. Est-ce là une interprétation correcte de la position de l'Inde? L'Inde pourrait-elle expliquer ce que les données de fait disponibles utilisées en fin de compte ont à voir avec la décision sur le point de savoir si les renseignements fournis peuvent être utilisés dans l'enquête sans difficultés indues? Pourrait-elle expliquer le point de vue qui est apparemment le sien, selon lequel la qualité des données de fait disponibles sur lesquelles on se fonde en fin de compte pour établir une détermination influe d'une façon ou d'une autre sur le degré des efforts qui peuvent être considérés comme des "difficultés indues" dans l'utilisation des renseignements fournis?

Réponse

80. Prière de se reporter à la réponse donnée à la question précédente.

Questions posées aux deux parties

Question n° 34

Les parties pourraient-elles exposer leurs vues sur le sens de l'expression "difficultés indues" figurant au paragraphe 3 de l'Annexe II? Englobe-t-elle les aspects de fond aussi bien que de procédure de l'utilisation des données en question?

Réponse

81. Au paragraphe 3 de l'Annexe II, il est dit que les renseignements devraient être pris en compte si, entre autres choses, ils sont "présentés de manière appropriée de façon à pouvoir être utilisés dans l'enquête sans difficultés indues". Le terme "indu" signifie "allant au-delà de ce qui est justifié ou naturel".[53] La question de savoir si l'utilisation de renseignements causerait ou non des difficultés indues doit être déterminée au cas par cas, et des aspects de fond aussi bien que de procédure de l'utilisation des données peuvent entrer en ligne de compte. Il se peut, par exemple, que les renseignements soient fondamentalement viciés, de sorte que des corrections seraient indûment difficiles ou impossibles. Ou bien il se peut que l'utilisation de certains renseignements crée des problèmes de procédure qui causeraient une difficulté indue. Par exemple, l'utilisation des renseignements pourrait comporter la réception d'observations de la part d'un grand nombre de parties intéressées, qui représenterait une difficulté indue dans les circonstances d'une affaire déterminée ou serait indûment difficile compte tenu des délais à respecter pour clore l'enquête.

Question n° 35

Les États-Unis font valoir que l'allégation de l'Inde concernant leur "pratique" en matière de recours aux données de fait disponibles n'est pas soumise à bon droit au Groupe spécial et estiment qu'au titre de la législation des États-Unis un organisme tel que le DOC peut s'écarter de la "pratique" antérieure pour autant qu'il en donne une explication motivée. Les États-Unis font donc valoir que leur "pratique" ne peut faire l'objet d'une plainte.

[53] New Shorter Oxford Dictionary, Clarendon Press, vol. II, page 3480.

Pourraient-ils donner des précisions sur cet argument? L'Inde est également invitée à répondre à cette question.

Réponse

82. Les États-Unis font d'abord remarquer qu'en réponse à une question posée lors de la première réunion du Groupe spécial, l'Inde a dit apparemment qu'elle ne formulait pas d'allégation séparée concernant la "pratique". Par conséquent, le Groupe spécial n'a pas besoin d'examiner la question de savoir si une pratique peut faire l'objet d'une plainte.

83. Cette remarque étant faite, et pour répondre à la question du Groupe spécial, c'est un principe bien établi du droit administratif des États-Unis qu'un organe administratif tel que le Département du commerce n'est pas obligé de suivre ses propres précédents, à condition qu'il explique pourquoi il s'en écarte.[54] Par conséquent, même si le Département avait établi, dans des affaires précédentes, des déterminations consistant à rejeter intégralement les communications des entreprises interrogées et à se reposer au contraire sur les données de fait disponibles, il ne serait pas lié par ces déterminations dans les procédures antidumping futures qui comportent l'utilisation des données de fait disponibles.[55] La considération pertinente en vertu du droit des États-Unis est que les déterminations établies par le Département doivent être compatibles avec la loi et la réglementation.

84. Comme les États-Unis l'ont indiqué dans leur première communication écrite, ce que l'Inde qualifie de "pratique" n'est rien d'autre que des applications individuelles des dispositions des États-Unis relatives aux données de fait disponibles. Même si ces applications en elles-mêmes peuvent constituer individuellement des mesures, elles ne se muent pas, du fait de leur nombre, en une "mesure" séparée et distincte qu'on peut dénommer "pratique". Même si le Département, comme de nombreuses autres instances administratives des États-Unis, emploie le terme de "pratique" pour désigner collectivement ses précédents, ceux-ci ne sont *pas* contraignants pour lui et n'entrent donc pas en ligne de compte dans le règlement des différends à l'OMC. Ce que l'Inde prétend être une "pratique" consiste simplement en déterminations spécifiques établies dans des procédures antidumping spécifiques qui ne relèvent pas du mandat du Groupe spécial.

85. Le Groupe spécial chargé de l'affaire *Restrictions à l'exportation* a analysé cette question de façon assez détaillée. Le Canada avait allégué que les États-Unis avaient pour pratique de traiter les restrictions à l'exportation comme des subventions donnant lieu à des mesures compensatoires et que cette "pratique" constituait une mesure qui pouvait faire l'objet d'un examen par un groupe spécial. En réponse à une question du Groupe spécial, le Canada avait défini cette "pratique" des États-Unis comme "une volonté institutionnelle de se conformer à des interprétations et à des méthodes déclarées

---

[54] *Voir*, par exemple, Kenneth Culp Davis et Richard J. Pierce, Jr., *Administrative Law Treatise* § 11.5, page 206 (Little, Brown, 3ème édition, 1994) ("Le droit dominant est clairement qu'un organe doit, soit suivre ses propres précédents, soit expliquer pourquoi il s'en écarte. Les tribunaux l'exigent.") (copie annexée comme pièce n° 30 des États-Unis); et Charles H. Koch, Jr., *Administrative Law and Practice* § 5.67[4], page 255 (West, 2ème édition, 1997) (ci-après "Koch") ("Ni la Constitution ni le droit administratif général n'interdisent à un organe de s'écarter des précédents, mais il y a une exigence générale de cohérence. Le droit exige au moins une explication des écarts par rapport à la pratique passée.") (copie annexée comme pièce n° 31 des États-Unis).

[55] En effet, même si le Département avait établi au titre de l'article 776 a) des déterminations qui entraînent l'utilisation des données de fait disponibles au lieu des renseignements fournis par les entreprises interrogées, ces déterminations ne justifieraient pas en elles-mêmes des déterminations similaires dans les enquêtes antidumping à venir. Koch, *supra*, note 54, page 256 ("[L]'organisme ne peut s'appuyer uniquement sur les précédents pour justifier ses décisions."). Le Département devrait, au contraire, justifier en dernier ressort toute décision de ce type sur la base de la loi et des éléments de preuve versés au dossier. L'existence de déterminations antérieures dans lesquelles les données de fait disponibles ont été utilisées dans le cadre de scénarios factuels similaires servirait seulement d'élément de preuve pour montrer que le Département n'agit pas de façon arbitraire dans la nouvelle procédure antidumping.

qui se traduit par des déterminations cumulatives".[56] Le Canada a toutefois admis que la législation des États-Unis permettait au Département de s'écarter de ses "pratiques", à condition de donner les raisons pour lesquelles il le fait.[57] Le Groupe spécial a rejeté à bon droit l'argument du Canada, au motif que la pratique des États-Unis "ne semble … pas avoir de statut opérationnel indépendant tel qu'elle pourrait indépendamment donner lieu à une violation des règles de l'OMC, ainsi que l'allègue le Canada".[58]

86. Outre le fait que la "pratique" des États-Unis relative aux données de fait disponibles ne peut constituer une mesure, les allégations de l'Inde concernant une telle "pratique" ne sont pas soumises à bon droit au Groupe spécial, car elles ne sont pas conformes aux articles 4:7 et 6:2 du Mémorandum d'accord. Comme nous l'avons expliqué dans notre première communication écrite, l'Inde n'a pas identifié la "pratique" des États-Unis en matière de données de fait disponibles dans sa demande de consultations, et les États-Unis et l'Inde n'ont jamais procédé à des consultations concernant la "pratique" des États-Unis.[59]

Question n° 36

Les parties pourraient-elles expliquer leurs vues sur ce qui constitue une "pratique", tel que ce terme est employé par l'Inde dans sa demande d'établissement d'un groupe spécial?

Réponse

87. Les États-Unis font valoir respectueusement que cette question démontre la validité de leur position, qui est que les allégations de l'Inde concernant la "pratique" des États-Unis relative aux données de fait disponibles ne sont pas soumises à bon droit au Groupe spécial, car elles ne sont pas conformes aux articles 4:7 et 6:2 du Mémorandum d'accord. À l'issue d'une série complète de réunions d'information et d'une réunion entre les parties et le Groupe spécial, on voit mal sur quoi reposent les arguments invoqués par l'Inde au sujet de la "pratique". Si l'on en juge toutefois par la réponse qu'elle a apportée à la question posée par le Groupe spécial lors de la première réunion du Groupe spécial, l'Inde ne formule apparemment pas d'allégation séparée sur la question de la "pratique", elle se borne à utiliser ce concept pour invoquer des arguments indistincts et nébuleux afin d'étayer des allégations relatives aux dispositions des États-Unis concernant les données de fait disponibles, "en tant que telles" et telles qu'elles ont été appliquées en l'espèce.

88. Pour être plus précis, l'Inde a déjà admis que les dispositions impératives des États-Unis peuvent être interprétées de la manière qu'ils préfèrent.[60] Comme ce fait invalide sa contestation à l'encontre des dispositions "en tant que telles" des États-Unis relatives aux données de fait disponibles, l'Inde fait valoir en remplacement que le Groupe spécial devrait examiner la loi telle qu'elle a été "interprétée" dans la pratique du Département. Mais le fait qu'elle cite des déterminations antérieures établies par le Département au sujet des données de fait disponibles ne prouve en rien que les dispositions des États-Unis relatives aux données de fait disponibles seraient incompatibles "en tant que telles" avec l'Accord antidumping. La décision prise par un organisme d'exercer son pouvoir discrétionnaire d'interpréter une loi d'une façon particulière ne peut transformer une loi compatible avec les règles de l'OMC en loi incompatible avec les règles de l'OMC. De plus, les États-Unis ont déjà expliqué (dans la réponse à la question n° 8) pourquoi l'Inde a tort d'alléguer que le Département a interprété les dispositions des États-Unis relatives aux données de fait disponibles comme exigeant

[56] Rapport du Groupe spécial *États-Unis – Mesures traitant les restrictions à l'exportation comme des subventions*, WT/DS194/R, adopté le 23 août 2001, paragraphe 8.120.
[57] *Id*., paragraphe 8.125.
[58] *Id*., paragraphe 8.126.
[59] *Voir* la première communication écrite des États-Unis, paragraphe 147 et note 28 (citations omises).
[60] *Voir* la première communication écrite de l'Inde, paragraphe 153.

le rejet de tous les renseignements fournis par une entreprise interrogée lorsque certains d'entre eux étaient viciés.

89. En ce qui concerne les arguments de l'Inde relatifs aux dispositions "telles qu'elles ont été appliquées" (c'est-à-dire appliquées dans d'autres affaires), le fait que le Département les a appliquées d'une certaine manière dans d'autres affaires n'éclaire en rien la question de savoir s'il a agi de façon contraire aux obligations qui découlent pour lui de l'Accord antidumping dans l'enquête en cause.

Question n° 37

Les parties considèrent-elles que le DOC a "calculé" une marge de dumping en l'espèce? À cet égard, nous notons les arguments invoqués par les États-Unis aux paragraphes 93 à 97 de leur première communication écrite au sujet de l'article 6.8, qui dispose que "des déterminations préliminaires et finales, positives ou négatives" pourront être établies sur la base des données de fait disponibles.

Réponse

90. Le Département n'a pas "calculé" une marge de dumping en l'espèce, car les renseignements fournis par SAIL ne pouvaient pas être utilisés à cette fin. Il est plus exact de dire qu'il a "établi" sa détermination finale sur la base des données de fait disponibles. Cela correspond au libellé de l'article 6.8 de l'Accord antidumping, qui dispose que, dans des circonstances spécifiées, "des déterminations préliminaires et finales, positives ou négatives, pourront être établies sur la base des données de fait disponibles" (non souligné dans l'original). C'est également compatible avec le paragraphe 1 de l'Annexe II, qui dit que les autorités chargées de l'enquête "seront libres de fonder leurs déterminations sur les données de fait disponibles" lorsque, comme dans la présente affaire, les parties ne communiquent pas les renseignements dans un délai raisonnable.

Question n° 38

Les parties pourraient-elles expliquer leurs vues concernant le sens de l'expression qui dit que les renseignements devraient être "pris en compte", employée au paragraphe 3 de l'Annexe II? (Prière de laisser de côté, aux fins de cette question, le point de savoir si le terme "devrait" doit être interprété dans un sens impératif ou non.) Par exemple, pourrait-elle être interprétée comme signifiant que la détermination doit reposer sur ces renseignements, ou que l'autorité chargée de l'enquête doit examiner plus avant les renseignements, chercher à les vérifier et déterminer leur fiabilité, mais qu'elle peut en fin de compte ne pas fonder sa décision sur eux et se référer au contraire aux données de fait disponibles?

Réponse

91. L'expression "prendre en compte" signifie "prendre en considération" ou "faire attention à".[61] Par conséquent, le paragraphe 3 de l'Annexe II dispose que les autorités chargées de l'enquête doivent "prendre en considération" les renseignements ou "faire attention aux" renseignements qui sont vérifiables, qui sont présentés de manière appropriée de façon à pouvoir être utilisés dans l'enquête sans difficultés indues, qui sont communiqués en temps utile et, le cas échéant, qui sont communiqués sur un support ou dans un langage informatique demandés par les autorités. En l'espèce, le Département a pris en compte les renseignements fournis par SAIL qui étaient cohérents avec

[61] New Shorter Oxford English Dictionary, Clarendon Press, Oxford, 1993 (dans la section des "expressions" ("phrases") suivant la définition du terme "account").

l'ensemble des éléments de preuve versés au dossier.[62] Toutefois, le paragraphe 3 de l'Annexe II n'oblige pas le Département à utiliser les renseignements dans ses calculs.

Question n° 39

Les parties pourraient-elles expliquer leurs vues concernant le sens du terme "vérifiable" mentionné au paragraphe 3 de l'Annexe II, en se référant de façon spécifique, entre autres, aux possibilités suivantes:

a) les renseignements sont établis et présentés de façon à pouvoir être vérifiés à l'aide des livres et dossiers de la société qui les soumet;

b) les renseignements répondent non seulement à la condition a), mais l'on constate, lorsqu'ils sont vérifiés, qu'ils sont complets, exacts et fiables – c'est-à-dire qu'ils satisfont à la vérification?

Réponse

92. Le terme "vérifiable" signifie "apte à être vérifié ou dont la véracité peut être prouvée; authentique, exact, réel".[63] L'emploi du terme "vérifiable" au paragraphe 3 de l'Annexe II de l'Accord antidumping est compréhensible, puisque l'Accord n'exige pas de vérification concrète sur place. Par conséquent, des renseignements qui n'ont *pas* fait l'objet d'une vérification concrète peuvent être considérés comme "vérifiables", à condition qu'ils aient une cohérence interne et soient correctement étayés par ailleurs. Dans ces circonstances, l'autorité chargée de l'enquête qui choisit de ne pas vérifier de tels renseignements ne peut refuser de les prendre en considération parce qu'ils n'ont pas été concrètement vérifiés. Tel est le principe énoncé dans les décisions des groupes spéciaux chargés des affaires *Acier laminé à chaud en provenance du Japon* et *Guatemala – Ciment II*[64], dans lesquelles les autorités chargées de l'enquête avaient refusé d'accepter ou de vérifier les renseignements durant les enquêtes concernées.

93. Toutefois, les faits établis en l'espèce sont tout à fait différents. Ni le Groupe spécial chargé de l'affaire *Acier laminé à chaud en provenance du Japon* ni celui chargé de l'affaire *Guatemala - Ciment II* n'étaient face à une situation comme la situation présente, dans laquelle on a tenté de vérifier les renseignements sur place, mais cette vérification a échoué. De tels renseignements, qui ont concrètement fait l'objet d'une vérification et dont on a constaté qu'ils ne pouvaient être vérifiés, ne peuvent plus être dits "vérifiables", car ils se sont révélés inexacts. Une telle constatation expresse – telle que celle qui a été faite en l'espèce – selon laquelle les renseignements fournis par une entreprise interrogée n'ont pas satisfait à la vérification[65] réfute toute assertion selon laquelle les renseignements étaient "aptes à être vérifiés ou dont la véracité peut être prouvée".[66]

[62] Voir, *supra*, la réponse à la question n° 4.
[63] New Shorter Oxford Dictionary, Clarendon Press, page 3564.
[64] *Guatemala – Mesures antidumping définitives concernant le ciment Portland gris en provenance du Mexique*, WT/DS156/R, 24 octobre 2000, paragraphe 2.274; *États-Unis – Mesures antidumping appliquées à certains produits en acier laminés à chaud en provenance du Japon*, WT/DS184/R (28 février 2001, rapport adopté le 23 août 2001) (*Rapport du Groupe spécial Acier laminé à chaud*), paragraphe 5.79.
[65] Verification Failure Memorandum, pièce n° 25 des États-Unis.
[66] New Shorter Oxford Dictionary, Clarendon Press, page 3564.

Questions posées aux tierces parties

Question n° 2

Le Chili pourrait-il expliquer son point de vue selon lequel une lecture des dispositions des paragraphes 3 et 5 de l'Annexe II satisfait aux critères énoncés dans l'affaire *Mavrommatis* sur laquelle s'appuie le Chili du fait qu'elle constitue l'"interprétation restreinte" qui, dans cette mesure, correspond sans doute à la commune intention des parties?

Réponse

94. Le Chili fait valoir que le terme anglais "should" employé aux paragraphes 3 et 5 de l'Annexe II de l'Accord antidumping devrait être interprété comme étant "impératif et contraignant" et non comme facultatif. Il fonde son argument sur le fait que, dans la version espagnole de l'Accord antidumping, l'expression "should be taken into account" est traduite par "deberá tenerse en cuenta".[67] À son avis, la traduction correcte du terme anglais "should" est "debería ", et non "deberá". Il invoque ensuite ce conflit supposé comme une raison d'appliquer la déclaration de la Cour permanente de justice internationale dans l'affaire *Mavrommatis*, selon laquelle, pour résoudre de tels conflits, l'interprète a le devoir d'adopter l'interprétation "restreinte" ("more limited") qui peut se concilier avec la commune intention des parties. L'argument invoqué par le Chili constitue non seulement une application erronée de l'affaire *Mavrommatis*, mais aussi une interprétation erronée de la manière dont le terme "deberá" est employé dans les Accords de l'OMC.

95. En ce qui concerne le conflit supposé entre les termes "should" et "deberá", un examen du texte des Accords de l'OMC démontre que "deberá" y est utilisé de façon répétée comme équivalent espagnol de "should", même quand ce terme est clairement employé dans le sens facultatif. Par exemple, l'article 5:4 de l'*Accord sur l'application des mesures sanitaires et phytosanitaires* ("Accord SPS") dit ceci:

> Lorsqu'ils détermineront le niveau approprié de protection sanitaire ou phytosanitaire, les Membres devraient tenir compte de l'objectif qui consiste à réduire au minimum les effets négatifs sur le commerce.

96. Le Groupe spécial chargé de l'affaire *Hormones* a constaté que le libellé de l'article 5:4, "en particulier [les] termes "devraient" (à la place de "doivent") et "objectif"", démontrait que la disposition n'imposait pas d'obligation.[68] Or, dans l'équivalent espagnol de l'article 5:4 de l'Accord SPS, "should" est traduit par "deberá".[69]

97. De la même façon, dans l'Accord antidumping, le terme "should" est traduit de façon répétée par "deberá", y compris quand "should" et "shall" sont employés dans la même phrase. L'article 6.1.1, par exemple, dit qu'un délai d'au moins 30 jours sera ("shall") ménagé aux exportateurs ou aux producteurs étrangers pour répondre aux questionnaires, que toute demande de prorogation devrait ("should") être dûment prise en considération et que cette prorogation devrait ("should") être accordée chaque fois que cela sera réalisable. Dans la version espagnole de l'article 6.1.1, "should" est traduit par "deberá", et "shall" par "dará".

---

[67] Les termes "deberá tomarse en cuenta" mentionnés par le Chili sont une citation erronée des termes réellement employés au paragraphe 3 de l'Annexe II. *Voir* la déclaration orale du Chili, paragraphe 4, *avec* le paragraphe 3 de l'Annexe II de l'Accord antidumping (version espagnole).

[68] Rapport du Groupe spécial *Mesures communautaires concernant les viandes et les produits carnés (hormones) – Plainte déposée par le Canada*, WT/DS48/R/CAN, 18 août 1997, paragraphe 8.169.

[69] *Voir* l'Accord SPS, article 5:4 (version espagnole) ("los Miembros deberán tener en cuenta") ("deberán" est employé au lieu de "deberá", car le mot "Miembros" est au pluriel).

98. D'ailleurs, dans la version espagnole de l'Accord antidumping, "should" est généralement traduit par "deberá", tandis que "shall" n'est généralement pas traduit par "deberá".[70] En outre, "debería" – traduction de "should" préférée par le Chili – n'est jamais employé.[71]

99. Comme le conflit allégué par le Chili entre "should" et "deberá" n'existe pas en fait, il n'y a aucune raison pour que le Groupe spécial se réfère à l'affaire *Mavrommatis*. En outre, dans la littérature spécialisée, on se demande dans une certaine mesure si l'opinion incidente de la Cour dans l'affaire *Mavrommatis* avait pour but d'établir une règle générale.[72] Quoi qu'il en soit, dans la mesure où cette affaire est pertinente, l'interprétation "restreinte" ("more limited") du paragraphe 3 de l'Annexe II est qu'il impose une obligation facultative et non impérative. L'analyse faite par le Chili suppose que, dans l'affaire *Mavrommatis*, on a employé le terme "limiting", alors qu'en fait on a employé le terme "limited". L'interprétation restreinte ("more limited") – celle qui impose l'obligation restreinte – est que le terme en cause a un sens facultatif. De plus, l'interprétation qui peut se concilier avec la commune intention des parties en l'espèce est que le terme "should" ou "deberá" n'est pas impératif. *Toutes* les parties et tierces parties au présent différend conviennent que les autorités *devraient* au moins prendre en compte des renseignements si les conditions énoncées aux paragraphes 3 et 5 sont remplies – quelques-unes seulement pensent qu'elles doivent le faire.

[70] *Voir*, par exemple, l'article premier ("shall be applied" traduit par "se aplicarán"); l'article 2.4 ("A fair comparison shall be made" traduit par "Se realizará una comparación equitativa"); l'article 6.9 ("shall inform" traduit par "las autoridades informarán" et "should take place" traduit par "deberá facilitarse").

[71] L'argument du Chili ne tient pas compte non plus du fait que la version française de l'Accord emploie le terme "devraient", qui traduit "should" et non pas "shall". *Voir* l'Accord antidumping, paragraphe 3 de l'Annexe II (version française).

[72] *Voir*, par exemple, le *Rapport de la Commission du droit international sur les travaux de sa dix-huitième session*, Annuaire de la Commission du droit international, 1966, vol. II, page 225 (commentaire sur l'article 29, paragraphe 8) (disant que la Commission ne croit pas que l'affaire *Mavrommatis* "appelle l'élaboration d'une règle générale créant une présomption en faveur de l'interprétation restrictive en cas d'ambiguïté de textes plurilingues").

PIÈCES JOINTES

27. *NSK Ltd., v. United States*, 170 F. Supp. 2d. 1280, 1318 (6 juin 2001)

28. *Steel Authority of India, Ltd. v. United States*, Slip Op. 2001-149 (17 décembre 2001)

29. Réponse de SAIL à la section C du questionnaire (extraits)

30. Kenneth Culp Davis and Richard J. Pierce, Jr., *Administrative Law Treatise* § 11.5, page 206 (Little, Brown, 3ème édition, 1994)

31. Charles H. Koch, Jr., *Administrative Law and Practice* § 5.67[4], page 255 (West, 2ème édition, 1997)

ANNEXE E-3

RÉPONSE DU CHILI AUX QUESTIONS DU GROUPE SPÉCIAL

(12 février 2002)

Question n° 1

De l'avis du Chili et du Japon, l'exigence d'"utiliser" des renseignements s'ils remplissent les conditions énoncées au paragraphe 3 de l'Annexe II s'applique-t-elle à un quelconque élément d'information lorsqu'il remplit ces conditions, aussi insignifiant ou limité soit-il par rapport à l'ensemble des renseignements?

Réponse

L'obligation d'utiliser les renseignements qui satisfont aux prescriptions du paragraphe 3 de l'Annexe II s'applique à tous les renseignements, quel que soit leur volume ou leur relation avec le reste des renseignements ou la totalité des renseignements. De fait, conformément au paragraphe 3 de l'Annexe, tous les renseignements qui satisfont aux prescriptions dudit paragraphe doivent être pris en compte par l'autorité chargée de l'enquête lors de l'établissement des déterminations. Ce paragraphe ne précise pas le type de renseignements concerné ni leur importance relative par rapport à l'ensemble des renseignements. De l'avis du Chili, l'autorité doit prendre en compte la totalité des renseignements communiqués par la partie intéressée sauf lorsqu'ils ne satisfont pas aux prescriptions. De plus, limiter cette obligation en fonction de l'importance relative des éléments d'information par rapport à la totalité des renseignements qui doivent être communiqués n'aurait aucun sens et ne serait pas justifié par l'énoncé du paragraphe 3 en question.

Question n° 2

Le Chili pourrait-il expliquer son point de vue selon lequel une lecture des dispositions des paragraphes 3 et 5 de l'Annexe II satisfait aux critères énoncés dans l'affaire *Mavrommatis* sur laquelle s'appuie le Chili du fait qu'elle constitue l'"interprétation restreinte" qui, dans cette mesure, correspond sans doute à la commune intention des Parties?

Réponse

Les droits antidumping constituent des mesures exceptionnelles dont les Accords de l'OMC autorisent l'application dans des circonstances spécifiques définies par ces accords. Par conséquent, tant l'article VI du GATT de 1994 que l'Accord antidumping doivent être interprétés de manière restrictive, afin d'éviter qu'une interprétation large de ces articles n'autorise une utilisation des droits antidumping à des fins ou des objectifs différents de ceux envisagés par ces deux accords. Comme le Japon l'a fait observer dans sa communication écrite, plusieurs groupes spéciaux chargés d'affaires antidumping se sont prononcés en faveur du caractère impératif du terme anglais "*should*" – pas seulement en ce qui concerne les paragraphes 3 et 5 de l'Annexe II – même s'il peut avoir un caractère différent dans d'autres circonstances. Cela témoigne du sens restrictif qu'il faut en général donner aux dispositions de l'Accord antidumping et du GATT de 1994. Ce qui précède est particulièrement important pour limiter la faculté discrétionnaire de l'autorité chargée de l'enquête. Ainsi, la version espagnole des paragraphes 3 et 5 de l'Annexe II, qui oblige l'autorité à utiliser les renseignements communiqués par la partie intéressée, pour autant que ces renseignements remplissent les conditions énoncées dans ces paragraphes, limite la faculté discrétionnaire de l'autorité. Par contre, la version

anglaise, telle que l'interprètent les États-Unis, laisse un pouvoir discrétionnaire important à l'autorité chargée de l'enquête. L'autorité chargée de l'enquête pourrait ne pas prendre en compte les renseignements communiqués par la partie intéressée même s'ils satisfont aux prescriptions du paragraphe 3, ce qui est absurde.

C'est pourquoi le Chili estime que la version espagnole des paragraphes 3 et 5 de l'Annexe II, qui limite la faculté discrétionnaire de l'autorité chargée de l'enquête, constitue l'interprétation la plus restrictive des trois textes qui correspond certainement à l'intention des parties qui était et demeure d'appliquer des mesures antidumping dans des circonstances exceptionnelles et pour autant qu'il ait été satisfait aux strictes prescriptions énoncées à l'article VI du GATT de 1994 et dans l'Accord antidumping.

En outre, si l'autorité chargée de l'enquête avait la faculté et non l'obligation de prendre en compte la totalité des renseignements communiqués, à quoi serviraient les prescriptions du paragraphe 3 de l'Annexe II? De la même manière, si l'autorité n'était pas obligée de prendre en compte ces renseignements, quel serait l'intérêt de l'expression "au mieux de ses possibilités" utilisée au paragraphe 5 de l'Annexe II?

Question n° 3

Le Chili pourrait-il expliquer pourquoi, comme il l'a indiqué au paragraphe 14 de sa déclaration orale, il estime que l'autorité chargée de l'enquête, ayant décidé de recourir aux données de fait disponibles, devrait les comparer aux renseignements rejetés? Le Chili considère-t-il qu'il s'agit là d'une prescription ou simplement de la méthode appropriée?

Réponse

Le paragraphe 1 de l'Annexe II dispose que l'autorité chargée de l'enquête doit indiquer à la partie intéressée les renseignements qu'elle doit fournir et doit en outre lui faire savoir que si elle ne communique pas les renseignements en question dans un délai raisonnable, l'autorité chargée de l'enquête sera libre d'utiliser les données de fait disponibles, y compris celles que contient la demande d'ouverture de l'enquête émanant de la branche de production nationale.

En d'autres termes, les faits présentés par la branche de production nationale peuvent ne pas être les seuls disponibles. Il existe d'autres sources de renseignements, comme les prix et les conditions du marché internationalement connus, comme nous l'avons signalé au paragraphe 14 de notre déclaration. Il existe cependant une autre source de renseignements, peut-être la plus importante, à savoir les renseignements fournis par la partie intéressée – que ces renseignements aient été ou non rejetés par l'autorité chargée de l'enquête. Une autorité objective et impartiale ne peut pas omettre d'analyser les renseignements communiqués par la partie intéressée, y compris les données que l'autorité a rejetées, quelle que soit la raison de ce rejet, s'ils contiennent des éléments susceptibles de servir de base à ses décisions. Par exemple, si l'autorité rejette les renseignements parce qu'ils n'ont pas été présentés dans les délais fixés, cela ne signifie pas que ces renseignements ne contiennent pas des éléments qui lui sont nécessaires pour établir ses déterminations.

C'est pourquoi, la possibilité prévue par l'article 6.8, lu conjointement au paragraphe 1 de l'Annexe II, ne relève pas l'autorité chargée de l'enquête de l'obligation d'analyser tous les renseignements et toute la documentation de base portés à sa connaissance au cours de l'enquête, y compris les renseignements communiqués par la partie intéressée, même s'ils sont partiels et ont été rejetés, pour quelque raison que ce soit, par l'autorité chargée de l'enquête.

Enfin, aucune disposition de l'Accord antidumping n'oblige l'autorité à utiliser les renseignements rejetés, de même qu'aucune disposition ne l'oblige à utiliser uniquement les renseignements communiqués par la branche de production nationale. Le paragraphe 1 de l'Annexe II

précise que l'autorité pourra fonder ses décisions sur les données de fait disponibles, par exemple sur les renseignements communiqués par la branche de production nationale, mais également sur d'autres renseignements.

Question n° 4

Les tierces parties pourraient-elles exposer leurs points de vue concernant le sens de l'expression "difficultés indues" au paragraphe 3 de l'Annexe II?

Réponse

Question n° 5

Les tierces parties ont-elles un point de vue sur la possibilité d'une "communication sélective" de renseignements par les exportateurs, ainsi que sur l'incidence que l'obligation d'utiliser, pour établir une détermination, tous les renseignements fournis lorsqu'ils remplissent les conditions énoncées au paragraphe 3 de l'Annexe II pourrait avoir sur la faculté qu'a l'autorité chargée de l'enquête de prendre une décision impartiale et objective.

Réponse

Pour répondre à cette question, il faut analyser le sens de l'expression "renseignements nécessaires" à l'article 6.8 de l'Accord antidumping. Conformément au *Diccionario de la Real Academia de la Lengua Española*, "nécessaire" signifie qui doit obligatoirement, absolument ou inévitablement être ou se produire. Par conséquent, si les renseignements refusés ou non communiqués dans un délai raisonnable sont obligatoirement ou absolument indispensables pour que l'autorité établisse ses déterminations et que l'autorité ne peut pas fonder ses déterminations sans ces renseignements, elle peut recourir aux données de fait disponibles. C'est pourquoi, en communiquant des renseignements sélectifs, selon l'article 6.8, la partie intéressée pourrait potentiellement empêcher l'autorité d'établir une décision objective et impartiale. En d'autres termes, les renseignements sélectifs (partiels) peuvent ne pas être suffisants pour satisfaire à la prescription relative aux renseignements nécessaires établie à l'article 6.8.

Question n° 6

Les tierces parties pourraient-elles expliquer leurs points de vue concernant le sens de l'expression les renseignements "devraient être pris en compte" utilisée au paragraphe 3 de l'Annexe II. Aux fins de cette question (faire abstraction du point de savoir si "devraient" doit être compris comme étant impératif ou non.) Par exemple, pourrait-on comprendre cette expression comme signifiant que la détermination doit être fondée sur ces renseignements? Ou que l'autorité chargée de l'enquête doit examiner les renseignements plus avant, s'efforcer de les vérifier, et juger de leur fiabilité, mais peut en dernier ressort ne pas fonder sa décision sur ces renseignements et s'en remettre au contraire aux données de fait disponibles?

Réponse

L'expression "devraient être pris en compte" implique pour l'autorité chargée de l'enquête l'obligation d'utiliser tous les renseignements communiqués par la partie intéressée pour fonder ses déterminations. L'Annexe II complète l'article 6.8 de l'Accord antidumping et par conséquent le paragraphe 3 oblige l'autorité à utiliser les renseignements communiqués par la partie intéressée, mais ce ne sont pas les seuls renseignements sur lesquels l'autorité fondera ses déterminations. Une autorité chargée de l'enquête, objective et impartiale, n'est pas un arbitre qui doit choisir entre deux positions, mais elle doit chercher les éléments nécessaires pour fonder ses déterminations. L'article 6 de l'Accord antidumping fait référence à d'autres sources de renseignements. En outre, comme il est

dit au paragraphe 9 de l'article 6, l'autorité informera toutes les parties des faits essentiels qu'elle a examinés pour fonder sa décision. C'est pourquoi l'expression "devraient être pris en compte" doit être interprétée dans le cadre général d'analyse et de comparaison des renseignements et des documents à laquelle doit procéder toute autorité chargée de l'enquête. Cette expression ne fait que réaffirmer l'obligation pour l'autorité d'analyser les renseignements communiqués par la partie intéressée mais ne l'obligerait pas à fonder ses déterminations uniquement et exclusivement sur ces renseignements.

Question n° 7

Les tierces parties pourraient-elles exposer leurs points de vue concernant le sens du terme "vérifiable" au paragraphe 3 de l'Annexe II en se référant spécifiquement, entre autres choses, aux possibilités ci-après:

Réponse

a) les renseignements sont préparés et présentés de manière à pouvoir être vérifiés par rapport aux registres comptables de l'entreprise qui les communique;

b) les renseignements non seulement satisfont au critère a) mais il est également constaté, lorsqu'ils sont vérifiés, qu'ils sont complets, exacts et fiables – ils satisfont à la vérification.

ANNEXE E-4

RÉPONSES DES COMMUNAUTÉS EUROPÉENNES AUX QUESTIONS DU GROUPE SPÉCIAL

(12 février 2002)

(Les questions n° 1 à 3 ne s'adressent pas aux Communautés européennes)

Question n° 4

Les tierces parties pourraient-elles exposer leurs points de vue concernant le sens de l'expression "difficultés indues" au paragraphe 3 de l'Annexe II?

1. Conformément à la Convention de Vienne sur le droit des traités, le Groupe spécial devrait d'abord examiner le sens ordinaire de l'expression "difficultés indues" puis le contexte dans lequel elle est employée. Le sens ordinaire du terme "indu" suggérerait quelque chose allant au-delà de ce qui est normal ou proportionnel.[1] Associé au terme "difficulté", il suggère une difficulté supérieure à ce qui est normal, à ce qui peut être attendu en temps ordinaire. Ainsi, des données exigeant des corrections ou des additions mineures pour pouvoir être utilisables ne pourraient pas être considérées comme utilisables uniquement avec des "difficultés indues". C'est ce qui ressort du contexte général de la phrase: "Tous les renseignements [...] qui sont présentés de manière appropriée de façon à pouvoir être utilisés dans l'enquête sans difficultés indues …"

2. Selon les Communautés européennes, lorsque des renseignements qui sont "nécessaires" (pour utiliser les termes de l'article 6.8) n'ont pas été fournis, l'utilisation d'autres renseignements (par exemple les données concernant les prix des ventes sur le marché intérieur lorsque les données relatives aux coûts de production n'ont pas été fournies) pourrait être exagérément ou indûment difficile, parce que l'autorité chargée de l'enquête ne sera pas en mesure de soumettre les données par ailleurs acceptables aux vérifications nécessaires.

Question n° 5

Les tierces parties ont-elles un point de vue sur la possibilité d'une "communication sélective" de renseignements par les exportateurs, ainsi que sur l'incidence que l'obligation d'utiliser, pour établir la détermination, tous les renseignements fournis lorsqu'ils remplissent les conditions énoncées au paragraphe 3 de l'Annexe II pourrait avoir sur la faculté qu'a l'autorité chargée de l'enquête de prendre une décision impartiale et objective?

3. Les Communautés européennes rappellent que l'Organe d'appel a dit que l'Accord antidumping visait à assurer "un équilibre délicat entre les intérêts des autorités chargées de l'enquête et des exportateurs".[2] Si un exportateur ne fournissait des renseignements que de manière sélective dans le but d'obtenir un résultat qui lui soit très favorable, il ne respecterait manifestement pas sa part

[1] Le New Shorter Oxford English Dictionary définit "indu" comme "allant au-delà de ce qui est justifié ou naturel; excessif, disproportionné".

[2] Rapport de l'Organe d'appel, *États-Unis - Mesures antidumping appliquées à certains produits en acier laminés en provenance du Japon*, WT/DS184/AB/R, adopté le 23 août 2001, paragraphe 102, cité au paragraphe 5 de la communication écrite des CE en tant que tierce partie.

de l'obligation dans l'équilibre des intérêts et empêcherait l'autorité chargée de l'enquête de se fonder sur les renseignements objectivement vérifiés les plus pertinents.

4. Si l'autorité chargée de l'enquête était tenue d'accepter tous les renseignements répondant aux prescriptions du paragraphe 3 de l'Annexe II (les Communautés européennes supposent que cette question repose sur une interprétation restrictive de l'expression "difficultés indues"), il serait clair qu'un exportateur pourrait choisir les renseignements qui sont communiqués puis pris en compte par l'autorité chargée de l'enquête (ils pourraient uniquement être utilisés si l'autorité chargée de l'enquête s'était également assurée de leur exactitude - article 6.6). En supposant que les ventes sur le marché intérieur n'aient pas été effectuées au cours d'opérations commerciales normales, mais que l'exportateur n'ait pas fourni de données concernant le coût de production, les frais d'administration et de commercialisation et frais de caractère général, etc., l'autorité chargée de l'enquête, si elle était forcée d'accepter les données relatives aux ventes sur le marché intérieur, n'aurait aucun moyen d'évaluer les ventes sur le marché intérieur et ce serait donc l'exportateur qui contrôlerait le résultat de la détermination.

Question n° 6

Les tierces parties pourraient-elles expliquer leurs points de vue concernant le sens de l'expression les renseignements "devraient être pris en compte" utilisée au paragraphe 3 de l'Annexe II. (Aux fins de cette question, faire abstraction du point de savoir si "devraient" doit être compris comme étant impératif ou non.) Par exemple, pourrait-on comprendre cette expression comme signifiant que la détermination doit être fondée sur ces renseignements? Ou que l'autorité chargée de l'enquête doit examiner les renseignements plus avant, s'efforcer de les vérifier, et juger de leur fiabilité, mais peut en dernier ressort ne pas fonder sa décision sur ces renseignements et s'en remettre au contraire aux données de fait disponibles?

5. Pour les Communautés européennes, le sens ordinaire de l'expression "pris en compte" signifie que les renseignements doivent être acceptés comme faisant partie de l'enquête. Il doit être satisfait à toutes les prescriptions concernant la nature des renseignements, il faut voir par exemple s'ils sont vérifiables et par ailleurs aptes à être utilisés, avant que les renseignements puissent être "pris en compte", comme il ressort clairement de la première phrase du paragraphe 3 de l'Annexe II. Toutefois, la question de savoir si les renseignements sont réellement **utilisés** dans la détermination (c'est-à-dire si la détermination est réellement fondée sur les renseignements) dépend en outre de ce que les autorités se soient assurées, de la manière qu'elles jugent appropriée, de l'exactitude des renseignements (article 6.6).

Question n° 7

Les tierces parties pourraient-elles exposer leurs points de vue concernant le sens du terme "vérifiable" au paragraphe 3 de l'Annexe II en se référant spécifiquement, en autres choses, aux possibilités ci-après:

a) les renseignements sont préparés et présentés de manière à pouvoir être vérifiés par rapport aux registres comptables de l'entreprise qui les communique;

b) les renseignements non seulement satisfont au critère a) mais il est également constaté, lorsqu'ils sont vérifiés, qu'ils sont complets, exacts et fiables - ils satisfont à la vérification.

6. L'obligation de l'autorité chargée de l'enquête en termes de critère de preuve est définie à l'article 6.6 de l'Accord. L'article 6.6 dispose que les autorités "s'assureront … de l'exactitude" des renseignements fournis. Le paragraphe 3 de l'Annexe II définit les critères auxquels les données fournies doivent satisfaire pour être prises en compte par l'autorité chargée de l'enquête. Pour que les

renseignements soient réellement **utilisés** dans une détermination il faut que leur exactitude ait été vérifiée par l'autorité chargée de l'enquête (voir paragraphe 5 ci-dessus). Une des conditions pour que les données soient prises en compte conformément au paragraphe 3 de l'Annexe II est qu'elles puissent être vérifiées; le sens ordinaire du terme "vérifiable" étant "apte à être vérifié ou dont la véracité peut être prouvée".[3] Les Communautés européennes interpréteraient donc le terme "vérifiable" conformément à la possibilité a) ci-dessus.

[3] New Shorter Oxford English Dictionary.

ANNEXE E-5

RÉPONSES DU JAPON AUX QUESTIONS DU GROUPE SPÉCIAL

Question n° 1

De l'avis du Chili et du Japon, l'exigence d'"utiliser" des renseignements s'ils remplissent les conditions énoncées au paragraphe 3 de l'Annexe II s'applique-t-elle à un quelconque élément d'information lorsqu'il remplit ces conditions, aussi insignifiant ou limité soit-il par rapport à l'ensemble des renseignements?

Réponse

Oui, l'autorité chargée de l'enquête est tenue d'examiner tous les renseignements remplissant les quatre conditions énoncées au paragraphe 3, quel que soit leur volume (en termes absolus ou relatifs). Cette règle est énoncée expressément dans le texte du paragraphe 3 lui-même: "*Tous* les renseignements" qui remplissent les quatre conditions "devraient être pris en compte" (pas d'italique dans l'original). Comme l'a dit l'Organe d'appel dans l'affaire *États-Unis - Acier laminé à chaud en provenance du Japon*, "si ces conditions sont remplies, les autorités chargées de l'enquête ne sont *pas* en droit de rejeter les renseignements communiqués lorsqu'elles établissent une détermination".[1]

Il est donc clair que les renseignements remplissant les conditions énoncées au paragraphe 3 doivent être examinés par l'autorité chargée de l'enquête. Le paragraphe 3 ne laisse pas à l'autorité chargée de l'enquête la faculté discrétionnaire de tenir compte d'autres considérations, telles que le volume de ces renseignements pour décider de prendre en compte ou non les renseignements fournis.

Comme l'Organe d'appel l'a dit, "le paragraphe 5 de l'Annexe II *interdit* aux autorités chargées de l'enquête d'écarter les renseignements qui "ne sont pas idéalement les meilleurs à tous égards" si la partie intéressée qui a fourni ces renseignements a, néanmoins, agi au mieux de ses possibilités".[2] Ainsi, l'autorité chargée de l'enquête devrait se demander non pas quelle quantité de renseignements a été communiquée, mais à quel point l'entreprise interrogée s'est efforcée de coopérer. Pour répondre à cette question, l'autorité chargée de l'enquête ne peut pas utiliser le volume de renseignements fournis afin de mesurer le degré de coopération de l'entreprise interrogée. Comme l'Organe d'appel l'a reconnu, "les parties peuvent fort bien "coopérer" dans une large mesure, même si les renseignements demandés ne sont, en fin de compte, pas obtenus. La raison en est que le fait de "coopérer" ne détermine pas en soi le résultat final de la coopération."[3]

Finalement, par conséquent, si l'entreprise interrogée a coopéré "au mieux de ses possibilités" dans les circonstances et qu'elle n'a été en mesure de présenter que peu de renseignements remplissant les conditions du paragraphe 3, ces renseignements ne peuvent pas être ignorés.

Question n° 4

Les tierces parties pourraient-elles exposer leurs points de vue concernant le sens de l'expression "difficultés indues" au paragraphe 3 de l'Annexe II?

---

[1] *États-Unis - Mesures antidumping appliquées à certains produits en acier laminés à chaud en provenance du Japon*, rapport de l'Organe d'appel, WT/DS184/AB/R, AB-2001-2, paragraphe 81 (italique dans l'original).

[2] *Id*., paragraphe 100 (pas d'italique dans l'original).

[3] *Id*., paragraphe 99.

Réponse

Le sens de l'expression "difficultés indues" devrait être déterminé au cas par cas. Il n'est pas possible de formuler dans l'abstrait une définition globale couvrant toutes les possibilités. C'est à la lumière des circonstances qu'il faut déterminer si une difficulté particulière est une "difficulté indue".

Certains paramètres sont cependant apparents. Il est par exemple évident que toutes les difficultés rencontrées par l'autorité chargée de l'enquête ne seront pas considérées comme des "difficultés indues". Une difficulté particulière doit être "indue" c'est-à-dire "excessive" ou "injustifiée". La plupart des difficultés qui surgiront seront des difficultés ordinaires; elles devront être acceptées par les autorités chargées de l'enquête comme faisant normalement partie des enquêtes antidumping et ne pourront pas justifier un refus de prendre en compte les renseignements communiqués. Ce n'est que dans de rares circonstances qu'une difficulté devrait être considérée comme "indue".

L'expression "difficultés indues" doit également être comprise dans son contexte. À cet égard, il convient de rappeler la déclaration de l'Organe d'appel selon laquelle la "coopération" est "un processus allant dans les deux sens qui suppose un effort conjoint" de la part de l'autorité chargée de l'enquête et de l'entreprise interrogée.[4] Il s'ensuit qu'une difficulté ne peut pas être jugée "indue" à moins que, pour régler la question, l'autorité chargée de l'enquête ne soit obligée de déployer un effort plus grand qu'elle n'est tenue de le faire pour satisfaire à son devoir de coopération.

Question n° 5

Les tierces parties ont-elles un point de vue sur la possibilité d'une "communication sélective" de renseignements par les exportateurs, ainsi que sur l'incidence que l'obligation d'utiliser, pour établir une détermination, tous les renseignements fournis lorsqu'ils remplissent les conditions énoncées au paragraphe 3 de l'Annexe II pourrait avoir sur la faculté qu'a l'autorité chargée de l'enquête de prendre une décision impartiale et objective?

Réponse

Comme il est mentionné en réponse à la question n° 1, les renseignements qui remplissent les conditions énoncées au paragraphe 3 doivent être examinés dès lors que l'entreprise interrogée a "agi au mieux de ses possibilités". À cet égard, pour le Japon, les préoccupations exprimées en ce qui concerne la "communication sélective" des renseignements ne sont pas fondées. La notion de "communication sélective" signifie qu'une entreprise interrogée a consciemment choisi de fournir certains renseignements et de ne pas en fournir d'autres. Dans ce cas, l'entreprise interrogée n'aurait pas coopéré "au mieux de ses possibilités" et l'autorité chargée de l'enquête serait autorisée, au titre du paragraphe 5, à rejeter les renseignements qui étaient ainsi "communiqués de manière sélective". Le Japon estime donc que le paragraphe 5 répond de manière adéquate à toute préoccupation concernant la "communication sélective" et qu'il n'est pas nécessaire d'adopter une interprétation du paragraphe 3 pour régler la question.

Question n° 6

Les tierces parties pourraient-elles expliquer leurs points de vue concernant le sens de l'expression les renseignements "devraient être pris en compte" utilisée au paragraphe 3 de l'Annexe II. Aux fins de cette question (faire abstraction du point de savoir si "devraient" doit être compris comme étant impératif ou non). Par exemple, pourrait-on comprendre cette expression comme signifiant que la détermination doit être fondée sur ces renseignements? Ou que l'autorité chargée de l'enquête doit examiner les renseignements plus avant, s'efforcer de les

[4] *Id*., paragraphe 104 (citant l'Accord, article 6.13).

vérifier, et juger de leur fiabilité, mais peut en dernier ressort ne pas fonder sa décision sur ces renseignements et s'en remettre au contraire aux données de fait disponibles?

Réponse

Le sens de l'obligation de "[prendre] en compte" tous les renseignements qui remplissent les conditions énoncées au paragraphe 3 devrait être déterminé par une lecture conjointe du paragraphe 3 et du paragraphe 5. La lecture conjointe de ces dispositions montre que les renseignements remplissant les quatre conditions énoncées au paragraphe 3 doivent être utilisés pour le calcul des marges de dumping à moins que l'autorité chargée de l'enquête ne soit autorisée par le paragraphe 5 à "ignorer" ces renseignements. En d'autres termes, les renseignements remplissant les conditions énoncées au paragraphe 3 doivent être utilisés dès lors que l'entreprise interrogée a agi "au mieux de ses possibilités".

Le Japon fait également observer que cette obligation ne peut pas signifier que l'autorité chargée de l'enquête peut "s'efforcer de vérifier [les renseignements remplissant les conditions énoncées au paragraphe 3] et juger de leur fiabilité" puis ignorer ces renseignements et les remplacer par les "données de fait disponibles". Une telle interprétation enlèverait tout sens à la fois au paragraphe 3 et au paragraphe 5.

- *Premièrement*, une des quatre conditions énoncées au paragraphe 3 est que les renseignements soient "vérifiables". L'obligation de "[prendre] en compte" ne s'applique qu'aux renseignements qui remplissent les quatre conditions. Cela signifie que cette obligation ne concerne que les renseignements dont il a déjà été déterminé qu'ils étaient "vérifiables", c'est-à-dire "pouvant être vérifiés" (voir question n° 7 ci-dessous). Si l'obligation ne consistait en rien de plus, pour l'autorité chargée de l'enquête, qu'à s'efforcer de vérifier des renseignements dont il a déjà été constaté qu'ils pouvaient être vérifiés, l'obligation de prendre en compte de tels renseignements serait trompeuse. Pour que cette obligation ait un sens, il faut qu'elle représente quelque chose de plus.

- *Deuxièmement*, le paragraphe 5 interdit à l'autorité chargée de l'enquête d'"ignorer" des renseignements à moins que l'entreprise interrogée n'ait pas "agi au mieux de ses possibilités". Cette interdiction serait rendue inutile si le paragraphe 3 était interprété de manière à permettre à l'autorité chargée de l'enquête d'"ignorer" des renseignements qui remplissent les conditions énoncées au paragraphe 3 sans déterminer d'abord que l'entreprise interrogée n'a pas agi "au mieux des ses possibilités".

Question n° 7

Les tierces parties pourraient-elles exposer leurs points de vue concernant le sens du terme "vérifiable" au paragraphe 3 de l'Annexe II en se référant spécifiquement, entre autres choses, aux possibilités ci-après:

a) les renseignements sont préparés et présentés de manière à pouvoir être vérifiés par rapport aux registres comptables de l'entreprise qui les communique;

b) les renseignements non seulement satisfont au critère a) mais il est également constaté, lorsqu'ils sont vérifiés, qu'ils sont complets, exacts et fiables – ils satisfont à la vérification.

Réponse

"Vérifiable" signifie "pouvant être vérifié" ou "apte à être vérifié". Cela découle de la structure du mot. Le suffixe "able" signifie "susceptible, capable ou digne d'une action donnée" et l'action pertinente est exprimée dans la racine du mot. Ici, la racine du mot étant le verbe "vérifier", le terme "vérifiable" signifie "pouvant être vérifié". Cela ne signifie pas "effectivement vérifié".

De l'avis du Japon, les renseignements communiqués lorsqu'ils correspondent à la possibilité a) sont "vérifiables", que l'autorité choisisse ou non de procéder à la vérification. À cet égard, il importe de rappeler que l'autorité chargée de l'enquête a la faculté discrétionnaire de procéder ou non à la vérification.[5] Si l'autorité chargée de l'enquête choisit alors de ne PAS procéder à la vérification, elle ne peut pas tout simplement écarter les renseignements communiqués par une entreprise interrogée comme ne "pouvant pas être vérifiés". Dans ce cas, les renseignements communiqués doivent être réputés satisfaire à la condition d'être "vérifiables", énoncée au paragraphe 3.

Inversement, si l'autorité chargée de l'enquête choisit de procéder à une vérification et constate de graves erreurs ou omissions, elle peut conclure que les renseignements communiqués ne "pouvaient pas être vérifiés", à condition que la vérification soit menée conformément aux prescriptions de l'Accord antidumping. En d'autres termes, si les communications étaient initialement "préparées et présentées" comme étant vérifiables (possibilité a)) mais n'ont par la suite pas satisfait à une vérification valide (possibilité b)), ces données ne sont plus vérifiables, parce qu'elles ont démontré qu'elles ne "pouvaient pas être vérifiées".

L'autorité chargée de l'enquête peut parfaitement effectuer des vérifications en procédant à des "sondages" pour des raisons pratiques. Il convient cependant de noter qu'une fois que certains renseignements ont effectivement été vérifiés par sondages, le reste des renseignements est également réputé être "vérifiable". Le fait que l'autorité chargée de l'enquête choisisse d'effectuer la vérification sous forme de sondages ne devrait pas lui permettre d'interpréter les données "vérifiables" comme incluant uniquement les quelques renseignements effectivement vérifiés, ce qui lui permettrait d'ignorer la grande majorité des renseignements fournis.

[5] Accord antidumping, article 6.7 ("les autorités *pourront* ... procéder à des enquêtes"). (pas d'italique dans l'original)

ANNEXE E-6

OBSERVATIONS DES ÉTATS-UNIS SUR LES RÉPONSES DE L'INDE AUX QUESTIONS DU GROUPE SPÉCIAL

(18 février 2002)

1. La présente communication est présentée conformément aux instructions du Groupe spécial qui autorisent les parties au présent différend à répondre aux nouveaux points soulevés dans les réponses aux questions posées par le Groupe spécial le 25 janvier 2002.[1]

2. Pour l'essentiel, l'Inde réaffirme, dans ses réponses aux questions, des positions qu'elle a prises dès le début du présent différend. Dans au moins deux cas, toutefois, elle soulève de nouveaux points. Plus précisément: 1) dans sa réponse à la question n° 29, l'Inde énonce cinq nouveaux critères - ce qu'elle appelle des "considérations détaillées" - qui devraient, à son avis, éclairer l'examen de la question de savoir si l'utilisation de certains renseignements causerait des "difficultés indues"[2], et 2) dans sa réponse à la question n° 25, l'Inde formule une allégation indépendante de violation de la première phrase de l'article 15 de l'Accord antidumping.[3] Les États-Unis répondront aux autres arguments nouveaux de l'Inde dans leur déclaration orale à la deuxième réunion que tiendra le Groupe spécial.

A. L'argument sur la "difficulté indue" de l'Inde porte cinq autres facteurs à l'attention du Groupe spécial, mais continue de mettre l'accent exclusivement (et à tort) sur la base de données de SAIL concernant les ventes aux États-Unis

3. Dans sa première communication écrite, l'Inde énonçait cinq facteurs que le Groupe spécial devrait examiner pour déterminer si des "catégorie déterminées" de renseignements communiqués peuvent être utilisées sans "difficultés indues".[4] L'Inde faisait valoir que le Groupe spécial devrait mettre l'accent exclusivement sur la "catégorie" de renseignements communiqués par SAIL constituée par les ventes aux États-Unis, et qu'il devrait examiner les facteurs suivants: 1) communication en temps utile des renseignements; 2) mesure dans laquelle les renseignements communiqués avaient été vérifiés ou étaient vérifiables; 3) volume des renseignements; 4) temps et efforts nécessaires aux autorités chargées de l'enquête pour apporter toute correction aux renseignements fournis afin de les rendre utilisables pour le calcul des marges; et 5) point de savoir s'il était probable que les autres parties intéressées subiraient un préjudice si les renseignements étaient utilisés ou corrigés. Les États-Unis ont répondu que l'accent mis par l'Inde sur le terme "catégories" était peu judicieux parce que ce terme ne figurait pas dans l'Accord antidumping et ne tenait aucun compte de la nature même de l'analyse en matière de dumping prescrite par l'article 6 et le reste de l'Accord antidumping.[5] L'accent mis par l'Inde uniquement sur la base de données concernant les ventes aux États-Unis ne tenait aucun compte du fait que l'Accord ne fait référence qu'aux renseignements "nécessaires". L'application de ce critère exclusivement à la base de données concernant les ventes aux États-Unis a amené l'Inde à conclure que les erreurs pourraient être corrigées en "modifiant tout simplement une ligne du code informatique et en calculant les marges au moyen des données corrigées en quelques

[1] Questions du 25 janvier 2002 du Groupe spécial.

[2] Le paragraphe 60 des réponses de l'Inde aux questions du 25 janvier 2002 du Groupe spécial incorpore par référence les paragraphes 14 à 24 de la communication de l'Inde présentée à titre de réfutation.

[3] Réponses de l'Inde aux questions, paragraphes 29 à 36.

[4] Première communication écrite de l'Inde, paragraphe 71.

[5] Réponses des États-Unis aux questions du 25 janvier 2002, paragraphe 4.

minutes, voire en quelques heures".[6] Nous avons déjà expliqué que la conclusion de l'Inde n'était pas étayée par les faits.[7]

4. Cependant, dans ses réponses aux questions du Groupe spécial, l'Inde a révisé les facteurs qu'elle demandait au Groupe spécial d'examiner sur la question de la "difficulté indue". L'Inde propose à présent l'examen des facteurs suivants: 1) mesure dans laquelle l'élément d'information, la catégorie de renseignements ou l'ensemble de renseignements demandés est complet; 2) mesure dans laquelle et facilité avec laquelle les lacunes dans les renseignements peuvent être comblées au moyen d'autres renseignements disponibles versés au dossier; 3) quantité de renseignements pouvant être utilisée; 4) temps et efforts nécessaires aux autorités afin qu'elles puissent utiliser les données pour calculer la marge de dumping; et 5) exactitude et fiabilité d'autres renseignements qui seraient utilisés si ceux qui ont été fournis par l'entreprise interrogée étaient rejetés. Une fois de plus, l'Inde applique ces critères uniquement aux données sur les ventes aux États-Unis et ce, uniquement en les associant à d'autres conclusions qui ne sont pas étayées par le dossier. Nous examinerons successivement chacun de ces nouveaux facteurs pour les besoins de l'argumentation.

5. Premièrement, l'Inde plaide en faveur de l'examen de la mesure dans laquelle l'"élément" d'information, la "catégorie" de renseignements ou l'"ensemble" de renseignements demandés - en d'autres termes, les données de l'entreprise indienne interrogée concernant les ventes aux États-Unis - est complet.[8] De l'avis de l'Inde, les données de SAIL concernant les ventes aux États-Unis étaient complètes, "à l'exception des données concernant le coût de fabrication variable (VCOMU) et le coût de fabrication total (TCOMU) servant à calculer un ajustement "difmer".[9] Toutefois, cette conclusion ne tient aucun compte des faits établis par le dossier: la base de données de l'entreprise indienne interrogée concernant les ventes aux États-Unis a révélé de nombreux défauts dans les points examinés (et la vérification sur place s'est bornée à une vérification sélective ne consistant pas à examiner chaque élément de données présenté). L'un des défauts importants a été la découverte, lors de la vérification, qu'une caractéristique physique utilisée pour comparer les ventes aux États-Unis et les ventes sur le marché intérieur était consignée de façon incorrecte, erreur qui touchait environ 75 pour cent des ventes aux États-Unis figurant dans la base de données.[10] En outre, plusieurs autres erreurs ont été découvertes, y compris le fait que certains frais de transport relatifs aux exportations étaient surestimés ou sous-estimés[11] et le fait que le calcul de la ristourne de droits pour les ventes aux États-Unis était incorrect. Pour ces raisons, l'Inde a tort de conclure que la base de données concernant les ventes aux États-Unis pouvait "facilement être utilisée" pour calculer une marge de dumping.

6. Deuxièmement, l'Inde met l'accent sur la "mesure dans laquelle et la facilité avec laquelle les lacunes dans les renseignements sur les ventes aux États-Unis peuvent être comblées au moyen d'autres renseignements disponibles versés au dossier". Une fois de plus, l'Inde a mis, à tort, l'accent uniquement sur les données concernant les ventes aux États-Unis, et le dossier ne confirme pas la "facilité" dont elle parle dans sa conclusion. L'une des "lacunes" importantes dans les renseignements sur les ventes aux États-Unis était l'absence des renseignements sur les coûts nécessaires au calcul des ajustements requis pour tenir compte des différences physiques. Dans la "section C" ou partie relative aux ventes aux États-Unis de sa réponse au questionnaire, SAIL renvoyait le Département du commerce à la "section D" ou partie relative au coût de production de la réponse au questionnaire pour ces renseignements, et le dossier montre que SAIL n'a jamais fourni ces renseignements.[12] Il n'y

[6] Première communication écrite de l'Inde, paragraphe 36.
[7] *Voir, par exemple*, les réponses des États-Unis aux questions, paragraphe 32.
[8] Sur ce point, la question n° 29 renvoie au paragraphe 16 de la communication de l'Inde présentée à titre de réfutation.
[9] *Id.*
[10] Première communication écrite de l'Inde, paragraphe 30.
[11] *Sales Verification Report*, pièce n° 13 de l'Inde, page 30.
[12] *SAIL Section C Response* (extraits), pièce n° 28 des États-Unis.

a que SAIL qui aurait facilement pu combler ces lacunes; le Département du commerce n'était certainement pas facilement en mesure de le faire.

7. Troisièmement, l'Inde demande au Groupe spécial de tenir compte de la quantité de renseignements sur les ventes aux États-Unis pouvant être utilisée.[13] Selon l'Inde, "si les renseignements fournis représentent *un* élément entier" de l'équation en matière de dumping - en l'espèce, vraisemblablement, les données concernant le prix à l'exportation -, les autorités chargées de l'enquête doivent faire des "efforts considérables" pour les utiliser. Mis à part le fait que l'Accord ne parle pas d'"éléments" d'information (ni de "catégories" de renseignements), le dossier montre que SAIL n'a même pas fourni une base de données *entière* concernant les États-Unis; cette base de données présentait des défauts, comme il est indiqué ci-dessus.

8. Quatrièmement, l'Inde fait valoir que le temps et les efforts nécessaires aux autorités afin qu'elles puissent utiliser les données sur les ventes aux États-Unis pour calculer la marge de dumping sont pertinents. Toutefois, comme les États-Unis l'ont expliqué, même si l'accent devait être mis uniquement sur la base de données concernant les ventes aux États-Unis, les lacunes dans les renseignements ne pourraient pas être comblées facilement. L'absence de renseignements sur les coûts liés aux ventes aux États-Unis rendait les comparaisons prescrites par l'article 2.4 non seulement difficiles, mais impossibles, là où il fallait procéder à des ajustements pour tenir compte des différences physiques.[14] Même pour les ventes pour lesquelles les renseignements manquants sur les coûts n'étaient pas nécessaires - ventes identiques qui ne nécessitaient pas d'ajustements pour tenir compte des caractéristiques physiques conformément à l'article 2.4 -, les autorités américaines auraient été obligées de corriger manuellement les caractéristiques physiques pour 75 pour cent des ventes, simplement pour pouvoir identifier les ventes identiques. Il aurait ensuite fallu apporter encore des corrections pour les erreurs concernant les frais de transport et les ristournes de droit. Compte tenu de ces faits, il n'est pas possible d'affirmer que les lacunes dans la base de données concernant les ventes aux États-Unis pourraient être comblées facilement.

9. Enfin, l'Inde demande au Groupe spécial d'examiner l'exactitude et la fiabilité d'autres renseignements qui seraient utilisés si ceux qui ont été fournis par l'entreprise interrogée étaient rejetés.[15] Dans la mesure où l'Inde utilise ce facteur pour faire resurgir des questions ayant trait à son allégation fondée sur la "circonspection particulière", nous faisons simplement remarquer que cette allégation a déjà été rejetée par le Groupe spécial. De plus, l'Inde a tout simplement tort d'alléguer que le Département du commerce "n'a fait aucun effort pour utiliser les renseignements de SAIL sur les ventes aux États-Unis". Les faits tels qu'ils ont été établis révèlent que le Département du commerce a fait des efforts considérables pendant toute la durée de l'enquête pour utiliser toutes les données de SAIL, y compris sa base de données concernant les ventes aux États-Unis.

10. Outre les critiques qui précèdent au sujet des nouveaux facteurs de l'Inde, les facteurs en eux-mêmes, s'ils étaient appliqués au seul "sous-ensemble" de renseignements défini par l'Accord - les "renseignements nécessaires" - montreraient le bien-fondé des mesures prises par le Département du commerce en l'espèce. Examinés sous l'angle approprié, ces critères amèneraient une autorité chargée de l'enquête impartiale et objective à parvenir à une conclusion très différente de celle que l'Inde a tirée.

11. Premièrement, s'agissant de déterminer le caractère complet des renseignements fournis par SAIL qui étaient nécessaires au calcul d'une marge de dumping, une autorité chargée de l'enquête impartiale et objective pourrait raisonnablement conclure que le défaut de fournir des renseignements utilisables sur le marché intérieur, le prix à l'exportation, le coût de production et la valeur construite

[13] Communication de l'Inde présentée à titre de réfutation, paragraphes 18 à 20.
[14] Réponses des États-Unis aux questions, paragraphe 32.
[15] Communication de l'Inde présentée à titre de réfutation, paragraphes 22 et 23.

voulait dire que les renseignements nécessaires étaient incomplets. Par conséquent, ces renseignements ne pourraient pas être utilisés sans difficulté indue.

12. Deuxièmement, s'agissant de déterminer la mesure dans laquelle les renseignements fournis par SAIL qui étaient nécessaires au calcul d'une marge de dumping pourraient être utilisés avec d'autres renseignements, une autorités impartiale et objective chargée de l'enquête pourrait raisonnablement conclure que les renseignements communiqués par SAIL ne pourraient pas être utilisés avec d'autres renseignements pour calculer la marge - il manquait beaucoup trop de renseignements. Pour cette raison, ces renseignements ne pourraient pas être utilisés sans difficulté indue.

13. Troisièmement, s'agissant d'évaluer la quantité de renseignements nécessaires fournis par SAIL qui pourrait être utilisée, une autorité chargée de l'enquête impartiale et objective pourrait raisonnablement conclure que sans renseignements utilisables sur le marché intérieur, le prix à l'exportation, le coût de production et la valeur construite, elle n'avait pratiquement aucun renseignement nécessaire à la conduite d'une analyse en matière de dumping. En conséquence, l'utilisation des renseignements que SAIL a bien fournis serait indûment difficile, voire impossible.

14. Quatrièmement, s'agissant de déterminer le temps et les efforts nécessaires pour utiliser les renseignements fournis par SAIL, une autorité chargée de l'enquête impartiale et objective pourrait raisonnablement conclure qu'il faudrait beaucoup de temps et d'efforts pour traiter les renseignements inutilisables concernant le marché intérieur, le prix à l'exportation, le coût de production et la valeur construite. Par conséquent, il ne serait pas possible d'affirmer que les renseignements pourraient être utilisés sans difficulté indue.

15. Enfin, s'agissant d'évaluer l'exactitude d'autres renseignements qui pourraient être utilisés si les renseignements nécessaires ne pouvaient pas l'être, une autorité chargée de l'enquête impartiale et objective pourrait raisonnablement conclure que les données de fait disponibles contenues dans la requête ne sont pas moins exactes ni fiables que les renseignements inutilisables fournis par l'entreprise interrogée. Justement parce que les renseignements fournis étaient inutilisables, il n'y a pas moyen de savoir si les données de fait disponibles sont plus ou moins fiables en ce qui concerne SAIL. C'est uniquement en fournissant des renseignements exacts que SAIL pouvait garantir un résultat qui rendrait compte de façon exacte de ses propres méthodes de vente. Toutefois, elle ne l'a pas fait.

B. La nouvelle interprétation que donne l'Inde de la première phrase de l'article 15 n'a aucun fondement textuel et est incompatible avec les interprétations qu'elle a proposées dans d'autres enceintes

16. Comme les États-Unis le prévoyaient dans leur réponse initiale à la question n° 25, l'Inde a abandonné le point de vue qu'elle avait précédemment exprimé selon lequel la première phrase de l'article 15 de l'Accord antidumping ne créait pas d'obligations pour les pays développés Membres.[16] Bien qu'elle continue d'affirmer que cette disposition n'énonce aucune "prescription juridique spécifique", elle estime à présent que cette disposition crée bien une "obligation générale, dont les paramètres précis doivent être déterminés sur la base des faits et circonstances propres à l'affaire considérée".[17]

[16] *Comparer* les réponses de l'Inde aux questions, paragraphe 36, *avec* le rapport du Groupe spécial *Communautés européennes – Droits antidumping sur les importations de linge de lit en coton en provenance d'Inde*, WT/DS141/R, rapport adopté le 30 octobre 2000, paragraphe 6.220 (*Linge de lit*).

[17] Réponses de l'Inde aux questions, paragraphe 36.

17. Tout d'abord, le fait qu'il n'y a aucune "prescription juridique spécifique" dans la première phrase de l'article 15 - comme l'Inde l'admet encore - devrait trancher la question de savoir si les États-Unis ont violé cette disposition. Par exemple, rien dans le texte de cette disposition n'oblige les pays développés Membres à prendre l'une quelconque des mesures suggérées par l'Inde au paragraphe 31 de sa réponse à la question n° 25 et, partant, rien ne permet de constater qu'un Membre viole cette disposition s'il ne prend pas ces mesures.

18. Le Groupe spécial devrait également prendre note du fait que, outre qu'elle est en contradiction avec la position prise par l'Inde dans le différend *Linge de lit*, cette nouvelle interprétation de l'Inde est également incompatible avec l'interprétation qu'elle a formulée dans un document portant sur la manière de "donner effet" à l'article 15 qu'elle a récemment présenté au Comité des pratiques antidumping.[18] Par exemple, l'Inde fait valoir au Groupe spécial que la référence au fait de prendre spécialement en considération "quand ils envisageront d'appliquer des mesures antidumping" veut dire que les pays développés Membres doivent agir "en décidant quels renseignements utiliser et comment les utiliser pour calculer les marges". L'Inde suggère ensuite plusieurs façons dont un pays développé Membre pourrait le faire, notamment par l'utilisation de la base de données de SAIL pour calculer une marge de dumping.[19]

19. Ces arguments sont en contradiction totale avec la position prise par l'Inde dans le document présenté au Comité des pratiques antidumping. Au paragraphe 3 de ce document, l'Inde affirme que la question présentée dans la première phrase de l'article 15 est que, "une fois que l'existence d'un dumping et d'un dommage a été déterminée, les pays développés devraient prendre en compte le statut de pays en développement du pays visé lorsqu'ils décident d'appliquer ou non une mesure antidumping".[20] L'Inde explique ensuite que l'"obligation" apparaît "lorsque l'application de mesures antidumping est envisagée".[21] Par conséquent, bien que l'Inde fasse valoir au Groupe spécial que cette disposition entre en ligne de compte dans le calcul des marges, elle a indiqué au Comité qu'elle était en rapport avec l'application de mesures.

20. De plus, l'Inde fait valoir que le Groupe spécial devrait évaluer le respect par les États-Unis de leurs prétendues "obligations" en examinant la détermination finale du Département du commerce.[22] Dans le document présenté au Comité, l'Inde faisait observer à bon droit que si une question se posait au sujet de ce qui devrait figurer dans la détermination publiée d'un Membre, l'étendue d'une telle obligation était définie par l'article 12 de l'Accord antidumping.[23] Les États-Unis ne sont pas d'accord avec l'Inde pour dire qu'un pays développé Membre est obligé d'expliquer dans son rapport publié comment il a pris "spécialement en considération" la "situation particulière des pays en développement Membres". Toutefois, même si un Membre était obligé de fournir une telle explication, l'Inde n'a pas allégué de violation de l'article 12 en l'espèce, et la question du respect de cet article par les États-Unis ne relève pas du mandat du Groupe spécial.

21. Les États-Unis font également remarquer que l'Inde a fait valoir dans le document présenté au Comité des pratiques antidumping que la seconde phrase de l'article 15, lue dans le contexte de la première phrase, donnait à entendre qu'un pays développé Membre pourrait prendre "spécialement en considération" le pays en développement Membre en recherchant des solutions constructives.[24] Les États-Unis souscrivent au point de vue exprimé par l'Inde dans l'affaire *Linge de lit* selon lequel l'article 15 ne crée pas d'obligation. Toutefois, même si un Membre était obligé de prendre

[18] *Questions liées à la mise en œuvre renvoyées au Comité des pratiques antidumping et à son Groupe de travail de la mise en œuvre*, communication de l'Inde, G/ADP/AHG/W/128, 1er février 2002 ("Communication de l'Inde présentée au Comité").

[19] Réponses de l'Inde aux questions, paragraphes 31 et 33.

[20] Communication de l'Inde présentée au Comité, paragraphe 3 (non souligné dans l'original).

[21] *Id.* (non souligné dans l'original).

[22] Réponses de l'Inde aux questions, paragraphe 24.

[23] Communication de l'Inde présentée au Comité, paragraphe 13.

[24] *Id.*, paragraphe 4.

"spécialement en considération" en recherchant des solutions constructives, le dossier montre que les États-Unis ont bien recherché des solutions constructives dans l'enquête en cause.[25]

22. Enfin, les États-Unis rappellent l'élément clé pour ce qui a trait au document présenté par l'Inde au Comité des pratiques antidumping: l'Inde a présenté ce document dans le contexte de la manière de "donner effet" à l'article 15. Le fait que les Ministres ont reconnu que l'article 15 gagnerait à être précisé et ont demandé au Comité de formuler des recommandations sur la manière de "donner effet" à cette disposition montre qu'aucune prescription spécifique n'a d'"effet" pour l'instant. De plus, aucune des soi-disant prescriptions évoquées par l'Inde - ni celles qu'elle a fait valoir au Groupe spécial ni celles qu'elle a proposées au Comité - n'est établie par le texte.

23. Pour d'autres précisions sur cette question, les États-Unis invitent le Groupe spécial à se reporter à l'argumentation de l'Inde sur ce point dans l'affaire *Linge de lit*. Dans cette affaire, l'Inde mentionnait entre autres choses que la première phrase de l'article 15 ne créait pas d'"obligation juridique impérative". Elle qualifiait plutôt cette phrase de disposition constituant une "atténuation du caractère impératif" qui énonçait une "recommandation".[26]

C. Conclusion

24. Les États-Unis aborderont les points additionnels soulevés par l'Inde dans leur deuxième déclaration orale et dans leurs réponses aux questions éventuelles du Groupe spécial à la deuxième réunion que celui-ci tiendra.

[25] Les États-Unis ont abordé ce point aux paragraphes 188 à 191 de leur première communication écrite.

[26] *Linge de lit*, annexe 1-1, paragraphes 6.20 à 6.22.

ANNEXE E-7

OBSERVATIONS DE L'INDE SUR LES RÉPONSES DES ÉTATS-UNIS AUX QUESTIONS DU GROUPE SPÉCIAL

(18 février 2002)

I. INTRODUCTION

1. En réponse à l'invitation faite par le Groupe spécial à la première réunion qu'il a tenue avec les parties, l'Inde présente les observations suivantes sur les réponses aux questions du Groupe spécial présentées par les États-Unis le 12 février 2002 (les "réponses des États-Unis"). À la demande du Groupe spécial, l'Inde a fait des observations seulement sur les nouvelles questions ou les nouveaux arguments soulevés par les réponses, ou les absences de réponse, des États-Unis aux questions du Groupe spécial.

II. OBSERVATION GÉNÉRALE DE L'INDE SUR LES RÉPONSES DES ÉTATS-UNIS AUX QUESTIONS N° 7 À 10, 14 À 16 ET 18

2. Les réponses des États-Unis[1] fournissent pour la première fois un énoncé écrit de leur nouvelle évaluation des faits versés au dossier administratif, à savoir que la base de données de SAIL concernant les ventes aux États-Unis, prise isolément, ne pouvait être utilisée sans difficultés indues. Cette nouvelle évaluation des faits par le gouvernement des États-Unis en tant que partie à un différend dans le cadre de l'OMC est remarquable, compte tenu de l'évaluation existante des faits figurant dans la détermination finale du 29 décembre 1999, dans laquelle l'autorité administrante, le Département du commerce des États-Unis (DOC), constatait que "la base de données concernant les ventes aux États-Unis devrait être révisée et corrigée sur certains points pour être utilisable" et que "la base de données concernant les ventes aux États-Unis comportait des erreurs qui, prises séparément, pourraient être corrigées …".[2] La nouvelle évaluation des faits transparaît dans toutes les réponses des États-Unis. Elle met l'accent sur des erreurs récemment qualifiées d'"importantes" et qui rendraient les données complètement inutilisables (comme l'incapacité alléguée d'utiliser les données sur les coûts pour calculer un ajustement en fonction de la "différence entre les marchandises" ("difmer") et des erreurs dans la déclaration de la largeur, des frais de transport et de la ristourne de droits). Toutefois, cette nouvelle évaluation contraste nettement avec les constatations faites dans la détermination finale ainsi que dans le rapport de vérification des ventes quant à une base de données "utilisable" et à des erreurs qui "pourraient être corrigées". Comme l'Inde l'explique aux paragraphes 25 à 43 de sa communication présentée à titre de réfutation, ces nouvelles affirmations sont une tentative visant à amener le Groupe spécial à procéder à une évaluation *de novo* des faits et doivent être rejetées.

3. Même dans l'éventualité où le Groupe spécial autoriserait les États-Unis en tant que partie à un différend dans le cadre de l'OMC à ajouter cette nouvelle évaluation des faits au dossier, celle-ci ne démontre nullement que la base de données de SAIL concernant les ventes aux États-Unis n'aurait pu être utilisée en tant que prix à l'exportation conjointement avec les renseignements sur la valeur normale mentionnés dans la requête pour calculer une marge de dumping.

---

[1] *Voir* les réponses des États-Unis aux questions n° 7 à 10, 14 à 16 et 18 du Groupe spécial.
[2] Détermination finale du DOC, pages 73127 et 73130 (pièce n° 17 de l'Inde).

A. Les réponses des États-Unis visent à obtenir une évaluation *de novo* des faits par le Groupe spécial

4. À plusieurs endroits dans leurs réponses, les États-Unis affirment que la base de données de SAIL concernant les ventes aux États-Unis était affaiblie par l'absence de données permettant de procéder à un ajustement "difmer" et par d'autres erreurs "importantes" qui rendaient les renseignements fournis par SAIL sur les ventes aux États-Unis inutilisables. Si le Groupe spécial examine la détermination finale, la note sur l'échec de la vérification et le rapport de vérification des ventes[3], il constatera qu'*aucune* affirmation, *aucun* argument, ni *aucune* constatation cités ci-après ne figurent dans l'un quelconque de ces documents. Chacune des déclarations faites par les États-Unis est une évaluation *a posteriori* des faits versés au dossier.

- "[L]a base de données sur les ventes aux États-Unis comportait de nombreux défauts et ne pouvait être utilisée." (Réponses des États-Unis, paragraphe 53)

- "Les renseignements fournis par SAIL n'étaient idéalement les meilleurs à presque aucun égard." (*Id.*, paragraphe 55)

- "[L]'absence de renseignements sur les coûts liés aux ventes aux États-Unis rendait la comparaison non seulement difficile, mais impossible, là où il fallait procéder à des ajustements pour tenir compte des différences physiques." (*Id.*, paragraphe 32)

- "Même pour les ventes pour lesquelles les renseignements manquants sur les coûts n'étaient pas nécessaires ... les autorités américaines auraient été obligées de corriger manuellement les caractéristiques physiques [largeur] pour 75 pour cent des ventes, simplement pour pouvoir identifier les ventes identiques, puis d'apporter encore des corrections pour les erreurs concernant les frais de transport, les ristournes de droits, etc." (*Id.*, paragraphe 32; voir aussi le paragraphe 54)

- "Les renseignements sur le coût de fabrication total et le coût de fabrication variable se rapportaient directement à la base de données sur les ventes aux États-Unis, de sorte que les renseignements qui auraient été nécessaires pour les ajustements en fonction de la "différence entre les marchandises" manquaient totalement." (*Id.*, paragraphe 28)

- "Cet échec [de la vérification des coûts] a révélé un autre défaut dans la base de données sur les ventes aux États-Unis: le coût de fabrication total et le coût de fabrication variable pour chaque vente aux États-Unis n'ont pu être vérifiés. Privé de renseignements vérifiés sur le coût de fabrication total et le coût de fabrication variable, le Département n'a pu procéder à des ajustements pour tenir compte des différences dans les caractéristiques physiques qui affectent la comparabilité des prix, comme le prescrit l'article 2.4 de l'Accord." (*Id.*, paragraphe 31; voir *aussi* le paragraphe 49)

- "[L]es données sur les ventes aux États-Unis présentaient des inexactitudes qui n'ont jamais été rectifiées ... Pour ces raisons, [le DOC] ne pouvait conclure que les données sur les ventes aux États-Unis, prises isolément, étaient vérifiées, exactes et fiables." (*Id.*, paragraphe 18)

5. Pendant toute la durée de l'enquête, le DOC n'a *jamais* mentionné ni évalué l'incidence des données "difmer" sur la base de données de SAIL concernant les ventes aux États-Unis. Le DOC s'est plutôt fondé sur les "défauts omniprésents" dans d'*autres* bases de données de SAIL pour justifier sa conclusion selon laquelle les erreurs relevées dans la base de données concernant les ventes aux États-Unis rendaient celle-ci non fiable. *Voir* la note sur l'échec de la vérification, page 5.

[3] Pièce n° 17 de l'Inde, pièce n° 16 de l'Inde et pièce n° 13 de l'Inde.

6. Deuxièmement, le DOC a expressément refusé de dire, pendant l'enquête, que les erreurs qu'il avait relevées dans la base de données concernant les ventes aux États-Unis (codage de la largeur, frais de transport et ristourne de droits) étaient si fondamentales qu'elles rendaient la base de données en question "inutilisable". Bien au contraire, le DOC a déclaré ceci:

- "[C]es erreurs [dans la base de données concernant les ventes aux États-Unis], prises isolément, pourraient être corrigées." Note sur l'échec de la vérification, page 5 (pièce n° 16 de l'Inde).

- "La base de données concernant les ventes aux États-Unis comportait des erreurs qui, prises séparément, pourraient être corrigées …" Détermination finale, page 73127 (pièce n° 17 de l'Inde).

- "[L]a base de données concernant les ventes aux États-Unis devrait être révisée et corrigée pour être *utilisable*." Détermination finale, page 73130 (pièce n° 17 de l'Inde) (pas d'italique dans l'original).

7. Par conséquent, le DOC lui-même a déjà constaté que ces erreurs étaient corrigeables, et qu'avec ces corrections, la base de données de SAIL concernant les ventes aux États-Unis pourrait être "utilisée". Dans sa détermination finale de 1999 – par opposition à la nouvelle évaluation proposée par les États-Unis en tant que partie au différend en 2002 –, le DOC mettait l'accent sur les erreurs que comportaient les bases de données communiquées par SAIL *autres que* la base de données concernant les ventes aux États-Unis. En résumé, les déclarations faites sur cette question dans les réponses des États-Unis sont des justifications *a posteriori* intéressées. Le Groupe spécial devrait rejeter la tentative des États-Unis visant à réécrire l'histoire et à amener le Groupe spécial à procéder à une évaluation *de novo* des faits.

B. La question de l'ajustement "difmer" ne rend pas la base de données concernant les ventes aux États-Unis inutilisable

8. Pour en venir au bien-fondé des arguments des États-Unis, contrairement aux affirmations qui sont citées au paragraphe 4 ci-dessus, la question de l'ajustement "difmer" ne peut pas compromettre la possibilité d'utiliser la base de données de SAIL concernant les ventes aux États-Unis, à tout le moins parce qu'en vertu de la législation américaine, l'ajustement "difmer" doit être appliqué à la *valeur normale* et non au prix pratiqué aux États-Unis.[4] Les États-Unis n'ont pas répondu directement à la première question formulée par le Groupe spécial dans la question n° 14 – à savoir si l'ajustement "difmer" (ainsi que d'autres ajustements) est appliqué au prix à l'exportation ou à la valeur normale, ou s'il varie selon les cas. Dans leurs réponses, les États-Unis répondent simplement "oui" à cette question, puis font remarquer qu'en règle générale, les ajustements sont appliqués au prix à l'exportation et à la valeur normale. Toutefois, ils n'abordent jamais la question de savoir à *quel* prix - le prix sur le marché intérieur ou le prix pratiqué aux États-Unis - l'ajustement "difmer" est appliqué.[5] La réponse est que l'ajustement "difmer" est appliqué uniquement à la valeur normale. Par conséquent, comme l'Inde l'a exposé par le menu dans sa communication présentée à titre de réfutation[6], l'absence de données utilisables pour procéder à l'ajustement "difmer" pourrait remettre en question la possibilité d'utiliser les données sur la valeur normale fournies par une partie interrogée - pas le prix à l'exportation.

9. En outre, les ajustements appliqués à la valeur normale auxquels le DOC procède conformément à l'article 2.4 de l'Accord antidumping pour tenir compte, *entre autres choses*, des différences physiques qui affectent la comparabilité des prix sont inutiles lorsqu'il y existe une

[4] *Voir* l'article 773 a) 6) C) ii) de la Loi sur le commerce extérieur de 1930, telle qu'elle a été modifiée.
[5] *Voir* les réponses des États-Unis, paragraphes 47 et 48.
[6] Communication de l'Inde présentée à titre de réfutation, paragraphes 44 à 49.

correspondance de produits entre les ventes à l'exportation et les ventes sur le marché intérieur. Bien que les États-Unis se fondent dans une large mesure sur l'article 2.4 aux paragraphes 47 à 50 de leurs réponses, ils n'abordent pas le fait que dès lors que le DOC rejetait les données de SAIL concernant les ventes sur le marché intérieur et le coût de production, une proportion substantielle des données de SAIL concernant les ventes aux États-Unis (30 pour cent) portait sur un produit identique à celui qui avait été utilisé dans la requête pour calculer la valeur construite. De plus, le DOC ne tient aucun compte du fait qu'il a abordé la question de la "difmer" dans d'autres affaires, comme l'affaire *Stainless Steel Bar from India*[7], en *élargissant* la définition d'un "produit". Si le DOC procédait, en l'espèce, au même type d'élargissement de la définition du produit que dans l'affaire *Stainless Steel*, il s'ensuivrait, comme M. Hayes l'a expliqué dans sa seconde déclaration sous serment, que 72 pour cent de la production de SAIL serait identique au produit utilisé dans la requête. Par conséquent, l'argument selon lequel "[s]ans données sur le coût de fabrication, il est impossible de procéder à ces ajustements de prix" que les États-Unis formulent au paragraphe 49 est tout simplement faux lorsqu'il est appliqué aux données réelles de SAIL concernant les ventes aux États-Unis ou à sa propre pratique dans l'affaire *Stainless Steel Bar from India*. De plus, cette déclaration n'est pas du tout compatible avec ce que le DOC a fait dans sa comparaison du prix d'offre unique de 251 dollars et de la valeur normale indiquée dans la requête – dans ce cas-là, il a appliqué la même marge à toutes les importations de SAIL sans tenir compte de l'existence de données sur les coûts au moyen desquelles un ajustement "difmer" pourrait être fait. Enfin, l'Inde renvoie le Groupe spécial aux paragraphes 50 à 64 de sa communication présentée à titre de réfutation et à la seconde déclaration sous serment de M. Hayes où il est question de plusieurs méthodes par lesquelles le DOC, conformément à sa pratique antérieure dans d'autres affaires ainsi qu'au calcul fait dans la détermination finale, aurait pu utiliser les données de SAIL sur les ventes aux États-Unis en comparaison avec la valeur normale mentionnée dans la requête.

C. Les erreurs mineures dans la base de données concernant les ventes aux États-Unis qui ont été découvertes lors de la vérification ne compromettent pas la possibilité de vérifier ou d'utiliser la base de données

10. Selon la nouvelle évaluation des faits des États-Unis, le DOC "a … relevé des défauts importants dans la base de données [de SAIL] sur les ventes aux États-Unis"[8], et les réponses des États-Unis font état de nombreux défauts "importants". Toutefois, cette nouvelle évaluation contredit des déclarations allant toutes dans le même sens faites par le DOC pendant l'enquête, dans sa détermination finale, dans le rapport sur l'échec de la vérification et dans le rapport de vérification des ventes. Il est indiqué dans ces évaluations réelles des faits que le DOC a constaté que ces erreurs collectives dans la base de données concernant les ventes aux États-Unis "pourraient être corrigées". D'ailleurs, comme l'Inde l'a démontré dans la présente procédure, ces erreurs étaient simples à corriger ou n'entraient pas en ligne de compte dans le calcul d'un prix à l'exportation, ou ces deux possibilités.

11. Le premier défaut mentionné par les États-Unis est "la découverte, lors de la vérification, qu'une caractéristique physique utilisée pour comparer les ventes aux États-Unis et les ventes sur le marché intérieur était consignée de façon incorrecte"[9], en l'occurrence l'erreur de codage de la largeur. Toutefois, on ne peut pas sérieusement considérer qu'à cause de cette erreur, la base de données de SAIL concernant les ventes aux États-Unis n'était pas utilisable sans "difficulté indue". Pour illustrer la facilité avec laquelle cette erreur aurait pu être corrigée, l'Inde a indiqué, dans la première déclaration sous serment de M. Hayes[10], les neuf lignes du langage de programmation informatique qui auraient permis de corriger l'erreur.

[7] Pièce n° 353 de l'Inde.
[8] Réponses des États-Unis, paragraphe 29.
[9] Réponses des États-Unis, paragraphe 30.
[10] Pièce n° 24 de l'Inde.

12. Selon le nouvel argument des États-Unis, "les autorités américaines auraient été obligées de corriger manuellement les caractéristiques physiques pour 75 pour cent des ventes, simplement pour pouvoir identifier les ventes identiques".[11] Les États-Unis veulent dire par là que les révisions du codage de la largeur se rapportant à chacune des transactions devraient être introduites manuellement pour que la correction soit apportée. Cette déclaration est tout simplement fausse.

13. Comme M. Hayes l'a indiqué, le DOC avait de toute évidence d'autres moyens d'apporter les corrections nécessaires à la base de données que d'introduire ces corrections manuellement. Premièrement, il arrive très souvent que le DOC demande aux entreprises interrogées de présenter sous forme électronique les corrections apportées aux erreurs découvertes dans les bases de données lors de la vérification. Le DOC aurait pu faire la même chose en l'espèce, de sorte qu'il aurait incombé à SAIL (et à ses consultants en informatique à Washington) d'effectuer le travail nécessaire à la correction du codage de la largeur pour les différentes transactions de vente aux États-Unis. Ou bien, si le DOC avait jugé inopportun d'accepter les corrections présentées par une entreprise interrogée sous forme électronique, la liste de corrections que le personnel du DOC avait reçue sur support papier lors de la vérification[12] aurait pu être soumise à un balayage électronique pour créer un fichier de texte. Ce fichier de texte aurait ensuite pu être copié directement dans un programme SAS ou aurait pu servir à créer une base de données dans SAS, Excel, Dbase, Lotus ou tout autre produit de traitement des données offert sur le marché. Cette opération n'est pas compliquée et, en décembre 1999, le DOC avait à sa disposition un personnel professionnel hautement qualifié, ainsi que le matériel, les ressources et les logiciels nécessaires à l'accomplissement d'une tâche aussi simple. Par conséquent, il est hypocrite de la part des États-Unis de laisser entendre dans leur argument *a posteriori* que la correction de cette erreur aurait causé une "difficulté indue".

14. Enfin, même dans le cas très improbable où le DOC insisterait pour introduire lui-même les renseignements corrigeant la largeur pour les 942 transactions, même cette tâche ne représenterait pas une "difficulté indue". Comme l'Inde l'a fait valoir, le concept de "difficulté indue" doit tenir compte d'un certain nombre de facteurs, y compris l'importance des renseignements dans le calcul de la marge de dumping définitive.[13] L'Inde estime qu'un perforateur chevronné aurait besoin d'au plus quatre heures pour saisir les données nécessaires au changement. Il suffirait simplement de saisir chacun des numéros de un à quatre chiffres dans la deuxième colonne (sous la rubrique "obs") de la pièce n° 13 de l'Inde (pages extraites de la pièce n° 8 du rapport de vérification). Par conséquent, un seul perforateur saisirait chacun des 942 numéros et appuierait sur la touche "retour" de son ordinateur après chaque opération.

15. Le Groupe spécial doit décider si quatre heures de travail d'un employé de bureau représentent un effort excessif en vue de l'utilisation de la base de données complète de SAIL concernant les ventes aux États-Unis. Lorsque le DOC a conclu que l'erreur concernant la largeur "pourrai[t] être corrigé[e]", il savait manifestement qu'il était facile d'apporter ces corrections. Compte tenu du fait que les données de SAIL concernant les ventes aux États-Unis représentaient la moitié des renseignements requis pour calculer une marge de dumping en l'espèce, il ne s'agit pas d'une tâche trop ardue pour le DOC – même dans le cas peu probable où il insisterait pour s'en occuper lui-même. Il est instructif de comparer ces quatre heures de perforation de cartes aux milliers d'heures de travail qu'il a fallu à SAIL pour tenter de répondre à la demande du DOC et au fait que, pendant trois semaines, des équipes de 9 à 16 personnes ont participé chaque jour au seul processus de vérification, sans parler des centaines d'heures consacrées à la rédaction de documents et de rapports de vérification, à la participation à des discussions et à l'évaluation des faits en l'espèce. Considérées dans le contexte de cet effort, les quatre heures requises pour introduire des données dans la base de

[11] Réponses des États-Unis, paragraphe 32.

[12] Pages 41 à 55 de la pièce n° S-8 du rapport de vérification des ventes, incluse dans la pièce n° 13 de l'Inde.

[13] Communication de l'Inde présentée à titre de réfutation, paragraphes 12 à 21.

données de SAIL concernant les ventes aux États-Unis ne peuvent pas constituer une "difficulté indue".

16. Un autre nouveau "défaut important" relevé par les États-Unis dans la base de données de SAIL concernant les ventes aux États-Unis est "le fait que certains frais de transport … étaient sous-estimés ou surestimés".[14] Pourtant, le DOC n'a pas signalé cette erreur dans la section "résumé des constatations importantes" de son rapport de vérification des ventes, ni même mentionné celle-ci dans le rapport sur l'échec de la vérification. En fait, le DOC conclut à la page 30 de son rapport de vérification des ventes que "SAIL a découvert qu'elle avait *surestimé* son DINLFTPU" (frais de transport intérieur à l'étranger entre l'usine et le port).[15] En d'autres termes, le dossier réel de l'enquête indique que SAIL n'a *pas* à la fois "surestimé et sous-estimé" ses frais de transport; elle a plutôt simplement "surestimé" ces dépenses. Cette erreur a amené SAIL à déclarer des frais de transport excessifs, ce qui était forcément *préjudiciable* à ses intérêts parce que les frais de transport sont toujours déduits du prix de vente brut aux États-Unis dans le calcul du prix à l'exportation: plus la déduction est importante, moins le prix est élevé et, partant, plus la marge de dumping est élevée. Par conséquent, en l'absence des renseignements nécessaires pour corriger cette erreur, le DOC aurait tout simplement pu utiliser les frais de transport déclarés en tant que données de fait disponibles pour cet élément d'information dans le calcul des marges de dumping de SAIL. C'est une pratique à laquelle le DOC a régulièrement recours, et on ne peut pas dire que ne rien faire pour réviser la base de données de SAIL afin de tenir compte de cette erreur représenterait une "difficulté indue".

17. Le dernier "défaut important" dans la base de données de SAIL concernant les ventes aux États-Unis qui a été récemment relevé dans les réponses des États-Unis est que le "calcul de la ristourne de droits pour les ventes aux États-Unis était incorrect".[16] Une fois de plus, cette erreur n'a été signalée ni dans la section "résumé des constatations importantes" du rapport de vérification ni dans le rapport sur l'échec de la vérification. Si le DOC avait jugé cette erreur "importante", il aurait pu s'en occuper très simplement en refusant tout ajustement destiné à tenir compte de la ristourne de droits. Un ajustement appliqué au prix pratiqué aux États-Unis pour tenir compte de la ristourne de droits augmente *toujours* le prix net pratiqué aux États-Unis et, partant, réduit les marges de dumping. Si le DOC ne se fiait pas aux données sur la ristourne de droits déclarées par SAIL, il aurait tout simplement pu en faire abstraction et refuser l'ajustement. C'est une chose qu'il fait couramment – et cette façon de faire ne cause certainement pas une "difficulté indue". De fait, l'Inde a suivi cette approche prudente en l'espèce en calculant les marges de dumping de SAIL (discutées à la première réunion) sans inclure d'ajustement destiné à tenir compte de la ristourne de droits.

18. Quoi qu'il en soit, la méthode qui aurait facilement permis de corriger l'erreur concernant la ristourne de droits est présentée dans le rapport de vérification lui-même. Il est indiqué à la page 32 de ce rapport que la correction "fait passer la ristourne de droit de [14,77 pour cent] à [14,41 pour cent]". La correction de la ristourne de droits aurait donc pu être apportée en incorporant une ligne de programmation à n'importe quel endroit d'un programme SAS portant sur les ventes aux États-Unis, comme suit:

```
DTYDRAWU = GRSUPRU * 0,1441;
```

En termes simples, ce langage de programmation dit que la ristourne de droits est égale à 14,41 pour cent du prix unitaire brut. Il ne s'agit pas d'une correction difficile à apporter; en fait, n'importe quel analyste chevronné du DOC pourrait s'en occuper en quelques minutes. Par conséquent, les États-Unis ont tout simplement tort de faire valoir qu'à cause de cette erreur (ou d'une quelconque des

[14] Réponses des États-Unis, paragraphe 30.

[15] Pièce n° 13 de l'Inde (pas d'italique dans l'original). Le champ "DINLFTPU" de la base de données est celui dans lequel sont déclarés les frais de transport intérieur à l'étranger entre l'usine et le port pour les expéditions vers les États-Unis.

[16] Réponses des États-Unis, paragraphe 30.

autres erreurs susmentionnées), la base de données de SAIL concernant les ventes aux États-Unis n'était pas utilisable sans difficultés indues.

III. OBSERVATIONS PARTICULIÈRES SUR LES RÉPONSES DES ÉTATS-UNIS

Observations de l'Inde sur la réponse des États-Unis à la question n° 1

19. Les États-Unis affirment au paragraphe 4 de leur réponse que la "seule" catégorie reconnue par l'Accord antidumping est celle des "renseignements nécessaires" prévue à l'article 6.8. Une fois de plus, les États-Unis omettent complètement toute référence au membre de phrase "tous les renseignements qui" figurant au paragraphe 3 de l'Annexe II. C'est le membre de phrase clé dont la dernière phrase de l'article 6.8 prescrit la prise en compte pour l'application de l'article 6.8. De plus, c'est ce membre de phrase qui tranche la question de savoir si les données de SAIL concernant les ventes aux États-Unis auraient dû être utilisées en l'espèce - à savoir "tous les renseignements qui" figurant au paragraphe 3 de l'Annexe II. Comme le Japon, le Chili et les CE l'ont reconnu avec l'Inde, le sens ordinaire du membre de phrase "tous les renseignements qui" est qu'un renseignement *quelconque* – qu'il soit appelé "catégorie" de renseignements, "partie" des renseignements ou "élément" d'information – qui remplit les conditions énoncées au paragraphe 3 de l'Annexe II devrait être pris en compte par les responsables de l'enquête lorsqu'une détermination finale est faite. De plus, le Groupe spécial et l'Organe d'appel dans l'affaire *Acier laminé à chaud en provenance du Japon* – autre fondement juridique constamment ignoré par les États-Unis – ont précisé que cette disposition était impérative. Les renseignements qui remplissent les quatre conditions ne peuvent pas être rejetés lors de l'établissement d'une détermination finale.[17] En résumé, bien que l'Inde estime que le terme "catégories" est un outil d'analyse utile pour mettre en évidence le recours abusif par le DOC aux données de fait disponibles totales, elle n'est pas attachée à ce terme. Comme les États-Unis se sont opposés à l'emploi de ce terme, l'Inde est prête à accepter que le Groupe spécial axe son analyse sur le membre de phrase clé "tous les renseignements qui" figurant au paragraphe 3 de l'Annexe II.[18]

20. Contrairement à ce qu'affirment les États-Unis au paragraphe 3, l'Inde n'a jamais donné à entendre ni affirmé que les renseignements concernant le "facteur de conversion du poids" dans l'affaire *Acier laminé à chaud en provenance du Japon* étaient un élément d'information "insignifiant et isolé" qui n'était pas subordonné aux quatre conditions énoncées au paragraphe 3 de l'Annexe II. En fait, ces renseignements étaient apparemment assez importants pour justifier la décision du gouvernement japonais d'engager une procédure de règlement des différends au terme de laquelle il a obtenu gain de cause face au refus injustifié du DOC d'utiliser cet élément d'information vérifiable, communiqué en temps opportun et utilisable.

21. Les États-Unis font également erreur en affirmant, au paragraphe 4, que "[c]omme le dit clairement l'article 2.4 de l'Accord, la comparaison qui doit être faite de ces renseignements signifie que les divers éléments des "renseignements nécessaires" ne sont nullement distincts". L'article 2.4 dispose qu'"[i]l sera procédé à une comparaison équitable entre le prix d'exportation et la valeur normale". Par conséquent, l'article 2.4 prévoit l'existence de deux groupes (catégories, éléments) distincts de renseignements qui doivent être comparés – le prix d'exportation et la valeur normale. Comme l'Inde l'a indiqué dans ses réponses aux questions n° 28 et 29 du Groupe spécial, le DOC demande, recueille et vérifie constamment les renseignements sur les ventes à l'exportation, les ventes sur le marché intérieur et le coût de production de manière séparée.

Observations de l'Inde sur la réponse des États-Unis à la question n° 2

22. Dans leurs réponses, les États-Unis ne répondent pas directement à la question suivante du Groupe spécial: "Les États-Unis peuvent-ils indiquer un passage spécifique de l'Accord antidumping

[17] Première communication orale de l'Inde, paragraphes 31 à 36.
[18] Première communication orale de l'Inde, paragraphes 34 à 36.

qui mentionne l'effet que peuvent avoir les éléments non conformes de certains renseignements présentés sur la fiabilité de toute la réponse?" Contrairement à ce que les États-Unis font valoir, l'article 6.8 ne traite pas de l'effet que peuvent avoir les éléments non conformes de certains renseignements sur la fiabilité de toute la réponse. Ce qui est révélateur au sujet de la réponse que donnent les États-Unis aux paragraphes 5 à 7, c'est qu'ils ne mentionnent jamais le paragraphe 3 de l'Annexe II. C'est la seule disposition qui fasse expressément référence à des renseignements particuliers (qu'il s'agisse de catégories de renseignements ou d'éléments d'information individuels). De plus, le paragraphe 3 de l'Annexe II ne prévoit pas d'exception qui autoriserait l'autorité chargée de l'enquête à rejeter des renseignements qui satisfont aux quatre conditions, simplement à cause de défauts de certains autres renseignements. La réponse des États-Unis ne tient pas compte non plus du fait que la dernière phrase de l'article 6.8 prescrit, *entre autres choses*, que les dispositions du paragraphe 3 de l'Annexe II seront observées lors de l'application de cet article.[19]

Observations de l'Inde sur la réponse des États-Unis à la question n° 3

23. Les États-Unis n'ont encore une fois pas répondu clairement aux deux questions du Groupe spécial. Les "difficultés indues" ne peuvent pas être à la base des dispositions supplémentaires énoncées à l'article 782 e) 3), puisqu'elles sont déjà expressément prévues à l'article 782 e) 5). La "possibilité de vérification" ne peut pas non plus en constituer la base, bien que les États-Unis l'aient laissé entendre dans leur réponse, parce qu'elle est déjà expressément prévue à l'article 782 e) 2). Le fait d'"agir au mieux de ses possibilités" au sens du paragraphe 5 de l'Annexe II ne peut pas non plus constituer cette base (une fois de plus contrairement à ce que donnent à entendre les États-Unis dans leur réponse) parce que ce facteur est prévu à l'article 782 e) 4).

24. La réponse des États-Unis montre bien que l'article 782 e) 3) impose aux entreprises interrogées une étape supplémentaire dans l'évaluation, qui n'est mentionnée ni au paragraphe 3 ni au paragraphe 5 de l'Annexe II:

> "En obligeant le Département à évaluer le degré de complétude des renseignements, l'article 782 e) 3) dispose que, *quand les autres critères sont respectés* [c'est-à-dire les critères mentionnés aux paragraphes 3 et 5 de l'Annexe II], le Département ne peut refuser de prendre en considération les renseignements partiels *s'ils sont suffisamment complets pour constituer une base fiable pour calculer le dumping*."[20]

En d'autres termes, cette déclaration veut dire que le DOC utilise le critère mentionné à l'article 782 e) 3) en tant que justification juridique du *rejet* des renseignements qui satisfont par ailleurs aux quatre conditions prévues au paragraphe 3 de l'Annexe II s'ils déterminent que l'absence d'*autres* renseignements rend les renseignements globaux "incomplets". La précision donnée par les États-Unis dans leur réponse montre bien que l'article 782 e) 3) est *le* principal fondement juridique de la politique et de la pratique des États-Unis concernant les "données de fait disponibles totales".

Observations de l'Inde sur la réponse des États-Unis à la question n° 4

25. La réponse des États-Unis à la question n° 4 soulève un nouvel argument qui créerait une nouvelle exception visant à autoriser les responsables de l'enquête à "prendre en compte" mais pas à "utiliser" les renseignements qui satisfont aux quatre conditions énoncées au paragraphe 3 de l'Annexe II "lors de l'établissement des déterminations". Cet argument n'a pas de fondement dans le texte de l'Accord antidumping et ne constitue pas une interprétation "admissible" de cette expression en vertu de l'article 17.6 ii) de l'Accord antidumping. L'Inde a déjà formulé des arguments au sujet du

[19] Voir la première communication écrite de l'Inde, paragraphes 55 à 67; la première communication orale de l'Inde, paragraphes 31 à 43; la communication de l'Inde présentée à titre de réfutation, paragraphes 9 et 10.

[20] Réponses des États-Unis, paragraphe 9 (pas d'italique dans l'original).

membre de phrase "devraient être pris en compte" dans sa réponse à la question n° 38 du Groupe spécial. L'analyse ci-après complète ces arguments dans le but de répondre aux nouveaux arguments des États-Unis.

26. Le point de départ de l'analyse de ce membre de phrase est le texte du paragraphe 3 de l'Annexe II, en particulier le membre de phrase "devraient être pris en compte lors de l'établissement des déterminations". L'expression "pris en compte" doit être lue avec l'expression "lors de l'établissement des déterminations". L'expression "lors de l'établissement des déterminations" désigne le moment où les marges de dumping définitives sont déterminées ou calculées. Pendant l'étape de l'enquête relative à la détermination de l'existence d'un dumping (par opposition à l'étape relative à la détermination de l'existence d'un "dommage"), la notion d'"établissement" d'une "détermination" s'entend de la détermination de l'existence d'un dumping et *du calcul ou de la détermination d'une marge de dumping*. Il n'y a pas d'autre "détermination" à établir. Par conséquent, les renseignements ne peuvent pas être "pris en compte" pour établir une telle détermination, à moins qu'ils ne soient utilisés *dans le calcul* d'une marge de dumping. Il n'y a tout simplement pas d'autre utilisation possible de ces renseignements à ce moment-là.

27. L'interprétation des États-Unis priverait d'effet le paragraphe 3 de l'Annexe II, en violation des principes d'interprétation des traités. Cette interprétation autoriserait les autorités chargées de l'enquête, à leur entière discrétion, à "prendre en considération" des renseignements qui remplissent les conditions énoncées au paragraphe 3 de l'Annexe II, mais à décider ensuite de ne pas les utiliser, simplement en raison de l'évaluation de la "totalité du dossier" par les autorités. L'Inde souscrit à la déclaration faite par le Japon à cet égard aux pages 4 et 5 de ses réponses aux questions posées aux tierces parties.[21] Une fois que l'autorité chargée de l'enquête a vérifié les renseignements et les a jugés fiables, elle ne peut pas les rejeter.

28. De plus, dans leur réponse, les États-Unis supposent à tort que le paragraphe 3 de l'Annexe II n'est pas impératif. Vu la prescription impérative de ne pas rejeter les renseignements qui satisfont aux prescriptions du paragraphe 3 de l'Annexe II, telle que cette disposition a été interprétée dans les décisions du Groupe spécial et de l'Organe d'appel dans l'affaire *Acier laminé à chaud en provenance du Japon*, la nouvelle exception *discrétionnaire* que l'interprétation des États-Unis créerait n'a tout simplement aucun fondement. En d'autres termes, les renseignements qui satisfont aux quatre conditions *doivent* être pris en compte – et non rejetés – "lors de l'établissement des déterminations". L'Inde se réfère aux paragraphes 25 à 30 de sa première déclaration orale dans lesquels elle analyse le caractère impératif du paragraphe 3 de l'Annexe II.

29. Enfin, il convient de rappeler que la faculté discrétionnaire que les États-Unis recherchent pour le DOC avec cette interprétation prétendument "admissible" donnerait au DOC la faculté discrétionnaire de prendre en considération puis d'écarter environ 50 pour cent des renseignements utilisables qui étaient nécessaires au calcul de la marge de dumping en l'espèce. Comme le DOC avait déjà appliqué les données de fait disponibles à la valeur normale, le fait qu'il a "pris en considération" mais n'a pas "utilisé" les données de SAIL concernant les ventes aux États-Unis (qui étaient vérifiables et utilisables) voulait dire qu'il écartait environ la moitié des renseignements nécessaires au calcul d'une marge de dumping. Les faits en l'espèce constituent un rappel puissant de l'étendue et de la portée de l'échappatoire que les États-Unis cherchent à créer avec cette interprétation.

Observations de l'Inde sur la réponse des États-Unis à la question n° 5

30. Les États-Unis ont de nouveau omis de répondre à la deuxième partie de la première question du Groupe spécial, portant sur la question de savoir si "[l]es États-Unis [élevaient] … une objection … contre les arguments invoqués par l'Inde selon lesquels la correction des erreurs existant dans la base de données sur les ventes aux États-Unis aurait été une opération assez simple pour eux".

[21] Voir les réponses écrites du Japon, pages 4 et 5.

Il est significatif que les États-Unis ignorent cette question. Compte tenu de l'évaluation contenue dans la détermination finale selon laquelle les erreurs dans la base de données concernant les ventes aux États-Unis "pourraient être corrigées", les États-Unis ne peuvent pas légalement demander au Groupe spécial de tirer d'autres conclusions dans la présente procédure.[22] De plus, il ne fait aucun doute que ces erreurs étaient facilement corrigeables, comme il est mentionné aux paragraphes 12 à 18 ci-dessus et dans la première déclaration sous serment de M. Hayes.[23]

31. Dans leur réponse à la question n° 5, les États-Unis s'attardent pour la première fois sur la "forme" de la déclaration de M. Hayes, affirmant qu'une "déclaration sous serment" constitue un "élément de preuve". L'Inde précisait dans sa première déclaration orale que la déclaration sous serment de M. Hayes exprimait des "points de vue", qui "ne constitu[aient] pas des faits nouveaux mais une *analyse* des faits dont le DOC était saisi au cours de l'enquête".[24] Les États-Unis répliquent d'abord en se plaignant du fait que le document dans lequel les points de vue de M. Hayes étaient exposés s'intitulait "déclaration sous serment". L'Inde a employé ce titre parce qu'il est couramment utilisé aux États-Unis, où M. Hayes réside. L'Inde n'a pas d'objection si le Groupe spécial et les États-Unis veulent désigner le document contenant les vues de M. Hayes comme une simple "déclaration". Son analyse reste toujours la même.

32. Au paragraphe 13, les États-Unis font valoir pour la première fois que la déclaration sous serment de M. Hayes contient des faits nouveaux. C'est tout simplement faux. Insistant tout d'abord sur le programme informatique annexé à la première déclaration sous serment de M. Hayes, les États-Unis allèguent qu'il n'a jamais été question de ce programme dans l'enquête sur les tôles coupées à longueur en provenance de l'Inde. C'est exact, mais comme l'Inde l'a expliqué en détail au paragraphe 82 de sa première déclaration orale, ce programme informatique était cité à titre d'exemple. Ce n'était pas un "élément de preuve" cité pour prouver que le DOC aurait dû utiliser ce programme particulier pour calculer les marges de dumping.[25] Les outils de calcul que le DOC utilise dans une enquête relèvent de son pouvoir discrétionnaire tel qu'il est limité par les prescriptions de l'Accord antidumping. M. Hayes a donc utilisé ce programme informatique en tant qu'outil (comme une calculatrice de poche) pour mieux illustrer la facilité avec laquelle le DOC aurait pu corriger l'erreur de codage de la largeur relevée dans la base de données concernant les ventes aux États-Unis. Dans la mesure où les États-Unis, en ne répondant pas à la question du Groupe spécial, concèdent que cette erreur n'était pas difficile à corriger, la question ne présente plus d'intérêt. Toutefois, comme les États-Unis font à présent valoir pour la première fois que, dans les faits, seule une méthode manuelle laborieuse (non informatisée) aurait pu être utilisée pour apporter les corrections au sujet de la largeur, l'outil de programmation informatique est pertinent pour illustrer le caractère fallacieux de cette justification *a posteriori* des États-Unis.

33. Les États-Unis font également valoir que les nouvelles marges calculées par M. Hayes qui figurent dans les pièces n° 32 et 33 de l'Inde sont de "nouveaux éléments de preuve". C'est spécieux. Dans la pièce n° 32 de l'Inde, M. Hayes n'a fait que calculer les totaux des prix déclarés dans les transactions de vente aux États-Unis de SAIL, puis la moyenne pondérée de ces prix. Toutes les données en cause figurent déjà au dossier. Les États-Unis adoptent donc le point de vue insoutenable selon lequel même si x et y figurent déjà au dossier, M. Hayes a introduit de nouveaux éléments de preuve en faisant remarquer que x + y = z. Dans la pièce n° 33, M. Hayes a tout simplement mis par écrit sur une feuille de papier des éléments de preuve qui étaient déjà au dossier – le chiffre de 372 dollars correspondant à la valeur normale mentionné dans la requête et le prix moyen pondéré de

[22] *Voir* la communication de l'Inde présentée à titre de réfutation, paragraphes 25 à 43.
[23] Pièce n° 24 de l'Inde.
[24] Première déclaration orale de l'Inde, paragraphe 81 (pas d'italique dans l'original).
[25] Pour ce qui est des éléments de preuve, l'Inde n'a pas cité le programme informatique type utilisé par le DOC pour la "véracité des faits qui y sont rapportés". Elle l'a plutôt cité en tant qu'outil exemplatif servant à démontrer comment l'autorité chargée de l'enquête aurait pu corriger les renseignements sur les ventes aux États-Unis fournis par SAIL et utiliser les données qui figuraient au dossier.

346 dollars pour les ventes *réelles* de SAIL aux États-Unis remplacé par le prix fictif de 251 dollars mentionné dans la requête. Selon la logique des États-Unis, toute feuille de papier (y compris la présente page) créée par l'Inde où sont reconfigurées et utilisées des données figurant déjà au dossier, mais pas exactement sous la même forme que celle que le DOC avait utilisée (ou refusé d'utiliser), constitue un "nouvel" élément de preuve. C'est tout simplement faux.

34. Enfin, les États-Unis font valoir au paragraphe 14 que les nombreuses méthodes présentées par M. Hayes (pour montrer à quel point il aurait été facile d'utiliser les données de SAIL concernant les ventes aux États-Unis) constituent également de "nouveaux éléments de preuve". Toutefois, les États-Unis ne font pas valoir que les données utilisées par M. Hayes dans les différentes méthodes ne proviennent pas du dossier. En réalité, M. Hayes et l'Inde n'ont pas créé de nouvelles données. Ils ont plutôt simplement utilisé les données *existantes* qui figuraient au dossier pour établir que le DOC n'avait pas évalué les faits de manière impartiale et objective.

35. Le nouvel argument des États-Unis selon lequel il ne peut y avoir "aucun nouveau calcul ni aucune nouvelle utilisation des éléments de preuve figurant au dossier" revient à affirmer que dans des procédures engagées dans le cadre de l'OMC, les requérants (et les groupes spéciaux) doivent accepter tels quels l'établissement et les évaluations des faits par les autorités dans une quelconque procédure antidumping. La même logique empêcherait un groupe spécial d'utiliser une calculatrice de poche pour vérifier l'arithmétique dans une détermination, même dans le cas où il aurait été établi dans la détermination que 2 + 2 = 5. Toutefois, le texte de l'article 17.6 i) prescrit que le Groupe spécial doit procéder à une "évaluation" des faits et non accepter de manière non critique les justifications présentées par les autorités. Les groupes spéciaux sont tenus d'évaluer "si l'établissement des faits par les autorités était correct" et "si leur évaluation de ces faits était impartiale et objective". Pour accomplir cette tâche, le Groupe spécial doit d'abord déterminer quelle était l'"évaluation" des faits du DOC, puis entreprendre un examen actif des éléments de preuve relatifs à cette évaluation. Pour faciliter cet examen "actif", l'Inde a démontré 1) que les renseignements étaient vérifiables malgré la dernière évaluation du DOC indiquant le contraire et 2) que les renseignements étaient utilisables (ce qui concorde avec la déclaration faite par le DOC dans sa détermination finale) sans difficulté indue dans le calcul d'une marge de dumping. L'analyse de M. Hayes – et il s'agit strictement d'une analyse – démontre simplement, du point de vue d'un ancien analyste éminent du DOC, à quel point il aurait été facile de corriger et d'utiliser les renseignements versés au dossier. De l'avis de l'Inde, c'est une analyse que le Groupe spécial doit avoir en main pour procéder à "une étude ou un examen actif des faits *pertinents*".[26]

Observations de l'Inde sur la réponse des États-Unis à la question n° 6

36. Les États-Unis reconnaissent au dernier paragraphe de leur réponse à la question n° 7 du Groupe spécial qu'ils "ne pensent pas qu'il soit nécessairement illogique dans tous les cas que le calcul d'une marge de dumping soit fondé sur une comparaison entre la valeur normale calculée sur la base des données de fait disponibles et le prix à l'exportation calculé sur la base des renseignements vérifiés". C'est une déclaration importante, mais qui ne transparaît pas dans la pratique du DOC. Depuis l'entrée en vigueur de la législation américaine de mise en œuvre de l'Accord sur l'OMC en 1995, le DOC a *toujours* appliqué les données de fait disponibles totales si l'un des deux éléments servant à calculer la marge de dumping ne peut être fourni par les données des entreprises interrogées. Toutefois, en acceptant que cette déclaration soit faite de bonne foi, la question clé que le Groupe spécial doit trancher en ce qui concerne l'allégation formulée par l'Inde au titre de l'article 6.8 et du paragraphe 3 de l'Annexe II consiste à savoir si une autorité chargée de l'enquête impartiale et objective aurait pu conclure que 1) les données de SAIL concernant les ventes aux États-Unis n'étaient

[26] *Voir* la communication de l'Inde présentée à titre de réfutation, paragraphes 7 et 8; *Acier laminé à chaud en provenance du Japon*, WT/DS184/AB/R, paragraphe 55. L'Inde a déjà répondu aux affirmations des États-Unis selon lesquelles elle doit se limiter aux arguments présentés par SAIL à la page 81 de sa première communication orale.

pas vérifiables, et 2) que les données de SAIL sur les ventes aux États-Unis n'étaient pas utilisables à des fins de comparaison avec les renseignements sur la valeur normale contenus dans la requête en vue du calcul d'une marge de dumping définitive. De toute évidence, l'Inde et les États-Unis ont des opinions divergentes sur ces deux questions. L'Inde renvoie le Groupe spécial à sa communication présentée à titre de réfutation dans laquelle elle présente une analyse détaillée de la possibilité de vérifier les données de SAIL concernant les ventes aux États-Unis qui figurent dans le rapport de vérification des ventes et le rapport sur l'échec de la vérification, aux paragraphes 74 à 86 (*voir aussi* les réponses de l'Inde aux questions n° 21, 28, 29 et 39 du Groupe spécial), et une analyse de la possibilité d'utiliser les données concernant les ventes aux États-Unis à des fins de comparaison avec les renseignements sur la valeur construite contenus dans la requête, aux paragraphes 57 à 64 et dans les deux déclarations sous serment de M Hayes.

37. L'Inde a abordé d'autres arguments nouveaux que les États-Unis ont fait valoir dans leur réponse à la question n° 6 aux paragraphes 2 à 18 du présent document.

Observations de l'Inde sur la réponse des États-Unis à la question n° 7

38. On trouvera aux paragraphes 2 à 18 ci-dessus une réaction plus complète concernant cette question.

39. L'analyse *a posteriori* que font les États-Unis de l'"impossibilité [alléguée] de vérifier" les données de SAIL concernant les ventes aux États-Unis, prises isolément, ne peut tout simplement pas résister à un examen attentif du dossier. Dans leur réponse, les États-Unis, en tant que partie au différend, allèguent au paragraphe 18 que "les données sur les ventes aux États-Unis présentaient des inexactitudes qui n'ont jamais été rectifiées, comme l'indique en détail le rapport de vérification". L'Inde a examiné ce nouvel argument en détail aux paragraphes 2 à 18 ci-dessus. Toutefois, ce que les États-Unis ne disent jamais, c'est que le DOC a affirmé à maintes reprises que "plusieurs erreurs" relevées lors de la vérification dans la base de données de SAIL concernant les ventes aux États-Unis "pourraient être corrigées". Si ces erreurs n'ont pas été "rectifiées", c'est uniquement parce que le DOC a choisi de ne pas coopérer au cours de l'enquête en apportant les simples révisions ou ajustements qui auraient corrigé les données. Comme l'Organe d'appel l'a dit dans l'affaire *Acier laminé à chaud en provenance du Japon*, l'idée de coopération "indiqu[ait] que la coopération [était] un *processus*, qui impliqu[ait] un effort conjoint, dans le cadre duquel les parties travaill[aient] ensemble en vue de la réalisation d'un objectif commun".[27] Le DOC ne pouvait pas simplement refuser d'apporter des révisions au programme informatique servant à calculer la marge dès lors que SAIL lui fournissait les données pour le faire (par exemple, en ce qui concerne l'erreur de codage de la largeur, données comprises dans la pièce n° S-8 du rapport de vérification), ni refuser d'utiliser les données obtenues lors de la vérification pour faciliter la correction des erreurs. Le processus de coopération, fondé sur la notion de bonne foi, et associé aux prescriptions relatives à l'utilisation des données à moins que cela ne cause des difficultés indues, exige de l'autorité chargée de l'enquête qu'elle fasse un effort soutenu et de grande ampleur pour examiner conjointement avec l'entreprise interrogée les inexactitudes éventuelles et pour faire des efforts concertés en vue de l'utilisation des données de l'entreprise interrogée lors de l'établissement de la détermination finale.

Observations de l'Inde sur la réponse des États-Unis à la question n° 8

40. Dans leur réponse à la question n° 8, les États-Unis n'ont pas établi de distinction claire entre deux allégations *en soi* (en tant que telles) distinctes faites par l'Inde au sujet des lois antidumping des États-Unis. La première est une contestation distincte de l'article 782 e) qui oblige le DOC à utiliser des critères additionnels qui ne sont pas prévus par l'Accord antidumping avant d'accepter les renseignements fournis par les entreprises interrogées. Les États-Unis indiquent au paragraphe 26 que "la législation des États-Unis fait obligation au Département d'accepter les données fournies par une

[27] WT/DS184/AB/R, paragraphe 99 (pas d'italique dans l'original).

entreprise interrogée lorsqu'il est satisfait aux critères énoncés à l'article 782 e)". Toutefois, cette déclaration est compatible avec la thèse de l'Inde, à savoir que les données des entreprises interrogées peuvent être acceptées uniquement si elles satisfont aux cinq conditions énoncées à l'article 782 e). Comme l'Inde l'a fait valoir dans sa première déclaration orale, bien que l'article 782 e) puisse *diminuer* la probabilité que le DOC ait recours aux données de fait disponibles, il ne diminue pas cette probabilité *suffisamment* parce qu'il impose deux nouvelles prescriptions, les paragraphes 782 e) 3) et 782 e) 4), qui ne figurent pas au paragraphe 3 de l'Annexe II.[28]

41. Par conséquent, bien que la législation des États-Unis prescrive l'acceptation des données d'une entreprise interrogée, elle le fait uniquement lorsque les cinq conditions sont remplies. Pour cette raison, les déterminations du DOC[29] et la décision du CIT[30] citées dans les réponses des États-Unis sont dénuées de pertinence. Ces affaires indiquent simplement que le DOC acceptera les renseignements communiqués par une entreprise interrogée *qui satisfont aux conditions* prévues à l'article 782 e). Toutefois, cela n'enlève rien au fait que l'article 782 e) subordonne l'acceptation des renseignements fournis par une entreprise interrogée à des conditions qui s'ajoutent à celles qu'impose l'Accord.

42. L'Inde a également fait valoir qu'il existait une deuxième violation indépendante de l'Accord due au fait que l'article 782 d) *exige* le rejet des renseignements fournis par une entreprise interrogée dès qu'il a été déterminé que ces renseignements ne satisfont pas aux conditions en matière d'acceptation prévues à l'article 782 e). Bien que le verbe "peut", qui exprime une faculté, soit employé à l'article 782 d) pour accorder au DOC le pouvoir de ne pas prendre en considération les renseignements fournis par une entreprise interrogée, cet article a, dans les faits, été interprété comme ayant un caractère impératif ("prendra") par le DOC et le CIT. Les paragraphes 21 à 27 des réponses de l'Inde présentent une étude complète des affaires dans lesquelles le DOC et le CIT ont interprété l'article 782 d) comme ayant un caractère impératif. Par conséquent, la loi a pour effet *d'exiger* le rejet des renseignements qui ne satisfont pas aux conditions rendant leur acceptation obligatoire (y compris les conditions additionnelles inappropriées) qui sont énoncées à l'article 782 e). Les affaires citées par les États-Unis aux paragraphes 23 à 25 ne contredisent pas cet argument. De plus, depuis 1995, les États-Unis n'ont pas encore mentionné un seul cas dans lequel ils auraient utilisé les données de fait disponibles pour la valeur normale ou le prix à l'exportation, et les données fournies par l'entreprise interrogée pour l'autre membre de l'équation lors de l'établissement d'une détermination finale.

Observations de l'Inde sur la réponse des États-Unis à la question n° 9

43. L'Inde fait remarquer que les États-Unis ne répondent pas directement aux questions, posées par le Groupe spécial, de savoir 1) si le DOC avait expressément constaté que la base de données concernant les ventes aux États-Unis, prise isolément, était utilisable, et 2) si les données sur les ventes aux États-Unis avaient été analysées aux fins de la détermination finale. En ce qui concerne la question de savoir si le DOC avait fait des constatations particulières sur la "possibilité d'utiliser" les données de SAIL concernant les ventes aux États-Unis, la réponse est que le DOC a constaté que "la base de données concernant les ventes aux États-Unis devrait être révisée et corrigée sur certains points pour être utilisable" et que ces corrections et révisions "pourraient être corrigées". L'Inde

[28] Première déclaration orale de l'Inde, paragraphes 65 et 66, communication de l'Inde présentée à titre de réfutation, réponses de l'Inde aux questions du Groupe spécial ("réponses de l'Inde"), paragraphe 61.

[29] *Final Results; Administrative Review and New Shipper Review of Antidumping Duty Order on Stainless Steel Bar from India*, 65 Fed. Reg. 48965 (10 août 2000); *Final Determination of Sales at Less Than Fair Value: Certain Polyester Staple Fibre from Taiwan*, 65 Fed. Reg. 16877 (30 mars 2000), cité dans les réponses des États-Unis, paragraphes 23 à 25.

[30] *NSK Ltd. v. United Sates*, 170 F. Supp. 2d 1280 (USCIT 2001), cité dans les réponses des États-Unis, paragraphes 23 à 25, et également analysé dans les réponses de l'Inde aux questions du Groupe spécial, paragraphe 25.

renvoie le Groupe spécial à l'analyse qu'elle a faite aux paragraphes 2 à 18 ci-dessus et aux paragraphes 25 à 43 de sa communication présentée à titre de réfutation.

44. En ce qui concerne la deuxième question, celle de savoir si le DOC avait analysé les données de SAIL concernant les ventes aux États-Unis "aux fins de la détermination finale", les États-Unis font valoir au paragraphe 28 de leurs réponses que l'absence de renseignements sur le coût de fabrication total et le coût de fabrication variable "[avait] fait que le Département n'avait rien [qui provienne entre autres choses de la base de données de SAIL concernant les ventes aux États-Unis] à analyser au moment de sa détermination finale". Toutefois, cette affirmation *a posteriori* fausse[31] ne répond pas à la question de savoir si la base de données de SAIL concernant les ventes aux États-Unis aurait pu être utilisée dans une comparaison – *pas* avec les renseignements fournis par SAIL sur le coût de production ou les ventes sur le marché intérieur – mais avec les renseignements sur la valeur normale contenus dans la requête. À cet égard, il est significatif que les États-Unis aient reconnu au paragraphe 28 de leurs réponses qu'il n'était peut-être pas "illogique" de fonder le calcul d'une marge de dumping "sur une comparaison entre la valeur normale calculée sur la base des données de fait disponibles et le prix à l'exportation calculé sur la base des renseignements vérifiés". Cependant, rien dans le dossier n'indique que le DOC ait jamais "analysé" les données de SAIL sur les ventes aux États-Unis, prises isolément, pour déterminer si elles étaient utilisables par comparaison avec les renseignements sur la valeur normale contenus dans la requête. De plus, rien dans le dossier n'indique que le DOC ait jamais tenté de corriger les données de SAIL concernant les ventes aux États-Unis qui, comme il l'avait maintes fois reconnu, "pourraient" être corrigées.

Observations de l'Inde sur la réponse des États-Unis à la question n° 10

45. Voir les paragraphes 2 à 18 ci-dessus.

46. Les États-Unis ont de nouveau omis de répondre à la question ainsi formulée par le Groupe spécial: "Le DOC a-t-il déterminé spécifiquement que l'examen des données sur les ventes aux États-Unis causerait des "difficultés indues"?" Ils n'ont pas répondu non plus à la question suivante du Groupe spécial: "Les États-Unis peuvent-ils indiquer où, dans la détermination ou ailleurs dans le dossier, cette conclusion peut être discernée?" Si les États-Unis n'ont pas répondu directement à ces deux questions clés, c'est peut-être bien parce qu'il n'y *a* pas d'endroit dans le dossier où les États-Unis ont fait une constatation de "difficulté indue" concernant spécifiquement les données de SAIL sur les ventes aux États-Unis. Bien au contraire, le DOC a dit que "la base de données [de SAIL] concernant les ventes aux États-Unis devrait être révisée et corrigée pour être utilisable". Dans leur réponse à la question n° 10 (paragraphe 33), les États-Unis affirment que les données sur les ventes aux États-Unis, prises isolément, ne pouvaient pas être utilisées, sauf avec une difficulté indue. Toutefois, il s'agit clairement d'une évaluation *a posteriori* faite par les États-Unis en tant que partie à un différend devant un groupe spécial de l'OMC qui contredit l'évaluation expresse faite par l'autorité administrante, le DOC, dans sa détermination finale. L'Inde appelle l'attention du Groupe spécial sur les paragraphes 29 à 33 de sa communication présentée à titre de réfutation, dans lesquels elle examine l'évaluation du DOC et plus particulièrement la constatation du DOC selon laquelle "la base de données concernant les ventes aux États-Unis devrait être révisée et corrigée sur certains points pour être *utilisable*".

Observations de l'Inde sur la réponse des États-Unis à la question n° 11

47. Les États-Unis ont signalé plusieurs faits en tant qu'éléments de preuve indiquant que SAIL n'avait pas agi au mieux de ses possibilités. Toutefois, ils n'ont pas réfuté, et ne peuvent pas réfuter, les éléments de preuve présentés par l'Inde selon lesquels SAIL avait agi au mieux de ses possibilités

[31] Cette affirmation est fausse pour les nombreuses raisons exposées aux paragraphes 2 à 18 ci-dessus, aux paragraphes 25 à 64 de la communication de l'Inde présentée à titre de réfutation et dans les première et seconde déclarations sous serment de M. Hayes.

en produisant ses données sur les ventes aux États-Unis comme il est indiqué dans le rapport de vérification des ventes (pièce n° 13 de l'Inde). En ce qui concerne les données sur les ventes ailleurs qu'aux États-Unis, comme l'Inde l'a indiqué dans ses réponses aux questions et dans sa communication présentée à titre de réfutation[32], les faits sur lesquels les États-Unis se fondent ne sont pas pertinents. En particulier, les États-Unis précisent que, dans sa nouvelle détermination établie à l'issue du renvoi, le DOC indiquait que "SAIL ... avait informé [le DOC] qu'elle éprouvait des difficultés à rassembler et communiquer les renseignements demandés mais que, dans toutes ses communications avec lui, elle avait indiqué aussi que les renseignements demandés seraient fournis".[33] Cet argument est spécieux. Les États-Unis ont raison de dire que SAIL avait maintes fois expliqué au DOC qu'elle éprouvait des difficultés à préparer les données demandées, compte tenu des complexités logistiques auxquelles elle se heurtait et du fait que le DOC exigeait que les données lui soient fournies sous d'autres formes que celles sous lesquelles elle les conservait dans le cours normal de ses activités.[34] Il n'est guère étonnant que SAIL n'ait pas dit spontanément qu'elle n'était peut-être pas en mesure de fournir les données demandées. Comme les États-Unis le savent sûrement, il est suicidaire pour une entreprise interrogée de faire une telle déclaration, parce que le DOC s'empresserait alors de déterminer que l'entreprise interrogée n'agit pas au mieux de ses possibilités ou ne coopère pas, et appliquerait ensuite les données de fait disponibles totales défavorables. Les entreprises interrogées hésitent tout naturellement à déclarer qu'elles sont incapables de répondre avant d'être absolument sûres qu'elles en seront incapables. À cet égard, SAIL a continué de s'efforcer de fournir les renseignements demandés par le DOC sous les formes requises même après l'expiration des délais accordés par le DOC. Ces faits montrent qu'il est injuste de faire valoir que les déclarations de bonnes intentions de SAIL sont des "éléments de preuve" indiquant que l'entreprise n'avait pas agi au mieux de ses possibilités.

48. Dans le même ordre d'idées, les États-Unis répètent une fois de plus que SAIL était une grande société, comme si la taille était d'une façon quelconque un élément de preuve indiquant un défaut d'agir au mieux de ses possibilités.[35] Toutefois, comme l'Inde l'a expliqué dans ses réponses[36] et comme SAIL l'a expliqué au DOC au cours de l'enquête, la taille de SAIL constituait un *obstacle* à sa capacité d'organiser et de fournir au DOC les données demandées dans le délai prescrit. Les États-Unis, en tant que partie au différend, ajoutent les termes "niveau d'avancement" dans leur description de la société et affirment de ce fait que ce "niveau d'avancement" allégué de SAIL voulait dire que le défaut de fournir les données telles qu'elles avaient été demandées démontrait de la part de SAIL un défaut d'agir au mieux de ses possibilités.[37] Toutefois, c'est exactement l'inverse qui est vrai. SAIL est une grande société, mais n'a *pas* atteint un tel niveau d'avancement. Comme l'Inde l'a expliqué en détail dans sa déclaration orale et dans sa communication présentée à titre de réfutation[38], SAIL est une société située dans un pays en développement, d'où les contraintes importantes qu'elle subit sur le plan des communications et de la logistique. Le DOC était pleinement conscient de ce fait et, partant, n'a jamais constaté que SAIL avait atteint un niveau d'avancement élevé.

49. Enfin, l'Inde fait remarquer que la réponse des États-Unis s'appuie beaucoup sur les conclusions que le DOC a tirées dans la nouvelle détermination qu'il a établie à l'issue du renvoi en septembre 2001 après l'appel judiciaire formé par SAIL devant le CIT. L'Inde fait remarquer que cette nouvelle détermination à l'issue du renvoi ne fait pas partie du dossier relatif à la "mesure" qui est en cause en l'espèce. De plus, les "éléments de preuve" contenus dans la nouvelle détermination à l'issue du renvoi ont été rédigés par le DOC bien *après* la demande d'établissement d'un groupe

[32] Communication de l'Inde présentée à titre de réfutation, paragraphes 94 et 95.
[33] Réponses des États-Unis, paragraphe 38.
[34] Première communication orale de l'Inde, paragraphes 75 à 80; réponses de l'Inde, paragraphe 35.
[35] Réponses des États-Unis, paragraphe 39.
[36] Réponses de l'Inde, paragraphes 35 et 48.
[37] Réponses des États-Unis, paragraphe 39.
[38] Première communication orale de l'Inde, paragraphe 76; communication de l'Inde présentée à titre de réfutation, paragraphe 95; *voir aussi* les réponses de l'Inde, paragraphe 48.

spécial dans le présent différend, formulée le 7 juin 2001. Par conséquent, les constatations exprimées dans la nouvelle détermination à l'issue du renvoi sont des déclarations *a posteriori* intéressées que le Groupe spécial devrait ignorer. Le présent Groupe spécial devra évaluer si SAIL "a coopéré" au cours de l'enquête (pour la production de renseignements concernant ses ventes aux États-Unis ou, subsidiairement, pour toute l'enquête), sur la base du dossier tel qu'il existait lors de l'établissement de la détermination finale, soit le 29 décembre 1999.

Observations de l'Inde sur la réponse des États-Unis à la question n° 12

50. La réponse des États-Unis montre que ceux-ci comprennent mal la seconde phrase de l'article 15. Au paragraphe 42, les États-Unis suggèrent des "éléments possibles" (qui ne figurent dans aucune réglementation ni aucune loi des États-Unis) en fonction desquels l'incidence de l'imposition de marges de dumping sur les intérêts essentiels de pays en développement Membres pourrait être mesurée. L'Inde estime que l'interprétation correcte de la disposition sur les "intérêts essentiels" est que chaque fois qu'une entreprise étrangère interrogée d'un pays en développement demande, comme en l'espèce, que le DOC examine la possibilité d'une solution constructive conformément à l'article 15, c'est qu'elle a déjà déterminé que les "intérêts essentiels" de son pays sont en jeu. La décision sur le point de savoir si les "intérêts essentiels" d'un pays en développement Membre sont en jeu relève *entièrement de l'autonomie de jugement*.

51. En l'espèce, le DOC savait que SAIL était une entité appartenant à l'État indien. Il savait que SAIL avait présenté une demande au titre de l'article 15 de l'Accord antidumping en vue de l'imposition d'une solution constructive. Par conséquent, il ne saurait y avoir de doute, en droit, sur le fait que l'Inde avait un "intérêt essentiel" à éviter que SAIL perde le marché américain comme débouché pour ses produits. De plus, comme l'Inde l'a fait valoir aux paragraphes 69 à 74 de sa première déclaration orale, il ne fait pas de doute en l'espèce que le DOC savait parfaitement qu'étant donné le nombre de personnes employées par SAIL et l'importance du marché américain pour celle-ci, les intérêts essentiels de l'Inde seraient compromis si des marges de dumping considérables étaient imposées aux tôles coupées à longueur exportées par SAIL. Les éléments possibles évoqués par les États-Unis au paragraphe 42 sont beaucoup trop restrictifs, et empiètent sur la prérogative accordée aux pays en développement au titre de l'article 15 de chercher des solutions constructives lors des enquêtes antidumping. De l'avis de l'Inde, la question pertinente est assez simple: l'imposition d'une marge de dumping qui fermerait effectivement un marché et nuirait à l'emploi et au revenu dans un pays en développement "porterai[t] atteinte aux intérêts essentiels de pays en développement Membres".

Observations de l'Inde sur la réponse des États-Unis à la question n° 13

52. Les États-Unis définissent la pratique normale du DOC trompeusement lorsqu'ils laissent entendre que les coûts et les ventes sont vérifiés séparément, comme dans le cas de SAIL, simplement pour des raisons logistiques – c'est-à-dire "en raison du nombre de lieux à visiter" – et que c'est uniquement pour cette raison que des rapports de vérification séparés ont été établis.[39] En fait, le DOC effectue rarement des vérifications conjointes et combinées, sauf dans les cas très simples. Presque toujours, comme en l'espèce, le DOC procède à des vérifications séparées des bases de données sur les coûts (coûts de production et valeur construite) et des bases de données sur les ventes (ventes aux États-Unis et ventes sur le marché intérieur). Comme dans l'enquête sur les tôles coupées à longueur en provenance de l'Inde, le DOC établit aussi habituellement des aperçus de vérification séparés pour les coûts et les ventes, et confie fréquemment à des équipes différentes les vérifications des coûts et des ventes d'une même entreprise. En fait, le DOC a un service de comptabilité distinct dont le personnel est constitué principalement de comptables qui procèdent à une grande proportion des vérifications des coûts, parce que l'on pense que les données sur les coûts fournies par les entreprises interrogées soulèvent souvent des questions de comptabilité plus complexes que leurs

[39] Réponses des États-Unis, paragraphe 44.

données sur les ventes. Même lorsque ce sont les mêmes employés du DOC qui vérifient les coûts et les ventes (ce qui, habituellement, se produit seulement parce que le service de comptabilité manque de personnel), ces vérifications sont généralement traitées comme des activités séparées. Dans le même ordre d'idées, comme c'est le cas en l'espèce, le DOC établit presque toujours des rapports séparés après les vérifications des ventes et des coûts, ce qui montre une fois de plus que le DOC et les parties reconnaissent qu'il s'agit d'activités séparées.

53. Les États-Unis parviennent également à une conclusion trompeuse lorsqu'ils affirment que "[l]a vérification de chaque élément essentiel de la réponse est nécessaire à la vérification générale de la réponse".[40] Les États-Unis voudraient que le Groupe spécial parvienne à cette conclusion, mais celle-ci est tout simplement inexacte. Bien au contraire, des éléments individuels des renseignements ou des catégories individuelles de renseignements peuvent – et, conformément au paragraphe 3 de l'Annexe II, doivent – faire l'objet d'une vérification indépendante, et l'échec de la vérification d'un élément ou d'une catégorie ne met pas en jeu la possibilité de vérifier d'autres éléments des renseignements ou catégories de renseignements.[41]

Observations de l'Inde sur la réponse des États-Unis à la question n° 15

54. Les données de SAIL concernant les ventes aux États-Unis constituaient bien une "fraction", mais contrairement aux arguments des États-Unis, cette fraction représentait la moitié de la totalité des renseignements nécessaires au calcul de la marge de dumping en l'espèce. La figure 5 de la requête (reproduite dans la pièce n° 32 de l'Inde) montre que les données de SAIL concernant les ventes aux États-Unis représentaient une fraction très importante – la moitié – des renseignements nécessaires lors de l'établissement de la détermination finale pour calculer une marge de dumping. Les différentes méthodes proposées par M. Hayes sont toutes basées sur le fait que les données de SAIL concernant les ventes aux États-Unis représentaient la moitié des renseignements nécessaires pour calculer une marge de dumping. Il ne s'agit pas d'une idée originale. Le DOC a fondé la marge définitive en l'espèce sur une offre de prix à l'exportation hors vente qui a été utilisée en tant que moitié des renseignements pour calculer une marge de dumping. Par contre, les données de SAIL sur le prix à l'exportation des produits vendus aux États-Unis s'appuyaient sur un très grand nombre de données qui avaient fait l'objet de vérifications exhaustives par les vérificateurs du DOC. L'Inde prétend que toute pratique – comme la pratique du DOC relative aux données de fait disponibles totales – qui écarte tous les renseignements vérifiés, produits en temps opportun et utilisables est, par définition, incompatible avec une "comparaison équitable" ou "une prise de décision objective sur la base des faits".

Observations de l'Inde sur la réponse des États-Unis à la question n° 16

55. Les États-Unis n'ont pas répondu à la première question posée par le Groupe spécial à la question n° 16: "Le DOC aurait-il pu identifier, parmi les ventes aux États-Unis consignées dans la base de données sur les ventes aux États-Unis, les prix à l'exportation pour des transactions relatives à un produit similaire à celui représenté dans la valeur normale construite mentionnée dans la requête?" En fait, c'est un exercice simple, fondé sur les données contenues dans la pièce n° 8 de l'Inde, que de déterminer, comme l'a indiqué M. Hayes dans sa seconde déclaration sous serment, qu'il existe une correspondance de produits entre plus de 30 pour cent des tôles coupées à longueur expédiées par SAIL aux États-Unis et le produit représenté dans la valeur construite indiquée dans la requête. Quant aux "produits similaires" au produit ayant servi à calculer la valeur construite mentionnée dans la requête, environ 72 pour cent de la base de données concernant les ventes aux États-Unis est visée par cette définition, comme il est indiqué au paragraphe 10 de la seconde déclaration sous serment de M. Hayes.

[40] Réponses des États-Unis, paragraphe 44.

[41] *Voir* la communication de l'Inde présentée à titre de réfutation, paragraphes 66 à 73; les réponses de l'Inde aux questions n° 21, 28, 29 et 39.

56. En ce qui concerne la nouvelle allégation des États-Unis relative à la "difficulté indue", l'Inde tient à faire remarquer qu'il a fallu à M. Hayes moins d'une demi-heure pour identifier les produits identiques dans la base de données de SAIL concernant les ventes aux États-Unis, et aussi peu de temps pour procéder à l'examen de produits de catégorie commerciale similaire en utilisant un ordinateur portatif personnel et les données contenues dans la pièce n° 8 de l'Inde. M. Hayes pourra expliquer la facilité d'exécution de ce processus à la deuxième réunion que le Groupe spécial tiendra avec les parties.

Observations de l'Inde sur la réponse des États-Unis à la question n° 17

57. Les États-Unis déclarent au paragraphe 56 qu'"en l'espèce, les renseignements fournis par SAIL n'étaient idéalement les meilleurs à presque aucun égard". Il s'agit d'une déclaration *a posteriori* non corroborée que le rapport de vérification des ventes (pièce n° 13 de l'Inde) contredit directement. Comme il est précisé aux paragraphes 74 et 75 de la communication de l'Inde présentée à titre de réfutation, la grande majorité des renseignements fournis par SAIL concernant ses ventes aux États-Unis étaient "idéalement les meilleurs". Comme l'Inde le fait remarquer au paragraphe 74 de sa communication présentée à titre de réfutation, le DOC a reconnu qu'"[il a] été en mesure de vérifier l'exactitude de la déclaration pour un grand nombre d'observations relatives aux ventes" et les États-Unis ont reconnu que "les exportations de SAIL vers les États-Unis [étaient] relativement peu importantes". Chaque fois que le DOC a conclu qu'il n'y avait "aucune anomalie" dans le rapport de vérification des ventes (analysé au paragraphe 75 de la communication de l'Inde présentée à titre de réfutation), cela voulait dire que les renseignements vérifiés étaient considérés comme dépourvus de défauts. En d'autres termes, les renseignements étaient "idéalement les meilleurs". Comme il est précisé dans le rapport de vérification des ventes, la grande majorité des renseignements figurant dans la matrice de renseignements demandée par le DOC (28 catégories de renseignements pour 1 284 ventes) avaient été vérifiés et considérés comme n'ayant "aucune anomalie". En revanche, le seul prix offert (hors vente) utilisé pour calculer le prix à l'exportation dans la détermination finale n'était même pas corroboré.

58. Le Groupe spécial devrait également se rappeler que ces renseignements sur les ventes aux États-Unis représentaient la moitié des renseignements nécessaires au calcul d'une marge de dumping en l'espèce (l'autre moitié étant constituée des renseignements sur la valeur normale contenus dans la requête). Par conséquent, lorsque le DOC a conclu que presque tous les renseignements de SAIL concernant les ventes aux États-Unis qui avaient été examinés lors de la vérification n'avaient "aucune anomalie", cette "constatation" s'appliquait à la moitié des "renseignements nécessaires" au calcul d'une marge de dumping. En résumé, les États-Unis ne peuvent pas transformer, en l'espèce, leur évaluation initiale des faits indiquant "aucune anomalie" en une constatation *a posteriori* de "quasi totale anomalie".

Observations de l'Inde sur la réponse des États-Unis à la question n° 18

59. Le paragraphe 57 des réponses des États-Unis contient la déclaration suivante: "La qualité relative de [la] décision [concernant les données de fait disponibles totales] – comparaison de l'offre de prix mentionnée dans la requête avec le produit correspondant sur lequel reposait la valeur construite – est tout à fait valable, *surtout lorsque les renseignements ont été corroborés, comme c'était le cas en l'espèce*." (pas d'italique dans l'original) L'Inde a déjà démontré que la qualité de la soi-disant corroboration des renseignements sur le prix à l'exportation contenus dans la requête (c'est-à-dire l'offre de prix) était faible, voire nulle, et était contredite par les données douanières sur les importations figurant ailleurs dans la requête.[42] Par conséquent, la "qualité relative" de la décision du DOC concernant les données de fait disponibles totales, qui reposait entièrement sur l'offre de prix

[42] *Voir* la première déclaration orale de l'Inde, paragraphes 12 à 24; pièce n° 1 de l'Inde (figure 5), pièces n° 30 à 34 de l'Inde.

contenue dans la requête, n'aurait absolument pas pu respecter la norme à laquelle est tenue une autorité chargée de l'enquête impartiale et objective.

Observations de l'Inde sur la réponse des États-Unis à la question n° 35

60. Comme l'Inde l'a indiqué dans sa réponse aux questions n° 35 et 36 du Groupe spécial, elle ne présente plus d'allégation "en tant que telle" (en soi) concernant la pratique de longue date des États-Unis. Toutefois, l'Inde présente toujours une allégation "telle qu'elle est appliquée". À cet égard, il est significatif que les États-Unis paraissent concéder au paragraphe 84 que des applications individuelles des dispositions des États-Unis relatives aux données de fait disponibles "peuvent constituer individuellement des mesures". L'allégation de l'Inde au sujet de la pratique met l'accent uniquement sur l'application, dans l'enquête sur les tôles coupées à longueur en provenance de l'Inde, de la "pratique" des États-Unis relative aux données de fait disponibles – et non sur des "déterminations spécifiques établies dans des procédures antidumping spécifiques qui ne relèvent pas du mandat du Groupe spécial", pour citer les États-Unis au paragraphe 84.

61. Le rapport du Groupe spécial *Restrictions à l'exportation* portait sur une allégation "en soi" (en tant que telle), et non sur une allégation "telle qu'elle est appliquée". En fait, l'un des principaux problèmes posés par l'argumentation dans l'affaire *Restrictions à l'exportation* était l'absence d'application de la soi-disant pratique dans cette affaire. La présente espèce est très différente.

Observations de l'Inde sur la réponse des États-Unis à la question n° 37

62. Des membres de phrase comme "pourront être établies" figurant à l'article 6.8 et "de fonder" figurant au paragraphe 1 de l'Annexe II, auxquels les États-Unis font référence, ne veulent pas dire que les autorités chargées de l'enquête sont libres de rejeter des renseignements qui remplissent les conditions énoncées au paragraphe 3 de l'Annexe II. Lorsqu'elles sont lues dans le contexte du paragraphe 3 de l'Annexe II ("tous les renseignements qui"), ces dispositions veulent plutôt dire que les autorités peuvent utiliser des renseignements provenant de sources autres que l'entreprise interrogée afin de combler les lacunes pour ce qui a trait aux renseignements nécessaires qui ne sont pas fournis par l'entreprise interrogée (c'est-à-dire les renseignements qui ne satisfont pas aux prescriptions du paragraphe 3 ou 5 de l'Annexe II). Si le DOC *avait* utilisé les données de SAIL concernant les ventes aux États-Unis, comme SAIL l'y incitait, il aurait "calculé" une marge de dumping en utilisant les données sur la valeur normale contenues dans la requête et les données réelles de SAIL concernant les ventes aux États-Unis. L'Inde renvoie le Groupe spécial à sa propre réponse à la question n° 37 pour d'autres observations sur la réponse des États-Unis.

ANNEXE E-8

RÉPONSES DES ÉTATS-UNIS AUX QUESTIONS DU GROUPE SPÉCIAL DU 26 FÉVRIER 2002 – DEUXIÈME RÉUNION

(8 mars 2002)

Questions adressées aux États-Unis

Question n° 1 a)

Les États-Unis pourraient-ils expliquer comment ils sont arrivés à la conclusion que 1 pour cent des ventes aux États-Unis déclarées par SAIL apparaissent identiques au produit sur lequel était fondée la valeur normale mentionnée dans la requête?

Réponse

1. Les États-Unis sont parvenus à leur conclusion – que 1 pour cent des ventes aux États-Unis déclarées par SAIL apparaissent identiques au produit sur lequel était fondée la valeur normale mentionnée dans la requête – en analysant la base de données définitive de SAIL concernant les ventes aux États-Unis telle qu'elle a été présentée le 1er septembre 1999. Pour parvenir à cette conclusion, le Département a trié les champs variables des spécifications, de l'épaisseur et de la largeur des tôles pour déterminer la quantité de ventes aux États-Unis déclarées pour lesquelles ces trois caractéristiques étaient identiques au produit pour lequel la valeur construite était calculée dans la requête. Il a ensuite divisé cette quantité par la quantité totale déclarée dans la base de données du 1er septembre 1999. Le chiffre résultant est inférieur à 1 pour cent.

Question n° 1 b)

Les États-Unis pourraient-ils expliquer en détail leurs objections à l'encontre de l'analyse faite par M. Hayes à l'appui de sa déclaration selon laquelle 30 pour cent de la marchandise déclarée comme vendue aux États-Unis est identique à la marchandise sur laquelle est fondée la valeur construite mentionnée dans la requête?

Réponse

2. Les États-Unis s'opposent à l'analyse de M. Hayes pour plusieurs raisons. Premièrement, cette analyse est proposée – sous la forme d'une "déclaration sous serment" – comme élément de preuve, alors qu'elle n'a jamais été présentée au Département et qu'elle ne fait donc pas partie des faits établis et évalués par le Département durant l'enquête correspondante.[1] Conformément à l'article 17.5 ii) et 17.6 i), les éléments de preuve pertinents sur lesquels le Groupe spécial doit fonder son examen sont le dossier établi par l'autorité chargée de l'enquête au moment de sa détermination.[2]

[1] *Voir* les réponses des États-Unis aux questions du Groupe spécial du 25 janvier 2002, paragraphes 12 à 14.

[2] *Voir États-Unis – Mesures antidumping appliquées à certains produits en acier laminés à chaud en provenance du Japon*, WT/DS184/R, rapport adopté le 28 février 2001, paragraphes 7.6 et 7.7 ("Il nous semble clair, au regard de cette disposition, qu'un groupe spécial ne peut pas, lorsqu'il examine une allégation de violation de l'Accord antidumping dans une détermination donnée, prendre en compte des faits ou des éléments de preuve qu'une partie lui a présentés dans le but de démontrer l'existence d'une erreur dans la détermination concernant des questions que les autorités ont étudiées et sur lesquelles elles se sont prononcées, à moins qu'ils

Dans le cas présent, l'analyse de M. Hayes a été proposée au Groupe spécial pour la première fois dans une déclaration sous serment présentée avec la deuxième communication écrite de l'Inde, et son explication sur la façon dont il a effectué cette analyse a été proposée – pour la première fois au cours de la présente procédure – par oral au Groupe spécial à la deuxième réunion. Pour ces seules raisons, l'analyse de M. Hayes, qui arrive plus de deux ans après l'enquête correspondante, devrait être rejetée par le Groupe spécial.

3. Deuxièmement, l'analyse de M. Hayes ne tient pas compte de la conclusion du Département selon laquelle les renseignements déclarés par SAIL n'étaient pas vérifiables parce qu'ils ne satisfaisaient pas à la vérification. M. Hayes admet que les erreurs découvertes lors de la vérification l'ont obligé à réviser la base de données du 1er septembre 1999 avant de pouvoir obtenir son estimation de 30 pour cent, mais ses révisions ne corrigent qu'une des erreurs. Ces manipulations sont décrites comme étant les suivantes: 1) corriger l'erreur de largeur, d'abord en numérisant les 942 observations affectées, puis en changeant manuellement la valeur incorrecte des largeurs pour les 942 observations; 2) isoler le "groupe" correct de produits à traiter comme identique au produit sur lequel était fondée la valeur construite mentionnée dans la requête; 3) appliquer les conditions du "regroupement" au produit mentionné dans la requête; et 4) trier toutes les données de SAIL par nuance, épaisseur et largeur, afin d'isoler les ventes qui correspondaient au produit mentionné dans la requête.[3] M. Hayes estime à une demi-heure le temps qu'il a passé sur la première étape, sans toutefois expliquer comment il a "numérisé la liste des 942 observations énumérées dans la pièce n° 13 de l'Inde" pour corriger la base de données du 1er septembre 1999, qui ne contient aucun numéro d'observation.[4] Il ne propose aucune estimation pour le temps consacré aux deuxième, troisième et quatrième étapes. Quoi qu'il en soit, les diverses théories et explications avancées par l'Inde ne font que renforcer la conclusion selon laquelle seule une partie de plus en plus réduite des renseignements de SAIL pouvait être même théoriquement utilisable. En outre, même l'utilisation théorique de ces renseignements limités aurait posé des difficultés indues, car il aurait fallu apporter des modifications importantes à la base de données concernant les ventes aux États-Unis.[5]

4. Enfin, les États-Unis ne sont pas d'accord avec l'Inde quant à l'importance qu'elle semble attacher à son estimation de 30 pour cent. Comme on l'a indiqué ci-dessus, l'estimation de l'Inde ne tient pas compte de la détermination du Département selon laquelle les renseignements de SAIL – y compris la base de données concernant les ventes aux États-Unis – n'ont pas satisfait à la vérification. Elle ne corrige pas non plus d'autres erreurs importantes contenues dans la base de données concernant les ventes aux États-Unis. La conclusion de l'Inde soulève en outre cette question: qu'en est-il des 70 pour cent restants des ventes aux États-Unis déclarées par SAIL? Seule SAIL – et peut-être l'Inde – sait si l'exclusion des 70 pour cent de ces ventes est favorable ou contraire aux intérêts de SAIL. Quand l'autorité chargée de l'enquête se fonde sur les données de fait disponibles, il n'est pas possible de déterminer si ces données de fait sont favorables à la partie qui répond, car les renseignements nécessaires pour déterminer ou même estimer la marge de dumping réelle de cette partie ne sont pas disponibles. Pour ces raisons, l'estimation de 30 pour cent à laquelle arrive l'Inde est d'un intérêt au mieux contestable.

5. Il est bon de rappeler le critère que l'Inde a tenté d'établir dès le début de cette affaire – à savoir que la façon correcte d'interpréter l'article 6.8 et l'Annexe II de l'Accord antidumping est de dire que "toute catégorie de renseignements fournie par une entreprise interrogée qui est vérifiable, qui a été communiquée en temps utile et dans le format électronique demandé, et qui peut être utilisée sans difficultés indues *doit* être utilisée par les autorités chargées de l'enquête pour calculer une marge

---

n'aient été communiqués conformément aux procédures internes appropriées aux autorités du pays procédant à l'enquête au cours de celle-ci.")

[3] Deuxième déclaration orale de l'Inde, paragraphes 57 à 61.

[4] *Id*., paragraphe 57.

[5] *Voir*, par exemple, les réponses des États-Unis aux questions du Groupe spécial du 25 janvier 2002, paragraphes 29 à 34.

antidumping". Première communication écrite de l'Inde, paragraphe 50. Mais l'Inde elle-même admet à présent que sa "catégorie" de ventes aux États-Unis ne peut être utilisée; seule une "sous-catégorie" (30 pour cent) peut être utilisée même théoriquement, et encore, ce sous-ensemble contient des erreurs qui n'ont pas été prises en compte. De plus, en raison des liens inhérents entre la base de données concernant les ventes aux États-Unis et les autres renseignements nécessaires, il peut y avoir des erreurs supplémentaires qu'il est impossible de déceler en l'absence des autres renseignements que SAIL n'a pas communiqués.

6. En résumé, dans une affaire telle que celle-ci, où les renseignements communiqués par l'entreprise interrogée ne l'ont pas été en temps utile, sont invérifiables et ne peuvent être utilisés sans difficultés indues, il n'y a aucune obligation d'utiliser le peu de renseignements qui sont communiqués pour calculer une marge de dumping, et une autorité compétente équitable et objective pourrait raisonnablement refuser de le faire. Interpréter l'Accord antidumping comme obligeant l'autorité compétente à utiliser le peu de renseignements communiqués annulerait le pouvoir donné par l'article 6.8 aux autorités chargées de l'enquête d'établir des déterminations finales sur la base des données de fait disponibles lorsque les renseignements *nécessaires* n'ont pas été communiqués. En outre, une telle approche serait incompatible avec l'équilibre essentiel entre les intérêts des autorités chargées de l'enquête et ceux des exportateurs qui ressort de l'Accord antidumping, car elle permettrait aux exportateurs interrogés de contrôler totalement le choix des données utilisées dans les calculs concernant le dumping et rendrait impossible un processus d'enquête valable.

Question n° 1 c)

La valeur normale mentionnée au paragraphe a) ci-dessus est-elle la même que la valeur construite mentionnée au paragraphe b) ci-dessus? Sinon, les États-Unis pourraient-ils calculer quel pourcentage des ventes aux États-Unis déclarées par SAIL semble identique au produit sur lequel était fondée la valeur construite mentionnée dans la requête?

Réponse

7. Oui, la valeur normale mentionnée au paragraphe a) ci-dessus correspond à la valeur construite mentionnée dans la requête, qui est aussi la valeur normale sur laquelle l'Inde a fondé son analyse exposée au paragraphe b) ci-dessus. Les deux analyses reposent donc sur la même base quant à la valeur normale, encore que la conclusion des États-Unis selon laquelle 1 pour cent de la base de données concernant les ventes aux États-Unis semble identique à cette valeur normale repose sur la base de données définitive du 1er septembre 1999 telle qu'elle a été présentée par SAIL au Département et non telle qu'elle a été de nouveau révisée récemment par le conseil de l'Inde.

Question n° 2

Dans leur réponse à la question n° 10 du Groupe spécial, les États-Unis ont indiqué que, pour utiliser les données sur les ventes aux États-Unis présentées par SAIL, entre autres, "[m]ême pour les ventes pour lesquelles les renseignements manquants sur les coûts n'étaient pas nécessaires – ventes qui correspondaient de façon identique et ne nécessitaient pas d'ajustements pour tenir compte des différences physiques conformément à l'article 2.4 –, les autorités américaines auraient été obligées de corriger manuellement les caractéristiques physiques pour 75 pour cent des ventes, simplement pour pouvoir identifier les ventes identiques" (non souligné dans l'original). S'agit-il de la correction de l'erreur de codage de la largeur du produit, à savoir 96 pouces au lieu de plus de 96 pouces, ainsi que l'indiquent le paragraphe 30 de la première communication de l'Inde et le paragraphe 5 du résumé des constatations importantes figurant dans le rapport de vérification (pièce n° 13 de l'Inde, page 5)? Pourquoi les États-Unis considèrent-ils que ces erreurs de codage devraient être corrigées manuellement? Comment l'indication selon laquelle il serait difficile ou complexe de corriger ainsi cette erreur de codage s'accorde-t-elle avec la conclusion mentionnée dans la note

concernant l'échec de la vérification (pièce n° 16 de l'Inde, page 5), selon laquelle les erreurs contenues dans la base de données concernant les ventes aux États-Unis et mentionnées en détail dans le rapport de vérification "prises séparément, pourraient être corrigées"?

Réponse

8. Le Groupe spécial a posé trois questions, auxquelles nous répondrons dans l'ordre.

9. Premièrement, le Groupe spécial a raison de dire que la déclaration selon laquelle "les autorités américaines auraient été obligées de corriger manuellement les caractéristiques physiques pour 75 pour cent des ventes, simplement pour pouvoir identifier les ventes identiques" concerne la correction de l'erreur de codage de la largeur.[6] Le Département aurait été obligé d'examiner chaque observation pour déterminer celles qui contenaient des erreurs à corriger. Les États-Unis ont aussi indiqué qu'il aurait fallu procéder de la même manière à d'autres corrections: erreurs concernant les frais de transport, la ristourne de droits, etc.

10. Deuxièmement, sur le point de savoir pourquoi ces erreurs de codage devraient être corrigées manuellement, la correction obligerait les fonctionnaires à examiner chaque observation pour déterminer où il faudrait apporter des corrections. Il faut noter qu'en général, une entreprise interrogée dont la base de données contient des erreurs est invitée à les corriger et à présenter de nouveau sa base de données, afin que le Département puisse analyser les révisions; en général, l'autorité chargée de l'enquête n'est pas tenue d'effectuer elle-même ces corrections. En l'espèce, le dossier révèle – et le Département a conclu – que SAIL n'a jamais communiqué de bases de données utilisables.[7] Sur la base des renseignements effectivement présentés durant l'enquête correspondante, toute analyse de la base de données de SAIL concernant les ventes aux États-Unis serait limitée à la base de données présentée le 1er septembre 1999, juste avant la vérification. Pour procéder simplement aux corrections nécessaires du "codage", le Département devrait examiner chaque observation et introduire les nouveaux renseignements à partir de la pièce n° S-8 du rapport de vérification.[8]

11. Enfin, l'indication du Département selon laquelle il serait difficile ou complexe de corriger la base de données concernant les ventes aux États-Unis est compatible avec sa conclusion selon laquelle les erreurs contenues dans la base de données concernant les ventes aux États-Unis "prises séparément, pourraient être corrigées". Quand les renseignements présentés par une entreprise interrogée dans une enquête antidumping contiennent des erreurs isolées, la correction de ces erreurs isolées peut généralement être faite par l'entreprise interrogée sans difficultés indues. La validité des corrections peut être vérifiée lorsque les bases de données respectives sont comparées dans le cadre de l'analyse antidumping. Cela aurait pu être le cas pour SAIL, si les erreurs contenues dans ses bases de données s'étaient limitées à celles qui avaient été détectées dans sa base de données concernant les ventes aux États-Unis. La correction de telles erreurs – qui, une fois encore, est effectuée généralement par l'entreprise interrogée grâce à la présentation d'une base de données corrigée suffisamment tôt pour qu'elle puisse être analysée et vérifiée – pourrait très bien donner des renseignements utilisables, qui pourraient ensuite être comparés dans le cadre des calculs concernant le dumping. Mais, comme le dossier le montre très clairement, les erreurs contenues dans les bases de

[6] Réponses des États-Unis aux questions du Groupe spécial du 25 janvier 2002, paragraphe 32.

[7] *Voir*, par exemple, *Final Determination*, pièce n° 17 de l'Inde, page 73130 ("… SAIL n'a pas fourni une base de données qui soit utilisable concernant les ventes sur le marché intérieur, le coût de production ou la valeur construite. De plus, la base de données concernant les ventes aux États-Unis devrait être révisée et corrigée sur certains points pour être utilisable. Compte tenu de tous ces éléments non conformes (problèmes concernant les données et réponses de SAIL), le Département n'a pas été en mesure d'analyser adéquatement les pratiques de vente de SAIL de manière satisfaisante aux fins de mesurer l'existence de ventes à des prix inférieurs à leur juste valeur pour sa détermination finale.").

[8] Pièce n° 13 de l'Inde.

données de SAIL n'étaient pas sans incidence sur celles qui figuraient dans la base de données concernant les ventes aux États-Unis; SAIL admet qu'il n'y avait pas de bases de données utilisables sur le marché intérieur, les coûts et la valeur construite. Par conséquent, s'il est vrai que les erreurs contenues dans la base de données concernant les ventes aux États-Unis auraient éventuellement "pu" être corrigées ou "pu être affectées par" la correction – quoique non sans difficultés indues –, cette correction n'aurait pas eu de sens en raison de l'ampleur de tout ce qui manquait par ailleurs dans les bases de données de SAIL. En outre, il aurait été impossible de vérifier la validité de telles corrections, car il n'y avait pas d'autres bases de données auxquelles les comparer. Les erreurs contenues dans la base de données concernant les ventes aux États-Unis ne pouvaient être corrigées sans difficultés indues et – même si elles avaient été corrigées – les données ne pouvaient être utilisées sans difficultés indues, car il manquait les autres renseignements nécessaires pour calculer une marge de dumping. Pour ces raisons, l'Inde se trompe lorsqu'elle dit (deuxième communication de l'Inde, paragraphe 16) que la base de données concernant les ventes aux États-Unis "pouvait facilement être utilisée pour le calcul de la marge de dumping".

Question n° 3

Les États-Unis pourraient-ils donner des précisions sur ce qu'ils ont dit au paragraphe 12 de leur deuxième déclaration orale, à savoir que "s'agissant de déterminer le temps et les efforts nécessaires pour utiliser les renseignements fournis par SAIL, une autorité chargée de l'enquête impartiale et objective pourrait raisonnablement conclure qu'il faudrait beaucoup de temps et d'efforts pour traiter les renseignements inutilisables concernant le marché intérieur, le prix à l'exportation, le coût de production et la valeur construite et identifier les petits éléments de données qui auraient pu être utilisables". Plus précisément, les États-Unis considèrent-ils que les renseignements inutilisables concernant le marché intérieur, le coût de production et la valeur construite auraient dû être pris en compte pour évaluer si les renseignements en matière de prix concernant les ventes aux États-Unis présentés par SAIL pouvaient, seuls, être utilisés sans difficultés indues. Dans l'affirmative, pourquoi?

Réponse

12. Dans leur deuxième déclaration orale, les États-Unis ont indiqué que "s'agissant de déterminer le temps et les efforts nécessaires pour utiliser les renseignements fournis par SAIL, une autorité chargée de l'enquête impartiale et objective pourrait raisonnablement conclure qu'il faudrait beaucoup de temps et d'efforts pour traiter les renseignements inutilisables concernant le marché intérieur, le prix à l'exportation, le coût de production et la valeur construite et identifier les petits éléments de données qui auraient pu être utilisables". Ces propos répondaient à une allégation de l'Inde selon laquelle une détermination sur le point de savoir si les renseignements de SAIL peuvent être utilisés sans "difficultés indues" doit inclure l'examen de la quantité de renseignements pouvant être utilisée pour calculer la marge de dumping.[9] Selon l'Inde, "si les renseignements fournis représentent *un* élément entier" de l'équation antidumping – qu'on peut présumer être ici les données sur le prix à l'exportation –, les autorités chargées de l'enquête doivent faire des "efforts considérables" pour les utiliser.[10] Comme les États-Unis l'ont expliqué, le raisonnement de l'Inde pèche sous plusieurs aspects. Premièrement, l'Accord antidumping ne parle pas de "catégories" de renseignements, comme l'Inde l'a reconnu par la suite.[11] De plus, le dossier démontre que SAIL n'a même pas fourni une base de données *entière* qui ne contienne pas de défauts importants. L'Inde allègue que, si les renseignements fournis représentent une "catégorie" entière, les autorités doivent faire des "efforts considérables" pour les utiliser, mais ce n'était pas le cas en l'occurrence. Ainsi, même si le critère

[9] Deuxième communication écrite de l'Inde, paragraphe 18.
[10] *Id.*
[11] Première déclaration orale de l'Inde, paragraphe 34 ("Les États-Unis soulignent, à juste titre, que le terme "catégorie" ne se trouve pas dans l'Accord antidumping.").

invoqué par l'Inde était valable (ce que les États-Unis n'admettent pas), il n'était pas respecté en l'espèce.

13. Comme les États-Unis l'ont expliqué, l'enquête la plus pertinente consiste à examiner – pour déterminer si les renseignements de SAIL peuvent être utilisés sans "difficultés indues" – la quantité de renseignements nécessaires disponibles à utiliser pour calculer une marge de dumping.[12] Étant donné que les renseignements nécessaires pour effectuer une analyse antidumping en l'espèce - données concernant les ventes sur le marché intérieur, les ventes à l'exportation, le coût de production et la valeur construite - manquaient presque entièrement, il était raisonnable - compte tenu des faits en l'espèce – pour une autorité chargée de l'enquête impartiale et objective de conclure qu'il faudrait beaucoup de temps et d'efforts pour traiter les renseignements inutilisables concernant le marché intérieur, le prix à l'exportation, le coût de production et la valeur construite et identifier les petits éléments de données qui auraient pu être utilisables.

14. Cette conclusion est particulièrement vraie étant donné les liens explicites entre tous les "renseignements nécessaires" pour calculer une marge de dumping exacte, à savoir les prix à l'exportation, les prix sur le marché intérieur, le coût de production et la valeur construite, liens qui ressortent des réponses mêmes de SAIL aux questionnaires. Dans la réponse de SAIL concernant le prix à l'exportation, par exemple, l'entreprise renvoie le Département à sa réponse concernant le coût de production – dont SAIL et l'Inde admettent qu'elle n'a jamais été utilisable – en ce qui concerne les renseignements sur les coûts nécessaires pour mesurer les différences de caractéristiques physiques entre les produits.[13] Ces données étant manquantes, une autorité équitable et objective chargée de l'enquête pourrait raisonnablement déterminer que la base de données concernant les ventes aux États-Unis – avec ou sans les erreurs qui l'accompagnaient – ne pouvait être utilisée seule. Les États-Unis sont d'accord avec les Communautés européennes quand elles disent que, dans les enquêtes antidumping, "différents ensembles de données sont liés et que le fait de ne pas fournir une partie d'un tel ensemble de données liées pourrait rendre impossible l'utilisation d'autres données".[14]

Question n° 4

Est-il correct de dire que le Département peut (sans y être obligé) utiliser, pour établir ses déterminations, des renseignements qui ne satisfont pas aux prescriptions de l'article 782 e) 1) à 5)? Dans l'affirmative, les États-Unis peuvent-ils citer une affaire dans laquelle le Département a procédé ainsi?

Réponse

15. Oui, il est correct de dire que le Département peut (sans y être obligé) utiliser, pour établir ses déterminations, des renseignements qui ne satisfont pas aux prescriptions de l'article 782 e) 1) à 5). L'une des affaires que le Département a présentée au Groupe spécial, *Polyester Staple Fibre from Taiwan*[15], le démontre. Dans cette affaire, le Département a détecté, lors de la vérification, de graves erreurs dans la base de données révisée de l'entreprise interrogée; il n'était donc pas en mesure de vérifier certains renseignements au titre de l'article 782 e) 2). Malgré cela, il a utilisé les renseignements conformément au principe – énoncé à l'article 782 e) 3) – selon lequel ces renseignements n'étaient pas incomplets au point de ne pas pouvoir constituer une base fiable pour l'établissement de la détermination. Il a expliqué que l'entreprise interrogée n'avait pas présenté des

[12] Observations des États-Unis sur les réponses de l'Inde aux questions du Groupe spécial du 12 février 2002 ("observations des États-Unis"), paragraphe 7.

[13] *Voir*, par exemple, la pièce n° 28 des États-Unis.

[14] Déclaration orale des Communautés européennes en tant que tierce partie, paragraphe 6.

[15] *Final Determination of Sales at Less Than Fair Value; Certain Polyester Staple Fibre From Taiwan*, 65 Fed. Reg. 16877 (30 mars 2000) et Decision Memorandum d'accompagnement, pièce n° 26 des États-Unis, Issue 1 (*PSF from Taiwan*).

réponses entièrement exactes et complètes dans sa base de données sur les coûts et les ventes, mais a déterminé que les renseignements de l'entreprise interrogée avaient été communiqués en temps utile, que la majorité d'entre eux étaient exacts, que l'effet des erreurs découvertes lors de la vérification des ventes et des coûts avait une portée limitée et que l'incidence de ces erreurs sur une éventuelle marge de dumping était faible. Il a expliqué ce qui suit:

> Les erreurs découvertes à la vérification ne constituent cependant pas des motifs automatiques de rejet de l'ensemble des données déclarées par l'entreprise interrogée. Comme l'indiquent en détail les observations ultérieures ci-dessous, les erreurs découvertes durant la vérification des ventes et des coûts de FETL avaient une portée limitée, et leur incidence sur une éventuelle marge de dumping était faible.

Polyester Staple Fibre from Taiwan, Decision Memorandum at Comment 1. Pour ces raisons, le Département a déterminé que, dans l'ensemble, les données de l'entreprise interrogée "pouvaient être utilisées sans difficultés indues" et que, "conformément à l'article 782 e) de la Loi, nous ne constatons pas que les renseignements [fournis par l'entreprise interrogée] soient incomplets au point de ne pas pouvoir constituer une base fiable pour l'établissement d'une détermination finale". *Id.*[16]

Questions adressées à l'Inde

Question n° 5

Au sujet du paragraphe 11 de la réponse de l'Inde à la question n° 21 du Groupe spécial, l'Inde serait-elle d'accord pour dire que, si l'autorité chargée de l'enquête concluait raisonnablement que, dans une affaire donnée, il y aurait une "difficulté indue" à combler les lacunes que présentent les renseignements fournis, elle pourrait rejeter les renseignements fournis au motif qu'elle n'est pas en mesure de les utiliser sans difficultés indues?

Réponse

16. Pour l'examen de cette question, les États-Unis rappellent ce que l'Inde a dit à la première réunion du Groupe spécial (paragraphe 58):

> si une entreprise étrangère interrogée fournissait des renseignements sur toutes les ventes à l'exportation mais ne fournissait pas de renseignements sur un certain nombre de caractéristiques nécessaires pour ces ventes (par exemple leurs caractéristiques physiques ou le prix auquel elles étaient effectuées), les autorités chargées de l'enquête pourraient avoir valablement motif de constater qu'elles ne peuvent pas utiliser ces renseignements sans difficultés indues parce qu'ils sont trop incomplets.

17. Comme les États-Unis l'ont indiqué, SAIL a fourni des renseignements sur ses ventes à l'exportation mais n'en a pas fourni sur les caractéristiques nécessaires de ces ventes, par exemple, les renseignements sur les coûts nécessaires à tout ajustement destiné à tenir compte des différences physiques. *Voir*, par exemple la deuxième communication écrite des États-Unis, paragraphe 49. Par

[16] *Voir aussi Hot-Rolled Flat-Rolled Carbon-Quality Steel Products from the Russian Federation*, 64 Fed. Reg. 38626 (1999) (Comment 2). Dans cette affaire, le Département a constaté que des renseignements sur les facteurs de production déclarés par l'entreprise interrogée ne pouvaient constituer une base fiable pour établir une détermination conformément à l'article 782 e) 3). Il a néanmoins refusé d'utiliser les données de fait disponibles totales, utilisant au contraire les renseignements sur les facteurs de production déclarés par l'entreprise interrogée pour calculer une valeur normale moyenne pondérée et a comparé tous les prix aux États-Unis à l'unique valeur normale. 64 Fed. Reg 38630. Cette décision peut être consultée à l'adresse suivante: http://ia.ita.doc.gov/frn/9907frn/#RUSSIA.

conséquent, selon le raisonnement de l'Inde elle-même, les autorités chargées de l'enquête "pourraient avoir valablement motif de constater qu'elles ne peuvent pas utiliser ces renseignements sans difficultés indues parce qu'ils sont trop incomplets".

Question n° 6

Au paragraphe 41 de sa réponse à la question n° 26 du Groupe spécial, l'Inde dit qu'une entreprise interrogée a une incitation suffisante à coopérer, car elle sait que les renseignements figurant dans la requête, qui peuvent être utilisés comme données de fait disponibles, représentent le plus haut degré de dumping. Bien entendu, les renseignements mentionnés dans la requête sont recueillis par le requérant et peuvent, en fait, sous-estimer le degré de dumping. L'Inde serait-elle d'accord pour dire que, si l'autorité chargée de l'enquête a des raisons de conclure qu'une entreprise interrogée ne communique que des renseignements partiels pour éviter de fournir une base qui permettrait de calculer une marge de dumping supérieure à celle alléguée dans la requête, l'autorité chargée de l'enquête peut ne pas tenir compte des renseignements présentés? Ou maintiendrait-elle que l'autorité chargée de l'enquête doit utiliser tous les renseignements présentés qui satisfont aux critères du paragraphe 3 de l'Annexe II, même si elle constate que l'entreprise interrogée tente de manipuler le résultat?

Réponse

18. Les États-Unis font observer avec respect qu'interpréter l'Accord antidumping comme exigeant de l'autorité chargée de l'enquête qu'elle utilise des renseignements partiels présentés par une entreprise interrogée dans les cas où elle constate que celle-ci tente de manipuler le résultat encouragerait une telle manipulation et aboutirait à annuler les droits qu'ont les Membres de prendre des mesures pour neutraliser le dumping dommageable.

Question n° 7

La position de l'Inde est-elle que l'article 6.8 empêche d'utiliser les "données de fait disponibles totales" en toute circonstance s'il y a des renseignements présentés qui satisfont aux prescriptions du paragraphe 3 de l'Annexe II? L'Inde serait-elle d'accord pour dire que, dans certaines circonstances, le fait que certains renseignements nécessaires ne sont pas communiqués peut justifier une décision de rejeter des renseignements qui, pris isolément, satisfont aux prescriptions du paragraphe 3 de l'Annexe II? Serait-elle d'accord pour dire que, dans certaines circonstances, le fait que certains renseignements nécessaires sont invérifiables peut justifier une décision de rejeter des renseignements qui, pris isolément, satisfont aux prescriptions du paragraphe 3 de l'Annexe II?

Réponse

19. L'Inde a exprimé précédemment le point de vue selon lequel les renseignements qui satisfont aux prescriptions du paragraphe 3 de l'Annexe II "doivent être utilisés", indépendamment de toute autre circonstance. Laissant de côté le fait que le texte du paragraphe 3 de l'Annexe II dispose que les renseignements "devraient être pris en compte" – et non pas "doivent être utilisés" –, les États-Unis ont indiqué que les prescriptions du paragraphe 3 de l'Annexe II ne portent pas sur le fond ou la qualité des renseignements en question (réponses des États-Unis aux questions du Groupe spécial du 25 janvier 2002, paragraphe 63). L'interprétation de l'Inde, pour autant qu'elle exige de l'autorité chargée de l'enquête qu'elle utilise les renseignements indépendamment de leur fond ou de leur qualité, est une interprétation contraire à une prise de décisions objective sur la base des faits.

Question n° 8

L'Inde pourrait-elle décrire en détail quels renseignements elle considérerait dans tous les cas comme "nécessaires" au sens de l'article 6.8 pour que l'autorité chargée de l'enquête effectue un calcul objectif, impartial et exact de la marge de dumping?

Réponse

20. Les États-Unis ont exprimé leur avis sur ce point au paragraphe 83 de leur première communication écrite et au paragraphe 23 de leur deuxième communication écrite.

ANNEXE E-9

RÉPONSES DE L'INDE AUX QUESTIONS DU GROUPE SPÉCIAL DU 26 FÉVRIER 2002 – DEUXIÈME RÉUNION

(8 mars 2002)

Questions adressées à l'Inde

Question n° 5

Au sujet du paragraphe 11 de la réponse de l'Inde à la question n° 21 du Groupe spécial, l'Inde serait-elle d'accord pour dire que, si l'autorité chargée de l'enquête concluait raisonnablement que, dans une affaire donnée, il y aurait une "difficulté indue" à combler les lacunes que présentent les renseignements fournis, elle pourrait rejeter les renseignements fournis au motif qu'elle n'est pas en mesure de les utiliser sans difficultés indues?

Réponse

1. La réponse de l'Inde à cette question est oui: si l'autorité chargée de l'enquête concluait raisonnablement qu'il y aurait une "difficulté indue" à combler les lacunes que présentent les renseignements fournis, elle pourrait les rejeter. Laisser entendre que toutes les lacunes pourraient être comblées dans toutes les situations rendrait nul le libellé du paragraphe 3 de l'Annexe II relatif aux "difficultés indues". Toutefois, ce libellé laisse penser que les situations dans lesquelles des renseignements vérifiés ne peuvent être utilisés sont exceptionnelles et doivent être identifiées par les autorités chargées de l'enquête à l'aide de critères stricts. Au cours de la présente procédure, l'Inde a proposé des critères appropriés pour évaluer si l'utilisation de renseignements vérifiés et communiqués en temps utile présenterait des "difficultés indues".[1]

Question n° 6

Au paragraphe 41 de sa réponse à la question n° 26 du Groupe spécial, l'Inde dit qu'une entreprise interrogée a une incitation suffisante à coopérer, car elle sait que les renseignements figurant dans la requête, qui peuvent être utilisés comme données de fait disponibles, représentent le plus haut degré de dumping. Bien entendu, les renseignements mentionnés dans la requête sont recueillis par le requérant et peuvent, en fait, sous-estimer le degré de dumping. L'Inde serait-elle d'accord pour dire que, si l'autorité chargée de l'enquête a des raisons de conclure qu'une entreprise interrogée ne communique que des renseignements partiels pour éviter de fournir une base qui permettrait de calculer une marge de dumping supérieure à celle alléguée dans la requête, l'autorité chargée de l'enquête peut ne pas tenir compte des renseignements présentés? Ou maintiendrait-elle que l'autorité chargée de l'enquête doit utiliser tous les renseignements présentés qui satisfont aux critères du paragraphe 3 de l'Annexe II, même si elle constate que l'entreprise interrogée tente de manipuler le résultat?

Réponse

2. D'une manière générale, l'Inde estime que les dispositions de l'Annexe II doivent être respectées et appliquées dans tous les cas. De plus, ces dispositions donnent des indications

[1] *Voir* la première communication de l'Inde, paragraphes 104 à 111, et la communication présentée à titre de réfutation par l'Inde, paragraphes 11 à 64.

complètes sur la manière de sélectionner les renseignements à utiliser pour calculer la marge de dumping dans les cas où l'article 6.8 est d'application. Cela dit, en réponse à la première partie de la question, s'il existe des éléments de preuve démontrables (déduits de la déclaration selon laquelle l'autorité chargée de l'enquête "a des raisons de conclure") qu'une entreprise interrogée manipule l'enquête afin d'éviter des marges encore plus élevées que celles alléguées dans la requête en communiquant certains renseignements mais en refusant d'en communiquer d'autres, l'autorité chargée de l'enquête peut tenir compte de ces éléments de preuve démontrables dans le calcul de la marge de dumping. Toutefois, cela doit se faire conformément aux prescriptions de l'Annexe II.

3. Supposons, pour mettre la question du Groupe spécial sous la forme d'une situation hypothétique, qu'il soit allégué dans la requête que le prix à l'exportation est de 70 et la valeur normale de 100, soit une marge de dumping de (100 - 70) = 30. Supposons que l'entreprise interrogée présente des renseignements satisfaisant aux conditions du paragraphe 3 de l'Annexe II, qui montrent que le prix à l'exportation est en fait de 80, mais s'abstienne de communiquer tout renseignement concernant la valeur normale et empêche leur divulgation. Supposons enfin (comme le Groupe spécial le fait dans sa question) que l'autorité chargée de l'enquête ait des raisons démontrables de conclure que la valeur normale est de 120.

4. Appliquant l'Annexe II à cette situation hypothétique, l'autorité chargée de l'enquête doit déterminer quoi utiliser comme valeur normale. Comme l'entreprise interrogée ne lui a pas communiqué les renseignements pertinents, les paragraphes 2 à 6 de l'Annexe ne s'appliquent pas. Conformément à la dernière phrase du paragraphe 1, l'autorité chargée de l'enquête est libre de déterminer la valeur normale sur la base des données de fait disponibles et doit, pour ce faire, suivre les procédures prévues au paragraphe 7. Ces procédures précisent que l'autorité peut utiliser des renseignements de source secondaire, "y compris ceux que contient" la requête (généralement censés être défavorables à l'entreprise interrogée).[2] Quelle que soit la source secondaire, l'autorité doit, lorsque cela est réalisable, confirmer la validité des renseignements en s'appuyant sur les autres sources indépendantes éventuellement disponibles. Dans la présente hypothèse, cela veut dire que l'autorité chargée de l'enquête doit vérifier le renseignement figurant dans la requête (100) et le renseignement obtenu d'autres sources (120) pour déterminer s'ils sont exacts et fiables. De l'avis de l'Inde, l'instruction figurant au paragraphe 7 de l'Annexe II, à savoir que l'autorité chargée de l'enquête doit faire preuve d'une circonspection particulière dans ces situations, signifie qu'elle doit avoir une base raisonnable pour sélectionner comme valeur normale le chiffre de 100 ou celui de 120.

5. Puisque, dans l'hypothèse suggérée par le Groupe spécial, l'autorité aurait une raison objective de penser que l'entreprise interrogée manipule le processus, la dernière phrase du paragraphe 7 de l'Annexe II lui donnerait le pouvoir de choisir le chiffre plus élevé provenant de la source secondaire (en supposant que le chiffre de 120 soit raisonnablement exact et fiable). Cela est compatible avec le texte de la dernière phrase du paragraphe 7 de l'Annexe II, qui prévoit pour l'entreprise interrogée un résultat moins favorable que si elle avait communiqué les renseignements. Ainsi, l'autorité chargée de l'enquête serait autorisée à choisir des données de fait disponibles "défavorables" à l'entreprise interrogée qui se livre à une manipulation en retenant comme valeur normale le chiffre de 120 au lieu de 100.[3]

---

[2] *Voir* la première déclaration orale de l'Inde, paragraphe 51.

[3] Cette situation est analogue à celle qui s'est présentée dans l'affaire *Canada – Mesures visant l'exportation des aéronefs civils*, WT/DS70/AB-1999-2 (2 août 1999), paragraphes 197 à 205, dans laquelle l'Organe d'appel a déterminé que les groupes spéciaux de l'OMC peuvent tirer des déductions défavorables du refus manifesté par les parties à des différends à l'OMC de communiquer les renseignements demandés conformément à l'article 13:1 du Mémorandum d'accord. Plus précisément, au paragraphe 205, l'Organe d'appel a déterminé que ces déductions "défavorables" auraient pu inclure la déduction que les renseignements non communiqués par le Canada comprenaient des renseignements préjudiciables au refus du Canada de reconnaître qu'il avait accordé une subvention à l'exportation prohibée.

6. Ensuite, l'autorité chargée de l'enquête doit déterminer quels renseignements elle utilisera comme base du prix à l'exportation. La question est en l'occurrence de savoir si elle peut utiliser les renseignements mentionnés dans la requête et écarter les renseignements vérifiés, communiqués en temps utile et utilisables présentés par l'entreprise interrogée. Rien dans le texte de l'article 6.8 ou de l'Annexe II n'étaye une réponse affirmative. L'autorité chargée de l'enquête doit au contraire appliquer les dispositions de l'Annexe aux données et déterminer si le prix à l'exportation présenté par l'entreprise interrogée satisfait aux critères du paragraphe 3.[4] Si c'est le cas, elle doit utiliser le chiffre de 80 et calculer la marge de dumping au titre de l'article 2 comme étant de (120 – 80) = 40.

7. De l'avis de l'Inde, aucun autre résultat n'est compatible avec le texte de l'Annexe II, lequel ne permet pas d'écarter des renseignements qui satisfont aux prescriptions du paragraphe 3 pour la simple raison que d'autres renseignements ne sont pas disponibles. Pour revenir à la situation hypothétique, l'Inde ne considère pas que le texte de l'Annexe permette à l'autorité chargée de l'enquête d'utiliser le prix à l'exportation contenu dans la requête (70) en association avec la valeur normale tirée, soit de la requête (100), soit d'autres sources (120) pour déterminer la marge de dumping. Les deux méthodes (calculer une marge de (100 - 70) = 30 ou de (120 - 70) = 50) reposeraient sur l'utilisation de renseignements moins exacts au lieu de renseignements plus exacts pour déterminer le prix à l'exportation. De l'avis de l'Inde, cela serait entièrement incompatible aussi bien avec le libellé qu'avec le but de l'Accord antidumping.

8. Par conséquent, en réponse à la dernière partie de la question, l'Inde estime que l'autorité chargée de l'enquête doit utiliser tous les renseignements présentés par une entreprise interrogée qui satisfont aux critères du paragraphe 3 de l'Annexe II, même si elle constate que l'entreprise interrogée a tenté de manipuler le résultat en ne communiquant pas d'autres renseignements. Mais toute tentative de manipuler le processus à propos des autres renseignements peut être contrée dans le cadre de l'Accord antidumping, y compris par le recours à la dernière phrase du paragraphe 7 de l'Annexe II.[5] Cette disposition s'applique expressément dans les situations où des renseignements "ne sont pas communiqués". Lorsque l'autorité chargée de l'enquête constate que cette non-communication a lieu dans des circonstances qui font penser à une manipulation du résultat de l'enquête, elle peut choisir et utiliser, en remplacement de ces renseignements, toute source de renseignements secondaire exacte qui peut être raisonnablement disponible pour établir la marge de dumping. Et le choix des données de fait dans ces circonstances peut inclure l'utilisation de renseignements qui se traduiront par une marge de dumping aussi élevée, ou plus élevée, que celle alléguée dans la requête.

9. En revanche, la pratique du DOC consistant à utiliser les "données de fait disponibles totales" semble reposer sur l'hypothèse que les entreprises interrogées qui ne communiquent que certains des renseignements demandés le font nécessairement parce qu'elles se livrent à une manipulation – - c'est-à-dire parce que les marges définitives qui seraient établies si elles présentaient des données complètes seraient plus élevées que celles indiquées dans la requête. Mais cette hypothèse n'a aucun fondement dans l'Accord antidumping. Et il n'y a aucun fondement qui permette de supposer une "manipulation" du processus à partir du fait que l'entreprise interrogée est dans l'incapacité de communiquer certaines des données demandées. Une telle constatation de manipulation ne peut être établie qu'au cas par cas, après examen des faits et des circonstances qui se rapportent à la non-communication de renseignements. Et, comme l'Inde l'a fait observer précédemment, le cadre de

[4] D'ailleurs, le recours fréquent du DOC à des données de fait disponibles *partielles* pour combler des lacunes concernant des renseignements particuliers que les entreprises interrogées n'ont pas coopéré pour fournir illustre le "cadre" de l'Accord antidumping en action. *Voir* les affaires citées dans la note de bas de page 69 de la deuxième déclaration orale de l'Inde.

[5] Une tentative de manipulation pourrait consister, par exemple, à présenter des données inexactes ou à refuser de communiquer des données ou de permettre à l'autorité chargée de l'enquête d'accéder aux données nécessaires à l'exécution d'une vérification. Dans l'un ou l'autre cas, avant de pouvoir conclure raisonnablement que l'entreprise interrogée se livre à une manipulation, l'autorité chargée de l'enquête doit procéder à une évaluation objective des données inexactes présentées ou des circonstances dans lesquelles l'entreprise interrogée n'a pas présenté certaines données.

l'Accord antidumping - y compris le pouvoir qu'a l'autorité chargée de l'enquête d'utiliser des renseignements de source secondaire et le pouvoir, au titre de la dernière phrase du paragraphe 7 de l'Annexe II, d'aboutir à une situation "moins favorable" pour l'entreprise interrogée que si elle coopérait - constitue un puissant moyen de décourager une entreprise interrogée de tenter de "manipuler" le processus d'enquête.[6]

10. L'Inde tient aussi à souligner que, dans la présente affaire, il n'est pas allégué, et il n'y a assurément pas de fondement permettant à une autorité chargée de l'enquête impartiale et objective de conclure, que SAIL a tenté de manipuler l'enquête, afin d'éviter des marges encore plus élevées que celles mentionnées dans la requête en communiquant des renseignements de façon sélective.[7] Pour ces raisons, l'Inde estime qu'il n'est pas nécessaire que le Groupe spécial définisse les paramètres extérieurs de la capacité qu'a l'autorité chargée de l'enquête d'utiliser des données de fait disponibles "défavorables" au titre de la dernière phrase du paragraphe 7 de l'Annexe II.

11. Enfin, l'Inde renvoie aussi le Groupe spécial à ses communications précédentes, dans lesquelles elle a expliqué que la situation exposée dans la question - où la marge de dumping réelle serait supérieure à celle mentionnée dans la requête - a peu de chances de se produire dans bien des cas, étant donné les données de fait très sélectives employées pour calculer les marges gonflées dans la requête, dont les États-Unis ont admis qu'elles étaient généralement défavorables aux entreprises interrogées.[8] En outre, dans les cas limités où les renseignements figurant dans la requête aboutiraient à une marge de dumping inférieure à la marge réelle, une entreprise astucieuse réagirait à cette situation en s'abstenant tout simplement de participer à l'enquête et en acceptant la marge indiquée dans la requête, plutôt que faire l'effort de présenter certains renseignements et pas d'autres. Ainsi, concrètement, les autorités chargées de l'enquête ne risquent pas de se trouver confrontées très souvent à la situation hypothétique évoquée dans la première question. Et ce n'est assurément pas ce qui s'est produit avec SAIL dans l'enquête en question.

Question n° 7

La position de l'Inde est-elle que l'article 6.8 empêche d'utiliser les "données de fait disponibles totales" en toute circonstance s'il y a des renseignements présentés qui satisfont aux prescriptions du paragraphe 3 de l'Annexe II? L'Inde serait-elle d'accord pour dire que, dans certaines circonstances, le fait que certains renseignements nécessaires ne sont pas communiqués peut justifier une décision de rejeter des renseignements qui, pris isolément, satisfont aux prescriptions du paragraphe 3 de l'Annexe II? Serait-elle d'accord pour dire que, dans certaines circonstances, le fait que certains renseignements nécessaires sont invérifiables peut justifier une décision de rejeter des renseignements qui, pris isolément, satisfont aux prescriptions du paragraphe 3 de l'Annexe II?

[6] *Voir* la réponse de l'Inde à la question n° 26 du Groupe spécial et la première déclaration orale de l'Inde, paragraphes 44 à 61.

[7] Le dossier montre que SAIL a, de façon répétée, communiqué des renseignements au DOC en réponse à ses demandes et a continué de le faire même après l'expiration des délais fixés par le DOC. *Voir* la communication présentée à titre de réfutation par l'Inde, paragraphes 87 à 96, et la réponse de l'Inde à la question n° 26 du Groupe spécial, paragraphes 42 à 45. Comme l'Inde l'a indiqué dans ce dernier document, "[m]ême si l'Accord permet d'appliquer des données de fait disponibles défavorables lorsque l'autorité chargée de l'enquête a des raisons de penser que l'entreprise interrogée a "manipulé" les données, il n'y a aucun fondement ici pour une telle constatation". *Voir aussi* la première déclaration orale de l'Inde, paragraphes 75 à 80.

[8] *Voir* la réponse de l'Inde à la question n° 26 du Groupe spécial, paragraphe 41, et la première déclaration orale de l'Inde, paragraphes 50 à 54.

Réponse

12. En réponse à la première partie de la question, l'Inde fait observer que l'expression "données de fait disponibles totales" ne figure pas dans l'Accord antidumping. Elle n'existe que dans la pratique des États-Unis et, selon les faits relatifs à l'affaire considérée, peut être ou ne pas être compatible avec la structure et le fonctionnement de l'Accord antidumping. L'Accord établit ce que l'Organe d'appel appelle un "cadre cohérent" pour ce qui est de décider quand les renseignements communiqués par une entreprise interrogée doivent être utilisés et comment les utiliser.[9] Ce cadre révèle une préférence marquée pour l'utilisation des renseignements fournis par l'entreprise interrogée. En vertu de ce cadre, les enquêteurs doivent accomplir le processus qui consiste à analyser des éléments/ensembles/catégories de renseignements communiqués en temps utile et vérifiables pour déterminer si les renseignements peuvent être utilisés pour calculer une marge de dumping. Rien dans le cadre ne laisse entendre que l'impossibilité d'utiliser un élément/ensemble/catégorie de renseignements permettrait à l'autorité chargée de l'enquête de conclure qu'un autre élément/ensemble/catégorie de renseignements n'est pas utilisable.

13. Dans les situations où l'autorité chargée de l'enquête n'a pu utiliser sans difficultés indues certains éléments d'information communiqués par l'entreprise interrogée - en association tant avec les autres renseignements fournis par l'entreprise interrogée qu'avec des renseignements de source secondaire - elle devra nécessairement fonder entièrement son calcul de la marge sur des renseignements de source secondaire. C'est ce qui équivaut en gros à la pratique des États-Unis consistant à utiliser les données de fait disponibles "totales". L'Inde fait cependant observer que les États-Unis considèrent apparemment le recours aux données de fait disponibles "totales" comme un résultat automatique une fois qu'ils ont déterminé qu'un quelconque "élément essentiel", comme ils disent, des renseignements n'est pas vérifiable ou n'est pas communiqué en temps utile, plutôt que comme le résultat d'un examen objectif de la possibilité d'utiliser chacun des éléments/ensembles/catégories de renseignements vérifiables et communiqués en temps utile par l'entreprise interrogée.

14. En réponse à la deuxième partie de la question, la position de l'Inde est que tout renseignement nécessaire qui satisfait aux quatre conditions du paragraphe 3 de l'Annexe II doit être utilisé pour calculer la marge de dumping. Comme l'Inde l'a expliqué dans sa réponse à la question n° 6 ci-dessus, il n'est pas admissible d'interpréter l'article 6.8 et l'Annexe II comme permettant le rejet des renseignements qui satisfont à ces quatre conditions parce que d'autres renseignements "ne sont pas communiqués". De l'avis de l'Inde, la question essentielle est la "possibilité d'utiliser" les renseignements en cause et non celle de savoir si d'autres renseignements ne sont pas communiqués. La question posée par le Groupe spécial présuppose que les renseignements en cause satisfont aux quatre conditions du paragraphe 3 de l'Annexe II, c'est-à-dire qu'ils peuvent être utilisés "sans difficultés indues". Toutefois, il peut y avoir des situations où ces renseignements représentent une partie si petite d'un élément par ailleurs inutilisable et incomplet des renseignements nécessaires (tels que les ventes sur le marché intérieur) que les renseignements peuvent ne pas satisfaire à la condition des "difficultés indues" énoncée au paragraphe 3 de l'Annexe II. En l'espèce, par exemple, l'Inde ne soutient pas que les États-Unis ne se sont pas conformés au paragraphe 3 de l'Annexe II pour ce qui est des renseignements concernant les ventes sur le marché intérieur présentés par SAIL, même si certains des renseignements concernant les ventes sur le marché intérieur qui ont été déclarées (plus de 100 000) satisferaient, isolément, aux prescriptions de ce paragraphe.

15. En réponse à la troisième partie de la question, l'Inde fait observer qu'il y est envisagé le rejet de renseignements qui satisfont aux quatre conditions du paragraphe 3 de l'Annexe II (y compris celle qu'ils puissent être utilisés sans difficultés indues), parce que d'autres renseignements présentés ne sont pas vérifiables. Pour toutes les raisons exposées aux paragraphes 2 à 14 ci-dessus et dans les nombreuses communications présentées par l'Inde au cours de la présente procédure, la réponse de

[9] *Voir* la deuxième déclaration orale de l'Inde, paragraphes 6 à 18.

l'Inde est que le fait que d'autres renseignements ne soient pas vérifiables (ou utilisables, ou communiqués en temps utile ou dans le format informatique demandé) ne permet pas à l'autorité chargée de l'enquête d'écarter les renseignements qui satisfont aux conditions du paragraphe 3.[10]

16. Enfin, au sujet des trois questions contenues dans la question n° 7, l'Inde fait observer que les renseignements en cause dans le présent différend - la base de données de SAIL concernant les ventes aux États-Unis - étaient vérifiables et "vérifiés" et pouvaient être utilisés sans difficultés indues avec les renseignements sur la valeur normale mentionnés dans la requête pour calculer une marge de dumping. Ils représentaient la moitié des renseignements nécessaires pour calculer une marge de dumping - et non pas de petits éléments, parties ou morceaux de renseignements. Par conséquent, le Groupe spécial n'a pas besoin de déterminer les limites extérieures de la "possibilité d'utiliser" un petit élément, partie ou morceau de renseignements en l'espèce. De plus, il est crucial d'avoir à l'esprit ce que l'application des "données de fait disponibles totales" signifiait en l'espèce: le rejet de toute une base de données contenant des données vérifiées sur les ventes aux États-Unis, y compris des renseignements sur les prix, les quantités et les autres renseignements nécessaires pour chaque tonne de tôle en acier au carbone coupée à longueur expédiée par SAIL aux États-Unis durant la période visée par l'enquête. En appliquant les "données de fait disponibles totales", le DOC a remplacé ces renseignements vérifiés et utilisables par une seule offre de vente à un prix absurdement bas de 251 dollars par tonne, dont même le DOC savait qu'il n'avait jamais été pratiqué durant la période visée par l'enquête.

Question n° 8

L'Inde pourrait-elle décrire en détail quels renseignements elle considérerait dans tous les cas comme "nécessaires" au sens de l'article 6.8 pour que l'autorité chargée de l'enquête effectue un calcul objectif, impartial et exact de la marge de dumping?

Réponse

17. Dans le contexte de l'article 6.8, l'expression "renseignements nécessaires" désigne des éléments d'information qui, collectivement, permettent à l'autorité chargée de l'enquête de déterminer une marge de dumping au titre de l'article 2 de l'Accord antidumping. Cela inclut au minimum les renseignements nécessaires pour calculer le prix à l'exportation et, de façon indépendante, les renseignements nécessaires pour calculer la valeur normale. S'il est allégué que des ventes sont faites au-dessous du prix de revient, il faut aussi des renseignements sur les coûts. Dans la pratique, ce qui constitue des renseignements nécessaires varie beaucoup selon les cas. Par exemple, dans certains cas, il ne sera pas nécessaire d'avoir des renseignements concernant les ventes sur le marché intérieur provenant des parties affiliées ou des données sur les coûts provenant des fournisseurs d'intrants affiliés, alors que, dans d'autres, il faudra que les parties affiliées communiquent des renseignements sur leurs reventes ou leurs coûts de production. Dans certaines situations, il faudra obtenir des renseignements pour construire le prix à l'exportation parce que le produit est vendu sur les marchés d'exportation par le biais de parties affiliées, alors que, dans d'autres cas, cette situation ne se présentera pas. En un mot, les renseignements qui peuvent être considérés comme "nécessaires" pour calculer une marge de dumping varient beaucoup d'un cas à l'autre. Et ce qui peut paraître nécessaire au début de l'enquête, comme des renseignements concernant les ventes sur le marché intérieur, peut ne plus l'être plus tard durant l'enquête, lorsque la valeur normale est déterminée à l'aide de la valeur construite.

[10] *Voir* la deuxième déclaration orale de l'Inde, paragraphes 6 à 18; les observations de l'Inde sur les questions des États-Unis, paragraphes 19 à 22 et 25 à 29; la communication présentée à titre de réfutation par l'Inde, paragraphes 9, 10 et 65 à 73; les réponses de l'Inde aux (premières) questions du Groupe spécial, paragraphes 9 à 14, 55 à 60 et 88 à 90; la première déclaration orale de l'Inde, paragraphes 25 à 43; et la première communication de l'Inde, paragraphes 50 à 67.

18. Enfin, l'Inde fait observer que la définition des renseignements nécessaires ne régit pas la question de la source requise de ces renseignements, et en particulier la question de savoir quand des renseignements nécessaires donnés présentés par les entreprises interrogées doivent être utilisés par les autorités chargées de l'enquête. Cette question est traitée aux paragraphes 3 et 5 de l'Annexe II.[11]

---

[11] *Voir* la deuxième déclaration orale de l'Inde, paragraphes 6 à 18.